

CORRESPONDENCE OF
THE FRENCH MINISTERS
TO THE UNITED STATES
1791-1797

VOLUME II

A Da Capo Press Reprint Series

THE AMERICAN SCENE
Comments and Commentators

GENERAL EDITOR: WALLACE D. FARNHAM
University of Illinois

CORRESPONDENCE OF
THE FRENCH MINISTERS
TO THE UNITED STATES
1791-1797

Edited by Frederick Jackson Turner

VOLUME II

DA CAPO PRESS • NEW YORK • 1972

0725187

~~100372~~

Library of Congress Cataloging in Publication Data

Turner, Frederick Jackson, 1861-1932, ed.

Correspondence of the French ministers to the United States, 1791-1797.

(The American scene: comments and commentators)

Reprint of the 1904 ed. published as v. 2 of the Annual report of the American Historical Association for the year 1903 and as the 7th Report of the Historical Manuscripts Commission.

Text in French.

CONTENTS: I. Introduction.—II. Calendar of the correspondence of Ternant, Genet, Fauchet, Adet, and Létombe.—III. Correspondence of Ternant. [etc.]

1. U.S.—Foreign relations—1789-1797. 2. U.S.—Foreign relations—France. 3. France —Foreign relations—U.S. I. Ternant, Jean Baptiste, chevalier de, 1750-1816. II. Genet, Edmond Charles, 1763-1834. III. Adet, Pierre Auguste, 1763-1832. IV. Létombe, fl. 1797. V. Fauchet, Joseph, baron, 1761-1834. VI. Title. VII. Series: American Historical Association. Historical Manuscripts Commission. Report of the Historical Manuscripts Commission, 7th. VIII. Series: American Historical Association. Annual report, 1903, v. 2.

E183.8.F8T87 1972

327.44'073

75-75268

ISBN 0-306-71315-2

This Da Capo Press edition of *Correspondence of the French Ministers to the United States, 1791-1797*, is an unabridged republication in two volumes of the one-volume first edition published in Washington, D.C., in 1904 as Volume II of the *Annual Report of the American Historical Association for the Year 1903*.

Published by Da Capo Press, Inc.

A Subsidiary of Plenum Publishing Corporation
227 West 17th Street, New York, New York 10011

All Rights Reserved

Manufactured in the United States of America

CORRESPONDENCE OF
THE FRENCH MINISTERS
TO THE UNITED STATES
1791-1797

VOLUME II

0725187

~~100372~~

Commissioners to Commissioner of Foreign Relations. "a

Legation de
Philadelphie

PHILADELPHIE, le 12^{me} Pluviose

Rélations l'an 3^e de la République française une et
Extérieures indivisible^b

Politique *Les Commissaires de la République Française,*
No. 43. 2^a.] *près les Etats Unis. Au Commissaire des*
relations extérieures

CITOYEN: Les affaires intérieures de l'Amérique depuis la date de nos dernières dépêches, où nous t'en parlons n'offrent rien de bien important. La législature s'occupe d'une nouvelle organisation des milices, et de la réduction de la dette publique. Le premier objet, ainsi que nous te l'avions dit ailleurs, est contrarié par les localités, par des prétentions rivales, des divers Etats individuels: on sent surtout en le traitant l'inconvenient de cette collision de pouvoirs qui resultera longs tems de la forme neutre du pacte fédératif, collision qui doit à la longue disparaître sous la force absorbante du gouvernement général s'il est toujours conduit par des mains influentes, ou qui doit restituer la fédération pure et simple dont on a néanmoins longtems senti les dangers. Cependant la nécessité brise les volontés contraires, et donne l'avantage aux plans qui doivent mettre le système des milices en activité.—

Quant à la dette publique et à sa réduction, c'est une question difficile, et qui implique bien des intérêts et bien des divisions anciennes. Les deux partis dans la législature s'attribuent le mérite de vouloir plus sérieusement que leurs antagonistes cette réduction. On se dispute, on argumente sur les moyens, et le tems s'écoule sans qu'on ait rien déterminé. Il est facile de voir au fonds que chacun craint l'impopularité des taxes qu'il faudra voter, et qu'on aimerait assez à laisser au Congrès prochain dont l'élection s'est commencée depuis quelque tems et se poursuit encore la tâche décréditante de faire les fonds nécessaires pour soutenir sérieusement un plan d'extinction. Il est étonnant de voir avec quelle ardeur on s'élève de part et d'autre contre des taxes impopulaires, et avec quelle obstination l'on repousse

^a Etats-Unis, vol. 43, folio 106. I., S.

^b January 31, 1795.

en même tems à la presque unanimité toute idée de taxe directe. Les débats du Congrès qui sont relatifs à cette importante partie des affaires publiques, ne peuvent t'être envoyés par cette expédition, nous pourrons les joindre à celle qui suivra. Tu trouveras sous ce pli la continuation des cahiers contenus aux dépêches précédentes.

La motion qui avait été faite de réduire les salaires des officiers du Gouvernement général et des membres du Congrès a été débattue, et a eu la fin que nous en prédisions dans une de nos lettres.

La perspective du succès qu'on attend de la négociation de M^r Jay, a fait proposer de réduire l'armée qui se trouve sur la frontière du nord-ouest aux ordres du général Wayne. Si l'on en croît des traités nouvellement conclus avec les tribus Indiennes, on peut augurer la continuation de la paix de ce côté, mais le midi, ne permet guères de faire cette réduction à l'armée, les Indiens y deviennent aussi inquiétans que jamais.—

Tu trouveras joint à cette dépêche un plan proposé par le secrétaire de la guerre avant sa retraite du ministère, par l'établissement d'un système permanent dans les rapports des E. U. avec les tribus Indiennes; il est rédigé conformément aux bases que la Président a constamment recommandé dans ses discours, à l'ouverture de plusieurs Congrès successifs, et paraît d'ailleurs avoir le double mérite d'aller à son but et d'être écrit avec une forte teinte de philanthropie. Ce rapport a excité dans la chambre des Représentans quelques débats que tu aimeras peut-être à parcourir et dans lesquels tu verras l'esprit d'une partie de la législature envers les officiers des départements exécutifs: ces débats se trouvent en cahier joint à cette lettre.

Le Secrétaire de la trésorerie, M^r Hamilton vient de terminer sa carrière politique; il a été remplacé par M^r Woolcott, controleur de la trésorerie auparavant, et l'un des sous officiers les plus instruits de ce département. Ce remplacement n'operera ni suspension ni lacune dans les affaires de la trésorerie. Il est une conséquence de la stabilité à laquelle le Gouvernement Americain s'attache particulièrement, et qui est surtout requise, dans un département aussi important et aussi compliqué que celui des finances Américaines.

M^r Hamilton a écrit en finissant son ministère un rapport fort long sur les moyens les plus propres à adopter pour réduire la dette. Cet ouvrage est sans doute écrit avec la profondeur et la sagesse qu'il possède au suprême degré dans les matières de finances et de calcul. Il est actuellement sous presse, nous t'en rendrons compte par nos dépêches prochaines. Le 19 de février, il doit être célébré dans les E. U. un jour universel d'action de grâces à la divinité pour les bienfaits dont elle a comblé l'Amérique dans ces derniers tems. Ce jour est fixé selon la coutume par le Président. Tu trouveras ici la proclamation qu'il a émise à cet effet, quoique la constitution fédérale ne l'autorise point à ces actes religieux, il les renouvelle assez communément chaque année pour toute l'union, à l'exemple des Gouverneurs des Etats qui prescrivent ordinairement tous les ans l'observation d'un pareil jour dans leurs juridictions respectives. Ces mesures sont applaudies dans la plus grande partie de la Nation, et réunies aux actes de piété particuliers du Président actuel, elles ne contribuent pas peu à accroître la haute opinion du Peuple Americain pour lui, et l'estime universelle dont il jouit parmi la généralité de ses concitoyens.

Salut et Fraternité

Jⁿ FAUCHET
LA FOREST
PETRY

Commissioners to Commissioner of Foreign Relations.^a

Legation de	PHILADELPHIE le 14 Pluviose,
Philad ^e	l'an 3 ^e de la République française, une et
Rélations	ind ^{bleb}
Extérieures	<i>Les Commissaires de la République fran-</i>
Politique	<i>çaise, près les E. Unis. Au Commissaire</i>
No. 44. 2 ^{ta}]	<i>du département des relations Extérieures</i>

CITOYEN: Nous avons eu soin de t'informer successivement de l'Etat des discussions entre L'Angleterre et les E. U., de tout ce qui a transpiré jusqu'ici sur la mission de

^a Etats-Unis, vol. 43, folio 135. L. S.

^b February 2, 1795.

M^r Jay, et l'impatience publique et des conjectures qu'à chaque époque nous avons été fondés à faire. Nous voyons enfin combien nous avons raison de te prévenir que cette mission insignifiante en elle-même prendrait couleur par les succès ultérieures de la République, et que tu pourrais juger de son issue par les victoires de nos armées. Il n'est plus douteux que M^r Jay ne soit devenu pressant en raison des embarras progressifs du Cabinet Anglais et ne l'ait enfin amené à un arrangement que M^r John Adams a inutilement sollicité à Londres après la paix pendant trois ans. Il reste à savoir si ce cabinet a réellement sacrifié quelque chose aux circonstances ou s'il continue de jouer les Etats Unis.

Un bâtiment vient d'arriver de Londres d'où il est parti le 4 décembre et apporte la nouvelle positive qu'un traité y a été signé le 19 Novembre. L'extrait suivant d'une lettre de M. Jay à son frère a été publié sur le champ.

“Londres le 21. 9^{bre} 1794. Vous apprendrez avec plaisir que le traité que J'ai été envoyé négocier ici a été signé avant hier.”

Le Gouvernement Americain assure qu'il n'en a reçu encore aucun avis officiel. Le secrétaire d'Etat affirme au Ministre Plenipotentiaire que sa propre opinion est en suspens. Il paraîtrait que l'on a donné à M. Jay des instructions éventuelles et des pouvoirs très étendus; qu'on s'en est rapporté à son habileté sur le parti à tirer des évènements et qu'infiniment circonspect par caractère il n'a pas voulu donner de détails à son gouvernement avant la signature.

Les principaux traits que le bruit public donne à cet acte diplomatique sont: l'évacuation de la part des Anglais des postes situés sur les frontières du Canada dans les limites des E. U. laquelle aura lieu le 30 Juin 1796. avec six mois de grâce cependant pour les évènements contingens; libre passage après cette époque d'un territoire à l'autre, par ces mêmes postes, aux traiteurs des deux Nations avec leurs effets, mêmes tarifs de droits sur les marchandises qui passeront d'un territoire à l'autre que ceux imposés dans les ports respectifs. Les criminels et les débiteurs se réfugiant d'un territoire sur l'autre ne seront pas à l'abri de justice mais seront rendus.

Les bâtimens Américains seront admis avec des restric-

tions dans les Colonies Anglaises des Antilles. On nommera de part et d'autre des commissaires chargés de surveiller la liquidation et le recouvrement des vieilles dettes dues au commerce Anglais avant la guerre. Quant à la neutralité des bâtimens Américains pendant la durée de la guerre actuelle, c'est à dire au droit de porter sans crainte de molestation les propriétés ennemies, cette question est, ajoute-t-on, renvoyée à des commissaires qui doivent faire un rapport dans deux ans à ce sujet.

Tels sont les caractères que donnent les gazettes au traité. Ce détail est indubitablement incorrect en plusieurs points, et le dernier article serait très extraordinaire. Comment M^r Jay a-t-il consenti à une proposition aussi insidieuse que celle de renvoyer à deux ans la décision d'un point aussi clair par lui-même, que l'adoption des principes modernes de neutralité? Il ne s'agit que d'un acte de volonté, de refuser ou de consentir. On conçoit que l'Angleterre cherche à se défendre de tout ce qui pourrait donner une grande extension aux indemnités réclamées pour les vexations et confiscations exercées contre le Commerce Americain. On conçoit aussi qu'elle repugne à se lier les mains pendant la guerre et à renoncer aux pirateries qui ont rendu si précaire l'approvisionnement des Colonies françaises et de la République elle même. Mais M^r Jay n'était-il pas envoyé précisément pour obtenir satisfaction sur le premier objet et faire déclarer l'Angleterre sur le second? n'avait-il pas à faire valoir les inconvéniens qu'elle éprouve elle même par son entêtement, son propre système opérant contre elle par l'activité des croisières françaises en Europe, et les neutres s'aliénant de plus en plus par les violations répétées de leur pavillon contre la Nation qui se refuse encore au vœu général des Nations.

L'admission des bâtimens Américains d'un tonnage limité dans les Colonies Anglaises est un avantage réel pour les premiers. Les Anglais ont eu jusqu'ici le monopole de transport des denrées Américaines dans leurs Colonies, et l'exclusion des Américains comme concurrens favorisait dans ce cas beaucoup la navigation des premiers. Mais l'avantage peut être borné, si le maximum du tonnage des vaisseaux admis est peu considérable. Le transport des

bois de charpente est une des parties les plus avantageuses des relations de l'Amérique avec les Colonies Européennes; il n'y a guères que de grande bâtimens qui puissent le faire commodément, et les Anglais pourraient bien en conserver encore le Monopole. L'Amérique peut, il est vrai, réagir et fixer à son tour un maximum réciproque dans le tonnage des bâtimens Anglais, employés à la navigation des Colonies au Continent mais sans pouvoir pressentir ce qu'elle fera par la suite à cet égard, il faut remarquer que sa politique a été jusqu'ici de menacer plutôt que de faire, de montrer ses moyens plutôt que de les employer, de se plaindre mais de souffrir patiemment. La différence des intérêts entre les Etats du Nord a été, et sera sans doute très long tems encore le point d'appui du Cabinet Britannique toutes les fois qu'il sera question de restreindre ses avantages commerciaux.

L'établissement sur les frontières respectives des mêmes droits qui sont imposés dans les ports paroît au premier coup-d'œil un arrangement très naturel. Mais son opération doit dépendre de reglemens ultérieurs, et il est difficile de prévoir laquelle des deux Nations saura mettre l'avantage de son côté. Nous pouvons dire seulement que les E. U. n'ont aucune influence sur les mesures législatives de l'Angleterre et que l'Angleterre en a encore une quoique bien déguisée, sur les mesures législatives des E. U.

Les postes sur la frontière du Canada, sont sans doute avec l'admission dans les Antilles Anglaises le point principal sur lequel on aura insisté. L'évacuation pure et simple des premiers n'a pu à ce qu'il parait être obtenue selon le traité de 1783. Il a été reconnu depuis cette pacification, que par la jouissance exclusive de ces postes, l'Amérique aurait la facilité de protéger ses établissemens occidentaux et de contenir d'une manière efficace les peuplades Indiennes. Le premier point allarmait l'Angleterre pour ses propres établissemens. Le 2^d aurait mis fin à dénormes dépenses qui épuisent d'autant le trésor Américain et l'empêchent de s'occuper de sa marine. Cette jouissance aurait donné aux Citoyens des E. U. presque le monopole de toute la partie du commerce des fourrures qui se fait par les Lacs, comme l'Angleterre a le monopole absolu de la partie de ce commerce qui se fait entre la rivière de St Laurent et la baye

d'Hudson. Les traiteurs du Canada occupés à la première traite sont en effet obligé de passer sur le territoire cédé aux E. U., mais non encore livré, dans leurs excursions périodiques. L'Angleterre a donc pu desirer de ne livrer ces postes qu'à condition qu'ils seraient érigés en franchise pour les deux Peuples. Cette concession opère au désavantage de l'Amérique. 1^o parce qu'elle lui ôte le monopole que lui assurait le traité. 2^o parce qu'elle oblige les E. U. à tolérer l'introduction des Anglais pour traiter avec les Indiens compris dans leurs limites, et cette introduction ouvre la porte à des brouilleux nouveaux parmi les Nations qui bordent la frontière. 3^o parce que la permission réciproque de traiter avec les Indiens situés hors de ces mêmes limites, loin de balancer ce désavantage, est au contraire pour l'Amérique une source de difficultés et d'altercations. En effet, à moins que le cas ne soit prévu, l'Angleterre pour n'avoir pas des rivaux dans les E. U. dans le commerce des fourrures, abondant surtout en deçà de ses limites, taxera peut être fort haut les marchandises que leurs traiteurs voudront importer; les siens auront donc l'avantage de pouvoir vendre à plus bas prix. Si l'Amérique veut réagir par une taxation semblable, voila des douanes embarrassantes, des droits difficiles à recueillir exigeant des postes, une armée; préparant enfin des hostilités. Ce qui prouve au surplus que l'Angleterre en livre qu'à regret ces clés importantes du commerce Indien, c'est le répit qu'elle demande, et dont elle saura profiter selon la situation éventuelle de ses affaires en Europe. Il est évident au reste qu'elle a trouvé un subterfuge on ne peut pas plus utile dans les dettes contractées avant la Révolution, c'est ce qu'indique le renvoi de ces dettes devant des commissaires.

Quant à la promesse de point mettre à l'abri des poursuites judiciaires les débiteurs, et de rendre les criminels qui passeroient d'un territoire sur l'autre, elle est d'une utilité réciproque. La constitution Américaine a rendu ces points obligatoires entre les différens Etats de l'Union, et il a pu paraître convenable de les adopter entre deux pays qui se touchent sur toute leur longueur. Ils font la sureté de la Société. L'expérience journalière prouve qu'une convention de ce genre serait nécessaire avec l'Espagne qui donne

refuge dans la Louisiane et la Floride aux criminels et aux débiteurs Américains. Les habitans de la Georgie surtout se plaignent qu'on attire les noirs à S^t Augustine. Il n'est pas vraisemblable que M. Jay ait donné une plus grande extension à cet article. Il connaît trop l'intérêt et les principes des E. U. à l'égard de l'extradition.

En Sommant les observations qui précèdent on peut donc, sauf les renseignemens ultérieurs, voir dans ce traité un acte peu important destiné à répandre un éclat dont on a besoin pour la politique intérieure, plutôt qu'à produire de solides avantages. Il eut été à souhaiter peut être que notre République eut prevenu ce que peut encore cacher le mystère, en renouvelant ses liaisons sur les bases proposées depuis long-tems, mais le défaut total de correspondance ne nous permet à cet égard que de stériles regrets. Que peut proposer la légation aux membres principaux du Gouvernement lorsqu'on lui laisse ignorer les vues du Comité de Salut Public? Nous avons reconnu combien il est délicat de s'avancer avec des gens qui croient voir et mettent de la finesse à tout. Ils prendraient chaque insinuation pour un acte officiel émanant d'instructions reçues et nous serions exposés à faire de grandes fautes en proférant trop ou trop peu. On ne doit aborder les Américains qu'avec un plan fait. Nous désirons s'il arrive, comme on l'a dit, une légation nouvelle, qu'elle soit moins neutralisée par ces contre tems et qu'elle puisse et réparer le passé et parer l'avenir. On peut d'ailleurs augurer que si le traité contient les clauses que nous venons de parcourir, il ne souffrira pas peu de difficulté dans la ratification.

Ce qu'il y a de plus à craindre dans ces arrangements nouveaux, c'est que l'Angleterre ouvrant ses Colonies aux Américains, celles-ci ne reçoivent exclusivement les denrées des E. U. au moyen des corsaires et autres croiseurs Anglais, qui les empêcheront de parvenir dans les nôtres, tandis que notre traité et notre alliance avec l'Amérique nous lieront les mains et nous retiendront de nous porter à des représailles. Un pareil état de choses serait le comble de l'opprobre s'il se prolongeait à la face du traité qu'on annonce et des arrestations récentes de bâtimens Américains trafiquants avec nos Colonies n'inspirent sur ce point de trop justes

appréhensions. Le prétexte de propriétés françaises déguisées servirait à couvrir les plus crians abus. Ce serait néanmoins un acte d'impudence rare de la part de l'Angleterre que de permettre de nouvelles violations, lorsqu'elle fait examiner par ses commissaires la nature des anciennes et les termes de leur réparation. Il est déjà assez piquant pour les Américains de voir celles ci soumises à des débats de deux années. Mais les gains immenses que les négocians font ailleurs et surtout avec nos Colonies depuis long-tems, ceux que ces Colonies leur promettent pour l'avenir, font trop divirson au Sentiment que ce délai doit exciter. On pouvait peut être attendre que l'Amérique eut insisté avec force sur l'introduction des principes de neutralité moderne dans ce traité, afin de ne pas laisser la France supporter tout le désavantage de sa situation sous ce point de vue. Il n'est pas peu douloureux de voir les propriétés Anglaises traverser paisiblement les mers, et venir en Amérique, tandis que nous ne pouvons mettre un ballot sous pavillon Américain pour faire des remises ici, sans l'exposer à une capture certaine. L'Angleterre au reste a suffisamment témoigné de tout tems son opinion sur la neutralité moderne, et l'évènement a montré qu'on essayerait vainement de l'y faire consentir par la voie des négociations. Il est réservé à la Marine de la République de forcer cette orgueilleuse puissance à reconnaître la liberté des mers.

Salut et Fraternité

Jⁿ FAUCHET
LA FOREST
PETRY

[Avec le N^o 44.]

Les Postes Occidentaux que l'Angleterre va rendre aux E. U. sont au nombre de quatre.

Oswego, à l'entrée du Lac Ontario. Les Anglais y entretiennent une compagnie d'infanterie, et une Douane, pour empêcher la contrebande des fourrures.

Niagara sur le même Lac à 100 milles plus loin. Ce fort est dans une situation très avantageuse sur une pointe formée par la jonction de la rivière. Il y a un fort régulier, en bon état, et muni d'une bonne garnison.

Détroit à 300 milles à l'Est de Niagara, est situé sur le côté Oriental du détroit qui est entre le Lac Erié, et le Lac Huron. Il y a une assez jolie Ville, de bonnes fortifications, et une fort garnison.

Michillimakinack est au nord de Détroit à environ 250 milles, sur une Île qui est entre le Lac Huron et le Lac Michigan: c'est un terrain graveleux, et qui n'est propre à aucune culture. Ce lieu est remarquable pour être le rendez vous général et l'entrepot des Traiteurs Indiens qui s'y rassemblent de tous les points vers le mois de Juin; vendent leurs fourrures et reçoivent leurs marchandises pour la Traite suivante.

A ces forts, on peut ajouter le fort Miami bati dans nos limites par le Major Campbell.

N. B.—On a omis de joindre cette pièce au primata.

Commissioners to Commissioner of Foreign Relations.^a

Legation de
Philadelphie
Relations
Extérieures
Politique
No. 45. 2^{ta}.]

PHILADELPHIE, le 15 Pluviose
l'an 3^e de la République française une
et indivisible^b
*Les Commissaires de la République Française,
près les Etats Unis. Au Citoyen
Commissaire du département des relations
extérieures*

CITOYEN: Tu nous demandais dans ta lettre du 5 Thermidor,^c de te fournir sur les agens de la République destitués à différentes reprises dans les Etats Unis des renseignemens que te missent en état de répondre à des questions journalières que te sont faites sur leur compte. Nous n'avons pas cru pouvoir mieux remplir tes intentions qu'en leur faisant parvenir une lettre circulaire dans leurs résidences respectives.

Les agens sont divisés en deux classes, la première comprend ceux remplacés par l'arrivée du Genet et par suite des changemens qui eurent lieu alors. La seconde comprend ceux que l'arrivée de la Legation actuelle a déplacés.

^a Etats-Unis, vol. 43, folio 141. L. S.

^b February 3, 1795.

^c July 23, 1794.

La mesure de l'envoi de la circulaire a été suivie envers tous indistinctement; ils ont tous répondu, nous t'envoyons sous ce pli la copie de leurs réponses.

Nous n'avons pas du comprendre dans cette liste le Citoyen Bournonville nommé secrétaire de Légation sous le citoyen Genet, et qui dit n'avoir reçu aucune notification de son rappel. Sur ce défaut d'ordre et en considération de l'utilité dont il pouvoit être et dont il a réellement été à la Légation, nous nous sommes déterminés à le conserver; nous croyons Citoyen, que tu ne désapprouveras point cette mesure d'autant plus que ce Citoyen est généralement aimé dans les Etats Unis et y jouit de la meilleure réputation.

Salut et Fraternité

J^H FAUCHET
LA FOREST
PETRY

Fauchet to Commissioner of Foreign Relations.^a

Legation de	PHILADELPHIE le 16 Pluviose,
Philadelp ^e	l'an 3 ^e de la République française une et
Correspond ^{ce}	indivisible. ^b
Pr ^e du M ^{tr} e	<i>Le Ministre Plenipotentiaire de la R^eq^{ue}</i>
Politique	<i>Française, près les Etats Unis. au Citoyen</i>
No. 16.	<i>Commissaire du département des Relations</i>
Duplicata.]	<i>Extérieures.</i>

CITOYEN: La Commission te fait part dans sa dépêche N° 44. de la nouvelle du traité qui paraît avoir été conclu à Londres entre le Gouvernement Britannique et les Etats Unis par l'entremise de M^r Jay. Elle te rend compte des dispositions principales de ce traité qui ont transpiré, et des effets qu'on en peut attendre. Pour moi qui t'ai communiqué jusqu'à ce moment en particulier mes craintes et mes conjectures sur cette négociation, il me semble de mon devoir de t'exposer les idées que cet évènement me suggère, et de te faire part des moyens que je crois les plus propres à réagir contre lui d'une manière digne de la République, de

^a Etats-Unis, vol. 43, folio 151. L. S.

^b February 4, 1795.

son intérêt et de son honneur qui me paraissent également compromis.

Avant d'entrer en matière, je dois te retracer ici un tableau sommaire de ma conduite Politique depuis mon arrivée dans le Continent, quant à ce qu'elle peut avoir de commun avec un incident qui produit en Amérique un nouvel Etat de choses.

Tu te rappèles, Citoyen, que lorsque la légation fut envoyée, la République était en danger. Nous voyions dans les Etats Unis un point utile à nos approvisionnemens qui ne causaient pas peu d'alarmes, et les autres intérêts politiques étaient entièrement subordonnés à cette considération puissante. Livré moi-même tout entier à l'impulsion de cette considération, je vis qu'il s'agissait moins de contentions et de luttes diplomatiques dans le pays où j'allais que de sages lenteurs, et d'utiles temporisations. Je conçois que tout le système de conduite que pouvaient dicter les intérêts de la République, se réduisait à obtenir des E. U. une inertie prolongée quant à leurs rapports avec les puissances Ennemies de la France, jusqu'à ce que celle-ci débarrassée des soins majeurs qu'elle ressentait sur son existence, peut s'assurer un rang et se faire un système d'activité chez les Gouvernemens Etrangers. Tout ce qu'il y avait à craindre c'était que nos Ennemis ne prissent les devants sur nous, et ne nous prévinsent par leurs négociations; et je voyais au fonds que l'Etat de choses suspensif qui existait dans les E. U. pouvait être détruit dès qu'une Puissance voudrait accepter des propositions. Au reste quand l'intérêt bien entendu de la France ne m'eût pas conseillé cette marche, les instructions de la Légation m'y forçaient, puisqu'elles semblaient elles mêmes rédigées dans cet esprit et qu'elles n'autorisaient aucune activité. Une autre circonstance qui avait son poids, était la nécessité de calmer les aigreurs engendrées par la conduite brusque de la légation qui nous avait précédés; il fallait pour y réussir affecter d'autant plus de réserve à l'égard des affaires intérieures ou extérieures des Etats Unis qu'on s'y était auparavant trop ouvertement immiscé.

Cependant ma conduite politique dans cet Etat de choses ne devait pas être tout à fait nulle. Je m'aperçus qu'en

France nous avions des idées justes à former sur le pays où je résidais: je vis que le Gouvernement avait peu reçu de renseignemens depuis quelques années: je travaillai donc à en recueillir de fort détaillés. Nos dépêches politiques, tu l'as vu, Citoyen, sont plutôt des memoires que des lettres; le système politique des Etats Unis, et en partie leurs relations extérieures y sont mis à jour, et il ne manque pour compléter ce travail que des notions commerciales que je m'occupais de rassembler dans ces derniers tems. Dans la crainte de compromettre les hommes dont je recevais des données utiles, et sacrifiant d'ailleurs, je l'avoue, à des soupçons que je conserve encore, j'ai ouvert avec toi une correspondance particulière qui n'a pas peu servi mon plan. J'attendais le résultat de mes travaux, qui me paraissait devoir être des instructions nouvelles qui m'autorisassent à agir. Je comptais surtout sur une correspondance suivie avec toi. Mon espérance n'a pas été peu déçue.

Peu de tems après que je me fus décidé sur mon système de conduite, la mission de M^r Jay vint me surprendre à l'improviste et me faire craindre pour le *Statu quo* que je tenais à conserver dans les affaires Américaines. Je t'ai écrit tout ce qu'il est possible de dire pour faire connaître à fonds et *le but* et *la cause* de cette négociation qui me parut couvrir de grands projets. M^r Monroe t'aura sans doute développé davantage encore et l'une et l'autre. Il me fut évident au premier coup d'œil, que rien ne pouvait neutraliser cette démarche décisive qu'une négociation qui prit les devants sur Jay, et appuyât les résolutions de M^r Madison, au sujet desquelles l'envoyé extraordinaire disait "*qu'il ne partirait pas si elles étaient adoptées.*" Mais que pouvais-je faire? mes instructions n'avaient pu prévoir cet événement, et personne ne paraissait me seconder pour appuyer le projet de M. Madison. Mes conversations avec M^r Randolph furent ma seule ressource; je lui fis entendre que c'était bien démentir une amitié si long-tems et si fréquemment jurée que de profiter des circonstances embarrassantes où était la République pour ouvrir un accès facile à ses ennemis dans des négociations qui devaient infirmer nos liaisons politiques et mettre obstacle à de nouveaux liens

commerciaux. Il joua, à ce qu'il paraît, le sincère et me fit de fausses confidences. Mes soupçons m'ont cependant constamment tenu sur mes gardes: j'ai constamment éveillé les tiens dans toutes mes dépêches, et je comptais du moins mettre le gouvernement français en Etat de parer en Europe un coup tramé ici dans le plus grand secret. Je soupirais en même tems après des instructions ou du moins après quelques conseils. *Depuis un an je suis à recevoir un mot* relatif à ma mission politique, ou même à apprendre l'arrivée de mes nombreux renseignemens. La prise de la corvette l'Espérance dont nous te rendons compte ailleurs met le comble à ces contre tems facheux.

Violà, Citoyen, ce que j'ai fait. Actuellement au milieu même de mon expectative et de mes inquiétudes, je me trouve surpris par le traité de M^r Jay. Le mystère qui accompagne cette nouvelle, me fait craindre que la Republique ne soit jouée par le Cabinet de Philadelphie et mes craintes sont augmentées par l'ignorance où je suis quant à ce qu'elle a pu faire en Europe pour sauver ou ses intérêts ou son honneur. Eclairé aujourd'hui sur la politique Américaine, J'ai lieu de croire qu'on n'a point donné à M^r Monroe des pouvoirs pour traiter avec le Gouvernement ou que si on lui en a donné quelques uns, ils se bornent à des propositions vagues qui seront renvoyées ici pour y être-arrêtées définitivement; et cela dans l'espoir que M^r Jay travaillerait plus à son aise à la faveur de la difficulté des correspondances entre la France et l'Amérique. Je crois voir aujourd'hui qu'on a spéculé sur nos dangers pour se défaire insensiblement de l'incommode fardeau de notre influence. On a lu dans notre défaut de système et dans nos variations politiques, des incidens qui favorisaient des menées secrètes: une inimitié évidente chez les hommes influens pour nos principes; une ardeur impatiente de ramper dans les Cabinets des Rois sous l'humble et suppliante apparence d'une neutralité soumise à leurs volontés: un systeme arrêté de longue main et suivi avec constance de neutraliser l'affection du Peuple par des intrigues diplomatiques, tels sont les motifs secrêts qui ont précipité les mesures, bien plus encore que la perspective de satisfaire la cupidité de l'intérêt mercantile par des traités commerciaux.

En se rappelant toutes les conjectures énoncées dans mes dépêches précédentes sur ce traité; en examinant son rapport avec des mouvemens politiques et des plans que j'ai successivement fait connaître, on peut ajouter aux conséquences que lui attribue la dépêche de la Commission d'autres effets indépendans de ses suites commerciales et qu'on parait aussi s'être proposés. C'est évidemment la massue dont on espère écraser à jamais l'influence française et ses plus fermes soutiens, et l'on attend même de notre conduite future des moyens d'accélérer cette destruction. N'en doute point Citoyen, nous sommes désormais tellement situés que nous ne pouvons ressentir l'injure sans en aggraver sur nous les suites. Une indifférence complète nous jette dans le mépris une conduite ferme et des représailles nous perdent sans retour. Quand je parle de représailles, je n'entends point des hostilités, mais une conduite semblable à celle que l'Angleterre tient depuis deux ans envers le commerce Américain: si nous l'imitons, on nous dépopularise en désignant nos actes comme des infractions aux traités; si nous nous plaignons de l'alliance nouvelle; si nous réclamons entre la faiblesse avec laquelle on parait s'être relâché sur une réparation complète des violences passés et une garantie pour l'avenir; nous interférons dans le choix d'une Nation Souveraine, on s'appuie de notre négligence à traiter depuis trois ans qu'on demande nos ouvertures, et l'on alarme le Peuple sur nos prétentions. On attendra des aigreurs et des défiances respectives, des impudences et des hostilités; alors nous sommes provocateurs et la scission désirée depuis la pacification de 1783 est consommée.

Que fera donc la République? Ici se présentent naturellement une question qu'on ne parait pas s'être proposée en France depuis notre révolution. Cette question est: *quel est le système permanent à suivre par la France envers les Etats Unis dans le nouvel Etat des choses?*^a et elle ne se résout elle-même

^a Compare with Fauchet's system here outlined, his Coup d'œil sur l'état actuel de nos rapports politiques avec les Etats-Unis (Paris, 1797), translated as A Sketch of the Present State of our Political Relations with the United States of North America (Philadelphia, 1797). A significant paragraph in this pamphlet declares that "France has a strong interest to preserve a good understanding with America. It is less the situation of her West Indies which commend it, than the position of Spain, which might run the greatest dangers by the combined efforts of England and the United States."

que par les deux subséquentes. *Qu'avons nous à craindre des E. U. et qu'avons nous à en espérer?* La solution de ces deux demandes serait la matière d'un mémoire étendu que les tems ne permet pas d'entreprendre. Cependant elles tiennent de si près au plan de conduite qu'il est urgent d'adopter dans les circonstances nouvelles, qu'il est impossible d'en arrêter un sans les éclaircir au moins sommairement.

L'Amérique, si je ne me trompe, énorgerie de sa position et de la puissance future à laquelle elle peut prétendre; forte d'ailleurs de la distance où elle est des pouvoirs qui la jalourent, croit pouvoir consulter son choix plutôt que les égards dans ses rapports avec l'Etranger. La France surtout lui paraît peu faite pour lui inspirer de l'inquiétude, et ses Colonies, loin de lui donner la moindre influence, sont au contraire ce qui paraît aux Etats Unis compléter sa dépendance envers eux. "La force des choses, disait M^r Jefferson, nous livre les Colonies Françaises, la France jouit de la souveraineté et nous du profit." M^r Jefferson pensait juste. Des Colonies où l'Amérique peut jeter la famine en tems de guerre; des Colonies que la perte d'une Escadre, ou l'incendie d'une ville peuvent enlever à leur métropole; qui ne vivent que par d'incommodes régulations qui soumettent leurs jouissances au monopole de la mère Patrie; des Colonies que la guerre expose à la faim et à la misère, doivent former d'étroites liaisons avec un Peuple qui de quinze jours en quinze jours peut satisfaire à leur besoins. Si les Colonies françaises eussent continué leur accroissement prospère, point de doute que cette confédération ne se fut consommée. L'Amérique le favorisait. On se rappelle l'Ambassade de l'Assemblée Coloniale de S^t Domingue auprès du Gouvernement fédéral en 1791, Ambassade sagement neutralisée par le Ministre Ternant, et favorisée par M^r Jefferson.^a La France a donc à craindre pour ses Colonies.

Ce qu'elle peut espérer de l'Amérique est d'une importance qui mérite l'attention. Dépourvue de relache pour ses vaisseaux, un Port en Amérique lui est indispensable Elle peut

^a Compare Ternant's dispatches of November 17 and 24 and December 10, 1791.

en tirer d'ailleurs mille denrées premières utiles à sa subsistance, à ses chantiers et à ses arsenaux. Il faut surtout envisager les E. U. dans l'avenir. Leurs ressources ont encore long tems à suivre une progression croissante, et les puissances Europeennes se disputeront peut-être l'achat de leurs productions, dans un tems où les leurs se réduiront en progression contraire. Une alliance commerciale et politique avec l'Amérique est donc à rechercher.

Nos craintes sont à moitié détruites par la révolution de couleur qui s'opère dans les Colonies. Excitons leur nombreuse population à l'activité. Si on l'amène à se nourrir de son sol, nos Colonies sont à jamais affranchies de l'esclavage de l'Amérique; elles sont véritablement à nous; le luxe si naturel à leurs habitans alimentera nos manufactures, et au surplus nous établissons un empire capable d'en imposer dans la suite des tems à toute l'Amérique. Nous n'avons point à craindre dans ce nouvel Etat de choses une confédération de nos Colonies avec cette dernière. Le noir policé et Citoyen n'a rien à espérer du Peuple des Etas Unis que le mépris le plus profond. Chez celui ci, le noir affranchi et l'homme de couleur instruit ou opulent sont mille fois plus abjects, mille fois plus avilis qu'ils ne l'étaient sous le régime Colonial le plus hideux, et les rapports de ceux qui auront résidé quelque tems dans les E. U. suffiront pour établir un germe éternel de répulsion entre l'Archipel affranchi et l'Amérique.

Mais si nous voulons maintenir dans nos Colonies soit pour l'accroissement de notre navigation, soit pour leur aisance même l'usage des subsistances Européennes nous nous trouvons encore à la merci de l'Amérique, et il est impossible d'ailleurs que nous nous passions nous mêmes des objets premiers qu'elle produit. D'un autre côté on peut penser, et l'on a parlé longtems de donner à la France une part dans les énormes importations que l'Amérique fait annuellement d'Europe.

Si l'on songe à poursuivre ces deux vues, la conduite à tenir dans ce moment est d'entamer des contre négociations. Mais il faut s'avouer ici, des difficultés nombreuses, ou

plutôt d'insurmontables obstacles. Les momens favorables sont peut être perdus et ne peuvent guères revenir. Nous avons bien il est vrai pour nous les stériles vœux de la Nation: nous avons même un parti puissant à qui une alliance avec l'Angleterre répugne et qui a tout tenté pour le faire échouer. Mais l'évènement prouve que la bonne volonté du grand nombre ne peut tenir contre les transactions secrètes des Cabinets, et que qui ne possède que des ennemis dans les derniers n'a dans les autres que d'impuisans amis dont le zèle souvent ne sert qu'à augmenter les preventions ennemies des Gouvernemens. Bien plus encore ceux là même qui nous favorisent le plus chaudement, entraînés par la force irrésistible des usages, contribuent à livrer de jour en jour d'avantage à l'Angleterre cette suprématie commerciale qui préparait de longue main l'alliance politique qu'elle désirait et que le traité lui procure peut être.^a

Il faut donc renoncer à cette voie de réaction. Tel du moins, doit être mon avis, Citoyen, si J'ai raisonné conséquemment sur les propositions et les faits que je viens d'énoncer plus haut. Quel parti reste-t-il donc à prendre? La République abandonnera-t-elle sans réciprocité tout le commerce Colonial à un Gouvernement ingrat qui après s'être enrichi de nos catastrophes, nous dédaigne et nous joue? Il sera bon de se rappeler ici que dans l'année 1793 d'après les rapports officiels, il est entré 28 millions de livres pesant de Café dans les E. U. sans compter ce qui serait parvenu si les corsaires de la Providence l'eussent permis; il est entré des sucres à proportion quoiqu'on le dise pas; ainsi, Citoyen, toutes les productions de nos Colonies ont été abandonnées aux Américains et ont fourni à d'immenses et lucratives exportations en *Hollande* et à *Hamburg*! Il ne sera guères moins entré en 1794 où la navigation a été moins troublée. Tout l'argent des Colonies, tous les métaux ouvrés, Or, argent, cuivre et fer, tout est venu s'englouter

^aCompare the letter of Talleyrand, who was at this period visiting America, in which he expresses to Lord Lansdowne his conviction that America was by nature likely to favor England. *Revue d'histoire diplomatique*, III, 64.

ici, et pour prix de cette affluence étonnante pour l'Américain pauvre il y a quelques années, on insulte aux infortunes de notre Patrie qui l'ont produite! Depuis plusieurs années il est évident qu'il existe ici un système de s'isoler et de se cacher de nous. Nos services mêmes paraissent à charge. L'intervention du Comité de Salut Public à Alger en faveur des E. U. n'a été que faiblement sentie: on négocie, on traite de toutes parts, à Londres, à Madrid, à Lisbonne peut être sans rien faire envers nous qui témoigne la plus légère amitié! Mon intention, Citoyen, n'est point d'animer le Gouvernement Français d'une aigreur factice. À Dieu ne plaise qu'il entre jamais dans mon cœur de jeter la froideur à la place de l'amitié que les deux Nations se porteront je l'espère à jamais? Je ne remplis que mon devoir en te faisant connaître ce qui a existé et ce qui existe encore. Les résultats peuvent m'affecter plus vivement moi qui suis isolé du système général des affaires de la République, c'est à ceux qui en tiennent l'ensemble et en saisissent tous les rapports, à décider jusqu'à quel point nous devons sentir comme je le fais.

Au surplus pour revenir à la marche qui me paraît devoir être suivie, je désire que nous continuions les mêmes prévenances envers les E. U. que par le passé, et que nous songions en même tems à nous faire respecter chez eux, et à nous affranchir de leurs prétentions et de leur monopole. Le moyen est facile, Citoyen, la Louisiane nous tend les bras: nous y trouvons tout ce que nous avons à espérer de l'Amérique, et nous nous prémunissons doublement par son moyen contre tout ce que nous pouvons en craindre.^a

Je n'entreprendrai point de prouver les avantages qui résulteraient de la rétrocession de la Louisiane à la France: ils sont énumérés très en détail, et discutés avec le plus grand soin dans un mémoire écrit par M^r Dumoustier auquel

^aFrom now on the Louisiana matter continues to receive the attention of France. This dispatch must be read in connection with the negotiations for retrocession in the discussions over the treaty of Bale and later. The contrast between Fauchet's system and that attempted by Genet is noteworthy, and the execution of the plan of diplomatic acquisition engages French effort from 1795 until the retrocession in 1800. For the efforts at the negotiations for the treaty of Bale, see Sorel, *Revue historique*, XII, 295 et passim, and XIII, 46, 72, 274.

je te renvoie, Citoyen, si mon plan paraît plausible.^a Il comte par ce mémoire que la France obtient au moyen de la Louisiane, une Colonie continentale qui lui garantit ses Colonies insulaires; le plus bel Entrepôt de l'Amérique septentrionale pour son Commerce; une consommation immense par ses manufactures, des exportations d'un grand encombrement aussi utiles pour ses fabriques que pour sa navigation; un monopole presque complet de tout ce qui sera produit par les Etats de l'Amérique situés sur le fleuve Mississipi, et enfin, ce qui résout le problème de notre influence dans les E. U., un moyen de tenir le Gouvernement par la partie la plus sensible de ses intérêts et de ses préjugés. Je dis la partie la plus sensible, et je m'affirme rien qui ne soit avoué par ce Gouvernement lui-même, puisque l'ex-Secrétaire de la guerre, M^r Knox me disait un jour *qu'on préférerait avoir les Espagnols plutôt que les Français pour voisins, vu que les premiers n'étaient pas à beaucoup près aussi redoutables.* Il y a une vérité incontestable à mes yeux: c'est que s'il ne s'opère en Espagne une révolution qui change le système politique de cette puissance lequel comprime la fécondité des esprits et des corps, la force des choses réunira la Louisiane aux E. U. et par la suite des tems opérera une confédération entr'elle et les Etats Occidentaux qui ne peuvent demeurer cinquante ans dans la fédération Américaine. Dans cette hypothèse la souveraineté demeurera au Peuple le plus éclairé et le plus avancé en institutions politiques, aux Américains. Il m'est également prouvé que si la France ou tout autre pouvoir moins avili

^aOn January 26, 1804, Thornton wrote to Hawkesbury (Foreign Office, America, 35) that about four years before when the rumor of the transfer of Louisiana was first circulated, he put into Mr. Pickering's hands for his own personal perusal (during a short absence of Mr. Liston, the British minister to the United States) a dispatch written "about the year 1794" [1795] which with many others was intercepted by one of his Majesty's ships. "In that paper," he continues, "the French Minister urges to his government the absolute necessity of acquiring Louisiana or some territory in the vicinity of the United States in order to obtain a permanent influence in the country, and he alludes to a memoir written some years before by the Count Du Moutier when he was employed as his Most Christian Majesty's Minister to the United States." Thus it appears that this interesting proposal to modify French policy and the arguments used to support it were made known at the time to the English Government and were able to influence its own system. Compare the index to the Pickering Papers, 6 Mass. Hist. Colls., VIII, 135, referring to vol. 41, p. 138 of the Papers. This is apparently the dispatch referred to. See American Historical Review, January, 1905; Ford's Writings of Thomas Jefferson V., 220; Report on Canadian Archives, 1890, p. 108.

que l'Espagne possède la Louisiane, elle y rétablira le siège de la souveraineté de tous les pays situés sur le Mississippi.^a Le Peuple qui, avec des moyens, saura ménager la jouissance de ce fleuve, aura sous sa dépendance les Etats occidentaux de l'Amérique et pourra à son gré précipiter ou suspendre la proportion de leurs accroissemens. Que ne ferait donc pas la France dont la révolution a tant de chauds amis dans les établissemens de l'ouest? Il existe dans cette partie des E. U. des levains qu'on a encore augmentés depuis la répression des derniers mouvemens et il dépendrait tellement de nous de décider un démembrement que nous serions certainement respectés et courtisés par le Gouvernement fédéral, dès qu'il nous aurait pour voisins.

Quant aux moyens de recouvrer la Louisiane, ils sont très simples. Si ce plan est adopté et qu'il te parvienne avant la pacification avec l'Espagne, nous pouvons l'obtenir aisément par négociation, et je me donne pour garant que le jour où la nouvelle de la Session parviendra à Philadelphie, elle diminuera beaucoup des sentimens qui ont dicté la conduite légère du Gouvernement à notre égard. Il faut d'ailleurs, Citoyen, te rappeler que M. Pinckney part comme extraordinaire pour Madrid où il est peut être rendu actuellement, et où il va conclure, dit-on, un traité de commerce et l'ouverture du Mississipi. Si nous ne réussissons pas par négociation, et que la guerre continue notre intérêt serait d'empêcher l'ouverture de ce fleuve pour quelque tems encore, parce que cette concession de l'Espagne diminuerait du Zèle des occidentaux à nous seconder si nous tentions une coquête.

Ce dernier moyen serait moins avantageux que l'autre: mais dans l'Etat où sont les choses, dans la ferme persuasion où sont les Américains et les Espagnols que nous avons pour jamais abandonné toute prétention sur la Louisiane, on peut affirmer qu'une petite force expédiée dans le plus grand secret d'Europe ou des Colonies, débarquerait sans beaucoup de résistance, et se verrait incontinent grossie des Américains occidentaux entraînés par la perspective des avantages

^aThe importance of this idea is considered in the notes to Adet's correspondence post.

qui leur seraient promis. Les habitans eux-mêmes s'uniraient sans doute avec transport à leurs anciens compatriotes. Il n'y a qu'une cause de refroidissement à craindre; ce serait l'alarme que les Louisiannais pourraient prendre sur leurs Esclaves: mais ces derniers y sont peu nombreux. Des sacrifices lèveraient la difficulté: une politique adroite les éviterait même; soit en instituant un Système qui leur laissât la libre jouissance de toutes leurs propriétés, et l'arrangement de leurs affaires intérieures; soit en se bornant dans le cas contraire à fixer des modes lents de manumission, et une police qui limitât les châtimens corporels, et la puissance des maîtres.

Voilà, Citoyen, ce qu'après bien des méditations, je me suis décidé à soumettre à tes lumières et aux décisions du Gouvernement. Ce sont les seules bases que je puisse apercevoir d'un système permanent de politique dans le nouveau monde. Je crois que nôtre système Colonial tient au premier par des rapports cachés mais réels, et que si nous n'obtenons pas un point centrale de puissance dans ce Continent, il faudra tôt ou tard consentir comme disait M^r. Jefferson à n'avoir de nos Colonies que le titre dispendieux de la Souveraineté, et à laisser aux E. U. les benefices de ces isles où la R^{que} a versé tant de sang et de trésors. Sans ces mesures, nous ne jouirons ici auprès d'une partie de la Nation seulement que d'une ombre de popularité dont le Gouvernement se joue et dont nos ennemis s'inquiéteront fort peu.

C'est sur ce dernier point surtout que j'appuye, Citoyen, Je ne parle pas d'un moyen auxiliaire de l'obtenir, de la reprise du Canada. Tant que l'Angleterre le possédera il tient les E. U. suffisamment inquiêts de ce côté, et outre que la Louisianne procure plus d'avantages, qu'elle est d'une administration moins dispendieuse, d'une position plus belle, outre enfin qu'elle suffit pour assurer notre influence en Amérique, et garantir nos Colonies contre ses caprices ou sa politique, nous éveillerons moins la jalousie des pouvoirs Européens en nous bornant à elle.

Je desire ardemment, Citoyen, que cette lettre te parvienne à tems et que je puisse bientôt recevoir ou des in-

structions pour coopérer à son but, ou des avis sur ce que le Gouvernement veut faire dans les circonstances où se trouve la République dans les E. U.

Salut et Fraternité

J^r Fauchet

Commissioners to Commissioner of Foreign Relations.^a

Légation de Philadelphie Rélations Extérieures Economie Politique No. 1.] A. PHILADELPHIE le 18 Pluvoise. An 3^{eme} de la République française une et indivisible.^b Les Commissaires de la République Française près les Etats Unis. Au Commissaire National des Rélations Extérieures.

CITOYEN: Nous te faisons passer le Tableau des exportations des Etats Unis pendant 12 mois à compter du 1^{er} 8^{bre} 1793 au 30. 7^{bre} 1794. V. S. nous y ajoutons celui des exportations du 1^{er} 8^{bre} 1792 au 30. 7^{bre} 1793. et un troisieme [très] intéressant par ses détails sur les exportations du 1^{er} 8^{bre} 1791 au 30. 7^{bre} 1792. Nous voyons par l'ancienne Correspondance avec notre Gouvernement qu'il a reçus de semblables resultats annuellement depuis la nouvelle organisation des Etats Unis.

Il est utile, Citoyen, de suivre les progrès de l'agriculture et de l'industrie de ce peuple destiné à s'agrandir aux dépens de tous les autres. La valeur de ses exportations depuis l'Epoque ou il a pris une forme nationale est aux fractions près comme suit

	Dollars.
d'Août 1789 au 1 ^{er} 8 ^{bre} 1790. 14 mois.....	20, 500, 000
du 1 ^{er} 8 ^{bre} 1790 au 30. 7 ^{bre} 1791. 12 mois.....	18, 800, 000
du 1 ^{er} 8 ^{bre} 1791 au 30. 7 ^{bre} 1792. 12 mois.....	21, 000, 000
du 1 ^{er} 8 ^{bre} 1792 au 30. 7 ^{bre} 1793. 12 mois.....	26, 000, 000
du 1 ^{er} 8 ^{bre} 1793 au 30. 7 ^{bre} 1794. 12 mois.....	32, 200, 000

Ce n'est pas cependant à l'accroissement seul de ses productions qu'il faut attribuer la marche rapide de ses

^a Etats-Unis, vol. 43, folio 165. L. S. Indorsed: 3^e Bureau. Reçu le 10 Messidor Enreg. N^o 702. Renv. le 11 Duûl. 6. fevrier 1795. Reçu le * * * Thermidor An 3^e

^b February 6, 1795.

Bénéfices. Les Prix des denrées des Etats Unis sont beaucoup augmentés depuis la guerre; D'un autre côté ils comtent aujourd'hui au rang de leurs exportations des denrées Coloniales qui y entroient pour peu de chose dans les Années de Paix.

Un simple coup d'œil sur les sucres et cafés réexpédiés de leurs ports pour l'Etranger prouve cette dernière réflexion. Ils ont porté en Europe.

	Livres de Café.	Livres de Sucre.
du 1 ^{er} 8 ^{bre} 1791 au 1. 7 ^{bre} 1792	2, 000, 000	1, 200, 000
du 1 ^{er} 8 ^{bre} 1792 au 30. 7 ^{bre} 1793	16, 000, 000	4, 600, 000
du 1 ^{er} 8 ^{bre} 1793 au 30. 7 ^{bre} 1794	34, 000, 000	18, 000, 000

On comprend mieux la patience avec laquelle les Etats Unis souffrent les violations commises contre leur neutralité, quand on voit quelle masse de grains elle fait circuler chez eux.

Salut et Fraternité

J^e FAUCHET
LA FOREST
PETRY

Fauchet to Commissioner of Foreign Relations.^a

Legation de
Philadelphie

PHILADELPHIE le 20 Pluviose.
l'an 3^{ème} de la Republique française
une et indivisible.^b

Correspond^{ce} Le Ministre Plénipotentiaire de la République
Pr^e du française, près les Etats Unis. Au Commis-
Ministre saire des relations extérieures.
Politique
No. 17. 2^{ta}]

CITOYEN: Ma dépêche N° 16 a été écrite dans les premiers mouvemens dont je n'ai pu me défendre en apprenant la nouvelle de la conclusion du traité entre les E. U. et l'Angleterre. Le mystère qui accompagnait cette nouvelle m'inspirait encore des soupçons, et quoique selon les apparences ce traité n'eut guères que les caractères qui lui donne la dépêche de la Commission, j'étais disposé à croire en rappelant tous mes renseignemens secrets sur cette mission,

^a Etats-Unis, vol. 43, folio 183. L. S.

^b February 8, 1795.

que son issue couvrirait quelque chose de desavantageux ou d'insultant pour la Republique. Un voile impénétrable continue de dérober l'original de cet acte diplomatique que l'impatience du Peuple réclame déjà avec murmure: mes soupçons ne sauraient par conséquent entièrement finir, et cependant je découvre que je me suis laissé entraîner par eux beaucoup trop loin dans le champ des conjectures.

Depuis la date de ma dernière dépêche, j'ai eu une entrevue avec M^r Madison qui a diminué mes craintes. Il m'a assuré qu'il étoit loin de croire pour sa part à des termes bien avantageux dans ce traité à des clauses qui dérogeassent à l'amitié et aux liaisons qui nuisent les deux Peuples. Que Quant à ces dernières il ne pouvait admettre un moment que des instructions qui les eussent autorisées eussent été ratifiées au départ de M. Jay, et qu'il lui paraissait encore plus invraisemblable, d'après sa connaissance intime du President, qu'il eut été donné des instructions secrètes dont on pût avoir rien de pareil à craindre. "Ce traité, m'a-t-il dit, me paraît tout à fait desavantageux aux Etats Unis; nous cedons plus que nous ne recevons; nous continuons d'abandonner à l'Angleterre, des avantages sans réciprocité." Je lui ai communiqué la crainte où J'étais qu'on n'eût voulu en laissant prendre à la Grand Bretagne les devants sur nous, mettre des obstacles au renouvellement de nos traités, et à l'adoption des bases liberales proposées depuis longtemps; il a continué de combattre ma défiance sur ce point, toujours cependant en mettant cette restriction à ses discours, "qu'il ne connaissait autre chose du traité que ce que toutes les gazettes en annonçaient au public." Enfin d'après sa conversation le traité a été jugé avec une parfaite précision par la dépêche que la Commission t'écrit à son sujet, et nous devons attendre des renseignemens ultérieurs pour établir décidément l'opinion que nous devons en avoir.

Malgré ces conclusions qui contrariaient dans un sens ma dépêche précédente, je me resous, Citoyen, à la maintenir d'abord parce que tu y verras dans toute leur vérité les sentimens que j'ai éprouvés pendant les jours où cette nouvelle a commencé à circuler; mais plus encore parcequ'elle ne cesse point d'être vraie dans sa complexion générale. Mes idées n'ont point varié sur ces points capitaux qui y sont

discutées, 1° l'indifférence visible du gouvernement fédéral envers nous; 2° Un plan décidé de neutraliser insensiblement notre influence politique et de ne jamais nous admettre à des avantages commerciaux; 3° la nécessité de nous mettre en mesure d'adopter positivement un système de conduite envers les Etats Unis, à l'effet d'y soutenir notre influence; 4° la liaison de nos intérêts Coloniaux avec notre situation envers l'Amérique, rapports peu étudiés et peu connus; 5° enfin la nullité de nos rapports politiques dans le nouveau monde, et de notre commerce avec nos Colonies si nous n'obtenons un point d'appui dans le Continent.

Je sollicite en conséquence, Citoyen, toute ton attention sur cette dépêche, et j' apprendrai avec plaisir l'opinion que le Gouvernement aura des plans qu'elle propose, et des bases sur lesquelles ces plans sont assis.

Salut et Fraternité,

J^e FAUCHET.

Commissioners to Commissioner of Foreign Relations.^a

Legation de	PHILADELPHIE le 24 Pluviose,
Philadelphie	l'an 3 ^e de la République française une et
Rélations	indivisible ^b
Extérieures	<i>Les Commissaires de la République Fran-</i>
Politique	<i>çaise, près les Etats Unis Au Commis-</i>
No. 46. 2 ^a .]	<i>saire du département des relations exté-</i>
	<i>rieures.</i>

CITOYEN: Nous te prévenions dans une de nos expéditions précédentes, qu'on avait décrété dans la dernière session du Congrès, une Loi prohibant l'exportation des munitions de guerre, et que cette Loi ne gênait pas peu nos envois de ce genre de secours aux Colonies. Nous ne pûmes réclamer dans le tems contre cet acte, vû la précipitation avec laquelle il passa aux deux chambres et l'ajournement de la législature tout ce qui serait en notre pouvoir pour que les Colonies n'eussent pas à souffrir de cette prohibition, et nous nous proposons d'en négocier le rappel dans la session pré-

^a Etats-Unis, vol. 43, folio 185, L. S.

^b February 12, 1795.

sente par l'entremise des membres influens de la législature, et par celle du Secrétaire d'Etat. Nous avons jusqu'ici assez bien réussi dans la première partie du projet; malgré les obstacles nombreux qui nous ont contrariés, nous avons relevé la Colonie de St Domingue et secouru la Guadeloupe. Nous n'avons pas été aussi heureux dans notre second objet. Le Citoyen Fauchet a de bonne heure dans cette session fait sentir à M. Randolph que le rappel de la Loi qui prohibait l'exportation des munitions de guerre, serait avantageux aux intérêts de la République; il s'était expliqué dans le même sens sur cette Loi aux membres de la Législature qu'on peut croire nous être le plus attachés. La question comme tu le verras dans les débats n'a été soumise que tard à la considération de la Chambre des Représentans après diverses propositions de modifier la prohibition pour certains articles seulement, dont les poudres et les armes étaient exclues, la totalité de la Loi avait enfin été rappelée. Le bill a été envoyé au Sénat, qui a refusé sa sanction, la loi demeure ainsi comme elle était auparavant, et ne doit expirer que le 22 Mai de cette année.

La continuation de cet acte va prolonger encore pour quelque tems, la nécessité de recourir à nos expédiens accoutumés. Nous ferons comme par le passé tout ce que l'exiguité des ressources de la Légation nous permettra: mais, Citoyen, nous ne pouvons nous empêcher de le répéter, la République ne saurait tarder plus long tems à faire passer à ces Colonies des moyens de défense plus effectifs que ce que nous pouvons y envoyer. La Commission, par suite du zèle qu'elle a mis, à soutenir et l'esprit public et l'espérance dans la Colonie de St Domingue, a crû devoir détacher de la division que se trouve à New York la Corvette le Ranger, qui ne lui était pas indispensable et l'expédier avec quelques objets utiles à l'approvisionnement et à la défense de cette île intéressante. Nous espérons que cette mesure sera approuvée; nous t'invitons en même tems, Citoyen à faire part de cette lettre à la Commission de la Marine, pour qu'elle prenne connaissance de la latitude étroite des moyens que nous avons de secourir les possessions de la R^{me} qu'elle recommande particulièrement à nos soins, et qu'elle puisse

décider sur ce qu'elle croira devoir être fait pour suppléer à ce que ces moyens lui paraîtront avoir d'insuffisant.!

Salut et Fraternité

Jⁿ FAUCHET.

LA FOREST.

PETRY.

Commissioners to Commissioner of Foreign Relations.^a

PHILADELPHIE, le 26 Pluviose,

Legation de	l'an 3 ^e de la République française une et
Philadelphie	indivisible ^b
Rélations	<i>Les Commissaires de la République fran-</i>
Extérieures	<i>çaise, près les Etats Unis. Au Commis-</i>
No. 47.	<i>saire du département des relations Ex-</i>
duplicata.]	<i>térieures</i>

CITOYEN: La Loi qui fixe un mode uniforme de naturalisation dans les E. U. vient d'être publiée; quoique nous t'ayons entretenu très au long dans une dépêche précédente des principes qui l'ont dictée, elle nous parait tellement intéressante que nous croyons devoir te l'envoyer dans sa dernière rédaction. Tu verras plus évidemment encore dans sa forme actuelle les précautions que les Législateurs de l'Amérique croient nécessaire d'adopter, pour empêcher que ses droits politiques ne soient mis en danger par la trop nombreuse émigration des Européens. La politique et la spéculation diffèrent étonnamment sur ce point. La première redoute une trop grande affluence de ce dont la seconde craint de n'avoir jamais assez; aussi l'une court après les brillans avantages du moment, tandis que l'autre s'occupe de protéger même dans l'avenir les destinées des Cités.

Nous te rendrons compte à la fin de la session qui approche des autres loix intéressantes qui auront pû être décrétées.

Salut et Fraternité

Jⁿ FAUCHET.

LA FOREST.

PETRY.

^a Etats-Unis, vol. 43, folio 188. L. S.

^b February 14, 1795.

Commissioners to Committee of Public Safety.^a

PHILADELPHIE, le 28 Pluviose,

Legation de l'an 3^e de la République Française, une et
Philadelphie indivisible.^b

Duplicata.] *Les Commissaires de la République Française,
près les Etats Unis Aux Représentans du
Peuple Membres du Comité de Salut Public.*

CITOYENS: Ce n'est qu'à l'instant où notre expédition présente était terminée et nos paquets près d'être fermés que nous avons reçu de la commission des relations extérieures une lettre en date du 10 Brumaire laquelle établit pour les agens à l'Etranger un nouvel ordre et une nouvelle repartition de correspondance. Il nous est enjoint par cette lettre de vous adresser directement à l'avenir nos dépêches que traiteront d'objets uniquement politiques.

Il eut été impossible de nous conformer pour cette fois à ces dispositions nouvelles, sans retarder encore une expédition que nous craignons d'avoir déjà trop différée. Convaincus que nous ne pouvions craindre d'être désapprouvés par vous en sacrifiant les formes à la célérité dans cet envoi, nous avons arrêté de vous faire parvenir notre correspondance actuelle avec sa distribution et ses suscriptions anciennes, sauf à nous conformer par la suite au plan que nous recevons.

Nous ne pouvons que nous féliciter, Citoyens, de pouvoir désormais soumettre immédiatement à votre examen, et à votre jugement les opérations diverses qui nous ont été confiées, et ce sentiment naît moins du désir d'un aveu plus solennel pour nos actes, que de l'espoir de recevoir fréquemment du centre du Gouvernement des ordres ou des conseils.

Vous nous permettrez, Citoyens, d'appeler toute votre attention sur le contenu de ces paquets. Réunis à ceux portés par le Spartiate dont vous recevez les duplicata, ils forment à la fois un tableau détaillé de notre conduite, et une peinture sommaire du pays que nous habitons. Peut-être même pourrions nous avancer sans être trop confians, qu'ils offrent quelques données utiles, soit pour calquer les ordres et les avis que la Légation présente réclame, soit

^a Etats-Unis, vol. 43, folio 199. L. 8.^b February 16, 1795.

pour aider à la formation des instructions qu'on pourrait donner à celle que le bruit public annonce devoir nous remplacer.

Salut et Fraternité

J^H FAUCHET
LA FOREST
PETRY

Fauchet to Committee of Public Safety.^a

Legation de PHILADELPHIE le 28 Pluviose,
Philadelphie l'an 3^e de la République française une et
indivisible.^b

Correspond^{ce} *Joseph Fauchet, Ministre Plénipotentiaire*
P^{re} du Ministre. *de la République Française, près les Etats*
No. 1. duplicata.] *Unis Aux Représentans du Peuple mem-*
bres du Comité du Salut Public.

CITOYENS: Pendant que l'on ferme mes dépêches, j'ai le tems encore de vous faire part de plusieurs renseignemens qui me sont parvenus sur quelques affaires dont je vous rends compte dans ma correspondance: j'ai eu de plus une conversation avec M^r Randolph, Secrétaire d'Etat, qu'il est, je crois, de mon devoir de vous transmettre.

Je me suis plaint amèrement du silence absolu que l'ont avait gardé auprès de la République sur la mission réelle de M^r Jay, j'ai rappelé à M^r Randolph qu'il m'avait assuré positivement qu'il n'était point question de traité, mais bien de simples réclamations; il me semblait, ajoutais-je, que le Gouvernement des Etats Unis ne devait rien conclure avec l'ennemi de la France ainsi que le sien, sans en prévenir son alliée; il m'a répondu vaguement sur ces différentes questions, et a fini par me dire, "vous ne connaissez pas encore ce que contient ce traité, vous ne savez pas s'il renferme autre chose que des articles utiles au commerce de ce pays, sans nuire aux intérêts de nos amis sans même les blesser; vous avez la certitude par l'extrait que je vous ai remis que vos craintes à ce sujet seraient peu fondées, d'autant plus que ce traité sera soumis à la ratification du Senat; au sur-

^a Etats-Unis, vol. 43, folio 200. L. S.

^b February 16, 1795.

plus je n'en connais pas encore le contenu Il devrait nous être parvenu, et le retard que son envoi éprouve, nous fait craindre que le bâtiment qui l'apportait n'ait été pris et conduit en France."

Mes observations demeuraient dans toute leur force, le Secrétaire d'Etat l'a senti, et je n'ai pû par les raisonnemens que je lui ai faits qu'augmenter sa confusion sans en tirer de réponse plus satisfaisante.

L'embarras de l'Executif est aussi grand que visible: tout porte à croire que le traité qu'il attendait incessamment, n'arrivera point assez tôt pour être ratifié à la session actuelle qui finit au commencement de Mars prochain; il faudra alors ou attendre l'ouverture de la session suivante ou convoquer le Senat extraordinairement; et plusieurs de ses membres influens, Anglais par goût autant que par relations, sortent de place, et sont succédés par des hommes qui seront moins favorables peut-être à la faction Britannique. Le Gouvernement d'ailleurs aurait désiré que le secret le plus profond enveloppât ce traité jusqu'à sa ratification; l'éveil qui est donné en va faire discuter et dépopulariser les principaux articles avant son arrivée; je ne vous dissimulerai pas, que de mon côté j'ai déjà agi, avec toute la prudence possible pourtant, pour faire rougir les amis de la liberté de se lier avec un Gouvernement infâme, à l'instant même où il livrait un combat à mort aux libérateurs de l'Amérique. Cette idée quand le résultat n'en seroit pas aussi prochain ni aussi satisfaisant que je le désire, germera puissamment, et tôt ou tard vous assurera la prépondérance qu'on voudroit mais inutilement nous ôter. Il est une autre crainte de l'Executif plus grande que la première peut être, on a annoncé un nouveau Ministre Français avec un traité. Si ce traité contrarie celui qu'a signé M^r Jay en Angleterre, et si par hazard il le précède, toutes les mesures que l'on a prises pour étouffer les réclamations des hommes vraiment Américains se trouveront déjouées. Je vous observerai que toutes mes dépêches vous pressaient de gagner M^r Jay de vitesse et vous prévenaient de ce que la République avait à craindre de cet homme qui de tout tems s'est déclaré ouvertement notre Ennemi. M^r Monroe a dû vous tenir le même langage que moi; et je ne puis être que profondément affecté

et du silence absolu que l'on a observé à mon égard et de ce que mon Successeur tarde tant à se rendre ici. Au nom de la Patrie que le fonctionnaire qui me remplacera ne soit point comme moi abandonné à lui même; sans instructions, sans un mot pendant 15 mois qui lui dise s'il a bien ou mal fait et qui lui trace un plan de conduite suivi.

N'attribués point à opiniâtreté, ni à prétention de ma part le motif qui me fait revenir encore une fois sur la rétrocession de la Louisiane. Quand nous parviendrions à rendre de nul effet les machinations de M^r Jay contre nos intérêts, il faudrait encore suivant moi tenir à mon projet. J'ai sondé depuis peu quelques hommes influens sur cette possession des Espagnols, et quelques uns d'eux m'ont avoué franchement que leur opinion était ou qu'il fallait que les Etats Unis renonçassent à l'ouverture du Mississipi ou qu'ils se fissent céder le pays intéressant et fertile qu'il arrose. Cet avis que je vous donne vous déterminera sans doute à prévenir les négociations de M. Pinkney en Espagne, comme on aurait du prévenir celles de Jay en Angleterre. Je ne m'étends pas d'avantage sur cette idée, les détails dans lesquels je suis entré à ce sujet dans mes autres dépêches ne vous paraîtront déjà que trop longs et que trop fatigans.

Vous trouverez sans doute bien extraordinaire qu'un envoyé sans autorisation, sans en prévenir son Gouvernement quitte son poste pour se rendre auprès de lui; c'est ce que vient de faire M^r Humphreys le Ministre des E. U. près la Cour de Portugal. L'Exécutif a paru d'abord consterné de cette démarche, dont je suis parvenu à connaître les motifs; ils ont pour but la délivrance des infortunés Américains qui languissent dans l'Esclavage à Alger. Plusieurs fois M^r Humphreys avait tonné publiquement contre l'indifférence de son Gouvernement sur le sort de ses concitoyens captifs, il semble être venu plaider de vive voix leur cause, et combiner de nouveaux moyens pour leur faire rendre leur liberté. Chargé à ce qu'il parait d'ouvrir un emprunt en Hollande, il n'a pu réussir dans la crise où elle se trouve. Averti que la République française s'occupait d'influencer le Dey D'Alger en faveur de son pays, il a cherché à découvrir la trace de l'agent chargé de cette mission, sa recherche a été infructueuse; permettez-moi de vous rappeler à ce sujet

que l'on m'écrivit l'année dernière, de prévenir les E. U. que le Comité de Salut Public voulait joindre ses efforts aux leurs pour faire leur paix avec les Puissances barbaresques, et que depuis je n'ai pas reçu un seul mot relatif à cette affaire quoiqu'on m'eût promis des renseignemens subséquens. Je n'ai scû que répondre au Secrétaire d'Etat lorsqu'il me les a demandés. Vous sentéz, Citoyens Représentans, tout le désagréable de cette situation. La correspondance des Agens à l'Etranger vous est soumise directement, j'ai la certitude alors que cet abus vraiment funeste à nos intérêts n'aura pas lieu dorénavant.

Salut et Fraternité

Jⁿ FAUCHET.

Commissioners to Committee of Public Safety.^a

PHILADELPHIE, le 2 Ventose,

Legation de l'an 3^e de la République française une et
Philadelphie indivisible.^b

Politique *Les Commissaires de la République Française,*
No. 1. 2^{ta}] *près les Etats Unis. Aux Représentans du*
Peuple, Membres du Comité de Salut Public.

CITOYENS: Le jour fixé par la proclamation du President pour une action de grace générale à la Providence des bienfaits dont elle a comblé les E. U. pendant l'année dernière, a été célébré hier avec tout l'ordre et toute l'universalité que l'invitation du Premier Magistrat lui assurait. Le Philosophe en observant cette célébration éprouve tout à la fois un sentiment de satisfaction et d'inquiétude. Il aime à voir un Peuple qui cultive la religion sans fanatisme, et maintient les cultes comme purs signes extérieurs de la reconnaissance de l'homme envers l'auteur de la nature. Il aime à voir un gouvernement qui réduit le mot religion à l'abstraction la plus rigoureuse, se fait obéir par cent sectes qui lui donnent des accessoires différens et protège la base

^a Etats-Unis, vol. 43, folio 205. L. S.

^b February 20, 1795.

sur laquelle toutes s'accordent, dans la vue de conserver aux Elemens premiers de la morale publique une sanction surnaturelle et secrète que ce gouvernement croit ne pouvoir éteindre sans neutraliser d'avance l'action des Loix, et ne pouvoir remplacer qu'en étendant la Législation à des objets que selon ses principes elle ne peut atteindre sans tyranniser l'Etat. Le Philosophe aime enfin à voir des prêtres défenseurs de théories diverses se confondre cependant dans une même célébration sans disputes et sans controverses; des sectateurs sortir de leurs rassemblemens respectifs sans avoir l'œil armé de défiances farouches, ni l'ame chargée d'espérances contradictoires et inhumaines. Un tel spectacle est surtout bien délicieusement savouré par celui qui n'a pas oublié les sanglantes tragédies tant de fois jouées par les Rois et les prêtres de concert, l'intolérant héroïsme de l'ancienne Europe et les restes de cette chevalerie théocratique qui même aujourd'hui abrutissent les ames et dirigent des poignards contre nous.

D'un autre côté des possibilités inquiétantes troublent l'esprit de l'observateur. Des prêtres au moins trop zélés, choisissent ce moment pour étendre leurs discours à des matières qu'ils devraient s'interdire. L'Amérique distinguée par ses découvertes dans le science de gouverner, semblerait destinée à faire aussi l'essai de la combinaison nouvelle d'une politique éclairée avec une religion purgée de dogmes intolérans et de prétentions anti sociales. On aurait crû qu'une pareille religion aurait borné ses actes extérieures à ses cérémonies, et à la prédication de la morale. Cette opinion est contrariée par les faits. Les chaires deviennent des tribunes académiques où l'esprit courant de la politique, les affaires nationales, la valeur respective des partis, sont examinés et discutés. Le Gouvernement y trouve des panegyristes, et ses antagonistes des censeurs fougueux. Les Nations Etrangères même y sont citées, et nos crises révolutionnaires sont appelées à ce tribunal. L'orsqu'on veut juger avec rigueur cette union de la religion à la politique on se sent arrêté par une considération respectable, on se rappelle que les prêtres en Amérique, les premiers peut-être qui l'aient fait, n'ont pas peu contribué dans la révolution à

nourrir dans les cœurs la haine des Rois et à entretenir l'enthousiasme qui a porté les E. U. à l'indépendance.

Quiconque cependant a connu l'action du Sacerdoce sur les hommes peu éclairés voit au premier coup d'œil que ce mélange d'objets si étrangers l'un à l'autre tend à transformer une partie du Peuple en adorateurs ou en ennemis aveugles des hommes et des choses, et à l'armer au besoin contre ceux qui avec plus de lumières voudraient attaquer ou défendre, maintenir ou reformer un système. Il voit que par la bouche d'un prêtre on investit l'état de choses actuel d'une sanction supérieure à celle de la volonté nationale, que rien ne doit balancer, et que cette sanction nouvelle finit par consacrer les abus, et ensanglanter les discussions. Qui sait même si on ne pourrait pas aller jusqu'à donner dans l'hémisphère occidental au droit de gouverner, une origine céleste que l'Europe éclairée a tant de peine à lui ravir.

Ces reflexions, Citoyens, peuvent être le fruit d'un excès de soupçons et de conjectures outrées. La connaissance du cœur humain rend du moins ces hypothèses plausibles: et qui sait quand le tems viendra où l'on devrait craindre de se tromper en optant pour le pire dans les résultats divers d'un calcul qui aura pour données la déception et le merveilleux d'un côté et l'ignorance avec les passions humaines de l'autre?

Au surplus, Citoyens, nous aurions pu vous laisser faire à vous mêmes ces réflexions, et nous contenter de mettre sous vos yeux les extraits de sermons qui se trouvent joints à cette feuille. Nous ne préviendrons par conséquent pas plus loin les idées qu'ils pourront vous inspirer. Nous vous faisons passer en même tems les sermons en original et tels qu'ils ont été publiés ici.

Salut et Fraternité

J^e FAUCHET
LA FOREST
PETRY

Commissioners to Committee of Public Safety.^a

Légation de
Philadelphie
Politique
No. 2. 2^{te}.]

À. PHILADELPHIE, le 8^{eme} Ventose,
l'an 3^{eme} de la République Française une et
indivisible^b

*Les Commissaires de la République Française
près les Etats Unis Aux Représentans
du Peuple Membres du Comité de Salut
Public*

CITOYENS: L'anniversaire de la naissance du général Washington, a été célébré le 23 du mois^c de février selon l'usage dans tous les E. U., à Philadelphie ce jour a été comme les autres années un jour d'audience publique. Les Ministres Etrangers, les officiers Civils et Militaires, les deux chambres du *Congrès en corps* et un grand nombre de Citoyens influens, ont été le féliciter. Partout la popularité de cet homme véritablement *l'heureux* de son siècle, s'élève, se raffermir de jour en jour, et triomphe des nuages qui avaient semblé d'abord se diriger sur elle. En lisant les divers Toasts portés aux festins donnés en ce jour, Toasts dont la coutume a fait le livre sincère des sentimens de tous les convives; en considérant qu'à ces festins assistent généralement toutes les personnes influentes par leur place, leur fortune, et leurs talens, en voyant l'unanimité qui règne dans les signes de la partie de l'opinion publique qui décide ou contient les autres, on tire cette conséquence, qu'à moins d'accidens imprévus, rien ne pourra attaquer avec quelque effet l'influence de Washington, ni faire impression sur le Gouvernement que son nom protège autant que la prospérité qui en a suivi la formation. Le Président a assisté à un bal qu'une société choisie de cette ville donne communément en son honneur; il y a paru dans toute la simplicité d'un Citoyen ordinaire, il y était sans place distinguée, confondu avec sa femme dans la foule, et reconnu seulement par le voisinage de quelques envoyés Etrangers assidus à l'entourer.

La reconnaissance Nationale a été mise à l'ordre du jour depuis cette époque; le Général Washington en a réuni

^a Etats-Unis, vol. 43, folio 228. L. S.

^b February 26, 1795.

^c Sic.

tous les suffrages. Les ministres démissionnaires M.M. Knox & Hamilton ont reçu d'elle quelques temoignages qui ne peuvent qu'être flatteurs. Le dernier en a obtenu des déclarations plus distinguées. Il est parti ces jours derniers pour se rendre à Albany, dans l'Etat de New York où sont ses possessions; il a reçu à son départ de Philadelphie et à son arrivée à New York un dîner public de la part des négocians les plus considerables de ces deux villes. Tu verras dans la traduction des toasts bus à Philadelphie l'esprit qui régnait dans ces repas. M^r Hamilton en se retirant a eu la satisfaction de voir adopter le plan complémentaire de son système sur la dette Nationale par le Congrès. Rien ne peut flatter davantage son amour propre que de triompher d'une manière aussi éclatante des clameurs qu'il a excitées et de ne s'être retiré des affaires qu'après avoir fait appliquer à ses idées financières la dernière garantie.

Quelle est l'idée la plus immédiate qui suive l'observation de ces mouvemens de l'opinion publique dans les E. U. & la lecture des panégyriques nombreux qui se publient en faveur des hommes qui leur ont été utiles dans le cabinet où à la guerre? Une idée qui confirme la faiblesse des hommes, et l'incertitude de leurs jugemens. Toujours dans l'histoire de leur passions, des individus déifiés ou proscrits; des services payés par l'Apothéose, ou punis par l'ostracisme; un seul recueillant les lauriers de plusieurs! Les premiers héros de l'Amérique qui existent encore, végètent dans une vieillesse oubliée, et s'acheminent vers une tombe obscure, lorsqu'un ou deux de leurs compagnons plus fortunés s'avancent à travers des distinctions et des honneurs populaires, vers des monumens et des autels. & qui sait encore si avant d'y arriver, leurs noms aujourd'hui vénérés ne seront pas livrés à l'oubli et à l'indifférence qui entourent ceux de leurs compétiteurs moins heureux?

Il faut cependant avouer que si le Peuple Americain penche vers l'extrême vénération pour ses hommes illustres, il paraît moins qu'aucune autre Nation porté à l'excès contraire. Il a chez lui beaucoup d'hommes autrefois grands qui peuvent ne pas recevoir toute la justice qui leur est due, il n'en compte pas un qui ait à se plaindre d'une extrême

injustice, ou d'une excessive rigueur. Le flegme des Américains les met à l'abri des grandes passions et leur ménage des retours: ils ont un milieu entre l'apothéose et l'infamie; ils peuvent déplacer du Capitole sans précipiter de la Roche Tarpéienne.

Salut et Fraternité,

J^H FAUCHET.

PETRY.

LA FOREST.

Commissioners to Committee of Public Safety.^a

Légation

de

Philadelphie

Politique

No. 3.

Duplicata.]

PHILADELPHIE le 10 Ventose,

l'an 3^e de la République française une et indivisible^b

*Les Commissaires de la République française,
près les Etats Unis Aux Représentans du
Peuple membres du Comité de Salut Public.*

CITOYENS: Le Président des E. U. vient d'appeler l'attention du Congrès sur un acte de la Législature de l'Etat de Georgie^c dont les suites pouvaient devenir funestes à la tranquillité de la fédération. Cet Etat est celui de tous qui possède le plus de terres non cultivées depuis sa frontière jusqu'au fleuve Mississipi. Il vient d'en vendre presque la moitié, qui se monte à environ 30 millions d'acres, pour la somme de 500 mille dollars, à trois compagnies différentes, dans lesquelles sont intéressés plusieurs officiers du Gouvernement fédéral et un grand nombre d'agioteurs subalternes. Il suffit de savoir que la totalité de ces terres est occupée par des Tribus Indiennes encore nombreuses, et par des débris de Nations autrefois puissantes; il suffit de savoir qu'elles avoisinent les possessions Espagnoles pour croire aux dangers qu'a voulu prévenir le Gouvernement. On pouvait craindre que cette opération ne décidât la guerre dont on est déjà menacé de la part des Tribus méridionales et n'en-

^a Etats-Unis, vol. 43, folio 236. L. S.

^b February 28, 1795.

^c Compare Haskins, Yazoo Land Companies, in American Historical Association Papers, V, 395.

traînât d'interminables hostilités qu'auraient fomentées les Espagnols eux mêmes. Il serait difficile en effet de concevoir qu'on pût mettre les acquéreurs en possession de leurs achats, si on ne balayait préalablement ce qui reste d'indiens, et si par conséquent on ne dépensait en armées destructives et en établissemens de postes bien des fois la somme donnée pour ces terres. Le Congrès d'après tous ces motifs puissans a autorisé le Président à acquérir ces terres au nom de la fédération et à faire résilier les 1^{ers} marchés en sa faveur.

Il serait peu généreux de penser qu'on dût ces mesures de prudence plutôt à l'influence de calcul et de l'intérêt qu'à un sentiment de justice et d'humanité. Pour peu cependant que l'on connaisse quelque chose du système d'agiotage qui s'est filtré dans toutes les classes de l'Etat et qui domine dans le Gouvernement, on trouve qu'il est entré dans ces décisions quelques vûes d'égoïsme. Les grands possesseurs de terre des Etats septentrionnaux qui aujourd'hui tiennent tous les marchés de l'Europe et de l'Amérique avec leurs ventes, ont vû dans cette vaste opération de la Georgie une révolution dans les prix courans, et une baisse immanquable dans un trafic dont ils ont presque le monopole. Le Gouvernement fédéral lui-même qui a le projet de verser bientôt dans la caisse des fonds d'amortissement, le produit de ses terres occidentales, n'a pû que redouter la concurrence d'une masse aussi prodigieuse, qui allait nécessairement opérer au détriment de ses opérations. La combinaison de ses considérations diverses avec le pouvoir immédiat ou indirect des individus, et l'intérêt du Gouvernement général, ont donc été d'un grand poids dans cette circonstance.

En attendant les Indiens en tout ceci sont considérés comme une génération privée de ses sens et dévoués à la destruction. C'est sur le territoire de ces malheureuses Tribus que se repaît cette manie d'agioter devenue un des principaux traits du caractère Américain, et c'est sur les troubles de l'Europe que sont principalement gradués ses accès. L'empressement avec lequel cette vaste opération de la Georgie s'est faite, et le nom des hommes qui y sont intéressés mèneraient à croire que l'on compte sur l'ouver-

ture prochaine du Mississipi, que seule peut donner à ce territoire une valeur réelle. Les Colonies que l'on attend d'Europe doivent les peupler; on espère qu'avec l'appât d'une proposition aussi séduisante que celle d'un arpent de terre pour *trois* ou *quatre* sols de notre *monnoye*, on ne saurait manquer de recruter des Colons, préparés d'avance par les mécontentemens et la misère. Par toute l'Amérique on calcule sur cette transmigration, et tous les jours véritablement, des familles des individus viennent y apporter leur industrie et leurs bras.

C'est un fait incontestable que l'Amérique doit le peu de manufactures qu'elle possède à des Emigrans Européens. Les dernières révolutions de Genève, vont lui donner l'horlogerie, qu'elle n'a point encore. Cinq ou six cens Genevois industriels ou capitalistes, et chassés de leur pays se réunissent pour former un établissement sur la rivière du nord dans l'Etat de New York. Le terrain s'achète actuellement et les arrangemens préliminaires se prennent. Mr Gallatin, Genevois, naturalisé depuis long tems dans les E. U. homme d'un talent distingué et d'une grande influence dans les pays occidentaux de la Pennsylvanie, où il a joué un rôle dans l'insurrection dernière; nommé alternativement à la Législature de son Etat et au Congrès dans les deux Chambres, allié enfin d'une famille du même nom qui a été persécutée à Genève dans ces derniers tems, est à la tête de l'entreprise. On a, dit-on, le projet d'attirer dans la Colonie de jeunes Canadiens que la similitude de la langue et l'analogie des mœurs feront préférer à des apprentis de toute autre Nation, et l'on va jusqu'à espérer de faire une ville française qui par la suite attirera de tout le Continent beaucoup d'Américains par l'attrait de la langue, de l'industrie et des manières. L'établissement portera le nom de *Nouvelle Genève*. Combien de villes renouvelées de leurs pareilles en Europe, attestent dans ce Continent, les persécutions et les malheurs du Nôtre! L'ancienneté de leur fondation, et les générations qui s'y sont succédées, retracent à l'observateur les diverses époques de ces crises et de ces oppressions. Notre Patrie est celle de tous les Etats Européens qui ait le moins fourni de ces mouvemens. Puisse la Liberté s'unir

éternellement à la nature pour enchaîner les habitans sur son sol par le plus doux et le plus puissant des liens.

Salut et Fraternité

Jⁿ FAUCHET
LA FOREST
PETRY

Commissioners to Committee of Public Safety.^a

Légation de
Philadelphie
Politique
No. 4. 2^{ta}]

PHILADELPHIE, le 12 Ventose,
l'an 3^e de la Republique Française, une
et ind^{ble} ^b

*Les Commissaires de la République
Française, près les Etats Unis Aux
Représentans du Peuple, membres du
Comité de Salut Public.*

CITOYENS: La discussion d'un nouveau plan de rédemption de la dette publique des Etats Unis, dont notre N^o 36 à la commission des relations extérieures vous a entretenus, s'est prolongée durant presque toute la session, et ne fait que de finir. Les débats, si la matière ne vous paraît point trop aride, vous présenteront très en détail les opinions les plus importantes qui aient été prononcées sur cette question. Les premières ouvertures avaient été faites à la fin du mois de décembre; au moyen d'ajournemens réitérés, les projets ont varié successivement de formes. Enfin le rapport de M^r Hamilton qui a paru vers la fin de Janvier, et qui contenait un plan tout préparé a décidé les opérations

Nous ne pouvons point entrer par cette expédition dans les détails que ce rapport pourrait mériter. Il est écrit avec la netteté et la méthode que M^r Hamilton a toujours mis dans les matières de finances. Dès que ce rapport a paru, la situation des débats a immédiatement changé; la chambre qui paraissait ne marcher que sur des données incomplètes et sur des plans incertains a adopté sans hésiter ceux qui lui étaient offerts.

^a Etats-Unis, vol. 43, folio 239. L. S.

^b March 2, 1795.

Trois grands objets ressortent particulièrement dans le rapport de M^r Hamilton, et dans la Loi qui vient d'être portée et dont il contenait les principes et les développemens.

1^o Mettre la dernière main à l'œuvre des finances commencé avec le gouvernement actuel, et pour cela établir le crédit public sur une base inébranlable, en le garantissant contre les variations des législatures à venir

2^o former un fonds d'amortissement, dont la puissance égale l'objet sur lequel il doit agir, et garantir à ce fonds une action constante, vigoureuse, libre des incertitudes politiques qui produisent les irregularités si fatales aux opérations financières

3^o Transformer la dette étrangère en dette domestique, s'affranchir par conséquent des remises précaires, et spéculer même au moyen de cette nouvelle forme sur les agitations de l'Europe.

Le premier point est celui auquel tout le reste de l'édifice est subordonné. M^r Hamilton y tient singulièrement, et a su inspirer à tout le Gouvernement son enthousiasme pour lui. Il établit avec force la nécessité et l'importance d'un credit National; et pénétré vivement de cette première vérité, il développe avec hardiesse tout ce qui lui paraît propre à le soutenir. Un des moyens les plus efficaces à ses yeux est la constance et l'uniformité. Pour y parvenir, il faut établir un système qui maintienne toujours un équilibre parfait entre les engagemens nationaux et les moyens destinés à les remplir. Tant que ceux ci ne reçoivent pas une durée égale à celle présumée des autres; tant que la durée des moyens n'est pas garantie contre les fluctuations et les instabilités partout ce que le pouvoir Législatif peut donner de sanction ils deviennent le jouet des évènements, et n'inspirent qu'une légère confiance.

Ceci mène à discuter la nature des fonds qui seront particulièrement appropriés au paiement de la dette et à la décharge des contrats qui la fondent. M^r Hamilton et la Législature d'après lui, fait déposer isolément tous les fonds que cet objet requiert; ces fonds réunis prennent le nom de fonds d'amortissement, et sont gérés par des Commissaires sous la direction du Secrétaire du trésor. Les impositions d'ou résultent les sommes versées à cette caisse ont toutes

reçu une durée égale à celle de la partie de la dette qu'on estime peser le plus, et qu'on tient le plus à réduire. Les Législatures à venir ne pourront rien appliquer de ce fonds à des objets étrangers à ceux auxquels il est affecté. Cette dernière clause est la caractéristique la plus importante de cette caisse.

Quoiqu'au premier moment l'unanimité parut régner dans la Chambre des Représentans sur la question de la réduction de la dette publique, on a bientôt vû deux partis se déclarer, et lutter avec obstination pour leurs prétentions respectives. Tous s'accordaient néanmoins en apparence sur le fonds. Les membres les plus influens des députations septentrionales sur lesquels on avait jusqu'ici jetté le fardeau des préjugés populaires contre la dette publique, et qu'on avait dénoncés à l'opinion, comme les fauteurs de tous les maux qu'on supposait devoir naître des principes qui avaient présidé à sa fondation, ont paru dans toute la discussion avec infiniment d'avantage, et ont bien sù en profiter. Leurs adversaires il faut l'avouer, se sont malgré eux attiré le reproche d'inconséquence; ils avaient jusques là constamment élevé la voix contre la dette, il semblaient vouloir éluder tout ce qu'on proposait pour la réduire. Ils ont eu recours aux expédiens, aux subterfuges pour se soustraire à l'empressement de leurs antagonistes à faire décider la question dans ce Congrès. On a trouvé nécessaire de l'accord de tous, de proroger des taxes ou d'en créer de nouvelles pour donner au fonds d'amortissement toute l'activité désirable. On a proposé la continuation d'un excise décrété temporairement dans la Session dernière. L'opposition a surtout lutté contre cette proposition, et ne l'a cédée qu'après avoir vû que ses efforts étaient vains. On l'a sommé itérativement de produire d'autres moyens: les anciennes objections contre la nature des excises ont été reproduites par elle. Elle a parlé des taxes directes comme substitution. Mais il paraît en même tems prouvé que la majorité même parmi elle ne croit nullement à la possibilité de les établir. Elle a essayé ensuite d'invoquer le respect du aux Pouvoirs de la Législature prochaine, Pouvoirs qu'on bornait selon elle en prorogeant des taxes qu'elle même ne manquerait pas de continuer si les besoins l'exigeaient. Son but, qu'elle

cachoit à la vérité était bien de faire renvoyer la question à cette Législature, où elle espérait avoir la majorité, soit dans l'espoir de changer le système de taxation par excises auquel elle est opposée, soit, ce qui est plus probable, pour ne pas laisser à ses antagonistes l'avantage de voir terminer sous leur influence des plans populaires dont ils avaient eu l'initiative. Ses adversaires ont deviné ses intentions: ils ont poussé leur avantage et les plans qu'ils proposaient ont été arrêtés. Nous remettons à une autre occasion de vous faire connaître les détails de ces plans qui peuvent intéresser l'économie générale des finances et jeter du jour sur celles d'Amérique. Nous passons à la transformation proposée de la créance étrangère en créance domestique.

Vous verrez par l'extrait qui est joint à cette dépêche, que les E. U. ouvrent un emprunt pour le montant de leur dette étrangère. Les étrangers qui souscriront leur créance à cet emprunt recevront des certificats négociables pour une somme égale à celle par laquelle ils se seront fait inscrire. Ces certificats porteront un intérêt égal à celui de la créance originale plus un demi pour cent d'intérêt additionnel. Les intérêts seront payés dans les E. U. par quartiers comme ceux de la dette domestique. Le gouvernement se réserve de racheter le capital de cet emprunt à volonté.

Cette transmutation est évidemment avantageuse aux Etats Unis; il ne saurait en effet leur être indifférent de faire leurs payemens en Amérique ou de les faire en Europe. Les risques qui accompagnent les remises et les longueurs dispendieuses quelles entraînent ne sont qu'une partie des inconvéniens que produisait l'Etat antérieur de leur créance. Il était nécessaire de faire des emprunts en anticipation des revenus pour verser les fonds en Europe. Soit qu'on les fit avant le terme, et qu'on saisisit un moment favorable, soit qu'on empruntât assez à tems seulement pour coïncider avec les termes des contrats, on s'exposait dans le premier cas à payer un double intérêt, dans le second à se laisser commander souvent par un moment critique préparé par l'agio-tage ou produit par une rareté effective de fonds. Les remises par denrées ne pouvaient être employées sans multiplier encore les dangers, les incertitudes et les lenteurs.

Si cette opération est clairement profitable aux E. U., on

ne conçoit pas d'abord qu'elle puisse avoir beaucoup d'attraits pour les Etrangers. Il est bien plus certain par ces derniers de laisser au débiteur à courir les risques des remises, sans les prendre sur eux en se faisant payer dans les E. U. Les frais d'agences et les autres alentours inséparables d'un envoi de fonds en Europe, doivent certainement balancer et absorber même le demi pour cent accordé au delà de l'intérêt du contrat. Il serait donc vrai de dire que si telle était la situation des choses les Etats Unis auraient jeté en avant une proposition qui aurait bien peu de chances de succès en sa faveur. Mais supposons que les créanciers des Etats Unis existent dans le théâtre des hostilités, et dans un pays en outre menacé d'une révolution totale. Supposons que l'Etat précaire des évènements et les crises probables des révolutions fassent désirer aux créanciers de s'assurer en lieu de sureté une retraite avec une fortune à l'abri des revers, le tableau change et ce qui paraissait invraisemblable devient d'une frappante réalité

C'est précisément là ce qui existe. La dette Etrangère des E. U. se monte à près de 14 millions de dollars. Deux millions et demi appartiennent à la France, et sont par le mode de remboursement suivi depuis deux années transformés par le fait en dette domestique pour les Etats Unis. Le reste de la créance du dehors appartient spécialement à Anvers à Amsterdam. Le chûte probable du Stathoudérat, les agitations qui la pourront suivre, la situation précaire des pays bas dans toutes les hypothèses, font désirer sans doute aux capitalistes de se ménager des ressources en pays tranquille. Les propositions des E. U. seront donc acceptées sans doute avec empressement par les créanciers extérieurs. Les E. U. d'ailleurs desirant peut être profiter seulement de l'influence des tems pour faire adopter aux intéressés la transformation qu'ils proposent. Peu leur importe ce qui peut arriver ensuite, ils se persuadent aisément que les fonds une fois transférés en Amérique attireront puissamment les propriétaires ou leurs descendants. Ainsi la mesure actuelle en les débarassant pour le moment d'un mode de liquidation à la fois dispendieux et plein de risques, leur offre encore la perspective flatteuse d'une émigration d'Europe; si les révo-

lutions et la guerre ne la provoquent pas, l'attraction cachée des capitaux la déterminera insensiblement. Les propriétaires de ceux ci ne viendront pas seuls, ils apporteront encore avec eux le reste de leurs fortunes et leur industrie. Dans tous les cas, il est impossible que dans la situation actuelle des choses dans l'autre hémisphère, il ne passe pas plus de 14 millions de dollars en Amérique. Ainsi les propriétaires qui voudront rester en Europe, trouveront à négocier leurs créances avec avantage.

Cette transformation ne peut intéresser en rien la République quant à sa créance envers les E. U. Les apparences de la continuation de la guerre maritime, et par conséquent de ses besoins en Amérique, les subsistances qu'elle sera long tems dans le cas d'en tirer lui feront toujours préférer d'être payée ici. En consequence cette mesure ne lui sera point applicable et il serait inutile d'entrer à ce sujet en de plus grands détails

Salut et Fraternité

J^e FAUCHET
LA FOREST
PETRY

Commissioners to Committee of Public Safety.^a

PHILADELPHIE, le 15 Ventose,

l'an 3^e de la République française, une et indivisible.^b

Legation de

Philadelphie

Politique

No. 5. Duplicata.]

Les Commissaires de la République française, près les Etats Unis Aux Représentans du Peuple membres du Comité de salut Public

CITOYENS: Le Congrès vient de clôre sa session le 3 de Mars, jour précis ou expiraient ses pouvoirs. Nous avons eu soin de vous faire parvenir à différentes époques les matériaux de détail les plus propres à vous faire connaître l'esprit de cette Législature. Si ces matériaux ont pu mériter votre attention, vous aurez vû que dans les deux années qui ont formé sa carrière, ce corps public a eu successivement à traiter des questions importantes et à faire

^a Etats-Unis, vol 43, folio 298. L. S.

^b March 5, 1795.

face à des circonstances qui eussent été délicates pour tout autre assemblée délibérante

Vous n'avez point sans doute perdu de vue les objets majeurs qui se sont agités dans la Session précédente, et les momens difficiles sous l'auspice des quels elle s'est ouverte. Un tableau suivi et exact des premiers, une peinture aussi vraie que possible des seconds vous ont du faire apprecier les orages politiques qui ont assailli ce Congrès, et qui attaquant au vif le flègme naturel de ses membres, ont donné par fois à ses discussions la chaleur des délibérations Européennes. Le Lascasas vous a porté ces détails et notre N^o 34 envoyé sur le Spartiate vous en a retracé l'analyse.

La session qui expire, quoique moins importante offre cependant des traits dignes d'être observés. On estime qu'elle ne le cède pour l'intérêt national à aucune de ses précédentes. Les détails de cette Session sont déjà en partie entre vos mains. Cette expédition vous communique le reste, et cette dépêche en rappelle les traits principaux.

Quoique la Constitution n'accorde aucune initiative au Président sur la Législature, il en exerce une de fait par ses discours à l'ouverture de chaque Session. Ceux-ci sont presque toujours le cadre des travaux qui doivent y être discutés. Les divers objets que ce discours rappelait à l'attention du Congrès dans cette Session comme le cantonnement d'une force armée dans les Comtés rebelles de la Pennsylvanie, l'organisation des milices nationales, la réduction de la dette, et l'adoption d'un système permanent dans les relations du Peuple des frontières avec les Indiens limitrophes ont été successivement traités. Le premier n'a rencontré aucun obstacle: le second exigeant à cause des intérêts divers qu'il implique un plus long tems que celui dont on pouvoit disposer, a été ajourné à la session prochaine. La réduction de la dette publique a eu les préjugés et les passions anciennes à combattre, et finalement les plans de M. Hamilton ont été presque littéralement suivis. Cet objet a été poussé avec une chaleur remarquable dans cette session. On voit dans l'empressement et l'inquiétude avec lesquels on l'a pressé et introduit qu'on a craint de ne pas trouver dans le Congrès prochain la majorité du même côté, et qu'on a désiré profiter de celle de la Session présente et du poids des

circonstances qui ont accompagné son ouverture pour mettre le système fiscal à l'abri des caprices ou des dispositions incertaines de la Législature qui doit suivre. Les membres qui ont toujours vû ces établissemens d'un mauvais œil ont essayer de temporiser pour parvenir à renvoyer le tout à la Session prochaine. Mais il a fallu céder au vœu prononcé de la majorité et au desir du Peuple. Et au reste, les délais n'eussent conduit à rien, puisqu'il est évident que travailler actuellement en arrière, serait risquer la fortune publique et produire d'inutiles et dangereuses secousses.

Le système futur des Etats unis sur leurs frontières, n'a été qu'imparfaitement décidé. On a institué des peines sévères contre les blancs perturbateurs. On a pris des mesures pour arrêter le cours des vengeances particulières qui engendrent les guerres publiques, mais on sent qu'avec ces réglemens rigoureux on ne frappe point à la source du mal, tant qu'on n'a pas établi des factories sur des bases libérales, factories au moyen desquelles on détacherait insensiblement les Indiens des comptoirs Anglais et Espagnols où ils reçoivent avec les marchandises des traiteurs de ces deux Nations des impressions hostiles et des préjugés dangereux contre les Etats Unis. Le plan de l'ex-sécrétaire de guerre réunissait tous ces avantages: la fin de la session est une forte masse d'opinions contraires ont fait rejeter l'ensemble des mesures qu'il proposait

Outre ces points principaux et connus d'avance on a vu mettre sur le tapis plusieurs questions importantes et différentes loix utiles avec un caractère plus ou moins éclatant. Parmi les premières on remarque le mode nouveau de naturalisation, dont nous vous avons entretenus très en détail, et sur lequel il reste quelque chose à dire sous le point de vue du commerce. On a changé les formalités exigées du Président pour qu'il pût réquérir les milices en cas d'insurrection: autrefois il fallait l'attestation d'un juge du lieu des troubles qui certifiât que les moyens légaux ordinaires étaient insuffisants pour ramener l'ordre. Il suffira à l'avenir d'une notification pareille de la part des Gouverneurs des Etats pour autoriser le Président à réquérir les milices; dans certains cas même il peut les réquérir sur sa seule responsa-

bilité. Nous reviendrons sur les loix les plus importantes quand elles auront été publiées dans leur ensemble.

La vente des terres occidentales que venait de faire la Georgie, est venue se présenter à l'attention du Gouvernement sur la fin de la session. Le Président a dénoncé au Congrès cette opération qui pouvait avoir les suites les plus funestes, et celui-ci a pris des mesures pour les prévenir.

On avait proposé de réduire l'armée de ligne aux ordres du général Wayne sur la frontière septentrionale. Les avantages que cette armée venait de remporter et la pacification prochaine que promettait sa présence ont décidé à la maintenir sur son pié actuel plutôt que de risquer dans la vue d'une petite économie de renouveler la guerre et tous ses maux. On annonce en effet tous les Indiens demandent à traiter et qu'ils doivent envoyer au mois de Juin prochain auprès du Gouvernement fédéral des chefs autorisés à arrêter une pacification générale & définitive.

Parmi les actes de la Législature qui pouvaient nous intéresser particulièrement était le rappel de la Loi qui prohibe l'exportation des munitions de guerre jusqu'à la fin de Mai prochain. Nous avons traité déjà de cet objet dans une de nos dépêches: le Sénat a rejeté le rappel arrêté par la Chambre représentative. Aujourd'hui le Gouvernement lui-même se trouve dans la nécessité d'exporter des munitions de guerre pour traiter avec les Algériens qui ne veulent recevoir aucune autre rançon pour les captifs Américains. La Législature a fait une exception à la Loi pour autoriser le Gouvernement à en exporter. Vous verrez dans les débats que la crainte de donner des soupçons aux Puissances Européennes a fait proposer d'enoncer positivement cette clause dans la Loi d'exception "*qu'il n'en serait exporté aucune partie dans les possessions des pouvoirs belligérans.*" Cette excès de défiance n'a pas eu la majorité en sa faveur.

Nous ne devons pas omettre un acte qui intéresse notre commerce et sur lequel nous reviendrons dans une analyse détaillée des loix passées dans cette session. Cet acte impose nommément nos vins de champagne et de Bourgogne à 40 cents le gallon (44 f. de notre monnoye) c'est à dire à peu près 11 f. par bouteille. Le tarif précédent fixait à 30 cents

le maximum de la taxe sur nos vins en général. L'augmentation va à un peu plus de 3 f. par bouteille. Vous verrez aussi dans les débats que le Congrès a accordé un secours de mille dollars à chacune des quatre filles du cidevant Comte de Grasse qui se trouvaient à Boston dans la misère.

Un des derniers objets dont la chambre des Représentans se soit occupée dans cette session, est l'établissement d'un journal logographique de ses débats, au moyen duquel ses constituans puissent avoir une peinture fidèle de ses opérations. Ce projet avait partout des avocats. Les extraits qu'on publie dans les gazettes ne sont qu'incomplêts. L'esprit du gazetier qui les saisit par notes, et les rédige ensuite chez lui, leur donne souvent une teinte étrangère, et plus conforme à ses opinions qu'à la vérité. Les paragraphistes ensuite les démembrent et les morcellent. Il est peu de Représentans qui ne se plaignent d'avoir été injustement traités. Ces considérations d'intérêt particulier, et le desir assez général dans cette Chambre que le peuple entier connaisse ses opinions dans toute leur vérité, ont facilement déterminé l'adoption de la mesure; elle sera mise en usage dans le Congrès prochain.

Enfin Citoyens, la chambre des Représentans a vu couronner ses travaux par une motion précieuse pour l'humanité. Un de ses membres les plus distingués a déposé une résolution qui doit rester sur le tapis pendant l'ajournement et opérer à l'ouverture du Congrès prochain comme une recommandation à la Legislature. Cette résolution provoque la révision et le rappel des parties du Code pénal des Etats Unis qui infligent des peines capitales ou infamantes. Cette grande question est depuis long tems à l'ordre du jour en Amérique, et cependant c'est le pays où ces lois soient le moins souvent appliquées. La Législature de l'Etat de New York s'occupe en ce moment de refondre dans le Code de cet Etat ce qui peut y exister de semblable. On a sous les yeux l'exemple récent du Portugal où les crimes ont diminué depuis l'amendement des Edits les plus rigoureux et celui de la Pennsylvanie où non seulement les délits capitaux sont bornés à infiniment peu de cas, mais encore où la police correctionnelle qui remplace les anciennes pénalités

est portée à son plus haut point de perfection. Ces exemples et surtout le dernier, font considérer ici cette question sous un autre point de vue que celui du pur sentiment. La politique joint ses instances à celles de l'humanité. Cette union augmente sans doute les chances en faveur de la réforme.

Telles sont, Citoyens, les opérations du corps Législatif dont les pouvoirs viennent de finir. C'est le troisième depuis l'établissement du Gouvernement actuel. Ce dernier on peut l'assurer a passé par les épreuves les plus sérieuses et les situations les plus délicates dans ces six années. Il a surmonté des obstacles, bravé des dangers et posé les Étais principaux qui devaient soutenir la Constitution. Législation, Finances, Exécution, tout est organisé. Les bases premières de toutes ces parties sont au moins posées. Les élémens générateurs auxquels les arrangemens de détail sont subordonnés, sont établis sur de solides fondemens. La grande popularité des chefs qui ont influencé sa formation et qui ont depuis occupé les premières places: la faveur des circonstances, les troubles de l'Europe, et aussi l'attachement de la majorité de la Nation ont concouru à porter ce gouvernement à l'état stable où il se trouve. Les hommes dont nous parlons plus haut ne l'ont pas voulu abandonner après sa naissance à des mains nouvelles qui, pour nous servir des expressions de M^r Hamilton, auraient pu peut-être ne pas se porter à *défaire*, mais qui soit timidité soit tiédeur, auraient pu *ne rien faire* pour en compléter le système, et l'un, comme il l'observe, est aussi dangereux au fonds que l'autre. Ainsi l'ouvrage est autant que possible prémuni contre l'inertie des Législatures à venir.

Celle qui va suivre, si l'on en croît quelques personnes, sera autrement composée que celle qui finit. On estime que la majorité aura changé de place, et on le suppose facilement en considérant l'empressement avec lequel on a fait passer le complément du système de finances dans cette Session. Quel que puisse être au surplus l'esprit du Congrès prochain, on prévoit d'après le peu de questions importantes qui restent à traiter, qu'il aura peu d'occasion

de le mettre en évidence, à moins que des évènements extraordinaires ne lui en fournissent d'imprévues.

L'esprit public à la fin de cette Session est plus calme qu'il n'était au commencement. La question des Sociétés démocratiques a perdu de sa nouveauté. Les polémiques ont été extrêmement vives surtout du côté des adversaires de ces Sociétés. Immédiatement après la dénonciation du Président, les adresses justificatives ont inondé toutes les gazettes. Après cette première époque on a discuté, examiné avec assez de froideur. La raison et le ridicule ont tour-à-tour et de part et d'autre été employés; tantôt dans des paragraphes dont la concision et la vigueur font le mérite; tantôt dans de longues séries de Numéros signés selon l'usage de noms Grecs et Latins. Enfin les sociétés demeurent obscures, s'assemblent rarement et se dissolvent, et leurs adversaires se tranquilisent. Les prêtres comme vous l'avez vû dans une de nos lettres se sont très indiscrètement mêlés à ces débats, et en général à toutes les discussions publiques. On voit avec peine qu'ils semblent former un chœur, pour rapprocher l'Amérique de l'Angleterre et l'éloigner de nous, tout en ne paraissant que se mêler de leurs discussions domestiques. Ces préliminaires, s'ils sont calculés, sont extrêmement adroits, et ne pourront que préparer les esprits au traité qu'on annonce quelque étranger qu'en puissent être les termes.

Ce traité est venu faire diversion aux sujets courans des disputes politiques. Les deux partis, avant qu'il soit arrivé, l'attaquent et le défendent déjà. L'un et l'autre s'attribuent l'honneur de l'issue de cette négociation; l'un d'eux cependant, n'hésite pas à en rejeter la principale gloire sur nos armées, et leurs victoires et il est vraisemblable que celui là a la plus grande raison de son côté.

Salut et Fraternité

J^{re} FAUCHET
LA FOREST
PETRY

*Commissioners to Committee of Public Safety.^a*PHILADELPHIE, 1e 18^e Ventose,Legation de an 3^e de la République française, une et
Philadelphie ind^{ble b}Politique *Les Commissaires de la République française,*
No. 6. *près les Etats unis. Aux Représentans du*
Duplicata.] *Peuple membres du Comité de Salut Public.*

CITOYENS: On annonce dans ce moment l'arrivée d'un bâtiment expédié d'Angleterre par M. Jay avec le traité entre la Grande Bretagne et les E. U. Ce Bâtiment est arrivé le 5 du mois de Mars à Baltimore et les séances du Congrès ont fini comme vous le savez avec ses pouvoirs le 3 du même mois. Nous apprenons en même tems que le Sénat est convoqué par le Président extraordinairement et indépendamment de la chambre Représentative pour le 8 du mois de Juin prochain. Des circulaires ont été émises à cet effet dans les Etats divers. Le but de cette convocation est de faire ratifier le traité. Il paraît que le Gouvernement ne comptait pas sitôt le recevoir, autrement le Président, sans laisser les membres du Sénat qui restent se disperser, aurait facilement pu réunir plutôt les membres nouveaux qui doivent remplacer ceux qui sortent conformément à la Constitution.

S'il faut en croire les bruits répétés, il ne s'agit rien moins que d'un traité de *navigation, d'amitié, et de commerce*. Si l'on s'en rapporte à ce titre pompeux et aux soupçons qu'il fait naître dans quelques esprits il embrasse plus d'objets que le public n'avait contemplé, et que M. Jay n'avait annoncé lors de la naissance de cette négociation. Il devient par conséquent de plus en plus à regretter, que jugeant du cours quelle pourrait prendre ainsi que nous l'avions indiqué, par les défaites qu'éprouverait l'Angleterre, on ait tant tardé, Citoyens, à nous faire passer des instructions, ou, notre rapel déterminé, à envoyer nos Successeurs le plus promptement possible.

Le changement qui a lieu dans le Sénat pourrait au premier coup d'œil faire concevoir quelque espoir et faire compter

^a Etats-Unis, vol. 43, folio 322, L. S.^b March 8, 1795.

sinon sur une rejection absolue, au cas que l'acte contint des clauses déroatoires à l'alliance de la R^uque avec les E. U., au moins sur des difficultés et des lenteurs dans la ratification, que nous pourrions mettre à profit. Peut être en effet, si dans ce moment un Ministre arrive de la part de la République avec des plains pouvoirs, les signes de votre confiance et des bases décisives pour renouveler nos traités avec les E. U., ceux ci se trouveraient ils placés dans une situation délicate qui mettrait leurs protestations et leurs promesses à une forte épreuve. Il faut s'avouer cependant que dans le système d'un Gouvernement dont le caractéristique principale est l'ambition de faire preuve au dehors de plan et de stabilité dans ses opérations, il y a bien des chances en faveur de l'initiative du négociateur Jay. Le Président, on peut le croire, appuyera de toute son influence tout ce qu'aura pû faire un homme aussi important, et dont la mission est entièrement son œuvre. On doit calculer avec soin de quel poids le nom du Président sera dans tout le cours de la transaction. Le Senat lui-même ne donnera pas peu à la crainte de perdre l'occasion favorable; et parmi les membres nouveaux on voit déjà des noms dont le parti de l'opposition n'a que peu ou rien à espérer.

Il est inutile de répéter ici que nous ne pouvons faire que d'inutiles tentatives pour nous opposer à cette ratification. Ignorant et le vœu du gouvernement et le tems où l'on peut espérer qu'il le fera connaître, incapables consequemment de présenter quelques points d'appui à une opposition et de lui fixer le tems où la République pourrait la soutenir par des démarches directes, nos intelligences, en supposant même que notre influence eut encore tout le poids que notre suffrage lui assurait et que le bruit de notre rapel détruit, ne pourraient que porter nos amis à de fausses mesures qui sans nous être utiles pourraient leur être personnellement funestes; danger qu'ils n'ont déjà vû que de trop près sous la Légation qui nous a précédé et dont ils sentent en ce moment encore toutes les conséquences.

Nous nous bornons donc à suivre avec attention la marche des choses, pour fournir à nos successeurs s'il nous en arrive bientôt, le plus de renseignemens utiles qu'il sera en notre pouvoir, et nous n'en mettrons pas moins en usage pour cela

l'estime que tous les partis nous accordent et le peu qui nous reste encore de crédit officiel, pour déjouer les plans qui pourraient tendre au détriment de la République

Salut et Fraternité

J^e FAUCHET
LA FOREST
PETRY

Commissioners to Committee of Public Safety.^a

PHILADELPHIE, le 26 Ventose,

Légation de l'an 3^e de la République française une et
Philadelphie ind^{ble} b

Politique *Les Commissaires de la République française*
No. 7. *près les Etas Unis. Aux Représentans du*
Duplicata.] *Peuple membres du Comité de Salut Public.*

CITOYENS: Avant que nos dernières dépêches vous fussent parvenus, vous aviez sans doute appris la nouvelle du traité que M. Jay avait conclu avec l'Angleterre au nom de l'Exécutif des E. U. Nous vous avons donné l'extrait des conjectures que les différens intérêts ainsi que les différens partis avaient fait imaginer. Il vous est plus facile qu'à nous de juger de leur exactitude. Vos correspondans en Angleterre, les papiers publics peut-être, vous auront procuré des certitudes, tandis que nous ne pouvons qu'errer de doute en doute, et que nulle donnée ne peut fixer notre opinion. Tout nous porte à croire cependant que la cabinet Britannique n'a voulu que gagner du temps; que le nouveau traité consiste plus en promesses de sa parte, qu'en effets; et que le Gouvernement des E. U. a saisi avec empressement une apparence de satisfaction pour masquer sa faiblesse et son impuissance de venger la dignité violée de son Pavillon. On pourrait le comparer à ces hommes chés qui la prudence est plus puissante que le courage, et qui n'étant pas en état de repousser une injure, ou feignent de ne pas s'appercevoir l'insulte qu'on leur a faite, ou se contentent de la moindre réparation qui semble mettre leur amour propre à couvert. Peut être aussi croit-il devoir sacrifier beau-

coup à l'intérêt. Son commerce qui s'enrichit des débris de celui de toutes les Nations belligérantes paroît applaudir avec enthousiasme à cette mesure pacifique, dont il ne connaît pas encore les résultats, mais qui lui assure la continuation d'un gain énorme qu'aurait arrêté la moindre crainte d'hostilités prochaines. Cet exemple nous donne la preuve affligeante qu'il ne faut attendre de reconnaissance des corps politiques, qu'autant qu'elle s'accorde avec leurs avantages. Il nous est impossible de juger encore jusqu'à quel point les E. U. ont consulté les leurs dans le dernier arrangement qu'ils ont fait avec nos Ennemis. Ce traité dont tout le monde discutait d'avance tous les articles, semble ne plus exciter la curiosité depuis son arrivée; le plus profond silence est observé sur son contenu; il avait été long tems attendu, même après qu'il avait été annoncé, et le champ vaste qu'avait ouvert aux discussions, aux probabilités, et même à différens soupçons, l'attente de cette pièce si long tems désirée, s'est fermé aussitôt que l'on a appris que le courrier dépêché par M. Jay avait remis ses dépêches au gouvernement. Quoique notre position soit devenue très difficile, par l'ignorance absolue dans laquelle on nous laisse et des intentions de la République et de la marche qu'elle désirerait que nous suivissions, nous croyons cependant avoir fait tout ce qu'il étoit possible de faire dans la circonstance actuelle. Il vous sera facile de concevoir les difficultés qui nous arrêtaient. Nous ne savions point si vous étiez informés officiellement du projet des Etats Unis de conclurre un traité avec l'Angleterre; nous pouvions, nous devons le présumer, puisqu'avec l'air de communiquer franchement avec nous sur la mission de M. Jay, on nous a caché en suite avec soin le cours qu'avait pris cette négociation; d'ailleurs on annonçait avec la République française un traité nouveau, qui devait bientôt arriver, nous pouvions, nous devons supposer qu'il détruirait tout l'effet de celui que la nécessité avait arraché au Gouvernement Britannique, et le hasard faisait que l'un et l'autre ne pouvaient être ratifiés qu'au mois de Juin prochain. N'ayant donc que des incertitudes, que des suppositions, que des hypothèses pour données, il fallait sonder adroitement le gouvernement, tirer de lui les instructions qu'il avait pu donner à M. Monroe, et surtout masquer l'abandon dans

lequel la République nous laissait, il fallait enfin paraître avoir les secrêts de tous les cabinêts de l'Europe, être sûrs d'avance de l'opinion qu'allait produire le nouveau lien politique que venait de serrer l'Amérique; et la conclusion que devaient amener ces différentes connaissances, était qu'un rapprochement avec le ministère Anglais, était contraire à sa dignité autant qu'à ses intérêts et montraient aussi peu de sagesse que de reconnaissance; que les Peuples Libres de l'Europe refuseraient de s'unir avec une Nation qui renouait avec ses anciens Tyrans, et que les cabinêts des rois versés dans la prétendue science de la politique, se rapprocheraient difficilement d'un gouvernement qui s'alliait à son ennemi naturel; et cela, dans le temps où cet ennemi était combattu à outrance par ce Peuple que les mêmes principes, que les mêmes devoirs, que la même cause, que d'anciens services, que des dangers partagés, rendaient éternellement ami du Peuple Américain. La prudence exigeait que tous ces motifs fussent présentés sous des formes qui ne blessassent point des hommes contre qui nous avions l'avantage des principes et du raisonnement; c'est la précaution que nous avons prise. C'est après avoir préparé et discuté la conversation que devait tenir le Citoyen Fauchet avec le Secrétaire d'Etat, c'est après avoir arrêté les biais qu'il devait prendre pour avoir les informations préliminaires qui lui permettraient d'argumenter avec succès contre la mission de M. Jay, que le Citoyen Ministre a demandé un rendés-Vous à M. Randolph. Il a appris dans cet entretien que M^r Monroe avait tout pouvoir pour communiquer ce qu'il jugerait à propos touchant l'objet de l'envoi de M^r Jay en Angleterre, mais il a cru voir qu'on avait caché une partie des instructions données à ce dernier, au Ministre qui est près de la République Française; a demi instruit, il n'aura pu vous donner que des demi lumières. Il paraît que le Gouvernement des Etats Unis a cru que le mystère est la force de la faiblesse; ce mystère a été représenté par le Citoyen Fauchet comme injurieux à sa Nation, comme répondant peu aux preuves multipliées que nous lui donnions de notre attachement et de notre amitié. Il a rappelé que sous le régime des rois de France, l'Amérique ne se permettait pas une seule démarche qui eut un traité

pour but, sans consulter le cabinet de Versailles, sans pressentir son opinion, et sans être sûr qu'elle ne serait pas regardée comme une marque d'éloignement de son allié ou de préférence pour une autre puissance; il a ajouté conséquemment qu'il paraîtrait bien extraordinaire qu'on eut eu plus d'égards pour la France esclave que pour la France Libre, que pour la France solidairement engagée, engagée avec les Peuples qui secouent le joug des despotes. Il a observé que sans doute il était de principe que les Peuples pouvaient sans l'intervention même de leurs amis contracter avec qui bon leur semblait, mais en même temps il a pesé sur cette idée, que le droit rigoureux avoisine souvent l'injustice, que ce qui n'est pas défendu strictement, ne laisse pas quelque fois d'être un crime moral, et que celui qui sacrifie l'amitié à un intérêt momentané, quoique non puni par les Loix, n'en est pas moins coupable. Il nous serait impossible de vous rendre compte des conversations qui ont eu lieu à différentes reprises sur cette matière. Le résultat a été de la part du Citoyen Fauchet, que par amitié pour les Américains eux mêmes il voyait avec une profonde douleur un évènement qui allait nécessairement affliger la République Française, un évènement qui allait y faire décroître l'estime que l'on était accoutumé d'avoir pour des Frères, qu'on était loin de supposer prêts à donner la main d'amitié à ceux qui avaient voulu les enchaîner et qui voulaient nous enchaîner maintenant. Il a terminé par cette pensée vraie sous quelques points de vue, c'est que les Etats Unis ne recueilleraient que de la honte et ne retireraient pas le profit qu'on leur promettait et qu'ils se promettaient de ce traité.

Des raisonnemens accumulés, et faits de manière à ne pouvoir même donner un prétexte d'humeur au Secrétaire d'Etat, ont paru faire sur son esprit une impression profonde; alors le Citoyen Fauchet a frappé le grand coup; il a cru devoir essayer de se procurer les différens articles de ce traité; M^r. Randolph a été ébranlé, et a répondu qu'il aurait bien voulu satisfaire le Ministre, mais qu'en vérité cela lui était impossible avant que les Sénateurs ne fussent assemblés pour la ratification; qu'il n'y avait que lui et le Président qui l'eussent vû ce traité, que le Secrétaire de la guerre, que celui des finances, que L'attorney (procureur général) qui com

posent le conseil du Président, n'en avaient point connaissance; mais il a juré sur ce qui lui était le plus cher que cet acte ne contenait rien de contraire aux intérêts de la République Française, rien qui put lui donner l'ombre du soupçon, rien enfin qui put la blesser sous quelque point de vue que ce fut; qu'il avait donné sa parole d'honneur dans le temps que les instructions de M^r Jay avaient été précises à cet égard, et que nul motif n'aurait pu faire sanctionner tout ce qui aurait été proposé de contraire.

Tel est en abrégé le sens dans lequel nous avons crû devoir faire envisager la question du traité à l'Exécutif des E. U., et des argumens que nous avons crû devoir employer soit en particulier soit publiquement pour diriger l'opinion générale. Il nous a paru que si le traité ne pouvait donner aucun lieu de plainte à la France, au moins devons nous reprocher aux Américains de nous avoir fait un mystère de cette affaire. Nous allons maintenant joindre aux conjectures qui commencent cette dépêche, l'analyse des résultats que nous croyons devoir naître de la nouvelle liaison qui va exister entre l'Angleterre et son ancienne Colonie.

Nous vous rappelleront d'abord que depuis la fin de la guerre, l'Exécutif de ce pays a constamment entamé des négociations qui ont été constamment contreminées par l'Angleterre. L'Amérique ne pouvait rien offrir en échange des faveurs et même de la justice qu'elle demandait; tout ce qu'elle pouvait faire était de charger les droits imposés sur les marchandises importées des manufactures Anglaises; mais ce moyen ne faisait qu'enrichir sa douane et ajoutait peut être encore aux besoins que le luxe avait données, sans diminuer les importations que le Gouvernement Britannique augmentait annuellement par les facilités commerciales et le crédit que ses negocians accordaient, tandis que les français se conduisaient en sens inverse. Il est donc facile de conclurre que l'Angleterre ne pouvait rien gagner par un traité de commerce avec ceux qu'elle avait enchaînés avec des dettes, des avances de fonds sur lesquelles basaient toute leur industrie et tous leurs capitaux, qu'elle était pénétrée de cette idée puisqu'elle rejetait toutes les offres qui lui étaient faites à ce sujet. Il est donc facile de conclurre que si elle vient de les accepter, c'est qu'elle a été forcée de le faire par les

succès rapides et constans de la République Française. Elle croyait au commencement de cette guerre pouvoir commettre impunément toutes les vexations, contre les faibles Nations qui ne feraient pas cause commune avec elle, et qui voudraient demeurer neutres. Cet atroce projet a été déjoué par nos victoires. Les réclamations des puissances outragées sont devenues pressantes en raison de l'abaissement de *la Grande Bretagne*, il a fallu céder aux circonstances. Le Danemark et la Suède menaçaient; des moyens de sévérité avaient au moins été proposés dans le Congrès des E. U., l'Angleterre a cru devoir paraître céder à la justice des plaintes que l'on formait contre elle, tandis qu'elle ne cédait qu'à la crainte; mais toujours soigneuse de suivre un système d'injustice et d'oppression, elle a pris le parti adroit de calmer les Américains en leur proposant ce qu'elle savait les flatter d'avantage, un traité de commerce, quelques articles de faveur ont été reçus et exagérés avec transport, et ont empêché de s'appercevoir, que la reddition des postes, les indemnités à accorder pour les prises, enfin que les points principaux qui devaient être le sujet de la mission de M^r Jay, ont été remis à une époque éloignée, ce qui équivant, du moins nous le présumons, à la certitude que les promesses Britanniques n'auront aucun effet. Le projet de cette dernière Puissance a été de tromper et d'amuser les Etats Unis, elle a parfaitement réussi. Nous croyons fermement que jalouse de pouvoir inquiéter sans cesse les frontières de ces derniers, elle ne leur remettra jamais les forts, d'où elle peut lancer les sauvages contre eux, en leur fournissant des munitions de guerre, en les excitant à la destruction et au carnage, les menaces d'une armée Américaine n'ont jamais pu l'engager à exécuter cette 1^{re} convention de la paix, peut on supporter qu'elle est décidée à la remplir maintenant lorsqu'on la voit éloigner encore le terme de son exécution.

Elle tiendra encore moins sa parole donnée de payer des indemnités, elle a mille moyens de l'éluder; elle pourra tenter de vouloir faire entrer en compte ou de régler les anciennes dettes Américaines contractées avant la guerre envers les négocians comme disposition préliminaire; et l'on peut s'en rapporter à elle pour les longueurs, pour les chicannes dans

les opérations qui contrarient ses intérêts; un siècle ne verra pas terminer ce procès.

Nous pouvons nous tromper dans nos combinaisons mais toutes les probabilités sont en leur faveur; dénués d'instructions sur des évènements qu'on a du prévoir en France, nous avons consulté celles que nous avons reçues à notre départ; elles portaient que nous eussions à nous opposer à un traité de commerce avec l'Angleterre;—nous avons alors arrêté en conséquence les démarches et l'esprit de conduite dont nous vous rendons compte; quelques soient les intentions de la République elles ne peuvent être compromises par le parti que nous avons pris et les discours que nous avons tenus: un motif puissant nous a animés, c'est qu'en nous élevant avec dignité et avec modération contre ce nouveau traité, nous n'avons prédit que des évènements qui seront vérifiés, et que nous n'avons dit aux Américains que ce qu'ils devaient se dire à eux mêmes

Salut et Fraternité

Jⁿ FAUCHET
LA FOREST
PETRY

Commissioners to Committee of Public Safety.^a

Legation de PHILADELPHIE le 1^{er} Germinal.
Ph^{ie} An 3^{me} de la République Française une et indivisible.^b
Politique

No. 8. 1^{ata}.] *Les Commissaires de la République Française
près les Etats Unis. Aux Représentans du
Peuple, membres du Comité de Salut Public.*

CITOYENS: Depuis notre dernière dépêche sur les Colonies. Les nouvelles qui en arrivent sont de plus en plus favorables à la République. La division venue de France pour secourir la Guadeloupe est arrivée à sa destination vers le milieu de Nivose. Presque vers le même tems, La Fregate La Concorde et la Corvette La Perdrix, que nous avons expédiées de Boston et sur lesquelles nous avions des inquiétudes ont mouillé au Port de la Liberté cidevant Point à Pitre. Ces deux Batimens, vous le savez Citoyens,

portoient un grand nombre de Colons et plusieurs objets essentiels à la défense de la Colonie. Ils ajouteront à la petite force maritime que la République possède dans ces mers et rempliront le déficit qui vient d'y être occasionné par la perte malheureuse de la Frégate *La Pique*. Vous avez sans doute appris les circonstances de sa prise et de son engagement avec la Frégate Anglaise *La Blanche*. Celle ci, de l'aveu unanime des Américains, avait amené son pavillon quand le *Bellona* de 74. est survenu, et s'est emparé de *La Pique*. Les Gazettes Royales de la Jamaïque et des autres Isles ont publié des relations boursoufflées et fausses de cet engagement, qui ont circulé ici dans les papiers publics. Nous avons eu le plaisir de les voir démenties, et de voir rétablir les faits dans leur vérité par les attestations de plusieurs Capitaines Américains.

Les Anglois de leur côté, selon le rapport de plusieurs navigateurs ont reçu le renfort si longtems annoncé de Gibraltar. Ce renfort consistait en deux milles hommes, répartis sur un petit convoi escorté de deux Frégates: Il est commandé par le Général Lindsay. On attend un complément d'Angleterre qu'on dit être de 8,000 hommes. On fait monter la force actuelle de nos Ennemis dans ces parages à 10 Vaisseaux et autant de frégates. Nos corsaires malgré cette force redoutable se multiplient d'une manière étonnante. Les papiers Anglais sonnent continuellement l'alarme contr'eux, et annoncent eux mêmes leurs prises nombreuses.

Nos ennemis selon toutes les apparences se disposent non seulement à défendre ce qu'ils possèdent encore sur nous mais encore à nous disputer ce que la valeur des soldats de La République leur a enlevé. Le Général Vaughan paraît néanmoins craindre d'être attaqué à la Martinique. Il vient par une Proclamation récente d'ordonner à tous les habitans qui ne veulent pas prendre les Armes d'avoir à évacuer L'Isle. Toutes les dispositions de nos Ennemis doivent échouer devant les moyens de la République. La Victoire dans cette partie du monde demeurera toujours à celui qui pourra mettre en campagne les Troupes les plus persévérantes, et les plus acclimatées. L'avantage sous ce point de

vüe est bien des fois en faveur de la France. Les Troupes Européennes,—l'évenement le prouve tous les jours, peuvent faire une conquête mais ne peuvent longtems la conserver. Des 15. mille hommes qui sont venus attaquer La Martinique, avec d'immenses moyens, il reste à peine peut être de quoi servir les Forts. Une force maritime immense s'est consummée d'hommes & de Vaisseaux. Une partie a reporté en Europe les débris de l'armée; ce qui reste, avec les renforts qui arriveront ne fera qu'accroître les dépenses, sans rien effectuer de marquant. Le Général Vaughan a aussi publié une proclamation déclarant La Guadeloupe et dépendance en Etat de Siège. Cette manière nouvelle de former un blocus, produit un droit des gens inconnu jusqu'ici, et en vertu duquel tout bâtiment neutre qui approche l'Isle prétendue assiégée est de bonne prise. Les ordres semblables des Généraux Anglais l'an dernier, ont été si ponctuellement exécutés que nous Craignons que les Américains ne hazardent pas de récidive. Il s'agit de savoir si dans ce nouvel état de choses la République peut sans se manquer à elle même remplir religieusement ses Traités et respecter en tous points un Pavillon dont ses Ennemis s'arrogent le pouvoir de se jouer impunement. Il s'agit encore plus de savoir si le Cabinet Anglais, en calculant l'effet de cette mesure insolente, n'a pas compté d'avance sur notre propre bonne foi, comme un des moyens qui devaient le plus y coopérer. La partie est beaucoup plus égale cette fois que L'année dernière. À cette époque les Colonies divisées, agitées et délaissées ne pouvaient inspirer aucunes spéculations. Aujourd'hui il paraît que la confiance est née avec l'apparition des Autorités Nationales, & que quantité de Corsaires Français croisent dans les mers du Mexique. La République y a d'ailleurs des forces navales inférieures à la vérité à celles de L'ennemi mais susceptibles de faire des excursions heureuses. Nous pouvons donc rendre aux Anglais mesure pour mesure. On dit que nos Corsaires arrêtent en effet les Bâtimens neutres dans les Antilles et que les Commissaires Civils, à la Guadeloupe ont déclaré de leur Côté les Isles Anglaises en état de Siège. Nous présumons cependant que fideles aux principes autant que prévoyantes, les autorités constituées dans nos Colonies sauront allier la justice à la

nécessité, la politique au droit de rétaliation. Compter uniquement sur les prises serait s'exposer en cas d'échec Maritime à une disette affreuse. Il faut à la fois détourner les approvisionnemens destinés pour l'Ennemi et attirer chez soi le Commerce étranger par des arrangemens équitables d'administration. Les Américains craignant et sur leurs propres côtes et dans les Antilles, les arrestations Anglaises, se sont jusqu'ici assez heureusement servi pour parvenir dans les possessions Françaises de l'expédient des papiers simulés. On encouragera ces expéditions en achetant loyalement au taux de la place et payant ponctuellement en denrées, les Cargaisons neutres qui seront importées dans nos Colonies ou qui y seront envoyées par nos Croiseurs, quelque soit la destination exprimées sur les papiers de mer. Cette conduite généreuse déjouerait les plans atroces du Cabinet de Londres et nous montrerait aux Neutres sous un point de vûe irréprochable. De quoi se plaindroient-ils? ou leurs Cargaisons étoient pour nous et alors nous facilitons l'intention des armateurs; ou elles allaient chez nos Ennemis, et dans ce cas nous respectons au moins le droit de propriété en cedant au besoin impérieux de notre conservation. Si nous en croyons les gazettes on ne reste pas toujours dans ces limites sages dans plusieurs points Coloniaux. Le Gouvernement des Etats unis ne fait entendre aucune plainte. Mais beaucoup de Négocians en portent d'amères. On ajoute que tous les Bâtimens neutres trouvés à Marie Galante ont été condamnés. Il parait même Citoyens, qu'on a emprisonné arbitrairement des Capitaines Américains, dans quelques endroits. Nous ne pouvons préjuger les intentions de notre Gouvernement sur ces diverses mesures; nous nous bornons à nous rejeter sur notre incompétence quand nous sommes interpellés à cet égard. Il seroit à desirer néanmoins que dans certains cas, on laissât aux Capitaines, ou supercargues le pouvoir de remplir certaines formalités qui leur sont utiles, pour se mettre en règle envers leurs Armateurs.

À S^t Domingue, Citoyens, la République vient d'acquérir S^t Marc. Les Anglais y avaient 800 hommes effectifs; M^r Brisbane, commandait la place. Les six mille Français

de Couleur l'ont attaqué, ont mis en déroute après deux jours d'action, toute l'armée ennemie, tué le Commandant et enlevé tous les postes. Le Bâtiment qui a apporté cette nouvelle, a laissé les Anglais et les Royalistes dans le plus grand désarroi. Cette affaire va indubitablement précipiter l'évacuation de la Colonie. Rigaud dans le Sud assiégeait vers la même époque Jérémie, et était assuré de s'en rendre maître. La division regnait parmi les habitans. Si l'on fait tomber cette place, il n'y aura plus que le Môle et le Port au Prince à réduire. Le dernier est tous les jours harcelé, et les habitans en partie sont mécontents. Le Général Laveaux écrit que s'il avait une faible force maritime il s'emparerait du reste de la Colonie sous peu.

Tout commence donc, Citoyens, à se réorganiser dans cette Colonie. Les approvisionnemens y affluent depuis que le crédit se relève par l'établissement progressif de L'ordre, où n'existaient il y a quelque tems que des ruines. Mais il reste encore à faire quelque chose pour la plus importante autrefois de nos possessions Coloniales. Nous ne vous presserions pas tant, si cette Colonie avait quelque moyen de correspondre avec la metropole; mais elle n'a plus de rapport avec elle que par notre intermédiaire. Il devient de jour en jour plus nécessaire que l'ordre civil se rétablisse à mesure que le Territoire rentre en la possession de la République. Une autorité centrale y est enfin indispensable, si nous ne voulons pas voir disparaître toute espoir. La République doit ne pas abandonner plus longtems à eux mêmes des hommes qui n'ont peut être ni les moyens ni l'autorité nécessaires pour établir un Système. Elle doit surtout ne pas paraître plus longtems voir avec indifférence les efforts de ces hommes qui ont tant été noircis par ceux qui ne connaissaient que l'alternative de fuir la Colonie ou de la livrer; de ces hommes qui couverts de mépris des laches se tenaient constamment attachés à la *France* quand il fallait braver la faim, la honte et une mort ignominieuse pour oser la reconnaître encore.

Vous verrez Citoyens, dans la lettre cijointe que le Citoyen Fauchet reçoit de Cayenne dans quelle situation peuvent jeter cette Colonie de plus longs retards à surveiller, à

regler la formation du nouvel ordre de choses que l'affranchissement des Esclaves va produire. Les Autorités Constituées—isolées comme elles le sont de la France, pourront elles donner à leurs plans temporaires, en supposant qu'elles en puissent former, cette sanction que le Corps Législatif seul peut jeter sur des institutions de cette nature. Les premiers momens de l'emancipation paraissent précieux. Combien il est à regretter Citoyens, que des instructions, et des plans d'organisation n'aient pas accompagné ou suivi de près l'envoi du Décrêt!

Les Conquêtes que font journellement les armes de la République dans les Colonies jettent dans les Etats Unis une nouvelle émigration d'hommes si non coupables au moins douteux. La masse de ceux ci déjà si considérable s'augmente rapidement. Nous avons itérativement demandé des instructions sur cette classe de Citoyens. C'est surtout à Saint Domingue qu'elle appartient. S'il arrivait des forces dans cette Colonie tous ces hommes nous demanderoient des passeports et des passages. Que devons nous faire, Citoyens, et que feront nos successeurs s'ils sont sans instructions à ce sujet? Sans prejurer la question des principes de tous ces individus nous pouvons dire qu'ils couvent des haines profondes, et une soif inextinguible de vengeance. Cette vérité Citoyens, mérite toute l'attention. Des explosions, des troubles, accompagneront leur rentrée aux Colonies, s'il n'y existe une autorité puissante, et soutenue par des Communications fréquentes avec nous. Pourrions nous donc prendre sur notre responsabilité de renvoyer à grand frais aux Colonies des hommes suspects? nous sommes même incertains sur la conduite que nous devons tenir envers Eux dans le Continent. Nous n'hésitons pas à vous dire, Citoyens que ces émigrés occupent beaucoup plus les Agens de La République ici que ne le font les fonctions nécessaires & essentielles de leurs places, et que tant que les Fonctionnaires publics n'auront point d'instructions positives à cet égard, ils seront soumis à une foule de considérations dont le service ne souffre pas peu. En général Citoyens, on a mis une négligence inconcevable à nous instruire de l'effet que devaient avoir certaines Loix passées en France, dans ce continent. La loi sur les Emigrés ne nous est pas encore

parvenue et cependant des Citoyens nous consultent tous les jours sur ses dispositions. Nous n'avons pû parvenir à obtenir un seul mot sur l'Etat des Citoyens qui se trouvent ici. La Convention a décrété des secours pour les réfugiés des Colonies: quelques uns qui ont demeuré ici depuis plus d'une année prétendent réclamer de nous des secours en vertu de ce décret. Mais de quoi avons nous été instruits? Notre Correspondance passive avec le Gouvernement se monte à trois numeros Politiques.

Salut et Fraternité

J^e FAUCHET
LA FOREST
PETRY

Commissioners to Committee of Public Safety.^a

Legation	PHILADELPHIE, le 5 Germinal
de	l'an 3 ^e de la Republique française une et indi-
Philadelphie	visible ^b
Politique	<i>Les Commissaires de la République française,</i>
No. 9. 2 ^{ta}]	<i>près les Etats Unis, Aux Représentans du</i>
	<i>Peuple membres du Comité de Salut Public.</i>

CITOYENS: Les pièces que vous trouverez sous ce pli, ont été remises au Citoyen Fauchet, par le Général Walterstorff gouverneur de l'île Danoise de S^{te} Croix, qui se trouve depuis quelque tems dans ce Continent; M^r Walterstorff jouit ici d'une considération que ses qualités personnelles et officielles lui procurent. Le Ministre a souvent eu l'occasion de le voir chez le Président; l'accueil qu'il en a reçu publiquement est sous tous les rapports conforme à la neutralité véritable et indépendante que son pays a su se procurer en Europe. Dans une conversation particulière qu'il eut un jour d'audience avec le Citoyen Fauchet, il parla à ce dernier d'une manière profondément affectée de la correspondance qui avait eu lieu entre le Commissaire Civil de la Guadeloupe, et le gouverneur qu'il avoit laissé à S^{te} Croix depuis son départ. Le Citoyen Fauchet ne put qu'assurer M^r Walterstorff, autant que ses fonctions pouvaient le lui

^a Etats-Unis, vol. 43, folio 346. L. S.

^b March 25, 1795.

permettre, que l'intention du Gouvernement français et le desir de la Nation qu'il représentait, étaient de voir régner dans les rapports de leurs agens au dehors avec les officiers des gouvernemens étrangers, cette décence, qui commande partout les égards, et qui nourrit la bonne intelligence. Le gouvernement Danois a prié le Citoyen Fauchet ensuite de permettre qu'il lui remit la copie de la correspondance dont il avait à se plaindre. Celui ci n'a pas cru devoir se refuser à ce vœu. Vous en trouverez sous ce pli la copie, Citoyens, elle mérite toute votre attention; vous croirez aisément sans que nous vous en assurions, qu'il ne peut entrer d'autres motifs que ceux de l'intérêt public, dans une démarche de cette nature. Nous voyons avec peine qu'elle peut jeter un jour défavorable sur une administration qui ne nous est pas autrement connue que par les services éclatans qu'elle a rendus et rend encore à la République dans les Colonies.

Les observations qui suivent la correspondance sont de M^r Walterstorff lui-même La froideur et la dignité qui les ont écrites, annoncent ce qu'il en espère; ses vœux ne peuvent rien desirer de plus que de provoquer de votre part un avis qui puisse garantir par la suite aux Officiers du Gouvernement Danois, ces égards communs que leur honnêteté leur donne le droit d'attendre et que leur rang pourrait leur permettre d'exiger, quand ils ne s'en sont pas rendus indignes

Salut et Fraternité

J^r FAUCHET
LA FOREST
PETRY

Commissioners to Committee of Public Safety.^a

Legation PHILADELPHIE le 11. Germinal,
de l'an 3^e de la République française une et indivisible^b
Philadelphie

Politique *Les Commissaires de la République française*
No. 10. 2^{ae}] *près les Etats Unis Aux Représentans du*
Peuple, membres du comité de Salut Public.

CITOYENS: Au moment du départ du courrier pour New York, les Commissaires de la République, reçoivent la lettre

^a Etats-Unis, vol. 43, folio 365. L. S.

^b March 31, 1795.

dont copie est incluse. Ils s'empres- sent de la faire passer à la frégate la Sémillante dans le cas où elle ne serait pas encore sous voile. Les plaintes qui y sont portées déviennent gé- nérales dans les différens points des Etats Unis, et le Comité de Salut Public donnera sans doute son attention à des faits qui confirment les réflexions contenues dans la dépêche N° 8 du 1.^{er} courant que les Commissaires lui ont adressée.

Salut et Fraternité

J^H. FAUCHET
LA FOREST
PETRY.

Fauchet to Committee of Public Safety.^a

Legation
de
Philad^{ie}

PHILADELPHIE le 14 Germinal
l'an 3^e. de la République Française une et
indivisible^b

Correspond^{ce} *Joseph Fauchet, Ministre Plénip^{re} de la Répu-*
Part^{re} du *blique française près les E. U. Aux Représen-*
Ministre *tantans du peuple, membres du Comité de*
No. 2.] *Salut Public.*

CITOYENS: La nouvelle de la prise d'Amsterdam, arrive en ce moment et détruit en un instant toutes les espérances des hommes opposés à notre Sainte République; La joye du peuple va jusqu'à l'ivresse, Toutes les cloches dans toutes les villes du Continent célèbrent cet évènement, Le Gouvernement reste muet, et les félicitations que j'ai reçues de lui se bornent à une Carte d'invitation de diner de la part du Président.

Le Consul de Hollande s'est empressé de se rendre chez moi et de me faire part de toute la joye qu'il éprouvait de voir son pays libre, Nous nous sommes félicités mutuellement. Le ministre hollandais ne m'a point vû, il a reçu au contraire des visites de condoléance des Ministres Etrangers et de tous les Ex constituans qui se trouvent ici et dont la tourbe vient d'être grossie par l'arrivée de Demeunier. La maison de ce Ministre est leur rendez vous général; sa femme

^a Etats-Unis, vol. 43, folio 370. L. S.

b April 3, 1795.

est une ancienne maîtresse de Calonne qui était venue dans ce pays pour spéculer sur les terres. C'est vous dire assez combien sa société doit avoir des charmes pour ces Messieurs.

Vous apprendrez sans étonnement que malgré la joye temoignée par le Roi d'Angleterre dans son parlement sur le traité qu'il vient de conclure avec les Etats Unis, ses fidèles sujets ne continuent pas moins de piller les Navires des E. U. venant de France. J'ai écrit au Secrétaire d'Etat^a pour me plaindre de ce que l'Exécutif ne faisait point

respecter son pavillon, je me suis plaint
les Anglais saisissent toujours les Vais-
seaux Américains également de ce que malgré nos Traités on
 laissait entrer dans les ports de l'Amerique

les Vaisseaux de guerre Anglais avec les prises qu'ils avaient faites sur nous. Vous observerez que c'est pour la 3^e fois que je porte cette plainte, et que l'on m'a répondu avec des promesses. Le tems me presse et ne me permet pas de vous faire part de ma correspondance et de mes derniers entretiens avec le Secrétaire d'Etat. La plus prochaine occasion vous portera le mémoire dans lequel je vous détaillerai mon plan de conduite, et le résultat

de mes efforts presque tous impuissants. Il
plaintes du Mini-
stre français sur la
faiblesse des Amé-
ricains. me suffira de vous apprendre que M^r Ran-

dolph pressé dernièrement par mes arguments, a fini par me répondre, "eh que voulez vous que nous fassions! n'avons nous un seul vaisseau pour nous défendre, demain si nous avons des forces navales les bermudes seraient brulées." J'ai saisi cette occasion pour lui prouver qu'un seul décret aurait suffi au Congrès pour abaisser l'orgueil britannique et pour lui parler de nouveau du traité honteux que les Etats unis venoient de conclure avec une puissance qui en général en violait d'avance les articles principaux. La stupefaction est le sentiment que J'ai crû remarquer dans le Gouvernement; il paraîtrait que toutes ses mesures sont dérangées, et que sa faiblesse adroite jusqu'ici ne sait où se prendre pour masquer son impuissance et le faux de ses combinaisons; il serait difficile de vous tracer à présent le plan que les circonstances vont le forcer d'adopter; mais on peut présumer qu'il va laisser passer le

^a See Fauchet's correspondence with Randolph, in American State Papers, Foreign Relations, I, 609.

premier moment d'enthousiasme pour opposer son inertie accoutumée à la chaleur nationale, et revenir ensuite insensiblement par des voyes détournées et insidieuses à ses premières mesures.

Tout cependant me fait espérer que le Traité si pompeusement annoncé, et exalté dans beaucoup de gazettes ne sera point ratifié; je ne l'assurerois pas positivement, mais nos succès, La continuation des pirateries Anglaises, notre conduite envers les peuples que nous rendons à la Liberté, me font hazarder cette conjecture comme certaine. Je ne doute point d'un autre côté que les dépêches de M^r Monroe n'ayant la plus grande influence ici, et dernièrement encore

Influence de Monroe contre le traité de Jay. Je representais à M. Randolph qu'il était bien honteux de sacrifier ainsi qu'ils le fai-

saient leur Ministre; que les paroles et les promesses qu'il avait été chargé de faire à La République de la part de son Gouvernement se trouvant dementies par l'avenement on pourroit l'accuser d'avoir cherché à tromper un Peuple ami au moment même où il en recevait le baiser fraternel: que le caractère irréprochable de M. Monroe se trouverait mal jugé en France parceque ayant pour instruction sans doute d'assurer qu'aucun lien d'amitié n'attacherait son pays à l'Angleterre, on avait dû regarder cette assurance comme une ruse diplomatique qui ne devait être connue que dans les cabinets des Rois. Je vous avouerai que je ne perds aucune occasion pour tomber sur ce Traité et le dépopulariser autant que je puis, et je crois fermement qu'un mot de vous dans la circonstance actuelle l'anéantirait à jamais. Puisse-t-il arriver quelque tems avant le mois de Juin, puisse un successeur ou des instructions me mettre en état de consommer l'ouvrage que j'ai commencé.

J'oubliois de vous prévenir que Lafayette est attendu ici, J'ai même sù qu'on s'était promis de lui faire une reception brillante à New York: Si le patriotisme pouvait être ébranlé des hommages que l'on rendrait au crime dans cette circonstance, j'avouerois que la position des fonctionnaires de La République serait désagréable à l'arrivée de cet Arnold de mon pays.

Salut et Fraternité

J^r FAUCHET

*Commissioners to Committee of Public Safety.^a*PHILADELPHIE, le 14 *Germinal*

Deciffrement L'an 3^{ème} de la République française une et
No. 12.] indivisible.^b

*Les Commissaires de la République Française, près les Etats
Unis Aux Représentans du Peuple Membres du Comité du
Salut Public.*

CITOYENS: Les instructions qui nous ont été remises nous recommandent de suivre avec soin les Négociations des Etats Unis avec L'Espagne, qui surtout avoient pour But la libre navigation du Mississipi. Nous avons mis la plus scrupuleuse attention à faire parvenir au Commissaire des Relations extérieures toutes les Lumières que nous avons pu nous procurer sur le cours de cette Négociation. il vous sera facile de vous en convaincre en consultant le N° 8 de notre correspondance avec ce département. cette dépêche en sera, pour ainsi dire, le complément, puis qu'elle nous procurera des données suffisantes pour prévoir l'issue et des demandes répétées des Américains voisins de la Louisiane, et des mesures du Pouvoir Exécutif des Etats Unis.

Le Silence profond qui a longtemps enveloppé les Opérations et les intentions de ce dernier sur le vœu prononcé des occidentaux, ne nous avoit permis dans notre N° 8. que des conjectures. Elles étaient surtout appuyées sur quelques Rapports peu détaillés et encore moins prononcés que ce Gouvernement semblait ne laisser paraître que pour calmer l'effervescence qu'avoit produite les préparatifs hostiles du Citoyen Genet contre la Louisiane. on substituoit à l'espérance prochaine d'obtenir par la force un bien si longtemps, si ardemment désiré, la perspective plus agréable, plus politique pour la masse des habitans de la devoir à des Négociations paisibles; et il a fallu toute la Crainte qu'inspiroient les opérations du Ministre français pour forcer le Gouvernement à laisser sortir de son porte feuille impénétrable ces Eclaircissemens destinés à Produire le calme qu'il désirait. mais il est revenu successivement à son ancien système et il a tenté d'assoupir graduellement l'opinion publique

^a Etats-Unis, vol. 43, folio 378. Copy.

^b April 3, 1795.

contraire, à ce qu'il nous semble, à la sienne dans cette circonstance.

Dans nos dépêches postérieures au N° 8. nous n'avons pas laissé ignorer au Gouvernement que la lenteur de ces Négociations était une des causes générales qui avaient contribué à l'insurrection qui éclata l'année dernière dans les Comtés Occidentaux de la pennsylvanie, et nous avons fait remarquer dans les dépêches où nous traitons de ces Evènements que ce Grief pouvoit plus que tout autre réunir tous les pays situés à l'ouest des Montagnes et centraliser des mécontentemens qui n'étoient d'abord que purement locaux. vous aurez crû sans peine à nos conjectures et à nos assertions si vous avez lu les pièces que nous avons envoyées à divers époques. Ces pièces donnent la mesure de l'esprit public dans ces contrées. vous aurez vu que le Kentuckey, état qui n'existoit pas il y a quelques années, et qu'un accroissement rapide de population élève aujourd'hui à un degré de puissance respectable, occupait alors le premier rang parmi les parties inquiètes et agitées de la fédération, qui sont jetées derriere les Montagnes. Les adresses de ses Citoyens et de sa legislature semblaient enfin avoir amenés le Gouvernement à s'ouvrir sur le secrêt des négociations avec l'Espagne. mais comme il leur a paru que les ouvertures qu'on avoit faites, avec promesse de leur faire donner bientôt par un commissaire de plus amples renseignements demeuraient sans effet, ils viennent de rappeler au Gouvernement fédéral ses engagements par des instances nouvelles. voici l'arrêté pris par la legislature de Kentuckey en fevrier dernier.

“Considérant que le Commissaire que nous avoit promis le Gouvernement fédéral n'arrive point, et qu'il n'arrivera peut être pas de toute la saison, arrêtons :

“1° que les Senateurs de cet Etat en congrès récèveront l'ordre de réquerir la communication des mesures qui ont été prises sur les Négociations pendantes avec le cabinet d'Espagne relativement à la navigation du mississipi.

“2° Les Senateurs sus dits sont réquis de mettre en usage toute leur influence pour obtenir le rapport de la loi qui impose une taxe sur les Esprits distillés des matériaux produits dans les Etats Unis.

“Considérant qu’il est aussi essentiel à la dignité du G^t fédéral qu’à la sureté particulière de cet Etat que les postes de l’ouest soient rendus, arretons

“Que les sénateurs de cet Etat au Congrès useront de toute leur influence pour en obtenir la reddition aux termes du traité de paix.

“Arretons que nous considérons comme de devoir non seulement envers nous mêmes mais encore envers nos constituans de prendre toutes les mesures propres à maintenir la bonne intelligence qui existe entre les Citoyens de cet Etat et les autres parties intégrantes de la fédération. nous nous regardons Egalement comme tenu à donner des assurances ouvertes de leur disposition à coopérer avec le Gouvernement Général à tout effort constitutionnel tendant à obtenir Et assurer la jouissance à tous les Etats indistinctement de leurs droits respectifs et si les mesures paisibles prises par le Congrès pour obtenir la cession des postes occidentaux et l’ouverture du Mississippi ne reussissaient pas, nous considérons le peuple du Kentucky comme obligé de coopérer de tous les moyens avec le Gouvernement fédéral pour acquérir par tout autre moyen la jouissance de ces points intéressans.

“Le Gouverneur transmettra les résolutions précédentes aux Senateurs et aux Représentans de cet état en congrès.”

L’impatience qui éclate dans ces résolutions et le caractère qu’elles portent n’ont pas besoin de commentaire pour faire croire à l’effet qu’elles produiront. L’Ambassadeur, M^r Pinkney à Madrid, dont on avoit d’abord beaucoup fait espérer ne paroît être qu’un expédient du Gouvernement et prouve son envie de temporiser, puisque les dernières nouvelles d’Europe portent que cet envoyé étoit encore à Londres. toutannonceroit donc dans le Gouvernement une indifférence décidée sur la négociation. cette indifférence, ainsi que nous l’avons expliquée dans notre N^o 8. ne peut venir que de l’impossibilité où il se trouve de ne rien finir sur le plan auquel il est forcé de tenir par les prétentions des Etats maritimes, encore s’il se borneroit à demander la navigation libre du fleuve, l’Espagne pourroit moins se refuser à entendre à ses propositions. mais il demande un port sur *Pot* vers l’embouchure de ce fleuve; l’Espagne ne consentira pas de sitôt à cette Clause. le Gouvernement se repose donc proba-

blement sur le Cours des choses et la Répression vigoureuse des mouvemens occidentaux a contribué ainsi que nous l'avions prévu à refroidir de part et d'autre les conférences.

Cependant les Résolutions que nous citons plus haut prouvent que ces quartiers sont loin d'oublier leurs anciennes demandes. l'extrait suivant servira à jeter un jour nouveau sur l'opinion de ces contrées et sur l'Etat des choses entre l'Amérique et l'Espagne. il est pris d'une lettre que M^r White délégué d'une partie du pays de l'ouest au Congrès a écrite à la fin de la session dernière à ses constituans.

M^r White leur rend compte de ce qui s'est passé d'intéressant pour le territoire occidental dans cette Session. il dit qu'on n'a pu résoudre le Congrès à adopter des moyens d'énergie répressive envers les indiens limitrophes et notamment envers les *Cricks* par la crainte qu'a le Gouvernement de déplaire à l'Espagne à laquelle ces tribus sont alliées. Il poursuit en ces termes "la navigation du Mississipi étant du plus grand intérêt pour le pays occidental, J'aurais le plus grand plaisir à pouvoir vous donner quelque espoir d'en jouir bientôt avec plus d'avantage que dans le moment actuel. le ministre Espagnol assure que la Cour de Madrid est disposée à tout faire pour se concilier notre territoire et bien vivre avec ses plus proches voisins; mais que les états maritimes qui doivent avoir à nos yeux tout le mérite de cette négociation voudroient aussi en partager les avantages: il ajoute qu'en pareilles matières les concessions doivent être réciproques et que néanmoins ceux qui conduisent les négociations pour les états unis ne paroissent pas très chaudement disposés à acquérir des avantages qui seroient pour nous seuls et pour lesquels l'Amérique aurait à donner un retour quelque équivalent dans un traité général. Je ne puis donc rien découvrir qui m'annonce que la négociation ait fait des progrès reels. Les victoires étonnantes de la République française contre l'Espagne lui donnent le droit de demander à cette Puissance des concessions pour prix de la paix qui lui serait accordée. nous pouvons présumer que la convention nationale dans sa manière générale de voir les choses ne manquera pas de tourner son attention sur la Louisiane, territoire appartenant autrefois à la France. elle verra sans doute l'aliénation de cette importante contrée comme

une transaction vénale de la cour, et l'honneur national lui paraîtra incontestablement intéressé à en réclamer la Rétrocession. La restitution de la Louisiane seroit d'un avantage trop évident aux Colonies françaises en Amérique pour qu'on ait besoin de la démontrer; d'un autre côté l'Espagne préféreroit peut être faire cet abandon à tout autre plus important que la France pourrait exiger d'elle."

La Partie de cet extrait qui rend compte de l'opinion du Ministre d'Espagne sur la négociation, prouve ce que nous avançons, plus haut pour expliquer la temporisation du Gouvernement des Etats unis. d'un autre côté, il est à soupçonner que le Ministre espagnol pour tempérer les mécontentemens des Occidentaux et les preventions qui fermentent parmi eux contre sa cour cherche à rejeter tout l'odieux de ses lenteurs sur la nature des demandes du Gouvernement. nous ne dirons rien sur ce que M^r White énonce par rapport à la rétrocession de la Louisiane, nous laissons au gouvernement à juger jusqu'à quel point cette opération peut entrer dans le Système Général de Négociation préparé pour la pacification prochaine; mais si nous étions consultés, nous avouons que nous serions de son avis et nous reconnoissons que tous les motifs qu'il avance pour appuyer son opinion sont aussi vrais que puissants.

Salut et Fraternité

Signé

PH. FAUCHET
LA FOREST
PETRY

Commissioners to Committee of Public Safety.^a

PHILADELPHIE le 20. Germinal

L'an 3^{me} de la République Française une et indivisible^b

Légation de
Philad.^{ie}
Politique
No. 13. 1^{sta}]

Les Commissaires de la République Française près les Etats Unis. Aux Représentans du Peuple membres du Comité de Salut Public

CITOYENS: Les papiers Américains viennent de publier la déclaration des généraux et Amiraux Anglois par laquelle

^a Etats-Unis, vol. 43, folio 396. L. S. Endorsed: R^e N^o 2679.

^b April 9, 1795.

la Guadeloupe est mise en état de siège. Nous croyons devoir vous la faire passer accompagnée de quelques réflexions; sans entrer encore cependant dans le détail des démarches que le Ministre continue de faire auprès du Gouvernement pour l'engager à défendre son Pavillon et son Commerce. Voici cette pièce curieuse qui vous étonnera peut-être plus qu'elle n'a étonné les Américains eux-mêmes.

“Attendu que nous avons jugé à propos de faire investir de tous côtés les Isles Guadeloupe, Marie Galante et Desirade par les Vaisseaux de Sa Majesté dans la vue d'empêcher l'entrée de toute espèce de provisions, Nous déclarons par la présente proclamation les dites Isles bloquées.”

“En conséquence il est enjoint à toutes nations neutres à tous sujets à elles appartenant de ne pas essayer d'entrer dans aucun des ports des dites Colonies avec des provisions de quelque nature qu'elles soient; et tous les bâtimens contrevenans à cette défense seront traités conformément aux Traités existans et aux Lois des Nations.”^a

Il est à croire que la distinction contenue dans la dernière partie de cette pièce entre les *Traités existans* et les *loix des Nations*, signifie dans la langue des Généraux Anglais que les Nations Neutres d'Europe seront moins maltraitées en vertu de leurs Traités avec l'Angleterre, que les Américains qui n'auront qu'à se réclamer de la Loi des Nations; et cette Loi n'est plus qu'une vaine garantie depuis que le Cabinet de St James met à sa place ses commentaires et ses variantes. Au surplus, afin que les Américains ne pussent prétendre cause d'ignorance, le Consul Général de sa Majesté Britannique a fait imprimer ici dans les papiers publics la déclaration suivante

10 Avril 1795.

“Le Consul Général de Sa Majesté Britannique pour les Etats du milieu et les Etats méridionaux de l'Amerique avertit par la présente publication les Marchands, Négocians et autres auxquels il pourra appartenir, qu'il a été officiellement informé que les Isles Guadeloupe &^{ca} sont en vertu

^a The provision order had important effects in rendering doubtful Washington's acceptance of Jay's treaty.

d'une proclamation publiée par le Généraux et Amiraux de Sa Majesté dans les Antilles, déclarées en état de blocus, Les sujets des Nations Neutres ne pourront entrer dans aucune des dites Isles avec des provisions quelconques; Les Batimens qui contreviendraient à cette défense seront traités conformément aux traités existans et aux Loi des Nations."

Telle est la liberté de Commerce obtenue par Monsieur Jay et la conséquence des éclatantes réparations qu'il devait négocier. Les Vexations de l'Angleterre et ses outrages ne se bornent pas aux mers des Antilles. L'Escadre de L'Amiral Murray dont nos dépêches vous ont déjà parlé continue d'insulter la Côte, et de saisir les Navires Américains jusque dans les Eaux des E. U. et après ces outrages, elle ne craint pas de venir mouiller dans leurs rades; et se ravitailler dans leurs ports. Nous pouvons vous citer plusieurs faits à l'appui de ces assertions. Nous avons successivement vu prendre dans ces derniers tems les Navires Américains, *London Packet, Eliza, Pomona, Bacchus & plusieurs autres* venant de Bordeaux avec des retours en Vins, Eaux de vie et presque tous ayant en outre des *es-pèces* à bord. Ces Batimens ont été pris par des Frégates qui, depuis comme avant, sont entrées et sorties itérativement des Bayes de l'Amérique. Les uns ont été envoyés à Hallifax les autres à la Bermude. Plusieurs de ces prises ont été faites à l'embouchure de la Baye de la Chesapeak par 4 ou 5 *Brasses d'Eau*. Nous ne vous citons que les faits les plus récents. Enfin les croiseurs ont poussé l'audace jusqu'à poursuivre et arrêter en Georgie, dans un des Canaux naturels qui sont sur cette côte, et amener à la mer un Cutter douanier des Etats unis portant les Couleurs Fedérales. Tous les papiers ont répété dernièrement des dépositions régulières qui constatent le fait et prouvent des violences sciemment et gratuitement commises.

Encore si la réparation des torts anciens s'offrait dans une perspective prochaine, on pourrait tolérer les nouveaux. Mais on a publié dernièrement une Lettre de l'Agent pour les Etats unis aux réclamations et appels à Londres qui est loin d'annoncer que cette partie de la négociation de M^r Jay ait fait de grands progrès. Cette Lettre est du 2. fevrier elle est adressée au Secrétaire d'Etat, et n'offre d'autre nou-

veauté que la découverte des nombreuses et interminables formalités que les Négocians ont à remplir pour poursuivre auprès du Gouvernement B^{que} la restitution de leurs propriétés. Ce que nous avons prévu, ce que nous vous avons dit dans nos dépêches précédentes comme conjectures prennent de jour en jour davantage le caractère de la réalité. La longueur et la multitude des formes dégoûtent les négocians et ceux ci se refusent à des poursuites ruineuses. Monsieur Jay, loin d'insister fortement sur les réclamations du commerce, paroît avoir renversé la question. L'indemnité des pertes essuyées n'a plus été que sur la seconde ligne et il s'est fait un mérite de l'adoucissement donné aux plaintes des particuliers pour renouveler les anciennes sollicitations du gouvernement sur un traité que l'Angleterre refusait depuis longtemps. Celle ci aura saisi avec avidité une tournure qui la débarrassoit d'obligations *présentes* pour y substituer des obligations futures qui enfin au prix de légers sacrifices amenaient avec éclat une transaction pompeuse qu'elle désiroit autant pour ses affaires en Amérique, que Monsieur Jay le pouvoit souhaiter pour l'intérêt de son gouvernement. Ainsi de part et d'autre la politique des expédients a réplacé la justice et les vrais intérêts nationaux et les états unis ont couru la chance d'inspirer de la défiance aux plus fideles des alliés, sans avoir même à offrir pour excuse de cette conduite l'acquisition d'avantages évidents. A la face de ces nouveaux Traités tous les bâtimens sortans des ports de S^t Domingue avec des chargemens en denrées Coloniales sont conduits aux Ports de la Bermude. Le Commerce Américain avec les autres Colonies reconquises est à la merci d'une déclaration arbitraire, il est intercepté sous les prétextes les plus Spécieux sur le côté mêmes des Etats Unis. Le Gouvernement ne prend aucune mesure de repression c'est à la foiblesse de ses moyens qu'il faut attribuer cette étonnante longanimité il est facheux que la république ne soit pas en mesure de saisir l'avantage que lui offre un tel état de choses.

Salut et Fraternité

Jⁿ FAUCHET.

LA FOREST.

PETRY.

Fauchet to Committee of Public Safety.^a

PHILADELPHIE le 20. Germinal

Legation de
Philadelphiel'an 3. de la République française une et
indivisible^bCorresp^{ce} P^{re}
du Ministre
Politique
No. 3. 2^{ta}]*Joseph Fauchet Ministre Plénipotentiaire de
la République Française près les Etats
Unis. Aux Représentans du Peuple mem-
bres du Comité de Salut Public.*

CITOYENS: Je communiquais par le Jean Bart dans ma dépêche N^o 16. au Commissaire des relations extérieures et mes craintes et mes incertitudes sur le traité arrivé depuis peu d'Angleterre. Toujours fidèle au principe que je me suis fait de mettre dans ma correspondance avec le Gouvernement de la République la même prudence que dans ma conduite envers celui auprès duquel Je réside, et de ne rien écrire qui put donner de fausses alarmes, J'ai eu soin de vous mettre en garde contre les miennes tout en vous en faisant part. Tels sont les sentimens qui ont influencé la rédaction de la dépêche ci dessus, et du N^o 17 qui la suivait. Je me suis contenté par la Semillante dans le N^o 2. de ma correspondance avec vous de vous rendre un compte sommaire de l'effet qu'a produit ici la nouvelle de la régénération de la Hollande, et sur le Peuple et sur les hommes qui sont à la tête de l'administration. N'ayant rien découvert de particulier sur le traité, Je n'ai eu rien à ajouter aux dépêches de la Commission qui en traitaient, et ma lettre N^o 2 ne vous en a parlé que pour vous faire part de la suite de mes démarches envers le Secrétaire d'Etat dont mes dépêches précédentes ont tracé le tableau. A mesure néanmoins que le tems avance, Je découvre que mes soupçons étaient fondés, et que le Gouvernement Américain a cru devoir jouer de ruse avec nous et entamer de tout autres négociations que celles qu'on nous faisait attendre. On ne sait encore où vont les clauses secrètes de cet acte diplomatique. Le Senat est convoqué au 8 de Juin pour y apposer son acceptation, et M^r Jay renonçant au projet de médiation qu'il avait emporté avec lui à son départ s'attend sans doute à échanger en personne la ratification de son Gouvernement.

^a Etats-Unis, vol. 43, folio 400. L. S.^b April 9, 1795.

L'esprit public assoupi, ne prend pas à ce que peut cacher ce traité tout l'intérêt qu'on aurait pu attendre. Un écrivain sous la signature de Franklin, vient cependant de l'attaquer dans une suite de *Numeros* assez faibles. L'auteur reproche entr'autres choses au gouvernement Américain d'avoir éludé les ouvertures de Genet en 1793, pour le renouvellement des traités. Le gouvernement piqué de cette assertion qui peut le dépopulariser, a répliqué en faisant publier dans les gazettes une lettre du Secrétaire d'Etat Jefferson à M^r Gouverneur Morris, dans laquelle ce dernier reçoit avec l'ordre d'insister fortement sur le rappel de mon prédécesseur celui de faire sentir au Gouvernement français, la nécessité de continuer au nouveau Ministre les pouvoirs qu'avait le Citoyen Genet de négocier le renouvellement du traité.

Cette lettre a réellement existé. J'en parlais dans mon *numero 2.* au Ministre des affaires étrangères. Le gouvernement en la publiant avait cru faire une réponse victorieuse. Elle a attiré un essai sous le nom de *Philo Franklin*; bien supérieur à l'écrivain qu'il défend. Cet essai présente des rapprochemens intéressans entre la conduite du gouvernement envers la France et celle qu'il a tenue envers la Grande Bretagne. Comme ces rapprochemens sont fondés sur les pièces officielles, je crois qu'il ne sera pas inutile de vous en faire part.

On commence par examiner la valeur de la réponse qu'on a cru faire aux assertions de Franklin en publiant la lettre de M^r Jefferson à M^r Morris. Voici ce que dit la lettre:—

“M^r Genet, aussitôt son arrivée a communiqué un decret de la Convention Nationale en date du 15 février 1793, qui autorise l'Exécutif à proposer aux Etats Unis un traité posé sur des bases libérales et tendantes à resserrer les nœuds qui unissent les deux Nations. Le 23 May, M^r Genet me fit savoir qu'il était prêt à entrer en négociation. Le Sénat étant alors absent, et ne devant pas se réunir avant l'automne, Je répondis, à M^r Genet que la Constitution des E. U. donnant au Sénat le droit de participer à la négociation des traités il me serait indispensable de différer de répondre à ses propositions amicales. M^r Genet sentit la vérité de l'observation; en conséquence il fut entendu que la question en demeurerait là Jusqu'au rassemblement du

Congrès. Vous voudrez bien, Monsieur, expliquer à l'Exécutif de France *ces délais* qui vous ont empêché d'accéder jusqu'à ce moment à ses offres, et l'assurer que le Président s'unira bien volontiers à lui sur les bases proposées par la Convention Nationale, aussitôt qu'il pourrait le faire conformément à la Constitution. À cet effet vous suggèrerez de faire conférer les pouvoirs de M^r Genet à son successeur."—

Voici comme l'écrivain raisonne sur cette lettre. J'abrège ses réflexions et les réduis à la plus stricte analyse.

M^r Genet communique les pouvoirs qu'il a reçus de traiter, le 23 Mai 1793. on le renvoie à ce rassemblement du Sénat qui devait avoir lieu de 1^{er} Lundi de décembre 1793. C'est-à-dire qu'il oppose aux offres de Genet un délai de sept mois. Ceci est un subterfuge. Car le Président vient de convoquer le Sénat extraordinairement pour la ratification du traité de M^r Jay. Pourquoi ne l'a-t-il pas fait pour recevoir les ouvertures du Ministre de France? Un traité de commerce avec cette dernière serait-il d'une moindre importance aux E. U. qu'un traité pareil avec la Grande Bretagne? Mais poursuivons, nous mettrons le subterfuge dans tout son jour.

Dès le 14 février 1791 le Président dans un de ses messages au Congrès dit "de bonne heure après mon entrée dans l'administration, je sentis de quelle importance il serait d'en venir à des explications amicales avec la Cour de Londres sur plusieurs points intéressans aux Etats Unis, et surtout pour savoir si cette Cour serait disposée à entrer en composition sur des arrangemens mutuels qui placassent le commerce entre les deux Nations sur des bases réciproquement avantageuses. Dans ces vues J'ai autorisé des conférences indirectes avec les Ministres; et d'après leur résultat, je ne vois rien qui puisse nous porter à croire qu'il existe du côté du Ministère Britannique aucune disposition à entrer dans des arrangemens purement commerciaux."

Voilà une autorisation à traiter donnée sous la participation du Sénat: avançons.

Le 13 décembre 1791., M^r Hammond étant depuis peu reconnu Ministre Plenipotentiaire de la Grande Bretagne, M^r Jefferson lui écrivit une lettre dans laquelle on trouve ce qui suit "En conséquence de cette partie de votre lettre

du 6 de ce mois (d^{b^{re}}) dans laquelle vous vous dites *pleinement* autorisé à entrer en négociation pour arranger les rapports commerciaux des deux Nations. J'ai l'honneur de vous prévenir, M^r, que je suis *prêt* à prendre *communication* de vos *pleins* pouvoirs quand vous le jugerez convenable, et à procéder sans délai à l'objet qu'ils ont pour but." Voila donc continue l'écrivain encore un cas où la participation du Sénat n'a pas été jugée nécessaire. Dans le premier le gouvernement Anglais se montre peu disposé; dans le second, il se trouva que M^r Hammond avait laissé ses pouvoirs derrière lui. Ainsi sans ces deux accidens l'Exécutif des E. U. n'aurait Jamais songé à cette nécessité constitutionnelle de communiquer au Sénat les négociations en matière de traites avant de les entamer.

Mais voici quelque chose encore de plus frappant. Le 16 Avril 1794. le Président instruit le Senat de l'ambassade de M^r Jay dans un message où il s'exprime ainsi. "Messieurs ce que j'ai eu l'honneur de vous communiquer durant cette Session de la correspondance de notre Ministre résident à Londres avec le Cabinet Anglais, présente sous l'aspect le plus sérieux notre situation envers cette Puissance. Mais comme avant de recourir aux derniers moyens de justice qui ne s'employent jamais sans opérer comme le fléau le plus terrible, et qui ne manqueraient pas de surprendre les progrès rapides que fait dans ce moment notre prospérité; comme avant de recourir à ces moyens, il faut rechercher la paix de tout son pouvoir, j'ai jugé à propos de nommer John Jay comme envoyé extraordinaire des Etats Unis auprès de Sa Majesté Britannique. Ma confiance dans votre résident ordinaire n'a point diminué; mais dans une occasion comme celle-ci une mission qui corresponde à ce qu'elle a de particulier, ne pourra que prouver au monde la sollicitude qui nous anime, et qui nous fait desirer d'arranger à l'aimable tous nos sujets de plaintes. En partant d'ailleurs dans ce moment des E. U. l'envoyé emportera avec lui une parfaite connaissance de la situation de l'esprit public: il en défendra nos droits avec plus de courage, et en recherchera la paix avec plus de franchise"

D'après ce message il paraît que le Sénat n'a eu aucune connaissance de la négociation d'un traité de commerce par

M^r Jay; on s'est donc affranchi dans cette circonstance de la nécessité constitutionnelle qu'on a prétextée dans une autre?

En récapitulant toutes ces observations on trouve que la France a fait les premières ouvertures pour un traité de commerce et qu'on s'est rejeté sur des formes constitutionnelles pour les éluder; que l'on n'a pas jugé à propos de convoquer à ce sujet le Sénat conformément au pouvoir qu'en a le Président; enfin que pendant les sept mois qui se sont écoulés depuis les ouvertures de Genet jusqu'au rassemblement du Sénat, le Président s'est retranché pour justifier son évasion dans cette réponse, "qu'il ne pouvait rien faire d'après la constitution" Voilà comme on en a agi envers la France. En résumant ce qu'on a fait envers l'Angleterre on voit que quoique depuis la pacification de 1783. elle ait constamment rejeté avec insolence et hauteur toutes nos avances pour des arrangemens commerciaux, le Président aussitôt après son entrée en office, c'est à dire dès l'année 1790 a autorisé *sans la participation du Sénat* les conférences indirectes avec la Cour de Londres; qu'en 1791, *sans la participation du Sénat* également il a autorisé M^r Jefferson à informer M^r Hammond Ministre Plénipotentiaire de la Grande Bretagne, "qu'il était prêt à prendre connaissance de ses pleins pouvoirs, pour négocier un traité commercial, et à procéder sans délai à l'objet qu'ils se proposaient." On voit qu'en 1794 le Sénat étant rassemblé, le Président *sans en rien participer à cette chambre* a donné à M^r Jay des instructions et des pouvoirs, *pour un tout autre objet* que celui de sa mission extraordinaire, c'est-à-dire *pour négocier un traité de commerce avec la Grande Bretagne*. Nous apprenons depuis par le Roi d'Angleterre lui-même que M^r Jay a conclu un traité *d'amitié et de commerce* avec cette Puissance pour les Etats Unis: Nous voyons enfin que le Président sans se croire arrêté par les formes de la Constitution vient de convoquer le Sénat extraordinairement pour le 8 de Juin prochain à l'effet de ratifier le traité. Qu'on prononce actuellement sur l'assertion qui a été faite par Franklin que l'Exécutif des E. U. a éludé la négociation d'un traité de commerce avec la France.

Jusqu'ici, Citoyens, Je ne fais que répêter ce que dit l'écrivain de l'essai en question. Il a établi d'une manière

incontrovertible que le Gouvernement a éludé les ouvertures de la France, et pressé l'Angleterre, des siennes pour la négociation d'un traité. La mission de M^r Jay a terminé ces instances, et il paraît que le Cabinet Britannique vaincu par les évènements sous l'influence desquels les sollicitations ont été renouvelées s'est enfin rendu au desir des E. U. On n'a pas cependant osé avouer ce but d'abord; on le soupçonnait néanmoins; si vous avez jetté les yeux sur le procès verbal des Séances du Sénat dans lesquelles la mission de M. Jay a été ratifiée, vous aurez vu ce qui avait suffi pour éveiller nos défiances que la motion de requérir le Président de soumettre à la Chambre les instructions de l'envoyé avait été rejetée par les mêmes membres qui paraissaient seuls soutenir cette mesure. Ce procès verbal fut envoyé au Ministre des Affaires Etrangères avec les dépêches que porta le Lascazas. Après ce contraste de la conduite du Gouvernement fédéral envers les deux Puissances rivales, on place naturellement les actes respectifs de l'une et de l'autre envers l'Amérique, afin de trouver s'il est possible, quelque justification d'une préférence aussi marquée. D'un côté l'on voit un mépris constant, une haine étouffée par la force et couvant des projets de vengeance, des déclarations violatrices du droit des gens le plus commun portant spécialement sur le commerce Américain, des spoliations commises sur ce commerce dans les deux mers, sans qu'aucun prétexte puisse les déguiser; des condamnations opérées sous mille formes, et dans mille cas indifféremment; des vaisseaux pris constamment jusque dans les limites de la juridiction nationale: Enfin l'on voit la déclaration du 6 Juin 1793. celle plus audacieuse du 6 Novembre de la même année, les rétractations apparentes du mois d'août 1794, des indemnités accordées aux neutres d'Europe et refusées au commerce Américain, les discours incendiaires de Dorchester, les invasions de Simcoe, tout ce qui annonce, prépare et constitue des hostilités.

Que trouve-t-on de l'autre côté, c'est-à-dire du côté de la France? En supposant même qu'elle n'eut rien fait de positif en faveur d'un Peuple si maltraité par sa rivale, ne devait elle pas être servie de tout le mal qu'avait commis cette dernière? Telle est la substance de ce que répètent depuis

quelque tems les paragraphistes des papiers de l'opposition. Que dirions nous cependant, Citoyens, si cette peine que se donnent nos amis pour neutraliser ce traité était destituée de fondement solides? Que dirions nous si tous les argumens contenues dans l'essai dont je vous donne l'analyse et qui seront chaudement adoptés par tous ceux qui nous sont attachés pourraient être détruits? & ils le seraient aisément par le Gouvernement qui possède seul avec nous le Secrèt de leur faiblesse, si pour le dévoiler, il ne devait pas avoir recours à une défense qui par elle même serait impopulaire. Il nous accuserait de négligence et de lenteur, et la Nation ne pourrait voir dans ces fautes une justification suffisante de cette ardeur à traiter avec nos plus grands ennemis au moment où ces mêmes ennemis ne cessent de l'outrager elle-même et de la menacer. Je devrais naturellement ici établir les preuves de ce que j'avance sur le côté faible des argumens de nos amis; je me propose, Citoyens, de traiter ce sujet dans une autre lettre.

Salut et Fraternité

Jⁿ FAUCHET.

Fauchet to Committee of Public Safety.^a

Légation de
Philad^{ie}
Correspondance

PHILADELPHIE le 24 Germinal,
an 3^e de la République française une et indivisible.^b

particulière
du Ministre
No. 4.]

*Joseph Fauchet, Ministre Plénipotentiaire
de la République Française près les Etats
Unis Aux Représentans du Peuple, mem-
bres du Comité du Salut Public.*

CITOYENS: J'ai avancé dans ma précédente que nous pouvions nous accuser de quelques torts par la suite desquels nos amis se trouvent placés dans une situation qui les force à l'inertie pour ne pas encourir le reproche d'inconséquence & de légereté. Sur quoi en effet insisteront-ils quand notre systeme n'est pas connu? quand nous ne disons rien que de vague? quand nous ne demandons rien de défini? qu'opposer à des négociations terminées à des contrats explicites,

reproches que nous
font nos amis en
Amerique sur notre
legereté

^a Etats Unis, vol. 43, folio 411. L. S.

^b April 13, 1795.

spécifiques, réclamés peut être par l'interet national? La priorité due au premier allié de l'Amérique? Mais qu'a proposé la France qui lui ait été refusé? faut-il que ses omissions ou ses lenteurs forcent à la nullité la Nation Américaine, & l'empêchent de saisir une occasion favorable de servir ses interets? Que répondre à ces objections, & dans quelle situation sont placés ceux à qui elles s'adressent quand ils ne peuvent les réfuter? Je vous invite, Citoyens à examiner ce dilemme embarrassant. Plus je considère cet état de choses, moins je trouve de fondements solides à l'opposition de nos partisans. Nous avons vaguement parlé depuis trois années de renouveler nos traités avec l'Amérique. Parcourons l'histoire de ce vœu; recherchons en l'origine, les progrès les formes à des époques différentes, & voyons si nous pouvons nous plaindre!

Le Traité de Commerce de 1778. ne sauroit être considéré comme un traité commercial; c'est un contrat d'amitié & de Navigation qui établit les bases des rapports principaux entre les deux Peuples, et forme le complément du traité d'alliance de la même année. A l'époque où il fut conclu, on ne connoissoit rien en France des ressources commerciales de Etats unis, ni même de leurs productions; on n'avoit aucune des données qui auroient pu servir à établir des échanges au profit des deux nations respectives, aucune connoissance de cette énorme balance que payent annuellement les Américains à l'Europe, & que, comme Nation de droit favorisée, nous devons chercher à nous approprier. Ce ne fut que lorsque les envoyés de la France debarassés des soins d'opérations majeures dans la guerre & la politique purent étudier les moyens des Etats unis & leurs besoins que l'on commença à s'apercevoir des avantages qu'une Nation manufacturiere pouvoit obtenir pendant longtems de l'Amérique. Des mémoires importants sur cette matière furent écrits; on s'efforçait de remuer un gouvernement qui avoit depuis longtems perdu tout système sur le commerce; Les Américains encore brulans de l'effervescence révolutionnaire qui venoit de cesser, encore exaltés dans leurs passions, dans leur haine contre l'Angleterre, & dans leur attachement à la France desiroient que la dernière connut leurs ressources

Le traité de 1778 imparfait dans ses bases.

et voulut s'en approprier les avantages. Les hommes les plus influens d'alors, Washington, Jefferson, & Robert Morris même, s'étudiaient s'efforçaient à nous les faire appercevoir, nous pressoient d'ouvrir les canaux par lesquels elles devoient s'écouler en Europe pendant longtems. Il existe dans les cartons des lettres du Général Washington & de M^r Morris, qui établissent ce que j'avance. Au lieu de profiter de ce moment, de ce reste d'enthousiasme qui suspendait les liaisons qui devoient tôt ou tard se reformer; notre indifférence hâta le retour des affections anciennes; Le Commerce Anglais qui connoissoit l'Amérique y rétablit insensiblement sa suprématie et son monopole; La négligence refroidit les hommes influens; nos phases révolutionnaires les ont depuis successivement aliénés; le désavantage s'est accru contre nous de jour en jour; Toutes nos richesses coloniales, une partie de nos produits de France sont venus s'engouffrer ici, nous avons eu la douleur de voir croître le luxe des débris de nos fortunes, et ce luxe alimenté dans ses besoins par l'Angleterre n'a pas fait remuer un marteau, pas animé, un métier en France!

les Américains se sont
approprié toutes nos
richesses

Notre révolution est venue, on a parlé plus ouvertement de renouveler les Traités. Ce desir diffèrent de celui qu'on avoit essayé d'inspirer par les rapports officiels, ne portait que sur le besoin raisonnable au surplus, d'avoir avec un Peuple libre des liaisons garanties par des actes empreints des signes de notre souveraineté recouvrée. Les premières insinuations à cet égard furent faites sous les auspices de la royauté, & si le traité eut été renouvelé, il eut encore porté le seing d'une autorité qui eut disparu bientôt; Mais alors même en ne considérant l'acte que sous les points de vue commerciaux, on ne precisoit aucune base, on n'énonçoit aucune proposition qui annonçât un système. Cependant vers l'année 1791, lorsque les partis en Amérique furent arrangés, après la formation du gouvernement fédéral, les uns portèrent leur prédilection du côté de l'Angleterre, dont ils vouloient singer les abus; les autres vouloient se rapprocher de la France, d'abord pour faire simplement contrepoids, ensuite quand notre révolution s'annonça sous un caractère de changement politique complet, pour appuyer leur système

de notre exemple. On a expliqué cette division dans d'autres dépêches; on tendit de part & d'autre à resserrer autant que possible les liens entre l'Amerique & la puissance vers laquelle on penchoit, les uns pressoient l'Angleterre d'accepter un Traité de Commerce; celleci qui jouissoit de tous les avantages qu'elle pouvait desirer n'étoit pas disposée à faire des concessions; elle souhaitait au surplus qu'on lui accordât quelques liaisons politiques qui balançassent la grande influence qu'avoit la France par son traité de 1778. Ses partisans y consentoient, mais il étoit difficile d'y préparer le Peuple, et le Général Washington d'ailleurs avoit conservé une prédilection marquée pour la France.

Nos partisans, M^{rs}. Jefferson & Madison presserent la France de faire ses propositions pour prévenir leurs antagonistes. Ce fut dans une conversation qu'eut le Ministre Ternant avec M^r. Jefferson que l'on convint pour la première fois de quelque chose de positif. Le Conseil Exécutif qui succéda à l'autorité royale saisit avec chaleur ces propositions qui lui ouvroient d'ailleurs le moyen de renouveler au nom de la République nos liaisons avec les Etats Unis & de décider indirectement les Américains à un acte qui jettât au dehors quelque faveur sur nos affaires. Genet fut autorisé à renouveler les traités sur les bases proposées par M^r. Jefferson. Il arrive, fait ses ouvertures, elles furent à la vérité éludées, mais il n'est pas difficile de s'expliquer cette évasion. Notre situation sur la fin de 1792. nos grands mouvemens politiques, le jugement & la condamnation du Roi au commencement de 1793. la nouvelle des malheurs qu'éprouverent nos armes après la défection du Dumourier, nouvelle qui suivit de près l'arrivée de Genet dans ce continent, rien de cela ne devoit prédisposer le gouvernement à prendre une couleur aussi forte en notre faveur que celle qu'eut entraîné le renouvellement d'une alliance politique & des arrangemens nouveaux de commerce avec nous. Quand même ces grands motifs n'eussent pas existé, quand la crainte & la pusillanimité qu'ils inspiroient n'eussent pas fermé toutes les oreilles à nos propositions, quand nous n'eussions pas eu dans le Cabinet des ennemis qui voyoient notre but politique et se seroient refusés d'y coopérer lors même que le danger de le faire ne leur eut pas offert une

excuse, les soupçons qu'éveilla le Nouveau Ministre dès son arrivée les mésintelligences & la rupture qui les suivirent, auroient fait manquer toute négociation. Genet conçut à la vérité le plan hardi ensuite d'obtenir par une révolution dans le gouvernement ce qu'il ne pouvoit avoir par négociation; il tenta de renverser l'influence Anglaise et d'y substituer la notre, mais la marche qu'il prit pour y parvenir étonna la plupart des hommes influens dans le parti de l'opposition qui crurent prudent de rester à l'écart en attendant l'événement.

Mais en supposant que Genet eut réussi, qu'il fut parvenu à amener le Gouvernement à des conférences décisives pour le renouvellement du Traité sur les bases proposées par M^r Jefferson, il est probable qu'il eut été fort embarrassé lui-même, puisqu'il n'avoit dans ses instructions nulle basse commerciale détaillée et qu'il n'en possédait peut être aucune par devers lui.

Les instructions qui ont été données à la Légation présente sont aussi vagues que celles de mon prédécesseur. On desire toujours renouveler sur les bases de M^r Jefferson & on autorise à entrer en conférences. Mais ce seroit s'exposer au ridicule le plus complet que d'aller traiter sur des propositions aussi indéfinies. Quand M^r Jay partit pour Londres tous nos amis, M^{rs} Monroe & Madison, me vinrent voir & furent d'avis qu'on prit les devants & qu'on négociait un traité de commerce; M^r Randolph quand je lui fis les moindres ouvertures à cet égard me répondit froidement: "Je suis prêt & le Président est prêt également à recevoir vos propositions."

J'avois prévu cette position embarrassante, j'en prévins notre gouvernement par ma lettre particulière No. 2. Vous savez, Citoyens, que la légation n'a pas reçu une seule dépêche sur ses opérations depuis son arrivée dans ce continent. Quelles chances aurions nous donc couru en allant nous présenter pour traiter sans autre base que celle-ci "*Sur les principes proposées par M^r Jefferson!*"

la dépêche de Ternant. N^o 31. détermine les bases du nouveau traité.

Et quels sont donc ces principes? En Voici, Citoyens, la substance; Vous les trouverez tout au long dans la dépêche N^o 31. du C^{len} Ternant au Gouvernement français.

1^o Les ports des deux Nations seront tous, sans exception, ouverts aux batimens respectifs.

2^o Chaque Nation ne payera dans les Ports de l'autre d'autres droits que ceux payés par les nationaux respectifs.

3^o Les productions respectives seront librement importées et exportées de part et d'autre, sans autres impositions que celles levées respectivement sur les nationaux dans les mêmes circonstances.

4^o Les Américains ne porteront aux Colonies françaises que le produit de leur sol & de leurs pêcheries; ils n'en retireront de Denrées coloniales que pour leur consommation; ils seront tenus de prendre des acquits à caution pour le déchargement fidèle de ces denrées en Amérique, et payeront un droit un peu plus fort que les nationaux sur l'exportation.

Je conviens que voilà le canevas de nos relations futures avec les Etats unis; mais qui s'exposera à traiter sur de pareilles données? Sont elles aussi avantageuses que possible à notre commerce? changent elles quelque chose au monopole Anglais? Augmentent-elles l'importation de la France? Les a-t-on comparées avec l'état de chose qui existe, ou étudiées dans leurs résultats futurs? Je vois dans ces propositions des principes libéraux mais tous à l'avantage des Américains. De notre côté je crois voir le desir de nous affranchir d'un tonnage incommode que paient les Anglais mais dont ils ne se plaignent pas; nous avons négocié pendant un an le rappel de ce tonnage & nous ne l'avons pas obtenu. Je vois encore du côté des Etats Unis qu'ils tendent à rivaliser avec nous pour l'importation dans nos ports de leurs produits bruts ou de ceux des autres nations & leur moyen d'y parvenir est de faire diminuer l'importation additionnelle qui garantit seule quelque avantage à notre navigation, bien moins économique que la leur. Mais dans cette égalité de droits entre les deux nations il n'y a rien qui nous promette de pouvoir importer nos objets manufacturés dans les Etats Unis & les mettre en concurrence avec ceux de l'Angleterre.

Que de considérations exigent donc ces bases elles-mêmes! J'avoue cependant que dans le moment où elles ont été proposées la France devant bien moins incider sur quelques gains mercantiles que tendre à une alliance d'un grand intérêt

politique et d'un grand éclat il eut peut être été à desirer que nous eussions pu lier les Etats Unis par ces données; Mais vous avez vu qu'ils se sont refusés à nos avances sous Genet & ce que la mauvaise volonté du gouvernement n'a pas permis à celui-ci d'entreprendre alors nous a depuis été aussi impossible par le défaut de pouvoirs & d'instructions que nous attendons en vain depuis si longtems.

Je vous expliquais dans mon numero 2. la véritable situation des choses; je disais qu'un acte de navigation étoit désiré depuis longtems par les ennemis de l'Angleterre et je le disais sur la foi des dépêches de M^r Ternant et des aveux de M^r Jefferson. Je prévenois que son rapport sur le commerce des Etats Unis à l'étranger étoit préparé de longue main, mais qu'il devoit être soutenu par les avances de la France & par la conclusion d'un nouveau traité. En négociant dans cette hypothèse sur les bases proposées par le Secrétaire d'Etat, nous ne gagnions pas peut-être, mais les régulations commerciales qui déguisoient l'acte de navigation & que M^r Jefferson faisoit proposer par Madison son ami, diminueoient au moins considérablement les avantages de l'Angleterre. Notre politique eut donc été de seconder puissamment ces résolutions. Peut être même qu'en profitant des circonstances exasperantes sous l'auspice desquelles elles parurent, nous aurions pu parvenir à faire passer des encouragemens ouverts pour notre commerce & nos manufactures. Mais alors même nos amis étoient refroidis, le Président nous avoit échappé & les partisans de l'Angleterre decidèrent le combat à son avantage.

En récapitulant ce qui précède il est prouvé que nous avons suivi peu de plan envers l'Amérique quant au commerce; que nous n'avons gueres fait que des ouvertures vagues qui ne sauroient fournir un point d'appui suffisant à nos amis pour s'opposer à la ratification du traité; qu'enfin nous manquons de la plus part des matériaux nécessaires pour établir solidement nos rapports commerciaux avec l'Amérique.

Cette conclusion, Citoyens, est douloureuse, je devrois vous promettre de suppléer à ce qui paroît nous manquer, en vous faisant espérer un travail dans lequel au moins le

Zèle conduiroit la main. Il existe actuellement des matériaux préparés pour cet ouvrage. M^r du Moustier en avoit eu l'idée; il avoit déjà tracé la base de ses recherches; il étoit alors aidé par des hommes influens que je vois aujourd'hui indifférens s'ils ne sont froids pour nos intérêts. M^r Ternant avoit recueilli quelques pièces; mais il faut du tems & de la suite pour faire un pareil travail. Ce qui a empêché les légations précédentes de rien faire tient celle-ci dans la même nullité. En arrivant on s'établit sur un pied provisoire qu'on espère convertir sous peu en quelque chose de permanent & de methodique; l'abandon du gouvernement inspire bientôt les incertitudes et les dégoûts; tout demeure sur une échelle temporaire & il ne se fait rien d'utile.

Il est bien tems, Citoyens, que la Republique fasse finir cette inconstance dont nos intérêts souffrent beaucoup trop. Je souhaite que cet heureux changement puisse s'opérer sous la légation qu'on nous annonce pour successeur. En attendant Je tacherai de faire préparer le travail dont je viens de vous exposer la nécessité et dont les résultats ne semblent devoir précéder tout renouvellement de Traité avec l'Amérique

Salut et Fraternité

J^r FAUCHET

Commissioners to Committee of Public Safety.^a

Légation

PHILADELPHIE 28 *Germinal*

de

L'an 3^e de la republique francaise une et

Philad^{ie}:

indivisible^b

Politique

Les Commissaires de la République Fran-

No 14. 1^{ata}.]

*caise près les E. U. Aux Représentans du
peuple membres du Comité de Salut public*

CITOYENS: La Convocation Nationale a rendu le 13 Nivose^c un décret sur les moyens de rétablir le crédit public, dans lequel on trouve l'article suivant " La Convention Nationale enjoint à tous les Agens de la force publique aux Officiers Civils et Militaires de faire respecter et observer dans

^a Etats-Unis, vol. 43, folio 418. L. S. Endorsed: R^o N^o 2,679.

^b April 17, 1795.

^c January 2, 1794.

toutes leurs dispositions les Traités qui unissent la France aux puissances neutres de l'ancien Continent et aux Etats unis de L'Amerique. Toutes dispositions contraires à cet article sont annulées."

Cet article, qui ne nous parvient que par la voie des gazettes nous avait paru dicté par la volonté décidée de la part de la République de remplir rigoureusement et l'esprit et la lettre de ses Traités Il se trouvoit nous l'avouons en pleine contradiction avec la partie de notre dépêche N^o 8. où tout en nous élevant contre les vexations inutiles qu'on fit souffrir aux neutres dans nos Colonies nous paroissions pencher pour que la République dans les circonstances présentes y permit quelque—envers la Grande Bretagne et nous en exposions les motifs; Mais il parait que l'article dont nous parlons a été rappelé en partie par des dispositions postérieures; Nous trouvons dans une gazette plus récente d'un mois que la date de ce décret, un arrêté du Comité de Salut Public communiqué au Sénat de Gènes, dans lequel on lit les articles suivans:

1^o Les Batimens neutres pourront entrer et sortir librement et sans aucuns obstacles ni retardement des Ports de France et sans pouvoir être forcés de vendre leurs changemens.

2^o S'ils jugent à propos de vendre au Gouvernement, le prix en sera payé comme il aura été convenu.

4^o Les Batimens Neutres ne pourront être écartés dans leur route. Il ne pourra être rien pris sur leur bord.

L'article 5. *excepté des dispositions précédentes les marchandises ennemies jusqu'à ce que les puissances ennemies aient déclaré que les marchandises chargées sur Batimens Neutres ne seront point sujettes à saisie.*

Cet arrêté important qui ne nous est jamais parvenu et dont nous ignorons même la date retablit l'ordre de choses qui exista après la passation du Décrêt du 9 May 1793. Sur la navigation des neutres. Ce dernier décrêt portait lui-même sur les bases libérales et qui caracterisent l'arrêté nouveau. Mais celui-ci contrarie évidemment le 23^o Article du Traité existant entre la France et les E. U., ainsi que le décrêt du 13 Nivose qui ordonne d'en respecter toutes les dispositions. Les Américains paraissent néanmoins avoir esperé l'entière

exécution de cette d^{re} Loi. Nous lisons dans les papiers Anglais du milieu de fevrier, une lettre de M^r Pinkney résident des E. U. à Londres par laquelle il informe le Consul Américain Sous la date du 30 Janvier “Que M. Monroe lui apprend par une lettre de Paris du 7. Janvier que la Convention a décidé de donner pleine exécution au Traité de Commerce qui existe entre les deux Republiques”

Nous ne pouvons asseoir un jugement sur ces variantes dans la position isolée où nous nous trouvons, ni répondre aux questions qu'on nous fait journellement. Le but de cette dépêche Citoyens, n'est que de vous les faire remarquer. Nous ne ferons qu'une Réflexion sur la variation de nos mesures. Quant à la neutralité des états unis, elle nait de la Clause du traité qui nous engage a respecter toutes les propriétés ennemies sous pavillon Américain. Il ne falloit rien moins qu'un état de guerre pour nous et un état neutre pour l'Amerique pour nous montrer dans quel désavantage nous plaçoit une concession dans l'hypothese ou nulle autre puissance maritime ne nous imiteroit. Quelque desirable que soit une liberté illimitée pour le Commerce des Neutres, elle ne peut exister que par le consentement de tous sans quoi elle opère au detriment et à l'avantage exclusif d'un seul. Toutes les loix portées en France depuis la guerre ont tendu à rétablir l'ordre de chose consacré par le droit des gens et par conséquent à annuler les Contrats positifs qui en prononçant la suspension de ce droit ancien y substituaient les règles plus libérales posées par les publicistes modernes.

La Ligne mitoyenne établie par l'arrêté du Comité de Salut Public est la justice, autant qu'il puisse y en avoir quand on abandonne ses engagements. C'est celle, Citoyens, que nous recommandions dans notre dépêche N^o 8 dans laquelle nous vous parlions de l'Etat de guerre que les Anglais allaient établir dans les Antilles. Rien de plus équitable surtout, rien de plus propre à prevenir les suites de cet état de choses, et des représailles qu'il doit faire naitre que cet article

“Les Batimens neutres pourront entrer et sortir librement ils ne seront point forcés à vendre: ils ne seront point injustement detenus.”

Le contraire de tout ceci existe aux Colonies. Nous avons légèrement passé dessus par la dernière expédition, Nous nous croyons obligés d'y revenir cette fois, vu que les plaintes se renouvellent avec des circonstances aggravantes.

Vouz avez reçu sous notre N^o 11. la Copie d'une Lettre du Consul de Boston à ce sujet, avec Celle d'un Négociant lésé par des détentions injustes et d'autres actes arbitraires. Nous joignons sous cette dépêche le duplicata de ces Copies. Elles vous donneront le modèle des plaintes que portent un grand nombre de Négocians de ce pays. Ils se présentent au Ministre, ou aux autres agens de la République avec le ton de l'indignation et de l'amertume. Ils réclament pour des détentions, pour des conditions forcées qui leur sont imposées par les autorités, et qui sont soutenues en cas de plaintes par des arrestations, des fouilles, et d'autres actes violens. Une grande partie de ces expéditions se fait cependant à la Sollicitation des agens Français dans les Etats unis, Jugez de l'aigreur de leurs discours, quand leurs bâtimens reviennent aussi traités, et dès relations désagréables qu'ils jettent dans les gazettes! Il suit de là que les Américains conçoivent que rien ne s'obtient plus que par faveur, et par brigue. Ils ne veulent plus risquer d'envois sans lettres de recommandation du Ministre; Tous en veulent avoir, et ce qui n'était accordé autre fois qu'à quelques particuliers comme introduction pure & simple doit aujourd'hui être donné à tous comme sauf conduit ou comme garantie, on n'en peut refuser aucuns sans éveiller le soupçon de défaveur ou de partialités exclusives.

C'est avec un pareil état de choses que le Commerce Américain se dégoute. Il ne voit plus dans ses rapports avec les Colonies que des chances nouvelles ajoutées à celles des dangers de guerre et de la mer, et aussi incertaines qu'elles. Il ne veut plus d'affaires sujettes à tant de hazards nouveaux. Ceci nous le répétons joint au système de guerre des Anglais peut reduire les Colonies à la plus grande détresse. Pour reparer les suites de ces actes qui éloignent les Américains, on se reposera sur les Croisières de quelques Corsaires qui recevront l'ordre de faire entrer tout ce qui portera des provisions. Cet expédient outre qu'il est injuste

est infiniment dangereux; et se reposer sur lui c'est jouer avec la famine quand nous n'avons pas une supériorité maritime dans ces parages.

Par quelle fatalité n'est-ce qu'aux Colonies Françaises que les Neutres sont maltraités? Les Américains sont pillés, arrêtés, condamnés par les Anglais quand ils sont trouvés retournant d'un Port Français en Amérique; Nous sommes loin d'imiter cette tyrannie, mais nous n'entendons pas dire que des Américains arrivés de bon gré aux Ports Anglais y soient arbitrairement détenus, ou forcés à vendre à tels ou tels prix; les papiers publics du moins ne parlent pas ou ne parlent que peu de semblables faits. Comment se fait-il Citoyens, que le Gouvernement Français émettant des ordres dont la lettre et l'esprit sont si différens de ceux du Gouvernement Britannique, il existe dans nos Colonies un état de choses qui tende si fortement à dégoûter les Américains Ceci s'explique, Citoyens, par le manque de plan et par le défaut de lumières dans les autorités Coloniales. Celles-ci abandonnées à leur discrétion négligent toute lois préexistantes, ignorent ou omettent ce que le droit des gens prescrit envers les étrangers et avec un désir ardent de faire le bien, établissent des institutions dont on ne découvre les abus qu'après quelles ont produit des inconveniens frappans. Il est peut être instant que la Convention Nationale intervienne dans ces Contrées où il est désormais reconnu que l'incertitude, la vacillation et l'absence du bras national ont tout détruit; et cela est d'autant plus instant que l'ordre y devient plus nécessaire à mesure que les victoires de la République s'y succèdent.

Salut et Fraternité

Jⁿ. FAUCHET
PETRY
LA FOREST.

Commissioners to Committee of Public Safety.^a

PHILADELPHIE le 30 Germinal .

l'an 3^e de la Republique Française une et indivisible.^b

Légation

de

Philadelphie

Politique

No. 15. 2^{te}]

*Les Commissaires de la République française
près les Etats Unis. Aux Représentans
du Peuple membres du Comité de Salut
Public.*

CITOYENS: L'emancipation de la Hollande a été célébrée dans tous les E. U. avec un enthousiasme non commun. La nouvelle de cet événement est parvenue presque au même moment dans tous les points des E. U. Le 28 de ce mois il y a eu dans cette ville une célébration à laquelle des Hollandais et des Américains se sont réunis aux Français qui s'y sont trouvés en très grand nombre. On a vu en ce jour plus de quatre cents convives à la même table. Vous trouverez sous ce pli le procès verbal de cette célébration

Nous avons remarqué avec peine que le nombre des Américains à Philadelphie n'était pas aussi grand qu'il paraissait l'avoir été dans les autres points des E. U. Leur absence peut, ce nous semble, s'expliquer principalement par le caractère d'exhibition publique que nos compatriotes aiment beaucoup trop à donner à ces sortes de fêtes. L'Américain froid par nature et étranger aux mouvemens d'intérêt que nous devons sentir, se prête peu à se réunir publiquement au tour d'un Autel, ou à se mêler dans une procession. Pour le dire avec vérité, ces modes excellens en France où la masse de la Nation y prend part, n'ont ici qu'un air mesquin, sous tous les rapports et surtout par la grande disproportion qui existe entre deux à trois cents individus et la population de toute une ville à laquelle on se donne en spectacle. Ces formes n'étaient point introduites autrefois dans nos commémorations; les Américains y assistaient; on enchérit tous les jours sur les premières; et les Américains s'éloignent de plus en plus. Les papiers publics annoncent que des Citoyens de Philadelphie comp-

^a Etats-Unis, vol. 43, folio 425. L. S.

^b April 19, 1795.

tent célébrer à part nos victoires le premier jour du mois de Mai.

Le Comité de Salut Public ne saurait examiner une question qui intéresse de plus près notre caractère politique dans ce pays au moins, que l'effet de pareilles exhibitions. Elles influencent plus que nos concitoyens ne veulent l'entendre, et nos affaires et les négociations les plus importantes. Vous sentirez facilement, Citoyens, dans quelle position elles placent des fonctionnaires publics. Si vous lisez les procès verbaux ci joints, vous vous en pénétrerez; vous apprécierez les suites ordinaires qui résulteraient d'un refus de notre part de nous y prêter, et même d'une représentation raisonnable aux Citoyens que le Zèle pousse à les diriger et à les organiser sur des modèles qu'on défigure sans les imiter. Vous observerez que tous les français qui ont assisté à ces fêtes imaginent avoir acquis un brevet de Civisme par cette apparition; Des hommes qui depuis deux ans végètent dans les Etats unis passant successivement dans tous les partis plusieurs ayant fait divers voyages dans les Colonies Angloises peuvent être les meilleurs républicains du monde pour avoir signé un procès verbal de fête. Nous vous parlons sur ce point avec franchise; nous sentons tous les abus qui résultent de cet Etat de choses qui parait s'ériger en une habitude de plus en plus difficile à réformer. L'on argue de la liste des fêtes décrétées par la Convention Nationale en floréal de l'année dernière pour avoir ici à des époques correspondantes des célébrations semblables. Rien n'empêcherait ainsi que deux à trois fois par mois, peut être, le Peuple Américain vit les autorités Françaises promenées processionnellement par les rues au son du tambour, parmi des chants et avec les formes d'un culte nouveau. L'intention du Gouvernement n'est sûrement point que l'on fasse de pareilles transplantations. Nôtre intérêt du moins est loin de le conseiller. Il est nécessaire, Citoyens, que vous fassiez connaître décidément à cet égard jusqu'à quel point il sera permis aux fonctionnaires publics de s'opposer à ce qui blesse les convenances.

M^r Heineken, Consul des Provinces Unies en Amérique est venu de bonne heure féliciter le Citoyen Fauchet sur les

événemens heureux qui rendaient la Liberté à son pays. Il a paru aussi au dîner qui a été donné par les Américains réunis aux Français. Cette conduite lui a attiré une lettre extrêmement sévère de M^r Vanberkel, Ministre des Provinces Unies. M^r Heineken est venu communiquer cette lettre au Citoyen Fauchet. Vous en trouverez sous ce pli la copie. M^r Heineken n'y a fait aucune réponse. Quant à M. Vanberkel on n'a eu aucune félicitation à espérer de lui, il est connu par son torysme et ses liaisons ouvertes avec tout ce que notre cause a d'ennemis.

La tranquillité apparente avec laquelle les hommes en place dans les états unis ont reçu cette nouvelle donne à penser sur la manière avec laquelle elle aura été reçue par le gouvernement qui leur imprime le ton. On ne conçoit pas qu'il ait à craindre pour ses fonds publics; loin d'être créancier de la Hollande il y doit des sommes considérables et si l'on en juge par les plans de finances arrêtés l'année dernière il a attendu de ces mouvemens des conséquences avantageuses. On ne pourrait raisonnablement supposer que l'idée d'une balance maritime nécessaire à son existence seroit mêlée à ses sentimens et qu'il croie aussi lui devoir craindre pour l'Amérique un trop grand abaissement de la Rivalité de la France. La clef la plus probable de sa réserve se trouve dans l'exactitude et rigoureuse impartialité dont il fait profession. Le Président a néanmoins invité immédiatement le ministre à dîner chez lui. Cette observation d'égards que le Président ne confère qu'avec ménagemens laisse voir par le moment où elle a été donnée qu'il n'est pas insensible à la prospérité de notre république.

L'ordonnance du Cabinet de S^t James en date du 9. Fevrier 1795. qui ordonne la Saisie des propriétés Hollandaises sur les mers, va probablement devenir un nouveau prétexte de vexations envers les Américains. Des bati-mens arrivant des Antilles annoncent déjà que les Anglais méditaient une attaque contre S^t Eustache. Les Commissaires de la Guadeloupe à cette époque paraissaient avoir effectué des descentes partielles dans quelques unes des Antilles Anglaises du vent avec beaucoup de succès. On dit que S^t Vincent et la Grenade sont en notre puissance et

que S^{te} Lucie a également été reconquise. Toutes les nouvelles de ces mers annoncent que bientôt dans cette partie du monde la République et l'humanité seront vengées.

Salut et Fraternité

Jⁿ FAUCHET.
LA FOREST
PETRY

Fauchet to Committee of Public Safety.^a

PHILADELPHIE le 30 Germinal

L'an 3^e de la Republique francaise une et
indivisible^b

Legation de

Philadelphie
Corresp^{ce} P^{re}
du Ministre
No. 5. 1^{sta}]

*Joseph Fauchet Ministre Plénip.^{re} de la Ré-
publique Française près les E. U. Aux
Représentans du Peuple, membres du Co-
mité de Salut Public.*

CITOYENS: Mes lettres N° 3 & 4. sont en quelque sorte un developpement de ma dépêche N° 16. au Commissaire des Relations Extérieures. Au risque de donner dans des répétitions, je crois devoir encore vous parler de notre position avec l'Amérique. Ce que je dirai ici touchera particulièrement nos relations politiques avec cette puissance

Il ne Nous suffit pas de desirer de renouveler nos Traités sous le point de vue du Commerce; Il faut encore considérer nos rapports avec l'Amérique sous un autre point de vue; Nous rappeler ce que nous nous proposâmes en soutenant avec tant de vigueur son indépendance & ce qui nous est resté de nos plans divers. Le Traité d'alliance et la garantie réciproque qu'il contenait est devenu absolument nul; La Cour de France hésitait dès le principe à le considérer sous un autre rapport que celui d'une alliance éventuelle et bornée pour la durée à la guerre d'alors. Les Etats Unis s'attachaient à l'envisager ainsi. On fit quelques efforts en 1788 pour obtenir d'eux une reconnaissance des engagements futurs qu'entraînait ce Traité; Ils s'y sont longtems refusés. Il paraît même qu'il n'y avait rien en de décidé sur ce point et

Situation politique
de la France à l'égard
des Etats Unis.

^a Etats-Unis, vol. 43, folio 433. L. S.

^b April 19, 1795.

que la France avait renoncé à ses prétentions, car lorsqu'il fut question d'une Guerre entre l'Espagne et L'Angleterre dans laquelle la France entraît naturellement, Cette dernière parut disposée à se contenter d'une Neutralité exacte de la part des E. U. en cas de rupture. La prétention que ce Traité peut être obligatoire pour toujours devait nécessairement être subordonnée aux circonstances; Nous nous sommes trouvés dans le cas de l'abandonner de fait dans le Courant de la guerre actuelle, et aujourd'hui nos relations politiques avec l'Amérique ne sont plus fondées que sur le Traité d'amitié et Commerce.

Il faudrait donc prévoir ce que nous substitueront à la partie Politique de ce Traité, et nous décider sur les altérations que nous pourrions souhaiter d'y faire. Ce Traité n'a pu être bien jugé dans ses effets que pendant une guerre Maritime dans laquelle l'Amérique se trouvât neutre. Dans ce cas, il nous garantit certains avantages sur l'Angleterre, ou plutôt il répare les désavantages où nous place par rapport à cette Puissance le défaut du plus petit établissement Continental. La guerre a existé; nous avons été en mesure d'apprécier les effets du Traité quant à ce que nous en espérons: Qu'avons nous vu? Des prétentions de part et d'autre contradictoires: Des interprétations respectivement opposées, des questions qui ont prêté à la chicanne des Tribunaux et aux tracasseries des puissances ennemis.

En passant surtout ce qui regarde dans ce Traité la police commune que le droit des gens introduit dans toutes les actes de cette nature, Nous trouvons comme articles qui semblent donner à la France quelque privilège, les articles 17 et 22. L'un permet aux Vaisseaux armés de la France d'amener leurs prises dans les Etats Unis sans que les Amirautés puissent connaître de leur légalité & refuser tout azile aux Vaisseaux Ennemis qui auroient fait quelques prises sur les Citoyens Français. Le 2^d déclare qu'il ne sera permis à aucun corsaire étranger muni d'une Commission & non appartenant à l'une des parties contractantes, d'armer dans les ports des deux nations respectives. À combien de difficultés n'a pas prêté l'un? Vous en aurez vu quelques unes

clauses à insérer
dans le nouveau
Traité.

les articles 17 et 22
du traité de 1778 ne
sont point observés.

par ma correspondance avec le Gouvernement Fédéral que vous a portée le Spartiate. Les Cours d'Amirauté des E. U. ont autant qu'il a été possible pris connaissance de la validité des prises sous des prétextes différens. Peut être le Tableau des différens cas dans lesquels les Cours Américaines sont intervenues formerait-il un recueil de renseignemens curieux et très utiles. Le refus d'azile aux Vaisseaux Ennemis qui auroient fait des prises sur les Français a été expliqué récemment d'une manière nouvelle. M^r Randolph prétend qu'il signifie seulement que ces Vaisseaux ne pourront entrer avec leurs prises; en conséquence de cette explication J'ai vainement réclamé contre le séjour des Vaisseaux et Frégates de la division de Murray qui mouillent dans les Ports de L'Amérique, même après avoir pris des Batimens Américains venant de France. Au reste nous ne pouvons nous empêcher d'attribuer cette interprétation forcée de M^r Randolph à l'impossibilité où est le Gouvernement des Etats unis de faire exécuter vis-à-vis des Batimens Capteurs le traité pris dans son véritable sens, sans provoquer une crise qu'il paraît très résolu d'éviter à quelque prix que ce Soit.

Le 22^e Article a occasionné bien des disputes, on a prétendu qu'il nous donnait le droit d'armer dans les Etats Unis. Cette explication, il en faut convenir, était un peu forcée. Mais de la négative on a conclu que toute augmentation d'armement était illégale; de là les contestations sans fin qui se sont élevées sur les prises de plusieurs Corsaires. On a essayé de faire passer dans la session de 1793. à 1794. une Loi que nous eût interdit la vente des prises, droit au surplus que l'article 17 n'exprime point assez.

J'omets de parler ici de l'examen non moins nécessaire des articles qui nous garantissent un établissement Consulaire. Cet examen tombe directement sur la Convention Consulaire Espèce de Traité qui découle du pacte précédent; La Commission s'est suffisamment exprimée sur la nullité parfaite dans laquelle cet acte est tombé dans sa dépêche politique au Commissaire des Relations Extérieures Timbrée N^o 30.

Il serait donc à propos d'examiner ce qu'ont produit les diverses parties du Traité que je cite comme les plus importantes sous le point de vûe de la politique, et de savoir si en

cas d'un renouvellement de ces Contrats on substituera à des constructions louches de phrases qui ne prêtent ni à l'équivoque ni à la chicane. Tout ceci mene insensiblement à seruter notre position envers les E. U.; *ce que nous devons en craindre ce que nous pouvons en espérer*, et à établir enfin avec eux un système de conduite qui eût à la fois de la methode et de la stabilité.

Il est évident que le défaut d'un établissement dans le ^{importance de La} Continent nous est extrêmement désavan- ^{Louisiane.} tageux, & que nos Colonies ont besoin des ressources de L'Amérique. Pourquoi n'aborderait-on pas la question de savoir si nous ne pourrions pas nous en affranchir? Je ne puis prévoir quel sera le succès des vues que contient mon N° 16. Mais le évènements prouvent de jour en jour la solidité des argumens dont je les appuie. Des Négociations que le Gouvernement fédéral avait annoncé devoir commencer avec l'Espagne pour l'ouverture du Mississippi n'ont pas encore été entamées. L'assemblée de l'Etat du Kentuckey a ordonné en Fevrier aux Représentans de cet Etat dans le Senat Fédéral de presser le Gouvernement de s'expliquer à cet égard. Vous verrez dans la même dépêche un extrait d'une adresse écrite par M^r White à ses Constituans. M^r White est le premier délégué que la partie du Territoire Occidental qu'on nomme Territoire Sud Ouest de l'Ohio ait eu auprès du Congrès. Ces pièces vous annonceront que la fermentation dure toujours dans cette partie des Etats-Unis, et qu'on doit craindre qu'elle ne saisisse bientôt sur l'Espagne par la violence, ce que celle-ci refuse depuis longtems de céder par voie de négociation. Vous verrez que ces Cantons espèrent toujours que la République se fera rendre cette belle possession, que la Cour a si légèrement aliénée. Une opinion pareille énoncée avec une espèce de caractère officiel, ne peut manquer d'exprimer l'esprit dominant de ces quartiers. Comparés Citoyens, ce renseignement avec ce que vous dit mon N° 16, & vous prononcerez, si en se faisant retocéder la Louisiane, la République ne gagne pas à la fois les moyens de nous affranchir du monopole du Commerce Américain, ceux de conserver une influence prépondérante et durable sur le Gouvernement fédéral; si enfin ce n'est pas une methode aussi sûre qu'avant-

tageuse de resoudre l'espèce de problème que présentent nos rapports avec l'Amérique. Nous serons toujours dans une position vraiment désagréable vis-à-vis d'elle tant que nos intérêts politiques et commerciaux ne seront fondés que sur des Traités presque toujours équivoques que la mauvaise foi élude facilement, et dont l'interprétation dépend presque uniquement des circonstances. La petite guerre d'intrigues que nécessite un pareil état de choses est aussi peu avantageux pour la République que peu convenable à sa grandeur. Sa puissance lui ouvre une autre ressource plus digne d'elle, et son bonheur dans ce cas-ci comme dans tout autre tient à son indépendance absolue même de ses amis. Jusqu'à ce que le progrès des lumières ait complété le triomphe de la raison, et épuré la politique des Etats entre eux, il faudra se soumettre à regarder comme un principe incontestable celui-ci *Soyons forts et nous aurons des amis.*

Salut et Fraternité

Jⁿ FAUCHET

Commissioners to Committee of Public Safety.^a

PHILADELPHIE le 1^{er} Floréal

l'an 3. de la République Française une & indivisible^b

Légation de Philad ^{ie}	<i>Les Commissaires de la République Française près les Etats Unis Aux Représenters du Peuple, membres du Comité de</i>
Politique	<i>Salut Public.</i>
No. 16. 1 ^{ata}]	

CITOYENS: On vient de recevoir à New York une lettre du Consul Américain à Nantes du 19 Pluviose, laquelle annonce que les Américains sont enfin exactement payés pour leurs Contrats et pour les retards qu'ils peuvent avoir soufferts dans nos ports; un seul Batiment y dit-on (Le brig Mary, Cap^{ne} Puller) a reçu un demeurage qui se monte presque à 11.000 dollars. Quoiqu'il soit facheux que nous ayons à payer à pure perte aux Américains des indemnités aussi pesantes, il est à désirer, Citoyens, que nous ne cessions jamais de tenir la ligne la plus stricte de la justice envers

^a Etats-Unis, vol. 43, folio 436, L. S. Endorsed R^{ee} N^o 2679,

^b April 20, 1795.

eux. Les bons effets de cette conduite sont inappréciables; Nous ne saurions vous donner une plus juste idée de ceux que cette Lettre a produit qu'en transcrivant le paragraphe qui suit d'une gazette imprimée à New York.

New York Avril 18.

“Le Consul des E. U. à Nantes écrit à son Correspondant en cette Ville qu'il a reçu en espèces le montant du Fret et du demeurage du Navire Mary Cap^{ne} Puller, de ce Port; le demeurage seul se montait à 11,000. dollars. On payait aussi rapidement que possible les autres Bâtimens Américains, et les Comités de Gouvernement assuraient qu'on payerait rigoureusement pour jusqu'à la dernière minute de délais qu'auraient à souffrir nos Vaisseaux.

“Depuis longtems on a entendu un certain parti parmi nous crier et répandre avec force commentaires artificieux, que les déprédations des Français sur notre Commerce égalaient les pirateries de l'Angleterre, et que les premiers ne nous ruinaient pas moins que les autres. Ces clameurs dont le but perfide était de nous désunir de la République Française de semer les défiances et les aigreurs entre les deux Peuples sont donc victorieusement démenties par de nouveaux faits. Que l'on compare la conduite du Gouvernement Français à celle qu'a toujours tenue le Cabinet de S^t James, on verra le mensonge et la Calomnie dans tout leur jour.”

Ces réflexions, Citoyens, seront faites dans toute l'Amérique, et les faits qui les ont dictées mineront plus puissamment que toute autre chose l'alliance projetée entre l'Amérique et nos ennemis; quel contraste frappant entre la conduite de ces derniers et la nôtre envers les Etats unis! Rappelez-vous Citoyens, nos dépêches précédentes, les détails que nous vous donnons des vexations nouvelles des Anglais, de leurs outrages constans à la Souveraineté des Américains à la face même du Traité nouveau; Les déclarations récentes des Commandans des forces Navales contre la Guadeloupe, et leur publication officielle dans les papiers Américains par le Consul Anglais. C'est surtout quand on compare les réponses qu'obtint Monsieur Monroë à Paris à celle qu'on donne à Monsieur Jay à Londres les énigmes du dernier Cabinet ses équivoques pleines de desseins aux réponses ouvertes et aux actes décisifs du premier, que le

parallele nous deviendra avantageux et si le gouvernement Américain avait pu descendre a quelque chose de honteux et de derogatoire a ses protestations cette difference de traitement suffirait pour le faire rougir et se retracter; elle aurait du moins un poids inappréciable sur les senateurs qui auront à ratifier les engagements conclus par M^r Jay.

Independamment des Conséquences politiques que notre conduite envers les Américains doit avoir, conséquences qui demanderoient d'être aidées par quelque activité et des insinuations officielles que notre position nous interdit presque, il en est d'autres qui sont pour le moins aussi interessantes. Les marchands prennent de jour en jour plus de confiance, à mesure qu'ils voyent plus de ponctualité dans nos engagements et plus de liberté dans leurs relations avec nous. Il est inconcevable le nombre d'expéditions qui se projettent ou se font actuellement pour nos ports. La nouvelle même de la saisie par les Anglais de Navires arrivant de Bordeaux avec des espèces a excité les spéculateurs, et a ajouté en même tems à l'indignation secrète qui fermente dans tous les Cœurs, malgré la perspective du Traité nouveau. Nous apprenons dans ce Moment qu'il se prépare une grande quantité d'expéditions pour les Indes Orientales; les vues des Spéculateurs sont fondées sur la diminution de cette branche du Commerce Anglais occasionnée par les réquisitions mises pour le service de la guerre sur les vaisseaux marchands, l'espoir par conséquence de trouver aux Comptoirs Anglais des marchés avantageux et celui de vendre les marchandises de ces contrées avec beaucoup de profits en France, ou l'on estime qu'elles doivent être épuisées. Ainsi, Citoyens, on peut avec quelque calcul prévoir un tems ou les articles de l'Inde abonderont dans nos Ports. Beaucoup de Capitaines Américains ont ordre d'aller au sortir de France échanger leurs retours en Angleterre en marchandises propre à ce trafic.

Depuis que le Commerce des E. U. a pris un cours déterminé vers Bordeaux et que le choix ou la nécessité nous ont fait mettre dehors beaucoup de vins et d'Eaux de Vie pour solder les chargemens qu'on nous apportait, ces objets prennent beaucoup faveur en ce pays. Des Commerçans Américains assurent que les Eaux de vie de France ont une

grande demande et qu'elles acquièrent de jour en jour une préférence décidée sur les rhums Anglais. Ils sont disposés à croire que le tems viendra où elles auront entièrement déplacé les autres. C'est à nous à faire usage de ces indications; peut-être qu'avec de la constance et du plan nous parviendrions à mettre insensiblement nos autres articles en concurrence avec ceux pareils importés d'Angleterre. Cette supposition serait susceptible de grand détails; mais comme ils n'appartiendroient point à cette partie de notre correspondance nous les renvoyons à leur place et au tems ou nous pourrions les traiter

Il serait bien à désirer, Citoyens, que dans les Colonies les administrations françaises missent la même libéralité dans leur conduite envers les Américains. Nous ne saurions avoir l'intention de les accuser Citoyens, en revenant aussi souvent sur cette matière, nous ne voulons que fixer nos regards sur des abus qu'elles ne sont peut être pas capables de prévenir, et vous faire connaître les griefs vrais ou malfondés des Américains. Pour vous en donner une idée plus précise nous vous donnerons l'extrait d'une lettre d'un Capitaine Américain à son armateur à Philadelphie, Elle est du Port de Paix sous la date du 30 Mars 1795. "Je suis arrivé ici le 23. de ce mois, Je suis en ce moment mouillé à côté d'une frégate. Il ne m'est pas permis de partir sans laisser ma Cargaison aux Administrateurs. Il m'est également défendu sous peine de 3.000# d'amende de vendre aux habitans. Le prix de la Farine est fixé à 12 Dollars, et l'on paye en denrées aux prix suivans. Sucre Brut 1^{re} qualité 95# par cent peçant 2^{me} qualité 82#. 3^{me} 72#. Café 1^{re} qualité 30s. la lb. 2^{me} 29#. 3^{me} 28#. Ainsi l'administration fixe les prix qu'il lui plait, et paye en outre selon son bon plaisir: Il y a ici plus de 30 Bâtimens Américains dont plusieurs y sont depuis plus de Trois mois, et ont à peine un quart de leur payement. Un grand nombre partent sans rien avoir. je cours la chance d'être ici 7. à 8 mois. Il y a dans ce port plus de 5,000 Barils de Farine et cependant on tient constamment dehors des Croiseurs qui ont ordre de faire entrer tous les Bâtimens chargés de provisions et on les oblige à les vendre aux Administrateurs."

Pareilles plaintes s'écrivent du Cap, de la Guadeloupe et

se publient. Ces publications font un aussi mauvais effet que des rapports contraires pourroient faire be bien. Il parait par plusieurs plaintes portées par des Négocians de Philadelphie qu'à la Guadeloupe on a emprisonné et qu'on détient encore des Capitaines ou des marchands Américains. Nous sommes loin cependant de prendre ces griefs à la lettre; Nous savons trop quels doivent être les sentimens de ces Colonies quand elles voyent les Anglais leur couper avec tant d'audace les approvisionnemens. Il est impossible de ne pas se porter à des représailles, et ces représailles, quelques amères que soient les plaintes des Americains, n'approchent point des iniquités Britanniques.

Pour vous mettre sous les yeux tout ce qui peut éclairer voter jugement sur la situation des choses dans ces mers, nous joignons à cette Dépêche la liste des navires Américains menés comme prises, et jugés ou sous jugement dans le port seul de S^t George aux Iles Bermudes. Vous verrez que les Anglais tiennent sévèrement leur parole de prendre tout ce qui sort d'un port Français. Les ridicules prétextes employés dans les Tribunaux de ce nid à Pirates l'année dernière sont encore aujourd'hui les mêmes. 1^o *propriété Française*, 2^o *propriété Française adoptée par l'Américain*, 3^o *Ports en Etat de blocus*, 4^o *Commerce contraire au Système Colonial permanent de la France*. Tels sont les infaillibles moyens d'un solliciteur payé par les flibustiers. Il est impossible d'échapper à ces vastes filets. Le motif pris du changement de notre Système Colonial quant au Commerce Etranger, n'est pas le moins dérisoire de tous: il nous fournirait une arme contre l'Angleterre, car elle a été aussi bien que nous obligée d'ouvrir, contre l'esprit et la lettre de son système permanent, ses Colonies aux Américains. Vous trouverez sous ce pli la traduction des moyens apportés à charge dans un Tribunal des Bermudes contre le Navire Eliza dont vous parlait notre dépêche Politique N^o 13. Ils vous donneront un échantillon des bases des jugemens des Cours Anglaises.

Salut et Fraternité

J^H FAUCHET.

LA FOREST.

PETRY.

Commissioners to Committee of Public Safety.^a

PHILADELPHIE le 4 floréal

Légation An 3^e de la Republique Francaise une et
de indivisible^bPhilad^{ie} *Les Commissaires de la République Fran-*
Politique *çaise près les Etats Unis Aux Représen-*
No. 17. 1^{ata}] *tans du Peuple, membres du Comité de*
Salut Public

CITOYENS: Les derniers avis du Kentucky viennent de rendre publics des détails très intéressans que nous nous empressons de vous faire passer. Il paroît que le Gouvernement des Etats unis avoit envoyé sur les lieux un Commissaire avec ordre de commencer les Communications promises sur l'état des négociations avec l'Espagne lorsqu'un plus long silence deviendra dangereux. Les arrêtés énergiques de la Legislature du Kentucky en fevrier ont décidé ces explications peu de jours après son ajournement. Elles sont contenues dans la dépêche cijoainte du Commissaire au Gouvernement de l'état. Cette dépêche est de la plus grande importance en ce qu'elle donne l'histoire la plus détaillée de l'origine et des progrès des négociations. elle est écrite avec un génie de liberté qni doit plaire au peuple pour qui les explications sont spécialement faites. On y lit avec étonnement cette phrase; quand le Commissaire parle du caractère qu'a pris la négociation depuis que l'Espagne a fait scission avec nous; "On sait que partout où l'Angleterre a joui de quelque influence nous n'avons jamais eu en elle un appui bien remarquable pour ce qui peut nous intéresser." Elle sort de la prudence ordinaire des officiers du Gouvernement fédéral, et ce ton frappe particulièrement à cause de la situation présente du Gouvernement envers la Puissance contre la quelle cette sortie est dirigée

Comme la pièce est ici traduite dans toute sa longueur, nous vous laissons en tirer les inductions qui vous paroîtront en découler. Il est évident d'après cette lettre que les Etats Unis n'espèrent point conclure avec l'Espagne tant qu'ils ne seront pas appuyés dans ce Cabinet par quelqu'

^a Etats-Unis, vol. 43, folio 446. L. S. Endorsed: R N° 2679.^b April 23, 1795.

influence prépondérante. Le Commissaire cependant ne dévoile point le nœud secret de cette Négociation que nous croyons avoir trouvé dans notre lettre N° 8. au Commissaire des Relations extérieures, et dont nous avons parlé avec plus de détail dans notre N° 12.

Une réflexion intéressante suggérée par la lecture de ces pieces, Citoyens, c'est l'importance que prennent ces parties de la fédération, qui si récemment n'étoient que des déserts et des forets. Avec quel soin le Gouvernement éclaire et calme leurs inquietudes! Avec quelle froideur, quelle énergie; avec quel sentiment de leur force ces Contrées réclament! Les deux divisions du territoire occidental connues sous le nom de territoire Sud Ouest, et territoire Nord-Ouest de l'Ohio deviennent de jour en jour plus habitées; la première parle déjà fort haut. Vous avez vu les discours de M^r White son délégué au Congrès. Si vous avez lu les discussions que nous vous avons fait passer, vous y aurez remarqué ce que disoit un membre des Etats maritimes. "Je ne sais pourquoi l'on cherche dans cette enceinte à exaspérer les Peuples de l'Ouest; dans un siècle ils seront la partie la plus puissante de l'Amérique." Il est étonnant comme la population de l'Est s'épanche annuellement en Colonies vers l'Occident. L'observateur ne lit point sans de profondes réflexions l'article suivant tiré d'une gazette de Mars dernier, imprimée à Albany Ville située dans l'état de New York. "Jamais on n'a vu une émigration aussi abondante des Etats Septentrionaux se porter vers l'Ouest Mardi 3. de ce mois, une neige très épaisse ayant couvert la terre, des traîneaux innombrables chargés de familles & de meubles ont passé par cette ville. On estime que plus de *Douze* cent sont passés depuis *trois* jours. La conclusion du traité avec les six Nations a inspiré de la confiance à ces familles destinées à peupler ces fertiles régions. *Parmi les effets chargés sur les traîneaux on a remarqué un appareil d'imprimerie.*" Cette dernière phrase, Citoyens, n'échappe point au politique ni au philosophe; elle suffit pour faire deviner l'esprit de ces familles aventurières d'où doivent sortir des Peuples puissans. La liberté ne peut qu'avoir de courageux défenseurs là où les premiers instrumens d'une Colonie naissante sont une charrue & une imprimerie. La nature semble

sourire à l'accroissement de cette population intéressante qui précipite de jour en jour davantage vers le Néant & la destruction les hommes imparfaits que la devancèrent dans ces contrées fertiles.

Salut et Fraternité

J^h FAUCHET
LA FOREST
PETRY

Fauchet to Committee of Public Safety.^a

Légation de	PHILADELPHIE le 5 floréal
Philadelphie	l'an 3 ^e de la République française une et
Corresp ^{ce} p ^{re}	indivisible ^b
du Ministre	<i>Joseph Fauchet, Ministre Plénipotentiaire</i>
Politique	<i>de la République française, près les Etats</i>
No. 6.	<i>Unis. Aux Representans du Peuple mem-</i>
duplicata.]	<i>bres du Comité de Salut Public.</i>

CITOYENS: Toute l'Amérique a célébré de la manière la plus solennelle la révolution opérée par les armes de la République en Hollande, et les éclatans succès qui promettent à nos Citoyens un glorieux repos et la jouissance d'une constitution libre. La nouvelle de ces évènements était arrivée dans le nord et dans le midi presque au même instant. A Boston la commémoration a été célébrée par les Américains le 18 Germinal; le venerable Samuel Adams a honoré le festin de sa présence; hier, des français, des Américains et des Hollandais réunis ont fait ici la même célébration. La Commission vous en rend un compte détaillé. Il a été remarquable et remarqué sans doute que pas un des Magistrats de l'Etat ni de la ville n'y était venu. Le President qui était parti quelques jours auparavant pour sa ferme, avait été invité par le Comité chargé de l'organisation de la fête; si J'eusse été consulté avant cette démarche, je m'y serais opposé: il est de règle avec lui de n'assister à nul banquet et même de ne manger nulle part que chez lui. On explique l'absence des Magistrats de Philadelphie et du gouverneur, qui s'était trouvé au 10 Août par la manière

^a Etats-Unis, vol. 43, folio 448. L. S.

^b April 24, 1795.

dont cette fête s'est annoncée. Le Style n'en étant nullement dans les mœurs Américains, on a effarouché facilement les hommes les plus prononcés pour nous, et plus facilement encore les hommes devenus dans ces derniers tems équivoques et douteux. La commission vous communiquera des réflexions plus étendues sur cette espèce de célébrations. Mon but est de vous faire part de quelques réflexions qui doivent faire le complément de mes trois dépêches précédentes.

La chute du Stathoudérat et les succès étonnans de la République Française montent étonnamment les têtes de nos amis et les presses qui nous sont attachées. Vous en jugerez par l'extrait cijoint des gazettes de Boston, Newyork et Philadelphie combinés, avec la continuation des spoliations de la Grande Bretagne et la perspective d'un traitement avantageux de la part de la France envers les Etats Unis, ces évènements nouveaux nous fourniraient un levier capable d'une grande action; si nous étions en mesure d'agir, ils placeraient nos successeurs dans la situation la plus avantageuse s'ils arrivaient au moment de l'enthousiasme. Le commerce Américain se trouve en ce moment dans la situation la plus précaire. Les speculations ont été forcées au delà des moyens bornés des banques; celles ci ont cessé depuis plusieurs mois d'escompter les effets des marchands; les vexations Angloises interceptent les retours qu'on attendait de France pour combler les déficits. Il faudrait peu d'efforts pour allumer ces fermens secrets, et neutraliser par des murmures généraux la prochaine ratification. J'ai vu cet Etat de choses; il a été pour moi une source de méditation et d'incertitudes. J'observe que depuis un an nos ennemis nous travaillent par toutes sortes de machinations; par leur influence sur les tribunaux, par leurs émissaires dans le commerce, par leurs écrivains dans les gazettes et les pamphlets. Ces derniers ont paru avec plus d'activité que jamais dans ces derniers tems. Les papiers nouvelles foisonnent d'essais qui nous déprécient plus ou moins directement sous mille signatures empruntées du Grec et du Latin. Nous sommes frappés de mille coups et nous ne les rendons que faiblement. Les célébrations qui ont eu lieu à diverses

epoques et notamment celle du 10 août ont été mises en caricatures dans un pamphlet ordurier qui portait le titre "*d'os à ronger pour les démocrates*, qu'on sait être écrit par un Anglais et sous l'influence de M. Hammond. Le diner donné à Boston en l'honneur des succès de la République, a donné lieu au paragraphe suivant qui peut être pour vous la vraie mesure des sentimens du parti Britannique. Il est extrait du Centinel, gazette de Boston qui est exclusivement dévouée à ce parti "Sachant que le Président des Etats Unis avait recommandé l'observation d'une stricte neutralité à ses concitoyens, je n'ai pas été surpris de voir qu'il n'y avait à la fête d'hier qu'un très petit nombre d'Américains. La manière dont on a ainsi désavoué ces sortes de fêtes fait beaucoup d'honneur aux Bostoniens. Le tems n'est pas loin où nous pourrons nous réjouir des progrès de la Liberté en Europe. Tous les Citoyens se réuniront alors pour fêter; mais jusque là espérons de voir constamment désavouer ces methodes."

Ceci nous donne le thermomètre des progrès que fait la hardiesse des paragraphistes Anglais et nous indique la nécessité de réagir. Il m'a paru que nous avions trop négligé une ressource que mon prédécesseur avait employé avec autant d'imprudence que de profusion, et que le moment actuel serait l'instant le plus avantageux pour en reprendre l'usage, mais, Citoyens, je me suis senti arrêté par des considérations qui sont à mes yeux d'un grand poids et que je crois utile de vous faire connaitre.

La parti que l'opinion publique prit dans le tems aux contestations qui existèrent entre le Citoyen Genet et le Gouvernement des Etats Unis, la division des Citoyens sur les sujets agités alors le degré de fermentation que nous trouvâmes exister, prouvent qu'avec quelque peine il nous est facile d'intéresser à nous une grande portion du Peuple Américain, surtout lorsque des circonstances nécessaires nous favorisent, comme c'était le cas alors et comme ce l'est aujourd'hui Vous avez pu voir dans ma correspondance avec le département des relations extérieures, la position, la démarcation des partis, et leur tendance opposée. Il parait que tous les deux cherchent à s'étayer de quelque liaison extérieure. Dès mes premières en-

trevues avec les hommes des divers partis, cet état de choses me frappa, il me devint plus évident par la suite; J'en rendais compte au Gouvernement dans ma dépêche N°. 1. et j'annonçais que je me tiendrais dans un parfait milieu. C'est ce que j'ai fait et ce que j'ai du faire jusqu'à ce que le Gouvernement en eut autrement ordonné. Les Partisans de la France sont nombreux, jouissent de quelque influence dans les affaires et en possèdent d'ailleurs une grande sur la masse de la Nation. Les motifs secrets qui font agir le parti qui nous est attaché, doivent être pris en considération sérieuse afin que nous puissions calculer avec certitude où nous le mènerions en le soutenant puissamment et d'une manière décidée. Il m'a semblé que si nous poussions avec vigueur l'avantage que nous livre le moment, et l'insolence des Anglais; si nous poursuivions avec activité une polémique habilement combinée avec des négociations vigoureuses, nous pourrions reproduire la même crise que celle qui a existé l'année dernière entre les partis. La conviction où Je suis que tel serait l'effet de la conduite dont je parle, m'arrête, et je sens qu'il faut être tout autrement situé que nous le sommes envers notre Gouvernement, pour entreprendre des choses d'une aussi grande conséquence.

Aux notions que j'ai communiquées sur l'Etat des opinions, je dois ajouter des renseignements que l'expérience m'a procuré, et que la vérité me fait un devoir de transmettre. A prendre les partis par leurs déclarations, ils veulent tous les deux la conversation de la constitution et la forme de Gouvernement actuelle. Les points apparens qui les divisent sont d'un côté la nécessité de parfaire et de simplifier le système en réduisant les obstacles que présentent les formes trop fédératives aux mouvemens du Gouvernement général, de l'autre la nécessité de maintenir les garanties que ces formes procurent à la Liberté; d'un côté on parût de bonne heure pencher vers une imitation servile des dehors aristocratiques de l'Europe, de ses titres, de ses qualifications; de l'autre on veut conserver avec rigueur l'esprit républicain qui a créé l'indépendance, et les formes simples qui en sont la garantie. Les premiers sont toujours été supposés pencher vers les idées monarchiques; ceci est hors de doute; la révolution française les a déjouées: les seconds ont constamment

défendu les idées d'égalité avec lesquelles la révolution s'est faite. Les chefs de part et d'autre veulent avec la même fermeté le maintien de la constitution, mais les uns accusent ou soupçonnent leurs adversaires de vouloir l'entraîner par les coutumes et les pratiques à l'aristocratie; les autres prétendent qu'on veut la neutraliser par des pratiques de démocratie qu'elle réprouve. Mais, Citoyens, il y a de part et d'autre un arrière parti qui se fond dans la nuance la plus populaire et cache des vues qu'il desire développer. Du côté de ceux qui s'appellent *républicains fédéralistes* se rangent tous les Anglais naturalisés, des aristocrates de toutes les Nations, des hommes qui voudraient s'il était possible établir soit par système soit par dépit contre un Peuple libre un Gouvernement plus conforme à leurs habitudes ou à leurs préjugés. Parmi ceux qui prennent le titre de *Républicains démocratiques*, il y a un parti nombreux d'hommes mécontents du nouveau système, et qui dans un moment de crise pousseraient aussi puissamment que possible à sa destruction. Chez les uns ce desir naît de l'intrigue et du mécontentement, chez les autres c'est une croyance raisonnée, systématique, que les formes actuelles peuvent être changées en mieux. Ce dernier arrière parti ne répugnerait pas à fondre la Legislature en une seule branche et à confier à un conseil la partie Executive que tient un seul homme. Quelques uns vont jusqu'à dire tout bas que Washington sera le dernier Président. Cette supposition est peu fondée. Cette résolution ne saurait s'opérer à moins qu'on n'y fasse intervenir la violence, et rien ne rend cette application probable. Tout porte à croire que le système présent se soutiendra. Les hommes influens du parti démocratique ou de l'opposition, se sont jusqu'ici prononcés de manière à tenir en respect les partisans de ces changemens extrêmes. Les grandes occasions ou ils se sont montrés sont frappantes; la première a eu lieu lors des disputes du Citoyen Genet avec le Gouvernement, la seconde dans l'insurrection occidentale, la troisième dans la discussion qui s'est élevée dans le Congrès sur la dénonciation du Président contre les sociétés démocratiques. Dans ces trois circonstances, la conduite réservée et froide, la neutralité circonspecte qu'ont professé ces hommes ont prouvé suffisam-

ment l'étendue de leur opposition, et s'ils ont évité d'appuyer ouvertement des choses qu'ils condamnaient dans l'Exécutif, ils n'en ont pas moins désavoué tout ce qui pouvait tendre à avilir ou à débilitier la forme du Gouvernement. Cependant en remuant les passions par la presse, en échauffant les esprits par des polémiques, on réussirait à donner une consistance indépendante à l'arrière parti que ne manquerait pas de hardiesse. Même en agissant pour tout autre but, tel que celui de neutraliser le traité; on arriverait toujours à celui là, il faut donc avant de rien faire se demander si en desirant l'un des deux résultats on peut également desirer ou avouer l'autre; et surtout lorsqu'ils paraissent inséparables, si un agent peut se permettre de les provoquer quand il est sans instructions.

Ces questions sont de la plus haute importance. C'est pour n'y avoir pas assez réfléchi qu'on s'est en d'autres tems entouré de mouvemens dont on a soi-même été étonné. Point de doute que les choses il y a quinze mois n'eussent pris un tour à mettre le régime actuel en danger. Or importe-t-il à la République, de voir ce changement s'opérer, ses principes lui permettent-ils de l'accélérer? L'administration actuelle nous rejette incontestablement pour l'Angleterre; mais ce n'est pas la forme du Gouvernement qui nous est ennemie, ce sont les mains qui y président. Au lieu donc de favoriser les tendances à la réforme, nous pourrions nous borner à user de notre influence pour changer les individus. On ne peut fixer où une révolution dans le Gouvernement s'arrêterait. L'obstination des partis est telle qu'elle produirait au moins de violens déchiremens. Vous remarquerez Citoyens, que je ne plaide pas ici contre une révolution prochaine ni même probable, je ne fais que raisonner sur une hypothèse possible, et dont je pense que nous pourrions hâter la réalisation

Au demeurant, en revenant à ce qui existe il y a des termes moyens à prendre, qui n'emportent point avec eux d'aussi grosses chances. Tant dépendra de la manière avec laquelle on conduira les choses; de la modération et de la vigueur, inspireraient une crainte salutaire au Gouvernement et une inquiétude utile à l'opinion publique, sans jeter la dangereuse inflammation qui pourrait suivre une conduite contraire.

Tel est, Citoyens, le cadre de ce que je croirais devoir faire, et de ce que j'aurais fait, si le Gouvernement m'eût témoigné quelque confiance. Il n'a pas jugé à propos d'en agir ainsi: ma conduite étant subordonnée à la sienne, je n'ai point ici à me défendre sur ce qui pourrait avoir été omis. Cette dépêche en conséquence ainsi que ses précédentes n'a d'autre but que d'indiquer, sinon ce qui doit être fait, au moins l'Etat des choses qui doit servir des bases aux mesures à venir. Ne servissent-elles donc qu'à fournir au Gouvernement des données utiles, J'aurais en faisant mon devoir obtenu la plus précieuse récompense. Si d'ailleurs elles pouvaient sauver à mon successeur un pénible et long apprentissage, je me trouverais encore avoir atteint par une autre voie le but que je me suis proposé en les écrivant

Salut et Fraternité

Jⁿ FAUCHET

Commissioners to Committee of Public Safety.^a

PHILADELPHIE le 7. Floréal

l'an 3^e de la République française une et indivisible^b

Legation de

Philadelphie *Les Commissaires de la République Française, Politique près les Etats Unis Aux Representans du No. 18. 2^{ta}] Peuple membres de Comité de Salut Public.*

CITOYENS: Nous vous avons entretenu très en détail dans nos dépêches précédentes de l'insolence des Anglais envers le Pavillon Américain jusque dans les eaux des E. U. et de la patience du Gouvernement à la souffrir. Il paraît cependant que cette conduite vient de produire sur lui quelque effet. Le Président a fait écrire une circulaire aux Gouverneurs des différens Etats dans laquelle ils sont informés que l'on considérera à l'avenir comme une infraction à la neutralité *que des vaisseaux appartenants à aucun des pouvoirs billigérens, viennent prendre station dans les eaux des E. U. pour de là aller en expéditions hostiles. Toute prise faite ainsi sera réclamée auprès du gouvernement auquel les vaisseaux capteurs appartiendront.* Vous trouverez sous

^a Etats-Unis, vol. 43, folio 458. L. S.

^b April 26, 1795.

ce pli la lettre originale de M. Randolph.^a Le style de cette lettre n'a pas besoin de commentaire de notre part, Citoyens, c'est l'aveu le plus ouvert que l'Amérique ait jamais pû faire de sa faiblesse. L'amiral Murray se stationne dans la Chesapeake avec ses vaisseaux de ligne, y Blôque nos flûtes et envoie Croiser ses frégates qui saisissent tout bâtiment arrivant de France. le gouvernement ne peut lui parler sur le ton qu'une pareille conduite prôvoquerait par tout. Pour sauver peut être des hostilités plus ouvertes encore il est réduit à emprunter un langage équivoque et indistinctement dirigé contre nous comme contre l'Angleterre. Nous ne pouvons que plaindre une telle situation.

La lettre est datée comme vous le verrez du 16. Avril. le jour même le Président est parti pour sa ferme en Virginie et la lettre n'a été rendue publique que le vingt-quatre. nous avons d'abord dû paroître étonnés de sa rédaction générale et de ce qu'elle n'avait pas été notifiée aux ministres. Il était aussi évident que si l'on eût pû supposer l'intention d'en exécuter les dispositions dans toute leur généralité, les articles dix sept et vingt deux de notre traité étaient anéantis. Il fut convenu que le Citoyen Fauchet auroit une explication à ce sujet avec le secrétaire d'état. M^r Randolph l'a prévenu et est venu le voir ce matin, le Citoyen Fauchet a fait part de son étonnement et de ses inquiétudes et a glissé quelques légères observations sur le caractère de faiblesse que respire cette lettre.

Monsieur Randolph a paru profondément affecté des observations du Citoyen Fauchet. Il a repeté avec le ton de chagrin ce qu'il lui avoit dit plusieurs fois; *que voulez vous que nous fassions où sont nos forces?* Il a dissipé les inquiétudes que l'on pouvoit avoir sur l'exécution des articles dixsept et vingtdeux et a répondu sans hésiter qu'on n'avoit jamais entendu y porter la moindre atteinte il a ajouté que l'état actuel des choses l'abreuvoit d'amertûme; qu'il avoit a recevoir journellement les plaintes des negociants, et depuis quelques jours les réclamations les plus fortes de la part du ministre Anglois contre la lettre en question. Il est évident, Citoyens, que les états unis ont Besoin comme d'autres *pouvoirs européens* du bras de la république pour

^a Compare American State Papers, Foreign Relations, I, 609.

être indépendants. S'il arrivoit une division de France sur la côte et dans la Chesapeake nous ne savons pas ce que les étas unis ne tolereroient pour voir venger sous leurs yeux tant d'outrages impûnis.

On a publié dans la gazette d'hier avec une légalisation du département de l'Etat un arrêté du Comité du Salut Public, par lequel il est ordonné aux batimens armés de la République d'avoir à maintenir l'exécution de l'article 23 du traité que nous avons avec les Etats Unis conformément au décret de la Convention Nationale du 13 Nivose.^a Cet arrêté parait être celui dont la lettre de M. Pinckney que cite notre N° 14., entendait parler. Il résout toutes les incertitudes que contenait cette dépêche, et tranche de la manière la plus satisfaisante les difficultés qui naissent de la question de savoir jusqu'à quel point la conduite de l'Angleterre autorise des représailles. Notre bonne foi, notre attachement à L'Amérique triompheront peut être en ces circonstances de nos intérêts; il est à espérer que ce sacrifice nous sera utile, au moins en placant sous un jour plus honteux les outrages des Anglois. Alors nous pourrons faire rougir quelques hommes de leurs preventions envers cette nation; nous préparons par de tels moyens des (obstacles^b) Bien défavorables au traité qui doit se ratifier au mois de Juin prochain.

Au surplus quelqu'en soit l'effet ici, il doit être éclatant partout où il existe des Nations souverains. Il est grand d'être juste quand on tient tout le monde en étonnement et en stupeur. Les adversités déprécient la justice et étouffent son lustre en lui donnant des motifs honteux; la prospérité la montre dans toute sa grandeur. Nous ne pouvons que désirer que cet arrêté avec le décrêt sur lequel il porte, parviennent de bonne heure dans nos Colonies. Ils aideront à nos approvisionnement plus que toute mesure, et les Américains confians en notre équité feront tout pour se dérober aux poursuites de nos ennemis.

Salut et Fraternité

Jⁿ FAUCHET
LA FOREST
PETRY

^a January 2, 1794.

^b le chiffre exprime le mot chancelier.

Commissioners to Committee of Public Safety.^a

PHILADELPHIE le 10 Floréal,

l'an 3^e de la république française une et indivisible^b

Légation

de

Philadelphie

Politique

No. 19. 1^{re}]

Les Commissaires de la République française, près des Etats Unis. Aux Représentans du Peuple membres du Comité de Salut Public.

CITOYENS: Depuis la suppression de la revolte des quatre Comtés Occidentaux de la Pennsylvanie, l'intérieur de l'Amérique n'offre rien de remarquable. Le Commerce est tellement florissant, l'activité qu'il répand dans toute la Société est telle que toute l'attention Nationale est exclusivement dirigée vers les spéculations et les travaux. Des fortunes s'accroissent et s'accroissent, de nouvelles se forment; la situation de l'Europe anime de jour en jour les espérances et les plans à mesure qu'elle ajoute à la vraisemblance du succès. Les élections seules qui ont lieu dans différens Etats à des époques et pour des Magistratures différentes ont distrait pour un moment une partie de la Nation des affaires d'intérêt vers les matières du Gouvernement.

l'état actuel de l'Amérique est très florissant

L'élection qui excite le plus d'esprit de parti, et donne le plus de mouvemens est celle d'un Gouverneur pour l'état de Newyork. Cette magistrature est renouvelée tous les trois ans. Le Gouverneur Clinton réélu la dernière fois a donné sa démission et l'on s'agite beaucoup en ce moment pour lui nommer un Successeur. Les deux partis ont déjà désigné leur candidat. Ceux qui s'appellent *Républicains fédéralistes* font tout en leur pouvoir pour porter M^r Jay au gouvernement. Les autres qui se nomment *Républicains Démocratiques* ne se donnent pas moins de peine pour un autre personnage moins connu, mais qui paraît avoir un grand nombre de partisans, c'est M^r Yeates, grand juge à la Cour suprême de l'Etat. Depuis plus de deux mois il est inconcevable combien de polémiques se sont écrites pour et contre les deux candidats; les

Le Gouvernement de l'état de New-York est vacant par la démission de M^r Clinton.
Les Républicains fédéralistes veulent porter M^r Jay à ce gouvernement les républicains démocratiques veulent faire nommer M^r Yeates grand juge à la Cour suprême de l'état.

^a Etats-Unis, vol. 43, folio 465. L. 3.

^b April 29, 1795.

partisans les plus chauds de chacun des deux intérêts, font tout au monde pour décréditer ou rehausser dans l'esprit de la masse l'homme qu'ils se sont choisis. Un des moyens les plus communément employés, est de se réunir en divers lieux, et là les assistants ayant établi un Président et un Secrétaire, prennent après quelque débat, la résolution de sou-

les deux partis convoquent des Assemblées sous le nom de Clubs, et prennent l'engagement de soutenir leur Candidat.

tenir tel et tel Citoyen pour Gouverneur. Alors cette résolution est publiée dans les gazettes du parti avec les noms de tous les votans: on voit des gazettes entières, et souvent des supplémens couverts des arrêtés de ces rassemblemens qu'on appelle proprement Clubs. Indépendamment de ceci il y a les paragraphes, les essais anonimes dans lesquels on va souvent jusqu'aux personnalités. Les uns appellent "tous les Patriotes tous les laboureurs tous les ouvriers à se ranger autour de Yeates, si connu par ses principes démocratiques, et son amour pour l'égalité; M^r Jay est un Britanniste, un ennemi des *Républicains de*

Les principes démocratiques de M^r Yeates sont exaltés par ses partisans

nos braves alliés les français, et a toujours voté dans l'intérêt de l'Aristocratie." Les autres rendent à leurs antagonistes dent pour dent, ils pressent tous les négocians tous les amis de la paix, de la *neutralité* du commerce et par conséquent de l'agriculture de voter pour M^r Jay. "C'est lui disent ils qui a honoré l'Etat de Newyork depuis longtems par tant de places illustres remplies avec éclat; c'est lui qui s'est prononcé de bonne heure et avec force contre les mesures qui devaient nous entraîner dans la guerre; c'est lui enfin qui conduit en ce moment une négociation

les services rendus par M^r Jay sont fortement représentés par les siens.

si importante pour la salut des E. U. Le juge Yeates, disent-ils a fait tout ce qu'il a pu pour nous priver de la Constitution sous les auspices de laquelle nous sommes parvenus en si peu de tems à un aussi haut point de prosperité. Il s'est opposé à son adoption dans la Convention qui devait la ratifier, enfin il a toujours été *Antifédéraliste*." Les partisans de M. Jay ont contr'eux une circonstance qui ne dérange pas peu leur plan. C'est l'absence de leur Candidat et le séjour que selon toutes les probabilités il doit faire en Europe, jusqu'à la ratification du traité. La constitution de l'Etat a néanmoins

pourvu au cas de l'absence ou de la maladie du Gouverneur, au moyen d'un vice Gouverneur auquel elle délègue des pouvoirs spéciaux. En conséquence on s'agite avec autant de chaleur sur le choix du substitut que sur celui du chef, et vous comprenez que l'élection de l'un et de l'autre est faite dans un même esprit. Il semblerait en conséquence que l'absence momentanée de M^r Jay devrait avoir peu d'influence dans le cas présent; il paraît qu'il en est tout autrement à en juger par les efforts que l'on fait pour diminuer le poids de ce désavantage, et le faire disparaître. On a répandu successivement depuis deux mois que M^r Jay arrivait, qu'il était parti de l'Angleterre sur *tel et tel* navire à *telle et telle* époque. On faisait et l'on fait encore circuler qu'il a dit à tel Capitaine, qu'il serait rendu en Amérique pour le Sûr à une époque déterminée. On avait été jusques à dire qu'il était arrivé; ce bruit se trouva faux, et tous les autres se sont de même trouvés l'être. Enfin dans ce moment

L'influence des deux Candidats est tellement balancée qu'il est difficile de prévoir celui qui réussira.

on recueille les notes dans les diverses parties de l'Etat, & nous saurons sous peu l'issue des efforts respectifs. L'influence des deux Candidats est tellement équilibrée, qu'il serait difficile de porter d'avance un jugement.

Vous reconnaissez en tout ceci, Citoyens, la chaleur des partis et leur activité. Les Etrangers qui n'y sont pas intéressés voyent quelque fois de petits moyens qui les font gémir. En réfléchissant sur l'expérience des autres Peuples nous apprenons à être indulgens.

Il se passe au Nord des E. U. dans l'état de Massachussett's d'autres faits qui méritent de vous être rapportés. Cet Etat s'occupe dans ce moment de revoir sa Constitution présente, et cela conformément à l'article suivant de cette dernière. "A l'effet d'une adhésion plus soutenue aux principes de cette Constitution; pour remédier aux violations que le tems ou des moyens quelconques y pourraient introduire, et pour y faire d'ailleurs les altérations que l'expérience de son exécution aura conseillées, la Cour générale (Legislature) qui siégéra en 1795, publiera des avis circulaires aux corporations (Municipalité) des différentes villes et aux assesseurs

L'état de Massachussetts s'occupe de revoir sa constitution.

de l'imposition dans les parties de l'Etat qui ne seroient encore point incorporées en communes; lesquels avis enjoindront aux dits municipaux et assesseurs de convoquer les Citoyens habiles à voter dans leur arrondissement respectif. Ils recueilleront les voix des Citoyens ainsi rassemblés qui prononceront sur la question de savoir s'il y a lieu à revoir la Constitution et à l'amender.

“Si le résultat des voix donne deux tiers de la totalité pour la revision, la Cour générale ordonnera au Secrétaire d'Etat de faire parvenir des ordres circulaires aux différentes villes et autres lieux pour la nomination de délégués qui se réuniront en Convention pour l'effet cidessus.”

On prend dans ce moment l'opinion générale de l'Etat sur la révision. À Boston les Citoyens ont décidé au commencement du mois de Mai qu'il y avait lieu à révision. L'exemple de la ville Capitale déterminera sans doute une majorité des autres districts à la même opinion. Cependant

à l'indifférence avec laquelle cette question a été traitée à Boston, on voit facilement que l'esprit public n'y prend pas grand intérêt. L'assemblée des Citoyens n'avait que 127 votans dont 78 ont prononcé pour l'affirmative, et il y a au moins 3 à 4000

Citoyens [sic] votans dans cette grande ville. On ne sait à quoi attribuer une indifférence aussi marquée sur cette question particulière. Car nous voyons à peu près vers le même tems qu'il y a eu une élection de représentans à la Legislature de l'Etat, et qu'il s'y est trouvé deux mille votans; les parties paraissent autant animés dans cette dernière occasion qu'ils ont été tranquilles dans l'autre. Dans plusieurs autres parties de l'Etat, le petit nombre de votans qui s'est trouvé aux assemblées annonce la même indifférence sur la question de révision.

La Constitution actuelle du Massachussetts est en activité depuis l'année 1780. Ainsi quinze années se sont écoulées depuis son adoption. On ne sauroit prévoir sur quoi porteront les changemens si la révision a lieu. Il est à croire que l'on desirera que la Constitution nouvelle soit calquée pour mieux aller de pair avec la Constitution fédérale que l'ancienne qui est antérieure à celle-ci de plusieurs années.

indifférence des
Citoyens sur cette
importante opération
On compte à Boston
4.000 Citoyens votans,
et dans l'assemblée
pour la révision il ne
s'en est présenté que
127.

La Constitution actuelle est un mélange de réglemens aristocratiques, et de maximes d'une haute philosophie. Le gouverneur a le droit de proroger la Legislature comme le Roi d'Angleterre; mais aussi il a avec lui un conseil. Les élections paraissent être aussi fréquentes dans cet Etat que dans les autres. Comme il paraît cependant d'après l'esprit des journaux que tous les partis paraissent accéder également à la révision, il est à croire que tous ont quelque point qu'ils desirent voir altérer.

Nous ignorons encore qu'elle sera la tenue de la Convention; si elle sera indépendante ou fondue avec la Legislature; unique ou de deux Chambres comme celle-ci. Il est à croire que sur le premier point on suivra l'exemple de la Convention qui a fait la Constitution fédérale, et qui agissait uniquement pour son objet et indépendamment du Congrès ou résida toujours le pouvoir Législatif, et qui tint toujours ses séances pendant que la Constitution se discutait. C'est ainsi que furent constituées les Conventions qui ratifièrent ensuite dans les différens Etats la Constitution actuelle des Etats Unis

Une partie des constitutions Américaines celles qu'on regarde comme les meilleures ont fixé positivement et les moyens de révision à employer par la suite, et l'époque ou cette révision pourrait être faite. Celles qui n'ont pas précisé le tems ont cependant consacré le principe de la révision. Les Politiques Américains regardent cette clause comme suffisante pour neutraliser les germes de dégénération et de corruption qui pourraient se trouver inhérens avec les constitutions ou y être introduites. Ils disent qu'avec une pareille clause dans la Constitution de l'Angleterre l'Etat politique et civil de cette Puissance n'aurait pas été réduit à sa décrépitude actuelle.

Salut et Fraternité

Jⁿ FAUCHET
LA FOREST
PETRY

Commissioners to Committee of Public Safety.^a

PHILADELPHIE, le 14 floréal,
l'an 3^e de la République française une et
indivisi^{ble}^b

Légation de *Les Commissaires de la République fran-*
Philadelphie *çaise, près les E. U. Aux Représentans du*
Politique *Peuple, membres du Comité de Salut*
N° 20. 1^{re}.] *Public.*

CITOYENS: Tout commence à se mouvoir pour la ratification prochaine du traité. Les presses qui avaient gardé un assez long silence sur cet acte s'en occupent cependant depuis environ un mois. Des écrivains anonymes prennent selon la coutume parti pour et contre avec beaucoup de chaleur. En dernière analyse les argumens de part et d'autre se réduisent aux points suivans. Ceux qui attaquent le traité le regardent comme déshonorant pour l'Amérique qui disent-ils devait s'occuper de se faire rendre justice pour le passé et non d'inspirer de la défiance à la République française, en se rapprochant par un acte d'amitié apparente avec son ennemie. Ils prévoient des suites fâcheuses pour l'esprit de républicanisme, de cette liaison avec un gouvernement dont disent-ils on n'a déjà que trop singé les abus; ils assurent même que le traité n'est qu'un piège, et un nouveau soporatif appliqué avec art par le Ministre Britannique, et imprudemment accepté par l'Envoyé extraordinaire. Comme toutes ces accusations ne sont en partie qu'hypothétiques, le Traité n'étant encore connu de qui que ce soit, les partisans de celui-ci bornent à se défendre sous le rapport de ses effets politiques: on dit par exemple qu'on n'a fait autre chose que réparer les anciens sujets de plaintes, et l'on dit qu'un des plaintes les plus graves qu'on avait contre l'Angleterre était son refus obstiné d'accéder à un traité de Commerce: on prouve ainsi qu'on s'est borné à la réparation des torts passés: on répond d'une manière plus plausible aux

des écrivains anonymes prennent parti pour ou contre la ratification du traité conclu par M^r. Jay.

les uns se trouvent déshonorant pour l'Amérique et injurieux à la République française

Les autres soutiennent que ce traité répare les torts passés de l'Angleterre

^a Etats-Unis, vol. 43, folio 469. L. S.

^b May 3, 1795.

dangers qu'on prévoit d'un rapprochement avec un Gouvernement corrompu, en disant que les Républiques n'ont pas toujours donné entr'elles l'exemple du plus durable et du plus sincère attachement.

De concert avec cette guerre de plume qui se soutient dans les E. U. on fait marcher des accusations, des plaintes contre les deux Nations d'Europe qui en tout ceci sont particulièrement mises en jeu contre l'Angleterre et la France.

chaque parti affirme
ou contredit la con-
tinuation des pirate-
ries Anglaises

les rapports sont
constamment défavo-
rables à nos intérêts

Depuis quelque tems on voit dans les gazettes une lettre de rapports qui affirment ou contredisent la continuation des pirate-ries Anglaises: malheureusement les rapports des Américains venant des Colonies sont constamment défavorables à nos intérêts, et l'on porte toujours contre les administrations les plaintes dont nous vous faisons part dans nos numéros précédens.

La Somme des faits néanmoins est toujours au désavantage de l'Angleterre; rien ne balance encore de notre part les

quelques soient les
griefs des Etats unis
contre la France
ceux qu'ils peuvent
dédire contre l'An-
gleterre les surpas-
sent et les arresta-
tions des Batimens
revenans des ports
français continuent

outrages commis sur le Pavillon Américain à la vue des côtes des E. U. et les arrestations continuelles des batimens revenans des ports français. Pour se disculper sur ces actes injustifiables les partisans de la Grande Bretagne ont recours à tous les expédiens.

On vient dernièrement de publier une lettre d'un agent envoyé par le Commerce Américain aux Bermudes pour y prendre dans les greffes des copies des procédures et des condamnations qui doivent se revoir à Londres. Nous en

pour diminuer l'odi-
eux de la conduite
des Anglais on a pu-
blié une lettre d'un
agent Américain aux
Bermudes elle an-
nonce que les Bati-
mens saisis seront
relâchés en déposant
caution.

joignons ici un extrait. "On permettra à l'avenir dit l'Ecrivain à tous les batimens détenus de s'en aller, en déposant caution pour la valeur de leur bâtiment et de leur cargaison, jusqu'à des avis ultérieurs, on les fera passer à cet effet sous un décret inter-

locutoire qui ordonnera ces dispositions. Ces avis ultérieurs que l'on desire sont de savoir des autres Colonies quelles instructions on a reçu d'Europe, et d'écrire en outre à Philadelphie à M^r Hammond, Ministre Plénipotentiaire de Sa Majesté Britannique, à ce sujet."

Le vuide de ces promesses, et de ces prétendus avis ne permet pas de douter que ce ne soit une manœuvre calculée pour le moment actuel. On espère beaucoup du mot "*renvoyer tous les bâtimens*" et l'on compte qu'on fermera les yeux sur le change adroit qu'on donne aux négocians en exigeant d'eux le dépôt d'une valeur égale à ces bâtimens et à leurs cargaisons. Cette valeur répondra sans doute de la bonne conduite du gouvernement Américain; au premier

cette promesse est illusoire et malgré cette assurance l'Amiral Murray n'en arrête pas moins tout ce qui arrive de France.

évènement politique on pourra condamner sur de nouveaux frais, et l'on n'en retiendra pas moins les fonds du négociant dans l'inaction et le danger. On apprécie aussi à la juste valeur le subterfuge grossier d'attendre

des avis des autres Colonies, et d'écrire à M^r Hammond quand les autres Colonies ne se conduisent guère mieux, et quand sous les yeux mêmes de M^r Hammond l'Amiral Murray arrête tout ce qui arrive de France. Quoiqu'il en soit, les Américains se flattent de voir cette mesure produire les meilleurs effets. Pour motiver leur satisfaction ils disent que la caution ne sera pas difficile à trouver; que la propriété non vendue courra moins de risque d'être confisquée; vu que dans cet Etat de choses ce sera aux capteurs à sol-

elle a cependant satisfait le commerce Américain

liciter la mise en jugement de la cause en Angleterre, "dans ce dernier cas disent-ils nous avons la certitude par votre agent à Londres que nul bâtiment ne sera condamné par l'Amirauté; les Pirates le savent, ils ne s'exposeront jamais à entamer un procès qui ne pourrait leur coûter environ que plusieurs centaines de guinées de frais." On dit d'ailleurs que désormais l'état de la question n'est plus la restitution des prises dont la valeur a été déposée aux greffes des Colonies Anglaises; le Gouvernement Britannique, dit-on, n'hésite pas à y consentir, mais comme toutes ces prises ont été vendues sur un simple estimé, et beaucoup au dessous de leur valeur, il reste à savoir si les anciens propriétaires recevront le dépôt simple, ou s'ils ne recevront pas en sus les indemnités que les prix courans du lieu et leur facture leur donneront droit de réclamer.

Tous ces bruits paraissent produire momentanément l'effet qu'on en desire. On vient aussi de publier une lettre

qui semble marcher au même but et que nous transcrivons ici. Elle est adressée au Général Wayne qui commande la petite armée des E. U. contre les Tribus coalisés du Nord.

“QUEBEC, le 6. 8^{bre} 1794.

On a aussi publié une lettre envoyée au Général Wayne par le Commandant Anglais à Quebec.

“MONSIEUR: Je reçois en ce jour une dépêche de sa grace le Duc de Portland, un des principaux secrétaires d'Etat de sa Majesté Britannique. Cette dépêche me donne l'instruction d'avoir à vous informer qu'il a été convenu entre le Ministère Britannique M^r Jay que durant la négociation actuelle et jusques à sa conclusion, toutes choses demeureront en *statu quo*; qu'en conséquence on continuerait de part et d'autre de conserver ses possessions, que toute invasion des deux côtés cesserait; et que les prisonniers s'il y en avait eu de faits seraient mis en liberté et les propriétés rendues. Permettez-moi, Monsieur, de vous assurer que j'aurai le plus grand plaisir à voir une paix durable et une bonne intelligence mutuelle exister entre la Grande Bretagne et les E. U., et que Je coopérerai de tout mon cœur à tous les moyens convenable de parvenir à ce but.

il notifie au commandant Américain les dispositions arrêtées entre le ministre Anglais et M^r Jay, pour faire cesser les hostilités, garder le *statu quo* et rendre la liberté aux prisonniers respectifs

“Signé. DORCHESTER.”

En lisant cette dernière lettre, en comparant sa date avec celle de sa publication qui a eu lieu le 7. du mois de Mai on se trouve embarrassé par mille réflexions, toutes au surplus tendant à confirmer la réputation du machiavelisme que la Grande Bretagne paraît jalouse de monopoliser dans les deux mondes. Comment cette lettre du 6. 8^{bre} 1794. ne paraît-elle que le 6 de Mai suivant? Était-elle connue du Gouvernement fédéral? ceci ne peut être mis en doute. Mais comment la concilier avec les querelles renouvelées à la fin de 9^{bre} 1794, entre M^r Randolph, le Ministre Hammond, et le Gouverneur Simcoe? Ce dernier encore le 20 d'8^{bre} soutenait dans une lettre à M. Hammond l'invasion qu'il avait faite sur le territoire Américain et ne paraissait pas disposé à y renoncer aux termes de la lettre du Lord Dorchester. On ne peut expliquer cette énigme qu'en supposant que cette lettre n'a été expédiée que fort tard et n'est parvenue que plus tard encore au Gouvernement Général.

Mais il est évident qu'on n'a tant tardé de la publier que parcequ'elle contient la preuve de deux assertions que le parti Britannique avait toujours contesté avec autant de Zèle que M^r Grenville l'avait fait avec hardiesse en plein parlement. La premiere que la Cour de S^t

cette lettre prouve que la Cour de S^t James avait ordonné des hostilités contre les états unis, qu'elle a agi dans la confederation des tribus septentrionales.

James eut ordonné des hostilités contre les E. U., la seconde qu'elle eut agi secrètement comme principal dans la confédération des Tribus septentrionales dirigées l'année dernière contre les E. U. Il est encore évident d'après les instructions que Dorchester dit avoir reçu de sa Cour, qu'à l'époque de leur départ M. Jay avait déjà placé les négociations sur un tout autre pié qu'on ne l'annonçait dans les E.

le but de cette lettre est d'agir favorablement sur l'esprit public en prouvant que la Cour de S^t James n'a plus que des intentions amicales envers les états Unis.

U. Cette lettre n'a d'autre but dans le moment actuel que d'agir favorablement sur l'esprit public en prouvant que la Cour de S^t James n'a plus que des intentions amies envers l'Amerique. Cette conclusion est peut être celle que certaines gens desirent,

il ne faudra qu'ouvrir son esprit aux doutes qui précèdent pour ne pas l'adopter facilement; il ne faudra que rapprocher ces doutes de la conduite présente des Anglais sur les Cotes d'Amérique pour rejeter cette conclusion avec dédain

Salut et Fraternité

Jⁿ FAUCHET
LA FOREST
PETRY

Fauchet to Committee on Public Safety.^a

Legation de
Philadelphie
Correspond^{ce}
particulière
du Ministre
Affaires
Particulieres
Duplicata.]

Philadelphie, le 15 Floréal
l'an 3^e de la République française une et indivisible^b
Joseph Fauchet, Ministre Plenipotentiaire de la Republique Française près les Etats Unis Aux Représentans du Peuple membres du Comité de Salut Public.

CITOYENS: Un fait assez désagréable pour moi, et que j'ai peine à m'expliquer me met dans le cas de vous soumettre

^a Etats-Unis, vol. 43, folio 479. L. S.

Endorsed: Renvoyé à la section des relations exterieures Danvers.

^b May 4, 1795.

les pièces que vous trouverez sous ce pli. J'avais reçu à la fin de l'année dernière des renseignemens sur l'agiotage infame dont un grand nombre de nos compatriotes ont été et sont journellement victimes et qui en outre fournit aux émigrés un moyen de tirer leurs fonds de France et de les réaliser ici. J'ai déjà traité cet objet dans plusieurs dépêches particulières, auxquelles je crois de mon devoir de donner suite aussitôt que J'aurai quelque chose d'intéressant à vous communiquer.

Des renseignemens qui m'étaient parvenus ainsi que je viens de vous le dire, Citoyens, me paraissaient d'une telle importance, et si bien faits pour dégoûter nos Citoyens de la malheureuse manie d'émigrer en Amérique, que je me suis empressé de les faire passer au Commissaire des relations extérieures en l'engageant à les rendre assez publics pour arrêter les marchés désastreux de terres Americaines que je savais être sur le tapis. M^r Morris l'homme le plus riche peut-être des E. U. intéressé dans presque toutes les grandes affaires, jouissant ici d'une grande prépondérance et de la confiance du Président était nommé dans la note que j'avais jointe à ma lettre au Commissaire des relations extérieures. Celui-ci a tout *simplement* fait imprimer les deux pièces, elles ont été publiées par son ordre dans les journaux, ont circulé, sont parvenues ici, et m'ont attiré la diatribe indécente de M^r Morris que je vous envoie.

J'ignore, Citoyens, quel bien il peut resulter pour la République de ce que l'on compromettre ainsi son Représentant dans les E. U. vis-à-vis des individus les plus influans et *connus* pour tels; de ce qu'on lui mette à dos des gens que ses instructions lui prescrivaient si positivement de ménager. Ne pouvait-on pas publier le renseignement que j'envoyais d'une manière officielle, et assez authentique pour produire le but désiré, mais sans nommer les individus inculpés, ni moi; ou bien en laissant ma signature ne pouvait-on pas, ne devait-on pas retrancher sans hésiter le nom de M. Morris, et pour peu qu'on connut ce pays-ci pouvait-on ignorer les conséquences de cette indiscretion? Si je me plains dans cette conjoncture, c'est moins à cause du désagrément que j'ai éprouvé de tout ceci qu'à cause du mal qui en résulte pour la chose publique.

Au surplus ce mal est fait; il reste actuellement, Citoyens, à considérer s'il convient d'accorder à M. Morris la satisfaction qu'il demande. Je ne le pense pas, M. Morris est piqué au vif, on l'a attaqué dans ses affections les plus chères, et il desire se venger; mais la France doit-elle consentir à livrer le nom de la personne que de bons motifs ont porté à lui transmettre des renseignemens utiles. Cette personne est connue de la Légation et a déjà été employée pour le Service de la République dans une circonstance intéressante; nouveau motif de refuser M^r Morris. Je suis tellement convaincu que cet avis sera celui du Comité que je lui aurais épargné les détails de cette affaire si je ne m'étais engagé à les lui faire parvenir.

Salut et Fraternité

J^h FAUCHET

Commissioners to Committee of Public Safety.^a

Légation

PHILADELPHIE le 15 floreal

de

l'an 3^e de la République française une et

Philadel^{le}

indivisible^b

*Les Commissaires de la République française près les Etats
Unis Aux Représentans du Peuple, membres du Comité
de Salut Public*

CITOYENS: Nous apprenons que la frégate la Sémillante que nous devons supposer partie depuis longtems a été forcée de rentrer à Staten-island dans la rade de Newyork, avec la favorite & la Sophie par des frégates Anglaises qui ont établi à l'entrée de ce port une croisiere independante de celle qui existe devant la Chesapeak. Nous gemissons d'autant plus de ce contretems fâcheux que si ce Vaisseau fut sorti un mois plutôt, ainsi que nous supposons qu'il l'auroit pu faire puisqu'il avoit nos ordres & nos paquets, il n'auroit rencontré aucun Anglais sur la côte & auroit été constamment favorisé par les Vents. Les circonstances nous forcent à vous référer, Citoyens, l'observation que nous avons déjà faite plusieurs fois à la commission de la Marine & que nous

plaintes des Com-
missaires contre le
Commandant de la
Semillante

^a Etats-Unis, vol. 43, folio 478. L. S.

^b May 4, 1795.

avons aujourd'hui un nouveau motif de vous répéter; c'est que le séjour dans ce Continent est fatal à nos Marins et nécessite que l'on n'y envoie que des hommes aussi sages que prudents et sévères. Le C^{en} Bertrand n'a pas été depuis sa maladie ce qu'il avoit été auparavant; il est douloureux pour nous de faire cet aveu; la justice nous l'arrache; nous voyons que tous les projets que nous pourrions concerter se trouvent nuls par la négligence, la mollesse des chefs, qui nous rendent responsables ensuite des evenemens, alors que leur propre faute a préparé les dangers qui menacent l'expédition dont ils sont chargés.

Nous profitons de ce malheureux délai pour vous faire passer des *duplicata* de dépêches dont les primata devoient suivre celles que vous portoit la Semillante & qui se trouveroit l'avoir devancée

Salut et Fraternité

Jⁿ FAUCHET
LA FOREST
PETRY

Commissioners to Commissioner of Foreign Relations.^a

Legation

de

PHILADELPHIE, le 17 Floreal

Philadelphie

l'an 3^e de la République française une et

Contentieux

indivisible ^b

Politique

Les Commissaires de la République fran-

No. 1^{er} 1^{ta}.]

*çaise près les Etats Unis Au Commissaire
du département des relations Extérieures*

CITOYENS: Le N^o 25 de votre correspondance avec le Commissaire des relations extérieures, rendait compte au gouvernement des difficultés nouvelles qu'éprouvait l'exécution de la Convention Consulaire quant à l'article qui nous accorde le droit de faire arrêter les marins déserteurs. Nous avons joint à cette dépêche la copie de la correspondance que les autorités Civiles Américaines, chargées de l'exécution de cette partie de la Convention, refuseroient d'accepter en

^a Etats Unis, vol. 43, folio 480. L. S. Endorsed: 3^e Bureau. Reçue 23 Vend. Enreg N^o 945 Renv le 24 Dud. Cit Quivel en conferer avec S.

^b May 6, 1795.

équivalant du rôle d'équipage requis par l'art. 9. pour qu'ils puissent émettre un mandat d'arrêt, une copie certifiée de ce même rôle. La question avait été portée à la Cour suprême des E. U.; tu trouveras sous ce pli, Citoyen, la lettre du Citoyen Fauchet qui sollicite de M^r Randolph la communication de la décision de la Cour. Nous y joignons la réponse du Secrétaire d'Etat, qui couvre elle-même le décret rendu par ce Tribunal sur la question dont il s'agit.

Il résulte de ce décret que chaque Juge de district est le maître d'accepter ou de refuser un équivalent des rôles d'équipages originaux, les copies certifiées de ces mêmes registres, tant qu'une décision du Corps Législatif n'aura pas expressément déclaré que ces copies seront aussi valides que les originaux. On s'appuie pour défendre cette décision sur l'article 9. qui dit que les registres et rôles seront présentés et qui dit-on n'énonce aucun autre équivalent. Cependant l'article 5^{me} de cette même Convention, stipule que les copies des actes consulaires feront foi en justice comme les originaux. D'après cet article, on ne voit pas pourquoi on refuse d'admettre cette induction, que la copie du registre certifiée par les Consuls peut également être admise dans le cas de l'art. 9. Mais les Juges Américains étant les maîtres de ne voir au delà de la lettre de la Loi que ce qu'il leur paraît convenable nulle autorité ne peut les contraindre à délivrer un mandat à d'autres termes que ceux expressément énoncés. C'est ainsi qu'a raisonné le Juge de district de New York quand nous avons réclamé l'arrestation du Capitaine Barré commandant de la Corvette la Perdrix, et la Cour suprême vient de sanctionner cet argument.

L'effet de cette décision peut être extrêmement nuisibles dans certaines circonstances. Il est évident que si un marin déserte dans le Port de Philadelphie et qu'il passe dans un autre Etat, ce qu'il peut faire en 24 heures, il ne pourra être arrêté à moins qu'on ne colporte d'un bout de Continent à l'autre le rôle original sur lequel il est inscrit. Dans ce cas une multitude de matelots dans un moment de sédition peuvent abandonner leur bord, et laisser un vaisseau dans le plus grand embarras. Jusqu'ici nous aurions obtenu dans de pareilles circonstances une justice sommaire. Lors du départ du Convoi de Vanstabel par exemple nous fumes

autorisés ou *tolérés*, en prenant beaucoup de tournures pour éviter le point d'achapement, à faire une presse qui nous procura une centaine de matelots. Si un pareil nombre venait à désertir à l'avenir, il n'y a peut être pas le Juge qui ne s'appuyât de l'argument du Juge de New York dans l'affaire du Citoyen Barré et de la décision de la Cour suprême, pour refuser le mandat nécessaire pour les arrêter; il y a plus, cette décision lierait pour ainsi dire un Juge bien disposé, qui craindrait d'afficher publiquement qu'il y a une justice différente pour l'officier et le matelot et qu'on peut violer les loix pour exercer envers ces derniers des rigueurs exclusives.

Cette question n'eut jamais été poussée aussi loin sans la desertion du Commandant de la Perdrix. Et dans cette affaire le Juge de New York n'a refusé le mandat qu'à la Sollicitation d'amis influens qu'avait à New York le Citoyen Barré. Nous devons dire qu'il était impossible cependant d'éviter cette poursuite, sans abandonner nos devoirs; la Commission verra dans la décision que nous lui transmettons, un nouveau motif pour donner à la Légation actuelle ou à celle qui lui succédera des instructions sur la Convention Consulaire. Il serait bon d'autoriser les agens de la République à solliciter du Congrès une loi qui décidât l'équivoque que les Juges de district viennent de faire naître. Nous ne finirons pas cette dépêche sans nous rappeler les autres parties de la Convention Consulaire sur lesquelles dans le N° 30 de notre correspondance avec ton département nous avons transmis plusieurs réflexions. Elles sont relatives au droit qu'ont les Consuls de juger les affaires contentieuses de françois à françois. La dépêche ci dessus expose sur ce point plusieurs difficultés qui méritent également quelques instructions de la part du gouvernement.

Salut et Fraternité

Jⁿ FAUCHET
LA FOREST
PETRY

Commissioners to Committee of Public Safety.^a

PHILADELPHIE le 22. Floréal

l'an 3. de la Republique Française une et
indivisible^b

Legation de

Philadelphie
Politique
No. 21. 1^a.]*Les Commissaires de la République Française, près les Etats Unis Aux Représentans du Peuple, membres du Comité de Salut Public.*

CITOYENS: Les effets de la circulaire écrite au nom de l'Exécutif des E. U. aux Gouverneurs des divers Etats, et dont notre N° 18. vous rendait compte commencent à se faire sentir. Il paraît qu'elle a été motivée aux commandans des bâtimens de guerre qui sont mouillés dans les Ports du Continent. L'officier qui commande ceux de la République dans la rade de Norfolk, vient d'en instruire le Ministre et lui transmet en même tems la réponse qu'il a faite à cette notification. Elle est telle qu'on ait pu le desirer.

Malgré le style ambigu de la circulaire, style qui pouvait faire craindre qu'elle n'eût été lancée que comme simple

les Officiers Anglais
ont reçu l'ordre formel
de sortir des eaux des états unis.
Ils ont refusé

formalité comminatoire contre les vrais coupables, la notification faite aux officiers de Sa Majesté Britannique a eu à ce qu'il paraît une toute autre forme; ils ont reçu

l'injonction très positive d'avoir à sortir des eaux des E. U. Cette mesure a mis ces officiers au dépit; ils ont semblé faire quelques mouvemens et ont péremptoirement refusé d'obéir. Le force des Anglais ne se montait dans ce moment là qu'à deux frégattes et une corvette qui se tiennent toujours à vue de nos flottes, pendant que le gros de l'Escadre

Le gros de l'escadre
bloque la Semillante
dans New York.

bloque la *Sémillante* dans New York ou croise sur les Caps de la Virginie. Le Citoyen Dréant a craint que ces forces quoique

peu supérieures aux siennes, ne vinssent au premier moment de mortification l'attaquer dans la rade, il a pris en conséquence quelques mesures de sureté contre les mouvemens que l'Ennemi aurait pu faire. Les choses étant restées là, et les Anglais ne faisant aucun cas de l'ordre qui leur était intimé,

^a Etats-Unis, vol. 43, folio 492. L. S.^b May 6, 1795.

le Commandant militaire de Norfolk a fait arrêter le 9. Floréal^a au matin une de leurs chaloupes qui venait à la ville en ravitaillement. Le gouverneur de l'Etat de Virginie a en même tems fait publier la proclamation suivante, qui annonce que l'on est décidé à mettre enfin de la vigueur à faire respecter la souveraineté Nationale.

le refus formel des Anglais de quitter les eaux des états unis a déterminé le Gouvernement de Virginie à publier une proclamation par laquelle il annonce que les états unis feront respecter la souveraineté Nationale

“Attendu qu’il est regardé comme contraire à notre neutralité autant qu’à notre foi nationale que des vaisseaux armés viennent prendre station dans nos Ports, pour en sortir ensuite à l’effet d’attaquer notre commerce et harrasser nos Citoyens et nos alliés, et attendu que l’officier commandant de certains bâtimens appartenant à Sa Majesté Britannique a été requis d’avoir à quitter les Ports de cet Etat avec les vaisseaux qui sont sous ses ordres, et qu’il a péremptoirement refusé d’obéir à cette réquisition, nous avons l’ordre d’employer les moyens les plus efficaces pour empêcher les officiers et équipages des dits vaisseaux de recevoir, aucune assistance, ni secours d’aucun des hâbitans de cette République, nous en faisons notification présente aux dits hâbitans et ils sont invités comme bons Citoyens de se conduire en conséquence.”

“Le 30 Avril 1795. Par ordre du Gouverneur

“Signé, L’OFFICIER COMMANDANT À NORFOLK.”

Il ne faut que connaître le caractère Britannique, pour hésiter à dire qu’elle pourra être à la fin de cette obstination qui doit entraîner des représailles. Les Commandans Anglais dans les mers des Antilles, et sur la côte des Etats Unis se conduisent véritablement comme s’il n’eût jamais été question de négociation entre l’Amérique et le Gouvernement de la Grande

la conduite des Anglais dans les mers des Antilles est hostile, et tellement vexatoire qu’ils agissent avec les Americains plustot comme ennemis que comme alliés.

Bretagne. Nous voyons dans les gazettes, qu’ils viennent de prendre des bâtimens chargés de farine dont la destination est pour France. (On cite entr’autres la Confédération de 500 tonneaux de New-York, pris au Hook par Murray. gazette de ce jour) De pareils actes continués depuis si longtems

^a April 28, 1795.

ne peuvent être attribués qu'à des instructions secrètes qui désout sous main tout ce qu'on a semblé promettre en public et avec beaucoup d'apparat; on ne sait que penser avec un tel Etat de choses du prochain rassemblement du Sénat pour la ratification du traité. On ne peut se faire une opinion sur le poids qu'auront ces transactions dans l'esprit de cette branche de la Legislature, et sur le parti qu'elle prendra, pressée entre des torts qui ne cessèrent jamais, des outrages toujours renouvelés, et des contrats arrêtés, des préliminaires convenus, des bases qui tendent à établir un

Quelqu'odieuse que soit cette conduite, il est à présumer que les états unis sacrifieront leurs ressentimens et les affronts passagers aux avantages que peuvent offrir des arrangements permanens.

ordre de chose calculé par un Etat de paix. Peut-être la patiente et politique persévérance qui a fait fermer les yeux surtout ce qu'a fait jusqu'ici l'Angleterre, peut être cette persévérance dominera-t-elle encore dans le Sénat, et dans ce cas, on sacrifiera les contre-tems du moment, les affronts passagers, aux avantages que peuvent offrir des arrangements permanens. Cette hypothèse est probable. Sa réalisation ne peut être contrariée que par des querelles de la nature de celle dont nous vous rendons compte, et comme nous le disons plus haut il est difficile de fixer le point où elles s'arrêteront.

D'après les considérations et les hypothèses qui précèdent on est étonné de voir faire une démarche qui semble ne devoir pas peu précipiter les évènements, et l'application des moyens auxquels on évitera aussi longtems que possible de se porter, et la raison de cette longanimité n'est pas un mystère. Outre que l'Etat de guerre serait immédiatement amené par des pareilles mesures, on serait incapable de soutenir le ton qu'elles requièrent et un seul coup de canon attirerait de la part des Anglais une vengeance contre laquelle on n'a pas même des moyens de simple défensive.

des représailles mettraient L'Amérique en état de guerre déclarée qu'il lui serait impossible de soutenir avec avantage.

La cote des Etats Unis était l'année dernière encore sans protection. Ce n'est que dans l'avant dernière Session qu'on s'occupe d'y construire quelques fortifications. La difficulté de lever des taxes, et l'économie que cette difficulté impose au Congrès, firent qu'on ne vota que des sommes de beaucoup insuffisantes, laissant aux Etats individuels

de remplir les déficits. Ceux-ci fournirent en effet quelques complémens, mais avec ces contributions on n'avait encore pu en 1794 que jeter quelques remparts en terre et en bois. On ne visait qu'à un établissement temporaire, et les ingénieurs eux-mêmes avaient l'ordre de ne calculer leurs devis que pour 16 à 20 ans de durée. La Session dernière on vota une somme additionnelle pour faire en pierre quelques constructions. Malgré tous ces moyens, les travaux N'ont avancé que très lentement; les villes qui ont le plus d'intérêt à se défendre, et qui sont par leurs richesses les plus exposées, ont fait quelques efforts; Boston, Newyork et Philadelphie ont acquis une posture moins dénuée. Mais il n'y a pas une ville maritime que des vaisseaux de ligne ne pussent labourer; Norfolk et la Chésapeak en général sont dans une indéfense particulière. On s'explique au moyen de cette esquisse de la situation militaire des E. U., les demi mesures et les détours qu'ils prennent envers les plus insolens des ennemis.

Les côtes sont sans
deffenses contre une
aggression subite

L'amérique n'au-
rait de ressources que
dans les secours de la
France, mais avant
que ces secours soient
arrivées, toute la côte
pourrait être dévas-
tée.

On conclut de là, Citoyens, que si la position actuelle des E. U., envers les forces Anglaises venait à prendre un caractère sérieux, les premiers n'auroient d'autre espoir que dans les forces qui pourraient être envoyées de France pour les protéger. Mais les Anglais sont là, et avant que la France eut pu faire un mouvement tout la côte Américaine serait dévastée.

Salut et Fraternité

Jⁿ FAUCHET
LA FOREST
PETRY

Commissioners to Committee of Public Safety.^a

Légation de PHILADELPHIE, le 26 Floreal,
 Philadelphie l'an 3^e de la République française une et
 Politique indivisible^b

No. 22. 1^{re}.] *Les Commissaires de la République française, près les Etats Unis Aux Représentans du Peuple membres du Comité de Salut Public.*

CITOYENS: En vous faisant part des mouvemens qu'on se donne dans les papiers publics pour la prochaine ratification du Traité, nous vous disions que parmi les bruits et les rapports publiés pour rehausser ou déprécier la France et l'Angleterre, les rapports des navigateurs arrivant de nos Colonies nous étaient malheureusement toujours défavorables. Nous ne toucherions pas d'avantage à cette matière que nos dépêches précédentes traitent déjà avec beaucoup trop de détail, si nous ne croyions de notre devoir de vous communiquer une pièce publiée hier dans les gazettes avec un caractère officiel qui lui donne un poids particulier. Nous la traduisons ci-dessous.

“Considérant que par justice envers nous-mêmes et par devoir envers les autres, et particulièrement envers le commerce de E. U. nous sommes tenus de démasquer la fraude et d'empêcher l'injustice: nous soussignés maîtres et subrecargues des bâtimens Américains mouillés actuellement au Cap Français île de St Domingue, avons jugé à propos de rendre public le traitement que nous avons reçu de l'administration de la dite île, traitement d'autant plus révoltant qu'il foule aux piés les Traités existans entre la France et les E. U., et la foi que se sont jurées les deux Républiques, et qu'il emprunte le masque de la Liberté du Commerce, et les formes dérisoires de transactions réciproquement consenties.

on a publié dans les gazettes un rapport dressé par les maîtres des navires mouillés au Cap Français

^a Etats-Unis, vol. 43, folio 496. L. S.

^b May 15, 1795.

“En vertu de certains réglemens dès qu’un N^o entre, le Capitaine est tenu après avoir fait la déclaration de son bâtiment de se rendre chez l’ordonnateur Civil qui l’informe que la République a besoin des différens objets qui composent sa cargaison, et qu’il a l’intention de traiter avec lui pour ces articles et de les acquitter en denrées Coloniales. Alors l’ordonnateur se met à fixer le prix de chaque article, et ce prix est dans certains cas considérablement au dessous du prix de premier achat, et toujours inférieur à ce qu’il pourrait avoir en vendant au public. Ensuite le même Ordonnateur fixe le prix des denrées qui doivent être données en payement, ce prix est environ double de celui qu’on en donnerait aux habitans, et double aumoins de celui qu’a donné l’ordonnateur.

“Ceci fait, on présente au Capitaine un papier contenant le prix des divers objets de sa cargaison, au bas se trouve une approbation des prix marqués et une attestation de son plein consentement, et on lui dit de signer ce papier. En cas de refus de sa part, on lui défend et de quitter le Port et de vendre aux hâbitans. On le retient jusqu’à ce qu’il ait signé la charte de l’ordonnateur civil L’époque du payement est quelque fois spécifiée, quelque fois non, mais soit que cette époque soit à une semaine à un mois ou plus de date, nous n’avons pas d’exèmple qu’un payement se soit fait en moins de six mois, et quelques uns ont attendu plus longtems.

“Nous avons recemment été temoins du plus cruel et du plus injuste traitement infligé sur plusieurs de nos Concitoyens pris par des Corsaires, et amenés dans ce Port; ils ont subi ce traitement sous les prétextes les plus frivoles. Leurs navires et leurs cargaisons ont été condamnés et vendus, les capitaines et les équipages pillés de leurs hardes et de tout ce qu’ils possedaient, et ensuite jettés dans la geole commune.”

Signé par 28 Capitaines et subrécargues Américains, & “certifié par Henry Philipps, consul des E. U. de l’Amérique pour l’île et de district de Curaçao.”

Il est sans doute inutile de rien ajouter à cette piece

Citoyens. Depuis quelques jours on en publie constamment de pareilles signées du nom des plaignans; encore aujourd'hui il y en a une fort longue de la même nature dans les papiers publics. Il paraît que dans tous les ports de St Domingue spécialement le même Etat de chose existe. En analysant ces plaintes, on y trouve les faits suivans qui paraissent incontestables et sur lesquels il suffit de réfléchir un moment pour appercevoir les plus funestes conséquences.

L'administration monopolise les denrées Coloniales et celles du Continent.

ces rapports constatent 1° que l'administration exerce un monopole sur les denrées Coloniales et celles du Continent. 2° quelle fixe arbitrairement le prix des denrées importées et celles données en échange 3° que les Américains sont forcés d'adopter cette fixation puis qu'il leur interdit d'aller vendre ailleurs 4° qu'irrités par ces vexations ils se livrent à quelques plaintes ou excès qui nécessitent leur emprisonnement!

Elle fixe le prix des dernières aux Américains que les vendent et aux habitans que les achètent; elle fixe de même le prix des denrées Coloniales et aux habitans que les rendent et aux Américains qui les achètent.

Cette fixation ainsi faite, on force les Américains d'y souscrire et ils n'ont pas le droit d'aller chercher ailleurs un marché plus avantageux.

Cet Etat de choses ne pouvant que rebuter l'Américain et l'éloigner, on a des croisières qui arrêtent tout ce qui porte des provisions; rendus au Port et révoltés par l'arbitraire, ils doivent se porter à quelques sorties, et on se voit forcé d'employer la violence, et les prisons.

Nous n'examinons point l'action du premier fait sur la culture intérieure, et sur la police. Nous ne voulons qu'appeler votre attention sur cette cruelle alternative, ou l'Américain se trouve, vendre à tel ou tel prix *forcé*, ou pourrir dans le Port, et même en acceptant demeurer six mois à attendre le paiement d'une cargaison qui quelquefois vaut à peine 15 à 20 mille francs. Les Américains nous

ces mesures ruinent les commercans et sont très préjudiciables aux intérêts de la republique française.

viennent dire, qu'il est impossible de n'être pas ruiné par de pareils voyages, et cela est facile à croire; s'il leur faut payer fort cher les équipages, et prendre à très haut prix des denrées que l'affluence fait baisser dans le Continent. Ils se sont pris dans ces derniers tems à demander des lettres de recommandation du Ministre; il y a tout à parier qu'ils ne les prennent que pour échapper à nos croisières et

se rendre à l'ennemi persuadés qu'ils sont, que la lettre ne saurait les garantir d'un sort commun à tous.

Il faut disculper les Autorités Coloniales de ce que leurs procédés paraissent avoir d'injuste et d'impolitique, elles sont dénuées de tout dans les Colonies de S^t Domingue; elles ont à payer et à vêtir des soldats; une administration à défrayer, et ne reçoivent depuis 2 ans et plus pas un sol

de la métropole. La ressource des traites sur France est usée, et ne pourrait s'employer qu'à très grosse perte sans pouvoir même attirer une obole en espèces. On ne conçoit pas d'expédient plus avantageux pour sortir de ces difficultés que de n'avoir

qu'un propriétaire de toute la denrée de la Colonie et de toute celle qui y vient: par ce moyen on empêche les accaparemens de la part des hâbitans. On se réserve ensuite le droit de leur vendre, de gagner beaucoup dans cette vente, selon le rapport des Américains; ce gain jette quelques fonds dans la caisse appauvrie, et s'il y a quelques écus dans le pays les attire pour les distribuer aux employés et aux soldats. D'un autre côté la rareté de leur correspondance avec la Métropole et l'ignorance où elles sont sans doute du décret rendu par la Convention sur le traité qui nous lie avec les Américains ne contribuent pas peu à les tenir dans l'aveuglement sur la nature de leurs procédés.

Voici d'ailleurs comme nous concevons que les administrations sont situées, et cette supposition est fondée sur l'examen des plaintes des Américains, comparées à l'Etat facile à apprécier de cette Colonie, vous verrez sans que

nous vous le fassions appercevoir les vues fausses que ces opérations ont pour base. Nous ajouterons que nous avons prévu il y a longtems qu'il ne résulterait que de

grandes fautes de l'absence d'une autorité centrale et éclairée dans cette Colonie malheureuse; elle exige plus qu'aucune une administration systématique; c'est une vérité par laquelle finissent toutes les dépêches ou nous avons eu occasion d'en parler.

l'embarras dans lequel se trouve l'administration; ses Besoins de fonds et Subsistances; l'ignorance dans laquelle elle est du traité qui nous lie avec les Américains justifient ces actes violens et arbitraires.

ces abus proviennent de ce qu'il n'y a point dans cette malheureuse Colonie d'autorité Centrale.

On se plaint aussi, moins généralement cependant d'un même Etat de choses à la Guadeloupe. D'après les nouvelles reçues de l'Isle de France du mois de Pluviose il paraît que le même régime étoit établi dans cette Colonie. Le maximum y existait. Les Américains y étoient détenus par de fréquens et longs Embargos. Ces nouvelles ont empêché en ce moment même plusieurs Américains de s'expédier pour ces Colonies. Le Ministre autant qu'il est en son pouvoir fait part aux administrations des effets que

l'administration de la Guadeloupe excite des plaintes moins vives; mais des lettres de l'Isle de France annoncent que ce même régime et ce maximum y sont établis. Ces nouvelles ont fait suspendre des expéditions destinées pour cette isle

produisent ces réglemens sur le commerce des neutres. Il a fait passer à l'Isle de France la loi qui abolit le maximum; nous animons les Américains de l'espoir que lorsqu'ils y arriveront ces réglemens n'existeront plus. Il devient instant de jour en jour, Citoyens, que la partie civile trop longtems négligée dans nos Colonies d'Amérique soit suivie et soignée.

Le Ministre emploie les moyens qui sont en son pouvoir de faire cesser ces abus.

La campagne qui s'ouvre dans cette partie du monde paraît promettre à la République les plus brillans succès. La Grenade, S^t Vincent paraissent être à nous; S^t Martin et S^t Eustache d'après des rapports confirmés par plusieurs bâtimens ont reçu des troupes françaises. La guerre dans cette partie des Antilles devient affreuse par les représailles qui s'exercent. Les gens de couleur et les Caraïbes ne font point de quartier et n'en trouvent aucun. Les Anglois ont fait pendre un officier français qui revenait comme parlementaire de la Trinité Espagnole où il avait été envoyé par le Commandant français à la Grenade; nous avons sur-le-champ fait fusiller le Gouverneur de l'isle que nous avions prisonnier, avec trois autres personnages de distinction. Tels sont les rapports des Américains depuis 5 à 6 jours.

La Grenade S^t Vincent paraissent être à nous; S^t Martin et S^t Eustache ont reçu des troupes françaises

Le reste des Colonies Anglaises est dans la consternation. La loi martiale a été proclamée à la Jamaïque et à S^t Christophe vers la mi-Mars; on a désarmé tous les français dans la première

Colonie. Le Port au Prince à S^t Domingue s'est dit-on rendu, et des forces qui allaient le secourir sont arrivées trop tard. Cette nouvelle est douteuse; il paraît au contraire que le renfort est arrivé à tems. On écrit au Citoyen Fauchet du Port de Paix en date du 29 Germinal que cette place ne peut tenir longtems, et que S^t Marc est battu en ville et en rade par deux obus de 24. Il est arrivé ajoutet-on des renforts au Môle et il est possible qu'il se fasse une tentative sur le Port de Paix. Cela n'est pas probable, les Anglais auraient trop besoin de renforcer le Port au Prince et leurs garnisons de Môle et de S^t Marc si le Port au Prince avait succombé.

D'après ce petit tableau, Citoyens, vous voyez que les ennemis de la République sont déroûtés dans cette partie du monde. Mais, Citoyens, nous répêterons ce que nous avons dit tant de fois; il faut une correspondance fréquente des Colonies à la Métropole, pour que la mensongère renommée n'y prenne jamais les devans sur la vérité et n'y dénature pas les choses au profit de nos ennemis. Sans cette correspondance l'esprit public perd bientôt son unité, il faut ensuite assurer nos relations avec l'Amérique pour nos approvisionnemens; le moyen d'y parvenir c'est de substituer un autre système à celui dont nous vous rendons compte, il est instant de le faire, Citoyens, si le Gouvernement peut agir assez tôt pour atteindre ce but, on se consolera plus facilement du tort que la conduite des administrations Coloniales fait dans les circonstances actuelles à notre situation politique dans les E. U. et de l'avantage qu'elle donne aux partisans de l'Angleterre par la prochaine ratification de Traité.

On dit que le Port au Prince s'est rendu; mais cette nouvelle est douteuse. le port de Paix ne peut tenir longtems.

L'état de nos Colonies nécessite une correspondance fréquente, et un changement dans le système suivi par l'administration pour les approvisionner.

Le système suivi par elle augmente le nombre des partisans de l'Angleterre.

Salut et Fraternité

Jⁿ FAUCHET
LA FOREST
PETRY

Fauchet to Committee of Public Safety.^a

PHILADELPHIE le 28 Floréal

Legation de Philad^{ie} l'an 3^e de la République Française une et indivisible^b

Correspond^{ce} Le Ministre Plénipotentiaire de la Repu-
P^{re} du blique Française près les Etats Unis Aux
Ministre Représentans du Peuple, membres du
Politique N^o 7.] Comité de Salut public.

CITOYENS: Je vous fais parvenir un journal de l'insurrection de l'Ouest.^c Ce journal quoique rédigé rapidement et au jour le jour est l'histoire la plus complète d'un évènement dont on ignore ou dont on feint d'ignorer la cause, même dans les Etats Unis. Je pense qu'il peut être de la plus grande utilité à ceux qui sont à la tête des relations extérieures, et qui doivent connaître ce qui se passe chez un Peuple sur lequel on n'a en France que de fausses ou d'imparfaites notions.

Je ne puis m'empêcher de vous témoigner mon étonnement de voir les gazettes françaises remplies de contes absurdes sur l'Amérique, tandis que j'ai constamment envoyé le récit des évènements remarquables qui y sont arrivés, Les Séances de la Legislature, les opérations de l'Executif, les accroissemens et variations du Commerce, et de l'opinion de l'esprit public; les Tableaux des importations et des exportations &c. Tous ces objets restent sans doute ensevelis dans les bureaux et l'on ne croit pas devoir m'en accuser réception: Je n'en continuerai pas moins de vous faire parvenir les renseignemens que ja croirai utiles, l'honnête homme doit remplir son devoir alors même qu'il est sûr de n'avoir d'autre témoin de ses pénibles travaux que Sa Conscience.

Salut et Fraternité

Jⁿ FAUCHET

^a Etats-Unis, vol. 43, folio 500. L. S.

^b May 17, 1795.

^c Joined to this despatch is a Précis historique des troubles des Contrées Occidentales des E. U. en 1794 avec la recherche de leurs causes et de leurs conséquences, 112 pages.

Fauchet to Committee of Public Safety.^a

Legation	PHILADELPHIE le 30 Floréal
de	lan 3 ^e de la République Française une et
Philadelphie	indivisible ^b
Corresp. ^{re} P ^{re}	<i>Joseph Fauchet, Ministre Plénipotentiaire</i>
du Ministre	<i>de la République française près les Etats</i>
Politique	<i>Unis Aux Représentans du Peuple, Mem-</i>
No. 8.]	<i>bres du Comité de Salut Public.</i>

Vous trouverez sous se pli, Citoyens, une analyse des loix portées par le Congrès des Etats Unis dans la Session dernière. Cette analyse a été faite sur le plan de celle des Loix de la Session précédente, et y fait suite. Ce travail m'a paru important à suivre, en ce qu'il peut présenter sous un seul point de vue la substance de la Législation fédérale. Il serait bien plus complet sans doute si on avait une pareille analyse des travaux des deux Congrès, qui ont suivi l'établissement de la Constitution fédérale. Ces deux assemblées ayant posé toutes les bases de la Législation générale dans des loix qu'à l'avenir on pourra peut être altérer, mais sans les changer complètement, il eut été intéressant de suivre le développement des principes de leur Constitution nouvelle dans les Loix qui en sont découlées. Toute Législation devant avoir un type positif et prédéterminé, d'après les théories politiques enfantées par le siècle présent, la Constitution est chez les Américains ce type préexistant auquel se rapportent toutes les Loix. Lors donc que leur Constitution actuelle a été terminée, on a du dans les premières assemblées s'occuper de porter les Loix dont elle autorise la confection et dont elle sanctionne le principe. Cette application eut été extrêmement importante à étudier. Une analyse des opérations des deux assemblées qui ont précédé celle dont le tems vient de finir eut donc été un travail digne d'être suivi, et tant qu'il n'existera pas, en supposant que mes successeurs suivent celui que j'ai commencé, il y aura une lacune dans nos matériaux sur la Législation générale des Etats Unis. Et cette lacune porte sur l'époque la plus importante à observer, celle ou la

^a Etats-Unis, vol. 43, folio 564. L. S. Indorsed: Renvoyé à la section des Relations Extérieures Durmont

^b May 19, 1795.

Constitution se developpe dans les détails Législatifs. Si le tems m'eut permis, j'aurais repris cet ouvrage et je l'aurais conduit jusqu'à l'époque présente. Mais ce n'a pas été sans difficulté qu'au milieu des occupations extraordinaires et des dérangemens multipliés inséparables d'un Etat de guerre, j'ai suivi l'ordre de travaux que vous trouverez dans les cartons de mon exercice. Je me contente donc d'envoyer quelques pierres de l'édifice qui reste à construire; ces pierres elles-mêmes je le sais, ne sauraient y entrer telles qu'elles sont, l'Etat de choses qui a empêché que je ne fisse beaucoup ne m'a souvent pas permis de faire aussi bien que j'aurais fait en d'autres circonstances. Je laisse à mes successeurs, s'ils ont plus de stabilité et moins de contre tems que moi à revoir mes propres matériaux et à reprendre tout l'ouvrage.

Salut et Fraternité

J^H FAUCHET

Commissioners to Committee of Public Safety.^a

Légation

PHILADELPHIE le 4 prairial

de

an 3^e de la République française une et indi-

Philadel^{le}

visible^b

Politique

Les Commissaires de la République française

No. 23. 1^{re}]

*près les Etats Unis Aux Représentans du
Peuple, Membres du Comité de Salut Public*

CITOYENS: La mesure prise par le Commandant militaire de Norfolk contre les vaisseaux Anglais stationés dans la Baye de Chesapeake a été, à ce qu'il paroît, aussitôt retractée que prise. C'étoit au moins l'induction la plus raisonnable qu'on put tirer du paragraphe suivant qui avoit paru dans les gazettes le lendemain même de la date de notre dépêche N^o 21. avec le mot *authentique* en tête & qui ne laissait aucun doute qu'il n'eut été écrit avec l'autorisation de l'Exécutif.

La mesure prise contre les vaisseaux Anglais stationés dans la Baye de Chesapeake a été retractée

C'étoit au moins l'induction la plus raisonnable qu'on put tirer du paragraphe suivant qui avoit paru dans les gazettes le lendemain même de la date de notre dépêche N^o 21. avec le mot *authentique* en tête & qui ne laissait aucun doute qu'il n'eut été écrit avec l'autorisation de l'Exécutif.

“Nous sommes autorisés à dire que le Gouverneur de Virginie a retiré les ordres qu'il avoit donnés au Colonel Wilson et en conséquence desquels celui ci avoit requis les Vaisseaux de guerre Anglais de sortir de nos ports & leur avoit coupé toutes les provisions de terre.”

^a Etats-Unis, vol. 43, folio 581. L. S.

^b May 23, 1795.

Cette conjecture a été vérifiée par la publication dans les papiers de Philadelphie d'un ordre inséré dans les gazettes de Norfolk. L'ordre dont il s'agit étoit adressé au Consul Anglais, à l'invitation duquel il a été imprimé précisément à la suite de la Proclamation du 30 Avril dont Notre N° 21 vous rend compte. En voici la teneur.

“MONSIEUR: L'Exécutif de cet Etat ayant révoqué l'instruction qu'il m'avoit donnée pour requérir le départ des Vaisseaux de guerre des Nations belligérantes, & empêcher qu'ils reçussent aucun secours des habitans de cette république, je vous notifie cette déclaration; J'ai en même tems reçu l'ordre de notifier aux commandants des Vaisseaux armés d'un pouvoir belligérant qui viendrait clairement & sans équivoque faire usage des Eaux de l'Etat de Virginie comme d'une station pour aller de là en expéditions hostiles, que le Président regarde cette conduite comme contraire aux droits de la neutralité & qu'on poursuivra auprès des gouvernemens auxquels ces Vaisseaux appartiennent la demande d'une rétribution pour les prises faites en conséquence d'une pareille conduite. Signé l'Officier Commandant à Norfolk le 6 Mai 1795.”

Une retractation aussi subite d'une mesure provoquée depuis si longtems par les Vaisseaux Anglais devoit porter à croire que les dispositions de la circulaire aux Gouverneurs étoient annullées. Le Citoyen Fauchet qui avoit déjà quelques motifs pour aller rendre une visite à M^r Randolph, a cru devoir hâter sa démarche d'après cette occurrence pour essayer d'obtenir quelques éclaircissemens sur une conduite qui pouvoit au moins étonner. Il est allé voir en conséquence M^r Randolph hier, il est résulté de leur conversation au sujet du paragraphe ci-dessus que le Gouverneur de Virginie avoit lui-même & sans ordre du Gouvernement fédéral envoyé un contre ordre à l'Officier Commandant à Norfolk parcequ'il s'étoit appercu qu'il avoit été trop loin dans l'instruction sur laquelle cet officier s'étoit fondé pour agir comme il le faisoit. “Et en effet, disoit M^r Randolph, la circulaire ne donne point aux Gouverneurs le droit de refuser le feu & l'eau aux Vaisseaux qui contreviendroient à ses dispositions; elles ne

Cette retractation a déterminé le Citoyen Fauchet à demander des éclaircissemens à Monsieur de Randolph

M^r Randolph lui a dit que le contre ordre avoit été donné par le Gouverneur de Virginie sans l'aveu du Gouvernement fédéral. Que le Gouverneur avoit dépassé ses pouvoirs et qu'au Président seul appartenait en pareil cas le droit de prendre des mesures de rigueur.

leur donnoit d'autre pouvoir que celui de notifier aux commandans de ces Vaisseaux que les prises qu'ils feroient en contravention de cette lettre, seroient répétées vis-à-vis de leur Gouvernement et pour le reste les officiers chargés de la police militaire des forts devoient en écrire a l'Executif. Le Président s'était reservé par cette clause de prendre s'il y avoit lieu des mesures de rigueur; mais il n'en avoit voulu déléguer l'initiative à personne."

Cette explication satisfaisoit autant qu'on pouvoit le désirer; mais elle laissoit encore indécis un point qu'on avoit cependant cru devoir bientôt se résoudre; c'est le séjour des Vaisseaux Anglais dans les eaux des Etats Unis après avoir fait des prises; séjour que l'article 17 de notre Traité défend expressément. C'étoit particulièrement sur cet objet que le Ministre devoit diriger son entrevue, et il vouloit savoir quel effet avoit produit dans cette affaire une dépêche qu'il avoit écrite le 13 Floréal ^a à M^r. Randolph et que vous trouverez sous ce pli (N^o 3.)

Le C^e Fauchet avoit remis une note à ce sujet. 1^o elle contient des réclamations contre la violation du traité et des insinuations générales sur la situation des Etats Unis envers la France et l'Angleterre

Cette dépêche comme vous le verrez, a deux parties bien distinctes, elle contient outre les réclamations contre la violation du Traité des insinuations générales sur la situation des Etats Unis envers la France et la Grande Bretagne.

Il seroit inutile de rendre compte des raisons du Secrétaire d'Etat sur le premier article; elles sont toutes contenues dans l'aveu de l'impuissance du gouvernement, et le reste n'est qu'une réserve soutenue et un silence qui paroissent faire souffrir des interrogations suivies. Nous nous contentons donc, Citoyens, d'appeller votre attention sur la lettre N^o 3. —

Depuis longtems on faisoit de vaines réclamations pour obtenir du Gouvernement fédéral l'exécution entière de l'article du Traité. Vous avez vu dans les dépêches portées par le Spartiate parmi les lettres du Ministre du Gouvernement fédéral qui vous ont été communi-

2^o elle contient l'exposé de la conduite des Anglois et la récapitulation des griefs auxquels leurs pirateries ont donné lieu.

^a May 2, 1775. See American State Papers, Foreign Relations, I, 608. An urgent letter, with allusion to Jay's treaty.

quées, qu'on n'avoit pas négligé d'écrire avec quelque vigueur lorsque les circonstances paroissoient l'exiger. On avoit répondu par des promesses, des évasions et des aveux de foiblesse. Nous pressentîmes l'esprit du Gouvernement et nous nous contentâmes de lui faire appercevoir que nous ne fermions pas les yeux sur les évènements. De nouvelles instances devinrent néanmoins nécessaires lorsque l'Amiral Murray se mit à prendre indistinctement sur la côte tous les bâtimens arrivant de France. M^r Swan, négociant Américain qui se trouve avoir des contrats considérables avec la France à remplir dans les Etats Unis, a vu plusieurs des remises qui lui arrivoient troublées ou saisies par les croiseurs de cette escadre; nous avons même appris qu'il y avoit sur un des navires Américains pris sur la côte quelques fonds adressés à la Légation. M^r Swan pressoit d'écrire au Gouvernement sur cet état de choses (vous trouverez ici sa lettre sous le N^o 4. des pièces jointes); l'intérêt de la Légation & celui de la République le demandoient; mais il falloit éviter de faire par trop de précipitation des aveux qui en parvenant aux oreilles de nos ennemis, pouvoient compromettre le succès des poursuites commencées par les consignataires Américains. Le Ministre se contente en conséquence d'écrire une courte lettre dans laquelle il faisoit observer au Gouvernement l'état de son commerce sur sa propre côte, & l'audace des ennemis qui venoient dans ses ports même de ravitailler pour aller croiser ensuite contre ses propres citoyens. Cette lettre n'attira qu'un courte réponse; Vous trouverez sous ce pli, (N^o 1. & 2) cette reponse & la lettre à laquelle elle a rapport.

La lettre de M^r Randolph élude la question comme d'ordinaire. Quelques jours après le Secrétaire d'Etat fit parvenir au Citoyen Fauchet des copies de lettres reçues du Gouvernement de Virginie en réponse à une lettre qui lui avoit été écrite il y a quelque tems pour réclamer contre l'admission du Vaisseau Anglais l'Argonaute avec notre corvette l'Espérance qu'il avoit prise a l'ouvert de la Chesapeake. Ces lettres que ne méritent pas particuliere-

Mr Randolph a éludé suivant sa coutume de s'expliquer sur la question relative à l'exécution du traité

ment de vous être transmises prouvent que le Gouverneur de Virginie avoit fait des démarches pour faire partir le Vaisseau capteur, & dans sa correspondance avec le Consul Anglais, celui-ci dit qu'il n'y a pas eu infraction du Traité, vû que l'Argonaute est entré forcé par mauvais tems & est sorti ensuite. L'inutilité de toutes ces plaintes & la futilité des repliques qu'elles entraînaient est évidente. Il est dégoûtant d'insister d'avantage sur de vieilles réclamations auxquelles le Gouvernement ne peut faire une justice décisive. Son secret, c'est-à-dire sa foiblesse & son desir de temporiser étoient assez connus; on eut desiré abandonner

toutes les plaintes sont infructueuses. Le Gouvernement des Etats Unis avoue sa foiblesse son But est de temporiser

mais quoique persuadé que cette note ne produirait pas un grand effet le ministre a cru devoir la remettre au gouvernement fédéral pour lui prouver qu'on ne fermait pas les yeux sur ce qui se passait et faire sauter l'espèce de prédilection donnée à l'Angleterre qui agissait en ennemie, au détriment de la France qui avait mis la plus grande loyauté dans sa conduite envers le gouvernement et le commerce Américain

cette correspondance; Cependant les Vaisseaux Américains arrivant de France étoient journellement pris; un entier silence eut été peut-être un signe d'indifférence de notre part. Le moment d'ailleurs devenoit très important par l'arrivée du Traité; il pouvoit être bon, ou du moins il pouvoit n'être pas entièrement inutile de faire quelques démarches, ne fut-ce que pour prouver qu'on ne fermait pas les yeux sur ce qui se passoit. Dans cette hypothèse on pouvoit jeter quelques insinuations sur la conduite du

Gouvernement envers la France, & toucher légèrement des contrastes entre la dernière et son ennemie pour laquelle on affectoit une espèce de prédilection pour le Traité nouveau

C'est dans ces considérations que la lettre ci-jointe a été écrite.^a La réponse de M^r Randolph n'est point encore parvenue, nous aurons soin de vous la communiquer, quand elle aura été transmise

Vous verrez facilement, Citoyens en lisant cette lettre, qu'on a su observer les égards que nos instructions nous imposent tout en montrant la dignité que la position des choses commande. Vous sentirez non moins facilement que s'il étoit nécessaire d'écrire quelque chose de plus vi-

^aSee American State Papers, Foreign Relations, I, 609. Randolph's long letter in reply, dated May 29, is on pp. 609-614; it reviews the relations with France during Fauchet's mission.

goureux, ce n'est point dans notre situation qu'on pouvoit se le permettre.

Au surplus, Citoyens, tout ce que nous pourrions faire ne seroit jamais que de pure forme Il ne faut pas attendre des effets lorsque tout moyen d'exécution manque. Il ne faut point demander d'énergie là où la force n'existe pas; & si nous voulons que nos Traités soient en Amérique, il faut que le bras de la République vienne les y maintenir lui-même contre un ennemi redoutable dont les moyens présens sur cette côte, moyens que rien ne balance, dominent les Etats Unis par la terreur.

Salut et Fraternité

J^H FAUCHET
LA FOREST
PETRY.

Commissioners to Committee of Public Safety.^a

Légation
de

Philadelphie
Politique
No. 24. 1]

PHILADELPHIE le 12 Prairial
An 3^e de la République.^b
Les Commissaires de la République Française près les E. U. Aux Représentans du Peuple, membres du Comité de Salut Public

CITOYENS: Nous recevons aujourd'hui la nouvelle de l'arrivée de M^r Jay à New York, par le navire Américain *Severn* venu de Bristol en 49 jours. Cet événement auquel nous ne nous attendions pas, renverse les conjectures que nous avons faites sur l'échange des ratifications, et il parait que l'Envoyé Extraordinaire s'est cru d'une bien plus grande utilité à Philadelphie qu'à Londres. Il n'y a en effet nul doute que sa présence ne serve puissamment le traité. Toute cette transaction s'étant conduite dans le plus grand mystère, elle a besoin sans doute d'être expliquée même auprès de ceux que la soutiennent. Il sera intéressant de décider

^a M^r Jay est de retour d'Angleterre. Sa présence servira puissamment le traité

ou de satisfaire les esprits faibles ou curieux, sur les motifs qui ont guidé M^r Jay lui-même, et sur les conséquences de sa negociation que tout le monde ne pourrait ne pas appercevoir à première vue. M^r Jay sous ce rapport ne peut

Il fera connoître les considérations qui ont déterminé le traité, et le sacrifice des articles sur lesquels on paroissoit vouloir insister

qu'être infiniment utile, et s'il est vrai, comme tout paroît l'annoncer que l'Amérique ait fait le sacrifice des Articles sur lesquels l'esprit public demandait impérieusement qu'on insistât l'Envoyé pourra mieux qu'un autre donner des raisons plausibles pour prévenir les mécontentemens

L'apparence soudaine de M^r Jay ne se borne pas à ses effets sur les affaires de la fédération; elle pourra encore lui être personnellement favorable dans l'élection qui se fait dans l'Etat de Newyork depuis quelques jours. Jusqu'à ce

Sa présence sera favorable à son élection à la place de Gouverneur de l'état de New York.

moment, l'ouverture des Scrutins des différens Comtés, a montré presque de l'équilibre entre M^r Jay & son concurrent Yeates. Si avant l'élection commencée on eût eu la certitude que le premier dût arriver sitôt, le resultat de l'élection lui aurait sans doute été plus favorable, & cependant la

il paroissoit avoir déjà la majorité de suffrages.

majorité parait le suivre de près dans tout le cours de l'examen des votes. Quoique la place qu'occupe M^r Jay, celle de premier juge de la Federation, soit bien audessus de celle de Gouverneur de son Etat, il parait qu'il ambitionne encore ce dernier poste comme devant ajouter aux honneurs dont il a été décoré et lui faire justice de ses ennemis. Les circonstances récentes qui ont favorisé en Général le parti dont on le régarde comme un des chefs les plus ardents, doivent jeter

s'il obtient ce gouvernement il ne lui restera plus à briguer d'autre honneur que la présidence

beaucoup de faveur sur sa cause. S'il réussit, il ne lui reste plus d'autre honneur à briguer que la présidence; Les emplois honorables qu'il a remplis semblent le mettre au rang des candidats futurs.

Il s'est passé dernièrement dans la ville de New York une Scène qui a pensé faire du bruit, et dont nous aurions été la cause indirecte. On avoit arboré, il y a un an dans un Caffé

public, le drapeau tricolore uni à un drapeau Américain,

l'enlèvement d'un drapeau tricolor, qui avait été réuni au drapeau Américain, et placé dans un Café public, fit naître à New York une scène assez vive entre des Anglais qui étaient accusés d'avoir commis l'enlèvement et des français patriotes

tous les deux surmontés d'un bonnet. Ce dernier ainsi que notre drapeau avait disparu peu à peu sans qu'on y eut beaucoup pris garde. Vers le milieu du Mois de Mai on a fait dans le même lieu l'inauguration d'un bonnet élégamment sculpté et d'un nouveau drapeau tricolore. Deux jours après

l'un et l'autre avaient disparus. Des gens du Café ont déposé avoir vu se commettre l'enlèvement et ont donné le nom de l'auteur et de plusieurs spectateurs Anglais de Nation qui avaient paru y prendre part: parmi ceux ci se trouvait un M^r Blackstone récemment arrivé d'Angleterre qui se donne pour le fils du célèbre légiste de son nom. Le lendemain de cette déposition on a lu dans les gazettes un Avis signé au nom des Républicains de New York, et offrant 150

ces derniers ont arraché l'habit d'un Officier Anglais qu'on croyoit complice de l'enlèvement et l'ont foulé aux pieds et déchiré en public

dollars de récompense à quiconque pourrait l'arrêter. Plusieurs français se sont transportés le même jour dans l'hôtel où logeait un Officier Anglais qu'on croyoit d'après la déposition des temoins complice du fait.

Ils lui ont enlevé son habit uniforme, & l'ont foulé aux piés et déchiré en public.

Cette petite scène s'il y eut eu des V^x Anglais dans la Baye de Newyork eut amené des mouvemens fâcheux dans lesquels les français résidans à New York auraient malheureusement pris part. Tout s'est terminé par donner quelques momens d'inquiétude aux Magistrats, et jeter l'alarme dans les gazettes Britanniques. Les Republicains n'ont rien fait au delà de leur proscription comminatoire.

cette scène a été apaisée et n'a eu aucune suite.

Plusieurs de ceux qui avaient assisté au déchirement du Pavillon Français et notamment M^r Blackstone ont apaisé le républi-

canisme indigné contr'eux en se justifiant de toute complicité dans l'outrage fait aux Couleurs de notre nation.

Salut et Fraternité

Jⁿ FAUCHET
LA FOREST
PETRY

Commissioners to Committee of Public Safety.^a

PHILADELPHIE, le 15 Prairial

Legation l'an 3^e de la République française une et
de Philadelphie indivisible^b
Politique *Les Commissaires de la République française*
No. 25. 1^{re}] *près les Etats Unis Aux Representans du*
Peuple membres du Comité de Salut Public.

CITOYENS: Le Gouvernement fédéral vient pour la première fois de communiquer au Citoyen Fauchet des plaintes officielles, sur le traitement qu'éprouvent les Americains de la part de nos Administrations Coloniales. Il s'est borné pour cette fois à transmettre dans une simple lettre d'envoi datée de ce jour, la copie du mémoire publié par les Capitaines Americains detenus au Cap Français.^c Nous nous dispenserons de vous envoyer cette pièce; elle se trouve copiée en entier dans notre dépêche politique N° 22.

Le Gouvernement fédéral fait plainte officiellement des traitemens que nos administrations Coloniales font éprouver aux Américains

Il n'a pas été difficile d'apercevoir le motif qui a fait recueillir dans ce moment ces griefs de la part du Gouvernement fédéral; ils sont destinées sans doute, avec des pièces plus importantes reçues également de lui et sur lesquelles nous nous proposons de vous écrire, à paraître devant le Sénat qui s'assemble le 8 de Juin. Comme la conduite respective de la France et de l'Angleterre envers les Etats Unis sera mise sur le tapis plus d'une fois dans le cours de cette discussion, on ne sauroit trop réunir des matériaux pour pallier la conduite de l'Angleterre par des parallèles. La réponse qui a été faite à cette lettre de M^r Randolph, se trouve sous ce pli;^d a été écrite dans la vue d'amortir l'effet des clameurs qui s'élèvent de toutes parts contre nos administrateurs Coloniales, et les sentimens qui y sont d'ailleurs contenus ne sont point feints: nous n'avons cessé de les faire revenir dans le cours de notre correspondance avec vous ainsi que dans celle que nous avons eue avec les administrations des

les griefs seront sans doute exposés au Senat qui s'assemble le 8 Juin, et serviront à pallier la conduite des Anglais.

Le C^r Fauchet en répondant à M^r Randolph, a cherché à affoiblir ces griefs

^a Etats-Unis, vol. 44, folio 5. L. S.
^b June 3, 1795.

^c lettre de M^r Randolph du 8. Juin.
^d lettre de C^r Fauchet du 17. Prairial.

Colonies et nous desirons que cette lettre encore leur donne un titre de plus à votre attention.

Outre les traitemens que l'ont fait essuyer aux Americains dans nos Colonies l'administration de la Guadeloupe tient habituellement les propos les plus injurieux contre les membres du Gouvernement fédéral principalement contre le président.

Outre cette conduite qui paraît se tenir dans les Colonies au désavantage des negocians et qui si elle se soutient y amenera la famine malgré nos efforts pour y porter la navigation Americaine, il nous est fréquemment revenu que les Officiers Civils de la République employés à la Guadeloupe, prodiguaient en public et devant les Américains

les discours les moins mesurés contre les personnages les plus influens du Gouvernement fédéral. Celuici n'a encore fait aucune plainte à cet égard, mais nous savons à n'en pouvoir douter que ces discours sont venus aux oreilles de ces personnages: le President nominativement est traité avec le langage du dérespect le plus marqué, et la Nation Américaine en général y est publiquement couverte de tout l'opprobre que l'ignorance des choses et le dessein d'insulter puissent réunir.

Il n'est pas douteux que le Comité de Salut Public ne voye bien moins dans ces faits que nous lui communiquons, l'intention de dénoncer que de l'instruire. De pareilles fautes malheureusement, sans mériter l'animadversion du gouvernement, produisent à la longue les effets les plus facheux, et il est réellement à déplorer que la Commission civile à laquelle la République doit des succès etonnans, ne s'étudie pas plus à mettre dans ses relations du dehors la dignité que ses fonctions lui imposent, et dont le Gouvernement et le corps représentatif de la République lui donnent l'exemple.

Nous avons également appris que la même commission civile avait aussi peu d'égards pour les agens de la République dans les E. U. que pour les Magistrats Américains. Mais comme cela ne regardait que nous même, et qu'il est toujours assez tems de se justifier quand on nous attaque, nous avons différé de vous en écrire; non cependant que

cette administration ne temoigne pas plus d'égards pour les agens de la republique aux Etats Unis.

l'intérêt public ne l'eût consiéllé: Car nous n'aurons pas besoin de raisonnemens pour vous faire

les Commissaires font passer au Comité une lettre de cette administration dans laquelle ils sont traités de la manière la plus injurieuse.

croire, que les marins, qui arrivent de cette Colonie n'auront pas grand respect pour les agens de la République, ne sauroit se deshonorer par un choix plus honteux. Cependant comme les Commissaires n'ont pas crainte de confirmer

leurs assertions par la lettre dont vous trouverez ici la copie, nous nous décidons à la mettre sous vos yeux. ^a Beauvarlet dont, il y est question n'est pas chancelier depuis six mois. Nous n'avons connaissance d'aucuns des faits à la Charge d'Arcambal dont le zèle depuis qu'il travaille sous nos yeux ne mérite que nos éloges. La fable absurde de l'intimité du Consul de Boston avec le Consul Anglais nous paraît bâtie sur une attention du dernier lors de l'incendie de la maison de l'autre. Pétry, notre collègue ne peut à ce titre être defendu par nous. Quant à Fauchet, ce qu'on dit de lui comme Ministre Plenipotentiaire semble porter sur la Commission près les Etats Unis. Il est impossible d'écrire avec plus de légèreté des outrages plus sanglans. Nous avons donné à la Guadeloupe les mêmes soins qu'aux autres Colonies dont les administrateurs nous font continuellement leurs remerciemens. Nous avons même fait beaucoup plus en raison de la situation critique où elle s'est trouvée. Ce serait abuser de vos momens, Citoyens, que d'entrer actuellement dans ces détails. Nous nous référons à nos rapports

les Commissairesse justifient des reproches qui leur sont faits, et qu'une passion aveugle seule a pu dicter.

anciens au Commissaire de la Marine et des Colonies, ainsi qu'aux comptes des départemens consulaires exécuteurs de nos directions. Vous verrez combien nous avons fait pour la Guadeloupe avec aussi peu de moyens pour y subvenir. Il est vraiment nouveau d'être d'un coté taxés d'indifférence pour cette Colonie par ses administrateurs, lorsque de l'autre coté nous sommes accablés des reproches de tant de négocians Américains que nous avons excités à s'y porter. Nous n'ajouterons qu'un mot. Le Citoyen Hugues et ses

^a Lettre de la Commission Civile de la Guadeloupe du 5 Floreal Carton des Colonies.

Collègues nous paraissent épouser sans réflexion des haines et des passions qu'ils n'ont pas su démasquer.

Salut et Fraternité

Jⁿ FAUCHET

LA FOREST

PETRY

Commissioners to Committee of Public Safety.^a

PHILADELPHIE 21. *Prairial*

Legation de Philadelphie An 3^e de la République Française (9 de Juin 1795)

Politique N^o 26. *Les Commissaires de la République Française près les Etats Unis. Aux Représentans du Peuple, membres du Comité de Salut Public*

CITOYENS: Hier le Senat s'est assemblé dans cette ville conformément à la convocation qu'en avait faite le President des Etats Unis. Il doit comme vous le savez prendre en considération et ratifier le Traité signé par Monsieur Jay à Londres. L'importance du moment a fait se réunir tous les membres des divers Etats avec assez d'exactitude au jour fixé. La Session s'est ouverte avec vingt quatre membres outre le President qui est le vice President des Etats Unis. Les autres Senateurs qui doivent completer la chambre sont en route et seront sans doute ici sous peu de jours.

Au milieu des grands intérêts qui vont se discuter, nous ne pouvions que réfléchir avec une profonde douleur sur notre position. Nous nous voyions avec peine incapables d'agir, soit par défaut de credit officiel, soit défaut d'instructions sans lesquelles nous aurions pu faire de fausses démarches. Nos inquiétudes ont été calmées par la nouvelle publiée hier de l'arrivée de Citoyen Adet en qualité de Ministre Plénip^{re} auprès des Etats Unis. La Frégate la Meduse qui l'apportait paraît avoir mouillé à Newport les premiers jours de Juin. Nous n'avons pu que désirer qu'il

Le Senat s'est assemblé; il doit délibérer sur la ratification du traité conclu par M^r. Jay.

La Chambre sera complète.

Les Commissaires apprennent l'arrivée du C^a. Adet et annoncent que dans la situation actuelle elle peut être de la plus grande utilité.

arrivât promptement et par la voie la plus courte en cette ville. Instruit comme il ne peut manquer de l'être sur tout ce qui se passe, il s'empressera sûrement de se rendre à Philadelphie sa présence y sera de la plus grande utilité. Ses pouvoirs influenceront d'une manière puissante la décision du Sénat. Mais il est fâcheux que nous ayions déjà perdu quelques momens: tout fait croire que le Cⁿ Adet ne pourra être ici que dans quelques jours.

ils craignent seulement qu'avant son arrivée à philadelphie la session du Senat ne prenne des déterminations défavorables à nos intérêts.

La Session du Senat aura fait alors du progrès: les partis se seront déjà essayés sur des questions accessoires, et faute de connaître l'intention précise de la République

envers toutes ces transactions, quelques membres que des renseignemens eussent influencés, se seront déjà peut être engagés par des votes préalables. Vous sentez Citoyens, la vérité de ces observations; il ne faut que connaître comment les corps deliberans agissent, pour savoir combien en pareil cas tous les momens sont précieux. Nous supposons que les partisans les plus chauds du traité, précipiteront autant qu'il sera en leur pouvoir la délibération et mettront tout en mouvement pour en venir le plus tôt possible à une mise aux voix définitive. La composition actuelle du Senat offre beaucoup de chances contre la ratifi-

ils espèrent que malgré la majorité décisive qui avait déterminé la mission de Mr. Jay la ratification du traité n'obtiendra pas la majorité.

cation pourvu que nous agissions avec Système et avec habileté. Les votes sur la Mission de M^r Jay, comme vous l'aurez pu voir par les journaux du Senat que nous

vous avons fait parvenir présentent à la vérité une majorité décisive en sa faveur. Mais ce serait mal juger l'esprit de ce corps que d'en inférer que la même majorité se trouvera en faveur du traité conclu. Parmi ceux qui ont consenti à la mission, nous trouvons beaucoup de noms qui dans des questions de plus forte épreuve et moins compliquée que celle là ont voté dans le coté contraire. Au commencement de la même session ou M^r Jay fut nommé nous voyons les votes divisés en deux parties égales et les questions qui pouvaient nous intéresser décidées seulement par la voix prépondérante du President. On s'explique donc la grande majorité à laquelle M^r

parceque tous les membres croyaient que cette mission se bornerait à demander réparation des saisies, l'exécution du traité de 1783, et qu'il ne serait pas question d'un traité de commerce et d'amitié

Jay fut confirmé par l'idée où tout le monde était alors que sa mission se bornerait à demander réparation pour les saisies et les condamnations commises dans cette guerre; la restitution des postes aux termes du traité de 1783. une garantie pour l'avenir et qu'il

allait enfin pour parler sur un ton ferme et énergique. La division des voix sera donc toute autre aujourd'hui qu'il s'agit de ratifier un traité d'amitié, de navigation et de Commerce avec la Grande Bretagne. Traité que si l'on en croit ce qu'en ont dit Messieurs Grenville et Pitt en Parliement^a doit donner des faveurs décidées au Commerce Anglais et par conséquent mettre en jeu tous les intérêts rivaux qui divisent sur le grand article du Commerce les Etats Unis. Indépendamment de la question commerciale le traité sous un point de vue politique a des préventions puissantes à combattre; personne ne s'attendait que l'Amerique eut choisi ce moment pour aller aussi loin avec la Grande Bretagne. Un

evenement qui pourrait changer la situation des partis, c'est la renovation qui vient d'avoir lieu conformément à la constitution d'un tiers du Senat. Mais autant que nous ayons pu acquerir de reseignemens sur les

Malgré la rénovation d'un tiers du Senat, il est à présumer que les partis conserveront à peu près les mêmes divisions.

membres nouveaux, les parties conserveront à peu de chose près les mêmes nuances et les mêmes divisions.

En supposant donc que la question dût être décidée à la majorité, nous aurions quelque espoir de voir se détacher des

et comme pour la ratification d'un traité il faut le vœu des deux tiers, nous avons lieu de croire qu'il sera réjeté

partisans du traité quelques membres vacillans. Mais la constitution établit qu'il faut deux tiers du Sénat pour ratifier un traité.

Le nombre total des Sénateurs étant 30, vingt détermineront la ratification, et 11 pourront l'empêcher. Or par la seule inspection de la liste des membres de cette assemblée et par la lecture de ses journaux, on trouve certainement bien onze membres sur lesquels on puisse à peu près compter pour la réjection, si le traité, prodigue à l'Angleterre de grands avantages sans des retours bien réels ou s'il déroge aux liaisons existantes entre l'Amerique & nous. Mais nous le répétons, il faut que le Ministre arrive sans délai, il faut

que la République fasse connaître au Gouvernement ses intentions et à nos amis dans le Senat sa position exacte vis à vis des pouvoirs Européens et surtout envers ceux qui sont impliqués dans cette discussion tels que l'Espagne et l'Angleterre. Toutes ces circonstances sont du plus grand poids.

La Crainte qu'inspirent les forces prépondérantes des Anglais pourroit influer sur la délibération

Les Anglais ont sur la côte une force capable d'agir au premier moment, et qui pourra bien décider des esprits faibles par la crainte.

Les hommes timides ou peu instruits des intérêts rivaux des Cabinets pourront voir dans une liaison avec la Grande Bretagne tandis qu'elle est alliée à la Cour de Madrid le moyen d'obtenir de cette dernière plus facilement la concession de la libre navigation du Mississipi. On prendra sur nous les devans par

et l'espoir d'obtenir de l'Espagne par les bons offices de l'Angleterre la libre navigation du Mississipi déterminer le suffrage des Sénateurs peu éclairés

mille insinuations dangereuses que nos intérêts nous commandent impérieusement de prévenir et malheureusement nous ne sommes pas en mesure d'agir. Nous perdrons infailliblement nos affaires en Amérique, si nous ne nous hâtons de les conduire avec plus d'activité, & plus de plan que nous n'avons fait jusqu'ici

M^r Jay vient enfin de voir couronner ses desirs par son élection à la place de Gouverneur de l'Etat de New York. Sur 23,000 votans (Le droit de voter dans cette occasion, n'appartenant qu'aux citoyens qui possèdent un bien fonds de 100 Pounds 1400 Liv. Tournois) il a eu sur Yeates son concurrent une majorité de 2.000 voix. Le Comité chargé conformément aux loix de l'etat de reviser tous les Scrutins, s'est rendu le 8 de Juin chez M^r Jay et lui a annoncé qu'il était élu par la majorité des Citoyens à la place du Gouverneur de l'Etat de New York. Celui qui portait la parole en cette occasion a dit à M^r Jay entr'autres choses flatteuses que le Comité plein de confiance en sa vertu et en son patriotisme espérait que sous son administration le bonheur de l'Etat ferait des progrès et que les Citoyens vivraient *unis* libres et heureux. M^r Jay a répondu "qu'il était extrêmement sensible à la marque d'estime que lui conféraient ses concitoyens, et qu'il n'épargnerait aucun effort pour réaliser l'espoir du Comité,

M^r Jay (a obtenu à la majorité de 2,000 voix sur 23,000 votans) la place de Gouverneur de l'etat de New York.

& maintenir *l'harmonie* parmi le Peuple de l'Etat. Il a ajouté que la satisfaction Générale qui se manifestait sur la conduite du Comité chargé de l'examen des scrutins était un témoignage honorable pour le Comité et designait cette conduite comme un exemple digne de trouver des imitateurs."

Il est à présumer qu'en parlant *d'union* et *d'harmonie* parmi le Peuple, le Comité et M^r Jay ont voulu faire allusion au Gouverneur Clinton que ses antagonistes ont accusé d'avoir jetté la division dans l'Etat par son opposition au Gouvernement fédéral et sa facilité à se lier à tous les partis qui l'ont attaqué: Et en parlant de la conduite du Comité comme d'un exemple à suivre, M^r Jay a sans doute eu l'œil sur l'élection dernière dans laquelle le Gouverneur Clinton n'avait eu la majorité que par suite des bons offices du Comité des vérificateurs

Dans l'Etat de Massachussets des principes différens viennent de l'emporter dans une élection semblable. Samuel Adams, le Collègue de proscription d'Hancock, vient d'être réélu Gouv^r. Il n'omet cependant aucune occasion d'avouer des opinions défavorables au système qui régit la fédération, et l'avou de ces opinions dans un tems où le Gouvernement fédéral voit de jour en jour croître sa popularité, devrait lui nuire; mais ses services revolutionnaires lui concilient une majorité qui oublie en leur faveur ses opinions actuelles. Il est probable que Samuel Adams, mourra dans cette Magistrature pour laquelle il est presque sans concurrent

Samuel Adams vient de l'emporter dans une élection semblable, dans l'état de Massachussets. Ses principes sont cependant hautement opposés au système actuel du Gouvernement fédéral.

M^r Jay sitôt son élection achevée s'est mis en route pour Philadelphie où il arrivera demain. Sa présence ne pourra que secondé le traité et soutenir par les renseignements secrets qu'il possède seul sans doute le courage des partisans de sa négociation et de ses résultats. La nature imprevue de ceux ci en place les plus zélés défenseurs dans une situation toute nouvelle où les éclaircissemens et les conseils de M^r Jay ne pourront qu'être très utiles.

Après son élection M^r Jay est parti pour Philadelphie il va travailler à faire réussir sa négociation

Salut et Fraternité

J^h FAUCHET
LA FOREST
PETRY

Commissioners to Committee of Public Safety.^a

Legation

PHILADELPHIE le 25 Prairial

de Philad°

l'an 3^e de la Republique Française^bPolitique *Les Commissaires de la République française*No. 27. 1^{ste}] *près les Etats Unis d'Amerique Aux Représentans du Peuple membres du Comité de Salut Public*

CITOYENS: Nous terminons nos rapports Politiques en mettant sous vos yeux la dernière correspondance qui a eu lieu entre le Ministre et le Secrétaire d'Etat. Les pièces qui la contiennent et qui se trouvent sous ce pli méritent toute l'attention du Comité de Salut Public. Nous joindrons ici les explications nécessaires pour faire comprendre au Comité les motifs de notre Conduite dans cette circonstance.

Les Commissaires transmettent au Comité de Salut public la dernière correspondance entre le C^e Fauchet et M^r. Randolph.

Vous avez vu dans notre Numero 23 du 4 prairial^c les raisons qui avaient décidé la rédaction de la dépêche du Citoyen Fauchet à M^r Randolph datée du 13. Floreal. Cette dépêche elle-même vous était communiquée. La prochaine ratification du traité nous avait paru autoriser quelques insinuations sur cet acte, & sur la position relative des E. U. envers la France et l'Angleterre. La dépêche du 13. Floréal^d avait été écrite avec ce but. Il y avait tout lieu d'espérer que le Senat se ferait présenter la correspondance du Departement de l'Etat avec le Ministre, et alors cette lettre eut pu fournir un point d'appui à ceux qui par attachement pour la France et pour l'honneur de leur pays auraient pu s'opposer à un acte qui paraît ajouter à l'Etat précaire de la neutralité du pavillon Americain. Il était également facile de prévoir que M^r Randolph n'aurait

^a Etats-Unis, vol. 44, folio 23. L. S.

^b June 13, 1795.

^c May 23, 1795.

^d May 2, 1795. See the text of this vehement protest, in American State Papers, Foreign Relations, I, 606. The tone is evidently suited to an appeal to party support against English violations of our neutrality. "If they have robbed you one does not receive brigands in the house they have pillaged." He demands support of the French treaty.

point laissé ces insinuations sans reponse, dans ce cas il fournissait au Ministre le moyen de revenir à la charge avec plus d'effet en lui donnant le pretexte de sa defense qui pouvait justifier ce qui autrement aurait pu paraître trop fort. Mais il était à craindre que M^r Randolph ne préparât de longue main un *manifeste* dont l'envoi eut été tellement combiné avec l'arrivée de la legation nouvelle annoncée depuis longtems et le rassemblement du Senat que la Légation présente n'eût pas eu en son pouvoir d'entreprendre une refutation.

La réponse de M^r Randolph fut différée sous differens prétextes

M^r Randolph fit en effet espérer au Cⁿ Fauchet qu'il allait répondre, mais il ajoutait qu'étant obligé de copier lui-même la lettre, il y aurait nécessairement quelques délais. Ceci confirmait les suppositions qui précédent. Le 25 Mai le Citoyen Fauchet écrivit à M^r Randolph pour se plaindre de la prise de deux flûtes venant de la Guadeloupe par des forces Anglaises parties exprès de la Chésapeake pour les aller combattre. Nous avons fait part au Commissaire de la Marine de ce dernier évènement. Cette affaire rentrait dans

deux flûtes françaises ayant été prises par les Anglais le Cⁿ Fauchet crût devoir renouveler ses plaintes et solliciter une prompte réponse à sa lettre du 13. Floreal

les dispositions de la Circulaire du 16 Avril dont vous parle notre numero 18, et nous paraissait d'ailleurs être le résultat d'une infraction à l'article de notre traité que défend d'accorder aucun asyle aux Vaisseaux qui ont fait des prises Françaises. Les Vaisseaux capteurs dans cette dernière affaire tombaient depuis longtems sous la proscription. Le Citoyen Fauchet saisit cette occasion pour rappeler à M^r Randolph sa lettre du 13 Floreal. Vous trouverez joints à cette dépêche et la lettre du Cⁿ Fauchet et le Billet que M^r Randolph y a écrit en réponse.

enfin six jours avant le rassemblement du Senat M^r Randolph écrivit un manifeste que les C^{ns} Commissaires envoyèrent au Comité de S. P.

Enfin le 14 Prairial (2 de Juin) six jours avant le rassemblement du Senat, M^r Randolph a écrit comme on s'y était attendu un Manifeste vous en trouverez ici une traduction fidèle.^a

On a senti que toute cette correspondance était préparée pour le cas où le Senat en demandera la communication. Le lendemain le Secrétaire d'Etat avait pour la première

^a Compare Randolph's letter of May 29, American State Papers, Foreign Relations, I, 609-614.

fois écrit au Ministre pour se plaindre des vexations qu'éprouvaient les negocians Américains par la conduite des administrations Coloniales. Le but de cette lettre avait été aperçu. Le C^r Fauchet a commencé par y répondre ainsi que vous l'avez vu dans notre dépêche précédente, pour n'avoir plus ensuite qu'à préparer à loisir la dépêche que la longue lettre de M^r Randolph paraissait exiger.

Cette dépêche a été terminée le 22 Prairial et envoyée à M^r Randolph sous la date du 20 Prairial (8. Juin) vous trouverez en faisant la lecture de cette lettre qu'elle a été rédigée pour l'adapter aux circonstances.^a Le point interessant à atteindre

Le C^r Fauchet a répondu le 8 Juin au manifeste de M^r Randolph

il s'est attaché dans cette reponse à disculper la Rep. Française des torts reprochés par M^r Randolph

du rapprochement de la conduite respective du Gouvernement fédéral et de la republique française il résulte que le 1^r a constamment favorisé L'Angleterre, et n'a mis dans sa conduite envers la répub. qu'une tiédeur et une indifférence très préjudiciable à nos intérêts

c'était que nous ne paraissions pas rester dans le Tort ni laisser M^r Randolph avec des avantages. L'ensemble de sa lettre retrace la conduite et les mesures du Gouvernement fédéral à différentes époques et depuis les hostilités présentes: De cet examen on infère la preuve de ce qui avait été insinué et même prononcé dans la lettre du 13. Floréal, que le Gouvernement fédéral s'était conduit avec une tiédeur envers la Republique qui présentait un contraste frappant quand elle était comparée avec des ménagemens qu'on avait eus pour l'Angleterre et des preuves qu'on s'était étudié à lui en donner à notre détriment.

De là on passe à la consideration des mesures des Etats Unis comme puissance neutre: de la faiblesse, de l'incurie, avec lesquelles on avait paru défendre la neutralité on induit une indifférence non equivoque envers les pouvoirs belligerens que cette molesse pouvoit lèser. Des ruines et des insultes qui ont suivi cette excessive patience, on conclut la nécessité d'insister vigoureusement sur des réparations; et de l'oubli de ces dernieres, de l'omission de tout ce que pouvait rétablir l'honneur national et donner quelque satisfaction à la France sur laquelle toute violation avait par contre-coup été

^aThe letter constituted something so like an appeal to the people against Jay's treaty that Randolph, in his reply of June 13, cautioned him: American State Papers, Foreign Relations, I, 615. While Randolph's letter was transcribing Adet was received in place of Fauchet.

dirigée. On infère une mauvaise volonté dont le traité récemment conclu était loin de donner une preuve contraire.

Si vous vous donnez la peine de lire la Correspondance de M^r. Hammond Ministre d'Angleterre avec le Secrétaire d'Etat, vous verrez avec quelle froideur l'Envoyé Britannique demande à M^r. Randolph de vouloir bien lui expliquer cette phrase de sa lettre qui porte "que dans le cas où les vaisseaux Anglais continueraient de faire des infractions au traité qui unit la France et l'Amerique, le Gouvernement fédéral se croira autorisé à employer tous les moyens nécessaires pour en assurer l'exécution" Il n'y a que la faiblesse et la longanimité des Etats Unis qui puissent motiver une pareille demande; et l'on est tenté de croire en voyant de part et d'autre le ton de ces lettres à la veille de la ratification d'un traité que la Correspondance est un jeu joué entre les Ministres, comme les arrestations & les saisies d'un côté et les Ambassades Extraordinaires de l'autre sont un jeu joué entre les Gouvernemens.

Nous vous laissons à juger le mérite de cette Correspondance, Citoyen: Si elle vous paraît être hors des limites dans lesquelles le défaut d'instructions semblait nous devoir circonscrire vous peserez sans doute l'influence qu'ont du avoir sur nous les circonstances dont nous sommes entourés et la présomption fondée sur les intérêts de la République que le Gouvernement français ne pouvait voir d'un bon œil ce traité nouveau que les alentours, son origine, ses rédacteurs, que l'alarme évidente où sont nos amis rendent suffisamment suspect.

Salut et Fraternité

Jⁿ FAUCHET
LA FOREST
PETRY

La Correspondance du Ministre Anglais avec le Secrétaire d'Etat semble annoncer que cette correspondance est un jeu joué entre les ministres comme les saisies et les ambassades sont un jeu joué entre les gouvernements.

Les Commissaires exposent que le défaut d'instructions et la position où ils se sont trouvés doivent faire juger leur correspondance avec indulgence.

Fauchet to Committee of Public Safety.^a

BREST, le 8 Vendémiaire
de l'an 4^e de la République Française^b

*Jⁿ. Fauchet Aux Représentans du peuple Membres du Comité
de Salut public.*

CITOYENS: Aussitôt l'arrivée du Citoyen Adet mon successeur Je me suis empressé de me rendre auprès de vous pour vous rendre compte conjointement avec mes collègues de la mission qui vous avoit été confiée la difficulté des communications nous retardera probablement encore quelques jours. Dans cette crainte je crois de mon devoir de vous instruire des évènements les plus importants qui se sont passés en Amérique au moment de mon départ.^c Le premier est la ratification définitive du traité par le president des Etats unis. Le second qui est aussi interessant, mais plus imprévu est la connoissance de mes dépêches particulières que vous portoit la corvette le Jean Bart prise par les Anglois. On a notamment communiqué au President le N^o 10. de ma correspondance avec le Commissaire des relations extérieures. Cet incident a causé une révolution dans le ministère qui exige toute notre attention. Monsieur Randolph disgracié et compromis a résigné, on ignore qui le remplace. Monsieur Hammond (le Ministre Anglois) est parti sur la frégate la thistle de New York pour l'Angleterre le 17 Aout dernier. Je me reserve de vous donner verbalement des détails sur tous ces evenemens; J'ai cru qu'il étoit bon de vous instruire sommairement des faits dont la connoissance peut plus ou moins influer sur les mesures qui seroient en délibération dans le Sein du Comité de Salut Public

Salut et Fraternité

Jⁿ FAUCHET.

^a Etats-Unis, vol. 44, folio 338. L. S.

^b September 30, 1795.

^c See Randolph, *Vindication* (Philadelphia, 1795), and Conway, *Omitted Chapters in History Disclosed in the Career of Edmund Randolph*.

Fauchet to Committee of Public Safety.^a

BREST le 9 Vendémiaire

An 4^e de la Répub^e française une et indiv^e^b*Joseph Fauchet, Aux Représentans du Peuple, Membres du Comité de Salut Public.^c*

CITOYENS REPRÉSENTANS: Je m'empresse de vous annoncer l'arrivée de mon collègue Petry & de moi. Le Citoyen La Forest n'a pu s'embarquer avec nous à bord de la Frégate la Méduse; sa femme, une sœur & un enfant ne lui permettoient pas de passer sur un bâtiment de guerre que tout annonçoit devoir être attaqué en sortant du port de Newport. Il ne tardera pas à se rendre en France par la voye d'un bâtiment neutre.^c

^a Etats-Unis, vol. 44, folio 337. L. S. Indorsed: 54^b October 1, 1795.

^c Antoine-René-Charles-Mathurin de la Forest was born in 1756. He served in the French legation in the United States under Gerard and later under Luzerne; was made vice consul of France at Savannah, August 20, 1783; and after June 22, 1785, conducted the affairs of the office of consul general. He formally replaced Barbé-Marbois in this position, March 2, 1792. With other agents of the old monarchy he was recalled by the order of November 17, 1792, receiving his notification May 18, 1793, and he reluctantly returned by the advice of Washington. He was again appointed consul general, as has been seen, November 15, 1793 (vide p. 288 ante), and was made one of the commission to replace Genet. His relations with Fauchet, and the suspicions aroused, are given in the correspondence (especially page 389). When Otto, first commissioner in the bureau of foreign relations was arrested just prior to the Thermidorian revolution, La Forest's powers were revoked (June 8, 1794). By an odd coincidence Fauchet was complaining of La Forest at the same time (p. 389). Otto was released when Robespierre fell, but was again arrested, November 2, in the same year, possibly because of Fauchet's representations. The charges against Otto included the complaint that he had engaged in commerce while in the United States, and that he had relations with La Forest and Petry who were accused of misdemeanors and of aristocracy. Otto justified himself by explaining that correspondence with secret agents was always disguised in commercial terms; that the dot of his wife, amounting to less than 37,000 livres, was placed in America; and that this and his furniture constituted his sole possessions. He defended La Forest and Petry as agents who were "remarkable for probity and talents."

On La Forest's return to France, Talleyrand, who had known him in the United States, made him *chef de la direction des Fonds*, after his own accession to power. In this office, La Forest is said to have brought order into the confused affairs. He served in 1799 as commissioner in the administration of the posts. In March, 1800, he was connected with the negotiations with the United States.

He was made minister to Munich in 1801, and filled other positions under the Empire. See Masson, F., *Le département des affaires étrangères pendant la révolution* (Paris, 1877) pp. 407, 408, 455, 464; Masson cites *Biographie des hommes du jour*.

Otto, mentioned at various times in this correspondence, was born in 1754; studied public law at Strasbourg and was recommended by his instructors to Luzerne as his secretary, in 1776. He came with that minister to the United States, and about 1785, became secretary of legation. In 1785 and 1786, and again in October 1790, he was chargé des affaires of France in the United States. He returned to France in 1792 and received the appointment mentioned above. Under the Empire he became a councillor of state. His services in London in the negotiations which led to the Peace of Amiens are well known. Afterwards he became minister to Munich and to Vienna. Napoleon made him Comte de Mosloy. Masson, l. c. 243, 244, 320, 321, and Hoefler.

Je vous envoie par ce courrier le duplicata de nos dernières dépêches, et celles qui se trouvoient prêtes à l'arrivée de mon successeur. Je vais les suivre avec le Citoyen Petry et user de la plus grande diligence pour me rendre auprès de vous:

J.ⁿ FAUCHET.

Salut et Fraternité

Fauchet to Commissioner of Foreign Relations.^a

PARIS le 4 Brumaire

An 4^e de la République Française une et indivisible.^b

Le C^{en} Joseph Fauchet, ex Ministre Plénipotentiaire de la R^{que} près les Etats Unis. Au
Legation de Citoyen Commissaire des Relations extérieures
Philadelphie

CITOYEN: Je remis à mon successeur, aussitôt son arrivée à Philadelphie mes comptes et mes papiers qui appartiennent à la Légation de la République près les Etats Unis. Je restai quelque tems encore après ce compte rendu, afin d'aboucher le C^{en} Adet avec les Sénateurs rassemblés alors pour la ratification ou la réjection du Traité de Commerce et d'amitié que M^r Jay avoit conclu avec l'Angleterre. Je partis deux jours après la décision du Senat pour me rendre à Newport où étoit la *Méduse* qui devoit, suivant l'ordre du Nouveau Ministre me ramener en France; En passant le Sound les Vents Contraires forcerent le Paquebot à bord duquel J'étois de relacher à Stonnington. Un Courrier me fut dépêché par le nouveau Vice Consul de Newport le deuxieme jour de notre relâche a 9 heures du soir, pour me prévenir que le vaisseau Anglais *L'Africa* de 64 Canons etoit mouillé à l'ouvert du port probablement pour m'y attendre; je pris sur le champ le parti d'achever ma route par terre et d'emporter tous mes

Copie de l'article
sousigné 14 Brumaire
An 4^e

^a Etats-Unis, vol. 44, folio 369. L. S. Indorsed: 3^e Bureau Reçue le 11 Brum. Enreg. N^o 993. Renv. le 12 dud. Cit. Quivèl fr^e fr^e extrait de cette lettre relative à la violation de la neutralité des Etats Unis par les Anglois, et copie de la pièce jointe et les transmettre au gouvernement; répondre en consequence. —

^b October 26, 1795.

papiers, laissant tout ce que je possédois à bord. L'évènement comme vous le verrez par l'affidavit que je joins ici a justifié les craintes du C^{en} Arcambel; Un miracle m'a sauvé.^a Le C^{en} Adet a été instruit officiellement de cette violation de la Neutralité des Etats Unis & du droit des gens; une lettre de lui m'apprend qu'il a fait des représentations énergiques au Gouvernement Americain qui lui a promis une justice solennelle. L'effet de cette promesse n'a pas été prompt; car le même Vaisseau L'Africa est resté six semaines à nous bloquer, mouillant chaque soir dans la passe qui forme l'entrée du port, et sans le mauvais tems qui l'a forcé de rentrer dans la riviere de l'autre côté de l'isle de Connonicut qui le séparait de la frégate la Méduse, nous seroient peut être encore bloqués; il n'a même risqué cette manœuvre que parceque deux autres frégates ennemies nous attendoient à la hauteur de Block island. Le Citoyen Adet vous rendra sans doute compte de cet événement et entrera dans le plus grands détails sur la cause & les motifs de tant d'audace de la part des Anglais & de tant de patience de la part de l'Exécutif des Etats Unis.^b

Salut et Fraternité

Jⁿ FAUCHET

^a See McMaster, *History of the People of the United States*, II, 234, 235.

^b Washington's complaints of the later career of Fauchet, and of his neglect toward the president is in Conway, *Omitted Chapters in History*, 254-5.

VI. CORRESPONDENCE OF ADET.

Instructions^a pour le Ministre plénipotentiaire de la République, près les Etats Unis d'Amérique.

Le Comité de Salut Public ayant nommé, par son arrêté du 5 Vendémiaire, le Citoyen Oudart^b pour remplir les fonction [sic] de Ministre plénipotentiaire de la République près les Etats unis, ce Ministre se rendra dans le port de mer qui lui sera désigné pour passer à Philadelphie, à l'effet d'y mettre à exécution les ordres qui lui sont donnés par la présente instruction et ceux que le Comité lui adressera successivement.

Sa mission aura pour objet d'abord d'y signifier à Fauchet et aux deux autres Commissaires de la République près les Etats unis, Laforest et Petry, la révocation de leurs pouvoirs; de se faire remettre par eux tous les papiers relatifs à leur mission ou appartenans à la République, dont ils peuvent être munis; d'examiner leurs comptes, les arrêter provisoirement, leur en donner une décharge subordonnée à l'approbation du Comité de Salut Public et d'en envoyer, ainsi que des pièces justificatives, copie, dûment signée et légalisée par lui, au Commissaire des relations extérieures.

Il prendra des informations sur la conduite politique des trois individus ci-dessus nommés dans les Etats unis et il les transmettra au Comité de Salut Public.

Il s'occupera, sans délai des moyens de procurer au Comité de Salut Public une connaissance exacte et précise de l'état actuel de la créance de la République sur les Etats unis. A cet effet, il constatera les paiements faits jusqu'au moment de son arrivée et les anticipations assignées; il en adressera le tableau au Commissaire des relations extérieures et il y

^a Etats-Unis, vol. 42, folio 93. Original. Endorsed: Paris, le 2. brumaire An 3. de la République (October 23, 1794).

^b Oudart did not act, but the instructions were given to Adet, see post. Compare American State Papers, Foreign Relations, II, 427.

joindra des détails sur les moyens que les Etats unis pourront avoir, non seulement pour continuer de payer, à l'avenir et aux échéances fixes, les intérêts et capitaux de leur dette, mais encore de fournir aux anticipations dont les circonstances pourront exiger la demande. Il s'attachera à faire sentir aux Etats unis combien il importe à leur dignité que cette dette sacrée, qui en leur donnant l'indépendance les a placés au rang des grandes nations, ne souffre aucun retard dans ses échéances: surtout à une époque où elles sont nécessaires au soutien de la liberté Française, dont le sort est lié si intimément à la liberté Américaine.

Le Ministre plénipotentiaire sera près du gouvernement Américain, l'unique organe du gouvernement Français et les communications politiques avec ce Gouvernement lui appartiendront exclusivement. Il se concertera préalablement avec le Consul général sur les objets relatifs aux finances, au commerce et à la navigation, et ce dernier aura recours à ses offices dans ses relations avec le Gouvernement Américain.

Le Ministre plénipotentiaire veillera généralement à l'exécution de nos traités d'alliance, d'amitié et de commerce, ainsi qu'à celle de la Convention Consulaire.

Il veillera particulièrement à l'exécution des articles 17. 21 et 22 du traité de commerce, concernant l'admission des prises faites par nos Corsaires et l'exclusion de celles de nos ennemis. Si le Gouvernement des Etats unis paraissait encore vouloir refuser à nos armateurs la faculté d'y rendre leurs prises, quoiqu'elle soit stipulée implicitement par l'article 22 de ce traité, le Ministre plénipotentiaire emploierait tous les moyens de persuasion pour engager le Gouvernement Américain à revenir sur cet objet. Il lui citera, à cette occasion, l'exemple du Dannemark, qui, sans être aussi étroitement lié à France par son traité de commerce, a cependant permis la vente de toutes les prises faites par nos Croiseurs sur les côtes de Norwége, à condition que le produit serait versé dans le trésor public, pour être séquestré jusqu'à la paix. Mais malgré cet ordre ostensible, le produit de la vente a été remis jusqu'ici secrètement à nos armateurs qui ont tout lieu de se louer de la bienveillance du ministère Danois.

Autant qu'il sera possible, les prises chargées de subsistances ou de matières premières ne seront pas vendues sur les lieux, elles y attendront un convoi ou elles seront travesties en propriété Américaine et réparties sur les bâtimens Américains venant en France, et le Ministre plénipotentiaire après s'être concerté avec le Consul général donnera aux différens Consuls et Vice-Consuls les ordres nécessaires pour effectuer cette mesure et faire vendre les bâtimens pris s'il y a lieu.

Les moyens employés depuis cinq ans par nos ennemis nombreux, pour nous priver entièrement de toutes denrées étrangères, ayant mis la République dans l'impossibilité de se conformer strictement à l'article 23. du traité de commerce, le Ministre plénipotentiaire s'appliquera à faire comprendre au Gouvernement des Etats unis combien, dans ces circonstances uniques et difficiles, cet article s'est trouvé incompatible avec l'objet général de ce traité qui exclut toute préférence onéreuse et qui est fondé sur la réciprocité. Il ajoutera que le décret du 9. Mai 1793 qui a été l'objet de tant de réclamations, tendait, au contraire, quoiqu'indirectement, à soutenir les droits des *neutres*. Il observera que ce décret répressif a été arraché à la Convention nationale par les hostilités atroces des Puissances coalisées et que le 5°. article en justifie le motif, on déclarant que le décret cessera d'avoir son effet lorsque ces Puissances auront reconnu comme non saississables, conformément au droit des nations, *les comestibles qui se trouveront sur les bâtimens neutres*. Dans des circonstances semblables, la France n'ayant pas interprété rigoureusement les articles IV et V. du même traité, elle a compté sur la loyauté de ses amis et alliés et elle n'a pas cru que les Etats unis voulussent tourner à leur désavantage, ce traité qui ne peut être considéré que comme une des premières bases de l'indépendance Américaine. Enfin, le Ministre plénipotentiaire observera encore, pour prouver les bonnes intentions de la République à l'égard des Etats Unis, que par le décret du 1. Juillet, les bâtimens Américains sont seuls exclus des dispositions du décret du 9. Mai, et que ce décret n'a été rapporté par celui du 27. Juillet que relativement aux marchandises et comestibles appartenans aux ennemis.

Le Ministre plénipotentiaire desavouera s'il est encore nécessaire, l'entreprise projetée par Genet contre la nouvelle Orléans, ainsi que les armemens qui ont pû être faits dans le Kentucky à cette occasion; il blâmera tous ce qui a pû blesser, à cet égard, la stricte neutralité des Etats unis; il assurera que la volonté constante du Peuple Français, exprimée dans les décrets de la Convention, est de ne rien faire, ni rien souffrir de la part de ses Agens, qui puisse altérer l'harmonie qui doit régner entre les deux Républiques, et qu'il méconnaît entierement cette corruption qu'on ose nommer *politique* chez les Peuples esclaves.

Le Ministre plénipotentiaire aura soin de faire connaître sous ses véritables rapports au Gouvernement et au Peuple Américain, le rôle imposant que joue la République en résistant seule depuis cinq ans à la grande majorité des Puissances de l'Europe; il leur exposera les moyens barbares qui ont été employés, non seulement pour démembrer la France, mais pour faire disparaître jusqu'au nom du Peuple Français; il leur parlera des ressources inépuisables de la nation Française, de son énergie, de ses victoires nombreuses, et il en déduira la preuve de la stabilité impérissable de la République Française et par conséquent des avantages attachés à son alliance et à son amitié.

Il s'attachera surtout à démontrer que la cause des Français est celle des Américains eux-mêmes, et que la République Française succombant sous les coups des Puissances coalisées, aurait entraîné avec elle dans l'abîme de la tyrannie, et les Etats unis et tous les Peuples libres. — Il fera valoir la fidélité de la France à son traité avec les Etats Unis sa déférence aux représentations de leur Ministre à Paris, et l'utilité immense qui résultera pour eux de l'acte de navigation décrété le 21. Septembre 1793, singulierement en ce que les navigateurs Américains n'auront plus à craindre la concurrence des Anglais et des Hollandais pour le transport de leurs denrées en France.

Le Ministre plénipotentiaire s'appliquera particulièrement à gagner la confiance du Président et du Congrès. Ce Gouvernement est réfléchi, il examine long tems avant que de donner une réponse décisive, et il sera utile au Ministre plénipotentiaire de mettre dans ses communica-

tions officielles la modération et le sang froid qui caractérise toutes les démarches du Gouvernement Américain.^a

Il aura soin, pour assurer pleinement le succès de ses négociations, d'observer scrupuleusement les formes établies pour les communications officielles entre le Président des Etats Unis et les Agens étrangers, et il ne se permettra aucune démarche qui puisse donner ombrage aux habitans des Etats Unis à l'égard de la forme de Gouvernement qu'ils se sont donnée. Le Ministre plénipotentiaire se pénétrera, à ce sujet, du sens de l'article 119 de notre constitution par lequel "la République s'engage à ne pas s'immiscer dans le gouvernement des autres Nations."

Il s'occupera de tous les moyens d'amélioration du commerce, de la navigation et des établissemens consulaires de la République dans les Etats unis; le Comité laisse à sa sagacité et à sa sagesse à régler sur les lieux tous les détails relatifs à l'ensemble de cette partie de sa négociation.

Quant aux principes qui doivent le diriger en grand dans cette même partie, il se bornera à préparer auprès du Gouvernement Américain les moyens de la rédaction d'une nouvelle Convention Consulaire et d'un nouveau traité de commerce, et il fera part des progrès de sa négociation sur cet objet au Comité de Salut Public. Cette négociation sera basée sur les différens décrets de la Convention nationale rendus à ce sujet. Elle aura pour objet, par le nouveau traité, de fonder les relations commerciales des deux Républiques sur des stipulations plus avantageuses réciproquement et plus clairement énoncées que dans celui de 1778, et, par la nouvelle Convention Consulaire, d'assurer la pleine et entière exécution de ce traité.

Sur le premier objet, le Ministre plénipotentiaire stipulera, positivement et sans réserve, la réciprocité de l'exemption du droit de tonnage si nécessaire à notre marine marchande. Cette exemption assurée implicitement, dans les ports des Etats unis, par les articles IV. et V. de notre traité de commerce, n'a jamais pû y être exécutée, et depuis l'organisation de leurs douanes, un droit de tonnage très onéreux y a été exigé avec rigueur sur nos bâtimens mar-

^a But see the draft following, advising a close connection with the French party in the United States.

chands; il y a même été employé en 1793, une dureté et une injustice que le Gouvernement Américain n'aurait pas dû souffrir. Mais la naturalisation respective des Citoyens Français et Américains, proposée par Jefferson et désirée par la nation Française, facilitera cette stipulation d'une exemption réciproque de tonnage et la rendra moins offensante pour les Puissances, qui, en vertu de leurs traités, pourraient réclamer la participation aux mêmes avantages, puisque le *casus fœderis* se trouverait par cette stipulation changé à leur égard.

Toutes les autres stipulations avantageuses réciproquement aux deux Nations contractantes et dont le Ministre plénipotentiaire conviendra avec le Gouvernement des Etats unis seront aussi l'objet des nouvelles négociations. Mais, en attendant la confection des nouveaux traités, le Ministre plénipotentiaire se pénétrera profondément des dispositions des deux traités conclus en 1778 et de la Convention de 1788, et il en demandera, avec fermeté, l'exécution littérale, parce qu'elles sont le juste prix de l'indépendance que la Nation Française a acquise aux Etats unis, parce qu'elles sont l'échange de l'admission libre des bâtimens Américains dans les ports francs de nos isles, et parce qu'elles sont utiles, même au propre commerce des Etats unis, soit en diminuant la trop grande influence des armateurs Anglais dans leurs ports, soit en réduisant la taxe énorme qu'ils ne cessent de payer à l'industrie Anglaise.

Les Consuls de la République dans les ports des Etats unis, devront être considérés aujourd'hui non seulement comme des agens du commerce et de la marine, mais aussi comme des agens politiques, le Ministre plénipotentiaire aura avec eux une correspondance active sur les objets qui pourront intéresser sa mission.

Tels sont les objets politiques confiés aux soins du Citoyen Oudart. Le Comité lui fera donner des instructions particulières

1^{er} Sur les subsistances et approvisionnemens de la République dans les Etats Unis.

2^e Sur ceux à envoyer des Etats unis dans nos Colonies et sur les relations qu'il devra y entretenir.

3^e Sur les bois de construction du Nord en dépôt à New London ou sur la rivière du Connecticut.

4^e Sur l'entretien des hôpitaux établis sur différens points des Etats Unis.

5^e Enfin, sur les différens objets qui peuvent intéresser la marine et la guerre.

Le Ministre plénipotentiaire correspondra avec le Comité de salut public sur tout ce qui tient directement ou indirectement à la politique, et avec le Commissaire des relations extérieures sur tout ce qui est de pure administration

Au surplus, le Comité se repose avec confiance sur tout ce que le Citoyen Oudart avisera de meilleur et de plus convenable aux intérêts et à la gloire de la République dans tous les objets de sa mission. Fait à Paris le 2. Brumaire, L'an trois de la République une et indivisible

Les Membres du Comité de Salut-public

ESCHASSERIAUX	CHARLES COCHON.	MERLIN (de douai)
L. B. GUYTON	TREILHARD	THURCOT
PRIEUR DE S. M.	BREARD	RICHARD
	j f. B. DELMAS	P. A. CALOY

FOURCROY

{ Comité de Salut Public Seal }
{ République Française }

^a Le M. P. arrivera dans les Etats unis peu de tems après le commencement de la session du Congrès. Il ne perdra pas un moment à connaître à fond les deux partis qui divisent cette assemblée

Il aura soin de se lier étroitement avec le parti qui favorise la France sans cependant repousser les démonstrations de civilité ou d'hospitalité qui pourront lui être faites par l'autre parti. Sa contenance envers ce dernier doit être froide, mais decente, d'autant que menageant adroitement les passions et les préjugés de ce parti il en detachera peut être quelques hommes, qui jouissent d'une grande influence dans leurs Etats respectifs. C'est ainsi qu'il se conciliera la confiance d'un parti et l'estime de l'autre. Sa conduite sera surtout très mesurée pour tout ce qui concerne les discussions purement interieures des partisans de la France et il ne perdra jamais de vue qu'il doit cherer un parti et le diriger sans s'exposer à en devenir lui même un instrument.

La marche tortueuse des débats du Congrès exigera toute son attention. Il se souviendra que dans la dernière session les amis les plus zelés de l'Angleterre ou plutôt de son commerce, ont proposé des armemens considérables, que les Etats unis auroient été dans l'impuissance absolue de soutenir. Leur but était évidemment de commencer une guerre malheureuse et de se faire imposer au bout d'une Campagne des conditions très dures, fondées sur un traité de paix et de commerce. Les amis de la France s'opposèrent vivement à cette mesure perfide, mais ils demandèrent avec énergie le sequestre de toutes les propriétés anglaises et la saisie de tous les batimens marchands de la Grande Bretagne qui se trouvoient dans les ports Américains.

C'est à cette dernière mesure que le Ministre Plen. donnera la préférence, si la conduite arrogante de l'Angleterre engageoit enfin les Etats unis à user de represailles; mais sous ce rapport, il emploiera son influence avec beaucoup de ménagement et il se gardera bien de faire entrevoir au gouvernement Americain que nous desirons qu'il prenne part à cette guerre de la liberté contre le despotisme, il s'abstiendra de toute promesse directe ou indirecte de défendre les Etats unis dans le cas d'une guerre malheureuse. En calculant les chances d'une rupture ouverte entre les Etats unis et l'Angleterre, le Comité de S. P. trouve que les avantages et les inconveniens se compensent tellement,

NOTA ^a

Le Citoyen Oudart n'étant pas allé aux Etats unis, les *instructions* qui avaient été préparées pour lui (voir au 2 Brumaire an 3) ont été remises au C.^{en} Adet,^b ministre de la

^a Etats-Unis, vol. 43, folio 68.

^b Pierre Auguste Adet was born in Paris 1763, and died about 1832. He was educated as a chemist and published works on that science. He was secretary of the first commission sent to San Domingo, and later chief of the administration of the colonies, and in 1793 a member of the council of marine. He served on a mission to Geneva and was transferred to the United States, arriving in Philadelphia June 13, 1795, and presenting his credentials two days later. (Etats-Unis, vol. 43, p. 344; vol. 44, pp. 14, 72; Moniteur, XVI, 217; Nouvelle Biographie Générale.) The Federalist leaders at first spoke of him as a "mild tempered and well educated man, and no Jacobin." (Gibbs, Memoirs of the Administrations of Washington and Adams, I, 209; cf. Randall, Life of Jefferson, II, 273.) He held public positions in France on his return, and was a supporter of Napoleon.

république, avec les paragraphes additionnels contenus dans cette feuille.

* * * *pourront intéresser sa mission*

Le C^{en} Adet regardera comme un des objets importans de sa mission l'ouverture d'un emprunt de 30,000,000; ils s'en occupera dès les premiers momens de son arrivée. Le gouvernement général, les gouvernemens particuliers, enfin les individus, voilà les trois sources dans lesquels il pourra en puiser les moyens.

Il fera Valoir Egalement auprès de tous l'importance de la Cause que le Peuple Français soutient avec tant de courage relativement aux Etats unis dont les destinées sont si evidemment unies à celle de France. Il en conclura qu'il est pour eux d'un intérêt pressant d'aider celle ci de tous leurs moyens.

Il leur Rappelera, ce qu'ils sont déjà très disposés à croire qu'il n'y a point de doute qu'il n'existe contre eux, une Convention defensive et offensive entre l'Angleterre et l'Espagne qu'il est visible que ces deux Puissances s'appuyent reciproquement dans leurs prétentions l'une en gardant les Postes de L'ouest, L'autre en fermant le Mississipi, et en excitant les indiens Contre eux de ces diverses Contrées.

Il leur fera observer que cet emprunt étant destiné à faire face aux depenses de la République dans les états unis, les fonds n'en sortiront pas conséquemment, que loin d'avoir aucune inquiétude sur leur Emploi, ils doivent les considerer comme très avantageux pour eux-mêmes par l'activité qu'il donnera à leur Commerce par la prompte Rentrée des payemens, enfin par l'intérêt qu'ils en retireront immédiatement

Il ajoutera qu'il croirait injurieux pour eux d'avoir à les rassurer sur la solidité d'une créance qui basée sur un décret de la Représentation nationale aurait pour cautionnement l'honneur du peuple francais et la fidelité avec laquelle il remplit ses engagemens.

Il leur fera entendre mais avec circonspections et sans avancer rien de positif à ce sujet, que la France; comme ses Victoires continuelles lui donnent le droit de l'Espérer, venant à ce point de commander la Paix à ses Ennemis, il seroit très possible qu'elle exigera de l'Angleterre et de l'Espagne la cessation de ces sourdes hostilités contre les

Etats unis que leur intérêt doit donc les engager à ne rien épargner pour L'aider puisque c'est en même tems travailler pour Eux mêmes à l'accroissement de leur prospérité, Enfin, qu'ils ne peuvent douter de ce que la reconnaissance jointe à la sincère affection dont elle leur a déjà donné tant de preuves, pourrait inspirer alors à la République Française pour assurer leur repos et consolider leur indépendance. Ces observations n'auront pas moins de puissance sur les individus que sur le gouvernement Général et les Gouvernemens particuliers, leur effet sera sans doute, en les flattant, de cette Espérance d'être delivrés un jour pas nous des continuelles attaques de l'Angleterre et de l'Espagne, de leur persuader qu'ils ne peuvent faire un meilleur emploi de leurs fonds que de les consacrer à assurer des succès dont ils doivent partager les fruits, il est ainsi très probable que cet emprunt se Remplira facilement, lorsque la crainte d'avoir un jour à les employer pour leur propre défense, seule Cause qui pourrait les déterminer à les garder ne subsistera plus on recommande encore au Citoyen Adet de se tenir sur cet article dans une mesure tel que le gouvernement Américain n'en puisse tirer aucune Induction d'engagement de la part du Gouvernement de la Republique; les raisons prises de l'attachement de la France aux Intérêts de l'amérique suffiront pour donner toute leur valeur aux Conjectures qu'il en tirera sur nos dispositions à l'avenir envers les Etats unis, c'est à cela qu'il faut se borner en ne perdant jamais de vue l'extrême attention que ce Gouvernement apporte à recueillir les choses même en apparence les plus indifferentes et à s'en prévaloir dans le Moment ou il croit pouvoir en tirer parti.

Tels sont les objets politiques confiés aux soins du Citoyen Adet le Comité lui fera donner des ordres particuliers.

1^o Sur les subsistances et les approvisionnemens de la République des Etats Unis.

2^o Sur Ceux à envoyer des Etats unis dans nos Colonies et sur les.

Adet to Commissioner of Foreign Relations.^a

ROCHEFORT *Le 1^{er} Germinal*
l'an 3^{ème} de la République une et
indivisible^b

*Le Ministre plénipotentiaire de la République Française près
les Etats Unis de l'Amérique Au Citoyen Commissaire des
Relations Extérieures*

CITOIEN: J'ai reçu La lettre que tu m'as écrite en date du 22 ventose Relativement à la levée de l'extrait mortuaire du C^{en} Clavaux. je ne négligerai rien pour Remplir les vûes de la Commission aussitot que je serai arrivée aux Etats unis.

Je profite de l'occasion qui se présente pour te prier d'accélérer notre départ qui me paroît encore fort Eloigné. il n'existe dans le port de Rochefort ni dans la Rade aucun bâtiment qui nous soit destiné. La Commission de Marine n'a donné au Commandant des armes aucun ordre qui nous fut relatifs et cependant le comité de Salut public nous a ordonné de partir, et nous sommes partis dans la persuasion que le bâtiment qui devoit nous transporter aux états unis, étoit prêt à mettre à la voile. Les intérêts de la République permettent-ils qui nous restions longtems ici? ne devrions nous pas être Rendus à notre poste? Le départ de la Légation n'a-t-il pas été Retardé par mille obstacles, qu'une puissance invisible paroissoit elever chaque jour? faudra-t-il encore que nous ayons le déplaisir de voir le temps s'écouler avec rapidité, Et croupir dans un port au milieu des dégouts Et des Embarras de tout genre tandis que nous devrions servir notre patrie? faudra-t-il que nous devenions la proie des Anglais dont les croiseurs vont bientot couvrir nos côtes? nous avons ce malheur à craindre Citoyen Commissaire, si notre départ est longtemps différé, et cette perspective est triste pour les hommes Libres. Je n'ajouterai aucune Reflexion à cette lettre que je trace à la hate, certain que tu

Faire copie pour la
comission de la Ma-
rine Germinal An 3^e

^a Etats-Unis, vol. 43, folio 344. A. L. S. Indorsed: 3^e Bureau Recu le 7. Germ. Enreg. N^o 612. Renv. le 8 dud. Cit. quivel. écrire tout de suite à la Comm^e de la Marine.

^b March 21, 1795.

Emploieras tous tes moyens pour nous faire promptement partir.

Salut et Fraternité

P. A. ADET

P. S.—J'ai écrit par le dernier Courier à La Commission de Marine, je l'ai invitée à donner les ordres que je te prie de solliciter.

Adet to Committee of Public Safety.^a

Rochefort le 22 Germinal

L'an 3^e de la République une et indivisible^b

Le Ministre plenipotentiaire de la République près les Etats Unis de l'Amérique Aux Citoiens Representans du peuple Composant le Comité de Salut public.

CITOIENS REPRÉSENTANS: La Commission de la marine et des Colonies a donné ordre au commandant des armes à Rochefort de faire partir la Légation sur le bâtiment qui se trouveroit le plustot prêt il nous a destiné la frégate la Méduse, toutes les dispositions sont faites, et sous deux jours au plustard nous mettrons à la voile.

Je trahirois mes devoirs si je ne vous parlois pas du Zèle qu'a mis le Contre amiral Lelarge à accélérer notre départ, il n'a rien négligé, il a levé tous les obstacles, qui se presentoient, et je ne crains pas de vous le dire si nous n'avions pas eu le bonheur de rencontrer un homme aussi actif, et aussi dévoué au bien public, notre départ eut été peut être encore retardé.

Le représentant du peuple Blutel a bien voulu nous aider, de son autorité. il a ordonné au Commandant des Armes Le Large, de nous faire accompagner par l'avisol l'éveillé qui éclairera notre Marche.

J'ai lieu d'espérer qu'a l'aide des précautions qui ont été prises, nous arriverons heureusement aux Etats unis. La frégate La méduse est Commandée par un officier qui jouit d'une bonne Réputation, et a une marche supérieure. Cette condition est nécessaire pour échapper aux divisions Ang-

^a Etats-Unis, vol. 43, folio 409. L. S. indorsed: 3^e Div. 3^e Division N^o 1524.

^b April 11, 1795.

loises qui couvrent nos cotes depuis Oüessant, jusqu'au port du passage, et à la croisiere qui est sous les ordres du Commodore Murray aux attéragés des Etats unis.

Des lettres particulières écrites par des officiers de la corvette française L'espérance qui est tombée en son pouvoir vers la fin de Nivose, annoncent qu'elle est composée de trois vaisseaux de 74, et de six frégates de différentes forces elle s'est établie à L'ouverture de la baie de Chesapeake, et arrête les Batiments Américains qui reviennent d'Europe avec des chargements de vin et d'Eau de vie, sous le prétexte que le gouvernement français ayant mis les vins et les Eaux de vie de France en Requisition, les cargaisons de ces deux espèces de liqueur que se trouvent à bord des Américains, appartiennent nécessairement au gouvernement français.

Je ne sais si ce Rapport est bien fondé, à mon arrivée aux états unis je prendrai des Renseignements plus étendus, et je ne négligerai rien pour tirer parti d'une conduite aussi deloyale; il ne me sera pas difficile de Réussir quand J'aurai à lui opposer la marche franche du gouvernement français

Salut et fraternité

P. A. ADET.

Adet to Committee of Public Safety.^a

NEWPORT le 17, *Prairial*

l'an 3^{ème} de la Republique une et Indivisible.^b

Le Ministre plénipotentiaire de la République près les Etats Unis de la Amérique Aux Citoiens Representans du peuple composant le Comité de Salut Public.

CITOIENS REPRÉSENTANS: Je vous ai écrit à la hate avant hier pour vous prévenir que la legation et les Consuls etoient arrivés dans ce port après une traversée de 45 jours. Je vous ai prevenus que J'allois incessamment me rendre à Philadelphie, et je vous ai annoncé qu'aussitot qu'il me seroit possible de vous instruire de la situation des affaires

^a Etats-Unis, vol. 44, folio 14, A. L. S. Indorsed: envoyé à la section des Relations Extérieures Dannon.

^b June 5, 1795,

de la République, je m'acquitterois de ce devoir. J'ai chargé de ma lettre un Batiment Américain qui est parti hier pour un des ports de la France, mais comme des circonstances que je ne prévois pas peuvent empêcher que cette Lettre ne vous parvienne, je confie celleci au Capitaine Siméon Commandant la frégate la Méduse, persuadé qu'elle courra moins de risque entre ses mains que la première.

M. Jai est arrivé d'Angleterre depuis quelques jours. Le president a assemblé le Senat pour délibérer sur la Ratification du traité de Commerce conclu avec l'Angleterre il paroît que ce traité n'est pas généralement approuvé quelle sera la détermination du Senat? Je l'ignore. J'aurai soin de vous instruire du parti qu'il prendra, et du resultat des démarches que je ferai pour Diminuer l'influence du Cabinet britannique sur le gouvernement des Etats Unis.

Salut et Fraternité

P. A. ADET

Adet to Committee of Public Safety.^a

PHILADELPAIE le 7 Messidor

Legation de l'an 3^{me} de la République française, une et indivisible.^b

Ph^{ie} Le Ministre Plénipotentiaire de la République Française près les Etats Unis Aux
Politique Représentans du Peuple, membres du
No. 1. 1^{ata}] Comité de Salut Public.

CITOYENS REPRÉSENTANS: Arrivé à Philadelphie le 25 Prairial,^c je n'ai rien négligé pour obtenir promptement audience du Président des Etats-unis, me faire accrediter, et me mettre en mesure d'agir pour le bien de notre pays.

J'ai remis mes Lettres de créance au Président le 27. Prairial, dans une audience particulière. Des protestations d'amitié; pour la France, des vœux pour ses succès, l'assurance de l'attachement le plus inviolable aux Etats unis, quelques éloges pour le Président; tel a été le texte de Son

^a Etats-Unis, vol. 44, folio 72, L. S. Indorsed: Renvoyé à la Section des Relations Extérieures Dannon.

^b June 25, 1795.

^c June 13, 1795.

discours et de mes réponses. J'aurais été touché de la sincérité apparente de ses protestations si je n'avais été déjà instruit par la voix publique, par des hommes attachés sincèrement à notre pays, que la France était le jouet de l'astuce du Cabinet de Philadelphie.

Il est tems, Citoyens Représentans, d'arracher le voile que mes prédécesseurs ont déchiré, et de montrer la vérité au grand jour. Mon devoir me le prescrit, l'intérêt de mon Pays me l'ordonne, et je trahirais sa gloire si je voyois d'un œil tranquille qu'on veut payer ici ses bienfaits de la plus noire ingratitude.

Longtems on a été dans l'erreur en France, Citoyens Représentans, sur les intentions du Gouvernement Américain à notre égard. On a cru qu'il nous était dévoué, on a cru qu'il regardait notre cause comme la sienne, on a cru qu'il était prêt à nous aider de tous ses moyens, on a cru qu'attaché à la liberté, il voyait dans nos Succès le gage certain de son indépendance. Eh bien, Citoyens, on s'est trompé et ses négociations avec l'Angleterre fournissent une preuve qui doit contraindre au Silence les hommes qui ont toujours pallié ses torts envers nous, et qui ont rejeté sur l'impuissance de ses moyens l'indifférence avec laquelle il nous laissait outrager par les Anglais.

Par quelle fatalité, n'avez vous pas reçu avant mon départ les dépêches que vous avait adressées mon prédécesseur sur la conduite du Gouvernement Américain envers nous et sur les craintes trop justement fondées que lui inspirait la négociation de John Jay. Vous auriez pu me donner des instructions propres à me diriger d'une manière certaine. Ma position est extrêmement difficile, Citoyens Représentans. Il faut ou que je demande avec force communication du Traité que je laisse éclater mon indignation, ou que je dévore en Silence jusqu'à un moment plus heureux l'insulte faite à notre Pays. Après de mûres réflexions j'ai pensé que ce parti quoique peut être peu d'accord avec la fierté républicaine m'était conseillé par le devoir et la prudence; je l'ai adopté et je pense que les développemens dans lesquels je vais entrer vous feront approuver ma conduite.

Depuis le moment où le système du Gouvernement a

changé dans ce Pays, et où la Constitution Fédérale a été adoptée, on a remarqué que les Agens de ce Gouvernement s'éloignaient insensiblement de la France dans le tems où ils auroient dû s'en rapprocher; on les a vus oublier ses bienfaits pour favoriser l'ennemi de la liberté française, et de l'indépendance Américaine. On les voit enfin aujourd'hui s'unir avec la Grande Bretagne par des liens que la liberté avait brisés, et qui en dégradant la souveraineté du Peuple Américain, le ravale au rang des sujets de Georges III.

Quel motif a pu porter le Gouvernement fédéral à chercher les moyens de rompre l'amitié qui unit le peuple Américain au peuple Français et à se lier avec notre ennemi? Il est aisé de résoudre ce problème. Les Agens principaux de ce Gouvernement tendent depuis longtems au pouvoir absolu. Les idées de noblesse de Puissance fermentent dans beaucoup de têtes. L'Eclat qui environne le Trône éblouit peut être l'imagination du Président; l'envie de créer un Senat héréditaire, de distinguer les Familles en patriciennes et plébeïennes, tourmente des hommes qui affectent déjà les ridicules de notre ancienne noblesse, et la liberté de l'Amérique ne serait peut être plus qu'un mot vide de sens, si la révolution Française n'avait ralenti les progrès de l'ambition du pouvoir Exécutif; sous la monarchie il aurait obtenu des Secours qu'il ne peut attendre de notre République. Il eut enchaîné par son aide le peuple Américain, et il n'a pas vu sans chagrin s'élever chez nous sur le débris de la royauté un Gouvernement dont il ne pouvait rien attendre. Il s'est en conséquence éloigné de la France aussitôt qu'elle a été Républicquée et s'est rapproché de l'Angleterre à laquelle il tenait déjà par tant de rapports, et qui pouvait seule contrebalancer l'influence des principes Français sur l'esprit des Américains. Accoutumé à conduire ses affaires avec l'astuce des Cabinets de L'Europe, il a paru longtems nous ménager pour nous frapper ensuite plus sûrement. Ce n'est qu'au moment où il a vu la France entamée par la coalition, ou il a cru qu'elle ne ferait plus que d'inutiles efforts pour briser les fers qu'on lui préparait.^a ou il a vu ses cotes et les

^a C'est à la fin de la Session du Senat de 1794. dans le tems où les Ennemis avaient en leur possession Condé, Valenciennes, &c. que la rebellion de la Vendée paraissait acquerir de nouvelles forces que *Jay*. a été envoyé en Angleterre.

mers de l'Amérique abandonnées aux Anglais, qu'il a levé le masque et traité ouvertement avec Eux. Mais comment concevoir cette alliance monstrueuse qui rappelle pour ainsi dire l'Angleterre à ses anciens droits sur les États Unis, si on n'avait tout lieu de penser qu'elle est le prix Secret de la protection promise par les Anglais aux Agents actuels du Gouvernement, et que ces Agents s'assuraient par là un double moyen de détruire ici notre influence qu'ils jugent nuisible à leurs intérêts. En effet ou la France gardera son *Statu quo* avec les États Unis ou elle rompera avec Eux. Dans la première hypothèse les Anglais ayant acquis toute la prépondérance par leur Traité, nous sommes réduits à jouer un Role passif et le Gouvernement appuié par l'Angleterre peut faire tout ce qu'il osera tenter; si la France au contraire vient à rompre avec les États Unis, le Gouvernement dans ce cas se trouve délivré d'alliés incommodes pour lui. Le Peuple Américain trompé par des suggestions adroites et perfides, ne verra pas que la Guerre est l'ouvrage de son Gouvernement, il accusera la France d'avoir brisé les nœuds de l'amitié qui unissaient les deux Pays, et se jettra en aveugle dans les bras de l'Exécutif qui le conduira à son gré vers l'abîme ou il veut l'entraîner, Qui pourrait assurer qu'en faisant le Traité avec l'Angleterre, le Président n'a pas eu cette intention. Qui pourrait prouver que ce Traité ne détruit pas celui de 1778. qu'on les examine attentivement, et qu'on trouve le moyen de faire exécuter l'article XXII. de notre Traité si les Anglais appelés aux mêmes avantages par l'article XXV. du leur ne veulent pas le permettre. Il faudra donc alors que pressé par les circonstances le Gouvernement Américain placé entre deux nations rivales fasse pencher la balance en faveur de l'une des deux, & je le demande pouvons nous espérer que nous l'emporterons sur les Anglais, quand l'Exécutif s'est déjà déclaré en leur faveur d'une manière non équivoque. Peut être des Evénemens ultérieurs changeront-ils ces dispositions. Mais dans les circonstances actuelles je pense qu'il est disposé à profiter des choses les moins importantes pour détruire l'amitié que nous porte le Peuple Américain et lui donner de l'inquié-

tude sur nos intentions. Je me garde en conséquence de demander communication du Traité. Je suis assuré qu'elle me serait refusée, et peut être de manière à ne me pas laisser d'alternative dans ma conduite. Cependant elle ne saurait être trop mesurée puisque Je suis dépourvu d'instructions relatives aux Circonstances actuelles et que la plus légère démarche peut compromettre d'une manière très grave les intérêts de la France. Mais enfin le Senat vient de donner son approbation au Traité. Il faut que j'agisse, mais soyés certains, Citoyens Représentans que je serai très circonspect dans les mesures que je prendrai pour empêcher la ratification définitive du Traité par le Président. Pourrai-je y réussir, je l'ignore; et pour vous parler avec franchise j'en doute! Les intrigues auxquelles on s'est abaissé pour faire approuver le Traité par le Sénat ne me laissent rien à espérer d'un Gouvernement corrompu qui ne désire que la richesse et la Puissance. Vous serez étonnés d'apprendre que l'or, les promesses et la crainte ont dicté aux Sénateurs leurs suffrages. Que *Read* Sénateur de la Caroline du Sud a reçu de l'Angleterre pour 1500 Livres Sterling, d'Argenterie. Que *Gunn* de la Georgie a donné sa voix pour prix d'un Traité qu'on doit conclure en sa faveur avec les Sauvages, et qu'on a menacé le Sénat de la colère du Commodor Murray s'il ne votait en faveur de l'Angleterre; que dix Sénateurs seulement dont je vous envoie les noms ont eu le courage de voter contre le Traité; qu'il a été arrêté que ce Traité ne serait pas publié, et que je n'ai pu m'en procurer une Copie qu'au prix d'argent. Il est bien douloureux pour moi, Citoyens Représentans, de voir que nous sommes moins aimés d'un Gouvernement Républicain, que nous ne le sommes de quelques Rois, et de n'avoir á recueillir que les vœux stériles d'un Peuple sincèrement attaché à la liberté à nos intérêts, à notre cause, et de voir son devouement pour nous enchainé par des hommes adroits et perfides comme Jay et Hamilton qui l'ont trompé et qui ne rougissent pas de le tromper encore, mais il est plus éclairé qu'ils ne le pensent sur ses véritables et il est probable qu'à la prochaine Session de la Chambre des Représentans les affaires prendront une tournure sérieuse. Les Patriotes sont en majorité dans la Chambre des Représentans, ils sont en notre faveur;

ils ne voudront pas suivant toutes les apparences permettre l'exécution du Traité conclu entre la Grande Bretagne et l'Exécutif, et il y a tout lieu de croire qu'il s'établira une Scission entre la Chambre des Représentans et l'Exécutif. Nul doute alors que le parti Anglais qui tient à l'exécutif ne soit écrassé malgré tous ses efforts et que la balance ne panche alors en notre faveur. Mais en attendant que les évènements servent nos intérêts, soyés convainçus, Citoyens, que je ne négligerai rien pour servir la cause de mon Pays, et exécuter les ordres que vous me donnerez.

Salut et Fraternité

P. A. ADET.

Adet to Committee of Public Safety.^a

PHILADELPHIE le 10 Messidor,

l'an 3^e de la République française une et

Legation de

Philadelphie

Politique

No. 2. primata.

ind^{ble} b

Pierre Auguste Adet, Ministre plenipotentiaire de la République française pres les Etats Unis Aux Représentans du Peuple, membres du Comité de Salut Public

CITOYENS: Je suis le quatrième Ministre que la France ait envoyé ici depuis 1791. Mes prédécesseurs n'ont jamais reçu de lettres du Gouvernement, à peine quelques loix quelques gazettes leur sont elles parvenues. Suis-je menacé du même sort? faudra-t-il que j'apprenne les nouvelles qui intéressent mon pays par la voie des Anglais, par les papiers Américains? faudra-t-il que je flotte dans l'incertitude, sur le parti qu'il me conviendra de prendre dans les circonstances qui se préparent, et que je devienne comme mes prédécesseurs le jouet du Gouvernement Américain, quand il verra que comme eux je suis abandonné par la France? C'est peut être au défaut de correspondance suivie de la France avec ses Ministres qu'il faut attribuer les écarts de

^a Etats-Unis, vol. 44, folio 79. L. S. Indorsed: renvoyé à la section des relations extérieures Dannon

^b June 28, 1795.

Genet.^a C'est peut être à l'oubli dans lequel le Gouvernement français a laissé ses agents en Amérique, au peu de suite qu'on a donnée aux Relations avec ce pays qu'il faut attribuer le Traité conclu avec l'Angleterre. Si la France avait soutenu ses agens ici, si après les discussions qui se sont élevées entre le Gouvernement Américain et les Ministres français, ceux-ci avaient pu s'étayer d'ordres précis de leur Gouvernement, nul doute qu'ils n'eussent mis plus d'aplomb dans leur conduite, et les Américains plus de mesure.

Soyés en convaincus, Citoyens Représentans le Gouvernement Américain a laissé violer vos Traités, parcequ'il a cru que la France n'avait pas les yeux ouverts sur ses démarches, Avec quelques politesses il a voulu gagner chaque nouveau Ministre, pour que dans ses premières dépêches il tranquilisât la France sur ses intentions, bien persuadé qui suivant l'ordre des choses établi jusqu'à ce jour, le Ministre et sa correspondance seraient bientôt oubliés, et qu'il serait permis d'insulter aux Traités avec la France sous les yeux d'un agent dont les réclamations devenaient sans force, lorsqu'il n'était pas appuyé de son Gouvernement.

Je ne pourrais, je vous le déclare avec franchise, Citoyens Représentans, rester dans la nullité où ont été mes prédécesseurs, et s'il fallait que sans loix, sans nouvelles je parlasse toujours en mon nom, et que jamais je ne fusse l'organe des ordres de mon Gouvernement, je serais inutile ici à la République et ma conscience m'ordonnerait de renoncer à mes fonctions.

Mais il est aisé d'obvier aux inconvéniens que je viens de vous exposer, et pour y parvenir, je me suis concerté avec le Consul général; il doit acheter, ou frêter deux petits bâtimens qui sous pavillon Américain avec un Capitaine et un équipage Américain pourront aller successivement en France vous porter mes dépêches et me rapporter vos ordres. Je n'insisterai nullement pour vous prouver la nécessité de cette mesure, elle est évidente et J'ose espérer qu'elle aura votre approbation

Salut et Fraternité

P. A. ADET

^aOn September 16, 1795, the Committee of Public Safety declared that they had received no dispatch from Adet since his arrival (June 13). These delays do not indicate indifference.

Adet to Committee of Public Safety.^a

Legation de
Philadelphie
Politique

No. 3. 1^{re}]

PHILADELPHIE, le 15 Messidor

l'an 3^e de la République française une &
indiv^{se}^b

*Pierre Auguste Adet, Ministre Plénipoten-
tiaire de la République française près les
Etats Unis d'Amérique Aux Représen-
tans du Peuple, membres du Comité de
Salut Public.*

CITOYENS REPRÉSENTANS: Si tous mes efforts pour détruire l'alliance de l'Angleterre et des Etats Unis sont inutiles, si le Traité avec la Grande Bretagne est ratifié par le Président, J'aurai selon toutes les apparences, forcé le Gouvernement Américain à s'expliquer cathégoriquement sur l'exécution de notre Traité, et à vous montrer quelles sont ses véritables intentions.

Plein de l'esprit des instructions que vous m'avez données, je n'ai fait aucune démarche qui put allarmer l'Exécutif des Etats Unis. Mais j'ai pensé que je devais user de tous les moyens qui sans me compromettre, pouvaient lui faire faire des réflexions sur sa conduite et sur le parti qui lui convient de prendre dans les circonstances difficiles où il est engagé.

Pendant les délibérations du Senat comme je vous l'ai marqué, Citoyens Représentans, je ne me suis pas plaint au Gouvernement de ce qu'il avait Traité avec nos Ennemis, sans communiquer à la République l'objets de ses negociations. J'aurais eu pour toute reponse de longs commentaires sur la neutralité, dans lesquels on aurait cité toutes les autorités possibles pour prouver que le Gouvernement Américain n'avait pas violé le droit des gens, et je n'aurais pas obtenir la communication du Traité. J'ai donc pris le parti de ne temoigner aucun mécontentement à l'Exécutif et de faire acheter d'un Sénateur une Copie du Traité pour vous la faire parvenir. A peine a-t-elle été entre mes mains qu'en le comparant avec le notre j'ai vû que nos

^a Etats-Unis, vol. 44, folio 84. L. S. Indorsed: Renvoyé à la Section des Relations Extérieures Dannon.

^b July 3, 1795.

intérêts étaient lésés, que Ceux du Peuple Américain avaient été trahis.

Informé du parti que le Gouvernement avait pris de tenir le Traité secret jusqu'aux explications de la Cour de Londres sur l'article 12. rejeté par le Senat, j'ai pensé que le Gouvernement craignait l'opinion publique, et qu'il était nécessaire de faire connaître au Peuple ce Traité pour opposer son opinion aux manœuvres du Gouvernement; que par là je pourrais peut-être le forcer à une conduite plus juste à notre égard et moins partielle en faveur de la Grande Bretagne. J'ai fait parvenir au petit fils de Franklin qui rédige *L'Aurore Journal Patriote*, un *Extrait* du Traité, sans qu'il put se douter qu'il vint de moi. Il l'a fait imprimer dans sa feuille et le lendemain il a été copié dans les autres papiers publics. Sa publication a produit l'effet que J'en attendais. Les murmures du Commerce se sont mêlés à ceux des amis de la France, et sont parvenus aux oreilles du Gouvernement. Ils lui ont appris que les flatteries des partisans de l'Angleterre, l'avaient endormi sur ses intérêts, et lui avaient fait oublier qu'il n'était pas assez puissant encore pour se passer de popularité. J'ai saisi ce moment pour aller voir M^r Randolph. Je lui ai demandé avec le ton de la confiance si le Traité publié dans les papiers était le même que celui qui avait été ratifié par le Sénat; s'il était vrai qu'il y eut plusieurs articles qui blessassent les intérêts de la France; s'il y avait une clause qui empêchât les Etats Unis dans le cas où nous ouvririons une nouvelle négociation de nous accorder les avantages que nous assurait notre ancien Traité; s'il était vrai comme le bruit public le rapportait, qu'il eut refusé communication de ce Traité à mon prédécesseur, J'ai ajouté que si les choses étaient ainsi, je lui annonçais avec chagrin que je me trouvais dans l'impossibilité de remplir une partie de ma mission auprès des Etats Unis, puisque j'étais chargé par le Gouvernement de préparer la rédaction d'un nouveau Traité de Commerce et d'une nouvelle Convention Consulaire.^a

M^r Randolph m'a répondu que le Traité ne contenait rien

^a See Adet to Randolph, June 30, 1795, inclosing extracts from his instructions; Randolph's reply, of July 1, and further correspondence in July, are in *American State Papers, Foreign Relations*, I, 594-595, 640-642.

qui fut contraire aux intérêts de la France; que pour me le prouver il prierait M. le President de l'autoriser à me le communiquer. "Et que m'importe aujourd'hui, Monsieur, lui aije dit, puisque le Traité est ratifié." Non M^r a repris vivement M^r Randolph, Le Sénat en donnant son avis au Président, a approuvé le Traité; mais le Président a seul le droit de le ratifier; je vous remettrai le Traité si M^r le Président comme je l'espère veut m'y autoriser, et vous aurez la complaisance d'y faire vos observations. La ratification du Président est suspendue"

"Donnez-moi, a-t-il ajouté après un moment de Silence, copie de vos instructions, et de vos pouvoirs pour entamer une négociation relative à un nouveau Traité, M^r le Président est prêt à recevoir vos propositions." J'ai assuré alors M. Randolph des sentimens d'amitié que la France avait pour les Etats Unis.

J'ai alors fait tous mes efforts pour le convaincre qu'il était utile aux Etats Unis de seconder la France dans la guerre actuelle, de se réunir à elle par tous les rapports, et qu'il était de l'intérêt des deux Gouvernemens de les multiplier. Mes demonstrations, mes preuves, étaient évidentes, mais ont-elles pu contrebalancer l'influence de l'Angleterre.

A peine étais-je rentré chez moi que M^r Randolph y est arrivé avec le Traité. Il me l'a remis, en me demandant communication de la partie de mes instructions relatives à une nouvelle négociation pour un Traité de Commerce. Je lui ai écrit le jour même la lettre (N^o 1.) et J'ai reçu la réponse le 1^{er} Juillet ou 13 Messidor. La réponse à la lettre que j'avais écrite à M^r Randolph vous la trouverez sous le (N^o 2.). Je n'ai point voulu entrer en discussion avec le Gouvernement sur l'objet de cette Lettre avant que d'avoir reçu une Réponse aux observations que j'avais adressées à M^r Randolph sur le Traité parceque cette réponse doit être un titre irrécusable sur lequel nous pourrons nous appuyer si on veut élever quelques difficultés sur l'exécution de notre Traité actuel et sur l'objet de nos négociations ultérieures.

Je vous envoie sous le N^o 3. mes observations sur le Traité.

Je n'ai pas cru devoir entrer dans la discussion des questions générales, j'aurais été accablé des arguties d'une diplomatie tortueuse, & il m'eut été impossible d'obtenir aucun

résultat. Je n'ai comme vous le verrez, porté mon attention que sur les articles du Traité qui m'ont paru blesser essentiellement nos droits.

Le jour même où J'ai adressé mes observations à M^r Randolph, j'ai fait représenter au Ministre d'Espagne par une personne de sa connaissance & dont je suis crû, que le Traité des Etats Unis avec l'Angleterre, était une insulte faite à son pays, puisque le Grande Brétagne disposait du Mississipi comme d'une de ses propriétés. Le Ministre d'Espagne a remercié mon Agent, et s'est rendu de suite chez le Président pour l'engager à ne pas ratifier le Traité, en lui disant qu'il le regardait comme une rupture avec l'Espagne, s'il devait être exécuté.

Le Ministre Espagnol est extrêmement piqué de la conduite actuelle du Président qui faisait négocier à Madrid pour l'ouverture du Mississipi dans le même tems qu'elle était l'objet des stipulations de M. Jay, et du Cabinet Britannique. J'ignore si les représentations du Ministre Espagnol qui est devenu notre instrument sans s'en douter, pourront avec les miennes contrabalancer l'influence Anglaise. Mes premières dépêches sans doute pourront vous en instruire

Salut et Fraternité

P. A. ADET

Adet to Committee on Public Safety. ^a

Légation

PHILADELPHIE le 18 Messidor.

de

L'an 3^e de la République française une &

Philadelphie

indiv.^b

Politique

*Pierre Auguste Adet Ministre Plénip^e de la
Répub^e Franç^e près les E. U. Aux Re-
présentans du Peuple Membres du Comité
de Salut Public.*

No. 4. 1^{sta}]

CITOYENS REPRÉSENTANS: Je n'ai pas encore de réponse à mes observations. M^r Randolph est malade, et j'ai tout lieu de croire que l'inquiétude est la principale cause de sa maladie.

^a Etats-Unis, vol. 44, folio 108. L. S. Indorsed: Renvoyé à la Section des Relations Extérieures Dannon.

^b July 6, 1795.

Le Peuple est loin d'avoir sur le Traité des Etats Unis avec l'Angleterre la même opinion que la majorité du Sénat. Le mécontentement se manifeste de toutes parts, Le 4 Juillet anniversaire de l'indépendance Américaine, en a fourni des preuves non equivoques. Jay a été brulé ici par les charpentiers des Vaisseaux; il était représenté tenant une balance dans sa main droite; sur le plateau qui était le plus léger était écrit *Liberté et Indépendance de L'Amérique*; sur le plus pesant on lisait *Or de L'Angleterre*; dans sa main gauche, il portait le Traité, et de sa bouche sortaient ces paroles. *payez moi ce que je demande et je vous vendrai mon Pays*. En vain le maire de Philadelphie, en vain les Négocians qui employent ces charpentiers ont fait tous leurs efforts pour empêcher cette exécution populaire rien n'a pu changer leur détermination; en vain le Command^t d'une Compagnie de Dragons toute dévouée au parti Anglais a-t-il voulu rassembler sa troupe pour s'opposer au mouvement; dix cavaliers seulement ont obéi à ses ordres; arrivés au lieu de rassemblement ils ont voulu le dissiper, mais ils ont été repoussés à coups de pierre, et ont été forcés d'abandonner le champ de bataille au Peuple qui a brulé paisiblement l'effigie de John Jay.

Salut et Fraternité.

P. A. ADET.

Adet to Committee of Public Safety.^a

Legation	PHILADELPHIE, le 29 Messidor,
de	l'an 3 ^e de la Republique française, une et
Philadelphie	indivisible. ^b
Politique	<i>Le Ministre Plenipotentiaire de la Repu-</i>
No. 5. 1 ^{re}]	<i>blique française, près les Etats Unis Aux</i>
	<i>Représentans du Peuple, membres du</i>
	<i>Comité de Salut Public.</i>

CITOYENS REPRÉSENTANS: Plusieurs accès de fièvre dont je suis heureusement délivré m'ont empêché depuis dix jours de me livrer au travail. Je profite des premiers momens de

^a Etats-Unis, vol. 44, folio 116, L. S.

^b July 17, 1795.

ma convalescence pour vous donner des détails que je vous ai promise dans mes autres lettres.

Le mecontentement qui a éclaté à Philadelphie s'est manifesté dans plusieurs autres villes surtout à New York, et à Baltimore. La scène qui a eu lieu à Philadelphie ne s'y est pas répétée, mais il suffit de lire la Serie des toasts portés dans ces deux villes le 4 Juillet dernier pour juger de l'impression qu'a fait le Traité sur l'opinion publique.

Cette impression a été plus vive encore à Boston. La lettre que j'ai reçue hier du Citoyen Dannery et dont je vous envoie copie sous le N^o 1. suffira pour vous le prouver. L'Exemple que les Bostoniens viennent de donner à L'Amerique pourra être suivi dans quelques autres Etats, mais sans aucun resultat avantageux ni pour nous ni pour les Etats Unis.

Quoique rien ne transpire sur les intentions du President, quoique M^r Randolph garde la plus grande reserve à cet égard, le Traité est ratifié et envoyé à Londres avec une nouvelle redaction de l'article 12, s'il faut en croire le Senateur Buttler. D'autres m'assurent que la ratification du President est ajournée, mais tout me porte à penser que le Traité en sera revetu.

Depuis sa nomination à la Présidence, Washington a observé la Constitution avec une attention scrupuleuse, jamais il ne s'en est écarté, et quelques soient les reclamations qui lui parviennent, quelques soient les plaintes et les murmures du Peuple Americain, invariable dans son plan de conduite Washington ratifiera le Traité, par cela seul qu'il a eu l'approbation de la majorité du Sénat, et que la ratification dans ce cas lui paraît un de ses devoirs constitutionnels. Accoutumé d'ailleurs à se voir l'idole du Peuple Américain il pense que la volonté publique se taira devant la sienne, et il espère d'ailleurs que l'influence et les efforts des partisans de l'Angleterre contraindront nos amis au Silence. Dejà ils s'agitent de toutes parts, et Hamilton n'a pas rougi de s'avouer dans la bourse, dans les cafés de New York comme le chevalier du Traité et a défié tous ceux qui y etaient opposés de soutenir une discussion contradictoire avec lui.

Vous pouvés juger par là, Citoyens Représentans, de l'affection que cet homme porte à l'Angleterre son ancienne

Patrie, au détriment des Etats Unis quoique éloigné du Ministère; il est encore le conseil et l'âme du Gouvernement. A quoi devons nous donc nous attendre?

Quelques soient les assurances positives que M^r Randolph m'a données dans sa réponse à mes observations sur le Traité, je ne saurois y avoir confiance. Je vous adresse sous le N^o 2. cette réponse, vous la lirez, c'est à vous seuls qu'il appartient de la juger, et de me tracer ma conduite ultérieure.

J'ai écrit à M^r Randolph ^a la lettre ci-jointe en réponse à la sienne et je me suis gardé d'entrer dans une nouvelle discussion avec lui; la maniere dont il combat le raisonnement simple qui résultait de la comparaison de l'article 17 de notre Traité avec l'article 25 de la Grande Bretagne, doit nous prouver que toutes les fois qu'il s'agira de nos intérêts, nous aurons de très longues dissertations, et jamais une marque d'amitié! En effet quand M^r Randolph me dit que si nous avons voulu nous relâcher de nos droits sur la contrebande, ce n'était pas une raison pour la Grande Bretagne de se relâcher des siens; je lui aurais demandé pour qu'elle raison les Etats Unis qui avaient fait avec la Suede, la Prusse, le Dannemark, la même exception pour la contrebande qu'avec nous, s'étaient tout à coup relâchés à cet egard en faveur de la Grande Bretagne, surtout dans le cours de la guerre atroce qu'elle avait suscitée contre nous. J'aurais pu lui demander si le Gouvernement des Etats Unis nous était attaché, quel moyen il emploierait pour servir nos intérêts blessés par l'article relatif à la contrebande.

J'aurais pu me plaindre de l'article du Traité qui légalise la prise des batimens Americains sur le seul soupçon qu'ils renferment des propriétés ennemies, ou qu'ils portent à l'ennemi des articles de contrebande de guerre.

De ce que les Etats Unis dans leur Traité avec la Grande Bretagne ont admis comme légale la prise des batimens chargés de grains, sous le frivole prétexte qu'il est extrêmement difficile de préciser les cas dans lesquels on ne peut classer dans la liste des objets de contrebande les subsistances, et autres objets qui ne sont généralement exceptés.

^a Compare American State Papers, Foreign Relations, I, 641, 642.

De ce que la Grande Bretagne est placée sur le pied de la Nation la plus favorisée, et de ce qu'on a stipulé qu'aucune prohibition ne gênerait l'exportation ou l'importation d'une marchandise quelconque du territoire, ou dans le territoire des parties contractantes si elle ne s'étendait pas sur les autres Nations.

De ce que le Traité améliore la condition de la Grande Bretagne pendant la guerre actuelle, et lui donne les moyens de suivre la guerre contre la République.

Mais sur le 1^{er} point je n'aurais eu par écrit comme dans ses réponses verbales, que des dissertations d'Ecole, et sur les autres articles il m'auroit renvoyé au nouveau Traité, comme il l'avait fait dans une conversation particulière.

La préparation de la nouvelle Convention Consulaire, et du nouveau Traité de commerce a déjà été le sujet de longues conversations, et de quelques lettres entre M^r Randolph et moi. Je vous adresse nos lettres respectives sous les N^{os} 3. 4. 5. 6. 7. 8.

Dans le N^o 7. vous verrez qu'il se plaint que le Gouvernement français a manqué à la forme dans cette circonstance, et dans sa dernière vous verrez le plan qu'il me propose de suivre.

D'après la connaissance que j'ai acquise de la manière dont on traite ici les affaires, et des difficultés dont l'esprit des gens de loix les sèment toujours, je puis vous assurer que nous ne touchons pas au moment de voir la réduction du nouveau Traité achevée, mais il ne faut pas s'en plaindre. Nous aurons sans doute forcé avant cette époque l'Angleterre à nous demander la paix, et alors nous obtiendrons tout ce que nous desirerons, car il ne faut pas nous abuser, Citoyens Représentans, tant que notre grande querelle avec les Anglais ne sera pas vidée, tant que les évènements n'auront pas prouvé que la balance doit panacher en notre faveur, nous n'avons rien à attendre du gouvernement Américain soit pour l'exécution des anciens Traités soit pour la confection des nouveaux.

P. A. ADET.

Adet to Committee of Public Safety.^a

PHILADELPHIE, le 29 Messidor,
l'an 3^e de la République française une
et indivisible.^b

Legation de *Le Ministre Plénipotentiaire de la Répu-*
Philadelphie *blique française, près les Etats Unis.*
Politique *Aux Représentans du Peuple membres du*
No. 6. 1^{re}] *Comité de Salut Public.*

CITOYENS REPRÉSENTANS: Vous m'aviés chargé, par mes instructions, de cinq objets principaux.

1^o de notifier à la Commission son rappel.

2^o de prendre des informations sur les membres qui la composaient.

3^o de vous donner des résultats sur la situation de la trésorerie des Etats Unis avec la République relativement à la dette Américaine.

4^o de négocier un emprunt de 30 millions.

5^o de préparer la rédaction d'un nouveau Traité de commerce et d'une nouvelle convention Consulaire.

J'ai rempli, Citoyens Représentans, le 1^{er} objet de ma mission. Les membres de la Commission du pouvoir Exécutif ont reçu leurs lettres de rappel, et se disposent à partir pour France sur la frégate la Meduse.

J'aurais été charmé de pouvoir vous donner les renseignements que vous m'avez demandés sur leur compte en les basant sur des faits positifs; mais il m'est impossible de le faire, et vous jugerés bien mieux les membres de la Commission d'après l'examen de leurs actes, que d'après l'opinion publique, que trop souvent les passions et la Calomnie égarent.

Je me contenterai donc de vous dire que Fauchet jouit ici de l'estime des amis de la France il paraissait jouir de l'affection du gouvernement avant qu'il fut question du Traité. Il s'est prononcé alors d'une manière qui a déplu au Ministre Américain, et M^r Randolph s'est plaint dans une de nos conversations particulires de ce que vers les derniers tems

de son ministère, il paraissait lié avec les ennemis du gouvernement Fédéral.

M^r Randolph n'a jamais articulé le même sujet de plainte contre les Citoyens Laforest et Pétry, et on peut expliquer son silence à cet égard d'après l'opinion de quelques uns des amis de la France sur le compte de ces Citoyens. Ils pensent que Laforest a caressé toujours le gouvernement Américain dans l'espérance où il est qu'il reviendra ici un jour chargé du Ministère, et qu'il pourra tirer alors parti du gouvernement pour l'augmentation de sa fortune qui est toute placée ici. Plusieurs assurent que Laforest s'en est expliqué ouvertement avec plusieurs de ses amis, et leur a dit qu'il n'allait en France que dans la certitude où il était de revenir prendre ici les rênes des affaires. Enfin doit-on ajouter foi à ces rapports? Ils s'accordent à dire qu'il est plus attaché au gouvernement fédéral qu'à la République française. Cette opinion est-elle fondée je l'ignore? mais on ne peut la considérer que comme une opinion particulière. Il est difficile pour ne pas dire impossible dans un pays, où l'argent est tout, ou les hommes ne sont rien, ou ils vivent et meurent séparés des uns des autres par les barrières glacées de l'egoïsme, et de l'insensibilité, de recueillir un jugement prononcé sur des agens politiques, à moins qu'ils n'ayent remué toutes les passions et agité tous les partis. Ce sont des acteurs qui entrent sur la Scène ou la quittent sans fixer l'attention du Spectateur occupé d'objets étrangers.

Si j'avais pu vous donner des détails sur le 3^{me} objet de mes instructions, j'eusse été dedommagé de ne vous en avoir pu offrir sur le second, mais les matériaux me manquent encore aujourd'hui. Tout ce qui est relatif aux finances et par conséquent à la dette Américaine est déposé au Consulat général, et il est encore impossible au Consul Général de me mettre sous les yeux aucun objet relatif aux anciennes affaires, mais lorsque je pourrais dans ce moment vous donner sur la dette Américaine les détails que vous desirez, à quoi vous serviraient ils puisque cette dette est transportée à M^r James Swan par votre arrêté du 6 Pluviose, et que M^r James Swan a pris en conséquence des arrangemens avec la trésorerie des Etats Unis. Cette mesure que vous avez arrêtée et sur laquelle je ne puis me permettre aucune

réflexion, m'a jetté ainsi que le Consul général dans un grand embarras. Nous nous sommes trouvés par la dépourvus de toute ressource et de tout moyen de Faire face aux dépenses du service

Chargé d'une dépense s'élevant chaque année à 4,000,000# le Consul général était à la veille de voir la République en faillitte ouverte quand j'ai pris le parti d'ordonner à M^r. James Swan de mettre à la disposition du Consul Général les sommes dont il aurait besoin, et dernièrement de lui faire un fonds de 2,000,000#.

M^r. James Swan a bien voulu se prêter à cette mesure, et si elle a lieu nous serons délivrés de la plus cruelle anxiété. J'espère, Citoyens Représentans, que vous approuverez ma conduite.

Vous trouverez sous le N^o 1. les ordres donnés au Citoyen Swan.

S'il m'avait été possible d'obtenir de suite l'emprunt que vous m'avez chargé de faire, nous n'aurions pas éprouvé un tel embarras, mais je n'ai pu encore avoir aucun succès, et je n'ose même en espérer. Le Gouvernement a épuisé les banques l'année dernière par l'expédition de l'ouest, et ce n'est qu'aux Banques qu'il est possible d'emprunter elles n'ont pas d'argent, et on n'en peut trouver nulle part. D'ailleurs on se tromperait si l'on croyait qu'il fut possible de faire un emprunt ici sans la garantie du Gouvernement. Le Gouvernement des Etats Unis ne peut donner cette garantie sans y être autorisé par un acte du corps législatif sanctionné par le Senat. Et si la composition actuelle de la Chambre des Représentans nous donne lieu d'espérer que nous pourrons en obtenir notre demande, on m'assure que la majorité du Senat s'y opposera, à moins que l'on ne gagne un certain nombre de Sénateurs tels que Gunn, Willing, Marshall &c.

La Chambre des Représentans et le Senat ne s'assembleront que dans quatre mois. D'ici à cette époque vous pourrez me faire passer des ordres ultérieurs si vous croyés devoir m'en donner.

Je ne vous parlerai pas du nouveau Traité puisque ma lettre N^o 5 vous instruit de la situation de nos affaires à cet égard

Je terminerai cette lettre en vous priant de ne pas me laisser sans aucune nouvelle, sans aucune loi, sans aucun ordre, comme mes prédécesseurs, je crois vous en avoir assez démontré les inconvéniens pour qu'il me soit permis d'insister sur ce point.—

P. A. ADET

Adet to Committee of Public Safety.^a

PHILADELPHIE le 30 Messidor

Legation	L'an 3 ^{ème} de la République française une et
de	indiv ^b
Philadelphie	<i>Le Ministre Plénipotentiaire de la Répu-</i>
Politique	<i>blique Française près les Etats Unis Aux</i>
No. 7. 1 ^{ata}]	<i>Citoyens Représentans du Peuple compo-</i>
	<i>sant le Comité de Salut Public.</i>

CITOYENS REPRÉSENTANS: Quand j'ai accepté la place à laquelle vous m'avez appelés, Je n'ai eu d'autre motif d'autre desir que de servir mon pays. L'intérêt n'a jamais influé sur mes déterminations, et tant que les appointemens d'une place quelques médiocres qu'ils fussent ont suffi à mes besoins le Gouvernement n'a jamais été importuné de mes plaintes. Mais les circonstances aujourd'hui me forcent à lui faire parvenir de justes réclamations; J'ose espérer que le tableau que je mets sous les yeux, et mon caractère bien connu le portera à donner quelque attention à cette lettre.

Lorsque vous avez fixé à 60,000#. Le Traitement du Ministre, à 24,000#. celui de Consul Général, à 15,000#. celui des Consuls particuliers vous avez pris la même base qui avait été adoptée autrefois, parceque vous pensiez que les choses avaient peu changé. Mais Citoyens Représentans, il est impossible d'avoir une idée exacte de ce pays d'après les comptes qu'on en a rendus en Europe. Tous ceux qui ont écrit des Voyages dans les Etats Unis en ont imposé à la bonne foi Française. On vante la simplicité Américain, et partout on deploye le Luxe le plus éffrené, on a vanté les

^a Etats-Unis, vol. 44, folio 129, L. S. Indorsed; Section des Relations extérieures.

^b July 18, 1795.

Etats Unis pour la facilité qu'on avait à y vivre, tandis que tout est beaucoup plus cher qu'en France. On a parlé du respect des Américains pour la probité, la vertu, & ils ne respectent que L'Argent; Ils n'estiment les Gouvernemens et leurs Ministres qu'autant qu'ils sont riches. On pense que les communications sont aussi faciles que chez nous, que l'aménité & la simplicité Républicaine président aux affaires, mais on ne négocie que le verre à la main.

Je suis effrayé des dépenses auxquelles je me vois condamné. Quoique je vive comme un simple particulier de Philadelphie: Quoique mon dîner soit ordonné par la frugalité Républicaine, je dépenserai au delà de mes appointemens, et je ne pourrai encore servir mon païs comme je le desirerois. Ce n'est que dans des dîners qu'on se fait des amis, qu'on acquiert de l'influence, qu'on obtient des confidences, qu'on connaît les intrigues, qu'on en saisit le fil, qu'on trouve les moyens de les rompre. Je suis honteux d'Entrer dans ces détails avec vous, mais je vous les dois. Quelques peu importants qu'ils vous paraissent je ne puis pas vous les laisser ignorer, ils tiennent de trop près aux mœurs du pays, et la manière dont les agents Français doivent y être pour qu'on les néglige. Si mes appointemens suffisaient à mes dépenses je ne me plaindrais pas de ne pouvoir rien économiser et de consacrer au service de la Répub^e un tems que j'aurois pu employer plus utilement pour ma Vieillesse, mais il est des frais que je ne puis supporter comme les Anciens Ministres qui avaient de grandes fortunes. Je ne suis riche qu'en amour pour mon pays.

Je vous prie donc, Citoyens Représentans de prendre ma demande en Considération, de me mettre à portée ainsi que les Consuls de faire les dépenses qu'exige malheureusement nos places; si vous voulés que nous puissions servir la république autrement nous n'aurons aucune représentation & il n'en résultera que du désavantage pour nos négociations

P. A. ADET

Adet to Committee of Public Safety.^a

PHILADELPHIE le 8. Thermidor

No. 9. an 3^e de la Republique française une et
 Dechiffrem^t] indivisible^b

*Le Ministre Plénipotentiaire de la Republique françoise près
 les Etats Unis Aux représentans du Peuple Membres du
 Comité de Salut Public.*

CITOYENS REPRÉSENTANS: Chaque jour fournit de nouvelles preuves du mecontentement qu'excite parmi le Peuple Américain la Négociation de Jay. L'Etat de New Jersey, celui de New-hampshire, la ville de New York ont à l'exemple de Bostoniens exprimé leur voeu contre le traité Anglois. Le Cinq Thermidor, les habitans de Philadelphie se sont prononcés dans le même sens et ont chargé un Comité de leur présenter le vingt cinq Juillet (ou 7. Thermidor) la rédaction des motifs qui leur font rejeter le traité. L'assemblée du 5. Thermidor n'a pas été aussi agitée à Philadelphie que celle du Cinq Thermidor à New York. Il paroît qu'elle n'a été composée ici que du seul parti de l'opposition Les Partisans du Gouvernement sont restés chez eux. ils ont craint peut être d'éprouver les mêmes traitemens que leurs amis de New York Peut être pour détruire l'effet du Town-meeting et le présenter comme le produit passionné d'une minorité inquiète et méprisable se sont-ils abstenus d'y paroître. Peut-être ont-ils suivis l'avis du Gazettier *Fenno* qui invitoit les amis du Gouvernement à abandonner l'assemblée à ceux qui voulaient la rejection du traité. On pourra juger d'après le nombre des Membres du Townmeeting, ajoute-t-il, si la majorité ou la minorité des habitans de Philadelphie est pour ou contre le traité.

Cette maniere de raisonner est assez singuliere, elle aura été adoptée par les riches Négocians de cette Ville. Ils ne rougissent point de dire qu'il vaut mieux vivre sous un Roi, dont la domination garantit à ses sujets la jouissance paisible de leurs propriétés que sous une République, où le Peuple contrarie quelquefois les vues du Gouvernement, peut donner de l'inquiétude aux riches propriétaires. Pour détruire

^a Etats-Unis, vol. 44, folio 138. Copy Dechiffrement. N° 9. N° 309.

^b July 26, 1795.

l'effet du Sophisme de *Fenno*, le peuple réuni au jardin du Congrès a décidé que les résolutions qu'il avoit arrêtées seroient envoyées dans les différents quartiers de la Ville et présentées à chaque Citoyen; il les approuvera ou les rejettera et il n'y aura alors aucun doute d'après le nombre des signataires sur le voeu de la Ville de Philadelphie

L'assemblée d'hier a été aussi calme que celle du cinq Thermidor; mais ses suites ont été plus tumultueuses. En sortant du jardin du Congrès les Citoyens se sont transportés devant la Maison du Consul Général et devant la mienne. Ils nous ont salué de plusieurs harras et ont été bruler ensuite le traité devant la maison du Ministre d'Angleterre; la famille de M^r Hammond a regardé paisiblement de ses croisées cette exécution populaire; je n'ai pas voulu paroître aux miennes pendant le tems ou le Peuple a été réuni devant ma Maison; on n'auroit pas manqué de dire que du geste et de l'œil je l'avois excité à la revolte; on n'auroit pas manqué de m'accuser d'avoir provoqué le mouvement d'indignation qui l'a porté à casser les vitres du Sénateur Bingham, un des plus chauds partisans du traité; l'exvicomte Noailles, ami particulier de cette maison s'est jetté à cheval au milieu de la foule pour la dissiper; il a blessé plusieurs personnes; mais les briques dont on l'a accablé l'ont forcé d'abandonner Son entreprise chevaleresque.

Je m'applaudis depuis le moment où J'ai été instruit de cet événement de n'avoir point accédé à la proposition qui n'avoient fait plusieurs Citoyens distingués par leurs fonctions et leur patriotisme de conduire tout ce town-meeting devant ma maison pour m'assurer que le Peuple Américain attaché par les liens de la reconnaissance à la Nation Française étoit loin de partager l'intention de Son Gouvernement qui vouloit sacrifier à l'Angleterre et l'Amérique et la France.

Cette demarche m'auroit placé dans une position extrêmement delicate, J'en serois sorti néanmoins sans me compromettre mais j'ai pensé qu'il étoit plus prudent de ne jouer qu'un rôle passif dans ces circonstances et de ne pas fournir les plus légers pretextes de plainte au Gouvernement et à ses puissans amis.

Ces amis du Gouvernement quoiqu'en minorité sont cependant à redouter.

Hamilton aidé de la dette constituée a su lui attacher les gens riches. il a eu l'adresse de leur inspirer son courage et ses résolutions déterminé à voir enfin les partisans de l'Angleterre à jamais triomphans ou vaincus sans retour, il est prêt à tirer l'épée s'il le faut, pour décider cette grande querelle il a déployé l'audace la plus insolente à l'Assemblée de New Yorck; il a voulu contraindre le peuple au Silence; il a voulu couvrir de sa voix les murmures dirigés contre lui; mais en vain le Peuple s'est armé de pierres; frappé à la joue, obligé d'abandonner le terrain à une majorité imposante, Hamilton s'est réfugié sur la Batterie avec son parti. là un ami de l'Angleterre a voulu élever la voix, mais bientôt les vainqueurs armés de pierres assaillent de nouveau les partisans de l'Angleterre et le traité est brulé devant la maison de Jay.

Le surlendemain le Peuple s'est rassemblé de nouveau et a approuvé le rapport du Comité chargé de présenter la rédaction des motifs qui portoient à rejeter le traité. Je vous envoie ces motifs avec les résolutions des habitans de Boston, de Philadelphie et de Portsmouth [sic] placés sous les numéros 1 à 4.

Vous voyez d'après ces détails, Citoyens Représentans, qu'une vive fermentation agite les Etats Unis. L'intérêt mercantile, compromis par le traité, la crainte de voir la liberté ruinée par l'exécution, la haine qu'on porte à l'Angleterre, l'attachement qu'on a voué à la France, tout semble réuni pour porter le mécontentement à son comble et pour faire déclarer les Etats Unis contre l'Angleterre.

Devons nous profiter de ces dispositions devons nous déployer tous nos moyens pour éloigner à jamais les Etats Unis de l'Angleterre? l'examen de ces questions m'a fait faire quelques réflexions que je dois vous soumettre. j'ai pensé que si jusqu'à ce moment nous avions désiré de voir les Etats Unis neutres ce n'étoit que dans le dessein de profiter de leur neutralité pour tirer de chez eux les subsistances de première nécessité qu'ils pouvoient fournir. Aujourd'hui cette neutralité est devenue illusoire; les Anglais se sont emparés des avantages que nous avons et nous ne pouvons pas même entrer en concurrence avec eux. Les Batimens Américains chargés de subsistance et destinés pour la France

sont arrêtés comme si les Américains avoient pris une part active dans la guerre, ou comme s'ils étoient encore comptés au nombre des sujets de l'Angleterre. Leur neutralité ne nous offre pour ainsi dire d'après cette circonstance que les avantages d'un Commerce interlope et par conséquent nous en présente beaucoup moins que s'ils avoient pris parti dans la guerre actuelle. En effet dans cette hypothèse les Anglois se trouveroient privés de toutes les ressources qu'ils arrachent par force des Etats Unis et qu'ils nous enlèvent et lorsque nous ne serions pas mieux traités qu'eux, sous ce rapport nous gagnerions toujours. Car, lorsque notre ennemi jouissoit exclusivement d'un avantage et qu'il en est privé cette privation devient avantageuse pour nous lors même que nous ne jouissons pas de ce que notre ennemi a perdu. Ce ne seroit pas d'ailleurs le seul objet d'utilité que nous pourrions nous procurer, si les Etats Unis avoient la guerre avec l'Angleterre; ils s'empareroient aisément du Canada où l'esprit François respire encore, où le nom Anglois est détesté.^a Pour conserver, défendre ou reprendre cette possession, la Grande Bretagne seroit obligée de diviser ses forces navales et nos Vaisseaux égaux en nombre aux leurs, feroient bientôt perdre sur l'océan cette supériorité dont leur orgueil se vante. Un intérêt aussi puissant que celui de conserver le Canada, la protection qu'ils doivent à leur Commerce des Colonies occidentales les forceroient encore à diviser leurs forces maritimes; il faudroit qu'ils s'opposassent aux Corsaires qu'on armeroit dans tous les ports des Etats Unis et qui désoleroient le Commerce Anglois dans les Golpes du Mexique. J'ose même croire qu'ils le reuniroient et je ne sais comment la Grande Bretagne pourroit l'empêcher. il faudroit qu'elle se determinat ou à augmenter ses forces dans les mers de l'Amérique, ou à conserver sa Marine d'Europe dans l'état où elle se trouve. Si elle augmente sa marine en Amérique, la notre a donc la supériorité en Europe et nous pouvons protéger l'expédition des prises que feroient les Corsaires Américains pour un Port du Vieux Continent. si au contraire la Grande Bretagne ne change rien à ses dispositions actuelles, ses vaisseaux ne

^aCompare report on Canadian Archives, 1891, *passim*.

sont pas en assez grand nombre dans les mers de l'Amérique pour empêcher les prises faites par les Corsaires Américains d'arriver à tel ou tel Port des Etats Unis. D'ailleurs nos combinaisons politiques en Europe peuvent vous donner les moyens de disposer de huit ou dix vaisseaux pour écarter loin de ses parages les Batimens Anglais qui n'ayant plus que Halifax pour retraite ne pourroient pas bloquer les Ports des Etats Unis avec autant d'opiniâtreté aujourd'hui.

Ces secours nous appartiendroient exclusivement identifiés pour ainsi dire avec nous, la Nation Américaine offriroit toutes ses ressources; des Convois envoyés en France sous des Escortes respectables nous rendroient les subsistances dont nous sommes privés par l'état actuel des choses; depourvus des objets fabriqués qu'ils tirent de l'Angleterre, les Américains favoriseroient notre industrie et de nouvelles routes s'ouvreroient pour notre Commerce qui se feroit sans concurrence à la paix; il ne faut point perdre de vue, Citoyens Représentans, que le Commerce des Etats Unis avec l'Angleterre offre une balance de *trente sept millions* environ en faveur de cette dernière et qu'elle la verra augmenter si elle conserve ici son influence.

Devons nous l'en laisser jouir? Je ne le crois pas, Citoyens Représentans, car les Etats Unis doivent remplacer pour notre Commerce nos Colonies si elles ne se rétablissent pas, ou dans l'hypothèse contraire ils doivent concourir à l'augmentation de nos exportations si une liaison plus intime confondoit leurs intérêts avec les Nôtres. Mais nous ne pouvons compter sur ces avantages si l'Amérique se rapproche de l'Angleterre; car les rapports qui les unissoient autrefois et dont la guerre de 1776 a suspendu seulement les effets se rétabliront dans toute leur intégrité, et je le demande, quel rôle jouerons nous à l'égard des Etats-Unis?

Ces considérations sont-elles assez puissantes pour déterminer la France à faire déclarer les Etats Unis en sa faveur, n'a-t-elle que ce moyen pour conserver ici ses relations de Commerce, son existence politique l'influence à laquelle elle a tant de droits? ne peut-elle y parvenir qu'en sécondant le parti républicain, qui n'attend que l'assurance de sa protec-

tion pour renverser les Agents actuels du Gouvernement et placer à la tête des affaires des hommes devoués à nos intérêts. Tel est Citoyens représentans, le problème où j'ai été conduit et par mes réflexions et par mes conjonctures présentes. Je le soumets à votre sagacité. il n'appartient qu'à vous seul de le résoudre. Une nouvelle carrière s'ouvre devant moi, mais je n'y entrerai point sans vos ordres. Parlez et j'agirai sans me compromettre et peut-être avec quelque Succès. Je n'ose ni ne puis rien entreprendre sans votre consentement. Dans mes instructions vous n'avez pû prévoir les circonstances actuelles et l'objet dont il s'agit est trop délicat pour que je puisse me déterminer de moi-même à des résolutions ultérieures à agir sans instructions ou d'une manière opposée à mes instructions.

Quelque soit votre opinion Citoyens représentans, sur les observations que cette lettre renferme, il est impossible que nous restions dans notre position actuelle et que nous voyions d'un œil tranquille les Etats Unis garder seulement le manteau de la Neutralité et servir l'Angleterre à notre détriment. Nous devons exiger que le Gouvernement déploie autant de force et de vigueur pour faire respecter son pavillon et ses relations de Commerce avec la France, qu'il en mettra pour suivre ici des malheureux qui par affection pour notre cause ou pour d'autres motifs donnent quelque'ombrage à l'Angleterre.

J'aurois déjà adressé un memoire à cet égard à M. Randolph; mais mes réclamations ne seront d'aucun poids, et je n'ai un ordre précis de votre part. Le Gouvernement regarde ici vos Ministres comme des enfans perdus que vous oubliez ou comme des exilés qui ne peuvent jamais se flatter d'avoir votre confiance. Je vous observerai en outre qu'ils sont persuadés que vous avez un trop grand besoin des Etats Unis pour que vous ne souffriez point avec résignation le tort ou les humiliations qu'ils voudront vous faire éprouver. Si vous lui parlez avec fermeté il changera bientôt de conduite à votre égard; foible et dissimulé, il rampe devant ceux qu'il redoute et il s'élève avec insolence contre ceux qui le caressent. D'ailleurs la volonté du Peuple légalement exprimée se reunira à vos justes réclamations

et la République Française ne sera plus le jouet d'un Gouvernement Vénal. J'ose espérer, d'après ces considérations, Citoyens Représentans, que vous ne me laisserez pas sans directions dans ces circonstances importantes, les moments sont pressants, un long retard peut compromettre les intérêts de notre pays.

Salut et Fraternité

Signé. P. A. ADET

Adet to Committee of Public Safety.^a

PHILADELPHIE le 11. Thermidor

Legation l'an 3^e de la République Française une et
de indivisible.^b

Philadelphie Le Ministre Plénipotentiaire de la Répub-
Politique lique Française, près les Etats Unis. Aux
No. 8. 1^{sta}] Représentans du Peuple, membres du
Comité de Salut Public.

CITOYENS REPRÉSENTANS: Les plaintes qui m'ont été portées en arrivant à Philadelphie contre le Citoyen Fonspertuis, vice-consul de Charleston, m'ont engagé à faire examiner avec attention les inculpations dirigées contre lui; le rapport qui m'a été fait de la conduite de ce fonctionnaire et que vous trouverés ainsi que les pièces justificatives sous les N^{os} 1. 2 et 3, nous ont convaincus le consul général et moi, qu'il était dangereux de laisser plus longtems en place un fonctionnaire qui compromettait à chaque instant les intérêts et la dignité de la République française. Le Citoyen Fauchet mon prédécesseur et l'ancien Consul général n'ont point dissimulés qu'ils l'eussent fait relever depuis longtems s'ils eussent eu à leur disposition un Sujet propre à remplir les fonctions importantes du Consulat de Charleston. Notre propre expérience nous a mis à même de juger que sous le rapport de la comptabilité, le Citoyen Fonspertuis n'était pas l'homme auquel on peut avoir confiance; des lettres de change tirées avec profusion sans qu'il daigne en expliquer les causes, un hopital qu'il vient de louer et auquel il se

^a Etats-Unis, Vol. 44, folio 174. L. S. Indorsed: Au Section des Relations Extérieures Dannon.

^b July 29, 1795.

permet des additions sans prendre aucun avis dans un moment où il n'ignore pas que des vues d'utilité public vont peut être nécessiter la réunion de l'hôpital de Charleston, des dépenses faites sans discernement, sans besoin, voilà son administration. Sous le rapport de sa vie publique et privée sa conduite paraît également reprehensible et ne peut qu'indisposer le Gouvernement Américain. J'ai donc cru dans ces circonstances que l'intérêt de mon pays exigeait que je n'envoyasse pas au Citoyen Fonspertuis la commission que vous lui aviez destinée, je sais que mes instructions qui m'autorisent à nommer provisoirement aux Consulats vacants, n'ont pas prévu le cas particulier où je me trouve, mais j'ai pensé qu'à une distance aussi éloignée ne pouvant malheureusement avoir que des relations extrêmement rares, je devais passer par dessus cette considération, que le mal étant urgent il fallait y apporter un prompt remède, et ne pas exposer plus long-tems les finances de la République à la dilapidation et le nom Français à l'avilissement. J'ose donc me flatter, Citoyens Représentans, que vous approuverez ma conduite en cette occasion.

Dans la nécessité de pourvoir d'une manière convenable au remplacement du Citoyen Fonspertuis nous avons jetté les yeux sur le Citoyen Dupont, déjà investi de votre confiance et remplissant ici les fonctions de premier Secrétaire; il est parti pour sa destination, je ne doute pas qu'il n'exerce cette place importante et difficile avec le zèle, l'intelligence et la probité qu'elle exige. J'ai conféré au Citoyen Chesneau 2^e Secrétaire la place du Citoyen Dupont. Le Citoyen Brunet Secrétaire du Consul General remplit les fonctions de Second Secrétaire, le mérite de ce Citoyen et son application au travail ont déterminé mon choix, si vous approuvés ces dispositions je vous prie, Citoyens Représentans de vouloir bien faire connaître votre volonté à la commission des relations extérieures en confirmant ces nominations.

P. A. ADET.

Adet to Committee of Public Safety.^a

Déchiffrement

Politique

No. 10.

No. 310.]

PHILADELPHIE 14 Thermidor an 3.^b
*Le Ministre Plénipotentiaire de la Repu-
blique Française Au Comité de Salut
Public.*

J'ai eu hier avec M^r Randolph une conversation qui me paroît assez importante pour que je vous en rende compte.

M^r Randolph m'a renouvelé les plaintes qu'il m'avoit déjà portées contre mon prédécesseur. Il l'accuse de s'être lié avec tous les Ennemis du Gouvernement Fédéral et d'avoir contribué aux mouvemens qui se sont manifestés dans le Nord; il l'accuse d'avoir publié des confidences qu'il lui avoit faites et même de lui avoir prêté des propos qu'il n'avoit jamais tenus. J'ai défendu le Citoyen Fauchet comme je devois le faire; j'ai invité M^r Randolph à ne pas ajouter foi à des rapports faits par des hommes intéressés peut être à troubler l'harmonie qui doit régner entre la France et les Etats Unis. Ah! M^r, s'est écrie M^r Randolph, je crains bien que les rapports de M^r Fauchet au Gouvernement Français n'ayent pas d'autre but et qu'ils coïncident avec les écrits qui remplissent nos maudites Gazettes; ces écrits ne tendent qu'à indisposer la France contre notre Gouvernement. Il est en votre pouvoir lui ai-je dit, d'empêcher la France d'avoir une seule plainte à articuler; exécutez littéralement le traité comme nous le faisons. Que nos Corsaires trouvent ici la protection qu'ils doivent attendre d'une Nation amie; imitez à cet égard la conduite du Dannemarck, que mon gouvernement m'a chargé de mettre sous vos yeux, et les plaintes qui ont pu être adressés au Comité de Salut Public n'auront plus de suite. J'ai trop de franchise pour vous cacher que mon prédécesseur s'est plaint de ce que les Corsaires François essuyoient ici beaucoup de vexations; je ne peux vous cacher en outre que mon opinion est que le traité conclu avec l'Angleterre ne sera pas vu de bon œil en France. Votre Gouvernement étant fondé comme le nôtre sur la démocratie et nos intérêts étant communs, on avoit tout lieu de croire que

^a Etats-Unis, vol. 44, folio 195. Copy.^b August 1, 1795.

vous seriez porté à vos réunir plus étroitement avec nous et que vous n'iriez pas vous jeter dans les bras de l'Angleterre, ennemi implacable de la France et de l'Amérique. Le Colonel Monroë avoit assuré le Comité de Salut Public qu'il ne croyoit pas qu'un traité d'amitié put jamais rapprocher les Etats Unis de l'Angleterre, et que si un pareil traité étoit consenti par votre plénipotentiaire, jamais il ne seroit ratifié. Que dira-t-on aujourd'hui? Si vous vouliez faire un traité avec l'Angleterre il falloit pour vos intérêts entamer les Négociations dix huit mois plus tard. Ah! M^r a repris M. Randolph, que voulez vous que nous fissions? Nous ne pouvions terminer nos différens avec les Anglois que par la guerre ou un traité d'Amitié. Nous n'étions pas préparés à la guerre. L'argent nous manquoit; comment aurions nous pû nous en procurer sans emprunter? Chaque année nous eut couté trente millions de dollars et nos impôts nous en fournissent à peine six millions. Si le Gouvernement avoit eu les moyens de faire la guerre il n'eut traité avec l'Angleterre que les armes à la main: mais il n'avoit ni argent ni flotte; il a donc été obligé de Négocier. d'ailleurs que devenoit le gouvernement pendant la guerre? auroit-il pu lutter contre le mecontentement sourd qui le menace et qui paroît n'attendre que le moment favorable pour éclater. Ah! Monsieur, l'administration des Etats Unis est dans une situation bien critique et tout ce que je crains c'est que les hommes qui veulent indisposer la France contre nous, n'y reussissent; ce n'est pas la cause de votre pays qu'ils veulent servir mais leur intérêt. Eh bien, Monsieur lui ai je répondu, je vous le répète, il est en votre pouvoir d'empêcher mon gouvernement de se plaindre. Ne lui donnez aucun sujet de mécontentement. Il est possible qu'il en ait beaucoup; n'ayant aucunes instructions à cet égard je ne dois ni ne puis vous les déduire, mais je me contenterai de vous rappeler un seul fait capable d'indisposer la France; c'est l'arrestation de vos Batimens chargés de grains pour nos Ports. Si vous souffrez sans vous plaindre, sans prendre aucune mesure une telle violation du droit des gens et de la Neutralité de la part de l'Angleterre, si vous lui permettez d'avoir des relations de commerce de votre Pays avec le mien, il est evident qu'une telle condescendance à ses volontés

est une preuve marquée de votre partialité en sa faveur. pensez vous qu'alors la France puisse être satisfaite? Après un moment de reflexion M^r. Randolph m'a dit, en me serrant la main; Monsieur, J'espère de vous donner satisfaction à cet égard la semaine prochaine.^a Eh bien, Monsieur, aije répondu Je ne fermerai ni n'enverrai pas les dépêches que je suis prêt à expédier avant que d'avoir reçu votre Lettre.

Cette Conversation prouve Citoyens Représentans que les mouvemens populaires sont de nature à effrayer le Gouvernement; qu'il craint de vous indisposer contre lui certain que le Peuple qui s'est prononcé en notre faveur ne manqueroit pas de vous faire une réparation éclatante en renversant un pouvoir exécutif qui auroit trahi nos intérêts; que pressé par cette crainte il tachera de vous carresser pour suspendre l'effet de votre mécontentement; peut-être mettra-t-il plus de soin à faire exécuter les traités, peut-être montrera-t-il moins de partialité en faveur de l'Angleterre? Mais vous pouvez changer ces doutes en certitude, je pense, si vous m'ordonnez de parler avec la fermeté qui convient et à notre position et aux circonstances actuelles.

Vous trouverez cy joint les résolutions de l'Assemblée des habitans de Charleston.

Salut et Fraternité.

Signé

P. A. ADET.

Adet to Committee of Public Safety.^b

PHILADELPHIE le 15 Thermidor

l'an 3^{eme} de la République française une et indivisible.^c

Legation de
Philadelphie
Politique
No. 11. 3^{ata}]

Le Ministre Plénipotentiaire de la République française près des Etats Unis Aux Représentans du Peuple, Membres du Comité de Salut Public.

CITOYENS REPRÉSENTANS: Les embarras dans lesquels nous nous trouvons pour les finances, loin de diminuer,

^a On Washington's attitude toward the Provisions order, see Conway, Omitted Chapters in History, p. 267.

^b Etats-Unis, vol. 44, folio 201. Copy. Indorsed: Dechiffrement 1621.

^c August 2, 1795.

semblent s'augmenter tous les jours. Les dépenses accroissent en raison de la diminution de nos moyens, et, si vous ne nous tendez une main secourable, je ne sais où nous serons réduits avant six mois.

Vous le savez, Citoyens Représentans, notre service ne repose que sur les quatre millions avancés par James Swan. Ces quatre millions n'ont pu être sur le champ réalisés et déposés à la Banque en raison des Payements que le Consul Général doit faire dans la semaine; mais pour faire ces fonds il est obligé d'avoir recours à des opérations de banque; la cupidité, l'envie qu'on lui porte, le désir d'arracher de ses mains pour un vil prix les débris de notre ancienne dette sont tels qu'il ne peut fournir qu'avec beaucoup de peine aux payements ordinaires et pressants; quant aux dépenses inopinées et qui doivent se faire sur le champ, Le Consul Général court le risque de se voir dans l'impossibilité d'y satisfaire.

Ce Chapitre de dépense menace de devenir plus étendu que l'autre. Les Colonies avec lesquelles vous n'avez pas déterminé mes rapports m'adressent tous les jours des demandes en armes et en munitions de guerre ou de bouche. Des lettres de change pour le Payement de diverses fournitures nous sont renvoyées aussi de ces Colonies; mais, si j'ai cru que je ne pouvais me dispenser de remplir les premières demandes, parceque le sort des Colonies peut en dépendre, j'ai pensé aussi que je devois autoriser le Consul Général à ne pas payer les lettres de change. L'impossibilité absolue où nous sommes d'y faire face, la crainte d'ouvrir la porte à des abus désastreux sont les raisons qui m'en ont empêché. Il me suffira d'entrer, je pense, dans quelques détails pour vous faire approuver ma conduite.

Les Isles du Vent, les seules d'où l'on tire sur la Légation, sont sous la direction des Commissaires dont le nom n'est prononcé qu'avec horreur dans le Continent. Les plaintes les plus amères les accusations les plus graves sortent de toutes les bouches contre Hugues, l'un d'eux qui dirige, dit-on, à lui seul les opérations de la Commission et Hugues, suivant les rapports qui m'ont été faits, joue plus despotiquement encore aux Isles du Vent qu'en France, le rôle de Bourreau qu'il remplissait à Rochefort sous le nom d'accusateur

public du Tribunal révolutionnaire. Les faits qu'on lui impute revoltent l'humanité et la nature, et ils sont vrais, son nom ne peut être inscrit dans les annales du crime qu'à côté de ceux de Nerron et de Carrier. Altéré de Sang, il brule aussi de la soif de l'or; Il s'empare au nom de la Nation de toutes les denrées que produit la Colonie, des cargaisons qu'y apportent les Américains; il achete et paye au taux qu'il a fixé, et revend ensuite au prix qui s'accorde avec ses intérêts. Des Agents qu'il entretient à S^t Thomas et à S^t Croix sont chargés de la garde de ses magasins ses entrepôts, et recoivent l'argent et les denrées qu'il leur expédie pour son compte. Amasser une fortune considérable, s'échapper sur une terre étrangère au moment où la justice nationale lui ordonna d'aller rendre compte en France de ses forfaits, tel est son but suivant l'opinion général. Quelques personnes m'ont assuré qu'il méditait des desseins encore plus pervers; qu'il disait hautement que la Convention faisait la Contre révolution; qu'il ne se rendrait pas en France s'il était rappelé, et qu'il vouloit conquérir toutes les Isles du vent pour les Patriotes. On a inféré de là que son projet était de se défendre à l'exemple des Jacobins contre la Représentation Nationale quand elle arriverait aux Isles du Vent.

Dirigé par ces données sur le compte de Hugues j'ai pensé que quand nous aurions pu payer les lettres de change, il était prudent de n'en rien faire, puisque la moralité de Hugues ne pouvait nous répondre du bon employ des Traités que nous aurions acquittés, et que nous eussions contribuer à grossir sa fortune particulière et non à servir la République

Quelque soit la répugnance du Consul Général et la mienne d'avoir des rapports avec un homme dégoûtant encore des larmes et du sang qu'il a fait couler à Rochefort, je n'ai pas cru pouvoir me dispenser d'obtempérer à la demande qu'il m'a faite de lui envoyer 2 à 3,000 Barils de Salaisons, parceque le service de la République paraissait l'exiger. Je n'ai aucune instruction à cet égard, mais les besoins de la Colonie sont pressants d'après le rapport de l'Officier qui m'a apporté la lettre dont je vous envoie Copie. J'ai donc pris sur moi d'autoriser le Consul de New York à passer un marché à cet effet; Mais les Américains ont une telle aversion pour Hugues, ils en ont éprouvé tant de

mauvais traitemens, tant de vexations; il les a souvent volé si impudemment qu'on exige que nous nous engagions à payer ici les salaisons, si Hugues ne paye pas à la Guadeloupe. J'ai autorisé le Consul Général à souscrire à cet engagement, et à écrire à Hugues pour le prévenir qu'il ne recevra plus rien s'il ne paye pas. Vous trouverez sous les N^{os} 1. et 2. les lettres de Hughes et sous le N^o 3. celle du Consul Général.

Je pense, Citoyens Représentans, que, quoique j'aie outre-passé mes instructions dans cette circonstance, vous approuverez ma conduite, puisque je n'ai agi qu'avec le dessein d'être utile à la République.

Il est encore une circonstance dans laquelle je me suis écarté de mes instructions et dont je dois vous instruire. Vous m'avez chargé d'examiner les comptes des Commissaires Fauchet, La Forest et Petry, de les arrêter provisoirement et de leur en donner une décharge subordonnée à votre approbation, mais je n'ai pû le faire, et j'espère que les raisons suivantes vous détermineront à m'approuver.

L'examen et l'apurement de ces comptes aurait demandé plusieurs mois d'un travail assidu; Les comptables eussent donc été retenus ici tout ce tems aux frais de la République; d'ailleurs la marche ordinaire consiste à envoyer au Gouvernement les comptes; il les fait examiner, appurer et arrêter; l'opération que J'aurais faite n'aurait pas dispensé de celle que le Gouvernement fait faire, et je ne l'aurais entreprise qu'au cas où les comptables n'auraient pas retourné en France. Mais je les ai trouvés déterminés à se rendre auprès de vous, et cette circonstance réunie aux autres motifs dont je viens de vous parler, m'ont fait penser qu'il y avait plus de régularité dans la marche du service, et plus d'économie pour la République à laisser partir les comptables avec leurs comptes et toutes les pièces au soutien, que de les retenir ici pendant six mois. J'ai évité par là une dépense inutile, puisque d'après l'examen qu'a fait le Consul Général de leurs comptes, il me paraît que la partie matérielle de ces comptes est parfaitement en règle. Je n'aurais pû juger que celle là, c'est au Gouvernement qu'il appartient de prononcer sur la partie morale.

Signé P. A. ADET

*Adet to Committee of Public Safety.^a*PHILADELPHIE 18^e Thermidor

No. 12. l'an 3. de la République française une et
triplicata.] indivi^{ble} b

*Le Ministre Plénipotentiaire de la République Française près
des Etats Unis. Aux Représentans du Peuple Membres
du Comité de Salut Public.*

CITOYENS REPRÉSENTANS: Je vous prévien que le Paque-
bot porteur de mes dépêches est le Pell, capitaine Kelly.
il attendra au Havre vos ordres que je vous supplie d'accé-
lerer autant qu'il vous sera possible

Signé P. A. ADET

Adet to Commissioner of Foreign Relations.^c

Legation

de

PHILADELPHIE, le 1^{er} Fructidor

Philadelphie l'an 3^e de la république Française une et
Contentieux indivisible^d

Politique

*Le Ministre Plénipotentiaire de la republique
française près les Etats Unis. Au Com-
missaire des relations extérieures*

No. 2. 1^{re}]

CITOYEN: Dans l'éloignement où je me trouve placé du
gouvernement, j'aurais besoin pour me diriger d'une manière
utile à la République, qu'une correspondance active de votre
part, me mit au courant des événemens; chaque jour voit
éclore de nouveaux bruits sémés par l'astucieuse Angle-
terre, et les papiers publics échos de ceux de Londres répè-
tent les nouvelles absurdes qu'ils ont inventées, et ébranlent
le crédit de la République dans ce pays; le défaut de com-
munication avec vous me réduit au silence et ce silence
semble confirmer les bruits que nos ennemis font circuler

Je rappelle à votre attention la nécessité de veiller à ce
que l'envoi des papiers autorisés du Gouvernement me soit

^a Etats-Unis, vol. 44, folio 211. Copy dechiffrement. Indorsed: Dechiffrement de la
Dépêche du Cit. Adet N° 12. Certifié Campy—1623.

^b August 5, 1795.

^c Etats-Unis, vol. 44, folio 216. L. S. Indorsed: C^a Caille, répondre et satisfaire à
tout ce qui est demandé 239.

^d August 18, 1795.

fait avec exactitude et je vous demande avec des instances plus fortes encore de m'envoyer officiellement les loix; le recueil de celles parvenues à la Légation ne va que jusqu'au 28 Février 1793 et iournellement je me trouve entravé de la manière la plus désagréable.

Je suis persuadé que vous sentirez vivement l'embarras où je me trouve et que vous me ferés parvenir le plutôt possible la collection des loix à partir du 1^{er} Mars 1793 (V. S.) et que vous voudrés bien recommander fortement aux agents dans les ports que vous chargerez de vos expéditions, de n'en pas grossir leurs archives et de profiter du départ de tous les bâtimens neutres.

Le courant enorme d'affaires administratives dont je suis accablé par les circonstances de la guerre et les demandes multipliées d'une foule de Colons, absorbe tellement mon tems que je suis forcé de me borner à rendre compte au Comité du Salut Public, de notre situation politique en ce pays, et de supprimer une correspondance avec vous qui ferait double emploi.

P. A. ADET

Adet to Committee of Public Safety.^a

Légation	PHILADELPHIE le 1 ^{er} Fructidor
de	an 3 ^e . de la République Française une et
Philadelphie	indivisible ^b
Politique	<i>Le Ministre Plénipotentiaire de la republique</i>
No. 13. 2 ^{ta}]	<i>Française près les Etats Unis. Aux Représentans du Peuple, Membres du Comité de Salut Public.</i>

CITOYENS: Je ne puis me dispenser d'appeller votre attention sur un objet qui sans avoir un rapport direct aux négociations, tient cependant essentiellement aux opérations dont vous m'avez chargé.

Je veux parler de l'envoi des Loix.

Il n'y a pas de jour où je ne me trouve entravé de la manière la plus désagréable; où il ne s'élève des réclamations auxquelles je ne puis faire droit, à défaut de notification officielle des décrêts sur lesquels elles sont appuyées.

^a Etats-Unis, vol. 44, folio 218. L. S.

^b August 18, 1795.

Il vous paraîtra incroyable que la Commission de la Marine, pour laquelle les Consuls sont ici chargés d'un service important les ait laissé sans directions. La dernière dépêche de cette Commission relative au service est en date du 3^e jour Complémentaire de l'an 2^{me}

Celle des relations extérieures a négligé l'envoi des Loix au point que le dernier volume de leur collection parvenu à la Légation ne va pas au delà du 28 Février 1793. (V. S.)

Je vous prie, Citoyens, de vouloir bien rappeler à ces deux Commissions combien il est important qu'elles entretiennent une correspondance plus active avec les agens de la République dans l'Etranger.

P. A. ADET

Adet to Committee of Public Safety.^a

PHILADELPHIE le 1^{er} Fructidor

No. 14. 1.^a] an 3^e de la République Française une et indivisible^b

Le Ministre Plénipotentiaire de la République Française près les Etats Unis Au Comité de Salut Public

CITOYENS REPRÉSENTANS: Tous les jours qu'on célèbre en France par des fêtes, étoient marqués ici avant mon arrivée par des processions bruyantes que faisoient les françois et par des festins dont les suites étoient quelquefois scandaleuses. La Commission que je remplace obligée de céder au Torrent révolutionnaire qui avoit renversé toutes les convenances, tous les principes, avoit assisté, malgré elle, à ces fêtes. Sentant les inconveniens qui en pouvoient résulter, elle vous a exprimé son opinion dans sa lettre N° 15. et vous a demandé des instructions à cet égard.

La connoissance que j'ai bientôt acquise du caractère Américain et des principes de leur gouvernement m'a prouvé que l'opinion de la Commission étoit fondée; qu'un peuple tranquille et phlegmatique qui parle de ses triomphes et de ses défaites, de ses espérances ou de ses craintes avec la même indifférence; qu'un gouvernement inquiet et jaloux à

^a Etats-Unis, vol. 44, folio 219. Copy. Indorsed: Dechiffrement N° 313. C. Caille rependre en approuvant.

^b August 18, 1795.

qui tout porte ombrage ne pouvoit voir d'un œil satisfait une poignée de françois se livrer aux élans de leur joye bruyante, se réunir comme Peuple sur un territoire qui n'étoit pas le leur, blesser des usages consacrés par le tems, par les prejugués, par les religions et former périodiquement des rassemblemens que le vin, l'intérêt et la mechanceté de quelques individus pouvoient porter à des excès très graves.

J'ai senti qu'une fête publique, inconvenante dans tout autre moment, le seroit encore plus dans celui-ci où les partis échauffés n'attendoient peut-être qu'une occasion favorable pour éclater. J'ai donc employé tous les moyens de persuasion qui étoient en mon pouvoir pour empêcher les françois de faire ici une fête le 10. Août. Ils n'ont pas été sans succès et il m'a suffi d'avoir une conférence avec les Citoyens Dubois et Chotard qui avoient dirigé la dernière pour les convaincre de la nécessité de ne pas offrir à nos ennemis les moyens de nous tourner en ridicule ou de nous trouver des torts.

Si J'avois autorisé une fête publique J'aurois complètement rempli les desirs du parti Anglois. Il comptoit sur cette circonstance pour exciter des troubles dans Philadelphie, faire briser leurs fenêtres et accuser ensuite les françois de ces desordres. Ils esperoient par là rendre le nom de notre Nation odieux à tous les amis de la paix et faire croire à la multitude que les mouvemens qui ont suivi la publication du traité de Jay étoient les effets des intrigues françoises et non l'expression du mécontentement du Peuple.

Leurs projets ont été déjoués; les françois réunis à mon invitation en société particulière se sont conduits paisiblement et n'ont excité aucune plainte. J'ai donné à diner ce jour-là à tous les fonctionnaires publics françois résidens à Philadelphie et je n'ai assisté à aucun diner parceque je ne crois pas devoir prostituer dans un Cabaret le caractère dont je suis revêtu, et surtout chez un peuple très chatouilleux sur cette partie des convenances sociales. Les mauvaises têtes n'en ont pas été satisfaites; le Consul Général et moi avons été traités d'aristocrates par quelques uns; mais peu m'importe, les injures des Jacobins ne me touchent pas plus que celles des royalistes. Et pourvu que j'aie de mon côté ma conscience et la conviction que J'ai fait tout ce qui

dépendoit de moi pour servir mon Pays je me rirai des propos et des dénonciations sous le règne de la justice et de l'humanité.

Signé

P. A. ADET.

Adet to Committee of Public Safety.^a

No. 15.]

PHILADELPHIE le 8 fructidor

An 3. de la République une et indivisible^b

Le Ministre Plénipotentiaire de la république françoise près les Etats Unis, Au Comité de Salut Public.

Le Président des Etats Unis vient de recueillir les fruits de son traité avec la Grande Bretagne. Les Anglois viennent d'insulter à la Neutralité des Etats Unis et au droit des gens de la manière la plus indécente. Le vaisseau de guerre l'*Affrica* a arrêté et fouillé un Paquebot Américain sur lequel on savoit que le Ministre Fauchet étoit embarqué. L'intention du Capitaine Anglois étoit de le prendre et de s'emparer de ses papiers averti par le Citoyen Arcambal vice Consul de Rhode-island, de la trame ourdie contre lui le C^{en} Fauchet a quitté le Paquebot et s'est rendu par terre à Newport où il doit s'embarquer sur la *Méduse*.

Aussitôt que j'ai reçu les pièces que je vous envoie sous le N^o 1. j'ai écrit à M. Randolph la lettre N^o 2.; j'ai reçu la réponse N^o 3. à laquelle étoient jointes les deux lettres écrites à M. Hammond Ministre d'Angleterre, et *Bond* chargé d'affaires de la Grande Bretagne vous les trouverez sous les N^{os} 4. et 5.^c

Il vous sera aisé de juger d'après la tournure de ces lettres des précautions que le Président employe pour ne pas blesser les Anglois. Vous verrez qu'il désire que le Capitaine Home et M^r. Moore puissent se justifier. Vous verrez que sur un fait notoire il demande des renseignemens, à qui? à ceux qui en sont coupables! vous verrez que l'honneur des Etats Unis, leur Neutralité ne sont plus rien, qu'on craint de blesser la Tyrannie ou l'orgueil farouche des Anglois. Qu'a fait le Président pour obtenir justice de l'*Affrica*? lui

^a Etats-Unis, vol. 44, folio 249. L. déchiffrement. Indorsed N^o 314.

^b August 25, 1795.

^c For. Rels. I. 662-667; Rep. Am. Hist. Assoc. 1897, p. 454.

a-t-il refuser des vivres? lui a-t-il donné l'ordre de quitter l'entrée du Port de Rhode-island dont il se sert comme d'une Station pour épier les mouvemens de la Méduse et courir sur elle quand elle sortira? Non; il se tait sur ce nouvel outrage! je m'en suis plaint par ma lettre N^o 6., et j'ai reçu la réponse évasive N^o 7. Je vous envoie sous le N^o 8 la lettre insolente du Capitaine *Horne* au Gouverneur de Rhode-island. Elle n'a pu tirer l'exécutif de cette profonde léthargie qui paralyse ses mouvemens quand il s'agit de sévir contre les Anglois.

Si un Batiment François s'étoit rendu coupable des mêmes torts on auroit su bientôt employer des mesures repressives; il n'est point nécessaire de stimuler l'activité du Gouvernement quand il lui faut complaire à l'Angleterre, ou exécuter ses ordres.

Un François naturalisé accusé d'avoir voulu porter des Canons à un Corsaire, a été arrêté, condamné à une année de prison et à une forte amende. A-t-on puni les individus qui dans la Baye de Chesapeak ont fourni aux Anglois les moyens de reparer et d'armer la Corvette Française l'Espérance qu'ils y avoient conduit en violation de l'article 17 de notre traité? A-t-on gêné les Anglois dans leur travail? S'est-on mis en devoir de nous faire quelques réparations? quand j'ai réclamé la Corvette de l'Etat, le *Cassius*, arrêtée en violation de nos traités (ainsi que j'en ai rendu compte à la Commission des relations Extérieures) quelle satisfaction ai-je obtenu? des délais succedoient à des délais, des réponses évasives à des réponses évasives. On craignoit de voir le bâtiment partir et de déplaire au Ministre Anglois chargé de paralyser dans un des ports des Etats Unis un Bâtiment utile à St Domingue. On craignoit qu'il n'eut pas assez de tems pour réussir dans son projet de débaucher l'Equipage. On vouloit lui en laisser le loisir et ce n'est qu'après la désertion des deux tiers de l'Equipage que l'exécutif a paru agir.

Il est bien douloureux pour moi, Citoyens représentans, de voir la république outragée par un Gouvernement ingrat et perfide et de ne savoir quand mon supplice finira.

Signé

P. A. ADET.

Adet to Committee of Public Safety.^a

Politique

PHILADELPHIE 9. *fructidor*

No. 16.]

an 3^e de la république françoise une et indivisible.^b*Le Ministre Plénipotentiaire de la Republique Française
près les Etats Unis. Au Comité de Salut Public.*

La Dépêche N°. 10 du 10 Brumaire An 2, timbrée Correspondance Secrète du Ministre, adressée par mon prédécesseur au Commissaire des Relations Extérieures, est tombée entre les mains du Président.^c Il y parle (comme vous pourrez le voir) de la situation des Etats Unis à cette époque, du desir que l'on a d'augmenter le pouvoir du Président, des partis qui se prononcent, de l'insurrection de l'Ouest, enfin il vous présente les réflexions suivantes, "deux ou trois jours avant que la proclamation, ne fut publiée, et par conséquent avant que le Cabinet eut arrêté ses mesures, Monsieur Randolph vint me voir avec un air empressé et me fit les ouvertures dont je t'ai rendu compte dans mon N°. 6. ainsi avec quelques mille dollars, la république auroit décidé sur la guerre Civile ou sur la paix; ainsi les Consciences des prétendus Patriotes de l'Amérique ont déjà un tarif." Il n'en a pas fallu d'avantage pour exciter le soupçon du Président sur le Compte de Monsieur Randolph. Il l'a mandé auprès de lui et lui a adressé des reproches assez durs. M. Randolph irrité a offert à l'instant sa démission; elle a été acceptée. M. Randolph est venu me voir à cinq heures du matin, le lendemain du jour où le Président lui a dit avoir entre ses mains cette dépêche de mon Prédécesseur. Entre le dépit de se voir soupçonné, et la craint de perdre son credit et sa réputation, il a imploré mon assistance et a paru m'ouvrir son cœur sans réserve. Il m'a annoncé que le désagrement qu'il éprouvoit lui étoit suscité par les Anglois dont il s'étoit toujours efforcé de ruiner les intrigues; que dans toutes les circonstances il avoit taché d'ouvrir les yeux du Président sur les Machi-

^a Etats Unis, vol. 44, folio 263. L. Copy. (Dechiffrement.) Indorsed: N° 315.^b August 26, 1795.^c Compare the notes on Fauchet's dispatches, Nos. 6 and 10; Randolph, Vindication; Conway, Omitted Chapters in History, pp. 270 ff.; Gibbs, Memoirs of the Administrations of Washington and Adams, I, ch. ix.

nations d'Hamilton et de ses créatures Wolcot et Pickering Secrétaires actuels de la Trésorerie et de la guerre que dernièrement il s'étoit opposé à la ratification du traité avec la Grande Bretagne; et que c'étoit pour le punir de cette résistance au vœu de l'Angleterre qu'on cherchoit à le perdre. qu'heureusement pour lui il pouvoit prouver que si le Président avoit suivi ces Conseils les Etats Unis ne seroient pas aujourd'hui sous le joug de la Grande Bretagne. Mais a-t-il ajouté que pouvoient mes représentations quand l'opinion du Président déjà favorable à l'Angleterre, étoit influencé par deux hommes dévoués au Ministère Anglois? Pour me prouver ce qu'il avançoit il m'a lu la lettre dans laquelle le Président acceptoit sa démission, il l'informoit de la manière dont la Dépêche de Fauchet étoit tombée en son pouvoir. Il avoue qu'elle a été envoyée par le Lord Greenville à M^r Hammond; que M^r Hammond l'a remise à M^r Wolcot qui l'a gardée pendant quelque tems et qui l'a enfin déposée entre Ses mains.

Après m'avoir fait ces confidences et m'avoir confirmé dans l'opinion que le Président détestoit la France et sa révolution, il m'a ajouté que non seulement il étoit de la dernière importance pour lui, mais aussi pour nos intérêts qu'il put se justifier des soupçons qu'on faisoit flotter sur lui et sur les hommes les plus attachés à la France; que s'il ne pouvoit y parvenir ces hommes irrités de se voir compromis abandonneroient la défense de nos intérêts ou que le parti Anglois réussiroit à l'aide de ces soupçons à les dépopulariser et à leur ôter toute leur influence. J'ai senti l'importance de la réflexion de M. Randolph et J'ai pensé que notre intérêt et les égards qu'on doit à un homme sacrifié dans ce moment ne me permettoient pas de l'abandonner dans cette circonstance.^a M. Randolph étant déterminé à se rendre auprès de mon prédécesseur pour obtenir une déclaration qui fit évanouir toutes les soupçons, je lui ai donné une lettre pour lui; j'ai chargé en outre mon frère de porter au Citoyen Fauchet la lettre dont je vous envoie Copie sous le N^o 1. et l'inviter à satisfaire à la demande de M. Randolph

Outre les raisons que je viens de vous alléguer, il en est une que m'a encore déterminé dans cette circonstance; c'est

^a This is an interesting contribution to the discussion of Randolph's resignation.

que M. Randolph m'a assuré que si nous lui fournissions les moyens de se justifier, la Chambre des représentans s'opposeroit à l'exécution du traité

Salut et Fraternité

Signé.

P. A. ADET.

Adet to Committee of Public Safety.^a

Legation

PHILADELPHIE le 16. Fructidor

de

An 3^e de la Republique Française une et

Philadelphie

indivisible^b

Politique

Le Ministre Plénipotentiaire de la République Française près les Etats Unis. Aux

No. 17. 1^{ata}]

Représentans du Peuple Membres du Comité de Salut Public.

CITOYENS REPRÉSENTANS: Mes conjectures se sont vérifiées; le President vient de signer le deshonneur de sa vieillesse et la honte des Etats Unis, il a ratifié le Traité de Commerce et d'amitié avec la Grande Bretagne; et Hammond Ministre de l'Angleterre est parti de New York pour l'Europe le 1^{er} Fructidor avec le gage certain de la Soumission aveugle de Washington aux volontés suprêmes de Georges.

Les représentations de Monsieur Randolph de ses amis, les résolutions des divers Town-meetings l'intérêt de ses alliés, rien n'a pu triompher de sa résolution première; les Sentimens de servitude qui l'attachoient à l'Angleterre et que l'ambition avoit seule comprimés pendant vingt ans se sont déployés avec tout leur ressort; satisfait d'avoir gouverné en maître un peuple qui le respecte comme son père, qui croit ses destinés attachés aux siennes Washington veut expier ses torts envers Georges III en lui rendant à sa mort comme un Troupeau de bêtes de somme les hommes qu'il avoit pris pour ainsi dire à bail.

Pouvoit-on attendre autre chose d'un homme qui n'a pas entendu sans pâlir prononcer l'indépendance de son pays, et qui dix jours avant écrivoit à sa femme "J'aime mon Roi

^a Etats-Unis, vol. 44, folio 266. L. S. Indorsed: Dechiffrement de la Dépêche politique du Cit. Adet N^o 17.

^b September 2, 1795.

vous le savez; quel est le soldat quel est l'honnête homme qui ne l'aimeroit pas? Combien il est cruel d'être réputé traître à un si bon Roi. S'il pouvoit lire dans le fonds de mon cœur, il me rendroit justice; mais je suis sûr, la postérité me la rendra."

Profiter des circonstances pour arriver au suprême pouvoir, tel étoit son seul but, et l'amour de son pays, la sublimité de la Cause qu'il avoit à défendre, n'ont pu enflammer même un cœur sensible seulement à l'éclat de l'ambition. Lisez, Citoyens Représentans, l'Extrait cyjoint et vous serez convaincus de la vérité de cette assertion

J'aurois désiré pouvoir vous faire parvenir dans leur entier ces lettres de Washington, dont vous ne trouverez ici que des fragmens; mais je les ai eues trop peu de tems en mon pouvoir et elles étoient trop volumineuses pour être copiées; elles seront bientôt réimprimées et alors je vous les adresserai. Ce que ces lettres vous apprendront je l'avois déjà appris des contemporains de Washington du respectable Samuel Adams Gouverneur de Massachussetts Bay, de Monsieur Beykley Secrétaire du Congrès et de beaucoup d'autres. Ils ont vu cet homme de près et ils ont appris à le connaître.

Opiniâtre dans ses résolutions, dévoré de la soif du pouvoir, jaloux de le conserver, avide de vaines louanges, sensible à la flatterie, il a rejeté les conseils des hommes qui s'intéressoient à sa gloire, au bien de leur pays; il s'est ennuyé du repos glorieux dont il jouissoit après la guerre, il a dédaigné de marcher l'égal des hommes que son épée avoit affranchis, il ne lui a pas suffi d'être le premier dans l'estime de ses Concitoyens, d'honorer son siècle par un nouvel exemple des antiques vertus de Cincinnatus; au dessous de cette réputation que tous les écrivains trompés, que ses flatteurs, que les ambitieux qui l'environnoient, que les Peuples séduits se sont plûs à lui élever; méconnaissant la gloire qui touche les grands hommes, il l'a stupidement échangé contre le faux éclat de la puissance; il a fait enfanter par Hamilton cette Constitution qui régit aujourd'hui les Etats Unis d'Amerique; il a fait pèsér sur eux l'autorité individuelle d'un Président, certain que sous ce nom il rassembleroit en un seul faisceau dans sa main toutes les rênes d'un pouvoir auquel il ne pouvoit se soumettre et particulièrement ne pouvoit partager avec personne.

Ah si ambitieux comme César, il avoit en son cœur, ses succès et ses talents, son siècle, la posterité en jettant le voile de la pitié sur ses écarts, auroit placé ses vertus dans leur éclat. Mais qu'a-t-il pour les faire oublier? rien; il est un de ces enfans produits par l'enthousiasme populaire, aveugle sur le bien, sur le mal, sur le vice, sur la vertu, qui végètent tant que règnent les ombres de l'erreur, et que le jour de la vérité fera disparaître

Il est arrivé ce jour pour les Etats Unis, dépouillé de prestiges dont il étoit environné, où Washington n'est plus pour le petit nombre d'hommes qui pensent ce héros Colossal dont l'Amérique pouvoit s'honorer à jamais mais un misérable que la crédulité superstitieuse avoit aggrandi comme par un pouvoir magique: il n'est plus le sauveur de son pays, mais un Ambitieux qui vend un Peuple livré par trop de confiance à sa discrétion. Des vérités contenues par la barrière de l'opinion générale, par la repugnance qu'on avoit à blesser un homme qui méritoit quelque reconnaissance, à qui on supposoit de bonnes intentions, s'échappent aujourd'hui comme des torrents. On sait que Washington fut soldat par hasard, mais qu'il n'a pas été homme d'état, que jamais il n'a su s'élever à de hautes conceptions, que jamais une idée, qui exigeoit quelque effort d'esprit ne s'est présentée à son imagination rétrécie; qu'il a toujours été obligé pendant la guerre, depuis qu'il est président et même pour les affaires privées, pour les rapports de société, d'emprunter une plume étrangère et qu'il n'a jamais su que copier servilement ce qu'une main officieuse lui avoit tracé. On sait que le Colonel Humphry à l'armée, sous sa présidence Hamilton, dans son intérieur son neveu d'Andrigger, lui ont prêté les ressources de leur entendement. On sait enfin que si Georges a un Pitt, Washington a un Tralton, et que les Passions de son Ministre combinées avec les siennes, avec ses affections et ses penchans ramènent enfin l'Amérique sous le joug de l'Angleterre et produisent un état de choses fatal à ce pays, à la France et peut être à l'Europe, si quelque nouvelle combinaison politique ne le fait changer. Il vous importe, Citoyens Représentans de connoître et les hommes et les choses: J'ai donc crû devoir vous transmettre rapide-

ment les principaux traits du caractère de Washington d'après les données que je me suis procuré et les renseignements que des gens surs m'ont transmis; vous serez peut-être étonnés que le Peuple d'Amérique à qui on prête plus de lumières et de connoissances qu'il n'en a réellement ait été si longtems la dupe du fantôme d'un grand homme, mais permettez moi de vous rappeler que si Roberspierre [sic] n'eut pas été un Tyran farouche et sanguinaire son empire sur l'opinion publique n'auroit pas été si facilement renversé et cependant qu'étoit-il au Comité de Salut public?

Salut et Fraternité

Signé PIERRE ANTOINE ADET

Adet to Commission on Foreign Relations.^a

Legation de
Philadelphie

Rélations

Extérieures

Contentieux

Politique

No. 3 2^{ata}]

PHILADELPHIE le 8. Vendémiaire

An 4^e de la République Française une et
indivisible^b

*Le Ministre Plénipotentiaire de la Repu-
blique Française près les Etats Unis A la
Commission des Relations Extérieur*

CITOYEN COMMISSAIRE: Le General Laveaux m'a expédié il y a quelque tems du Port de Paix la Corvette *Le Cassius* pour me demander des munitions de guerre; commandée par un Lieutenant de vaisseau, par des Enseignes, et annoncée comme bâtiment de l'Etat, cette Corvette est entrée dans le Port de Philadelphie, et le Consul a pourvu aux frais de sa relache.^c

Je me disposais à la renvoyer au Port de paix avec mes réponses au Général Laveaux, quand j'ai appris qu'on avait arrêté son Capitaine à la requête d'un certain M. Yard pour

^a Etats-Unis, vol. 44, folio 306. L. S. Copy. Indorsed: Dechiffrement du 2^a de la dépêche N^o 3 du Cit. Adet. Dechiffrée et donnée au Ministre en Frimaire. *Enregistré* 240. Dechiffrer, Extraire ainsi que les pièces et me représenter promptement à la Division Certifié Campy 3508.

^b September 30, 1795.

^c Compare American State Papers, Foreign Relations, I, 629.

un Acte par lui commis, non comme particulier, mais comme Commandant la d^e Corvette. Je me suis plaint au Gouvernement de cette arrestation; je lui ai développé dans la lettre N^o 1. les motifs qui me paraissent établir l'illégalité et l'injustice de cette arrestation. En même tems j'ai ordonné au Consul de Philadelphie de se porter caution du Capitaine de *Cassius* pour l'empêcher d'être conduit en prison. Ma lettre, loin d'avoir aucun effet a au contraire paru augmenter le désir de nous molester; et la *Cour de District* a ordonné l'arrestation du bâtiment. Prévenu de la démarche que ce Tribunal se proposait de faire, j'ai écrit à M^r Randolph la lettre N^o 2. pour prévenir la Saisie du *Cassius*. Cependant elle a eu lieu malgré ma lettre à laquelle M^r Randolph a fait la réponse que je vous adresse sous le N^o 3.

J'ai vu le Secrétaire d'Etat, je l'ai vivement pressé; J'ai employé tous les moyens de douceur et de conciliation qui étaient en moi pour obtenir l'exécution de l'article 19. de notre Traité. Il ne m'a répondu que d'une manière evasive. Fatigué de la manière indécente dont on repoussait mes justes réclamations, j'ai parlé au Gouvernement avec le ton qui convient au Ministre d'une grande Nation qui triomphe de toute l'Europe. Alors le Pouvoir-Exécutif, accoutumé à céder à la crainte, a agi auprès de la Cour suprême qui sur la demande de l'avocat que j'avois chargé de suivre notre réclamation auprès du pouvoir judiciaire, a ordonné au Tribunal de District de ne plus s'immiscer dans l'instruction de pareilles affaires et a donné main levée du bâtiment. Désespéré de la petite victoire remportée sur ses machinations, le Chargé d'affaires d'Angleterre a employé une autre ruse. Un Anglais nommé Ketland, son ami et son agent a dénoncé la Corvette *Le Cassius* comme ayant été armée aux Etats Unis et a demandé et obtenu son arrestation. M^r Pickering, Chargé des Affaires depuis que M^r Randolph a donné sa démission m'a écrit à cet égard. Voyez N^o 4.

Comme en raison de la mauvaise organisation de la Constitution le pouvoir Judiciaire s'immisce dans l'exécution de tous les Traités, et que l'on ne négocie dans ce cas pour ainsi dire que par l'entremise des procureurs, j'ai consulté l'affaire par trois avocats; Vous trouverez leur avis sous le

Nº 5. Déterminé à user de toutes les voies de conciliation, j'ai fait offrir caution au nom du Capitaine pour le bâtiment. On a refusé de l'accepter. J'ai vu le Secrétaire d'Etat et je n'ai rien obtenu. En conséquence j'ai pris le parti d'abandonner le bâtiment aux Etats Unis pour les raisons suivantes; 1º parcequ'une partie de l'Equipage désertait, et qu'il était impossible de reconduire le bâtiment au Port de Paix. 2º parceque le bâtiment est dans un état de délabrement tel qu'il en coûterait 8 à 10 mille dollars pour le faire réparer et que nous ne pouvons perdre cette somme dans la détresse où nous nous trouvons; 3º parcequ'il en aurait coûté des Sommes considérables pour l'entretien d'un Equipage et d'un bâtiment qui n'auraient rendu aucuns services à la République; 4º Parceque dans l'état actuel des choses il est impossible de voir ce procès se terminer avant 8 ou 10 mois; 5º parcequ'il était deshonorant pour la République de voir un de ses bâtiments detenu avec son Etat Major et ses Officiers; 6º parceque le peu d'hommes que nous tirons du *Cassius* fournira quelques Officiers Mariniers qui seront très utiles aux flutes. La Normande, l'hernoux et le Trajan qui se trouvent à Norfolk. 7º parcequ'il est nécessaire de mettre un terme à toutes les injures qu'éprouve ici la République, à toutes les vexations qu'essuyent les Corsaires Français, et que cette occasion m'a paru propre à exiger du Gouvernement Américain une réparation telle qu'à l'avenir il ne se permette pas de laisser violer les Traités. 8º parceque, si le Gouvernement Français pense ne devoir pas suivre l'affaire du *Cassius*, il suffira de garder le silence et qu'il ne sera pas obligé d'en venir à des explications qui ne lui conviendroient peut-être pas ou qui pourraient le compromettre avec un Gouvernement habile à profiter de tout.

Salut et Fraternité

Signé P. A. ADET

Adet to Commission on Foreign Relations.^a

PHILADELPHIE le 8 Vendémiaire

Legation An 4 de la Republique Française une et
de indivisible^bPhiladelphie Le Ministre Plénipotentiaire de la Républiq^e
Politique Française près les Etats Unis A la Com-
No. 4. 1^{ata}] mission des Relations Extérieures

CITOYEN: J'ai reçu par primata et duplicata votre lettre du 30. Floréal^c dernier qui m'annonçait le départ des Commissaires de la Convention Nationale pour les Colonies

Je vous avoue que l'arrivée du primata que j'ai reçu d'abord ne m'a pas laissé sans inquiétude sur le sort du duplicata et que j'ai regretté que vous n'ayez pas pris pour une telle missive la précaution du Chiffre que l'arrestation des bâtiments Americains auxquels vous l'aviez confié rendoit nécessaire. J'en ai conclu qu'à cette époque vous ignoriez encore ce nouvel attentat de l'Angleterre contre le droit des Nations.

Je n'attends pas avec moins d'impatience des nouvelles de l'issue de la navigation de ces commissaires dont je n'ai plus entendu parler. Vous avez dû compter sur tous les efforts de mon zèle dans le cas où ils eussent abordé aux Etats Unis où je suppose d'ailleurs qu'ils n'eussent laissé connaître ni leur mission ni leur caractère

Signé P. A. ADET

^a Etats-Unis, vol. 44, folio 321. L. Copy. Indorsed: Dechiffrement de la dépêche N° 4 du Cit. Adet à la Commission des Relations Extérieures du 8. Vend^e Certifié Campy 6863. a déposer à la division.

^b September 30, 1795.

^c May 19, 1795.

Adet to Committee of Public Safety.^a

PHILADELPHIE le 8. Vendémiaire

Légat.^{an} l'an 4^e. de la Republique Française une et
de indivisible^bPhiladelphie *Le Ministre Plénipotentiaire de la Répu-*
Politique *blique Française près les Etats Unis.*
No. 18. 1.^{ta}] *Aux Représentans du Peuple, Membres*
du Comité de Salut Public

CITOYENS REPRÉSENTANS: Par ma lettre N^o 16. je vous ai rendu compte des motifs qui avoient indisposé le President contre Edmond Randolph et obligé ce dernier à donner sa demission; je vous ai également prévenu que M^r Randolph devoit se rendre à Newport pour voir le Citoyen Fauchet et en obtenir une déclaration propre à le justifier. Il ne reste aujourd'hui à vous instruire des circonstances ultérieurs de cette affaire.

M^r Edmond Randolph, suivant sa determination, s'est rendu à Newport, a vu le Citoyen Fauchet la veille de son départ lui a remis un modèle de la déclaration qu'il désirait avoir. le Citoyen Fauchet a fait cette déclaration à peu près conforme au modèle qui lui avait été donné, et me l'a envoyé pour que j'en délivrasse copie à M^r Edmond Randolph. J'ai suivi ses intentions et j'ai joint à cette déclaration copie des passages relatifs à M^r Edmond Randolph dans les N^{os} 3. 16.^c

J'ai cru ne devoir rien négliger pour mettre M^r Edmond Randolph a portée de se justifier. Il me fallait satisfaire les amis de la France qui se sont tous réunis avec lui et mettre tout en usage pour conserver leur confiance dont cet événement pouvoit me priver. les Americains ne sont ni francs ni ouverts, et il leur suffisoit d'avoir vû un de leurs Concitoyens exposé à des désagremens par suite de ses rapports avec un Ministre Français pour craindre que leurs communications avec moi ne leur suscitassent quelque chagrin, et pour les empêcher dorénavant de s'ouvrir à moi. j'espère que le zèle que j'ai mis à servir M. Edmond Ran-

^a Etats-Unis, vol. 44, folio 322. L. déchiffrement Indorsed: N^o 317.^b September 30, 1795.^c No. 6?

dolph et à réparer autant qu'il était en moi un événement que des circonstances malheureuses et imprévuës avaient fait naître, pourront contribuer à faire évanouir des impressions qu'on conservera peut être encore longtems, malgré tous mes efforts contre les Ministres Français

Les suites de cette affaire peuvent devenir beaucoup plus importantes qu'on ne pourroit le croire. Une lutte va s'établir entre le parti Anglois, et son issue, je pense, nous sera favorable. Deja on attaque vigoureusement la conduite du President dans les papiers publics; On lui reproche son attachement servile à l'Angleterre; On lui a reproché le traité qu'il a conclu avec cette Puissance. Le peuple lit froidement les articles dirigés contre Washington et ceux qui auraient, il y a un an, démoli la Maison de l'imprimeur assez hardi pour attaquer l'Idole Américaine, applaudissent aujourd'hui aux traits lancés contre lui. On peut conclure de là et peut être avec quelque fondement, que le Règne de Washington est passé: car c'est une vérité reconnue qu'un homme qui a été élevé par l'enthousiasme populaire au suprême degré de la puissance est près de sa chute, lorsque cet enthousiasme se refroidit. Si cette vérité reçoit aujourd'hui une nouvelle confirmation nous ne pourrons que nous en applaudir; car Washington n'est pas notre ami. Son âme étroite et vindicative est encore violemment émue par le souvenir de la préférence que les Officiers Français dans la dernière guerre marquerent à son rival; Il n'a jamais pardonné à la nation Française le tort de Genet qui avait blessé imprudemment et sans mesure sa vanité; et enfin après avoir été longtems en suspens par les pétitions qui lui étaient envoyées de toutes parts contre le Traité, il ne s'est tout à coup déterminé à le signer que parcequ'il a eu connoissance de la Dépêche N° 10. de mon prédécesseur

M. de Hammond et ses amis avaient gardé précieusement cette lettre pour s'en servir dans cette occasion importante comme d'un moyen sûr de reveiller dans Washington sa haine contre la France et de faire tourner ses petites passions à l'avantage de l'Angleterre.

Vous pouvez juger par ce dernier trait de ce que nous devons attendre de Washington; aussi je désire en mon par-

ticulier pour l'intérêt de notre patrie qu'il abandonne les Rênes du Gouvernement que Pitt dirige aujourd'hui par ses mains. Si les evenements sont tels que je les prévois, j'ai lieu de croire que l'époque de sa résignation n'est pas éloignée. les esprits s'échauffent fortement par tout; les villes et surtout les Campagnes sont indisposées contre le Traité, et l'ouvrage que M^r Edmond Randolph écrit maintenant pour sa justification contribuera à éclairer tous les Esprits sur la conduite du President. On peut presumer que, quand il verra la majorité des Citoyens s'élever contre lui, il abandonnera la Présidence, et qu'un nouveau choix conforme au vœu du Peuple assurera la paix et la ruine du parti Anglais, (il est probable qu'il se fixera dans ce cas sur Jefferson), mais aussi nous serons témoins de grands événements si Washington et ses amis veulent faire tête à l'orage, car dans ce cas, ou quelques Etats se sépareront de l'Union, ou la guerre éclatera entre les deux partis qui divisent l'Amérique. Je ne puis vous répondre encore de la Tournure que prendront les affaires; mais il paraît au moins que dans cette circonstance le mécontentement ne se bornera pas comme dans beaucoup d'autres occasions à des plaintes et à des murmures, je sçais par une voye sure que six mille fusils ont été achetés et distribués dans les campagnes; On en envoie encore d'autres et ce n'est pas pour défendre la cause des Anglois et du Président en même tems on fait circuler une petition dont cyjoint copie. Elle a déjà été signée par un grand nombre de personnes, et on espère qu'elle sera revêtue d'un million de signatures

Signé P. A. ADET

*Adet to Committee of Public Safety.^a*9. Vendemiaire L'an 4^{me} de la République

Légation de

Française.^b

Philadelphie.

Le Ministre Plénipotentiaire de la République Française près les Etats Unis Au

Politique

*Comité de Salut Public.*No. 19. 1^{sta}]

Je vous adresse cyjoint, Citoyens, Copie de la lettre de Monsieur Pickering, en date du 5. Septembre,^c qui m'annonce qu'on a ordonné au Capitaine de l'Affrica de quitter la rade de Newport, je vous observerai que j'ai reçu la lettre le 19. Fructidor et que j'étois instruit dès le 18 que la Meduse avoit mis à la voile le 15, et par une manœuvre aussi savante que hardie avait échappé au blocus de L'Affrica on seroit tenté de croire, d'après rapprochement, qu'on a chassé l'Affrica qu'au moment où il n'étoit plus dans le cas de nuire à la frégatte

Les gazettes ont annoncé que le President avait retiré L'exéquatur de M^r Moore vice Consul de Rhod-island; je n'ai point été officiellement instruit de cette mesure, mais je ne puis en douter.

Signé P. A. ADET.

P. S.—Vous trouverez cyjoint Copie de ma Lettre à M^r Pickering au sujet de l'arrestation des Batimens Américains ordonnés par l'Angleterre.^d

Adet to Committee of Public Safety.^e

PHILADELPHIE le 9. Vendemiaire

L'an 4^e de la République Française une et indivisible^f

Légation de

Philadelphie

Politique

No. 20. 2^{sta}]

Le Ministre Plénipotentiaire de la République Française près les Etats Unis. Aux Représentans du Peuple, Membres du Comité de Salut Public.

CITOYENS REPRÉSENTANS: M. Wolf, patriote Irlandais, qui a servi la cause des Catholiques opprimés est arrivé à

^a Etats-Unis, vol. 44, folio 323. L. Copy. Indorsed: N^o 318.^b October 1, 1795.^c See American State Papers, Foreign Relations, I. 665-666.^d Ibid., p. 643.^e Etats-Unis, vol. 44, folio 334. L. Copy.^f October 1, 1795.

Philadelphie depuis six semaines fuyant la persécution qui menace dans son Pays les amis de la liberté. Il est venu chercher un azile sur le Continent Américain. Un objet plus important encore a déterminé son voyage. Il a été chargé par ses concitoyens de fournir au Ministre de la République près les Etats Unis, des renseignemens sur l'Irlande, sur les dispositions de ses habitans. Fidèle à l'engagement qu'il avait pris avec eux, M^r Wolf est venu me voir aussitôt qu'il est arrivé à Philadelphie. Après m'avoir justifié par des pièces matérielles de ses sentimens patriotiques, il m'a parlé de la situation actuelle de l'Irlande, d'un désir que les habitans avaient de briser leurs fers, d'être indépendans de l'Angleterre, et il développe les avantages qui en résulteraient pour la République.

A ma demande M^r Wolf a rédigé un Mémoire sur cet objet. Je vous l'envoie avec cette lettre. Vous prononcerez dans votre sagesse, Citoyens Représentans, sur le parti qu'il conviendra de prendre après ces données et les circonstances.

Signé P. A. ADET.

Adet to Committee of Public Safety.^a

PHILADELPHIE le 12. Vendémiaire

An 4^{ème} de la République Française une et indivi^e

Legation de
Philadelphie
No. 21. 2^{ata}]

Le Ministre Plénipotentiaire de la République Française près les E. U. Aux Représentans du Peuple, membres du Comité de Salut Public.

CITOYENS REPRÉSENTANS: Par ma dépêche N° 3. j'ai appelé votre attention sur la situation des Finances de la République aux Etats Unis. je vous ai observé combien il était urgent de prendre des mesures pour assurer le Service des divers Départemens Consulaires, qui se monte communem^t depuis la Guerre à Quatre Millions par année. Je vous ai prévenu qu'ayant trouvé à mon arrivée ce service dénué de toutes ressources par l'appropriation que vous avez faite de la dette Américaine à des dépenses d'une nature

^a Etats-Unis, vol. 44, folio 344. L. S.

^b October 4, 1795.

différente, je n'avais eu d'autre moyen pour pourvoir aux besoins instantanés, sauver les Consulats de leur renversement, et le crédit public d'une atteinte deshonorante, que de requérir une avance de fonds de 2 millions au fur & mesure des besoins du délégué de la dette Americaine.

Une Circulaire du Commissaire des Relations Extérieures en date du premier Germinal dernier parvenue au Consul Général le 3 du Courant, me fait craindre que vous ayez regardé comme inutile de pourvoir à l'aliment d'un service dont cette Circulaire a pour but d'assurer les fonds.

Cette Circulaire annonce l'établissement pour paiement des dépenses de la Légation et des Consulats d'Amérique, de Jean de Chapeau Rouge à Hambourg.

Ses payemens seront faits sur des mandats à son ordre, expédiés par le Commissaire des Relations Extérieures aux Agens des Etats Unis, pour retourner acquittés d'eux au Payeur à Hambourg.

Vous trouverez, Citoyens, dans les observations faites par le Consul Général sur cette Circulaire des développemens qu'il serait inutile de répéter, et qui vous feront sentir jusqu'à l'évidence qu'il est de l'impossibilité la plus absolue d'appliquer un tel mode de Payement aux Agens de la République exilés dans un autre hemisphere, aux dépenses énormes et de toute nature auxquelles ils doivent pourvoir, et pour l'acquittement desquels ils sont saisissables par Corps.

Un Batiment de l'Etat arrive dans un port d'Amérique il faut pourvoir à ses reparations, à la subsistance de l'Équipage; une semblable dépense n'est pas susceptible d'un jour de retard. On en sera le Fonctionnaire public qui pour y pourvoir devra envoyer ses Etats de dépenses à la Commission des Relations Extérieures et recevoir d'elle après vérification et discussion, un mandat sur Hambourg, qu'on l'invite à ne pas négocier? le moindre délai qu'il puisse éprouver est une année, et il faut faire sortir de calcul, les obstacles de la guerre, la possibilité et aujourd'hui la presque certitude de la Capture.

Je ne vous présente cet exemple pris au hasard, Citoyens Représentans, que pour vous rendre palpable au premier coup d'œil, l'inévitable désorganisation qui resulterait de l'adoption de cette mesure.

Je n'insisterai pas d'avantage à cet égard, et je me bornerai à vous prier de prendre des mesures aussi promptes que l'exige notre situation précaire pour faire aux Etats Unis même des Fonds suffisans pour couvrir les dépenses urgentes et journalières des Consulats, dépenses qui, comme je vous l'ai dit, et comme vous le verrez par le bordereau que vous fournit le Consul Général, montant à 4 Millions par An, et pourraient augmenter dans une progression effrayante, s'il arrivait aux Etats Unis un plus grand nombre de Batiments de Guerre.

L'Economie la plus sévère dirige ici l'administration Consulaire et cependant tel est le gouffre de ses dépenses, que la ressource précaire qui seule s'est présentée est à la veille d'être épuisée.

P. A. ADET.

Adet to Committee of Public Safety.^a

	PHILADELPHIE le 24 Vendémiaire
Legation de	l'an 4 ^e de la République Française,
Philadelphie	une et indivisible ^b
	<i>Le Ministre Plénipotentiaire de la Répu-</i>
Politique	<i>blique Française, près les Etats Unis, Aux</i>
No. 22. 2 ^{te}]	<i>Représentans du Peuple Membres du</i>
	<i>Comité de Salut Public.</i>

CITOYENS REPRESENTANS: Par ma dépêche du 15. Thermidor, N° 11, je vous ai prévenu que je m'étais trouvé forcé malgré la crise dans laquelle se trouvaient ici nos ressources financières, et le défaut d'instructions sur les rapports qui devaient exister entre moi et les Colonies, à obtempérer à la demande des Commissaires Civils aux isles du vent, en autorisant le Consul de New York, à conclure un marché pour l'expédition à la Guadeloupe de deux mille barils de Salaisons que le Service de la République paraissait exiger.

Je vous ai prevenu en même tems que dans l'impossibilité absolue de faire face aux lettres de change montant à 88,435#. 15., que ces Commissaires annonçaient avoir tiré sur moi, j'avais autorisé le Consul Général à les laisser protester.

^a Etats-Unis, vol. 44, folio 356, L. S.

^b October 16, 1795.

Ces Commissaires viennent de publier une proclamation dont le premier paragraphe est ainsi conçu :

“Considérant que le protest qu’a laissé faire le Citoyen Adet, Ministre Plénipotentiaire auprès des Etats Unis de l’Amérique, des lettres de change tirées par l’administration de la Guadeloupe visées par nous, sur diverses autorisations des Comités du Gouvernement et du Commissaire de la Marine et des Colonies, est un attentat au Crédit National et à la loyauté de la Nation Française; &c.”

Je vous ai rendu compte par la même dépêche des bruits qui retentissaient dans le Continent sur la conduite de ces Commissaires et notamment sur Victor Hugues, ancien accusateur public du Tribunal révolutionnaire de Rochefort, et je m’applaudis que ces détails que j’ai cru de mon devoir de vous transmettre aient précédé une inculpation qui s’ils l’eussent suivie, aurait pu leur donner l’apparence d’une lutte personnelle dont j’aurais trop à rougir.

Loin donc d’ajouter de nouveaux traits au tableau que je vous ai tracé, je vous annonce, Citoyens Représentans, que depuis l’époque du 15. Thermidor, ces Commissaires ont répandu dans les Etats Unis des proclamations qui paraissent rédigées dans le Sens du Système de justice et de vertu qui a succédé en France au règne du crime et de la terreur, et dans lesquelles on en reconnait plus le Style grossièrement atroce dont vous avez pu voir des échantillons dans les deux lettres que j’ai jointes à ma dépêche N° 11.

Jusqu’à présent ce n’est que par ces écrits et non par des faits que s’est annoncée la révolution opérée dans le système d’administration des Isles du Vent; mais soit qu’effrayés des triomphes journaliers de la Convention Nationale sur le terrorisme dévastateur, les Commissaires se soient revêtus de la peau de l’agneau pour couvrir les loups dévorans, soit qu’instrumens aveugles de scélérats plus profonds, ils aient été ramenés aux principes par le spectacle de leur chute, je me plais à penser que la morale et la justice dont vous avez rétabli l’empire dans notre Patrie déchirée, arracheront enfin ces Colonies inondées de tant de sang et de crimes, au regime affreux qui devait les anéantir.

Je suis trop confiant, Citoyens Représentans dans votre justice éclairer pour craindre d’être cru par vous coupable

d'un *attentat* à la loyauté française mais pour vous prouver, qu'il n'y a pas même eu de ma part négligence ou incurie, je crois devoir vous retracer quelques faits.

Les instructions que j'ai reçues de vous, portent qu'il me sera donné des ordres particuliers.

1°. Sur les subsistances et approvisionnemens de la République dans les Etats Unis.

2°. Sur ceux à envoyer des Etats Unis dans nos Colonies et sur les relations que je devrai y entretenir.

Je n'ai point reçu, Citoyens Représentans, ces instructions sur les relations que je devais entretenir avec les colonies, ni sur les envois d'approvisionnemens que je devais y faire.

Cependant forcé par l'exigence du cas, j'ai pris sur moi de traiter pour 2 milliers de Salaisons pour la Guadeloupe, sans autre espoir de pouvoir faire honneur à cet engagement dans le cas où ces salaisons ne seraient pas payées par les Commissaires que celui fondé sur la confiance que vous ne me laisseriez pas sans moyens d'y pourvoir, et que dans l'intervalle du retour je recevrais de vous des fonds suffisans

Il n'en était pas de même des traites tirées sur moi; il n'y avait point de délais, et les moyens me manquaient absolument. Vous savez qu'à l'époque de mon arrivée, j'ai trouvé la Légation absolument dénuée de ressources, par l'application de la dette Américaine à un autre service; que les consuls eussent été obligés de se rembarquer avec leurs prédécesseurs, si je n'avais requis une avance de deux millions du délégataire de la dette.

Si cette avance eut été mise à la disposition du Consul Général, in globo, J'aurais pu peut-être en me flattant d'un prompt secours de votre part, autoriser un payement de traites qui n'aurait que trop contribué à épuiser cette faible ressource.

Mais telle n'était point notre position; des intrigues de bourse, et la pénurie des fonds dans les banques ont tellement entravé les opérations des agens chargés de vos approvisionnemens, qu'ils leur a été impossible de réaliser sur le champ le montant de nos besoins, et qu'ils n'ont pu que fournir journellement et à la rigueur aux dépenses des consulats; et que vingt fois le Consul Général s'est vu sur

le point de laisser protester les traites tirées par ses collègues eux-mêmes.

Il y avait donc, en premier lieu, impossibilité d'accepter ces traites.

En second lieu je n'avais point d'ordres pour les acquitter

Les Commissaires allèguent qu'ils étaient autorisés à tirer sur moi par les Comités du Gouvernement et par la Commission de la Marine et des Colonies; mais il aurait fallu que cette autorisation me fut au-moins communiquée; je n'avais à cet égard reçu de vous ni ordres ni avis, et ils ne justifiaient eux-mêmes d'aucune autorisation

Le seul ordre que j'aie reçu est une lettre de la Commission de la Marine du 8 Ventose en vertu d'un arrêté du Comité des Finances du 26. Nivose, qui autorise le paiement jusqu'à la concurrence de quatre cents mille livres de traites anciennement tirées sur le Ministre aux Etats Unis par l'administration de la Guadeloupe.

Dans le nombre de ces traites qui sont demeurées protestées, plusieurs remontent à l'époque du Ministère du Citoyen Genet, d'autres ont été tirées sous mon prédécesseur, qui n'ayant ainsi que moi nul ordre de les acquitter et sans doute éprouvant aussi des embarras de finances, n'a pas cru pouvoir prendre sur lui d'exposer son propre service pour les acquitter.

La lettre de la Commission de Marine, ni l'arrêté dont je viens de parler ne font aucune mention de nouvelles traites à tirer, et si J'avais reçu les quatre cents mille livres que la lettre m'annonce, j'aurais été coupable d'en divertir l'emploi à l'acquit de nouvelles traites, tandis qu'elles étaient destinées au remboursement des sommes dont les propriétaires souffrent le retard depuis deux ans et plus.

Mais je n'avais pas même la possibilité de détourner ces fonds à cet usage; ils ne m'ont jamais été remis, malgré que j'aie pressé la Commission de la Marine à cet égard, avant mon départ de Paris, et que je lui aie écrit à mon arrivée à Rochefort une lettre également infructueuse sur ce sujet.

J'espère, Citoyens Représentans, que vous excuserez la longueur des détails dans lesquels je viens d'entrer avec vous; la confiance de ses commettans est pour le cœur de l'honnête homme un besoin trop impérieux pour qu'il néglige

aucun moyen d'établir dans tout son jour la preuve qu'il n'a rien fait qui puisse l'altérer.

Je serai plus que consolé d'une inculpation rédigée dans des termes qui ne m'affectent pas, si cette affaire vous rappelle, l'urgente nécessité de pourvoir efficacement au service dont les Consulats des Etats Unis sont chargés

P. A. ADET

Adet to Committee of Public Safety.^a

Legation	PHILADELPHIE le 11, <i>Frimaire</i>
de	An 4 ^e de la République Française une et
Philadelphie	indivisible ^b
Politique	<i>Le Ministre Plenipotentiaire de la Ré-</i>
No. 24. 1 ^{ata}]	<i>publique Française près les Etats Unis</i>
	<i>d'Amérique Aux Représentans du Peuple,</i>
	<i>Membres du Comité de Salut Public.</i>

CITOYENS REPRÉSENTANS: Sous peu de jours le Congrès s'assemble, sous peu de jours une lutte violente va s'établir peut-être entre les Partisans de l'Angleterre et les Amis de la France, entre un Gouvernement qui tend à devenir oppressif et les hommes qui veulent résister à l'oppression. Quelle en sera l'issue? La Grande Bretagne triomphant des obstacles quelle a trouvés jusqu'à ce moment, va-t-elle augmenter ses moyens et ses ressources aux dépens d'un Peuple trahi et vendu par son gouvernement? Perdrons nous le prix des sacrifices que nous avons faits pour le Peuple Américain, et verrons nous l'Angleterre resserrer notre puissance, empêcher notre marine de se former, restreindre les limites de notre Commerce et se préparer à soumettre le Continent Américain à ses Loix comme elle a soumis l'Inde? Je l'ignore, Citoyens Représentans, je ne peux encore fixer vos idées sur les résolutions futures du Congrès; Je suis moi-même dans le doute, et quelque espérance que m'aient donné nos amis, quelque soient celles dont je me sois flatté moi-même, il faut peut-être moins croire aux

^a Etats-Unis, vol. 44, folio 398. L. S. Indorsed: Déchiffrement de la dépêche N° 24. 1^{ata} du Cit. Adet. Certifié Campy. à déposer

^b December 2, 1795.

événemens que nous attendons qu'à notre désir de les voir réussir.

Renfermant une majorité offensive, vouée à la France et guidée par une haine violente contre l'Angleterre, la Chambre des Représentans (s'il faut en croire l'opinion générale) invoquera contre le Traité les loix constitutionnelles qui donnent au Congrès le Pouvoir de faire des réglemens commerciaux avec les Nations étrangères. S'opposer à tout Traité avec la Grand Bretagne, censurer la conduite de Jay et même celle du Président, si les choses sont portées un peu loin; telles sont peut être les résolutions qu'il faut attendre du courage des Représentans. Mais leur activité doit être validée par le Senat et sa Majorité s'est déjà prononcée dans un sens contraire. Tous leurs efforts seront donc inutiles, dans cette hypothèse, si le Peuple ne se réunit à Eux. Mais ce Peuple, quoique attaché à la Liberté, quoique ennemi de l'Angleterre, Quoique dévoué à la France, a besoin d'être arraché à son engourdissement naturel par quelque circonstance naturelle; Quoiqu'il déteste le Traité, il en remplira les conditions, s'il reçoit l'approbation du Congrès; Il murmure, mais il obéira; Eh! qu'importe à l'Angleterre et à ses Partisans que le Peuple murmure, s'il se soumet au joug. L'effervescence qui s'est manifestée dans plusieurs des Etats Unis est diminuée si elle n'est pas calmée entièrement. L'opinion publique a été travaillée; Peut-être *aussy* la corruption a-t-elle agi. Peut-être aussi ceux qui lors de la publication du Traité étoient prêts à le combattre par la force sont-ils disposés aujourd'hui à rester neutres. Les hommes que je voyois pleins d'assurance il y a quelque tems qui doutoient le moins de l'avenir semblent aujourd'hui craindre le parti fédéraliste; il montre une confiance, une tranquillité qui m'étonnent; Waginston^a lui-même paroît avoir retrouvé le calme que donne l'espérance d'un succès certain, et le découragement que montrât la plupart de nos amis ajoute encore à ma vive inquiétude.

Frappé d'un changement aussi inattendu, je cherche à en pénétrer la cause surtout dans le moment où tout devoit exciter nos amis à développer leur énergie; où la republique

^a Washington.

trionphant de la coalition voit ses ennemis lui demander la Paix, et où elle impose des Loix à l'Europe: J'ai questionné les personnes dont la franchise et l'attachement à notre cause m'étoient connus, et je suis parvenu à pénétrer ce mystère.

Depuis le moment où la revolution a commencé, nous avons (m'ont-ils dit) suivi sa marche et ses progrès avec un vif intérêt; Il s'est augmenté quand nous avons vu la liberté s'élevée sur les débris du Thrône. Nous avons béni le moment où la Nation qui nous avoit aidé à briser nos fers rompoit entièrement ses chaînes. Notre Gouvernement loin de partager nos sentimens, loin de seconder les Mouvements d'un Peuple à qui il devoit son existence a vû avec chagrin que la France Républicaine ne favoriseroit pas les projets qui occupoient déjà quelques têtes

Hamilton Secrétaire de la trésorerie, homme aussi fourbe qu'audacieux, sans pudeur et sans morale, ennemi de toute liberté, de toute Egalité, ne comptant les peuples que comme des troupeaux de bêtes de somme, ne rêvant que grandeurs, que jouissances, ne voyant de bon gouvernement que le Gouvernement Britannique, où un parlement vendrait le peuple qu'il a acheté cet Hamilton enfin qui dirigeait et qui dirige encore aujourd'hui le Président, a senti que la secousse violente que la République donnait à tous les trônes, la couronne que Washington se disposoit à mettre sur sa tête lui echappait de la main, et que ses propres espérances d'Elevation se dissipaient en fumée. espérant que sous l'influence britannique il pourrait réaliser ses projets chimériques, détestant déjà la France, pressé par la vengeance et l'ambition, il a profité des circonstances pour ruiner nos intérêts dans ce païs, pour le rapprocher de l'Angleterre. Si le peuple n'était pas aussi fortement prononcé en votre faveur, si le gouvernement avoit eu des moyens de le contraindre au silence, la guerre eut été déclarée à la République Française. C'est à ce défaut de moyens que vous devés la reconnoissance de vôtre ministre; car il a été agité dans le Conseil du Président à cette Epoque, s'il ne conviendrait pas plutôt de reconnaître l'envoyé des princes

Convaincu qu'il ne pouvait pas aider la coalition ouvertement, le Gouvernement fédéral a voulu dès lors la servir en

se couvrant du manteau de la neutralité. De là l'opposition faite par le Gouvernement fédéral aux armemens en course dans ses ports; de là l'empêchement à l'armement des navires Américains pour la protection même du commerce; de là les poursuites exercées contre les Américains qui étaient embarqués sur des batiments Français, tandis qu'on semblait protéger ceux qui se rendaient sous le pavillon britannique; de là les difficultés que vous avés éprouvées, et que vous éprouvés encore pour l'exécution de votre convention consulaire; de là les vexations que les tribunaux font éprouver à vos corsaires. Il ne doit point prononcer d'après les traités sur la validité des prises, mais sous prétexte que le batiment preneur a été armé aux Etats Unis, il est arrêté ainsi que sa prise, et si ses preuves ne sont pas tellement évidentes que l'esprit du parti même ne puisse en douter, il est condamné. De là ces subornations de témoins que l'on produit dans toutes les affaires de cette nature; de là les refus perpétuels que les Ministres Français éprouvent, quand ils demandent quelque marque d'amitié au Gouvernement Ameriquain. De là cette partialité révoltante en faveur de l'Angleterre; cette pusillanimité de l'exécution, quand il faut faire respecter ses droits, la liberté de notre commerce, l'honneur de notre pavillon blessé par l'Angleterre; de là la froideur, que l'on a temoigné à nos prédécesseurs et à vous même quand il s'est agi de négocier un nouveau traité, de là l'empressement de Washington à courir audevant de la Grande Bretagne et à signer avec elle un pacte également nuisible et injurieux aux Etats Unis et à la France.

D'après toutes ces marques de mépris pour vous, et les hostilités sourdes, que nous venons de vous esquisser rapidement, qui ne s'attendait pas à voir le Gouvernement Français prenant l'attitude, qui lui convient, rappeler le Gouvernement fédéral et à ses devoirs et aux traités. Ces justes reproches eussent retenti dans tous les cœurs Ameriquains, et la voix du peuple eut forcé l'Exécutif à tenir une autre conduite au lieu de s'en plaindre, la République Française a toujours semblé applaudir à ses démarches, et prévenir ses désirs. À peine a-t-il demandé le rappel de Genet, qu'il l'obtient, imprudent au dernier point, guidé par le sentiment

et non par la raison, prenant de mauvais moyens pour réussir, substituant des querelles individuelles à l'intérêt public, s'entourant de gens sans conduite, et sans morale, Genet méritait sans doute d'être rappelé; mais était-ce une raison pour que son successeur vint ramper aux pieds du Président? Était-ce une raison pour qu'il vint proclamer l'amnistie de tous les torts du Gouvernement Américain? Quand la France lui faisait de justes réparations devait-elle oublier qu'elle en avait aussi à demander? Qu'est-il résulté de cette étrange conduite? Quelle conséquence en a tiré notre *Exécutif*? Il a pensé que votre faiblesse était la seule cause de ces marques d'amitié, qu'il savait ne pas mériter, il a pensé que sans l'Amérique la France ne pouvait subsister, et dans cette supposition évidente il a pensé pouvoir tout ôser, tout entreprendre; à l'exemple de l'Angleterre, il a observé ou violé les traités suivant que son intérêt le lui a conseillé. Persuadé que la nation Française lui avoit encore de grandes obligations de ce qu'il n'empêchait pas les commerçans Américains d'aller échanger leurs denrées contre votre or, vos vins, et quelques productions de vos manufactures.

N'avez-vous pas entendu vous-même vanter les services, que sous ce rapport les Etats Unis ont rendu à la France? ne vous a-t-on pas dit que sans nos farines votre république périssait au milieu des horreurs de la famine? on se persuade que toutes les obligations sont remplies envers nous, parceque nos vaisseaux vous ont porté nos grains, et que nous avons tiré de la France les moyens de solder la balance de notre commerce avec l'Angleterre. On n'a pas daigné jeter un coup-d'œil sur nos traités; on n'a pas daigné voir que les Etats Unis doivent garantir les Colonies à la France; et on s'est dégagé des liens de l'honneur et de la bonne-foi, aussitôt que l'on a craint de blesser ou d'offenser l'Angleterre.

Et cependant quelle conduite cette puissance tenait-elle avec nous? nous donnait-elle quelque marque d'attachement? accueillait-elle nos réclamations avec cette cordialité qui vous caractérise? Y faisait-elle droit avec générosité? elle insultait journellement à notre honneur, à notre liberté; saisissait nos batimens, pressait nos matelots; ruinait notre commerce, couvrait nos côtes de bâtimens armés, déchainait

contre nous les sauvages, et nous traitait enfin comme des rebelles qu'on veut châtier. loin d'exciter contr'elle le ressentiment de l'Exécutif, elle l'a vû se courber servilement devant elle; il a caressé la main qui l'a frappée; il s'est enveloppé dans les chaines dorées qu'elle lui présentait, dans l'espérance qu'il chargerait à son tour de chaines de fer un peuple qu'il trahit tous les jours.

Pouvait-il mieux réussir qu'à l'aide du traité conclu par Jay et Lord Greenville? les Anglais ne nous ont ils pas dicté impérieusement des lois? ne sont-ils pas devenus nos maitres? ne nous ont-ils pas forcé à renoncer à toute autre alliance que la leur? ne sont-ils pas maîtres de tout notre commerce? n'exercent-ils pas la plus grande influence, à l'aide de fonds qu'ils possèdent ici? Londres n'est il pas devenu le marché de toutes nos terres? tout ne nous indique-t-il pas que Ce païs n'a pas joui que d'une indépendance passagère, et que bientôt l'Angleterre va y mettre un terme?

Lorsque vous connaissez les Evenemens passés, lorsque, comme nous, vous pourriés prévoir l'avenir; lorsque vous pouvés vous convaincre vous-même que le sang français aura coulé en vain dans les champs de l'Amérique, et que ces Colonies qu'il etait de votre intérêt de séparer de la Grande Bretagne, vont offrir à cette metropole des ressources plus puissantes que celles qu'elle lui présentait; pourquoi restés vous tranquilles spectateurs d'une combinaison politique qui tend à vous priver d'immenses avantages, que va gagner votre Ennemi? pourquoi laissés-vous violer à votre egard le droit des gens sans vous plaindre? quoi! l'on traite avec votre Ennemi pendant la guerre; vous en êtes instruits, et vous restez muets! on change le niveau de la balance politique, et vous le souffrés avec une indifférence, qui nous etonne! Depuis six mois que le traité est connu en Europe, qu'aves-vous fait? sait on ce que vous pensés de ce traité? sait on s'il vous déplait, s'il vous blesse? ne peut on pas regarder votre silence comme une marque de votre approbation? ou plutôt ne paraisséz vous pas ne prendre aucun intérêt aux affaires de ce païs? votre traité avec l'Espagne ne nous confirme-t-il pas dans cette opinion? vous deviés profiter des circonstances heureuses, dans lesquelles vous vous trouviés, pour rentrer dans la Louïsiane, vous deveniés maîtres du Mississipi; vous

rentrés avec les Anglais en concurrence pour le commerce; vous vous assurés les moyens d'approvisionner vos Colonies; vous acqueriés ici une force capable de nous en imposer, et d'en imposer à l'Angleterre; vous nous forcés de rester unis avec vous. Eh! bien, qu'avés vous fait? vous avés demandé et obtenu St Domingue,^a dont vous ne pourrés de longtems tirer aucun avantage; vous aurés une terre déserte, qui vous coutera des frais enormes de protection, qui dévorera les habitans que vous y enverrés, car ne vous y trompés pas, il ne vous restera pas un Espagnol; à la Louïsiane vous trouveriés un país cultivé et fertile, une terre qui sous vos lois se serait bientôt couverte d'une immense population; vous n'aviés personne à y conquérir puisque vous y trouviés des Français qui vous sont dévoués. Que voulés vous d'après cette faiblesse et ce défaut de politique, que nous pouvons reprocher à votre gouvernement, que nous fassions aujourd'hui? comment veut-il que nous servions ses intérêts, quand il les oublie? comment veut-il que seuls nous soutenions le poids de ses Ennemis? accablés sous le nombre nous fessons d'impuissans efforts. Calomniés, repoussés de toutes parts nous sommes signalés comme des Ennemis du bonheur du peuple, comme des artisans de trouble, comme des fauteurs de la guerre civile. Notre paix intérieure nos fortunes, la tranquillité de nos familles sont ruinées, et nous serons forcés de fuir notre país, si les choses ne changent, ou si nous ne nous taisons; or comme la France ne parait pas s'en inquiéter, le silence est la retraite, voilà le seul partir qui nous reste à prendre aujourd'hui.

Mais cependant si votre gouvernement saisit le moment actuel, s'il écrit à *l'Exécutif* pour se plaindre des injures qu'il a reçues, non avec le ton d'une nation qui s'apprête à punir, mais avec le langage de l'amitié offensée, qui n'attend que le plus faible retour pour pardonner; si distinguant les sentimens du peuple, il fait tomber avec adresse sur l'exécutif tous les torts des Etats Unis envers la France, et se repose sur l'amitié de la nation, sur son amour pour la liberté; si se plaignant de l'inexécution des traités il demande que le Gouvernement, que le Congrès prennent les mesures les plus

^a On the efforts of France to obtain Louisiana at the treaty of Bâle, see *Revue historique*, XIII, 46 ff.

convenables pour qu'ils soient dorenavant suivis; si par là il force le Président à communiquer ses justes plaintes au corps législatif; s'il nous montre ainsi, qu'il est prêt à unir ses efforts aux nôtres pour sa défense; alors nous vous le jurons par la liberté, alors vous nous verrés reprenant notre première énergie et retrouvant de nouvelles forces, travailler avec plus de courage à renverser le parti de l'Angleterre, et à établir votre influence sur sa ruine

Tels sont, Citoyens Représentans, les motifs qui éloignent beaucoup de nos amis de l'arene politique, ils ne paraissent disposés à rentrer, qu'au moment où ils seront convaincus que la France n'a pas renoncé à ses relations avec les Etats Unis.

Je vous devais, Citoyens Représentans, ce tableau de la situation de nos affaires dans ce país. Je suis loin de la voir sous un jour favorable; malgré tous mes efforts, je n'ai pû l'améliorer; les instructions que vous m'avés données lors de mon départ, ne conviennent nullement aux circonstances dans lesquelles je me suis trouvé placé; et depuis huit mois que j'ai quitté la France, je n'en ai reçu aucunes nouvelles. Sa situation politique a changé; la paix a rapproché de nous plusieurs gouvernements, Entr'autres l'Espagne, qui, comme puissance maritime, a des interêts communs avec la France, et doit comme elle desirer l'abaissement de la Grande Bretagne. L'Amérique a dû nécessairement fixer l'attention du Cabinet de Madrid comme elle a dû fixer la vôtre La libre navigation du Mississipi que demandent les Américains, que leur ont garanti les Anglais, est d'une importance assez grande pour mériter vos regards et les siens; vous aurés vû sans doute les avantages qu'en tiraient les Américains et les Anglais; vous aurés vû s'il vous convenait de laisser ces nations ambitieuses se rapprocher des possessions espagnoles; vous aurés examiné quelles conséquences il pouvait en résulter, et les combinant avec celles qui résultent nécessairement pour l'Angleterre du traité d'amitié, qu'elle a conclu avec les Etats Unis, vous aurés dans votre sagesse arrêté des plans conformes aux interêts de notre patrie; mais Citoyens Représentans, je les ignore, j'ignore vos intentions, et je me trouve sans boussole sur une mer orageuse. Je ne sçais

s'il faut attendre un changement heureux pour nous, ou le provoquer, si je dois me taire sur l'article 11. onze^a du traité de 1778, ou en réclamer hautement l'exécution. Jusqu'à présent la France n'a encore rien dit à l'égard de la garantie de ces Colonies, mais si elle réclamait cette garantie, il n'en faudrait pas d'avantage peut-être pour engager l'*Exécutif* à rompre avec elle; et il saisirait cette occasion avec d'autant plus de promptitude, qu'on m'a assuré que le traité de Jay renfermait des articles secrets, et qu'un de ces articles garantissait une partie de nos Colonies aux Etats Unis. En flattant le peuple par l'espérance de jouir des avantages que des îles à sucre offraient à son commerce, l'Exécutif pourrait l'entraîner dans son parti; peut-être aussi n'oserait-il en venir à une rupture, et je penche vers cette opinion quoiqu'il en soit, les questions que cette considération fait naître sont tellement étendues, et ont une telle connexité avec toutes les parties de notre politique, qu'il faut en embrasser l'ensemble pour les résoudre. Vous seuls, Citoyens Représentans, pourrés le faire, mon devoir est de vous adresser les renseignements que je peux me procurer sur les dispositions du peuple Américain et de son gouvernement, et d'employer tous mes moyens pour exécuter les ordres que vous me transmettrés. Je ne vous répéterai pas combien il est instant que vous m'en fassiez parvenir; J'envoie auprès de vous le Cit. Chesnau, premier secrétaire de Légation; il vous donnera des détails que cette dépêche, déjà trop étendue ne pourrait comporter, et vous priera avec instance de donner quelques instans aux affaires de l'Amérique, et de me tracer la route qu'il faut suivre.

Signé P. A. ADET

^aThe word onze is written above the figures in the MS.

*Adet to Committee of Public Safety.^a*N^o 25.]PHILADELPHIE le *Frimaire*

l'an 4^{me} de la République Française une et indivisible^b
*Le Ministre Plénipotentiaire de la République Française près
 les Etats Unis d'Amérique Aux Citoyens Représentans du
 Peuple Membres du Comité de Salut Public.*

CITOYENS REPRÉSENTANS: Par ma lettre N^o 7. je vous ai exposé combien il m'était difficile de faire face à ma dépense. La gêne que j'éprouvois alors, et qu'éprouvoient aussi les Consuls s'accroît journellement. le prix des denrées est augmenté d'un tiers depuis notre arrivée, et une dollard n'est pas plus ici que vingt sols en France.

Il nous est de toute impossibilité de rester dans l'état où nous nous trouvons malgré la plus severe économie, chaque mois la dépense surpasse la recette. Je me serois endetté si Je n'avois employé les sommes que J'avois pour frais d'établissement, et cependant le tems qui vient de s'écouler est celui où l'on a le moins de dépenses à faire. pendant la Cession du Congrès elles doublent, à cause des diners que l'étiquette, et la nécessité de se rapprocher des membres de la Legislature forcent de donner. C'est à la suite des diners que l'on s'ouvre que l'on s'épanche que l'on traite les affaires, et c'est au milieu de Toasts que se glisse la Confiance et la persuasion. Votre Ministre ne ferait rien ici, s'il n'avait pas très souvent les membres du Congrès à sa table. Quoique mon gout particulier m'éloigne de toute espèce des Représentation, et plus particulièrement de celles ci. Je ne saurais m'en dispenser surtout dans le moment actuel où il faut agir auprès des membres de la Chambre des représentans pour détruire l'influence de l'Angleterre, en empêchant le traité de Jay d'avoir son execution. Convaincu que l'interet de la République exigeoit que je fisse pour traiter les membres du Congrès des dépenses qui sont au delà des mes moyens, Je m'y suis déterminé après en avoir conféré avec le Consul Général à placer sur l'état des dépenses, secrettes Sommes que J'employerai à cet objet. Je suis trop confiant En votre justice pour penser que vous n'approuverés pas ma

^a Etats-Unis, vol. 44, folio 418. L. S.^b November-December, 1795. Day?

Conduite dans cette Circonstance, et que vous ne m'allouies pas ainsi qu'aux Consuls une augmentation proportionnée aux dépenses que nous sommes forcés de faire.

J'ose me flatter que vous ne me croirés pas guidé dans ce moment par un intérêt sordide; le Citoyen Chesnau qui est chargé de cette lettre, vous dira que Je stipule plustôt pour l'interet de la chose publique que pour moi-même, car mon devoir seul m'attache à la place que j'occupe et au Pays que j'habite.

P. A. ADET.

Adet to Committee of Public Safety.^a

PHILADELPHIE le 14 Frimaire

An 4^e de la République Française une et indiv.^b

Legation de
Philadelphie
Politique
No. 26. 1^{re}]

Le Ministre Plénipotentiaire de la République Française près les Etats Unis d'Amérique. Aux Représentans du Peuple Membres du Comité de Salut Public.

CITOYENS REPRÉSENTANS: Je vous transmets Copie d'une lettre que m'Ecrit le C^{en} Polony, lieutenant de Vaisseau Commandant l'avisol'Expédition, chargé de porter à Cayenne Billaud de Varenne et Collot d'Herbois. Le mauvais Etat de l'Aviso ne lui ayant pas permis de retourner en France il a été forcé de relâcher à Baltimore, d'où il se propose de s'expédier pour France par la plus prochaine occasion avec les dépêches dont il est chargé. Peut être arrivera-t-il aussitôt que la présente; il vous rendra compte de la sensation qu'a faite à Cayenne l'arrivée des deux déportés, et de l'espèce d'influence que Collot d'Herbois y a acquise sur les autorités de cette Colonie.

P. A. ADET.

P. S.—A l'instant ou je signe ce primata, aujourd'hui, Aujourd'nui 24 Frimaire; Arrive le Citoyen Tassis Commandant l'expédition Envoyé de Cayenne avec son Bâtiment par le Gouverneur Coentet. Il m'a remis des dépêches que le Gouverneur & L'Assemblée Coloniale m'ont adressées pour faire passer en France.

^a Etats-Unis, vol. 44, folio 425 L. S.

^b December 5, 1795.

Dans les paquets du Gouverneur s'est trouvée une lettre que m'a écrit l'exdéputé Colloit d'herbois dont je joins copie à cette Lettre.

Le Commandant de l'Expédition m'a confirmé le Rapport que m'avait fait le C^{en} Polony, sur l'intimité qui regnait entre Colloit d'Herbois et le Gouverneur, et sur l'influence que ce premier avait dans les affaires

P. A

Adet to Committee of Public Safety.^a

PHILADELPHIE, le 24 Frimaire

l'an 4^e de la République Française une et indivisible^b

Legation de
Philadelphie
Politique
N^o 28.]

Le Ministre Plenipot^{re} de la République Française, près les Etats-Unis de l'Amérique Aux Représentans du Peuple Membres du Comité de Salut Public.

CITOYENS REPRÉSENTANS: On m'a fait passer des^c imprimés des procès verbaux d'installation du nouveaux Conseil supérieur de S^t Domingue au nom de Georges 3. et du serment prêté par les membres de ce Conseil tous anciens Colons. Je vous envoie ces deux pièces qui peut être vous seront déjà parvenues, vous y verrez les noms d'une partie des individus indignes du nom de Français qui ont appelés l'Etranger dans leur Patrie et se sont volontairement soumis à vivre sous un roi, s'il faut en croire des nouvelles assés récentes, ils sont déjà punis de leur désertion, et il ne leur en reste plus que la honte; ce Conseil a voulu faire des actes d'autorité qui ont déplu à leurs nouveaux maîtres, la division s'est mise entre les membres et d'autres Colons qui ont pris du service dans la garnison Britannique, les militaires ont déservi leurs confrères conseillers auprès du Gouverneur qui en a dit-on déporté plusieurs en attendant que tous indistinctement subissent le même sort, telle est la récompense des traîtres.

Au reste la position de cette Colonie est toujours la même, les Anglais bornés à ce qu'ils ont pris d'abord n'ont fait aucun progrès. Les républicains sous les ordres du general

^a Etats-Unis, vol. 44, folio 446. L. S.

^b December 15, 1795.

^c Voir aux cartons de S^t Domingue.

Laveaux et des commandants Rigaud, Beauvais et Vilatte se sont maintenus et ont souvent obtenu des succès, leur défense jusqu'à présent, le courage et la constance avec laquelle ils ont soutenus les fatigues et les privations les plus sensibles sont dignes des plus grands éloges. On est dans l'attente de l'effet que produiront les forces que les Anglais viennent d'envoyer, on les dit imposantes, mais on n'est pas d'accord sur leur destination, s'ils avaient la liberté de les diriger sur un seul point ils acquéreraient une supériorité réelle, mais il ne paraît pas que ce soit leur projet, et qu'il leur fut possible de l'exécuter; il faut qu'ils renforcent les postes de St. Domingue et des îles du vent; St^e Lucie et la Guadeloupe ne peuvent être prises aisément. Avant tout il faut qu'ils s'assurent leurs propres possessions. Une insurrection sérieuse vient de se manifester à la Jamaïque; les forces ordinaires du pays ne suffisent pas pour l'apaiser. Ils ne paraissent pas avoir compté sur cette contrariété, pour peu que celles de la saison s'y joignent leurs troupes peuvent être réduites à moitié en peu de tems, par les maladies auxquelles on a remarqué qu'elles sont plus particulièrement sujettes, ainsi ce sera encore une opération manquée.

P. A. ADET.

P. S.—Des gens assés bien informés ici de ce qui se passe en Angleterre prétendent que le cidevant Comte d'artois n'ayant pu réussir dans sa descente sur nos cotes, doit venir à St. Domingue pour y jeter les fondemens d'une nouvelle monarchie.

P. A.

Adet to Committee of Public Safety.^a

PHILADELPHIA, le 24 Frimaire

l'an 4^{me} de la République Française une et indivisible^b

Legation de
Philadelphie
Politique
N. 29. Dup^{ta}]

Le Ministre plénipotentiaire de la République Française près les Etats Unis d'Amérique Aux Représentans du peuple, Membres du Comité de Salut Public

CITOYENS REPRÉSENTANS: Je vous adresse cijoint le discours que le Président des Etats Unis a prononcé à l'ouver-

^a Etats-Unis, vol. 44, folio 445. Déchiffrement. Indorsed: Déchiffrement de la dépêche No. 29 du Cit. Adet. Certifié Campy 2848. G^{es}. Isabeau extraire pr. le D^{re} fait.

^b December 15, 1795.

ture du Congrès. J'en ai fait extraire et traduire un passage, qui doit fixer votre attention. Vous verrez que dans ce discours il ne parle pas nominativement de la France et qu'il ne s'en occupe d'une manière indirecte que pour présenter sa position sous le jour le plus défavorable

Vous remarquerez également dans le paragraphe relatif aux négociations entamées à Madrid le silence qu'il garde sur l'influence de la France pour leur succès.

Toute Réflexion de ma part serait inutile dans cette circonstance, elles se présentent d'elles-mêmes. Je me permettrai cependant une observation, c'est que si J'avais su que la République appuyât les négociations des Etats Unis près la Cour de Madrid, j'en eusse protesté avec beaucoup d'avantage.

Tant que vos ministres seront ici (comme ils l'ont été si longtemps) sans instructions et sans nouvelles, il leur est impossible d'espérer aucun succès

Signé P. A. ADET.

Adet to Committee of Public Safety.^a

PHILADELPHIE le 2 Nivose

l'an 4^e de la République Française une et indivisible^b.

Legation de
Philadelphie
Politique
No. 30. 2^{ata}]

*Le Ministre plénipotentiaire de la République
Française près les Etats Unis. Aux
Représentans du peuple Membres du
Comité de Salut Public.*

CITOYENS REPRÉSENTANS: Je vous adresse copie d'une lettre que m'a remise le Citoyen Letombe Consul Général de la République sur la dispositions des esprits dans le Massachusset Bay. Désirant connaître moi même l'opinion du peuple dans cette partie des Etats Unis, Je m'étais déterminé à y faire un voyage. La fièvre me saisit la veille du jour fixé pour mon départ et je chargeai le Cit. Letombe des observations que nous devons faire ensemble. Les

^a Etats-Unis, vol. 44, folio 552. Déchiffrement. Indorsed: Déchiffrement de la dépêche N^o. 30 duplicata du Cit. Adet. Certifié Campy 5528.

^b December 23, 1795.

affaires multipliées, dont il a été accablé à son retour et sa mauvaise santé, l'ont empêché de me rendre compte plutôt de sa mission, les mêmes motifs ne m'ont pas permis de vous faire parvenir plutôt son rapport.

Je vous prie de le lire avec attention, Citoyens Représentans; les amis de notre cause ont développé au Consul Général leur opinion avec franchise, leurs lumières égalent et leur amour pour la liberté et leur attachement pour la France. Ils ont examiné avec une scrupuleuse attention la position respective des Etats Unis et de la France, et les conséquences auxquelles ils sont arrivés—sont le résultat de profondes réflexions.

Depuis que le Congrès est réuni, J'ai été à portée de me convaincre que tous les hommes dévoués à notre cause dans les différents Etats, partagent l'opinion de nos amis du Massachusset Bay et de la Pennsylvanie. Il n'y a qu'une manière de voir parmi eux sur la conduite qu'il convient à la France de tenir dans les circonstances.

Ils attendent avec une impatience extraordinaire que le Gouvernement se prononce. tous les jours des membres de la minorité du Senat ou de la majorité des représentans me demandent si J'ai reçu des nouvelles de France, et si le Gouvernement veut enfin s'expliquer sur le traité. Chaque jour de la semaine disent-ils, nuit à vos intérêts et aux nôtres; chaque jour voit se refroidir la chaleur de certaines hommes; chaque jour le Gouvernement agit et influence quelques individus, en sorte que tel qui aura voté contre le traité à son arrivée au Congrès, votera peut-être en sa faveur dans quelque tems. Que la France parle promptement, et nous ferons justice d'une conduite que désavoue la majorité du peuple. Je ne puis vous exprimer l'étonnement que leur cause le silence du Gouvernement Français. Ils rapprochent les dates, calculent les Epoque, et quand ils voyent que depuis six mois que le traité doit être connu en France, on n'a pas encore de nouvelles de l'effet qu'il a produit, ils semblent perdre tout à fait courage. Ils seroient abandonnés, et semblent imaginer que ce n'est pas sans fondement que le Gouvernement et le parti Anglais repandent ici que le traité n'a pas causé et ne pouvait causer le plus léger mécontentement en France. Je fais tous mes efforts pour les convaincre que

la république n'abandonnera point ses intérêts dans ce païs; que le traité a fixé son attention, et je parviens toujours à les en convaincre, en leur rapportant le passage du rapport du Cit. Merlin de Douai sur la réunion de la Belgique à la France, qui ne peut s'appliquer qu'à la conduite du Gouvernement fédéral à notre égard. Je me suis trouvé très heureux que les Anglais aient bien voulu traduire ce rapport en entier dans leurs papiers. C'est là, seulement que j'ai pû trouver quelque renseignement sur l'opinion du Gouvernement Français relativement au traité conclu entre ce païs et la Grande Bretagne. C'est là seulement que J'ai trouvé les moyens d'entretenir l'espoir et les bonnes dispositions de nos amis. Si ce rapport n'était pas tombé par hasard entre mes mains, je n'avais rien de positif à leur dire, et ils ne se seraient pas contentés des lieux communs dont J'aurais Été obligé de me servir.

Puissé-je recevoir bientôt, Citoyens Représentans les instructions que J'attends avec tant d'impatience et qui doivent déterminer ma conduite et assûrer ma marche.

Signé P. A. ADET

Adet to Minister of Foreign Relations.^a

PHILADELPHIE le 7. Nivose

Legation	l'an 4 ^e de la République française une et
de	indivisible ^b
Philad ^{ie}	<i>Le Ministre Plénipotentiaire de la Répu-</i>
Affaires	<i>blique Française, près les Etats Unis de</i>
Particulières	<i>l'Amérique Au Citoyen Ministre des ré-</i>
N ^o 1 ^{er} 1 ^a]	<i>lations extérieures</i>

CITOYEN MINISTRE: La Commission des relations extérieures m'a demandé par une lettre du 25 Vendimaire dont J'ai reçu le duplicata, des renseignemens sur le Citoyen Pierre Egron, soi disant rédacteur d'un journal imprimé à Philadelphie sous le titre d'observateur de l'Europe et de l'Amérique septentrionale

^a Etats-Unis, vol. 45, folio 82. L. S. Indorsed: N^o 6900 C^{en} Caille approuver les p^{res} qui ont dirigé sa conduite, lui dd^{er} de transmettre l'ouvrage d^{it} il parle.

^b December 28, 1795.

Pour écarter toutes prétentions personnelles du Citoyen Egron, il suffit sans doute d'observer qu'il ne sait ni l'Anglais ni le Français (comme vous pouvez en juger si la lettre qu'il a écrite à la Commission est de sa main et de son stile) et de vous informer qu'il n'avait d'autre part à la rédaction de cet ouvrage intéressant, qu'une association d'intérêt avec le rédacteur véritable le Citoyen Tanguy

C'est donc du Citoyen Tanguy et de son journal que je vais vous entretenir

Le journal intitulé l'observateur de l'Europe et de l'Amérique septentrionale est un ouvrage précieux pour les sciences, l'économie politique et rurale, le commerce et les arts, mais composé dans les deux langues Anglaise et Française, il est infiniment plus utile aux Etats unis qu'à la France, il est même nuisible à la dernière en ce qu'il tend à accélérer aux Etats Unis le progrès des arts et metiers sur lesquels notre supériorité ou notre fabrication exclusive, peuvent seules nous procurer des moyens avantageux d'échanger contre les productions Américaines

Les lumières que ce recueil peut procurer à la France, sur les découvertes et procédés utiles en tout genre dont l'Amérique encore dans l'enfance jouit exclusivement à nous, sont loin de balancer, celles qu'elle retirera de la communication de nos richesses en ce genre. Loin donc d'encourager cette production périodique, je crois qu'il sera avantageux à la Nation Française qu'elle ne soit point continuée

Mais si les travaux du Citoyen Tanguy sont discontinués sur ce premier plan, il est très utile qu'ils soient repris sur d'autres bazes, et dirigés vers la collection et la publication à faire en Français, des notions de tout genre sur le commerce politique et le commerce des Etats Unis. Chargé positivement par mes instructions de recueillir à cet égard tous les renseignemens qui pourraient parvenir à ma connaissance, je n'ai point négligé cette partie de mes travaux, et j'espère vous en présenter bientôt d'utiles résultats. D'après ces ordres, j'ai cru devoir non seulement encourager le Citoyen Tanguy, mais même lui fournir les moyens de publier pour nous et pour nous seuls, un ouvrage important qui bientôt sera complet et au sujet duquel je vous ferai un rapport.

Quant aux principes politiques, du Citoyen Tanguy, ils ne m'inspirent pas tout à fait la même confiance que ses talens; mais cette considération ne m'a pas retenu; l'art du gouvernement est celui d'employer les hommes et de les ramener aux principes.

P. A. ADET

Adet to Minister of Foreign Affairs.^a

PHILADELPHIE le 18 Nivose

Légation	l'an 4 ^e de la république Française une et
de	indivisible ^b
Philadelphie	<i>Le Ministre Plénipotentiaire de la Répu-</i>
Politique	<i>blique Française près les Etats Unis de</i>
No. 1 ^{er} 2 ^{da}]	<i>l'Amérique Au Citoyen Ministre des</i>
	<i>relations extérieures</i>

CITOYEN MINISTRE: Les dépêches du Comité de Salut Public dont le Citoyen Dacunha était chargé pour moi, m'ont appris que le gouvernement constitutionnel, allait bientôt succéder au gouvernement révolutionnaire; et J'ai vu par les papiers publics que ce même Citoyⁿ m'a remis, que le Corps Legislatif était réuni, que le Directoire Exécutif était nommé, et qu'enfin c'était désormais à vous qu'il fallait rendre les comptes que j'adressais auparavant, et au Comité de Salut Public et à la Commission des relations extérieures

Avant que d'entrer dans aucun des détails relatifs à ma Légation, permettez moi, Citoyen Ministre, de déposer entre vos mains, le Serment que Je fais de maintenir et de faire respecter de tout mon pouvoir, comme individu, et comme fonctionnaire public la Constitution décrétée par la Convention Nationale, et acceptée par le peuple Français. Mon amour pour la Liberté, mon devouement absolu à ma Patrie, mon devoir me dictent ce serment, soyés convaincu, que je le tiendrai avec autant de fidélité que j'ai de joie et de plaisir à le faire.

Ces sentimens que je vous exprime les Citoyens attachés à la Légation les Consuls les partagent. Tous nous n'avons

^a Etats-Unis, vol. 45, folio 9. L. S. Indorsed: 6648.

^b January 8, 1796.

qu'un même esprit, un même désir. Tous nous voulons défendre la République, obéir à ses loix, travailler à sa gloire, servir ses intérêts, et remplir en un mot ces devoirs sacrés, dont tout ami de la Liberté, ne saurait se dispenser sans renoncer au plus beau tître qu'un homme puisse ambitionner.

P. A. ADET

Adet to Committee of Public Safety.^a

PHILADELPHIE le 26 Nivose

Legation de Philadelphie Politique No. 31. 2 ^{ata}]	l'an 4 ^e de la République française une et indivisible ^b <i>Le Ministre Plénipotentiaire de la Répub^e Française près les Etats Unis de l'Amé- rique Aux Représentans du Peuple, Membres du Comité de Salut Public</i>
---	--

CITOYENS REPRÉSENTANS: La Convention Nationale dans le courant de Frimaire de l'an 3^e décréta, sur le rapport du Citoyen Merlin de Douai, qu'un drapeau National^c serait offert aux Etats Unis; le drapeau me fût remis à mon départ de France; mais j'ignore par quelle fatalité je n'ai pu avoir ni le rapport du Citoyen Merlin ni le décret qui avait été rendu sur sa proposition.

Arrivé aux Etats Unis je n'ai pas tardé à voir que les dispositions de l'exécutif ne nous étaient pas favorables; que nous ne pouvions compter que sur la Chambre des Représentans; sur les sentimens du Peuple, et qu'il ne fallait pas épuiser dans un moment où je ne pourrais en tirer aucun parti les moyens d'échauffer le zèle de nos amis. Je ne pouvais douter que, si je présentais alors le Drapeau National au Président, il le ferait cacher dans quelque dépôt, et que le Congrès ni le Peuple n'auraient jamais la plus légère connoissance d'une presentation qui devait flatter leur orgueil. J'ai donc conservé avec soin le drapeau chez moi jusqu'au moment où le Congrès a ouvert ses séances

^a Etats-Unis, vol. 45, folio 16. L. Déchiffrement. Indorsed: Déchiffrement de la dépêche N° 31. 2^{as} de Cit. Adet. Certifié Campy. 5529.

^b January 16, 1796.

^c On the flag episode, see American State Papers, Foreign Relations, I, 527, 656.

persuadé qu'en le présentant à cette époque je pourrais avec avantage rappeler l'ancienne liaison qui unissait la France et les Etats Unis, et reveiller dans tous les cœurs des souvenirs que le Parti Anglais cherche à étouffer, et que cette circonstance fournirait à nos amis les moyens de faire passer des résolutions qui se retraceraient à tous les esprits, lors de la discussion des loix relatives au Traité. Après avoir conféré avec les Membres les plus influens et les plus dévoués à notre cause sur la conduite que j'avais à tenir ici, informé le Secrétaire d'Etat (comme la seule personne avec qui je puisse correspondre) que la République m'avait chargé de présenter un drapeau national aux Etats Unis, et que je le priais de me faire connaître les intentions de M^r le Président sur les démarches que j'avais à faire pour exécuter les ordres de mon Gouvernement M^r le Secrétaire d'Etat m'a écrit quelques jours après la lettre N^o 1. Je lui ai répondu la lettre N^o 2. et J'ai attendu ses communications ultérieures. Le 7. Nivose, il s'est rendu chez moi pour me prévenir que le Président des Etats Unis avait fixé le 1^{er} Janvier 1796 (11. Nivose) pour recevoir le drapeau chez lui; qu'il me priait de faire un discours relatif à cette circonstance, et de le lui communiquer pour qu'il pût préparer sa réponse. Après avoir rempli le désir de M^r le Président à cet égard, je me suis rendu chez lui au jour et à l'heure indiqués, accompagné des personnes attachées à la Legation du Consul Général et du Consul particulier de Philadelphie. J'ai prononcé le discours que vous trouverez sous le N^o 3. et le Président m'a fait la réponse N^o 4.

Le Surlendemain le Président des Etats Unis a communiqué au Senat, et à la Chambre des Représentans, l'adresse dont le Comité de Salut Public m'avait chargé pour le Congrès, et que, pour suivre les formes, j'avais fait passer au Secrétaire d'Etat. En même tems il a informé les deux Chambres qu'il avait reçu le Drapeau de la République Française. Son discours et le mien ont été lus à la Chambre des Représentans et au Senat, et ont donné naissance aux résolutions et aux débats que je joins à cette lettre sous les N^{os} 5 et 6.

Vous trouverez dans ces résolutions et dans ces débats l'expression des sentimens qui animent les Représentans et les

Senateurs à notre égard. Parmi les uns vous verrez une majorité dévouée à liberté saisissant avec joye l'occasion de faire éclater son attachement à notre cause et son admiration pour les faits glorieux de notre révolution; Parmi les autres vous trouverez une foible minorité luttant sans cesse contre une majorité ennemie de la liberté, vendue à l'Angleterre et regrettant de ne pouvoir refuser à la Nation Française ces expressions d'amitié que la Politique lui arrache; vous remarquerez dans le discours du Senateur Elsworth cette Epithete qui précède le nom du dernier Roi de France, Epithete qui, en décélant les mouvements d'une compassion peu républicaine, laisse deviner des opinions que l'on n'ose encore prononcer ouvertement, mais qui circulent dans les Cercles des Amis de l'Angleterre et du Président.

Il serait inutile de présenter d'autres réflexions sur les débats du Sénat, il vous suffira de les lire pour être convaincu que le Gouvernement Britannique influence toutes ses délibérations.

Mais il est une circonstance que je n'ai pu passer sous silence et que je ne puis vous laisser ignorer.

Vous aurez vu, Citoyens Représentans, que le Président à la fin de son discours me prévient que le Drapeau de la République sera déposé dans les Archives des Etats Unis, c'est-à-dire qu'il sera caché dans un miserable grenier et destiné à devenir la pature des animaux rongeurs et des insectes qui l'habitent. Redoutant l'effet que pourrait produire sur le Peuple la vue du Drapeau Français flottant dans la Salle de ses Représentans; craignant que ce signe de notre liberté ne rappellât, lors de la discussion du Traité, des idées dont il voudroit effacer la trace; se regardant comme le Représentant suprême du Peuple Américain, il a décidé Souverainement du lieu où notre Drapeau serait déposé, lorsqu'il aurait dû consulter le Congrès à cet égard. Je ne pouvais pas déterminer impérieusement l'endroit où le Drapeau de la France devait être conservé, mais j'avais annoncé formellement dans mon discours que le Drapeau des Etats Unis était en France dans la Salle du Corps Législatif; J'avais donc tout lieu de croire qu'il n'en fallait pas dire davantage pour que le nôtre reçût ici les mêmes honneurs. Je m'attendais en me rappelant certains faits à le

voir placer dans la Salle du Senat. Comment pouvait-il entrer dans ma pensée que les Sénateurs de l'Amérique auraient assez peu de pudeur pour repousser le gage de l'amitié d'un Peuple Républicain, et qu'ils conserveraient par préférence dans l'enceinte de leur Salle des images^a qui ne sont plus des objets de respect et de culte qu'au Camp de Charette et de Condé. Je n'ai pû voir sans un vif chagrin l'affront que l'exécutif faisait essuyer à la République Française. Je n'ai pû voir d'un œil tranquille que le Drapeau national était soustrait à tous les yeux comme si le Président avait à rougir de l'avoir reçu et j'ai écrit au Secrétaire d'Etat la lettre N° 7. J'espère que vous l'approuverez et que vous apprécierez les motifs qui me l'ont dictée.

Vous trouverez sous le N° 8. la réponse que m'a fait le Secrétaire d'Etat. Vous verrez que mes efforts ont été infructueux et que le Drapeau de la République est condamné à pourrir dans les archives.

Il ne m'appartient pas de décider du parti qu'il vous convient de prendre dans cette circonstance, mais, s'il m'était permis de vous donner mon opinion, je pense que le Drapeau des Etats Unis devrait être retiré de la Salle du Corps Législatif. En effet il doit y avoir réciprocité d'égard entre les deux Gouvernements, et, lorsqu'on en manque envers nous, on n'est pas en droit d'en exiger de notre part. Lorsque nous avons accordé une marque d'attachement et d'estime et qu'on y répond avec indifférence ou mépris, ne sommes nous pas en droit de revenir sur nos pas? Nous apprendrons d'ailleurs à l'Exécutif qu'il ne lui est plus permis de tout faire impunément; que les yeux de la France sont ouverts sur sa conduite et que mieux instruits de ses intentions notre confiance n'est plus abusée par des temoignages d'amitié que démentent ses actions journalières.

Signé P. A. ADET

^a Le portrait de Louis Capet et d'Antoinette d'Autriche envoyé en présent aux Etats Unis par la Cour de France du tems de la Monarchie, ont été déposés dans la Salle du Sénat et y sont conservés encore.

Adet to Committee of Public Safety.^a

Legation	PHILADELPHIE le 27. Nivose
de	An 4 ^e de la rep ^e f ^{se} 1 et ind. ^e ^b
Philadelphie	<i>Le Ministre Plénip^o de la rep^e franc^e près</i>
Politique	<i>les Etats Unis d'Amérique Aux représen-</i>
No. 32. 2 ^a ^{ta}]	<i>tans du Peuple Membres du Comité de</i>
	<i>Salut Public.</i>

CITOYENS REPRÉSENTANS: Je vous ai informé dans mon N^o 24. que l'on avoit mis en question dans le conseil du Président en 1773,^c si le Ministre de la rep^e seroit reçu. Ce fait m'avait été certifié par des gens dignes de foi; je ne pouvois en douter; mais aujourd'hui j'en ai des preuves irrécusables.

On m'a confié les originaux de la lettre et des questions qui ont été adressées par le Président des Etats Unis le 18 Avril 1794. au Secrétaire d'Etat de la Guerre et de la Trésorerie, au Chef de la Justice et au Procureur général. J'en pris copie d'après la permission qu'on m'en a donnée. Je l'ai certifiée conformément à l'original. Je l'ai fait certifier également par le secrétaire de Legation Brunet, et je l'ai déposée dans les Archives de la Légation. Vous en trouverez les copies conformes sous les N^{os} 1 et 2.—

Si le Peuple ne s'étoit pas déjà fortement prononcé alors en faveur de notre revolution; si le Ministre Genest dans son voyage de Charleston à Philadelphie n'avoit pas recueilli l'expression de la reconnoissance; si Jefferson n'avoit pas été alors Secrétaire d'Etat; si son influence, ses talens, son dévouement à notre cause n'avoient triomphé des argumens de nos ennemis, n'avoient fixé les resolutions du Président penchant vers l'Angleterre, vers la coalition, le ministre de la republique n'auroit pas été reconnu; nos traités eussent été suspendus et l'agent d'un Prince proscrit et criminel eut été peut être reçu et accueilli par le Magistrat d'une république qui, sans l'appui de la France, gémiroit encore sous la Tyrannie de l'Angleterre

^a Etats-Unis, vol. 45, folio 36. L. Dechiffrement Indorsed: Déchiffrement de la dépêche N^o 32. 2^a^{ta} du Cit. Adet. Certifié Campy. 5530.

^b January 17, 1796.

^c 1793.

Il m'a suffi pour en être convaincu de lire des N^{os} qu'Hamilton a publié peu de tems après dans les Papiers publics sous le nom de *Pacificus*. Il ne se propose d'autre but dans les N^{os} que de prouver au Peuple Américain que l'alliance de la France avec les Etats Unis est détruite; que toute liaison avec la république est dangereuse; Que sa conduite est insidieuse, son amitié trompeuse, son commerce illusoire, sa puissance idéale; Que les Etats Unis n'ont obligation qu'à Louis XVI.; Que c'est à lui seul qu'ils doivent de la reconnaissance; Que c'est envers lui qu'ils étoient tenus à l'exécution des Traités, et qu'ils avoient rempli leur devoir à l'égard de la Nation Française, en reconnoissant les nouveaux pouvoirs qu'elle avoit établis et en regardant les Traités existans pour l'avenir seulement, mais en considérant la guerre actuelle comme une exception tacite. Il est aisé de voir Que la série de questions jointe à cette Lettre est sortie de la même plume qui a écrit *Pacificus*,—puisque ces N^{os} présentent ces questions dans tout leur développement et en offrent la solution au désavantage de la France. Il est donc clair que Hamilton n'a pu voter que contre Nous dans le Conseil du Président et que ce dernier étoit de l'avis d'Hamilton, puisqu'il a souffert la publication de *Pacificus*. En effet ces N^{os} étoient destinés à servir de réponses aux objections faites contre la proclamation que le Président avoit rendue pour déclarer la neutralité des Etats Unis; Ils étoient écrits pour sa défense, mais quand Hamilton, Secrétaire de la Trésorerie et Conseiller intime du Président, le défendoit dans les papiers publics, peut on soupçonner qu'il fut courtisan assez malàdroit pour laisser ignorer à Washington qu'il étoit l'auteur de *Pacificus* quand tout le monde en étoit instruit? Peut-on supposer qu'il ne lui fit pas l'honneur de son manuscrit avant que de l'envoyer à l'impression, et alors est il permis de douter que la doctrine de *Pacificus* fût aussi celle du Président?

La conduite que le Gouvernement Américain a tenue depuis le Moment où la neutralité des Etats Unis a été reconnue, n'en est-elle pas une preuve plus frappante? Qu'elle marque d'amitié nous a-t-il donnée? Quelle faveur nous a-t-il accordée? Dans quel moment s'est-il empressé d'exécuter des Traités? N'a-t-il pas toujours fait de constans

efforts pour les éluder? Enfin n'a-t-il pas comme le professe Pacificus regardé la guerre actuelle comme une exception aux Traités, et n'a-t-il pas cru avoir rempli ses obligations envers nous en nous jurant, qu'il nous étoit attaché? C'est au plan tracé par Hamilton et suivi aveuglement par le Président que nous devons attribuer toutes les difficultés éprouvées jusqu'à ce jour par les ministres de la République pour le nouveau Traité de Commerce. En effet si l'Exécutif des Etats Unis a reconnu la république et reçu ses Ministres, il a pu s'excuser auprès de la co-alition en lui prouvant qu'il avoit été entraîné par la volonté du Peuple Américain et les circonstances. Mais s'il avoit fait un nouveau Traité avec nous, alors il eût reconnu librement et volontairement le nouveau Gouvernement; Il eut rompu les engagemens faits avec le Roi, pour en contracter de nouveaux avec la république, Alors il ne pouvoit plus se rejeter sur la nécessité; Il n'auroit pu conserver ses liaisons avec l'Angleterre et il eut été forcé malgré lui de se rapprocher d'une nation dont il déteste les principes et les efforts.

Je vous avois instruit dans mon N^o 5 qu'il ne falloit pas espérer faire de Traité avec les Etats Unis tant que la grande querelle qui subsiste entre la France et l'Angleterre ne seroit pas terminée. Tous les faits contenus dans ma correspondance doivent vous l'avoir prouvé, et cette lettre doit vous en offrir encore une nouvelle preuve

On seroit dans une ignorance bien profonde sur l'Etat des choses dans ce pays, si on jugeoit des sentimens qu'on a pour nous par les marques d'amitié qu'on nous prodigue, et du Président par ses différens discours, par ses Lettres, par ses témoignages d'attachement qu'il nous donne en public avec une certaine ostentation; Il faut les estimer à leur juste valeur et être persuadé que le Président nous nous a jamais loué que pour en imposer à notre credulité et tromper la confiance des Américains; la foy Punique est la foi du Gouvernement fédéral.

Si un homme étranger à la conduite, et passée et présente du Président, lisait le discours que je vous ai envoyé avec mon N^o 31. ne seroit-il pas persuadé que Washington est tout dévoué à notre cause et qu'il a saisi avec empressement

l'occasion de faire éclater les sentimens dont son cœur étoit plein? Mais cette hypothèse peut s'appliquer aux 9/10^{èmes} des Etats Unis et à toute la France. Quelques individus seulement ont été à portée d'observer Washington; ils le connoissent; que lui importe? son discours n'en est pas moins répété dans toutes les feuilles publiques des Etats unis et de la France; Les hommes seduits par les apparences le jugent sous le rapport qui lui est favorable à l'aide de l'erreur qu'il est de son intérêt d'entretenir. Il jouit comme homme d'Etat d'une estime qu'il a usurpée, que lui ont acquis seulement le mensonge et la flatterie, et à l'ombre de cette Egide, il peut toujours tout ôser, tout entreprendre.

Soyés en convaincus, Citoyens Représentans, ce n'est que pour donner le change sur les véritables dispositions qu'il a désiré prononcer un discours en recevant de mes mains le Drapeau de la république; Il avoit maltraité la France dans son discours à la Rentrée du Congrès; Tout le monde avoit vû dans le pamphlet de M. Randolph qu'il appelloit les amis de la France, les amis de la guerre et de la confusion; Dans quelques Gazettes, les expressions avoient été relevées avec aigreur. Il a craint que l'opinion publique, si rien ne l'arrêtoit, ne se fixât d'une manière trop particulière sur sa conduite envers la France; Il a cherché l'occasion de donner à ses amis des armes pour le défendre, et il a fait servir la présentation du Drapeau de la République à l'exécution de son projet. Il étoit convaincu qu'on pourroit alors avec avantage opposer les expressions de sa réponse avec celles de son discours au Congres et persuader au Peuple Americain et au Gouvernement Français que la république n'étoit pas dans ce discours, l'objet de sa censure amère, que les interprétations qu'on imagine avoir données étoient l'ouvrage de la malignité.

Mais peut-on être dupe de cet artifice quand on a sous les yeux les questions que je vous ai adressées, et peut-on croire que l'homme qui les a faites, ait suivi avec un vif intérêt les commencements et les progrès de notre révolution? Il pense, Citoyens représentans, que je n'ai pas besoin d'entrer dans d'autres détails pour que votre bonne foi soit en garde contre les protestations d'amitié d'un Gouvernement qui joint la lâcheté à la bassesse et à l'hypocrisie.

Signé P. A. ADET.

Adet to Minister of Foreign Relations.^a

PHILADELPHIE le 6. Pluviose

An 4^e de la République Française une & indivisible^bLegation de
Philadelphie
Politique
No. 2. 2^{ata}]*Le Ministre Plénipotentiaire de la République Française près les États Unis. Au Citoyen Ministre des Relations Extérieures.*

CITOYEN MINISTRE: J'ai reçu la dépêche du Comité de Salut Public du 28 Vendémiaire dernier, relative à l'envoi du Rapport fait à la Convention Nationale sur les Evènements des 11. 12. 13. et 14 du même mois. ^c

Je vais remplir les intentions du Comité, en faisant publier dans les Journaux ce Rapport qui jette sur ces évènements mémorables un jour d'autant plus utile que la malveillance s'est plu à en grossir les desastres, et les sanglans effets, et à leur donner la couleur d'une insurrection populaire.

P. A. ADET.

Adet to Minister of Foreign Relations.^d

PHILADELPHIE le 8. Pluviose

Légation de Philad^{ie} l'an 4^e de la république Française une et indivisible.^bAffaires Particulières. *Le Ministre Plénipotentiaire de la République Française près les États Unis. Au Citoyen Ministre des Relations Extérieures.*
No. 2. 2^{ata}]

CITOYEN MINISTRE: La Commission des Relations Extérieures m'a fait parvenir un memoire du C^{en} Burnel liquidateur de l'Agence des Armes de Bruxelles, réclamant l'intervention du Gouvernement Américain près celui d'Angleterre pour la restitution de sa propriété confisquée à la Barbade à bord du navire Américain la Cléopatre

^a Etats-Unis, vol. 45, folio 77. L. S. Indorsed: 6648.^b January 26, 1796.^c The Paris uprising and Napoleon's defense of the convention.^d Etats-Unis, vol. 45, folio 84. L. S. Indorsed: Vu 6648. C. Pichon voir les dépêches—Reg^{re} des consulats N° 2218. C. Rose. decharger le registre Renvoi a la Division politique.

quoique aucune Expedition ne la fit reconnaître française. La Commission, autorisée par le Comité de Salut Public me chargeait par sa lettre du 18 Vendémiaire de faire auprès du Gouvernement Américain des démarches en faveur du C^{en} Burnel. Je n'ai reçu encore du memoire et de la lettre que les duplicata.

Plusieurs motifs également puissans m'ont déterminé à différer ces démarches jusqu'à nouvel ordre de votre part. Vous allez juger, Citoyen Ministre, de leur validité.

La 1^{re} raison, c'est que J'ai la Conviction intime, fondée malheureusement sur une Expérience trop répétée qu'en intervenant auprès du Gouvernement Américain loin de rendre favorable la cause du C^{en} Burnel, je compromettrais ses intérêts; je doute que celui même de la Compagnie d'Assurance de Boston soit un motif suffisant pour faire faire à ce Gouvernement des démarches tendantes à la restitution d'une propriété qu'il saurait être Française. Depuis la guerre les Gouvernans Américains ont toujours reconnu legitimes de semblables saisies. Le principe contraire inutilement soutenu par le Citoyen Genet serait bien moins accueilli encore aujourd'hui, que le fameux traité confirme le droit de confiscation des marchandises appartenant aux Ennemis de la Grande Brétagne trouvées à bord des Bâtiments Américains Voyez ce Traité Article 17.

Si gardant le silence sur la propriété Française J'étois intervenu près du Gouvernement Américain pour presser ses Reclamations en faveur des Américains propriétaires en apparence de la Totalité de la Cargaison de la Cléopatre, J'aurais reçu une Réponse semblable à celle qui m'a été adressée déjà dans un cas ou la France se trouvoit intéressée.

L'Extrait suivant de la lettre de M^r le Secrétaire d'Etat en date du 15 Juillet dernier vous prouvera le fondement de mon opinion à cet égard.

“Permettez moi en même tems d'ajouter que je suis entièrement persuadé que rien n'est plus éloigné de votre intention que d'embrasser la cause *de nos propres Citoyens* dans leurs rapports avec notre Gouvernement. Si la propriété capturée est *bona fide* Américaine, ses droits seront défendus. Si, *bona fide*, elle est sujette à confiscation j'ai la confiance que vous ne désirez pas que nous nous mêlions de sa défense.”

Voilà, Citoyen Ministre, la mesure de la bonne volonté du Gouvernement Américain, à notre égard. Je me persuade que si le Comité de Salut Public, eut été moins confiant dans les protestations d'amitié qu'on lui faisait parvenir par la voie de l'intrigue ou par l'organe d'un Ministre que j'estime et qui est lui-même le jouet de ses Commettans, il n'eut pas ordonné à son Ministre une démarche qui n'aurait d'autre fruit que de compromettre la dignité Nationale.

Lorsqu'à chaque instant nos droits sont violés, lorsque les raisonnemens dilatoires, les promesses vagues, ou les refus positifs, appuyés sur une Législation contraire à nos Traités, sont employés journellement comme Réponse à mes demandes les plus fondées, Ministre d'une République puissante et fière irai-je solliciter des faveurs d'hommes livrés à nos Ennemis. Non, je trahirais la gloire de mon Pays, et la confiance qu'il a daigné m'accorder.

2° Eusse-je pû et dû m'appuyer pour cette réclamation du Traité passé, entre les Etats Unis et la Grande Bretagne; d'un Traité attentoire aux engagements des premiers envers nous; que je ne dois regarder comme légitime que lorsque mon Gouvernement m'aura ordonné de le reconnoître comme tel; d'un Traité qui n'est point encore une Loi des Etats Unis, et qui, peut-être, ne le deviendra jamais si Je reçois à tems de vous des Instructions qui servent d'appui aux dispositions favorables de la majorité de la Chambre des Représentans; d'un Traité contre lequel j'ai adressé au Gouvernement Américain des réclamations auxquelles il a répondu pour la forme.

Enfin les dispositions même de ce Traité frappent de prescription, les réclamations pour la prise de la Cléopatre si elles n'ont pas été déjà portées; le terme de 18 mois est fixé par l'article 7, § Second, pour l'admission de semblables plaintes. Or la prise de la Cleopatre a 21. mois de date.

Il m'est bien pénible, sans doute, Citoyen Ministre, de me trouver ainsi forcé à l'abandon des intérêts des Citoyens Français, mais il dépend de Vous de changer ma situation, et de rendre au Ministre de la République Française, l'influence qu'il a perdue dans un pays où *l'Anglicisme est du bon ton.*

P. A. ADET.

Adet to Commissioner of Foreign Relations.^a

PHILADELPHIE le 10. Pluviose

Legation de Philadelphie Politique No. 3. 2 ^{ta} .]	l'an 4 ^e de la République Française une et indivisible. ^b <i>Le Ministre Plénipotentiaire de la Répu- blique Française près les Etats Unis. Au Ministre des Relations Extérieures.</i>
---	--

CITOYEN MINISTRE: J'ai reçu par le Citoyen Dacunha la dépêche dont le Comité de Salut Public l'avait chargé pour moi. Le Comité m'accusait la reception de mes huit premiers numeros, et en m'annoncant que je devais attendre du nouveau Gouvernement les instructions dont j'avais besoin, m'indiquoit les directions que j'avais à suivre dans les circonstances actuelles. Fidèle aux ordres du Comité, j'ai informé le Secrétaire d'Etat dans une conférence particuliere et le Président à son lever, de la situation brillante de nos affaires, des succès que nous avons obtenus, de ceux que nous pouvions espérer encore. J'ai eu soin en même tems de le faire prévenir par une voye indirecte qu'il semblait que l'Angleterre se rapprochait de la France. J'ai laissé entrevoir en même tems que le Gouvernement Américain était plus que jamais intéressé à ne pas blesser la République; que toujours juste, elle saurait reconnaître les services des Alliés qui lui seraient attachés, mais qu'elle saurait aussi tôt ou tard châtier des alliés infidèles comme elle avait puni les ennemis de la liberté. Il me parait que le Gouvernement n'a pas tenu compte de ces insinuations; qu'il est toujours attaché à son même plan de conduite, à ses mêmes opinions; qu'il est toujours persuadé qu'il n'a rien à redouter de la République, que sa Marine affoiblie ne lui permettrait jamais de rien entreprendre contre les Etats Unis qui peuvent compter aujourd'hui sur la protection de l'Angleterre. On croit ici que ses forces maritimes sont invincibles, ses richesses inépuisables et qu'elle finira par nous dicter des loix. En vain annonce-t-on que le Gouvernement Anglais, pour se soutenir, appelle l'oppression à son secours; que le Peuple se

^a Etats-Unis, vol. 45, folio 88. L. Déchiffrement. Indorsed; Déchiffrement de la dépêche No. 3 du Cit. Adet. Certifié. Campy. 6648.

^b January 30, 1796.

dispose à lui résister; qu'il s'agite, qu'il se tourmente et que le Colosse de la Puissance Britannique menace de se briser au milieu des orages d'une Révolution. On s'aveugle sur ces évènements, on se repose sur la fidélité des Soldats, la force du Parlement, l'adresse, le talent et les ressources du Ministre, et on assureroit à la plus foible prime le triomphe du Gouvernement sur les efforts du parti de l'opposition, on voit la guerre se poursuivre avec plus de chaleur, nos Colonies tomber au pouvoir de la Grande Bretagne, celles de la Hollande éprouver le même sort, tandis que les armées victorieuses de l'Empire volant sur le Rhin de succès en succès et dispersant nos bataillons épars viennent rétablir la Royauté sur les débris sanglans de la République.

Telles sont, Citoyen Ministre, les chimères dont se repaissent ici les Membres du Gouvernement et leurs amis. Telles sont les idées qu'ils se forment sur nous, sur la Grande Bretagne, Ils ne seront convaincus que la République ne peut être détruite par les efforts de la Grande Bretagne que quand la paix sera signée. En vain avons nous obligé par la force des armes l'Espagne et la Prusse à demander la paix, le plus léger revers que nous éprouverions ferait oublier tous son succès. Quand la nouvelle de l'échec que nos armées ont éprouvé sur le Rhin est parvenue ici, on se plaisait à se répéter les fables absurdes des papiers Anglois; à dire que nos armées avaient été taillées en pièces et que bientôt l'Aigle Germanique menaceroit nos Villes frontieres

Cet aveuglement est produit et entretenu par des préjugés que la guerre de l'indépendance avait écarté sans les détruire et qui sont rentrés dans leur empire depuis la paix. Les torts que l'on reprochait à l'Angleterre se sont effacés; peu à peu le Commerce a rapproché les portions du même Peuple que l'intérêt avait séparées, le même langage, les mêmes goûts, les mêmes usages, tout a contribué à resserrer des nœuds que la France avait brisés; des marchands qui ne connoissent pas de patrie, qui ne sacrifient qu'à la richesse, qui préfèrent le despotisme, protecteur des trésors, à la liberté qui quelque fois les menace, qui trouvent dans leur union avec l'Angleterre dans ses spéculations, de nouveaux moyens d'acquérir de l'or; des ambitieux que le niveau de l'égalité fatigue, qui s'ennuyent de ne fouler aucune tête

sous leurs pieds, qui ne voyent pas sans envie des Pairs, des Baronets dominant sur le Peuple de la Grande Bretagne, ces hommes ont dû nécessairement prendre le parti du Trône, d'où découlent la richesse et la puissance contre la République qui ne veut que la liberté. Entourant les Agents du Gouvernement fédéral, ils ont profité de leur foiblesse pour les faire pencher en faveur de l'Angleterre, et il les pousse dans le piège que le Ministère Britannique leur tendait depuis longtems. En vain le parti des Républicains a-t-il voulu ruiner leur projet, en vain s'appuyant des armes de la raison et plaidant la cause de la liberté, a-t-il prouvé que les Etats unis devaient servir la France; ses efforts ont été inutiles; le Gouvernement a suivi les avis de ses perfides conseillers et s'est plongé de plus en plus dans l'abîme.

Vous aurez vû, Citoyen Ministre, par les divers Numeros que j'ai adressé au Comité de Salut Public, les preuves multipliées qui appuient ces assertions, Tous les jours j'en acquiers de nouvelles et tous les jours je vois le Gouvernement Américain protéger ouvertement l'Angleterre.

Instruit par le Vice Consul de Norfolk que les Anglais faisaient acheter en Virginie des chevaux destinés à monter la Cavalerie qui doit ravager nos Colonies^a; qu'ils les embarquaient sur des batiments également achetés pour eux et naviguant néanmoins sous Pavillon Américain; J'écris au Secrétaire d'Etat, et je me plains des manœuvres de nos ennemis. Je lui rappelle que les Etats Unis ne peuvent ni tolérer ni permettre le contrabande de guerre; Je lui laisse entrevoir que ces chevaux devant servir d'une manière puissante les tentatives faites contre nos Colonies, le Gouvernement Américain pour cette dernière raison devait s'y opposer; je lui expose ensuite dans une conférence particulière que le Gouvernement s'il ne veut montrer une partialité marquée pour l'Angleterre, doit arrêter ces expéditions comme il arrête les armemens faits par nos Corsaires aux Etats Unis; que la mauvaise foi seule peut établir une différence entre ces armemens et une expédition comme celle dont je me plains; que je ne demande pas mieux que le Gouvernement nous refuse d'acheter des chevaux au Conti-

^aAmerican State Papers, Foreign Relations, I. 645-650; William and Mary College Quarterly, October, 1904, pp. 102-104.

nent s'il veut étendre la même prohibition sur les Marchés des Anglois; que cette occasion donneroit à la France une preuve uniforme de l'attachement que Gouvernement dit avoir pour elle; que sa neutralité ne serait nullement compromise par un embargo sur l'exportation des chevaux, puisqu'une mesure qui affecteroit toutes les puissances ne porterait sur aucune en particulier. he! bien Citoyen Ministre, le Secrétaire d'Etat me répond d'une manière négative. Je joins sous les N^{os} 1. et 2. sa lettre et la mienne.^a J'étais certain du refus avant de faire aucune démarche, mais mon devoir me prescrivait de m'opposer par les seuls moyens qui étaient en mon pouvoir à des manœuvres nuisibles à nos intérêts. Le Vice Consul de Norfolk de son propre mouvement, et conformément aux ordres que je lui ai transmis ensuite, a fait toutes les démarches convenables auprès des Officiers des Douanes du Gouvernement de Virginie pour faire suspendre le départ des bâtimens chargés de chevaux, il a obtenu du Gouvernement un ordre provisoire; ce Gouvernement a consulté en même tems l'exécutif fédéral sur la conduite qu'il avait à tenir. Vous devez juger des ordres qu'il recevra d'après la lettre qui m'a été écrite

En vain plusieurs Membres du Congrès, sans paraître d'accord avec moi, ont fait de vives voix des représentations au Secrétaire d'Etat. En vain ils ont développé tous les raisonnemens qui devaient faire arrêter le départ des chevaux, ils n'ont pu vaincre son opiniâtreté; il a répondu constamment d'une manière négative aux argumens qu'il ne pouvait détruire.

Si le Secrétaire d'Etat a montré combien il était attaché aux Anglois dans cette circonstance le Peuple de Norfolk nous a donné des preuves de son affection. Il a une fois dégrégé le bâtiment chargé de chevaux pour l'empêcher de partir et une autre fois il a été l'enlever dessous le canon d'un vaisseau Anglois dans la Rade d'Hampton pour le reconduire à Norfolk. Mais quel fruit tirerons nous de cette amitié du Peuple? Aucune, puisque le Gouvernement est contre nous; tant qu'il sera composé comme il l'est aujourd'hui nous n'avons rien à en espérer

Signé P. A. ADET

^a Compare American State Papers, Foreign Relations, I, 645-650.

Adet to Minister of Foreign Relations.^a

PHILADELPHIE le 20. Pluviose

Legation	l'an 4 ^e de la république française une et
de	indivisible ^b
Philadelp ^{1e}	<i>Le Ministre Plénipotentiaire de la Répu-</i>
Politique	<i>blique Française, près les Etats unis de</i>
No. 4. 2 ^{ata}]	<i>l'Amérique Au Ministre des relations ex-</i>
	<i>térieures.</i>

CITOYEN MINISTRE: La Correspondance du Citoyen Genet avec le Ministre des Affaires Etrangères renferme les détails du plan aussi vaste que hardi qu'il avait formé pour rendre libres à la fois le Canada La Louisiane et les Florides, bruler Halifax et détruire les pêcheries Anglaises de Terre neuve. Jamais on ne fut si près du succès et si ses ordres eussent été exécutés cette brillante révolution aurait été sans doute opérée.^c

L'expédition manqua au nord par la désertion des bâtimens auxquels elle était confiée; mais le Citoyen Genet auquel il restait encore quelques forces navales, ne perdit pas l'espoir de succès dans le Sud.

Deux frégates de 32. 3 avisos de 18. 12 et 10 canons étaient destinés à soutenir les forces de terre que le Citoyen Genet était parvenu à rassembler sous les ordres du General Clarke dans les extremités de la Georgie et dans le Kentucky.

Cette dernière partie de l'entreprise avait été conduite avec un éclat qui ne pouvait qu'en compromettre le Succès; malgré la Proclamation de neutralité du Président, les poursuites ordonnées contre tout Américain qui accepterait une commission des Puissances belligérantes et tout individu qui se rendrait coupable d'enrolemens; des corps étaient levés, organisés, recrutés aussi publiquement qu'ils eussent pu l'être en France; à Philadelphie même sous les yeux de l'Exécutif, ces mesures hostiles ne furent couvertes d'aucun voile; et le Gouvernement des Etats Unis qui n'auroit vû sans doute qu'avec une extrême inquiétude la Nation Fran-

^a Etats-Unis, vol. 45, folio 133. L. S. Indorsed: Rapport sur l'expédition des Florides 6648.

^b February 9, 1796.

^c Compare Reports of American Historical Association, 1896 and 1897.

caise prendre des points d'appui dans son voisinage, qui dès cette époque négocioit avec l'Espagne pour l'ouverture du Mississipi dépourvû de forces (son armée combattoit les indiens) et ne pouvant arrêter l'impulsion donnée dans l'intérieur par le Ministre Genet, le Gouvernement des Etats Unis, dis-je, eut recours à la France elle-même pour arrêter cette expédition et obtenir la vindicte de sa neutralité.

Le Comité de Salut Public avait attiré à lui le Gouvernement après la journée du 31 Mai. Il destitua le Ministre entreprenant, dont les protecteurs n'étaient plus, il désavoua ses démarches ordonna le désarmement général et sacrifia une importante conquête, les agens qui l'avaient préparée, les guerriers qui devaient l'entreprendre, à l'amitié promise de Washington.

Le Citoyen Fauchet, mon prédécesseur arriva aux Etats Unis à la veille de l'explosion; il dut l'arrêter, il le fit. La lettre de la Commission diplomatique en date du 1^{er} Prairial, l'an 2^e au Ministre des Affaires étrangères, rend compte des mesures qu'il prit à cet égard. J'y trouve l'expression du regret que l'abandon d'une si brillante entreprise lui arrache.

Alors retombèrent sur lui, les Citoyens Américains qui composaient l'armée et les patriotes Floridiens qui avaient abandonné leurs foyers pour se ranger sous le drapeau tricolore. Le Citoyen Fauchet pénétré des devoirs que la justice et la générosité de la Nation Française lui imposait envers eux promit de faire entendre à son Gouvernement leurs représentations et leurs plaintes.

Quelques uns des Chefs reçurent de légers secours, mais tous les magasins rassemblés à grands frais par le Ministre Genet étaient rentrés dans l'intérieur les commissions données par lui étaient en grande partie retirées; cependant les Américains et Floridiens réfugiés établis sur la rivière de S^{te} Marie, comptant sur les dispositions favorables des habitants de la Floride, sans s'étonner de leur faiblesse, ne perdirent point de vue le projet d'envahissement de cette Colonie.

A l'époque de mon arrivée aux Etats Unis secondés par quelques sauvages, ils firent une levée de boucliers et marchant au nom de la république Française l'emparèrent pour elle de l'Ile d'Amélie où ils se fortifièrent

Le 18 Juillet 1795, ils m'adressèrent une petition sous le titre de pétition d'un nombre d'habitans de la Floride orientale, par laquelle ils réclamaient l'appui des forces Françaises pour secouer le joug de l'Espagne. Alors je donnai ordre au Colonel Fulton,^a commissionné d'abord par le Citoyen Genet, et depuis chef d'escadron pendant son séjour en France, de se rendre dans les Florides, d'examiner l'Etat des choses, et de m'en rendre compte.

Le Citoyen Dupont était en route pour relever le Vice Consul Fonspertuis, je le chargeai de me faire connaître la situation veritable de cette entreprise, et en lui interdisant toute démarche contraire à la neutralité des Etats Unis, je lui donnai de vive voix l'ordre de favoriser l'expédition des secours que les Floridiens reclamaient si leur prise d'armes portait le caractère d'une insurrection, et non celui d'une invasion et si elle avait éclaté avec assez de forces pour promettre le succès.

Fidèle aux instructions du Gouvernement je me fusse interdit tout acte contraire à la neutralité, mais quelques moyens, bien faibles, il est vrai étaient à ma disposition, et je n'eusse pas hésité à les employer, si j'eusse pu considérer cette entreprise, sous un autre jour que celui d'une invasion de Pirates.

J'attendais donc avec impatience le compte qui devait m'être rendu par le Consul de Charleston, lorsque la paix avec l'Espagne nous fut annoncée par les papiers publics.

Alors Je me hatai de donner au Citoyen Dupont l'ordre de croiser toutes les mesures prises par les insurgés et d'empêcher autant qu'il serait en lui les fournitures d'armes que je soupçonnais leur être destinées par les François résidents à Charleston. Je le chargeai en même tems de profiter du désarmement qui devait avoir lieu pour acheter des armes et des munitions et les faire passer au général Laveaux; il a réussi à s'en procurer une legère partie, et ce faible secours consistant en 450#. de poudre, 200 sabres, 20 fusils, 5,000 pierres à fusil et 500 cartouches est parti dans le cours de Nivose.

^a Fulton was in close touch with the French Government from this period, giving information regarding Kentucky and urging the repetition of the expedition to take Louisiana. See American Historical Review, X, 270 for Fulton's career.

Le Citoyen Dupont s'était conduit avec toute la prudence qu'exigeait cette circonstance délicate et il se trouva en mesure de rompre toutes celles qui avaient été prises.

J'appris par lui que la Société populaire de Charleston, presque entièrement composée d'armateurs et de Capitaines de Corsaires leur avait expédié quelques secours dans l'espoir de s'assurer d'un Port où la vente des prises n'éprouverait pas les entraves que nos Corsaires essuyent aux Etats Unis. Des secours plus puissans devaient leur être envoyés par les mêmes sociétaires, mais personne ne voulut monter le bâtiment destiné à une expédition qui n'offrait pas l'appas d'un gain aussi assuré que la course.

Cependant le Général Clarke^a appelé par les insurgés avait quitté sa retraite et les avait joints avec 60. hommes. Son nom et sa fortune qu'il a sacrifiés à cette expédition lui procurèrent en peu de tems environ 900 hommes parmi lesquels un petit corps de cavalerie; 1500 Américains étaient prêts à s'y joindre, les Creeks parés de cocardes Nationales allaient quitter leurs montagnes, et si J'eusse promis l'appui de la République, cette conquête n'eut peut être coûté que quinze jours.

Secrettement porté pour son succès, le gouvernement de Georgie n'avait exécuté qu'avec lenteur les ordres que l'exécutif des Etats Unis lui avait transmis pour reprimer cette émigration hostile, mais ses ménagemens ont dû cesser lorsqu'il a vu cette entreprise abandonnée par la France; et dès lors, il a fait marcher des Troupes pour dissiper les rassemblemens et laisser à la justice criminelle son libre cours contre les hommes armés en violation de la Neutralité Américaine.

Abandonner au fer des Espagnols, aux echaffauds Américains ou à la misère, ces guerriers rassemblés au nom de la liberté, dont un grand nombre était composé de vieux soldats de l'indépendance ruinés par le système financier d'Hamilton eut été également impolitique et injuste.

Impolitique: les Anglais pouvaient leur tendre les bras et faire tourner à leur profit cette révolution.

^a Elijah Clarke, of Georgia. See the Mangourit correspondence, Report American Historical Association; 1897.

Injuste: elle était entreprise pour nous et si quelques hommes y avaient été conduits par l'espoir du butin ou des récompenses, un grand nombre aussi, n'avaient suivi que l'inspiration de la liberté.

Des secours pécuniaires aux plus indigens, des moyens de fuite et de l'emploi à S^t Domingue aux plus marquans, l'appui de notre crédit pour appaiser les poursuites contre le plus grand nombre, voilà ce qu'ils pouvaient espérer de la République.

Mais s'ils pouvaient l'attendre de la générosité de la Nation, ils avaient droit de l'exiger de la Société populaire de Charleston dont les promesses solennelles avaient seules déterminé le Général Clarke à cette entreprise hardie.

L'instant qui avait détruit l'espoir des avantages qui promettait cette conquête aux corsaires qui composent cette société avait mis un terme à leurs sacrifices. Et Clarke désespéré s'est jetté dans les bras de ses compatriotes, sa troupe s'est dispersée dans les bois; les simples soldats sont rentrés chez eux par les derrières, sans opposition, mais les principaux chefs arrêtés n'ont été relâchés que sous caution.

Par l'effet des démarches secrètes du Consul Dupont une souscription a cependant été ouverte, et je l'ai autorisé à y concourir pour 400 Gourdes sous un nom emprunté si elle peut suffire aux besoins de nécessité de ces infortunés. Quelques uns sont partis pour S^t Dominique où ils prendront du service, et le Général Lavaux a été sollicité d'accorder aux autres des commissions et des naturalisations antidatées propres à les sauver de l'échaffaud, et en échange des quelles ils doivent donner des certificats attestans la nullité de ces commissions et portans une renonciation aux droits et privilèges qu'elles peuvent conférer.

Si le Gouvernement Français eut été instruit des efforts faits par ces guerriers et de leur situation, la justice et la générosité qui le dirigent ne me permettent pas de douter que dans son Traité avec l'Espagne il n'eut assuré leur sureté personnelle.

Je me suis donc cru certain de votre approbation relativement aux secours pécuniaires indirecte et bien faibles

que j'ai autorisés, et à quelques légères dépenses dont je vous rendrai compte.

Mes instructions, Citoyen Ministre, m'ont lié les mains, mais j'appelle la générosité de la Nation Française au secours de ces malheureux, replongés, peut-être, dans l'abyme par l'abus cruel que les meneurs de la Société populaire, liés d'intérêt avec l'ancien Vice Consul Fonspertuis et son chancelier Godard, ont fait de la bonne foi et de la situation critique où se trouvaient le général Clarke et les siens.

Il leur ont fait souscrire après leur fuite, antidater et publier dans les gazettes les certificats dont copie est ci-jointe, et qui détruisant l'effet des mesures qui avaient été prises, dévoilant la trame de cette invasion, conduiront peut-être leurs signataires à une mort ignominieuse.

Vous apprécierez, Citoyen Ministre, ces brevets de patriotisme; ils fournissent des réflexions trop pénibles lorsque l'on songe au prix qu'ils peuvent coûter, mais ils deviennent ridicules quand on les voit accordés à un Vice Consul qui laisse derrière lui un débet d'environ dix mille dollars, qui au lieu de retourner en France directement passe à Ténériffe et au Chancelier qui a contribué à le plonger dans cette embarrassante situation.

Telle est, Citoyen Ministre, l'histoire abrégé de cette entreprise avortée, dont la fin sera peut-être tragique, et qui presque sous coup férir, aurait opéré pour nous, si les circonstances l'eussent permis une révolution dont les avantages ne pourraient être développés que dans un mémoire étendu.

Le Traité qui vient d'être conclu entre l'Espagne et les Etats Unis, ouvrant à ces derniers la navigation du Mississipi va tellement ajouter à l'importance de ces vastes et magnifiques possessions, (la Louisiane et les Florides,) que la politique et le commerce ne peuvent trop tôt jeter leurs regards sur ces immenses et riches contrées. Je ne les perds pas de vue.

Depuis mon arrivée dans ce pays, Citoyen Ministre, j'ai calculé les effets et les suites des Traités que les Etats Unis ont conclu, et J'espère être bientôt en état de vous soumettre les lumières que je m'efforce de recueillir sur cet objet important.

P. A. ADET.

Adet to Minister of Foreign Relations.^a

PHILADELPHIE le 28 Pluviose

An 4 de la rep^e f^{ce} une et ind^e.^b*Le M^{tr}e de la rép^e française près les Etats d'
Amérique Au C^{en} Ministre des relations
extérieures.*No. 5. 1^{ata}]

CITOYEN MINISTRE: Les Americains ont vu avec joie que les Anglais offroient des prix considérables pour les grains qui leur seroient apportés. Guidés par l'intérêt qui dirige tous les peuples marchands (et peut être les Américains plus que tout autre) ils se disposent à faire maintenant toutes leurs expéditions pour l'Angleterre.

Ne seroit-il pas utile de révoquer toutes les loix que la convention avoit rendues en faveur des Américains par respect pour le droit des Nations que nos ennemis ne respectent pas, par égard pour des alliés qu'on croyoit dévoués à nos intérêts? Quand les Anglais sans exciter les plaintes des Américains arrêtent leurs batimens, prennent leurs cargaisons, se contentent de donner 10 p % de profit en ajournant le payement jusqu'au moment où ils pourront l'effectuer; Pourquoi n'en userions nous pas de même à leur égard? Pourquoi ne retablirions nous pas ainsi le Niveau? Pourquoi donnerions nous aux Américains, que l'on ne conduit que par l'appât du gain, ou par la crainte, des exemples d'une loyauté hors de saison qui nous est préjudiciable et qu'on regarde ici comme un signe de faiblesse.^c

Daignés vous rappeler, Citoyen Ministre que les Americains ne se sont jamais prononcés plus fortement en notre faveur, que quand la convention a été obligée de suivre l'exemple des Anglais et de faire arrêter leurs bâtimens.

Que le Gouvernement Français se serve encore aujourd'hui du même moyen, il aura le même succès. L'Americain se joue de celui qui le caresse, et il se courbe servilement devant celui qui le menai. Personne ne connoit mieux leur caractère que les Anglois; avec quelle insolence, quel

^a Etats-Unis vol. 45, folio 141. L. Déchiffrement. Indorsed: Dechiffrement de la dépêche N° 5 du Cit. Adet. Certifié Campy. Extraire p^r le Dr^e à la division fait le 12 Th^r 6854. C. Pichon analyser cette Dépêche. à déposer.

^b February 17, 1796.

^c American State Papers, Foreign Relations, I, 577.

mépris ne les ont-ils pas traités, et que n'en n'ont-ils pas obtenu?

Je n'ay pas le tems de vous en dire davantage Citoyen Ministre, Le bâtiment qui porte cette lettre va partir. On n'a pas encore parlé du Traité dans la Chambre des représentans, et tout me porte à croire qu'il n'en sera pas question dans cette Session.

Signé P. A. ADET.

Adet to Minister of Foreign Relations.^a

PHILADELPHIE le 4 Ventose

Legation de	An 4 ^e de la République f. ^{sc} une ind ^{ble} ^b
Philadelphie	<i>Le Ministre plénipotentiaire de la République</i>
Politique	<i>Française près les Etats Unis Au Citoyen</i>
No. 6. 2 ^{ata}]	<i>Ministre des Relations extérieures.</i>

CITOYEN MINISTRE: C'était hier le jour de la naissance du Président; hier il recevait les hommages de la Richesse; hier chacun à l'envi venait mendier un de ses regards en lui adressant le Salut le plus humble. Les Ministres Etrangers, la Legislature, la milice de l'Etat de Pensilvanie, les Cincinnati, décorés de leur ordre étaient mêlés à la foule des courtisans. On n'attendait que le congrès pour que l'adoration fut complète. Dévoué au Chef de l'exécutif le Senat s'est ajourné, pour que chaque membre à l'exemple des pairs de l'Angleterre en pareille circonstance vint remplir ses devoirs de servitude. Mais la Chambre des représentans plus attachée aux principes, sachant distinguer l'homme du Magistrat, respectant le caractère, que ce dernier tient de la loi, et laissant à d'autres le soin de présenter la coupe de la flatterie, n'a pas cru devoir imiter cet Exemple. Malgré les efforts du parti Anti-républicain, elle n'a pas voulu interrompre le cours de ses délibérations et sanctionner par une résolution particulière un usage que l'adulation seule a créé et que l'orgueil ne manquerait pas de révéndiquer comme

^a Etats-Unis, vol. 45, folio 163. L. Déchiffrement. Indorsed: Déchiffrement de la dépêche N° 6 du Cit. Adet. Certifié Campy. 6648

^b February 23, 1796.

un droit. La motion de l'ajournement mise aux voix a été négative par 52 voix contre 38.

Je n'aurais pas crû devoir vous instruire de ce fait, Citoyen Ministre, s'il ne contrastait singulièrement avec ce qui s'est passé l'année dernière à pareille époque il n'y a eu que 13 voix m'a-t-on dit contre l'ajournement.

Hier soir on a donné au Président un bal pour lequel on avait ouvert suivant l'usage une souscription quelques jours auparavant tout ce que le luxe, la flatterie, l'idolâtrie peuvent imaginer y était réuni; il ne manquait que des gardes, ou des cordons bleus ou rouges, pour que l'on se crût à la Cour d'un roy. Il ne manquait pas de courtisans. Nos amis ont été très satisfaits de leur triomphe dans les débats sur l'ajournement. On essaye leur forces dans une circonstance inopinée où ils n'osaient se promettre la victoire, où l'habitude et les préjugés devaient suivant toute vraisemblance la leur arracher en décidant la question. Ils ont tiré de là d'excellents augures pour l'avenir. Se trompent-ils, ont-ils raison? Je l'ignore. Il y a si peut d'énergie dans le pays que je n'ose plus me flatter d'aucun Espoir.

Signé P. A. ADET

Adet to Minister of Foreign Relations.^a

PHILADELPHIE le 17. Ventose

Legation l'an 4^e de la République française une et
de indivisible^b

Philadelphie *Le Ministre plénipotentiaire de la République*
Politique *Française près les Etats Unis de l'Ameri-*
No. 7. 2^{ata}] *que Au Ministre des Relations extérieures*

CITOYEN MINISTRE: Je profite d'un instant de loisir que me laissent les affaires dont je suis chargé et les démarches que les circonstances me commandent, pour vous écrire et vous informer que le traité conclu entre les Etats Unis et l'Angleterre est arrivé ici revêtu de la ratification du Roy Georges. les traités conclus entre Alger et les Etats Unis

^a Etats-Unis, vol. 45, folio 198. L. Déchiffrement. Indorsed: Déchiffrement de la dépêche N^o 7 du Cit. Adet. Certifié Campy. 6648.

^b March 7, 1796.

et entre l'Espagne et cette dernière puissance sont également parvenus au Président

Jusqu'au moment où J'ai su que le Président, avait reçu d'Angleterre son traité ratifié, J'ai crû qu'il n'en serait pas question dans la session actuelle du Congrès; il me semblait que chaque parti avait intérêt à temporiser, à attendre que les Evenemens futurs dictassent aux Etats Unis la conduite qu'ils devront tenir; que le Président qui veut, dit-on, se retirer des affaires, et qui attend avec impatience le terme où il verra expirer ses fonctions, laisserait à son successeur le soin de se dégager du Labyrinthe où les intrigues d'Hamilton et de Jay ont poussé le Gouvernement Américain; la révolution qui menace l'Angleterre, l'établissement de notre constitution; la paix qui paraît prochaine, tout me semblait engager le Président à agir avec beaucoup de circonspection et à ne pas compromettre sa popularité, sa réputation par une démarche inconsidérée.

Je me suis trompé le Président ne s'est pas écarté de la route qu'on lui a tracé; à peine a-t-il reçu la ratification du traité qu'il a fait insérer dans les papiers publics une proclamation pour que chaque citoyen l'observât comme une loi de l'Etat et en même tems il a fait parvenir à la Chambre des représentans comme renseignements et le traité et sa proclamation.

Il est bon d'observer ici, Citoyen Ministre, qu'il paraît encore indécis si le Président et les deux tiers du Sénat ont le droit de faire des traités de commerce sans le concours de la Chambre des représentans car si la constitution fédérale donne le droit au président de faire des *traités* de l'avis et du consentement des deux tiers du Senat, la Chambre des représentans est chargé aussi par cette même constitution de régler les relations commerciales avec les Nations Etrangères. Il existe donc ainsi un doute sur les fonctions de l'Exécutif dans les circonstances actuelles. Mais lui appartenait-il de le lever? Lui appartenait-il Enfin de proclamer le traité conclu entre lui et le Roy Georges comme loi d'Etat avant que de savoir si la Chambre des représentans y donnerait son adhésion, ou reconnaissait que le Président avait le droit de faire un traité de commerce? Que faut-il conclure de là Citoyen Ministre? Que l'Exécutif cherche tous

les jours à se rendre indépendant du Corps législatif; et quand on pense qu'Hamilton dirige ses démarches, on est tenté de croire que si rien ne s'oppose à sa marche, il ne s'arrêtera qu'à la monarchie.

Cette opinion dans laquelle Je me confirme, est celle de tous les amis de la liberté et de nôtre cause; et ils sentent qu'il est tems de mettre un terme à l'ambition de certains hommes qui d'accord avec la Grande Bratagne veulent servir à la fois et ses intérêts et les leurs; ils sentent qu'il ne faut pas laisser échapper l'occasion qui se présente, et qu'il ne faut négliger aucun moyen pour que la Chambre des représentans censure et rejette la traité.

Déjà quelques résolutions préliminaires ont été soumises à la Chambre des représentans. Déjà M^r *Livingstone*, Député de l'Etat de New York, a demandé que la Chambre se fit représenter les instructions données à M^r Jay et autres pièces relatives au traité. Ce matin la Chambre a discuté cet objet, mais elle s'est ajournée sans prendre aucune résolution. Si les nouvelles d'Europe peuvent seconder la fermeté et le courage du petit nombre d'hommes disposés à combattre en faveur de la liberté et contre l'Angleterre, je pense qu'ils auront la majorité pour eux. Mais il en sera autrement si nous sommes encore quelque tems sans recevoir de nouvelles de l'Europe. Que des mouvemens se manifestent dans la Grande Bretagne, ou que la France se prononce contre le traité le résultat des délibérations de la Chambre sera en notre faveur. Je regrette bien sincèrement, Citoyen Ministre, de n'avoir pas eu d'instruction relativement Au traité; si Je n'avais pû en empecher la ratification par le président, je l'aurais fait rejeter par la Chambre des représentans.

Nos amis sont tellement persuadés que des plaintes de la France contre ce traité imposeraient silence au parti anti-républicain, qu'ils m'ont engagé à en faire au nom du Gouvernement. Je n'aurais pas balancé à prendre sur moi toute la responsabilité d'une pareille démarche, si elle avait dû avoir tout l'effet qu'on pouvait en attendre; mais elle aurait été loin de le produire. Il y a plus de trois mois, Citoyen Ministre, que nous n'avons eu de nouvelles de l'Europe, on se serait demandé par quelle voie les instructions nouvelles

sur lesquelles j'aurais appuyé mes réclamations m'étaient parvenues. Nul bâtiment n'étant arrivé nouvellement de France, on aurait presumé que je les avais reçues depuis longtems, on aurait cherché pour quel motif J'avais tardé jusqu'à ce moment à en faire usage; on n'aurait pas manqué à me demander communication de la partie de mes instructions qui aurait servi de texte à mes représentations; J'aurais été obligé ou de la fabriquer, ou de me tenir sur la négative, le premier parti repugnait à mon cœur et à mon caractère, le second accréditait des soupçons de toute espèce, et cette opinion que les ministres de la République sont ici les chefs d'une faction ennemie de l'ordre et de la paix, qui employe tous les moyens possibles pour tout détruire. Les Calomnies absurdes dirigées contre nous par de pamphlétaires salariés de l'Angleterre et protégés par le Gouvernement se trouveraient justifiées; notre influence était entièrement ruinée et celle des Anglais acquerrait une nouvelle force. D'après cela j'ai rejeté la proposition qui m'avait été faite, et J'ai convaincu ses auteurs qu'elle était inconvenante sous tous les rapports et qu'elle avait été plutôt produite par le desir de réussir, que murie par la réflexion. Je pense, Citoyen Ministre, que vous approuverés ma conduite dans cette circonstance. J'ai mieux aimé attendre tout du tems que de compromettre notre cause par une démarche brusque et inconsidérée; J'ai engagé nos amis à suivre le même plan. Si vous étiez sûrs de la majorité leurai-je dit, Je vous aurais dit d'agir sans délai; mais vous n'en êtes pas sûrs; attendés donc que les évènements qui se sont passés en Europe décident en votre faveur les hommes qui placés entre les deux partis attendent que les circonstances favorisant l'un des deux partis, lui donnent la majorité

Cette conversation que je viens d'avoir avec les Chefs du parti républicain contribuéra, je pense, à prolonger la discussion et à me mettre dans le cas de recevoir du Gouvernement des instructions propres à faire pencher sur-le-champ la balance en notre faveur.

Après vous avoir entretenu de la situation des affaires relativement au traité conclu entre les Etats Unis et l'Angleterre, je dois vous parler de ceux qui ont été faits avec Alger et l'Espagne. Le 1^{er} est entièrement désapprouvé.

On se plaint de ce que le Consul Américain a conclu ce traité avec une extrême précipitation sans l'intervention du Consul Français; de ce qu'il n'a pas demandé la garantie de la République; de ce qu'il a donné sur-le-champ un million de piastres, au lieu de stipuler que cette somme serait donnée successivement année par année, outre le tribut imposé aux Etats Unis. On pense que l'espérance d'obtenir de pareilles conditions engagera Tunis et Maroc à déclarer la guerre aux Etats Unis, et enfin on est persuadé qu'à la première occasion Alger renouvellera ses hostilités, parceque la république n'a pas garanti l'Exécution du traité de paix.

Si le traité fait avec Alger cause de mécontentement, il n'en est pas de même du traité conclu avec l'Espagne, qui donne la navigation du Mississipi aux Américains. Il assure la prospérité la plus rapide aux païs qu'arrosent L'Ohio et le Mississipi, et comble enfin l'ambition de toute la partie meridionale des Etats Unis. Je ne m'arrêtera pas à vous développer les avantages qui doivent résulter, de ce traité pour les Américains, et de ceux que les Anglais en tireraient s'ils partageaient aussi la navigation du Mississipi. L'Etendue d'une lettre ne pourrait me permettre de traiter ce sujet; il sera l'objet d'un memoire particulier que je redige maintenant et que J'espère vous faire parvenir sous peu. Je me bornerai à vous faire remarquer que l'Espagne accorde par l'Article 4 de son nouveau traité, la navigation du Mississipi aux Citoyens Américains seulement, et que par là les Anglais en sont exclus; mais dans le traité conclu entre Jay et lord Grenville, il est dit Art. 3, que la rivière du Mississipi sera ouverte aux deux parties contractantes; les Américains convenaient alors de partager avec les Anglais la navigation du Mississipi; aujourd'hui ils conviennent d'en jouir seuls avec les Espagnols, et Néanmoins il est stipulé Art 25. dans le traité Anglais que tant que les parties contractantes seront en bonne intelligence, elles ne feront aucun traité qui ne puisse s'accorder avec l'article 25 ou ceux qui le précédent.

L'Article du nouveau Traité avec l'Espagne s'accorde-t-il avec l'article 3 du traité avec l'Angleterre? Non, cependant le Gouvernement Américain parle de sa bonne foi et de sa loyauté dans l'exécution des traités.

Signé P. A. ADET

Adet to Minister of Foreign Relations.^a

Legation	PHILADELPHIE le 27. Ventose
de	An 4 ^{eme} de La Republique Francaise une et
Philadelp ^{ie}	Indiv ^e ^b
Politique	Le Ministre Plenipot ^{re} de la Republique
No. 8. 2 ^{ata}]	Française près les Etats Unis. Au Minis-
	tre des Relations Extérieures

Vous trouverez cijoints, Citoyen Ministre 30. Exempl^{res} du premier Volume de la Description de la partie Espagnole de St Domingue, publiée à Philadelphie par Moreau de St Mery. J'en ferai également passer à St Domingue.

J'ai été obligé de souscrire pour le Gouvernement jusqu'à la Concurrence de 190 Exemplaires, afin d'Encourager une publication qui sans cela n'aurait pas eu lieu, et m'a paru infiniment importante pour faire connaitre au Gouvernement Français, les ressources que lui présente l'acquisition récente de cette possession Coloniale.

Salut et Respect.

P. A. ADET

Du 14 Germinal l'an 5^e

Les 30 premiers volumes ont été envoyés ensemble avec les 1^{ata} et le 2^{ata} accompagne aujourd'hui les 30 seconds volumes.

^a Etats-Unis, vol. 45, folio 247. L. S. Indorsed: Cit. Gaspaudet les 30 vol ne se trouvent pas joints. B. N. 7637. N^o 2403.

^b March 17, 1796.

Adet to Minister of Foreign Relations.^a

PHILADELPHIE le 27 Ventose

An 4^e de la République Française une et
Indiv^e.^b

Legation de

Philad^{ie}

Politique

No. 9. 2^{ata}]*Le Ministre Plenipotentiaire de la Repu-
blique Française près les Etats Unis Au
Ministre des Relations Extérieures.*

CITOYEN MINISTRE: J'ai à vous entretenir d'une Affaire qui par ses rapports à la personne qui en est l'objet concerne le Ministre de la Marine, mais qui par sa Liaison intime avec le Contentieux politique ressortit principalem^t à votre décision.

Voici le fait:

Le Général Victor Collot^c, cidevant Gouverneur de La Guadeloupe a été renvoyé prisonnier sur sa parole après la Capitulation de cette Isle. A son arrivée aux Etats Unis, M^r Walter Négociant de Philadelphie intenta contre lui une action pour une Somme de huit cens pounds, relativement à un Batiment qu'en sa qualité de Gouverneur de la Guadeloupe, il avait fait arrêter parcequ'il avait été trouvé chargé d'écrits incendiaires et Contre revolutionaire.

Le Général Collot trouva une caution et par ce moyen évita la prison.

À sa demande le C^{en} Fauchet mon prédcesseur, représenta au Gouvernement Américain le 16 Prairial an 2^e que le Général Collot, comme Fonctionnaire public, n'était justiciable que de son Gouvernement pour les faits de Son Ad-

^a Etats-Unis, vol. 45, folio 248. L. S. Indorsed; C. Pichon voir ces Depeches Du 6648. Reg^{re} des Consulats N^o 2212. C. Rose decharger le registre renvoy. à la Division politique.

^b March 17, 1796.

^c General Georges Henri Victor Collot is of the highest importance in the French operations in America in the next two years. See Collot, Voyage dans l'Amerique septentrionale, ou description des pays arrosés par le Mississippi, l'Ohio, le Missouri et autres rivières affluentes; avec un atlas de 36 cartes, etc., 2 vols). Paris, 1826; also in English translation); he published a l'precis des evenemens qui se sont passés a la Guadeloupe pendant l'administration de Collot, depuis le 20 Mars 1793 jusqu'au 22 April, 1794 (Philadelphia, 1795). Collot's letters regarding Blount's conspiracy are in Etats-Unis, vol. 47, pp. 124, 126, 130, 137 et passim; cf vol. 45, p. 248. See also Gibbs' Memoirs of Washington and Adams, I, 350 ff; Jefferson, Works (1854) IX, 200, "Anas," under date of March 27, 1800; 6 Massachusetts Historical Collections, VIII. Index Michigan Pioneer Collections, XXV, 171, 174, 185, 186; New Orleans Picayune, March 18, 1901; American Historical Review, X, 272, and April, 1905; Winsor, Westward Movement, 561.

ministration, et demanda que la procédure intentée contre lui fut en consequence annullée.

Le Secrétaire d'Etat trouva cette pretention juste, & en refera à l'Attorney Général. Mais celui-ci porta une décision contraire, Et l'exécutif Américain refusa toutes démarches ultérieures.

La décision de l'Attorney Général portait, que le Tribunal devait juger si Victor Collot avait agi ou non en sa qualité de Gouverneur. Vainement fut-il représenté que l'Acte pour lequel il était poursuivi était celui du Gouverneur et non celui du particulier puisqu'il avait été mis à Exécution par les moyens de force publique confiés au Gouverneur, l'affaire fut suivie, avec les lenteurs ordinaires des Tribunaux Américains; enfin le tribunal de District a prononcé il y a peu de tems une sentence par laquelle en reconnaissant le principe que le Jugement des Actes d'un Fonctionnaire public n'appartient qu'à son Gouvernement, il declare que Victor Collot sera contraint au Payment de la Somme Reclamée, s'il ne fournit au Tribunal la preuve qu'en sa qualité de Gouverneur il avait droit d'exercer l'acte pour lequel il est poursuivi.

Appel a été interjetté de cette Sentence ridicule et contradictoire, et jusqu'à une époque difficile à prévoir le C^{en} Victor Collot se trouvera retenu pour la Suite de son Affaire et par le Cautionnement qu'on a fourni pour lui.

Quels sont les moyens, les Titres par lesquels il peut justifier que ses fonctions de Gouverneur lui donnaient une Autorité suffisante pour exercer un acte de cette nature? il l'ignore. Doit-il communication au Tribunal de ses Instructions et de ses pouvoirs? Non sans doute. Un Certificat du Ministre de la Marine sera t-il regardé comme une preuve suffisante par ce Tribunal? C'est encore un fait incertain. C'est au Ministre de la Marine qu'il appartient de peser dans sa sagesse, les mesures qu'il croira convenable de prendre à cet égard.

Mais doit-il être pris des mesures pour justifier aux Tribunaux Américains des droits & pouvoirs d'un fonctionnaire public Français; Le Gouvernement doit-il admettre cette Jurisdiction, doit-il reconnaître le principe mis en avant par

l'Exécutif Americain qu'il ne peut rien sur le pouvoir Judiciaire? Seul organe de la Nation vis-à-vis des puissances étrangères L'Exécutif Américain n'est-il pas responsable de toute violation des Traités ou des droit des gens, soit qu'elle ait été commise par lui-même, ou par une autre branche de pouvoir, ou par un Citoyen de l'Etat? Ne pouvons nous pas exiger de lui cessation de réparation de cette violation sans entrer dans la discussion des moyens qu'il peut ou doit Employer pour y parvenir?

Telles sont, Citoyen Ministre les questions qu'il vous appartient d'abord de résoudre.

Je ne me permettrai point de préjuger votre décision mais je vous observerai qu'elle est d'autant plus instante que cette affaire n'est pas la seule occasion qui se soit présentée dans laquelle l'Exécutif Americain ait avancé la Doctrine que je mets sous vos yeux. Vous en verrez de nombreux développemens dans un Mémoire extrêmement détaillé qui m'occupe en ce moment. Je ne vous citerai aujourd'hui que cette Phrase renfermée dans une Lettre du Secrétaire d'Etat du 1^{er} 8^{bre} dernier relative à la Corvette le Cassius.

"Aussi longtems que la question est dans les mains des Tribunaux, l'Exécutif ne peut l'en retirer, et par conséquent ne peut etre responsable comme souffrant une violation du Traité subsistant entre les deux Republiques."^a

Pour achever de vous Eclairer sur le cas particulier qui fait l'objet de cette lettre, il me reste à vous faire remarquer que L'Attorney ou Procureur Général par l'avis duquel le Pouvoir Exécutif a refusé son intervention dans cette affaire, est l'Officier de ce pouvoir, et que si ce dernier eut voulu rendre justice il eut pu faire du moins acte de bonne volonté en chargeant son Attorney de requérir à la Cour Suprême de Cassation de la procédure.

En prononçant sur la these generale, vous ferez cesser, Citoyen Ministre, l'embarras ou me jette le Silence de mes Instructions sur une difficulté qu'elles n'ont pu prévoir.

En attendant que vous m'ayez transmis votre décision soit générale soit particulière à l'affaire du C^{en} Collot, Je profi-

^a Am. State Papers, Foreign Relations, I, 634.

terai du Séjour qu'il est forcé de faire aux Etats unis pour employer ses Talens dans une mission particulière, dont je vous rendrai compte.

Salut et Respect.

P. A. ADET.

Adet to Minister of Foreign Relations.^a

PHILADELPHIE le 30 Ventose

Legation de l'an 4^e de la République Française, une et
Philad^{ie} indivisible ^b

R^{ons} E^{res} *Le Ministre Plenipotentiaire de la République*
Aff^{res} P^{res} *Française près les Etats Unis de l'Amérique*
No. 8. 3^{ata}] *Septentrionale Au Ministre des Relations*
Extérieures.

CITOYEN MINISTRE: Par ma lettre du 7. Pluviose Aff^{res}
P^{res} N^o 1., en répondant aux demandes de la Commission des
Relations Extérieures relatives au journal intitulé l'Obser-
vateur de l'Europe, je vous ai annoncé la prochaine publica-
tion d'un ouvrage important de l'auteur de ce journal le
Citoyen Tanguy.

Vous recevrez par cette occasion, 30 exemplaires de cet
ouvrage, intitulé, Mémoire sur la situation Commerciale de
la France avec les Etats Unis de l'Amérique.

Il a été imprimé par mes ordres et aux frais de la Répu-
blique au nombre de 100 exemplaires cette impression étant
moins dispendieuse que ne l'eussent été des copies. Il ne
sera point rendu public ici.

Je ne vous ferai point, Citoyen Ministre, l'éloge de cet
ouvrage; vous le lirez et vous serez frappé de son importance
et de son utilité.

Ce n'est que la première partie d'un ouvrage plus étendu,
et le Citoyen Tanguy absolument dépourvu de moyens a
besoin des secours de la République pour continuer ses utiles
recherches.

Il lui fait hommage de cette première production & m'a

^a Etats-Unis, vol. 45, folio 259. L. S. Indorsed: B. 7639. les 30 exemplaires ne
sont pas joints. C^{en} Caille. Il a déjà été question de cette affaire. proposer une decis.
au D^e en lui rendant compte des faits.

^b March 20, 1796.

demandé à être employé soit dans mon bureau, soit dans celui du Consulat Général, afin de puiser dans les archives de l'un ou l'autre, les renseignemens précieux qu'elles renferment.

Il est certain que cette mine peut être avantageusement fouillée, et que le Citoyen Tanguy est en Etat de la faire valoir avec avantage; cependant, Citoyen Ministre, je me suis refusé à sa demande par deux raisons: la première que je ne pense pas pouvoir accorder une telle permission à qui que se soit sans votre autorisation, la seconde c'est que la solidité de ses principes politiques ne m'inspire pas de confiance. Je vous en ai dit un mot dans ma dépêche précitée, je dois aujourd'hui m'expliquer davantage.

Notaire à S^t Domingue dans le commencement de la révolution, le Citoyen Tanguy, s'y est montré patriote, et a fait paraître plusieurs productions favorables au nouvel ordre de choses qui tendait à s'établir.

A l'époque décisive de la révolution de S^t Domingue c'est à dire lors de l'affranchissement des nègres, le Citoyen Tanguy se rangea dans le parti contraire; réfugié aux Etats unis, il y a rédigé quelque tems un journal aristocratique intitulé le Star; agent des divers Emigrés d'Europe, et des Colonies, il fut en 1793, le principal moteur de l'insurrection de la flotte française mouillée à New York, et principalement du vaisseau le Jupiter. Un mandat d'arrêt fut lancé contre lui pour ce fait consigné dans le rapport du Citoyen Genet sur la réorganisation de cette Escadre.

Le Citoyen Tanguy n'était-il qu'entraîné par le torrent des passions et des circonstances, son attachement à la Liberté et son retour vers la République sont-ils sincères, ou sa conduite versatile doit-elle être attribuée à des motifs d'intérêt, c'est ce qu'il est difficile de déterminer; il m'est trop peu connu pour que je hazarde un jugement à cet égard.

La République triomphante peut sans doute pardonner des erreurs, mais il y a loin de là à admettre des hommes douteux à des communications de confiance.

Les talens du Citoyen Tanguy peuvent être utiles, en repoussant ses offres on peut le le forcer à en faire un

emploi dangereux à la Patrie. Je n'ai donc pas hésité à encourager son Zèle, en lui faisant fournir de modiques sommes qui n'excèdent guères la subsistance accordée aux réfugiés des Colonies.

Ces secours sont fort au dessous, de ce que le Citoyen Tanguy peut se flatter d'obtenir; c'est à vous, Citoyen Ministre, qui jugerez du mérite de son travail qu'il appartient de déterminer ce que vous croirez nécessaire de faire en sa faveur.

Il me semble qu'il serait utile de le laisser en quelque sorte sous la dépendance des agens revêtus ici de votre confiance, en autorisant le Consul Général ainsi que moi à lui communiquer les mémoires relatifs au Commerce et à l'économie politique, qui se trouvent déposés dans les archives de la Legation et du Consulat General: à subvenir aux frais que Ses recherches pourront entraîner et à pourvoir à sa subsistance par un traitement dont vous fixerez la quotité; en laissant enfin aux mêmes agens la faculté de lui retirer ces encouragemens, si par sa conduite ou son travail, le Citoyen Tanguy ne continuait pas à les mériter.

Par ce moyen les bonnes dispositions du Citoyen Tanguy seront entretenues, son travail récompensé et la République ne courra pas les risques de lui fournir des armes dont il serait peut être à craindre qu'il tentât un jour d'abuser.

Je vous parle ici, Citoyen Ministre comme homme public, si je n'étais que particulier, J'ecarterais une telle prévoyance et serais moins en garde contre les assurances réitérées que le Citoyen Tanguy m'a données de son dévouement à la chose publique.

Prononcez: mais quelque soit votre décision, veuillez bien me la transmettre dans un court délai, le Citoyen Tanguy l'attend avec impatience, et je la desire comme lui pour la décharge de ma responsabilité

Salut et Respect.

P. A. ADET

*Adet to Minister of Foreign Relations.^a*PHILADELPHIE, le 1^{er} Germinall'an 4 de la République française, une et indivisible.^b

Legation de

Philad^{ie}No. 10. 2^{ata}.*Le Ministre Plénipotentiaire de la République française près les Etats-Unis d'Amérique. Au Ministre des Relations extérieures.*

CITOYEN MINISTRE: Les fonctions aussi importantes qu'honorables que le Gouvernement a daigné me confier, en me nommant ministre aux Etats-Unis, m'ont imposé le devoir de travailler sans relâche à connaître à fond le pays que j'habite et surtout les hommes avec lesquels je suis forcé de traiter. Pour y-parvenir, ja'i dû non seulement diriger mes recherches sur l'état actuel de nos rapports commerciaux et politiques avec ce pays, mais interroger encore les temps qui m'ont précédé, soit dans l'histoire,^d qui trop souvent [ne] juge des événements que d'après les résultats, soit dans les polémiques et productions pamphlétaires, ou des faits précieux, des intrigues éphémères, mais caractéristiques, sont tracés, soit enfin, et principalement dans les mémoires que mes prédécesseurs ont laissé dans les archives de la Légation.^e

Ce travail important, nécessaire même pour faire connoître au gouvernement un pays que les voyageurs n'ont décrit qu'avec l'enthousiasme d'une imagination romanesque, ou peut-être guidés par des motifs d'intérêt et d'amour propre; ce travail, dis-je, exigera de ma part d'autant plus de tems, que pressé par les circonstances impérieuses dans lesquelles

^a Archives des Affaires Etrangères, Etats-Unis, Correspondance, vol. 45, folio 282.^b March 21, 1796.^c The marginal notes in this document are subheadings in the original.^d The Historical Manuscripts Commission have had this historical résumé of the French relations copied and added to the Ford collection. With it the reader may profitably compare Pickering's summary of Adet's complaints and his replies in American State Papers, Foreign Relations, I. 559-667.^e John Quincy Adams noted in his Memoirs, IV, 358, that the French minister informed him that the archives of the French legation in the United States were complete.

je suis placé, obligé de lutter journellement avec le gouvernement américain, fatigué d'un détail fastidieux d'affaires particulières, je ne puis m'y livrer que par intervalles; les mêmes causes m'ont forcé de m'écarter de la marche naturelle à suivre dans des recherches de cette nature, et de porter mon examen concurremment sur les premières années de l'existence du peuple américain en nation indépendante, et sur les époques les plus rapprochées de l'instant actuel.

C'est surtout à partir de celle de la révolution qui a substitué le gouvernement républicain à notre vieille monarchie, qu'il m'a paru essentiel d'examiner l'ensemble de la conduite du gouvernement et du peuple républicain à notre égard; cet examen m'a fourni les notions répandues dans ma correspondance depuis mon arrivée aux Etats-Unis jusqu'à ce jour, et, pour vous convaincre, Citoyen Ministre, qu'elles sont le fruit de la réflexion et reposent sur des faits, je crois devoir vous présenter un résumé succinct des négociations qui ont eu lieu depuis 1793 entre les ministres français et le gouvernement des Etats-Unis.

La correspondance des citoyens Genet et Fauchet et la mienne propre renferment à cet égard des détails plus amples auxquels vous pouvez recourir, mais le résumé que je vais mettre sous vos yeux, en vous écrivant ce travail, aura l'avantage de vous présenter un ensemble de faits propres à fixer votre opinion.

Pour répandre sur ce tableau plus de clarté, je diviserai cette espèce de relevé, suivant les diverses natures des objets de négociation, et lierai ensemble celles de la même nature faites successivement sous les trois exercices.

J'ai compris dans ce relevé non seulement les points de contestation que le gouvernement américain a résolus d'une manière contraire à nos droits positifs, mais encore ses décisions sur les points douteux, et ses refus de démarches amicales, mais même les affaires sur lesquelles des décisions favorables ont été obtenues. Les délais que leur obtention a éprouvés, les circonstances dans lesquelles elle a eu lieu, serviront peut-être également à jeter du jour sur les vues du gouvernement américain, les impulsions qu'il a suivies, et les motifs de ses décisions.

En janvier 1793 (V. S.), le Conseil Exécutif provisoire, par un supplément aux instructions du ^{Armement en} citoyen Genet, chargea ce dernier d'insister ^{course.} sur l'exécution des articles 17, 21 et 22 du traité de 1778, et l'empêcher dans les ports américains tout armement en course, sinon pour le compte de la nation française &^a. Il lui fit en outre délivrer par le ministre de la marine 300 lettres de marque pour être distribuées aux armateurs français ou américains qui voudraient tenter la course.

Nulle disposition précise dans le traité de 1778 ne stipulait le droit d'armer en course dans les ports des nations respectives, nulle disposition aussi n'y était contraire.

En débarquant aux Etats-Unis, le citoyen Genet fit usage des lettres de marque qui lui avaient été confiées, et pendant le temps assez long qu'il mit à se rendre de Charleston à Philadelphie, plusieurs armemens en course se préparèrent.

C'est à cette époque (avril 1793) que le Président, entouré des agens des Princes, consultait ses ministres et les chefs de la magistrature, sur la question de savoir s'il recevrait le ministre de la République, ou l'envoyé du futur Régent, s'il regarderait le traité passé avec la Cour de Versailles comme obligatoire envers la République &&^a. La mort de Louis Capet n'était connue aux Etats-Unis que depuis le milieu du mois de mars précédent, et les papiers publics du continent, échos de ceux de Londres, ne retentissaient que des bruits de la guerre générale prête à fondre sur la France; cependant la République elle-même menaçait l'Europe, et ses armées de terre, conduits par le rapide Dumourier, l'avaient effrayée par leurs succès en Belgique. Les fameuses questions furent décidées en faveur de la République; mais peu de tems après, le 5 juin, la trahison de Dumourier et ses funestes suites étaient alors connues, le 5 juin, dis-je, issut la proclamation de neutralité du Président, qui défendait aux pouvoirs belligérans d'armer des bâtimens dans les ports des Etats-Unis, interdisait l'entrée et ordonnait l'arrestation de ces bâtimens et de leurs prises. Cette proclamation, ouvrage du pouvoir exécutif, non sanctionnée par le Congrès, acquiert aussitôt force de loi, les tribunaux et les agens de l'exécutif l'exécutent concurremment, et lui donnent un

effet rétroactif, en faisant arrêter dans tous les ports les bâtimens et les prises amenées antérieurement à cette époque.

Les 8, 14, 22 juin et 8 juillet, le citoyen Genet réclame contre ces arrestations, il dispute au président le droit d'empêcher l'armement en course sans le concours du Corps législatif, et se retranche enfin sur l'armement pour défense.

Le 17 juin, le secrétaire d'Etat annonce que le président a investi les tribunaux du soin de connaître de la légitimité des contestations élevées à ce sujet, que rien n'est encore décidé sur l'armement pour défense. Le 25 suivant il propose de remettre les bâtimens et prises arrêtées entre les mains des Consuls ou des gouverneurs, jusqu'à décision de la législature. Le ministre y consent, mais, le 7 août suivant, il reçoit la notification d'une décision prise à cet égard par le président, qui frappe sur les armemens postérieurs au 5 juin, et exclut des ports les bâtimens armés antérieurement à cette époque.

Vainement le citoyen Genet réclame contre l'attribution donnée aux tribunaux américains de connaître de la légitimité de nos prises, vainement observe-t-il qu'il n'a pas le droit de retirer des lettres de marque délivrées sous l'autorité de son gouvernement et signées par le ministre de la marine, moins encore de forcer les capteurs à restitution; les décisions de l'Exécutif sortent leur effet, et le citoyen Genet en réfère en France.

Le 20 X^{bre}, il se plaint de ce que le gouverneur du Maryland a fait défendre toute continuation de travaux à des ouvriers employés à la confection d'affûts de canon destinés à des bâtimens marchands armés pour leur seule défense. Cette réclamation reste sans réponse.

Les choses étaient dans cet état, et le citoyen Genet, jouissant d'une grande popularité en Amérique, luttant publiquement avec le gouvernement, avait réussi, par le moyen des nombreux partisans qu'il avait conquis à la France, à dérober aux poursuites actives des ennemis de la république, ou peut-être même de ses ennemis personnels un assez grand nombre d'armemens en violation de la déclaration de neutralité, lorsqu'à la demande du gouvernement, avec lequel

il n'avait gardé aucunes mesures, il fut remplacé par la commission diplomatique qui m'a précédé.

Chef de cette commission, le citoyen Fauchet reçut ordre du Comité de Salut public, devenu le point central du gouvernement français, de désavouer les démarches hardies de son prédécesseur, et dès lors la neutralité contestée par le citoyen Genet reçut une adhésion formelle, l'armement aux Etats-Unis fut proscrit par le ministre français lui-même, et les volontés de l'Exécutif américain, n'éprouvant plus de contradiction, furent enfin confirmées par un acte du Congrès du 5 juin 1794.

Cet acte, établissant une police nouvelle, attribuant aux tribunaux la connaissance des délits contre la neutralité des Etats-Unis, sans que pour cela l'exécutif ait cessé d'en connaître, a été la source intarissable des chicanes perpétuelles que nos corsaires n'ont cessé d'éprouver depuis cette époque, chicanes qui ont paralysé ce moyen actif de destruction des ressources de nos ennemis.

Avant d'entrer dans l'énumération des difficultés de cette espèce que je crois devoir ranger dans une lettre particulière, il me reste à rapporter les persécutions suite du premier système et des décisions non encore légalisées du président.

Imbu encore de ce préjugé commun à presque tous les Français en faveur du premier peuple proclamateur des droits de l'homme, caressé par le gouvernement près duquel il remplaçait un ministre victime de leur haine autant peut-être que de ses imprudences, le citoyen Fauchet, dans les premiers tems de son ministère, n'eut de rapports avec l'exécutif américain que pour mettre un cachet à ses résolutions, servir ses ressentimens et complaire à ses désirs; patriote sincère, il crut au langage affectueux qu'on lui tenait journellement; il crut que le gouvernement américain, satisfait des points essentiels qui lui étaient accordés, était disposé à favoriser la République dans tous ceux qui ne porteraient pas atteinte à cette neutralité impartiale qu'il disait s'être imposée: son erreur dura peu.

Ce fut en février 1794 qu'il arrive en Amérique; la France déchirée par le terrorisme, la Vendée dans le paroxysme de ses dévastations, Toulon au pouvoir des Anglais, les Autri-

chiens poussant leurs troupes légères jusques dans le département de l'Aisne et maîtres du Quesnoi, de Valenciennes et de Condé, telle était alors dans les papiers publics américains la situation de la République française.

Prototype et mesure des dispositions de l'exécutif américain à notre égard, ce tableau dirigea sa conduite, et bientôt le citoyen Fauchet désabusé réclama avec la force qui convenait à son caractère et la chaleur d'une âme vertueuse contre les persécutions accumulées que la France éprouvait de la part de tous les hommes en place aux Etats-Unis. Il avait dès le principe, ordonné à tous les Consuls de ne favoriser aucun armement, et, lorsqu'un des bâtiments armés sous son prédécesseur, poursuivi par des forces anglaises ou jetté par la tempête cherche un azile dans les havres des Etats-Unis, l'ordre de le faire partir ou de le désarmer sollicité par le gouvernement lorsqu'il ne pouvait par l'exécuter lui-même suit à l'instant la réquisition; cependant, quand le 4 fructidor, le ministre se plaint qu'un bâtiment de cette espèce qui allait être désarmé à Boston, entrant à New York pour échapper aux anglais, et jettant pour les fuir ses canons et son eau, a été repoussé de ce port, lorsqu'il annonce que le juge de cette ville a voulu le faire ressortir à la vue de deux frégates anglaises, une lettre menaçante du Secrétaire d'Etat, en lui rappelant le fruit des réclamations de son prédécesseur, justifie quant au fond la conduite du juge de New York, en blâmant les formes trop sévères qu'il a employées, s'il est vrai qu'il mérite ce reproche.

Une question restait irrésolue, celle de l'armement pour défense; le 17 juin 1793, comme on l'a vu plus haut, le secrétaire d'Etat manquait d'instructions à cet égard; le 18 septembre 1794, le citoyen Fauchet se plaint de l'arrestation à Norfolk d'un bâtiment de commerce chargé de provisions pour la Gaudeloupe et qui n'avait d'armes que pour sa défense. Cette plainte demeure sans réponse comme celle formée dans un cas semblable par le citoyen Genet le 20 X^{bre} précédent.

Enfin le 12 9^{bre} 1794 il revient à la charge sur cet objet à l'occasion d'un brick de commerce qu'on a fait désarmer à Charleston. Le secrétaire d'Etat lui répond au bout de

vingt-six jours que tout armement douteux est défendu et illégal; quelle définition est applicable à ce mot d'armement douteux? Aucune, et dès lors ce jugement est livré aux enquêtes des tribunaux et à l'arbitraire des agens subalternes de l'Exécutif, auxquels cette décision interprétative de la déclaration du président et de l'acte du Congrès du 5 juin 1794 est envoyée circulairement le 5 8^{bre} suivant.

Ainsi deux fois l'ordre de l'Exécutif avait été prévenu, et les réclamations du ministre n'avaient servi qu'à provoquer cette nouvelle ordonnance répressive, qui reçoit un effet rétroactif.

La même sévérité était-elle déployée contre les Anglais exclus par un traité formel de la faculté d'armes aux États-Unis? On va en juger.

A Charleston, un Bermudien, plusieurs Anglais et un Hollandais ont pris du 24 mai au 6 juin 1793 des canons pour leur défense, ils sont sortis sans opposition.

A Baltimore, le navire anglais le *Trusty*, capitaine Hall, est publiquement armé en course par un S^r Hirland, malgré la plainte du consul, il part pour croisière.

A Philadelphie deux Bermudiens prennent l'un 4 l'autre 12 canons et sortent sans objection.

De tous côtés de semblables avis arrivent, le ministre s'en plaint le 25 juin 1793, et 5 jours après le secrétaire d'Etat assure sans informations que ces bâtimens sont tous partis avant que le gouvernement ait pu prendre des mesures pour les retenir. Celles qu'il prend contre les armemens français sont si justes que deux heures suffisent pour leur arrestation.

Le citoyen Fauchet se plaint au secrétaire d'Etat le 31 juin 1795 de ce que le vaisseau anglais l'*Argonaute* a envoyé à Lynhaven [New Haven?] la corvette française l'*Espérance*, qu'il avait prise, l'y a réarmée et envoyée en croisière. L'Exécutif écrit en Virginie, le gouverneur répond que le 12 février il a fait prendre des informations, qu'au surplus il attend la déposition d'un pilote qui est absent. Il arrive, ce pilote; quand? Le 1^{er} avril, c'est à-dire au bout de deux mois; il confirme le fait; quelles mesures sont prises? Aucune, la corvette est partie depuis longtemps.

Les articles provisoires arrêtés entre l'Angleterre et les Etats-Unis le 30 9^{bre} 1792, seule convention existante entre ces deux pays antérieurement au traité de Jay, ne portaient aucunes dispositions qui interdisent aux sujets de l'un ou l'autre de prendre parti au service d'une nation en guerre avec l'un des deux. Le citoyen Genet avait donc été autorisé à enrôler et commissioner des Américains. Il usa de cette autorisation.

Aucune loi ne s'opposait à ces enrôlemens, cependant antérieurement à l'acte du Congrès du 5 juin 1794, antérieurement même à la proclamation du président du 5 juin 1793, des Américains commissionnés par le citoyen Genet sont arrêtés, comme violateurs du traité de paix qui fait loi dans les Etats-Unis, le ministre les réclame dès le 29 mai et 1^{er} juin 1793, et déjà il reçoit cette réponse devenue par la suite un argument journalier, que l'affaire est entre les mains du pouvoir judiciaire, sur lequel l'exécutif est sans autorité. Je dois placer ici une observation qu'il ne faut pas perdre de vue, c'est que la plupart des difficultés suscitées aux Français par les tribunaux relativement à la neutralité, ont été élevées sur le réquisitoire des attorneys, qui représentent aux Etats-Unis les anciens procureurs du Roi en France, et sont immédiatement sous les ordres de l'Exécutif; on jugera par là de la validité de l'excuse alléguée par ce pouvoir. J'aurai plus d'une fois occasion de revenir sur les démarches des attorneys.

Et nous aussi nous étions en paix avec ces malheureux sauvages des Contrées de l'Ouest, dont la population décroissante disparaît devant les peuples civilisés que l'Europe a jettés sur leur territoire; et cependant ce gouvernement si sévère enrôlait pour l'armée qu'il envoyait contre ces sauvages, non seulement des citoyens, mais des officiers et des soldats français réfugiés de St. Domingue après le désastre du Cap.

L'acte du Congrès du 5 juin 1794 interdit aux Américains la faculté d'accepter aucun service militaire d'une nation beligérante; dès lors il n'y a plus qu'à se soumettre, et cette Loi est exécutée avec tant de rigueur qu'un pilote est emprisonné et poursuivi pour s'être trouvé sur le canot

de la frégate la Concorde et avoir reçu une part dans une prise faite par ce canot. C'est peu.

Le citoyen William Talbot, capitaine du corsaire l'Ami de la Pointe à Pitre, amène à Charleston une prise qu'il enlève à un bâtiment non commissionné; cette prise est déclarée nulle à cause du défaut de commission du premier capteur, et le citoyen Talbot est arrêté, incarcéré et poursuivi comme pirate, parce qu'il est né américain, quoiqu'il soit devenu citoyen français par son serment de fidélité prêté à la Guadeloupe 6 mois auparavant. Le tribunal refuse de reconnaître les actes de la municipalité française. Le citoyen Talbot s'est soustrait à la rigueur de la loi américaine par la fuite. Le ministre Fauchet était intervenu auprès du gouvernement des Etats-Unis en faveur du capitaine Talbot, mais en vain; l'Exécutif arguait de son impuissance, et soutenait d'ailleurs que le pouvoir judiciaire avait le droit de juger si cet américain avait suivi les règles nécessaires pour prévenir toutes fraudes dans l'expatriation. Quelles sont ces règles? Elles n'étaient prévues par aucune loi; mais qu'importe.

Dans le cours de cette affaire, le Tribunal s'est permis de mander impérativement à sa barre le consul et le chancelier.

Ligne de neutralité. La législation des Etats-Unis, relativement à la neutralité, n'existait pas même encore sur les fondemens de la proclamation du Président du 5 juin, que déjà, sous la direction de l'Exécutif, les entraves qu'elle devait établir arrêtaient de toutes parts les armes françaises.

Dès le mois de mai 1793 et dans le cours des mois suivans, plusieurs bâtimens français, corsaires ou autres, sont arrêtés ainsi que leurs prises, sous prétexte que ces prises ont été faites dans la ligne de protection des Etats-Unis.

Cette ligne n'était point fixée, aucun acte relatif à ce point de droit n'avait été rendu par la Législature; et ce n'est que le 8⁹^{bre} 1793 que le Secrétaire d'Etat annonce au citoyen Genet que le président des Etats-Unis l'a fixée à une lieue des côtes.

En vain le citoyen Genet insiste-t-il sur la relaxation des prises faites dans cette ligne de protection avant l'époque de cette décision notifiée; elle emporte l'effet rétroactif, et le président des Etats-Unis, qui a évoqué à lui le jugement des procédures commencées à cet égard, oubliant sans doute qu'il

ne pouvait exercer aucune influence sur le pouvoir judiciaire, juge que deux de ces prises faites sur le William et la Fanny ont été faites hors de la ligne, et fait restituer aux Anglais le Pilgrim, pris dans cette limite.

Le citoyen Fauchet, sous le ministère duquel ces jugemens de l'Exécutif sont rendus, réclame des dédommagemens pour le William, qui a été détenu sans fondement une année entière. Le Secrétaire d'Etat lui répond, le 9 septembre, 1794, que cette affaire n'était rien moins que claire, que pour conséquent il n'est point dû de dédommagement, que cependant des commissaires examineront ces prétentions. Le rapport de ces commissaires est encore à paraître, quoique le citoyen Fauchet soit revenu à la charge le 11 février 1795 par une lettre restée sans réponse.

Une frégate anglaise la Cléopâtre reprend dans les Caps le navire la Pamélon et l'emmène, le citoyen Fauchet réclame en vain, la lettre même qu'il a écrite á ce sujet le 9 mars 1795 demeure sans réponse.

Le vaisseau anglais l'Africa, après avoir essayé d'enlever le citoyen Fauchet embarqué sur un paquebot américain dans les eaux américaines, entre leurs terres, ne reçoit qu'au bout d'un mois l'ordre de se retirer, il s'y soumet parce que la frégate la Méduse qu'il tenait bloquée vient de lui échapper; mais il ne quitte New-Port que pour aller croiser sur les côtes de la Virginie, d'où el sert ensuite d'escorte aux bâtimens achetés aux Etats-Unis et chargés de grains pour l'armée anglaise dans nos colonies.

Cet article de la proclamation du Président des Etats-Unis, qui prescrit aux bâtimens de guerre de ne sortir des ports que 24 heures après ceux de l'ennemi, est encore une de ces restrictions qui, dans le principe de la guerre, ne portaient que sur les bâtimens français seuls admis alors dans les ports des Etats-Unis.

Pour son exécution ainsi que pour celle de la précédente, l'Exécutif des Etats-Unis ne manque pas le moyens coercitifs contre les bâtimens de guerre et corsaires français qui, n'ayant point d'autres ports dans ces parages pour se réparer et amener leurs prises, encourent et subissent une immédiate confiscation.

Mais, lorsque ces règles sont enfreintes par les bâtimens anglais, les plaintes portées à cet égard du gouvernement des Etats-Unis n'ont d'autre fruit que l'assurance toujours donnée après un long examen des faits que des plaintes seront portées à Londres. Tel a été le cas pour le vaisseau l'*Africa* qui, après six semaines de station devant la Méduse, forcé de s'écarter d'elle par un coup de vent, la poursuit à l'instant où il apprend qu'elle a mis à la voile.

L'article 17 de notre traité avec les Etats-Unis porte ces mots:

Admission de bâtimens de guerre anglais dans les ports des Etats-Unis. “Et au contraire, il ne sera donné azile ni retraite dans leurs ports ou havres à ceux (les vaisseaux de guerre ou corsaires) qui auront fait des prises sur les sujets de Sa Majesté ou desdits Etats-Unis; et s'ils sont forcés d'y entrer par tempête on péril de la mer, on les fera sortir le plus tôt qu'il sera possible.”

L'article 22 défend à tous corsaires autres que ceux des parties contractantes d'armer, vendre leurs prises, décharger le tout ou en partie de leurs cargaisons dans les ports respectifs et même d'y prendre d'autres vivres que ceux qui seront nécessaires pour se rendre au port le plus voisin de l'Etat qui les a commissionnés.

Qui ne verrait dans cet article 22 une disposition confirmative de l'article 17?

La logique de l'Exécutif américain a su le faire servir à l'interprétation gratuite de l'article 17 dans un sens tellement favorable aux Anglais, qu'il anéantit pour ainsi dire tous les avantages résultans pour nous de sa véritable teneur.

Suivant le gouvernement américain, l'exclusion des bâtimens de guerre qui auront fait des prises ne doit être entendue que pour ceux qui amèneront leurs prises avec eux, et s'il en était autrement, l'article 22, dit-il, serait superflu.

Arbitre en dernier ressort dans la propre cause, il interprète ainsi, en faveur de nos ennemis et sans discussion avec la partie intéressée, des dispositions sur lesquelles lui-même avait eu besoin que les entreprises des Anglois lui suggérassent des doutes.

C'est le 7^{bre} 1794 seulement que, sur une plainte du ministre du 4 fructidor (21 août) le secrétaire d'Etat signifie

cette innovation au citoyen Fauchet; ce ministre réclame inutilement par une lettre du 18 septembre contre cette interprétation, les effets s'ensuivent, et dès lors les vaisseaux anglais entrent et sortent librement dans les ports des Etats Unis, s'y réparent, y font des vivres, prennent aisément des armes, bloquent les bâtimens français, stationnent dans les baies, enlèvent nos corsaires et nos bâtimens de guerre, et viennent ensuite se rafraîchir pour recommencer leur croisière, en un mot jouissent, à la vente près de leurs prises, de tous les avantages dont la France avait cru s'assurer la jouissance par un traité qui fut un véritable bienfait.

Le 29 mai 1795, le Secrétaire d'Etat veut bien annoncer que l'Exécutif s'opposera à ce que les vaisseaux anglais stationnent dans les hâvres américains, mais c'est parce qu'il sait que cette promesse ne l'engage à rien et qu'il sera toujours fort aisé de soutenir qu'il n'y a pas eu station, mais mouillage.

On n'en saurait douter, lorsqu'on le voit, sur des faits plus positifs et plus graves, éluder la justice ou la rendre si tard, qu'elle équivaut à un refus.

La frégate anglaise la *Terpsichore* prend le corsaire français la *Montagne*, elle mouille avec cette prise à Norfolk. Le vice-consul réclame; on laisse écouler douze jours avant de lui répondre. Le 18 septembre 1794, le ministre intervient; point de réponse; il insiste le 1^e 8^{bre}, et le lendemain, le secrétaire d'Etat l'informe qu'il écrit au gouverneur de Virginie pour faire rendre justice; elle se borne, cette justice, à continuer les enquêtes déjà commencées sur la plainte du vice-consul, mais à les continuer avec une telle lenteur que, 5 mois après, cette affaire n'est par finie, et le 24 février 1795, le ministre reçoit avis du secrétaire d'Etat que le lieutenant-gouverneur s'est transporté sur les lieux pour vérifier les faits. La vérification n'a pas de suite.

Le 6 8^{bre}, le ministre se plaint de ce qu'une autre frégate vient encore d'entrer à Hampton avec des prises; il insiste avec force pour que des ordres généraux soient donnés avec une précision telle que, pour en obtenir l'exécution il ne soit par nécessaire d'attendre que des plaintes soient portées, des enquêtes interminables établies, enfin telle que les Anglais

n'aient pas le tems de ravitailler leurs prises et de les remettre à la mer pendant que l'on informe.

Ainsi pressé, le secrétaire d'Etat ne peut se dispenser de donner des ordres circulaires aux gouverneurs pour qu'ils prennent les mesures nécessaires pour faire exécuter sans délai les dispositions de notre traité répressives contre les hostilités des Anglais. Ces ordres sont donnés le 10 8^{bre}. Sont-ils exécutés? Jamais, et tandis que tous les attorneys, et jusqu'au moindre officier des douanes sont à l'affût des occasions d'arrêter un bâtiment français, la lenteur d'usage favorise les vaisseaux anglais.

L'affaire de l'Argonaute, (déjà rapportée à l'article de l'armement,) qui amène la frégate l'Espérance à Lynhaven, l'y réarme et l'envoie en croisière, en est un premier exemple: la correspondance sur cette affaire entre le ministre et le secrétaire d'Etat commence le 31 janvier 1795 et finit le 14 mai, sans qu'aucune mesure active ait été prise.

Aussi le ministre hésite-t-il pour se plaindre par sa lettre du 2 may 1795 de ce qu'un corsaire français et deux de ses prises viennent d'être capturés et amenés à Hampton. Le 23 may, la lettre précédente était sans réponse, les flûtes françaises la Raison et la Prévoyante venaient d'être prises, et les frégates la Thétis et le Hussard, faisant partie d'une division anglaise qui, pendant dix mois, n'a pas quitté la côte ou les rades, viennent se rafraîchir après cette capture. Le citoyen Fauchet demande au moins réponse; il n'en obtient d'autre sinon que les prises ont été faites hors des eaux, que celles amenées à Hampton sont réparties, et que les frégates ont le droit de se réparer des dommages qu'elles ont souffert dans le combat.

Si, dans ce chapitre, je voulais retracer toutes les persécutions que nos corsaires ont éprouvées aux Etats-Unis, sous le prétexte de l'armement, je serais forcé de m'étendre fort au delà des bornes d'un mémoire; je crois donc devoir me borner à vous en mettre sous les yeux quelques-uns des exemples les plus frappans, et d'abord à vous développer les formes incertaines et vexatoires employées pour mettre à exécution la prohibition de l'armement aux Etats-Unis.

Arrestation des bâtimens français sous le prétexte d'armemens aux Etats-Unis.

L'acte du Congrès du 5 juin 1794 attribue aux Cours de district la connaissance des actes attentatoires et la neutralité; et, cependant, le pouvoir exécutif en assume concurremment la connaissance, en sorte que nos ennemis ont recours soit aux gouverneurs des Etats, soit aux tribunaux, suivant qu'ils se flattent de trouver dans les uns ou dans les autres des dispositions plus favorables; souvent même, ils commencent par ne s'adresser qu'au gouverneur, et, lorsque l'évidence a fait intervenir de sa part une décision qui nous est favorable, ils ont alors recours au pouvoir judiciaire, qui recommence une instruction et éternise en quelque sorte la détention du corsaire qui pouvait nuire au commerce anglois.

Pour ordonner de semblables arrestations on croirait peut-être que dépositions formelles, des témoignages avérés sont nécessaires? Non, la dénonciation du premier individu, quelquefois d'un consul, ou de matelots ennemis, suffisent; et les attorneys avancent en principe, avoués par le gouvernement, que leur persuasion ou conviction personnelle suffit pour les autoriser à faire poursuivre, sans plaintes ni dénonciations régulières les corsaires soupçonnés d'armement aux Etats-Unis.

Les procès une fois commencés deviennent le patrimoine des gens de loi, et 3 ou 4 avocats, (tel est l'usage) payés chacun depuis 400 jusqu'à 1,200 dollars, noient dans de vains et longs débats les faits les plus clairs et les plus positifs, et trouvent dans les tribunaux de circuit, dont les sections ne sont que temporaires, la plus grande facilité à faire ajourner la décision à la prochaine Cour, c'est-à-dire à six mois, au bout desquels il reste encore la ressource de l'appel à la cour fédérale.

Quelquefois, après avoir parcouru cette échelle de vexations, nos corsaires ont obtenu une solution favorable; mais qu'importe au gouvernement anglais, le bâtiment a dé péri, il est demeuré inactif, et le commerce a échappé à ses poursuites.

Le citoyen Fauchet a vainement insisté près du gouvernement américain pour obtenir que des mesures moins vexatoires fussent adoptées; le 9 fructidor (26 août, 1794) il en écrit avec force, et n'obtient en réponse qu'une phrase dila-

toire. Le 17 octobre même année, il revient à la charge il demande que les corsaires français et leurs prises, ainsi arrêtés, puissent être mis en liberté moyennant caution; le secrétaire d'Etat lui répond le 22 par cette assertion si constamment répétée, que l'Exécutif ne peut rien sur le pouvoir judiciaire, qu'il ne peut admettre les cautions proposées, contraires aux formes usitées dans les tribunaux.

Enfin, le 12 floréal, 4^e année, le citoyen Fauchet presse de nouveau le secrétaire d'Etat, et, en lui accordant que l'Exécutif ne puisse toucher aux formes judiciaires, il le sollicite du moins de faire acte de bonne volonté par des proclamations, ou en provoquant une loi, ou enfin par une démarche quelconque.

La lettre en réponse, qui est du 12 may, ne répond pas même à cette pressante sollicitation, et se renferme dans les évasions fournies par un attorney pour le cas particulier qui avait provoqué la lettre du citoyen Fauchet.

A l'appui de ce que je viens d'avouer dans le cours de ce chapitre, il n'est que trop de faits: voici quelques exemples.

Le 3 juillet 1794, (un mois après l'acte du Congrès qui charge les Cours de circuit de la connaissance des procès relatifs à la neutralité), le secrétaire d'Etat instruit le citoyen Fauchet que M. le président a décidé que le Pilgrim a été prix dans la ligne de neutralité, et en a ordonné la relâche. L'ordre est exécuté.

Le 18 janvier 1795, le citoyen Fauchet est obligé de solliciter une prompte décision de la part de M. le Président, qui doit prononcer sur la prise du Hope, bâtiment anglais, dont la vente est arrêtée à Baltimore, sur une dénonciation vague du vice-consul anglais.

A New-Port, une prise faite par le corsaire le Sans-Pareil est arrêtée par ordre du gouverneur le 26 aout 1794, le citoyen Fauchet réclame contre cette arrestation non fondée; le gouverneur relâche la prise dans le cours de septembre, mais, à l'instant, la saisie est croisée par un tribunal dont la session ne doit avoir lieu qu'au 1^{er} 9^{bre} suivant.

Il est digne de remarque que, dans cette affaire, le capitaine de la prise est arrêté sur une dénonciation de deux matelots anglais; les soupçons étaient si forts contre ces dénonciateurs qu'on est obligé de les arrêter eux-mêmes, ils avouent la

fausseté de leur déposition, aussitôt on les relâche et l'on retient en prison le capitaine.

Les papiers de la prise sont déposés chés le collecteur de la douane; une tentative est faite pour les lui enlever, et il se refuse le lendemain à en donner communication et à en laisser tirer des expéditions qui puissent assurer les droits des capteurs.

A New-York, la Favorite non disarmée, mais gardée seulement par quelques hommes, est un jour envahie subitement par les officiers de la Douane, qui abattent le pavillon français et enlèvent les canons qu'ils prétendent y avoir été déposés par un corsaire pour son armement. Le citoyen Fauchet réclame le 23 7^{bre} 1794, observe que ce bâtiment appartient à l'Etat, qu'il n'est point démantelé, que le consul n'a point été prévenu, que nulle enquête préliminaire n'a eu lieu; il obtient restitution des effets enlevés, deux mois après le 17 9^{bre}.

Ma dépêche à la Commission des relations extérieures du 8 vendémiaire dernier, timbrée Contentieux politique No. 3, renferme d'amples détails sur l'affaire de la corvette de la République le Cassius, que j'ai été obligé d'abandonner au gouvernement américain, pour éviter des frais énormes à la République.

Je ne rapporterai donc ici cette affaire que d'une manière très succincte.

Le capitaine de cette corvette, vendue à la République par contrat souscrit du général Laveaux, est d'abord arrêté par [pour] un acte commis par lui comme commandant ce bâtiment; il n'est libre que sous caution; malgré mon certificat attestant que cette corvette est bâtiment de l'Etat, elle est saisie, dégréée; on me demande caution, je la refuse d'abord et presse l'Exécutif d'intervenir; il charge en effet l'attorney général de faire des démarches près de la Cour Suprême, et celle-ci casse la procédure; mais à l'instant une nouvelle saisie est ordonnée sous le prétexte que cette corvette a pris de l'armement aux Etats-Unis avant d'appartenir à la République. Je réclame le 1^{er} vendémiaire, et contre le fait de l'armement et contre la saisie faite en conséquence, par conciliation j'offre alors caution, on la refuse, et j'abandonne le bâtiment après 44 jours d'inutiles débats.

C'est en réponse à cette lettre que le Secrétaire d'Etat met en avant par la sienne du 1^{er} 8^{bre} 1795 cette allégation étrange, que fondée, ou non fondée, l'arrestation de la corvette de la République ne peut être regardée comme une violation du traité, puisqu'elle est le fait du pouvoir judiciaire, sur lequel l'Exécutif ne peut rien!!! Cette phrase n'a pas besoin de commentaire.

A New-York, le corsaire la Vengeance amène une prise; l'un et l'autre sont arrêtés par ordre de l'attorney de New York sans qu'aucun affidavit ait autorisé une telle démarche; mais M^r l'attorney soutient qu'il n'en a pas besoin, il a vu dans les mains du Consul anglais des preuves plus que suffisantes, il garantit la condamnation du bâtiment. Je reçois de mon côté des preuves écrites qu'on a cherché à suborner des témoins, bientôt après arrivent de S^t Domingue des pièces probantes. Et malgré un plaidoyer insolent de l'ancien secrétaire de la Trésorerie Hamilton, dans lequel il ose dire que les certificats des autorités constituées de Saint-Domingue ne méritent pas de confiance, puisqu'ils émanent des agens d'un peuple qui a immolé sa religion et son Roi et s'est plongé dans le bournier de tous les crimes, malgré la conviction de M^r l'attorney et ses conclusions, le fait de l'armement est déclaré faux; mais ces Messieurs avaient fait jouer un autre ressort; M^r l'attorney avait croisé la première saisie par une seconde fondée sur ce que le corsaire avait porté à S^t Domingue des poudres tirées d'une frégate française, cas non prévu par la loi de neutralité. Ainsi voila un second point à juger, et, sur le premier, appel est interjeté à la Cour fédérale.

Dans ce chapitre, je ne ferai point entrer les observations auxquelles peuvent donner lieu les vices de la convention consulaire; ces vices ont été déjà développés dans plusieurs mémoires auxquels il y a peu de choses à ajouter, et notamment dans celui remis au comité de salut public et à la commission des relations extérieures par le consul général.

Les circonstances dans lesquelles la France est placée vis-à-vis du gouvernement américain doivent faire ajourner tout

projet de réforme de cette convention jusqu'à ce que les bases d'un traité de commerce aient été assises, ou plutôt qu'il soit assuré que l'alliance subsiste encore.^a

Je me renferme donc dans le plan de ce rapport et vais vous transmettre les difficultés qui ont eu lieu relativement à son exécution.

Il n'en est pas d'une convention consulaire comme d'un traité de commerce. Dans celui-ci, quoique, en apparence, et verbatim, il y ait réciprocité, il existe réellement une lutte entre les parties contractantes, dont chacune travaille à s'assurer la balance commerciale sur l'autre, et surtout à se procurer des avantages refusés à ses rivaux en commerce. La première au contraire, fondée sur des bases libérales, a pour première condition la réciprocité, et chacune des parties a intérêt à maintenir l'autre dans la jouissance des avantages stipulés, afin d'en jouir elle-même.

Ce principe est entendu en France, et les consuls américains n'y éprouvent pas d'entraves; il n'en est pas de même aux Etats-Unis; sans jeter plus loin leurs regards, ils voyent près d'eux un avantage accordé et regardent comme une petite victoire l'occasion de se soustraire à cette obligation.

Pour l'exécution de cette convention consulaire, une loi a été rendue; elle est insuffisante; lorsque les ministres ont réclamé près de l'Exécutif; il s'est contenté de répondre qu'il avait donné ordre aux attorneys de faire ce que veut la loi, et les attorneys ne manquent jamais de moyens de prouver que, dans le cas qui a donné lieu à réclamation, la loi n'est pas précise ou que ses conditions ne sont pas remplies.

Telle est la marche constante, et telle elle sera toujours, aussi longtemps que le gouvernement français n'aura pas fait sentir à l'Exécutif la nécessité d'une conduite différente, en faisant refuser en France aux consuls américains les moyens d'arrestation de leurs déserteurs dans le cas où elle nous est refusée et d'exécution de leurs jugements consulaires jusqu'à ce que des mesures suffisantes aient été prises pour que les consuls français en Amérique puissent toujours et sans difficulté obtenir l'une et l'autre.^b

^a This paragraph is in cipher in the original.

^b Paragraph in cipher.

A chaque instant, ils éprouvent ce genre d'opposition, dont je me contenterai de vous citer quelques exemples, à partir seulement de l'époque à laquelle remonte ce tableau abrégé.

Le 26 d^{bre} 1793, le consul de New York requiert du sheriff l'emploi de la force publique pour l'exécution d'un jugement consulaire par lui rendu contre le nommé Barrion, qui refusait de s'y soumettre. Le juge de New York refuse la force publique, le citoyen Genet intervient par une lettre du 23 janvier 1794, le 31 suivant M^r Randolphe lui communique l'ordre qu'il donne au marshall de faire ce que veut la loi.

Le 14 mars suivant, le secrétaire d'Etat notifie sans réflexion l'opinion de l'attorney de New York, qui ne croit point le marshall obligé à exécuter les sentences des consuls français par la loi du 14 avril 1792, dont voici les dispositions:

“ Les juges de district seront aussi, dans leurs districts
respectifs, juges compétens pour les cas ex-
primés dans l'article 9 de la dite convention,
et ils seront tenus de donner aide aux Consuls et Vice-Consuls du Roi des Français, pour arrêter et mettre en sûreté les déserteurs des vaisseaux de la nation française conformément à la teneur dudit article.

Extrait.

Et autant que par quelque article de la dite convention, les consuls et vice-consuls du Roi des Français ont droit au secours des officiers exécutifs compétens du pays pour l'exécution d'aucuns ordres, les marshalls des Etats-Unis et leurs députés seront dans leurs districts les officiers compétens et prêteront leur assistance conformément à la teneur des stipulations, etc.”

Il est vrai de dire que l'article 12 de la convention consulaire établissant la juridiction des consuls n'a point stipulé que pour l'exécution de leurs sentences ils auraient recours à l'autorité publique des Etats-Unis.

L'attorney de New York était donc à la rigueur fondé dans son assertion, mais l'effet d'une telle législation n'en est pas moins d'annuler l'article 12 de la convention consulaire, puisque les consuls ne peuvent exercer le droit qu'il leur confère que lorsque la partie condamnée juge à propos de s'y

soumettre, et qu'ils ne peuvent faire consigner d'amendes d'appel pour assurer les droits de la partie lésée.

Il dépendant du gouvernement des Etats-Unis de provoquer une loi qui réformât ces abus, les ministres de France exclus de toute communication avec le pouvoir législatif ne pouvaient le faire, mais cette démarche eût été trop opposée à l'ensemble de la conduite de l'Exécutif américain.

La même rigueur littérale est employée pour l'arrestation des déserteurs; l'article 9 de la convention consulaire porte que les consuls justifieront par les rôles d'équipage de l'identité des individus déserteurs dont ils réclameront l'arrestation. Cette disposition est prise à la lettre, et tout autre genre de preuves est rejeté, en sorte que les déserteurs, en attendant pour s'échapper l'instant où leur bâtiment est prêt de mettre à la voile, ont la presque certitude de l'impunité.

Quelques jurisconsultes cependant et l'attorney du district de Pennsylvanie avaient décidé que *tout consul de France faisant la requisition et fournissant preuves nécessaires devait obtenir l'arrestation de tout déserteur français, même après le départ de son bâtiment.*

Et le citoyen Fauchet a pressé le gouvernement par une lettre du 19 ventose, l'an 3^e de décider ou faire décider que les copies des rôles d'équipages, certifiées par les consuls, seraient admises comme preuve légale. Cette décision est encore à obtenir, quoique j'aie écrit de nouveau au secrétaire d'Etat à cet égard.

Dès le commencement de la guerre, les vaisseaux anglais arrêtaient les bâtimens américains, les traînaient dans leurs ports où ils furent condamnés sous les plus légers prétextes, et partout les propriétés françaises trouvées à bord des américains furent confisquées.

Arrestation des bâtimens américains. Violation de leur pavillon et presse de leurs matelots.

Le 9 juillet 1793, le citoyen Genet sollicita le gouvernement américain de prendre des mesures pour faire respecter son pavillon, en lui faisant sentir que, la France ayant consenti par son traité à regarder comme libres les marchandises ennemies chargées sur les navires américains, il

résulterait pour elle d'un tel ordre de choses que sa condition serait pire que si elle n'avait pas de traité.

Le secrétaire d'Etat lui répond le 24 juillet que, n'ayant pas de traité, les Etats-Unis ne peuvent obtenir de l'Angleterre cette disposition de faveur contraire au droit des gens.

La convention nationale, par son décret du 27 juillet 1793, avait été obligée d'ordonner par représailles l'arrestation des marchandises ennemies sur les bâtimens neutres, jusqu'à ce que les ennemies eussent reconnu non saisissables les marchandises françaises chargées sur les neutres.

Les Américains réclament, et le 23 nivôse 3^e année, (2 janvier 1795) la Convention nationale rapporte cette loi, six semaines après que le plénipotentiaire américain avait signé à Londres le fameux traité dont l'article 17 consacre l'arrestation des bâtimens américains soupçonnés de porter des marchandises ennemies, ainsi que la saisie desdites marchandises. Cette loi et l'arrêté interprétatif du Comité de Salut public du 14 nivôse sont encore en exécution, malgré l'art. 3 du traité de 1778, qui porte que tout avantage en fait de commerce et de navigation accordé par les Etats Unis à une autre nation deviendra aussitôt commun à la France.

Le fait suivant n'est pas indigne de remarque. Quatre mois après cette signature de traité, certainement connue du secrétaire d'Etat, le citoyen Fauchet lui représentait, le 20 mars 1795, que le commerce de la France et celui des Etats-Unis sont également intéressés à ce que l'Exécutif américain prenne des mesures pour réprimer les attentats de l'Angleterre, qui arrête tous les bâtimens américains sortant de France ou des colonies, sous prétexte que les marchandises qu'ils en exportent sont propriétés françaises, quoique, dans la réalité, elles soient le retour des cargaisons américaines, que ces entraves ne tendent à rien moins qu'à anéantir entièrement le commerce des deux nations.

Le 20 du même mois, le secrétaire d'Etat assure le citoyen Fauchet, *qu'il ne peut y avoir de doute, que les efforts convenables seront faits pour l'allègement des citoyens américains.* Il témoigne de plus *que les torts que la République française éprouve par les vexations du commerce américain sont une cause additionnelle de mécontentement pour le gouvernement américain.*

Et á cette époque le traité, couvert encore d'un secret impénétrable, avait consacré ces vexations!!!

Il ne manquait, pour mettre le comble á cette prostitution que de légaliser en quelque sorte l'arrestation des bâtimens américains chargés de provisions pour France. L'article 18 de ce traité l'a fait. Non seulement les intérêts de la France y sont sacrifiés en déclarant contrebande de guerre plusieurs articles reconnus libres par notre traité, mais encore par le second alinéa, *and whereas the difficulty of agreeing &c.*, il ouvre aux Anglais le vaste champ dont ils ont su si bien profiter, en autorisant tacitement l'arrestation et la saisie des bâtimens chargés de provisions autres que les objets de contrebande, moyennant un profit mercantile raisonnable et le paiement du fret et demeurage.

Appuyés sur un tel titre, les Anglais ont renouvelé l'ordre d'arrêter tous les bâtimens américains chargés pour France, et moyennant un bénéfice de 10 pour 0 0, ils se sont emparés par la violence de tout le commerce de cette nation qui ose encore vanter son indépendance.

Le 7 vendémiaire dernier, je porte mes plaintes au gouvernement américain sur cette violation inouïe du droit des gens, qui expose la France, non plus á une diminution de commerce, mais aux horreurs de la famine, et mes plaintes restent sans réponse.

J'ai dû ne pas m'en étonner; le gouvernement américain ne voulait, ne pouvait plus rien faire; et battu par ses propres principes, il n'avait pas pour me répondre la ressource des évasions qui remplissent perpétuellement sa correspondance.

M^r Jefferson, par sa lettre du 7 7^{bre} 1793 á M^r Pinckney, lettre rendue publique, avait reconnu l'obligation ou était le gouvernement américain de s'opposer á cette violation du droit des gens, qui, tolérée par lui, serait nécessairement regardée par la France comme une atteinte á la neutralité. Les démarches que M^r Pinckney reçut alors ordre de faire furent sans fruit, et le Congrès se détermina enfin á employer le seul moyen pacifique qui lui restait d'empêcher les outrages faits á son commerce, il mit un embargo le 26 mars 1794, qui détermina l'Angleterre á révoquer mo-

mentanément l'ordre d'arrestations des bâtimens chargés de farines pour la France ou les colonies.

Mais quand je me suis plaint, l'Exécutif américain n'avait garde de provoquer le Congrès à une démarche de cette nature; il s'est bien gardé dans ses communications officielles de soulever le voile des vexations qu'éprouvait son commerce, et glissant légèrement sur ces atteintes portées à l'indépendance des Etats-Unis, il a appuyé avec force sur la prospérité prodigieuse de ce même commerce, fruit des alliances si heureusement ménagées par ses soins.

Un embargo á l'époque de ma lettre eût peut-être sauvé les colonies françaises; alors, l'Angleterre couvrait les Etats-Unis de ses agens, achetait à tout prix les comestibles, et les bâtimens pour porter aux colonies les vivres destinés à alimenter l'expédition formidable qui devait terminer la conquête de ces mêmes colonies, garanties à la France par les Etats-Unis en vertu de l'article 11 du traité d'alliance du 6 février 1778.

Une fois en possession de la récolte entière des Etats-Unis, l'Angleterre a pu sans crainte lever l'ordre d'arrestation; le petit nombre de cargaisons qui pouvaient être expédiées encore pour les ports français n'étant plus que d'un médiocre intérêt. Cette condescendance apparente sera bientôt sans doute présentée comme le fruit de l'amitié sincère et des égards de l'Angleterre aux réclamations de l'Exécutif américain.

Ce n'était pas encore assez que d'extraire de toutes les parties des Etats-Unis des achats prodigieux de provisions, de les exporter sur des bâtimens américains, dont la vente est déclarée à leur arrivée aux Isles. Il fallait des chevaux pour monter la cavalerie attendue d'Europe; des officiers sont répandus dans divers Etats, achètent tous les chevaux, les marquent, les réunissent dans de vastes écuries, enrôlent des palefreniers et transportent ces chevaux et ces hommes sur des bâtimens également achetés.

Je réclame un embargo sur cette exportation d'un article de contrebande, je réclame contre ces armemens faits sous pavillon américain, tandis qu'il est de notoriété publique que les bâtimens sont vendus aux Anglais. Le 20 janvier 1796, le Secrétaire d'Etat, en réponse à ma lettre en date du 22

nivôse, me refuse l'embargo sur les chevaux; il sait que les bâtimens qui les portent seront convoyés, et il me dit que les vaisseaux français ont le droit de les prendre au passage. Il ne disconvient point que les bâtimens sont vendus aux Anglais, et, comme si le pavillon américain était commun aux deux nations, il prétend qu'il ne voit pas de différence entre louer des bâtimens pour un transport, ou les équiper et les monter après les avoir vendus.

Cette étrange doctrine n'est pas restée de ma part sans réponse, j'ai insisté sur mes premières demandes; quel en sera le fruit? un second refus du secrétaire d'Etat, s'il croit pouvoir encore le colorer, ou son silence s'il ne trouve plus de sophisme à m'opposer.

Depuis le commencement de la guerre, les Anglais, constans dans leurs mépris des droits les plus sacrés des nations, ont à différentes reprises pressé les matelots américains, mais ces cas moins communs avaient fait peu de sensation; c'est à l'époque où le traité venait d'être conclue que regardant, sans doute avec quelque raison, l'Amérique comme une colonie anglaise, l'Angleterre a sans nul ménagement exercé sur les marins des Etats-Unis ce révoltant brigandage avec une audace dont elle seule offre l'exemple.

La presque totalité des équipages de bâtimens partis des Etats-Unis pour les colonies, ont été forcés de servir sur les bâtimens de guerre; à la Jamaïque, plusieurs capitaines américains se sont vu enlever leurs brigandages; un d'eux, après en avoir reformé un composé d'hommes de toutes les nations, a été enfin pressé lui-même avec ce nouvel équipage et forcé d'abandonner son navire au premier occupant. A Jérémie, des scènes plus vives ont eu lieu, et les Américains ont été obligés de combattre pour se soustraire à cette violence; des excès si outrés ont enfin réveillé une étincelle d'énergie, et à l'instant où j'allais réclamer contre le silence que l'Exécutif gardait sur ces vexations aussi nuisibles à nos intérêts qu'elles étaient injurieuses aux Américains, un membre de Congrès s'élevant avec force contre l'abandon où le gouvernement a constamment laissé les matelots américains enrôlés par la violence, s'indignant qu'un traité eût été conclu sans qu'on se fût occupé de leur sort, a provoqué une

résolution tendante à faire rendre la liberté aux marins pressés et à les mettre à l'avenir à l'abri de l'être.

L'Exécutif est chargé des mesures à prendre à cette égard; c'est en diré, assez pour ôter tout espoir que des démarches vigoureuses arrachent à nos ennemis ce moyen d'augmenter leurs forces.

Je ne puis terminer ce chapitre sans rappeler ce que j'ai déjà dit dans ma dernière dépêche N° 5 timbrée Politique, que nos ménagements pour le commerce américain étaient la source des entreprises de l'Exécutif; qu'ils n'ont été regardés par lui que comme une cause de faiblesse, et que, depuis longtems l'Angleterre eût été contrainte à la paix, si la France eût donné l'ordre d'arrêter tous les bâtimens américains chargés pour ses ports.

Le 29 mai dernier, le Secrétaire d'État écrivait á mon prédécesseur que ces arrestations étaient de ces contretems ordinaires dont le commerce des neutres est assailli dans toutes les guerres. Au mois d'octobre suivant, le bruit courait que le gouvernement français en avait donné l'ordre, et le Secrétaire d'État, en s'informant près de moi de la réalité de ce bruit, en question, comme s'il en était persuadé, se montrait si disposé à le souffrir, qu'il me demandait s'il était général, ou s'il faisait quelques distinctions de nation ou d'articles de commerce.

Je répéterai encore que tous les retours en France sont propriétés anglaises, car ils sont assurés à Londres; et s'il n'était pas au dessous d'une nation loyale comme la France de recourir aux arguments usités par l'Angleterre et les États-Unis, je dirais qu'on justifierait encore cette mesure par l'article XI du traité d'alliance du 6 février 1778, qui doit nous rendre communes les dispositions de l'article XVIII de celui de John Jay.^a

En 1793, les colonies, déchirées par les passions qui en ont fait le théâtre du carnage et de tous les crimes, vomirent sur le continent une foule immense d'hommes de divers partis, réunis alors par un

^aThis paragraph and the three which precede are in cipher.

sentiment commun: la haine de la République. Quelques émigrés d'Europe, reçus, accueillis et protégés aux Etats-Unis, se joignirent aux chefs de cette tourbe aveugle, et, de concert avec les Anglais, organisèrent des plans de conspiration, tinrent des assemblées publiques, firent retentir les Etats-Unis des calomnies et des injures les plus atroces contre la république, insultèrent à ses fonctionnaires, rassemblèrent des forces pour aller soutenir ceux de leurs complices qui avaient livré à la Grande-Bretagne une partie de nos colonies.

Après avoir inutilement tenté de faire retourner à Saint-Domingue la flotte amenée par Galbaud, ils insurgèrent les équipages; le citoyen Genet réclame près du gouvernement américain par huit lettres successives depuis le 4 août jusqu'au 4 X^{bre}; hors la proscription des rassemblemens armés, tout lui fut refusé. 4 hommes convaincus d'avoir voulu insurger le vaisseau le Jupiter échappent au mandat d'arrêt lancé contre eux à New York, et le gouvernement refuse de le rendre exécutable dans tous les Etats. Il laisse sans réponse la demande du citoyen Genet tendante à ce que les ports des Etats-Unis soient fermés aux émigrans royalistes des colonies. Deux bâtimens sont équipés pour porter des rebelles au Môle, un autre en conduit 200 à Jérémie, le ministre demande en vain qu'on mette obstacle à leur départ, le secrétaire d'Etat lui répond les 30 9^{bre} et 6 X^{bre}, qu'on ne peut les empêcher ni d'entrer ni de sortir, que ces bâtimens ne porteront pas d'armes, et qu'au surplus s'ils en emportent, les vaisseaux anglais peuvent les prendre.

Un rassemblement d'émigrés enlève à main armée d'un bâtiment français des dépêches de Saint-Domingue à la Convention Nationale. Le gouvernement promet justice et fait une proclamation pour découvrir les auteurs de cet attentat. L'un d'eux nommé Labedens est arrêté, mais, malgré les plaintes du ministre dont la lettre en date du 30 9^{bre} est sans réponse, ce Labedens conserve la liberté, qui lui a été rendue à la sollicitation de l'ex-avocat général Talon.

L'acte du Congrès du 26 mars, ordonnant l'embargo, laissait au président la liberté d'accorder les exceptions qu'il jugerait convenable.

Le 28, le citoyen Fauchet demande une permission pour un navire chargé de farines et de ses dépêches; la permission ne lui fut accordée que pour un navire partant sur son lest. A cette condition, le passeport lui fut octroyé le 1^{er} may, les ministres anglais et espagnols en avaient eu un semblable le 1^{er} avril pour La Havane et pour Halifax. Un autre bâtiment sorte de Baltimore avait porté la nouvelle de cet embargo à la Bermude le 24 avril.

Cette époque avait été marquée pour un transport nombreux de rebelles des colonies dans la partie occupée par l'ennemi; des vaisseaux anglais avaient reçu ordre de les escorter; l'embargo pouvait déranger cette mesure; mais le droit conféré à l'Exécutif américain leva cet obstacle, et des passeports furent délivrés à 20 bâtimens porteurs de ces émigrés: aux plaintes portées à cet égard par le citoyen Fauchet les 7 et 12 may, le secrétaire d'Etat répondit en lui envoyant la liste des passeports accordés jusqu'au 1^{er} may; (cette liste confirme le fait) et en alléguant que ces passagers étaient des colons malheureux, hommes, femmes et enfans qui retournaient dans leur domicile.

Au bruit de l'armement formidable que les Anglais destinent à la conquête de nos Isles, l'espoir a été ranimé dans l'âme d'une partie de ces réfugiés qui couvrent encore le continent, et un grand nombre serait parti pour S^t Domingue sous la conduite du fameux Cambeford qui a été emmené par une frégate anglaise, s'il leur avait tenu les promesses qu'il leur avait faites, pour seconder les efforts de nos ennemis. Tenir les généraux qui commandent aux colonies sur l'avis de tous les départs, eût été ce que j'aurais pu faire. Vainement aurai-je tenté d'y mettre obstacle par le moyen du gouvernement.

Avant l'arrivée du citoyen Genet aux Etats-Unis, le gouvernement fédéral avait accordé à son prédécesseur la faculté de tirer pour 4 millions de traites sur la Trésorerie des Etats-Unis, en avance du remboursement de la dette américaine, à l'effet de payer celles tirées par les administrateurs de S^t Domingue, et dont la majeure partie était dans les mains de

Finances. Dette américaine.

citoyens américains. Pour faire face aux dépenses énormes du grand convoi, le citoyen Genet n'avait pas d'autres fonds; il avait reçu ordre de négocier avec le gouvernement fédéral le remboursement de sa dette et de l'employer en achats de provisions pour France.

Toutes avances lui furent refusées, sous quelque forme qu'il eût proposé de modifier cette opération, et il ne pourvut aux dépenses qu'il avait à faire qu'en arrêtant le paiement des traites de St Domingue et en tirant malgré le refus du gouvernement des traites qu'il laissa protester.

Lorsque le citoyen Fauchet arriva, l'Exécutif se rendit moins difficile, et accorda une avance de 2 millions 500 mille livres à 6 et 8 mois, au lieu d'un million de dollars que le ministre demandait à des termes plus rapprochés. En décembre 1794, il fit de nouvelles demandes, entre autres celle de 70 mille dollars, elle lui fut accordée par des revirements qui retinrent l'intérêt.

A mon arrivée, ces ressources étaient épuisées, et la dette américaine était déléguée; je me serais trouvé sans fonds, si je n'avais requis M. de Swan de fournir aux besoins de la Légation et des Consulats; lui-même avait presque épuisé la dette, et si le gouvernement n'a pas pris les mesures dont je lui a depuis longtems exposé l'urgence, je suis à la veille de voir manquer le service.

Pour donner au gouvernement le temps de venir à notre secours et mettre la République à l'abri d'une banqueroute aux Etats-Unis, j'ai fait diverses démarches auprès du gouvernement fédéral; on va voir quel en a été le succès.^a

L'agent de la marine, M. Swan, demande un sursis de trois mois pour le paiement à la douane des droits dûs sur les marchandises importées pour compte de la France, montant à environ 4 à 500 000 dollars. J'appuye sa demande; elle est rejetée.

Une partie de ces marchandises s'est avariée, M^r Swan demande une réduction; je la sollicite, elle est refusée.

Enfin, le 5 nivôse, je demande qu'en paiement de ces droits la Trésorerie Nationale accepte de moi des traites sur Paris payables à Amsterdam, aux termes qui conviendront

^a This paragraph and the preceding are in cipher.

aux Etats-Unis, et sujettes à l'escompte. J'observe au Secrétaire d'Etat que je suis autorisé à contracter pour une somme considérable, que cet arrangement facilitera le paiement des intérêts de la dette de Hollande, conservera le numéraire aux Etats-Unis et ne dérangera pas le service, puisque le produit de ces droits est extraordinaire et inattendu.

Le secrétaire d'Etat me donne d'abord quelque espoir, mais, le 4 février, il me communique la décision du Secrétaire de la Trésorerie, qui porte qu'ils s'exposeraient à la censure et à la responsabilité, s'il déviait des usages et précautions usitées en pareil cas; qu'il faudrait en conséquence que mes traites soient endossées par une maison de commerce, mais que d'ailleurs il ne peut acquiescer à ma demande!!

Le citoyen Genet, par ordre du gouvernement demanda à l'Exécutif américain le 14 juin 1793 que le compte de la dette des Etats-Unis envers la France fût réglé. Cette opération fut commencée dès lors par le citoyen Bournonville, et terminée, sous la commission qui succéda au citoyen Genet, par un projet de compte joint à la dépêche de cette commission du 15 ventôse, l'an 3. Vingt et un mois de travail avaient conduit au résultat présenté dans ce rapport, et des points de contestation majeurs étaient encore à terminer. La dette est déléguée à un agent de commerce. Dès lors, toutes les lenteurs, toutes les difficultés cessent, en six semaines le compte est arrêté, et la Trésorerie fédérale ne trouve plus d'obstacles au remboursement d'une dette sur laquelle il lui était difficile d'accorder des anticipations aux ministres.

Mais ces anticipations out pu faire craindre qu'elles ne fussent employées à obtenir une influence contraire aux intérêts de la Grande-Bretagne? Ce remboursement subit à une maison de commerce devait être bientôt consommé, et l'Exécutif, libre de sa dette, devenait affranchi de la reconnaissance.^a

^a Paragraph in cipher.

Ma dépêche du 27 ventôse, relative à l'affaire du général
Objets divers. Collot renfermant des détails suffisans, je
me borne à la retracer ici succinctement.

Il est poursuivi par un particulier pour un fait de son administration, et le gouvernement américain a refusé son intervention pour faire annuler cette procédure qui, commencée en prairial, l'an 2, n'est pas encore terminée.

Le gouvernement français, conformément à l'article 8 du traité de commerce du 6 février 1778, avait ouvert en janvier 1794 des négociations en faveur des Américains près de la Régence d'Alger, que la politique monstrueuse de l'Angleterre avait armée contre eux; il charge le citoyen Fauchet d'en donner connaissance à l'Exécutif Américain, et de lui demander communication des mesures qu'il se propose de prendre à ce sujet, afin de combiner ses démarches pour le plus grand avantage des Etats-Unis. Le citoyen Fauchet, en faisant cette ouverture au Secrétaire d'Etat, lui annonce qu'il attend du gouvernement français de nouveaux détails sur le progrès de cette négociation. Quelle réponse obtient-il? La lettre du Secrétaire d'Etat du 6 juin 1794, réduite à une exacte analyse, se borne à ceci; nous vous sommes fort obligés, mais puisque vous attendez d'autres nouvelles, nous attendrons aussi pour vous communiquer nos plans. D'ailleurs, l'ouverture du Congrès les fera peut-être changer!

C'est avec cette dissimulation, qu'ils répondent aux témoignages les moins équivoques de l'amitié fidèle et de la loyauté du gouvernement français! Mais ce trait peut-il étonner, lorsqu'on se rappelle qu'en novembre 1782, les plénipotentiaires américains conclurent et signèrent à Paris, à l'insu du conseil du Roi, leurs articles de paix avec l'Angleterre, sans s'informer de l'état de la négociation de la France, leur alliée.

Au printemps de 1795, les Anglais proclament la ridicule proclamation qui déclare les Iles françaises en état de siège, pour éloigner de leurs ports les navires neutres qui les alimentaient. Le gouvernement américain légalise cette proclamation par la publication de ce blocus dérisoire; le ministre s'en plaint le 13 floréal dernier, il fait sentir l'absurdité de la prétention des Anglais. Le Secrétaire d'Etat lui répond le

29 mai "quand des assiégeans déclarent une place bloquée, il faut bien les en croire. Qui croirait-on? Les assiégés?" Ainsi, s'il avait plu aux Anglais de déclarer la France en état de siège, le gouvernement américain aurait reconnu cette proclamation?

La Convention Nationale reçoit des mains du ministre américain le drapeau des Etats-Unis, elle le place à côté du sien dans la salle de ses séances; je suis chargé par elle de présenter le nôtre aux Etats-Unis, on le dépose dans d'obscures archives; dans la discussion à laquelle ce drapeau donne lieu au Sénat, on observe que le ministre américain a agi de son chef, qu'il n'avait point reçu d'ordre pour offrir à la France les couleurs américaines!

Touché de voir les couleurs nationales ensevelies loin des regards du peuple américain, j'observe le 19 nivôse au secrétaire d'Etat que l'amitié de la France peut en être blessée; il me répond que le moyen d'être admis, n'est pas de contrarier les usages de ses alliés.

Dans les almanachs publiés cette année à Philadelphie, les agens de la République française, toujours placés les premiers, se trouvent reportés à la suite de ceux de la Grande-Bretagne.

Je demande au Secrétaire d'Etat qu'il fasse rectifier cette erreur, si cette publication a lieu sous la direction du gouvernement. Dans le cas contraire, je lui demande une déclaration que je puisse rendre publique, par laquelle il reconnaisse que le premier rang appartient à la France.

Il me répond: à Boston, les agens de la Grande-Bretagne ont été placés les derniers; nous ne pouvons rien sur ces sortes de publications. Il n'est pas nécessaire, ajoute-t-il, qu'il exprime son opinion sur cet arrangement, ni sur le droit que peuvent avoir à la préséance des nations égales par leur souveraineté et leur indépendance. Il présume que le gouvernement des Etats-Unis ne se mêlera pas de résoudre les questions de rang entre les puissances étrangères, qui sans doute ne se soumettraient pas à sa décision.

Les instructions données au premier ministre envoyé aux Etats-Unis par la République m'ont dicté cette réclamation, je ne puis que référer à mon gouvernement de la décision qui est intervenue.

Le mémoire récemment imprimé sur la situation commerciale de la France avec les Etats-Unis présente les développemens d'une grande vérité é annoncée il y a quelques années, que l'indépendance de l'Amérique serait plus avantageuse à la Grande-Bretagne qu'à la France qui l'acheta au prix de son sang et de ses trésors.

Je ne puis trop appeler l'attention du gouvernement français sur cet ouvrage, le plus complet qui ait encore paru sur le commerce des Etats-Unis, et me renfermant dans les bornes que je me suis tracées par le plan de ce rapport, je ne discuterai que sommairement les bases proposées par le nouveau traité de commerce, et rappellerai en peu de mots les démarches qui ont eu lieu à cette occasion.

La Convention Nationale avait décrété le 5 février 1793, qu'une négociation serait ouverte avec les Etats-Unis pour un nouveau traité d'alliance et de commerce, fondé sur des bases plus libérales que celui de 1778.

Elle avait cru que le gouvernement américain des Etats-Unis, considérant la cause française comme étroitement liée à l'indépendance et à la liberté de l'Amérique, serait empressé de resserrer d'une manière plus intime les nœuds qui unissent les deux nations. La Convention nationale était trompée; les illusions d'une bienveillance nationale fortifiée par l'amour de la liberté et la philanthropie, les protestations d'amitié des gouverneurs des Etats-Unis, l'évidence des avantages réciproques qu'une telle union devait procurer aux deux nations, tout contribuait à entretenir le gouvernement français dans cette erreur. Elle n'a été détruite, cette erreur, ni par la déclaration de neutralité des Américains, ni par la faiblesse avec laquelle ils ont toléré les outrages faits à leur pavillon et à leur commerce, ni par l'avidité des négociants qui se sont enrichis de nos trésors; et lorsque j'ai été envoyé aux Etats-Unis, mes instructions portaient encore l'ordre de renouer les négociations interrompues.

Cette liaison intime, cette espèce de pacte de famille entre des peuples libres que nous désirions de conclure, un parti royaliste le préparait avec nos ennemis, et cette œuvre est consommée. Sans doute aujourd'hui elle est évanouie cette illusion flatteuse; sans doute ma correspondance et le traité

de Jay ont dessillé les yeux du gouvernement français; mais ce n'est pas assez, et je croirais trahir mon devoir, si je ne m'expliquais sans réserve. J'ai observé, étudié les Américains; jé crois les avoir vus; et chaque jour me confirme dans la persuasion que si jamais la France ouvre une négociation avec eux, ce ne sont plus les principes de loyauté, de désintéressement et de franchise qui devront guider ses démarches; qu'il lui faudra opposer la réserve à la dissimulation, le langage de la force à la sourde ambition, la précision aux formes ambiguës et captieuses, enfin les calculs mercantiles aux avides prétentions d'un peuple tout spéculateur.

Les bases principales de la négociation à ouvrir étaient: la garantie réciproque des possessions des deux nations comme condition *sine quâ non* du commerce libre des Antilles; la naturalisation respective des citoyens français et américains à l'égard du commerce, enfin la réciprocité de l'exemption du droit de tonnage, implicitement accordée par l'article 5 de notre traité, et toujours éludée par les Américains.^a

Les circonstances de la guerre ont rompu toute balance dans nos relations commerciales avec les Etats-Unis, ce n'est donc point sur les années 1793 et suivantes que l'on peut former un calcul juste; les faveurs accordées sans compensation par les décrets des 19 février, 26 mars 1793 et par le nouveau tarif des douanes ont achevé de faire pencher entièrement cette balance du côté des Américains, et cependant, avant même ces décrets, et constamment depuis la fin de la guerre d'Amérique, la balance a été en faveur des Etats-Unis; en 1791 elle a été pour eux de 22,167,000, sans y comprendre la diminution de notre navigation. Cependant les ports des colonies à cette époque n'étaient ouverts aux Américains qu'avec des restrictions considérables, leurs importations et exportations étaient limitées. Il est vrai que la contrebande éludait en grande partie ces restrictions, mais il y avait loin encore de là une liberté illimitée.

Le droit de tonnage sur les bâtimens français dont l'exemption devait être stipulée, n'aurait que très faiblement diminué cette balance défavorable; le tonnage français, on

^a This paragraph and two preceding are in cipher.

ne peut se le dissimuler, se serait réduit de plus en plus, et il était déjà tellement diminué par l'admission des bâtimens américains dans nos colonies, que le droit perçu en 1791 aux Etats-Unis sur le tonnage français ne s'est élevé qu'à 20,592 dollars.

Nulle disposition dans les instructions relatives au nouveau traité ne tendait à équilibrer les droits auxquels est assujettie l'importation des marchandises des nations respectives; et cependant les tarifs des deux païs comparés semblent avoir été combinés l'un pour ouvrir des débouchés à tous les objets d'exportation des Etats-Unis au prejudice de notre commerce et particulièrement de nos pêcheries; l'autre au contraire non seulement pour atténuer la consommation des marchandises françaises aux Etats-Unis, mais encore pour nous mettre hors d'état de soutenir la concurrence avec les nations nos rivales.

Le gouvernement français jugera si la garantie (illusoire) de ses colonies est une compensation suffisante pour les avantages accordés aux Américains par l'ancien gouvernement, augmentés avec magnificence par la convention nationale; il jugera si, lorsque la paix sera rétablie, il sera de l'intérêt de la France de contracter un engagement de cette espèce, et, dans cette supposition, s'il ne doit pas être établi sur des bases entièrement différentes.^a

Je reviens aux négociations: le 30 7^{bre} 1793, le citoyen Genet communiqua au Secrétaire d'Etat les ordres qu'il avait reçus pour les ouvrir, et le décret du 26 mars de la même année. Le 5 9^{bre}, M^r Jefferson en accuse réception. Je ne trouve plus de traces dans la correspondance du Citoyen Genet de cette négociation, sans doute rompue par l'effet de sa mésintelligence avec l'Exécutif américain, et par son rappel.

Chargé de les rouvrir, je communiquai la partie de mes instructions relatives à un nouveau traité au Secrétaire d'Etat, qui, après quelques observations sur la nature de mes pouvoirs, se rendit^b facile, et finit même par insister sur une négociation qui, une fois entamée, aurait servi de réponse aux

^a This paragraph and the preceding are in cipher

^b The remainder of this paragraph and the one following are in cipher.

objections contre le traité anglais tirées de son influence contraire aux intérêts de la France. J'ai évité ce piège, et il n'a plus été question de cette négociation entre M. Randolph et moi jusqu'à sa renonciation à l'office de Secrétaire d'Etat. J'en ai parlé légèrement à son successeur, M. Pickens [Pickering] et ses réponses m'ont prouvé, comme je m'y étais attendu, que le désir des États-Unis pour un renouvellement des traités n'avait jamais été sincère; celui d'Angleterre était alors ratifié; les résistances paraissaient vaincues, et, quoique M. Randolph m'ait fait part du moyen auquel on aurait recours pour éluder l'article du traité qui interdit aux États-Unis la faculté d'accorder à d'autres nations qu'à la Grande-Bretagne les avantages qui y ont été stipulés (moyen qui consistait à déclarer que l'on conservait telle partie de l'ancien traité, et que le reste n'était qu'additionnel), malgré, dis-je, cette ressource artificieuse du génie négociateur américain, il sent que son traité avec l'Angleterre l'a placé dans un dilemme embarrassant, et que de telles évasions pourraient bien ne pas réussir avec le cabinet de Saint James.

De mon côté, j'ai reconnu que ce traité nous mettait dans l'impossibilité d'asseoir le nôtre sur des bases avantageuses; qu'il était indispensable d'attendre la paix pour négocier avec un gouvernement aussi mal disposé.

Par ma dépêche au Comité de Salut Public en date du 29 messidor N° 8, je lui ai rendu compte de cette situation des affaires, et elle n'a pas changé.

Les conférences que j'avais eues avec M. Randolph pour préparer la rédaction du nouveau traité ne me fournissent pas de lumières sur l'étendue que les Américains auraient donnée à leurs prétentions; convaincu qu'avant de rien établir, il faut s'assurer les moyens d'exécution, je lui avais proposé de faire précéder le traité de la convention consulaire, et nos entretiens n'ont roulé d'abord que sur la marche que nous suivrions, et ensuite sur les réformes qu'exigeait la convention consulaire subsistante.

Tel est, Citoyen Ministre, le tableau exact de la situation de nos affaires aux États-Unis; c'est en quelque sorte un extrait de mes cartons; sa longueur m'effraye, et j'ai besoin que votre indulgence l'excuse; uniquement occupé de son

utilité, je n'en ai pas soigné la rédaction, mais, si vous jugez que j'ai rempli le but, je serai dédommagé du travail qu'il a nécessité.

Salut et respect.

P. A. ADET.

Adet to Minister of Foreign Relations.^a

PHILADELPHIE le 4 Germinal

An 4 de la République Française une et
indivisible^b

Legation de

Philad^{ie}

Politique

No. 11. 2^{te}.]

*Le Ministre Plénipotentiaire de la Répub^e
française près les Etats Unis de l'Amérique
Au Ministre des Relations Extérieures*

CITOYEN MINISTRE: Vous avez été informé par mon N^o 7. que M^r Edouard Livingston avait proposé à la Chambre des Représentans d'arrêter que l'Exécutif remettrait toutes les pièces relatives à la négociation de Jay.^c Cette motion a été le signal de la lutte que je prévoyais devoir s'engager entre les amis de la liberté et de la France et les partisans du despotisme de l'Angleterre; Elle a donné naissance à des débats très longs et quelquefois vifs qui ont été enfin terminés hier en faveur du parti Républicain. La motion a passé à soixante et une voix contre trente sept. En vain on a tenté d'y faire des amendemens, elle a été adoptée par la Chambre dans toute son intégrité. Ce premier avantage gagné d'une manière si imposante par nos amis est d'un bon augure pour l'avenir, et si je pouvais me permettre de hasarder quelques conjectures, j'oserais vous dire, Citoyen Ministre, qu'avant peu le traité de Jay sera condamné par la Chambre comme inconstitutionnel et injurieux aux intérêts et à l'honneur des Etats Unis. L'amitié, la confiance que les Chefs du parti Républicain m'ont témoigné jusques à ce moment, la part que j'ai eue à leur conférence, à leurs projets et à leurs plans, la connoissance parfaite que j'ai des

^a Etats-Unis, vol. 45, folio 312 L. Deciffrement. Indorsed: Deciffrement de la dépêche N^o 11. du Cit. Adet. Certifié Campy. 6648.

^b March 24, 1796.

^c See Annals of 4th Congress, 1st sess., March 7 to April 7, 1796, pp. 426 ff.

moyens qu'ils doivent employer, me mettroient même dans le cas de vous donner des assurances positives à cet égard si je ne me défiois toujours des hommes, si je ne savais combien l'esprit humain est léger, versatile et sujet aux contradictions.

Quels que prononcés que soient dans leurs opinions les membres qui ont voté en faveur de la résolution de M. Livingston, quelque portés qu'ils paroissent à condamner le Traité, je n'ose me flatter de les voir toujours tenir dans les mêmes dispositions. Les moyens de séduction que l'Exécutif a dans ses mains sont si puissans, la corruption que l'Angleterre est toujours prête à employer peut avoir tant d'effet dans un Pays où tous les Individus spéculent, où l'amour des richesses est la passion dominante, que je ne croirai à la victoire que quand elle sera remportée.

Vous devez bien croire, Citoyen Ministre, que dans les circonstances importantes où je me trouve placé, je ne néglige aucuns des moyens qui sont en mon pouvoir pour échauffer le Zèle de nos Amis, leur donner de nouvelles forces, exciter leur courage et dissiper les craintes dont on veut les entourer. Parlant assez l'Anglais aujourd'hui pour causer d'affaires je puis m'entretenir avec eux, les entendre, être entendu, et j'ai le bonheur de vous informer qu'il ne m'a pas fallu faire de pénibles efforts pour les convaincre que l'alliance de la France est plus conforme à leurs intérêts et à celui de la liberté, que celle de l'Angleterre et qu'ils n'ont à craindre de cette Puissance insolente et orgueilleuse que de vaines menaces.

Si j'avais eues des instructions positives relativement au Traité conclu avec la Grande Bretagne il n'en serait déjà plus question. Mais je n'ai pu faire tout ce que mon Zèle me commandait pour l'intérêt de mon Pays et loin de provoquer les circonstances j'ai dû attendre qu'elles me favorisassent pour en profiter. Quelqu'avantage que j'en aye tiré et que j'en puisse tirer encore, vous me permettrez d'insister pour que le Directoire Exécutif agisse auprès du Gouvernement Américain suivant les vûes qui sont exposées dans mon N^o 24. au Comité de Salut Public.

C'est par ce seul moyen que nous pourrons entièrement consolider l'influence que nous avons gagnée dans la Chambre des Représentans, et que nous l'étendrons sur la conduite de l'Exécutif.

Signé P. A. ADET.

Adet to Minister of Foreign Relations.^a

PHILADELPHIE le 11. *Germinal*

Légation de

An 4. de la rep.^e f.^{ce} 1 et ind.^b

Philad^{ie}

Le Ministre Plenip.^{re} de la rep.^e f.^{ce} près les

Politique

Etats Unis Au Ministre des Relations

No. 12. 1^{sta}]

Extérieures.

CITOYEN MINISTRE: J'ai l'honneur de vous adresser le message que le Président des Etats Unis a adressé hier à la Chambre des Représentans en réponse à la demande qu'elle lui avoit faite des pièces relatives à la négociation de John Jay.^c

On ne s'attendoit pas à voir le Président se refuser à la demande de la Chambre, s'appuyer des raisons de la minorité, faire cause commune avec Elle, invoquer la constitution pour détruire la constitution et chercher enfin à dépouiller la Corps représentatif d'un droit qu'il peut revendiquer et exercer au nom de la Constitution. Mais cette démarche hardie lui a été conseillée par le parti Anglais; et si elle a reçu des applaudissemens, elle a aussi exaspéré le Parti républicain et a aussi mécontenté les hommes qui ne suivant aucune bannière, et pleins de confiance dans le Chef de la République, se reposaient sur son amour pour la liberté, sur son respect pour les droits du peuple. Beaucoup de gens mêmes qui désirent que le Traité avec l'Angleterre reçoive son exécution, parcequ'ils redoutent la guerre, sont loin d'approuver la conduite du Président; son Message loin de dissiper comme il l'espérait tout sujet d'inquiétude n'a fait que les augmenter; et les réflexions suivantes sur ce message, qui m'ont été communiquées dans nos Comités

^a Etats-Unis, vol. 45, folio 352 L. déchiffrement. Indorsed: Dechiffrement de la dépêche No 12. du Cit Adet. Certifié Campy. 5524.

^b March 31, 1796.

^c See Richardson, Messages and Papers of the Presidents, I, pp. 194-196.

secrets, et que je crois devoir vous faire parvenir, ne vous laisseront pas de doute à cet égard.

Le Président, m'a t'on dit, après avoir débité sur le secret que doit envelopper les négociations, les lieux communs qui avoient été mis en avant dans la Chambre, et auxquels on avoit répondu, * * * a passé à l'explication des Articles de la Constitution relatifs à la manière de faire les Traités.

Pour appuyer l'interprétation qu'il donne à la Constitution il a recours à l'opinion de la Convention générale; mais la Convention générale n'a été à l'égard des Conventions de chaque Etat que ce que seroit un Comité à l'égard de l'Assemblée législative. Quand il y a du doute sur le sens d'une Loi faite par ce corps législatif, ce n'est certainement pas l'opinion du Comité qui a proposé la loi qu'on consulte, mais celle de l'assemblée d'où la loi est sortie avec toute sa force. Ce n'est donc d'après cela qu'aux conventions particulières qu'il faut recourir pour interpréter la Constitution fédérale; or toutes les conventions particulières ont entendu les articles de la Constitution relatifs aux traites de la même manière que la Chambre les entend aujourd'hui. Le Président ne peut l'ignorer et on peut lui reprocher de la mauvaise foy dans cette partie de sa réponse.

On peut encore l'accuser de maladresse, quand il renvoye à l'examen des journaux de la Convention générale. Il avoit été arrêté lors de la réunion de cette convention que ses séances seroient secrettes pour que les membres qu'ils composent pûssent penser et opiner avec une entière liberté. On étoit convenu en outre que les journaux de la Convention ne seroient jamais publiés; qu'on n'y auroit jamais recours, et qu'ils seroient enfermés dans une caisse pour être ensuite déposée chés le Président de la Convention.

Le Président des Etats Unis qui a été aussi Président de la Convention, vient donc de donner le premier l'exemple de la violation de l'engagement que tous les membres de la Convention avoient souscrits; et dans quelle circonstance? Lorsqu'il veut enlever à la Chambre de Représentans un droit dont ils ne pourroit la priver sans l'asservir au pouvoir exécutif.

Mais en renvoyant ainsi aux Proces Verbaux de la Convention, le Président a donné des ordres contre lui-même;

car les membres de la Chambre des Représentans qui étoient aussy membres de la Convention ne sont plus tenus à aucun secret. Ils peuvent rendre compte de ce qui s'est passé alors; et certainement tout est loin d'estre favorable à certains hommes que le President des Etats unis a honoré depuis de sa confiance. D'ailleurs quel avantage peut-il tirer pour les circonstances actuelles de ce que la Convention a rejeté cette proposition; qu'aucun Traité ne fût obligatoire pour les Etats Unis qu'autant qu'il seroit ratifié par une Loi? Est il en droit de conclure de là, que la Chambre des représentans ne peut pas prendre en considération un Traité qu'elle juge contraire aux intérêts des Etats Unis, surtout quand un des articles de la constitution lui donne la faculté de régler le Commerce avec les nations étrangères, surtout quand il lui appartient de faire les loix relatives à l'exécution de ce Traité. si elle est tenue de faire les loix pour l'exécution de ce Traité sans qu'il lui fût permis de faire la plus légère observation sans qu'elle fût parfaitement instruite des motifs des négociations et de leur resultat, il est evident qu'elle seroit entièrement subordonnée à l'exécutif, et qu'il pourroit faire avec une nation étrangère un pacte destructif de la liberté, sans que la Chambre des Représentans pût s'y opposer. Certainement on ne peut pas supposer que jamais la Constitution ait accordé une telle prerogative à l'exécutif et on ne peut voir que de la mauvaise foi, ou une ambition tyrannique chés les hommes qui raisonnent dans une telle supposition.

A l'appui de ces raisons, on peut ajouter que si dans la convention on a rejeté cette proposition, qu'aucune Traité ne fut obligatoire qu'autant qu'il seroit ratifié par une Loi. Ce n'est pas encore une raison pour que la Chambre des Représentans n'usât pas de ce droit qui ne lui est pas explicitement interdit par la Constitution. Car on avait aussi rejeté dans la Convention une proposition tendante à donner au Congrès le pouvoir d'incorporer des Compagnies, et cependant le Congrès a incorporé des banques. On avait également proposé de donner au Congrès le droit d'établir des Universités nationales; Cette proposition avoit été rejetée; et cependant le Président a engagé les Congrès dans un de ses discours à s'occuper de cet objet. Or si la Chambre des

Représentans et le Président n'ont pas alors violé la Constitution, quoiqu'ils aient agi d'une manière contraire à l'opinion de la Convention, Pourquoi accuseroit-on aujourd'hui la Chambre des représentans de violer la Constitution? Je ne doute pas, Citoyen Ministre, que ces argumens ne soient présentés dans toute leur étendue, lorsque la Chambre prendra en considération la réponse du Président, et que nous ne voyions résulter des débats une résolution propre à assurer les droits de la Chambre et à contenir l'exécutif dans ses justes limites.

Signé P. A. ADET.

Adet to Minister of Foreign Relations.^a

PHILADELPHIE le 17. Germinal

Légation	An 4 ^e de la Republique française Une et
de	indivisible ^b
Philad ^{ie}	<i>Le Ministre Plénipotentiaire de la Repu-</i>
Politique	<i>blique française près les Etats Unis Au</i>
No. 13. 1 ^{re}	<i>Ministre des Relations Extérieures</i>

CITOYEN MINISTRE: La Chambre des Representans avait ajourné au 17 Germinal ou 6 April (V. S.) l'examen de la réponse du Président, que je vous ai envoyé avec mon N^o 12. Avant que la discussion fut overte, M^r Blount a déposé sur le Bureau les résolutions dont vous trouverez la traduction sous le N^o 1.^c La Chambre a été consultée pour scavoir si elles seraient discutées. Cette question a été décidée à l'affirmative, et la discussion s'est ouverte sur le champ. Un Membre de la minorité a eu d'abord la parole contre la Résolution. M^r Madison l'a obtenu en sa faveur et a établi les droits de la Chambre des Représentans en même tems qu'il a détruit les objections du parti opposé. La Chambre après avoir entendu M^r Madison, s'est ajournée au jour suivant; hier la discussion devait continuer, mais les débats ont été fermés de bonne heure, et les résolutions ont été adoptées par la Chambre à une majorité de 22 voix. Vous remarquerez, Citoyen Ministre, que la Chambre des

^a Etats-Unis, vol. 45, folio 364. L. déchiffrement. Indorsed: Déchiffrement de la dépêche N^o 13. du Cit. Adet. Certifié Campy. 5525.

^b April 6, 1796.

^c See Annals of 4th Congress, 1st sess., 771.

Représentans est arrivée à cette déclaration de ses pouvoirs par suite d'une motion qui semblait absolument étrangère au fond de la question. En effet quel rapport avait la demande des pièces relatives à la négociation de John Jay avec la *Droiture* que le Chambre s'est assurée aujourd'hui, c'était pourtant le but que se proposaient les Membres influants du parti Republicain, mais s'ils avaient cherché à y arriver d'abord, ils auraient échoüé dans leur tentative. Vous verrez, lorsque je vous ferai parvenir les longs débats auxquels la motion de M. de Livingston a donné lieu, que l'on s'est moins occupé de cette motion, pour ainsi dire, que de la discussion des pouvoirs de l'Exécutif et de la Chambre relativement à la confection et à l'exécution des Traités. Les développements dans lesquels on est entré à cet égard; les mauvaises raisons de la Minorité; la mal adresse avec laquelle elle a caché son désir d'augmenter les pouvoirs du Président; tout a préparé la Chambre à adopter la résolution qu'elle aurait rejetée d'abord prévoyant que les choses devoient prendre cette tournure. M^r de Livingston, après s'être concerté avec nos amis, a présenté sa résolution. D'autres motifs, cependant, s'il faut en croire quelques personnes, ont guidé M^r Edouard Livingston.

John Jay après avoir épousé une des cousines de M^r Livingston a scu s'attirer la haine de la famille de sa femme comme il avait scu mériter celle de ses propres parens. Son caractère difficile, ses caprices, sa hauteur, en un mot son insociabilité lui ont fait des ennemis irréconciliables de ceux qui, suivant le vœu de la nature, doivent être ses amis. Tous ont conspiré et conspirent encore contre lui, et M^r Livingston obéissant au sentiment qui est commun aux parens et aux alliés de John Jay n'a demandé communication des papiers relatifs à sa négociation, que dans l'espérance qu'ils pourraient fournir l'occasion de le perdre. Je ne connais de positif dans tout ceci que la haine de M^r Livingston pour John Jay, et il n'est pas le seul à qui cet homme en ait inspiré. Son caractère avant sa mission en Angleterre lui avait aliéné une partie de ses concitoyens, sa Négociation avec la Grande Brétagne a écarté de lui tous les Républicains, et une lettre adressée par lui à un Mons^r de Harpe,^a

^a Robert G. Harper; see Johnston, correspondence of John Jay, IV, 198-203.

Membre du Congrès, qui vient d'être imprimée, a fait disparaître tous les doutes que l'on pouvait avoir sur l'attachement de John Jay au Gouvernement Monarchique. Vous trouverez la traduction de cette lettre, Citoyen Ministre, sous le N^o 2. et vous verrez que les sentimens de Jay ont varié pour nous en raison des changemens que les progrès de la Révolution ont opéré dans la forme de notre Gouvernement. Il nous a admiré tant que nous avons eû un Roi; aujourd'hui il n'en est plus de même, et devons-nous nous en étonner? Guidé par l'ambition M^r Jay s'était jetté dans la Révolution; sentant le prix de l'alliance de la France pour le succès de ses projets, il cherchait à caresser nos Ministres et disait à l'un d'eux; Mons^r, c'est du sang français qui coule dans mes veines. Après la paix il avait oublié son origine et demandait avec un surprise ou feinte ou naturelle au Ministre De Moustier; Est-ce que l'alliance subsiste encore entre la France et les Etats Unis?

Depuis notre Révolution, il a senti combien il serait dangereux, pour un Gouvernement qui veut devenir absolu, d'avoir des liaisons avec un Peuple qui avait fondé chez lui la liberté et l'égalité; il a préféré l'alliance de la Grande Bretagne ou, pour mieux dire, son ambition étant satisfaite, il a voulu obtenir son pardon de l'Angleterre en lui rendant un Pays qu'il avait aidé à s'en détacher.

Il semble que tous les Agens du Gouvernement soient mus par les mêmes motifs, et le Président paraît le premier leur avoir dicté leur conduite. J'ai été informé d'une manière très positive que Washington dans les Instructions qu'il a données à M. le Gouverneur Morris, quand il l'a envoyé en Angleterre, portaient que M. le Governor Morris devait faire connoître au Cabinet de St James que c'était par l'influence du Président dans le Congrès que la France n'avait pas été mieux traitée que les Autres Nations pour le droit de tonnage.^a

Ajoutez ce fait à ceux que je vous ai déjà rapporté, Citoyen Ministre, et jugez si j'ai eu tort de taxer d'hypocrisie le Gouvernement Américain

Signé P. A. ADET

^a See American State Papers, Foreign Relations, I, 122.

Adet to Minister of Foreign Relations.^a

Légation
de

Philad^{ie}

Rélations

Ext^{res}

Politique

No. 14. 1^{sta}]

PHILADELPHIE le 25 Germinal

An 4^e de la Rep^e f^{re} 1. et ind^e.^b

Le Ministre Plénipotentiaire de la rep^e française près les Etats-Unis Au Ministre des
Rélations extérieures.

CITOYEN MINISTRE: Nos amis enfin viennent d'adopter un Plan pour la rejection du Traité. Dans leur dernier Comité Secret, il a été arrêté que l'on feroit adopter par la Chambre Une résolution Conçue à peu près dans les termes suivans: "Attendu que le Traité conclue entre la Grande Bretagne et les Etats unis paroît injurieux aux intérêts des Etats; Attendu que la Chambre manque de documens nécessaires pour en porter un jugement différent; Attendu que tous les renseignements qu'elle a demandé à cet égard lui ont été refusés, Il est résolu qu'elle ne s'occupera pas des Loix relatives à ce Traité."^c

Bientôt, Citoyen Ministre, cette résolution sera soumise à la Chambre et aura la Majorité en sa faveur, s'il faut en croire les Membres les plus influans du parti républicain. Ils m'ont assuré qu'ils étoient certains de *cinquante sept* voix et que neuf membres de la Minorité étoient incertains sur le parti qu'ils avoient à prendre.

Quoique nos amis ne paroissent pas douter du succès, je n'ose pas vous le garantir, Citoyen Ministre; Je connois trop le caractère des Américains pour compter sur un acte de vigueur de la Chambre des représentans; et pour vous parler avec franchise, je serois étonné, si elle prend cette attitude fière que veulent lui donner les chefs du parti Républicain.

Toute incertitude cependant cessera bientôt, Citoyen Ministre; la décision de la question qui s'agite maintenant à la Chambre, nous fera présager le sort de la résolution qui doit terminer toutes les discussions relatives au Traité de

^a Etats-Unis, vol. 45, folio 375. L. Déchiffrement. Indorsed: Déchiffrement de la dépêche N° 14 *primata* du Cit. Adet. Certifié Campy. 5526.

^b April 14, 1796.

^c Annals of 4th Congress, 1st sess., 971, 974.

Jay. Un membre de la Minorité a proposé hyer que la Chambre des représentans fit les loix nécessaires pour l'exécution des Traités Conclus avec Alger, la Grande Bretagne l'Espagne et quelques Nations indiennes. Cette proposition a excité des débats plus vifs que ceux qui avoient eu lieu jusqu'à ce jour; Plusieurs amendemens ont été proposés; la division a été demandée; mais le Comité général n'a pris encore aucune détermination.

Si celle qu'il adoptera en conforme aux vûes de nos amis s'ils ont la majorité dans cette circonstance, il y a lieu de croire qu'ils l'obtiendront, lorsqu'il s'agira de la grand résolution; car les hommes qui se seront prononcés jusqu'à ce Moment dans le même sens, ne pourront plus changer d'opinion sans se deshonor.

Signé P. A. ADET.

Adet to Minister of Foreign Relations.^a

PHILADELPHIE le 27 Germinal

l'an 4^e de la Republique française une et indivisible.^b

Légation

de

Philadelphie

Politique

No. 15. 1^{ste}]

Le Ministre Plénipotentiaire de la République française près les Etats Unis de l'Amérique Au Ministre des Relations Extérieures.

CITOYEN MINISTRE: Par ma première dépêche en date du 18 Nivose dernier, j'ai juré, entre vos mains en mon nom et à celui des Employés qui composent le Secretariat de la Légation la fidélité la plus inviolable à la Constitution que le peuple Français a acceptée.

A la réception de votre lettre du 1^{er} Pluviose relative au serment à prêter par tous les Employés des sept Ministères je me suis empressé de communiquer aux divers Consuls placés sur le Continent, la démarche que le Directoire Exécutif attendait de leur patriotisme et de leur dévouement à la liberté.

Leur empressement à se conformer à ses ordres, Citoyen

^a Etats-Unis, vol. 45, folio 376. L. S. Indorsed: Reg^{tr} des Consulats N^o 2216. Du 6648. C Ré 294.

^b April 16, 1796.

Ministre, égalera le mien, j'ose vous l'assurer, mais l'éloignement où plusieurs d'entre eux sont placés aurait trop retardé l'envoi de leur acte solennel et j'ai l'honneur de vous adresser d'abord avec mon serment, ceux du Consul Général, du Consul par interim de Philadelphie de celui de Baltimore et d'Alexandrie ensemble ceux des divers Employés dans nos bureaux respectifs et sous leurs ordres.

Lorsque j'aurai réuni la totalité des actes de serment des autres agens de la République en ce Continent je me hâterai de vous les faire parvenir.

Salut et Respect

P. A. ADET.

Adet to Minister of Foreign Relations.^a

PHILADELPHIE, le 28. *Germinal*,
l'an 4^e. de la république française une et indivisible.^b

Legation

de
Philadelphie
Politique
No. 16. 1^{sta}] *Le Ministre Plénipotentiaire de la république Française, près les Etats Unis de l'Amérique Au Ministre des relations Extérieures.*

CITOYEN MINISTRE: Une dépêche du Comité de Salut Public en date du 14 Messidor, l'an 3^e relative à l'échange de la fille du dernier roi des Français et autres membres de sa famille, ne m'est parvenue qu'il y a peu de jours.

Le Comité de Salut Public me chargeait de communiquer au Gouvernement Americain le rapport joint à sa dépêche.

La consommation de cet échange étant connue ici depuis long-tems, J'ai cru devoir garder le silence vis-à-vis du Gouvernement Américain dans la crainte qu'un retard de communication effet du hazard ne fut interprété d'une manière defavorable.

J'espere, Citoyen Ministre, que le parti que j'ai pris obtiendra votre approbation.

Salut et Respect.

P. A. ADET.

^a Etats-Unis, vol. 45, folio 377. L. S. Indorsed: Reg^{tre} des Consulats No. 2219. Du 6648. C. Rose déchargé le registre renvoi à la Division.

^b April 17, 1796.

Adet to Minister of Foreign Relations.^a

Légation de PHILADELPHIE le 30 Germinal
 Philadelphie l'an 4^e de la République Française une et
 Relations indivisible.^b
 Extérieures Le Ministre Plénipotentiaire près les Etats
 Aff^{re} part^{ère} Unis d'Amérique Au Citoyen Ministre des
 No. 9.] Relations Extérieures.

CITOYEN MINISTRE: Le Porteur de mes dépêches est le Colonel Fulton premierement Employé par le Ministre Genet dans l'expédition des Florides, maintenant Chef d'Escadre au service de la République. Il me prie de vous le recommander relativement à l'affaire qu'il va soumettre à votre décision; je ne puis Citoyen Ministre, qu'invoquer votre justice sur ce point et solliciter votre bienveillance en sa faveur comme ami de la liberté sincèrement dévoué à notre cause.

Salut et respect.

Signé P. A. ADET.

Adet to Minister of Foreign Relations.^c

PHILADELPHIA le 3. Floreal
 An 4^e de la République Française une et
 indivi^{ble}^d
 Legation de Le Ministre Plénipotentiaire de la Repu-
 Philadelphie blique Française près les Etats Unis Au
 Politique Ministre des Relations Extérieures.
 N^o 17. 1^{ata}]

CITOYEN MINISTRE: La résolution dont je vous ai parlé dans mon N^o 14. a été présentée le 26. Germinal à la Chambre des Représentans par M^r Macklay, vous la trouverez sous le N^o 1.; Elle a été renvoyée au Comité général de la Chambre sur l'état de l'Union. Les débats ont été ouverts depuis cette époque sur une résolution proposée par un

^a Etats-Unis, vol. 45, folio 378. L. Déchiffrement. Indorsed: Déchiffrement de la lettre aff^{re} part^{ère} du 30 Germinal du Cit. Adet. Certifié Campy. 6648.

^b April 19, 1796.

^c Etats-Unis, vol. 45, folio 380. L. Déchiffrement. Indorsed: Déchiffrement de la dépêche N^o 17. du Cit. Adet. Certifié Campy. 6648. à déposer.

^d April 22, 1796.

Membre de la Minorité pour l'exécution du Traité Anglais, et on ne peut pas prévoir, quand et comment ils finiront.

Les Membres influents du parti Républicain pensent qu'ils seront terminés dans six ou sept jours et espèrent que la Majorité rejettera la résolution. Le Parti Anglais s'agite, se tourmente, et veut disputer au moins la victoire, s'il ne parvient pas à l'obtenir par ses intrigues et ses manœuvres. Déjà, Citoyen Ministre, il a prodigué l'injure les calomnies, les menaces aux hommes qui veulent que le Peuple Américain tienne son rang parmi les Nations et qui préfèrent, s'il le faut, la guerre à la paix de l'esclavage, au repos de l'ignorance; Déjà il a alarmé les marchands sur leurs propriétés, leurs richesses; déjà il les a ameûtés; déjà il leur a fait adresser au Congrès la pétition dont vous trouverez copie sous le N^o 2.^a Il cherche à semer parmi le Peuple la crainte et la terreur, il appelle à grands cris la guerre civile et étrangère et menace les Etats Unis de tous les fléaux, s'ils ôsent opposer quelque résistance aux désirs de la Grande Bretagne.

Les Marchands de New York obéissant aux mêmes impulsions que ceux de Philadelphie, ont suivi leur exemple; les Marchands des autres Villes le suivront aussi sans doute, et on fera venir des pétitions sans nombre à la Chambre des Représentans dans l'espérance d'effrayer la majorité. Mais à quoi peut servir une telle mesure, puisque chaque pétition en faveur du Traité est contrebalancée par une autre en sens contraire et que cette dernière porte toujours un peu plus grand nombre de signatures.

Nous avons eu à Philadelphie une preuve de ce fait, et je ne doute pas qu'elle ne se présente également dans toutes les Villes. Je suis d'autant plus porté à adopter cette opinion, que déjà dans plusieurs Etats où il y a eu des élections à faire, le Peuple s'est prononcé contre les partisans du Traité et de l'Exécutif. Dans le New-Hampshire on a fait sortir de la législature des hommes entièrement dévoués à l'Angleterre et au Président, et ils ont été remplacés par des Républicains zélés. Dans le Massachusset-Bay on voulait expulser de la place de Gouverneur, le vieux Samuel Adams, l'un des fondateurs de l'indépendance, ami de la liberté et

de la France, depuis qu'elle est republicaine. Il avait mérité l'inimitié du parti Anglais; on espérait le faire sucomber sous le poids de la calomnie et des injures; mais Samuel Adams a été vengé par le peuple, il a eu deux fois autant de suffrage que son compétiteur, le Juge Sumner; il a eû en outre la satisfaction de voir appeller au Sénat le Docteur Eustis et M^r Austin dont les opinions et les sentimens sont d'accord avec les siens. En Virginie le peuple a chassé de la législature la Minorité qui s'était opposée aux résolutions que la Majorité avait adoptées dans sa dernière session et que vous trouverez sous le N^o 3. Dans les deux Carolines, la Georgie, le Kentucky et le nouvel Etat de Tennassee dont je vous parlerai bientôt, le même esprit se manifeste, et il n'y a que l'Etat du Connecticut, du New Jersey, de Vermont et de Rhode Island où les amis de la liberté et de l'Indépendance paraissent en minorité. C'est de ces Etats qu'il faudra sans doute attendre les plus nombreuses pétitions en faveur du Traité. Mais leur effet sera nul, s'il faut que je m'en rapporte aux assurances qu'on me donne tous les jours; cinquante six membres doivent voter pour la résolution de M. de Macklay, quarante six contre.

La Majorité serait plus grande si la République s'était prononcée, si on avait connu les sentimens du Gouvernement à l'égard du Traité de Jay. Je me suis servi assez heureusement de la confiance, de l'amitié que des membres influents de la Chambre des Représentans et de la minorité du Senat m'ont accordé, des moyens et des ressources que les circonstances m'ont offertes pour encourager nos amis et les empêcher de s'écarter de la route qu'il me paroissoit convenable de leur faire suivre pour nos intérêts.

Mais je ne puis me le dissimuler; je n'ai pas eû, et je ne pouvais espérer le succès sur lequel j'aurais pu compter, si le Gouvernement m'avait transmis les ordres que je lui ai demandés. Depuis un an jetté comme au hasard, sur une mer d'intrigues et d'incertitudes, n'ayant d'autre bussole que ma conscience, mes foibles lumières, mon amour pour mon Pays, ma haine pour l'Angleterre, je n'ai pu agir que d'après moi. Dépourvu d'instructions à l'égard du Traité, je n'ai pû m'y opposer qu'en vertu du caractère dont la République m'a honoré, et mes observations m'étant per-

sonnelles, n'ont pu avoir autant de poids que si elles avaient été celles du Gouvernement, que si j'avais été seulement son organe. L'Exécutif s'aperçut que je n'agissais pas en vertu d'instructions reçues à cet égard; et comme il ne pouvait pas s'imaginer qu'on ignorât en France la négociation de Jay, il a cru remarquer dans ce silence du Gouvernement, ou une indifférence absolue sur sa conduite, ou un assentiment secret à cette conduite dont la cause était, ou notre foiblesse, ou le besoin que nous avions de l'Amérique. Il a donc regardé les observations de votre Ministre sur le Traité comme un acte que son devoir lui imposait et qui rentrait dans la classe de ceux qui tiennent à ses fonctions générales et que ne lui avait pas été prescrit par son Gouvernement. Aussi quel compte en a-t-il tenu? Le Traité a été ratifié; que me restoit-il alors à faire, si ce n'était d'empêcher qu'il ne fût mis à exécution, il fallait pour y parvenir s'assurer de la Chambre des Représentans. C'est donc vers ce but que je devais diriger mes démarches, c'est parmi les Représentans que je devais établir mes relations d'amitié et de confiance. Evitant de choquer les hommes dévoués au Gouvernement et à l'Angleterre, mais m'en tenant avec eux à la politesse et à la réserve de l'indifférence, je devrais laisser voir que si je scavais respecter le Gouvernement fédéral, que si je ne m'écartois pas des limites dans lesquelles je me trouvais circonscrit, mon cœur appartenait tout entier à la liberté et à ses amis. Cette marche que j'ai suivie, Citoyen Ministre, m'a réussi et c'est ainsi que seul et avec mes moyens personnels j'ai pu combattre pour les intérêts de notre patrie. Mais enfin l'amitié, la confiance cèdent souvent à la crainte qui d'ailleurs m'assurera que ce dernier sentiment ne triomphera pas des résolutions des Membres les plus fermes du parti Républicain, si, quand l'Angleterre menace, ils peuvent penser que le Gouvernement Français, irrésolu sur le parti qu'il lui convient de prendre, est disposé à garder un silence absolu, à ne leur donner aucune protection contre l'ennemi commun et à contempler avec indifférence le triste spectacle de l'Indépendance Américaine étouffée dans les bras de la Grande Bretagne? En vain les ai-je assuré depuis l'ouverture du Congrès que le Gouvernement feroit bientôt connaître ses

intentions, que tout me l'annonçoit; Le temps s'écoule, et mes promesses ne se réalisent pas. Avec quel courage n'agiraient-ils pas, si le Directoire avait fait connaître son opinion sur le Traité. Forts alors des sentiments de tout le Peuple, ils forceraient au silence le parti Anglais, feraient pencher la balance en leur faveur et fixeraient les hommes indécis que la crainte seule pousse dans ce moment vers l'Angleterre et vous verriez plutôt la guerre éclater que le traité de Jay s'exécuter. Aujourd'hui au contraire, Citoyen Ministre, je ne peux vous offrir que des doutes, et j'ai tout à craindre si sous peu de jours je ne reçois pas des nouvelles du Gouvernement, car il suffira au Président de trouver un moyen de communiquer à la Chambre, sans revenir sur ses pas, les papiers relatifs à la négociation de Jay, pour ruiner les efforts de nos amis. En effet la Chambre satisfaite de s'être maintenue dans le libre exercice de ses droits, de se les être assurés pour l'avenir, n'ayant rien à espérer de la France, et ayant tout à craindre de l'Angleterre ne voudra pas se charger d'une responsabilité immense, en appelant la guerre sur les Etats Unis, lorsque la protection de la République et son amitié pourraient pas être offerte au Peuple comme la juste récompense de la rupture avec l'Angleterre.

Signé P. A. ADET

Adet to Minister of Foreign Relations.^a

PHILADELPHIE le 4 floreal

Légation

An 4 de la rep^e f^{se} une et indivisible.^b

de

Le Ministre Plénipotentiaire de la repub^e

Philadelphie

française près les Etats Unis. Au Min

No. 18. 1^{ata}]

istre des relations extérieures.

CITOYEN MINISTRE: Hyer le bruit de mon rappel s'est répandu dans la ville, & il m'a paru autant affliger les amis de la liberté et de la France qu'il a causé de satisfaction au parti Anglais. Les uns ont cru voir dans cette mesure du gouvernement François, la désapprobation de leurs inten-

^a Etats-Unis, vol. 45, folio 388. L. Déchiffrement. Indorsed: Déchiffrement de la dépêche N° 18. du Cit. Adet. Certifié Campy.

^b April 23, 1796.

tions, les autres un assentiment à la conduite de l'exécutif à notre égard, et tous ont conclu que si la nouvelle étoit vraie, la négociation de Jay avec le Cabinet de Londres n'avoit donné aucun sujet de mécontentement à la république, et que celle-ci n'attachoit aucun intérêt à rompre l'union intime qui alloit s'établir entre la Grande Bretagne et ses anciennes Colonies. Cette nouvelle ne pouvoit arriver plus à propos pour abattre le courage du parti republicain, relever les espérances du parti Anglais, et faire déclarer la Chambre des représentans en faveur du Traité conclu avec la Grande Bretagne; Ce n'est que sous ces rapports que je suis fâché d'une nouvelle qui dans toute autre circonstance auroit répondu à mes vœux les plus chers. Je n'ai consulté que mon devoir, quand je suis venu ici, le devoir seul m'y a retenu, et quoique je fusse résolu à demander mon rappel pour cette année, la tournure des affaires, le crédit que j'avois acquit sur les chefs du parti républicain, l'époque prochaine de la nomination du Président, la nécessité de faire tomber les suffrages sur un homme dévoué à la France, l'utilité dont je pouvois être alors à la république, tout imposoit silence au désir que j'avois de retourner dans ma Patrie.

Mais si le Directoire a pensé dans sa sagesse qu'il falloit me donner un successeur, j'obéirai sans chagrin à ses ordres; L'amour du pouvoir ni le desir d'occuper une grande place n'ont jamais tourmenté mon cœur; je n'ay jamais rien sollicité; les circonstances seules m'ont arraché au silence de l'Etude et à mon obscurité. J'y rentrerai avec joie, avec orgueil d'avoir fait tous mes efforts pour servir mon pays et la satisfaction d'emporter les regrets des amis de la liberté et l'estime des gens de bien

Salut et Fraternité

Signé P. A. ADET

Adet to Minister of Foreign Relations.^a

PHILADELPHIE 7 floreal.

Légation An 4. de la rep^e f^{se} une et indivisible^b
 de Le Ministre Plénip^{re} de la république fran-
 Philadelphie çaise près les Etats Unis Au Ministre des
 No. 19. 1^{sta}] *Rélations Extérieures*

CITOYEN MINISTRE: Loin d'avoir à vous confirmer dans les espérances que j'ai pu vous donner, je n'ai à vous offrir que de nouveaux sujets de crainte, si, comme je vous l'ai annoncé, par mon N^o 17., la Chambre des représentans reçoit communication des Papiers relatifs à la Négociation avec la Grande Bretagne, il est probable qu'elle fera les loix propre à l'exécution du Traité. La nouvelle de mon rappel à laquelle on n'avoit pas cru d'abord, et qui paroît aujourd'hui se confirmer, détachera peut être du parti républicain ceux que la crainte de déplaire à la France y avoit réunis, D'autres motifs moins nobles attireront peut être aussi quelques individus vers la minorité et dans l'hypothèse où la résolution de M. Macklay réuniront aujourd'hui la majorité, soyés certain, Citoyen Ministre, qu'elle ne sera pas la résolution définitive de la Chambre. Elle n'y tiendra que par le sentiment de la dignité comme le Président ne tient que par entêtement à ses déterminations premières. Les représentans et lui désirent de se rapprocher; mais personne ne veut faire les premiers pas, et on est prêt à adopter le premier *mezzo termine* qui en ne blessant ni les droits ni les prétentions de chacun il les maintiendra dans leur état actuel et préviendra une scission ouverte que tout le monde redoute. Ce *mezzo termine* est déjà trouvé; le Senat est prêt à interposer sa médiation entre le Président et la Chambre. Le Bill pour l'exécution du traité conclu avec l'Espagne, après avoir été adopté par la Chambre des Représentans a été envoyé au Senat; Quoique la majorité de cette Chambre eût arrêté dans un Comité nocturne, il y a quelque tems, de rejeter les Bills passés pour l'exécution des Traités conclus avec Alger et l'Espagne dans le cas où celle des représen-

^a Etats-Unis, vol. 45, folio 392. L. Dechiffrement. Indorsed: Dechiffrement de la dépêche N^o 19. du Cit. Adet. Certifié Campy. 6648.

^b April 26, 1796.

tans ne passeroit pas les bills pour l'exécution du traité Anglais, elle a pensé cependant quelle pouvoit sans s'exposer tirer un meilleur parti des circonstances; Elle s'est déterminé en conséquence à faire un amendement au Bill proposé par la Chambre pour l'exécution du Traité Espagnol et à le renvoyer à la Chambre pour qu'elle l'adoptât; On est persuadé que Constante dans sa détermination, la Chambre ne voudra pas adopter l'amendement. Alors il faudra avoir recours, suivant l'usage à un Comité de Conférence composé de Sénateurs et de Membres de la Chambre des représentans. Ce comité alors, en discutant le Bill relatif au Traité Espagnol, traitera aussi du Traité Anglais. On entrera dans quelques explications, et le Comité du Senat finira par lui proposer de remettre à la Chambre des représentans des pièces qu'elle avoit demandées. Le Senat acquiescera à cette proposition et une fois que les pièces auront été remises à la Chambre des représentans, on espère qu'elle s'occupera de nouveau du Traité, et qu'elle adoptera les résolutions que le parti Anglais désire de lui voir prendre.

Je suis loin de croire cette opinion dénuée de fondement, et pour vous parler avec franchise je ne doute pas que le gouvernement ne triomphe; Ils font mouvoir trop de ressorts, usent trop d'intrigues, pour que le parti républicain, réduit à ses propres forces ne succombe pas sous leur efforts réunis.

Signé P. A. ADET

Adet to Minister of Foreign Relations.^a

PHILADELPHIE le 13. Floréal

An 4^{me} de la République française une et
indiv^{ble}.^b

Legation de
Philad^{ie}
Politique
No. 20. 1^{ata}]

*Le Ministre Plénipotentiaire de la République française près les Etats Unis Au
Ministre des Relations Extérieures.*

CITOYEN MINISTRE: J'ai l'honneur de vous adresser Copie figurée d'un Memoire qui m'a été adressé du Mexique et des pièces y annexées.

^a Etats-Unis, vol. 45, folio 399. L. S. Indorsed: 6648.

^b May 2, 1796.

Ce Memoire mal rédigé n'est revetu d'aucunes signatures, mais la seconde pièce dans laquelle il était enveloppé est de la même Ecriture et est signée Bordelois.

Ni l'un ni l'autre ne sont datés. La 3^{me} pièce est la lettre d'envoi du C^{en} Martin de la Havanne par le Canal duquel ce memoire m'est parvenu.

Sa lecture, Citoyen Ministre, vous fera partager les sentimens que j'ai éprouvés; j'écarte ce sujet des reflexions affligeantes et me borne à vous envoyer Copie de la lettre que j'ai écrite à ce sujet à L'Envoyé d'Espagne aux Etats Unis.

Vous la trouverez cijoainte sous le N^o 2. je desire que cette démarche obtienne votre approbation.

Salut et Respect.

P. A. ADET.

Adet to Minister of Foreign Relations.^a

Legation

de

Philadelphie.

PHILADELPHIE 14 Floreal

Relations

An 4^e de la rep^e f^{se} une et indivisible.^b

Ext^{res}

Le Ministre Plénip^{re} de la rep^e f^{se} près les

Politique

Etats Unis Au Ministre des Relations

No. 21. 1^{re}]

Extérieures.

CITOYEN MINISTRE: C'en est fait; le parti de l'Angleterre triomphe, et la Chambre des représentans a arrêté avant hier qu'elle feroit la loi relative à l'exécution du Traité avec l'Angleterre. Vous trouverés cyjoint l'extrait de sa séance, et vous verrés qu'il s'en est peu fallu que nos amis ne restassent maîtres du champ de bataille; Ils étoient certains de la Victoire, Citoyen Ministre, si le Gouvernement françois s'étoit expliqué sur le traité, si les bruits de mon rappel n'étoient venus appuyer les raisons des membres qui interprêtoient le silence de la France en faveur du Gouvernement Américain, et qui avoient grand soin de dire que l'on avoit en conséquence rien à redouter de la France, et tout à craindre de l'Angleterre. En vain ai-je fait tous mes efforts

^a Etats-Unis. vol. 45, folio 407. L. Déchiffrement. Indorsed: à déposer. Déchiffrement de la dépêche N^o. 21. du Cit. Adet. Certifié Campy. 6648,

^b May 3, 1796.

pour détruire ces fausses impressions; je n'ay pu réussir: et quelques moyens que j'eusse pu employer de concert avec nos amis, m'étoit-il possible de ruiner les manœuvres et les intrigues du Ministre d'Angleterre qui pouvoit user de deux armes toujours victorieuses, la menace et la corruption. Elles ne luy ont été que trop utiles, s'il faut que j'en croie les rapports qui m'ont été faits; Il n'est pas le seul qui s'en soit servi; Cent Marchands, m'a-t-on assuré, ont fait une souscription de 500 Dollars chacun, pour acheter des souf-frages en faveur du Traité. Les ont-ils distribués, ont-ils réussi, l'argent ou la crainte de l'Angleterre ont-ils décidé la question? je ne puis vous expliquer ce mystère. Vainement aijé cherché à le pénétrer. Tout le monde se tait, et ceux qui avoient parlé de la souscription des marchands il y a quelques jours, gardent aujourd'hui le silence, ne repondent que d'une maniere ambigue aux Questions qu'on leur fait, et laissent voir par là qu'on leur a commandé une discrétion à laquelle ils ne s'étoient pas cru d'abord obligés.

Je ne saurois vous peindre, Citoyen Ministre, le chagrin de nos amis dans les circonstances actuelles; ils voyent la liberté fortement menacée chez eux, ils voyent le royalisme qui ne s'était avancé que lentement, prêt à faire des progrès rapides. Déjà ses apôtres parlent, déjà les Sénateurs et John Adams à leur tête, disent hautement que la monarchie est le seul Gouvernement convenable, à tous les Peuples. Un Sénateur de la minorité m'a rapporté confidemment qu'un de ses collègues lui disoit un jour. Nous vous connoissons, vous ne serez jamais sujet; il faudra vous couper le cou ou vous faire roi. Nos amis voyent l'orage destructeur de l'égalité se former peu à peu; Ils auroient pu aisément dans les circonstances actuelles le dissiper; ils ne savent si plus tard ils en auront la puissance. Ils craignent de succomber au milieu de leurs efforts ou de ne pouvoir retablir la liberté qu'en parcourant les diverses périodes d'une révolution dont on ne peut calculer les effets ni déterminer la durée. Tant d'éléments divers peuvent être opposés l'un à l'autre dans les mouvemens d'une fermentation intérieure; l'influence des intérêts Européens peut agir de telle sorte qu'ils ne portent pas sans être effrayés leurs regards sur l'avenir. Ils voyent déjà le Peuple Américain en armes combattant pour

la royauté, et la République arroser de son sang les campagnes qu'elle fertilisoit de ses sueurs; cette population d'esclaves qu'elle renferme dans son sein, ces tribus d'Indiens qui l'entourent, instrumens dont l'ambition, la fureur, la vengeance peuvent s'emparer, ajoutent encore aux maux qu'il se fera lui-même si des évènements qu'on n'ose espérer ne viennent pas inopinément à son secours. Et nous, Citoyen Ministre, qui ne pouvons espérer de tirer des avantages de ce pays qu'autant que le parti républicain dominera. À quoi devons nous nous attendre aujourd'hui? Nos intérêts vont être plus violemment froissés que jamais. On nous a desservi constamment sous le manteau de la neutralité. Aujourd'hui on le fera ouvertement; on n'usera plus de stratagème; On n'invoquera plus les ressources de la Chicane, les secours de la tourbe dévorante des gens de loi, la partialité des Tribunaux; on n'en appellera aux Traités Anglais dans tous les cas où nous reclamerons contre les faveurs accordées à nos ennemis; Nous les verrons jouir des avantages que nous nous étions assurés exclusivement par nos Traités, et nous en serons privés nous mêmes. Déjà, je vois que l'on se dispose à empêcher les corsaires de vendre leurs prises aux Etats Unis. Déjà le Consul Anglais à Charleston a demandé qu'on fit arrêter la vente d'une prise faite par un de nos corsaires, non parcequ'il avoit été armé aux Etats Unis, mais parceque l'article 25 du Traité conclu avec la Grande Bretagne empêche les ennemis de cette puissance d'amener et de conduire leurs prises aux Etats Unis. Les Officiers du Gouvernement hésitent, ils n'ont pas dissimulé leur embarras à notre consul, et cependant le même article 25 du Traité Anglais leur dicte leur décision; mais ils craignent de déplaire à l'Angleterre, et je ne doute pas de voir réaliser ce que j'avois prévu dans mon N° 1^{er} au Comité de Salut public, sur l'admission de nos prises aux Etats Unis, à cette violation de nos traités, sans doute on ajoutera de nouvelles vexations, et nous verrons la nation Française triomphante et respectée en Europe, recevoir ici des affronts d'un gouvernement timide et lâche que la crainte seule gouverne, et qui s'humilie toujours devant la main qui le frappe. Mais, Citoyen Ministre, devons nous souffrir que ce gouvernement qui a trahi notre

bonne foi, qui s'est joué de notre modération, joigne de nouveaux outrages à ses perfidies, et pour parvenir à l'exécution de ses projets, force le Gouvernement Française de rompre avec lui? Non, sans doute, l'intérêt de notre gloire, de notre dignité, l'intérêt même du peuple Americain, que nous devons sauver de l'oppression comme nous y avons arraché le peuple Batave, nous impose, ce me semble, l'obligation de mettre un frein à l'audace du parti Anglais et du tourner contre lui-même les armes dont il s'est servi contre nous.

La Grande Bretagne par son traité de Commerce avec les Etats Unis a stipulé que les Marchandises ennemies sont saisissables à bord des batimens Américains; que les batimens sont saisissables aussy sur le soupçon, ou qu'ils portent des articles de contrebande de guerre à l'ennemi ou qu'ils sont chargés de Marchandises ennemies; Elle a stipulé en outre que vû la difficulté de déterminer les cas où les subsistances deviennent contrebande de guerre la Grande Bretagne dans la vue d'éviter les sujets de mesintelligence et les inconveniens qui pourroient survenir, auroit la faculté de saisir les subsistances devenues contrabande sans pouvoir cependant les confisquer, qu'elle alloueroit un profit raisonnable aux propriétaires sur le prix de ces subsistances, et que le fret et le demeurage des batimens seroit également payé.

Il est clair d'après cela que l'intention des Anglais est de saisir tout batiment Américain allant en France ou en revenant, s'ils sont chargés de subsistances ou de marchandises françoises; car ils s'en sont assuré la faculté par ces deux articles, et le Gouvernement Américain y a consenti. Longtems avant d'avoir un traité qui les autorisât, les Anglois avoient saisis les batimens neutres et surtout Americain allant en France, et la convention nationale par represailles avoit ordonné aux Vaisseaux de la République de saisir les batimens neutres jusqu'au moment où les Anglois cesseroient de le faire. Obéissant à un sentiment de générosité qu'on n'a pas scu reconnaître ici, la Convention a rapporté ce Decret et les Anglois n'en ont pas moins continué leurs déprédations. Cependant craignant que les mécontentemens qu'elles avoient excité ne poussât la Chambre des représentans à adopter des mesures rigoureuses comme la suspension de

toutes relations commerciales entre les Etats Unis et l'Angleterre, ou la confiscation des propriétés Anglaises aux Etats Unis, ils ont fait ratifier leurs brigandages par le Gouvernement Américain dans le tems même, où, par respect pour les principes, nous donnions un grand exemple de modération que l'on a pris pour un acte de faiblesse. Les Anglois pourront donc aujourd'hui sans avoir rien à redouter, suivre le plan qu'ils s'étoient tracé depuis longtems, d'arrêter le commerce entre la France et les Etats Unis. En vain ferons nous des représentations aux Etats Unis pour obtenir le redressement des torts dont nous aurons à nous plaindre En vain aurons nous recours à des négociations? L'expérience nous a appris ce qu'il faut en attendre; il faudra nécessairement d'autres moyens pour rétablir l'équilibre entre les relations de la France et de l'Angleterre avec les Etats Unis.

Notre traité de Commerce nous en fournit les moyens: Il porte, Art^e 2; que la France et les Etats Unis s'engagent à n'accorder aucune faveur particulière à d'autres Nations en fait de commerce et de navigation qui ne devienne aussitôt commune à l'autre partie &^a or comme les Americains ont accordé aux Anglais une faveur dont nous ne jouissons pas, telle que la saisie des propriétés ennemies à bord de leurs batimens, et la saisie des subsistances chargés à bord de leurs Vaisseaux pour l'ennemi, le Directoire exécutif ne peut-il pas faire rapporter les loix rendues en faveur des Américains par la convention, et sans prendre pour cela d'attitude hostile, n'est-il pas en droit de déclarer aux Etats Unis qu'il regarde les articles dont je viens de parler, comme devenant communs à la France? En conséquence de cette déclaration, ne peut-il pas faire saisir tout bâtiment Américain sortant des ports de l'Angleterre chargé de Marchandises Anglaises et le faire condamner par les Tribunaux de commerce, comme les Anglois font condamner par leur Cour d'Amirauté ceux qui sortent de France? Ne peut-il pas également faire saisir et conduire dans les Ports de France les batimens Américains chargés de subsistances pour l'Angleterre, et s'emparer de la Cargaison en donnant un profit de 10p% aux propriétaires, ainsi que le font les Anglais? La Hollande notre alliée qui a fait avec les Etats Unis un

traité pareil au nôtre, qui est exposée aujourd'hui aux mêmes inconvéniens que nous, ne pourroit-elle pas aussi suivre notre exemple? Je le pense, Citoyen Ministre, et plus J'examine l'état des choses, plus je me persuade que c'est la seule manière de contrebalancer les avantages que les Anglois se sont assurés à notre détriment et de chatier comme il le mérite, le parti qui a voulu rendre ce pays à la Grande Bretagne et rompre les liens qui nous l'attachoient.

En effet, Citoyen Ministre, Qui a engagé le Gouvernement à faire un Traité avec Londres? Le parti Anglois. Qui a fait ratifier le Traité par Washington? Le parti Anglois. Qui s'est agité pour faire passer ce traité à la Chambre des représentans? Le même parti. De quels gens est-il composé? Des Anciens Torrys, Des négocians venus de la Grande Bretagne, des Présidens, Directeurs et Intéressés de la Banque, des compagnies d'assurance des Marchands. Ces hommes seuls ont des intérêts sur les batimens expédiés en Angleterre; ce ne sera donc que sur ces hommes que pèseront les mesures que je vous propose, et ce ne sera pas le peuple qui n'a rien à se reprocher qui en souffrira. Ce même peuple sera alors éclairé par eux-mêmes, car ils se plaindront et le parti républicain leur répondra; "n'accusés que vous mêmes des torts que vous éprouvés; n'en n'accusés que le traité conclu avec la Grande Bretagne; n'accusés que le Gouvernement qui l'a conclu." L'argument sera trop sensible pour n'être pas saisi par tout le monde. Alors, Citoyen Ministre, tous les reproches tomberont sur la présente administration, alors on pretera l'oreille aux avis des républicains, alors la minorité de la Chambre des représentans reprenant l'influence qu'on a voulu lui faire perdre fera tomber les suffrages sur un Président, ami de la liberté et de la France, et nous pourrons, reprenant un grand ascendant sur le Cabinet de Philadelphie, faire un jour un nouveau Traité de commerce où l'expérience nous apprendra à ne pas sacrifier nos intérêts comme nous l'avions fait d'abord

Je ne sais pas Citoyen Ministre, comment il seroit possible autrement, de parer aux inconvéniens qui naissent pour nous de l'union des Etats Unis avec la Grande Bretagne;

Comment nous pourrions regagner ce que nous avons perdu par notre faute, la prépondérance à laquelle nous avions tant de droits. Une rupture conduiroit-elle à ce but? Non sans doute; Le gouvernement saisiroit avec empressement cette occasion pour éloigner à jamais le peuple de la France, pour le lier plus étroitement avec l'Angleterre. Nos colonies, qui les approvisionneroit? Ne deviendroient-elles pas bientôt la proie des Anglais et des Américains réunis? L'exclusion des Américains de nos Colonies et de nos ports ne nous seroit-elle pas aussi nuisible? Ne nous priverions nous pas de ressources que nous ne pouvons tirer que d'eux, et n'abandonnerions nous pas, par ce moyen, pour l'avenir à l'Angleterre, tout le Commerce des Etats Unis? Il faut je pense Citoyen Ministre, ne pas perdre cet objet de vue, et nous rappeler que si la France est agricole, elle est aussi manufacturière, qu'elle a besoin d'exporter le produit de son industrie; que ce vaste continent présente des débouchés infinis, si elle sait se les assurer, et qu'y menageant avec soin ses intérêts, elle peut approvisionner seule tout le tems où il n'aura pas de manufacture, et le tems est oncore éloigné. Ces diverses considérations viennent donc à l'appui de ma proposition et me la font regarder comme seule admissible dans ce moment surtout, où nous ne devons pas chercher une nouvelle guerre, et où l'honneur et l'intérêt de la nation ne me paroissent pas permettre de garder le silence sur la conduite du gouvernement Américain

Mon devoir, ma conscience me prescrivoient de vous présenter mon opinion; je l'ay fait Citoyen Ministre. Il vous appartient maintenant de prononcer

Salut et Fraternité

Signé P. A. ADET

Adet to Minister of Foreign Relations.^a

Légation

de

Philad^e

Relations

PHILADELPHIE le 13. *Prairial*Extérieures An 4^{m^e} de la République française une etContentieux indi^{ble}^bPolitique *Le Ministre Plénipotentiaire de la Repu-*6^{m^e} Bureau *blique Française près des Etats Unis Au*No. 22, 2^{ata}] *Ministre des Relations Extérieures.*

CITOYEN MINISTRE: Je n'ai reçu qu'hier le Triplicata de votre lettre du 23. Frimaire dernier, relative à l'arrestation de la Corvette Le Cassius,^c qui vous était annoncée par le C^{en} Delanney. Les 1^{ata} et 2^{ata} ne me sont pas parvenus.

Je n'ai pas cru devoir ouvrir avec le Gouvernement Fédéral une nouvelle discussion au Sujet de cette Corvette dont j'ai été forcé de lui faire l'abandon, jusqu'à ce que j'eusse reçu de vous les nouveaux ordres, que vous aurez jugé convenable de m'adresser d'après les détails renfermés dans ma dépêche à la Commission des Relations Extérieures en date du 8. Vendémiaire N^o 3. Contentieux politique, dont le Primata retardé ici pendant près d'un mois a dû vous parvenir au Commencement de Nivose et le Duplicata au Commencement de Ventose.

Je ne puis ajouter aux détails de cette affaire, autre chose, sinon qu'elle est encore entre les mains des Tribunaux, et que le Secrétaire d'Etat m'ayant demandé il y a environ un mois, de lui communiquer les pièces qui prouvaient que la Corvette le Cassius appartenaient à la République, je me suis refusé à lui en fournir d'autres que ma Déclaration sous le sceau de la Légation et contre signée.

J'ai cependant, sur une nouvelle demande de sa part consenti à lui fournir une seconde déclaration qui fixe l'époque ou l'acquisition de cette Corvette a été faite par la République

Je n'ai pas cru, Citoyen Ministre, que la Dignité Nationale me permit d'administrer d'autres preuves de la propriété de

^a Etats-Unis, vol. 46, folio 3. L. S. Indorsed: Affaire terminée N^o 8771.

^b June 1, 1796.

^c See American State Papers, Foreign Relations, I, 635-636.

ce Batiment. Ce procès est encore renvoyé au mois d'Octobre prochain.

Peu de tems après l'abandon que j'en ai fait, j'ai reçu copie du Contrat de l'acquisition fait au Port de Paix de cette Corvette, par l'Ordonnateur en Chef Perroud, pour la République, et c'est d'après cette pièce que j'ai fixé la date de son acquisition.

Salut et Respect

P. A. ADET

P. S.—Du 15 prairial. A l'instant je reçois, Citoyen Ministre, les 1^{re} & 2^{re} de votre Lettre du 23. Frimaire. Les 1^{re} de celles des 13. frimaire, 2 pluviôse, le 2^{re} de celle du 5 du même mois, deux autres Lettres Affaires particulières par 1^{re} en date du 17 pluviôse; Toutes ces Lettres Timbrées 6^{me} Bureau. J'aurai l'honneur de répondre particulièrement à chacune de celles qui l'exigent.

P. A.

Adet to Minister of Foreign Relations. a

Légation

de

PHILADELPHIE 15. Prairial

Philad^{ie}

An 4^{me} de la République Française une & indiv^{ble} b

Relations

Extérieures

Politique

No. 23. 2^{re} a]

Le Ministre Plénipotentiaire de la République Française près les Etats Unis Au
Ministre des Relations Extérieures

CITOYEN MINISTRE: J'ai l'honneur de vous adresser un Coupon de la Gazette L'Aurora de Philadelphie de ce jour.

L'Article date de Baltimore du 30. May renferme un fait qu'il m'a paru important de vous faire connaître.

Cet article porte que 30,000 hommes étaient partis de la Barbade pour attaquer S^{te} Lucie, et que dans ce nombre étaient dix mille hessois.

D'après les articles 2. & 3. de notre Traité avec le Landgrave de Hesse Cassel je ne puis me persuader que cette allégation soit fondée, et s'il m'avait été possible de faire prendre des informations exactes à ce sujet dans un court

a Etats.Unis, vol. 46, folio 15. L. S. Indorsed: Recue à la D^{ne} le 11. Vend. C^{re} Durand com. quer au C^{re} Risals cette nouvelle qui me paroît apocryphe. Il y a bien des Hessois de Darmstadt au service d'Angleterre. Je ne crois pas qu'il y avait de Cassel au moins en si grand nombre.

b June 3, 1796.

délai, j'aurais différé de vous en entretenir jusqu'à ce que je pusse vous donner des assurances plus positives qu'un article de Gazette.

Mais vous pourrez vous même, Citoyen Ministre, éclaircir ce fait, et je vais de mon côté faire des démarches pour m'assurer du fondement de cette nouvelle. J'aurai l'honneur de vous transmettre les renseignemens ultérieurs qui me parviendront.

Salut et Respect,

P. A. ADET.

Adet to Minister of Foreign Relations.^a

PHILADELPHIE le 15 prairial

An 4^e de la Republique française une et
ind^{ble b}

Légation de Philadelphie No. 24. 2^{ata}] *Le Ministre plénipotentiaire de la République française, près les Etats Unis de l'Amérique Septentrionale Au Ministre des Relations extérieures*

CITOYEN MINISTRE: M^r Robert Liston est arrivé à New York sur le vaisseau Anglais l'assistance de 50 Canons. Il vient remplacer M^r Hammond sous le titre d'Envoyé extraordinaire et de Ministre plénipotentiaire de Sa Majesté Britannique.

Il a paru singulier à beaucoup de personnes que M^r Liston eut le titre d'envoyé Extraordinaire dans les circonstances actuelles. les differends qui existaient entre le gouvernement Americain et le Cabinet de Londres ont été terminés à la satisfaction respective des deux parties contractantes. la meilleure intelligence règne aujourd'hui entre le président et la Grande Bretagne; par quel motif cette dernière puissance s'est-elle déterminée à faire partir un Envoyé Extraordinaire pour les Etats Unis? elle en a tiré tous les avantages qu'elle pouvait en Espérer; veut-elle faire Entrer l'Amérique dans la coalition contre nous? Quel est enfin le bût de la mission de M^r Liston je n'a pû le savoir. le Cabinet de Philadelphie n'agit plus que dans l'ombre du

^a Etats-Unis, vol. 46, folio 16. L. Déchiffrement. Indorsed: Déchiffrement de la dépêche N° 24 du Cit. Adet. Certifié Campy 8588.

^b June 3, 1796.

mystère. il enveloppe toutes les opérations du secret le plus impénétrable; le Sénat même qui par la constitution est appelé à les connaître avant qu'elles soient commencées, jouit plus aujourd'hui de ce privilège, et souffre sans plaindre que le président empiète sur ses droits. Je vais vous citer à cet égard, Citoyen Ministre un exemple bien frappant.

Les Americains sont convenus avec la Grande Bretagne par l'article 3 de leur traité, que les sujets Anglais qui trafiquent avec les Indiens, pourraient passer et repasser librement du territoire des Indiens sur celui des Etats Unis, et reciproquement d'un autre côté les Américains par leur traité avec les Indiens ont stipulé postérieurement au traité Anglais que personne ne serait autorisé à resider dans aucune ville ou campement de chasse des Indiens en qualité de Marchand, à moins qu'elle n'eût une permission *ad hoc* donnée par le Gouvernement Américain. Cette stipulation contrarie en conséquence celle qui est contenue dans le traité Anglais; mais comme le traité porte Article 25, que les Etats Unis ne feront aucun traité contraire dans ses dispositions à ce même traité, M^r Bond ^a Chargé des Affaires et commissaire de Sa Majesté Britannique, a fait en conséquence des représentations au Secrétaire d'Etat Pickering. Le président sans consulter le Sénat, sans lui donner avis de ses déterminations a remis sur le champ ses pleins pouvoirs au Colonel Pickering pour convenir avec M^r Bond des termes d'un article additionel propre à faire cesser les réclamations de la Grande Bretagne. En moins d'une heure la négociation été terminée, et les deux plénipotentiaires ont signé un article, dont vous trouverez cijoint copie. La Réclamation de M^r Bond était assés importante en Elle-même, pour que le Sénat en eut connaissance et jugeait du parti qu'il convenait de prendre. Mais le Président fidèle au plan du parti Monarchique, a saisi cette circonstance pour se dégager des Entraves que la Constitution a mises à son autorité et pour servir en même tems l'Angleterre; En effet, outre qu'il s'assure par là l'initiative dans toutes les négociations, il garantit à l'Angleterre les droits qu'il lui a reconnus pour la navigation du Mississipi, et il détruit ainsi la restriction qui se trouve dans l'article 4 du traité avec l'Espagne.

^a For Bond, see Rep. Am. Hist. Assoc. 1896, p. 513; 1897, p. 454.

L'Article signé par M^r Pickering et M^r Bond a été envoyé à Londres et ne sera présenté au Sénat, qu'après qu'il aura été ratifié par le roy de la Grande Bretagne.^a Les membres de la minorité du Sénat sont très mecontents; mais que peuvent-ils faire? tout plie devant l'Angleterre et ses partisans; bientôt ce sera un crime de haute trahison que d'aimer la France et la Liberté.

Signé P. A. ADET.

Adet to Minister of Foreign Relations.^b

Legation	PHILADELPHIE le 15 <i>Prairial</i>
de	l'an 4 ^e de la République française une et
Philad ^e	indivisible ^c
Rélations	<i>Le Ministre Plénipotentiaire de la Repu-</i>
Extérieures	<i>blique Française près les Etats Unis de</i>
Politique	<i>l'Amerique Septentrionale Au Ministre</i>
No. 25. 2 ^{ata}]	<i>des Relations Extérieures</i>

CITOYEN MINISTRE: Si je n'ai pu réussir à empêcher le Congrès de faire les Loix relatives à l'exécution du Traité de Jay, j'ai eu la consolation de voir rejeter une Loi qui prohibait aux Etats Unis la vente des prises conduites dans leurs Ports. Vous savez, Citoyen Ministre, que depuis le commencement de la guerre le Gouvernement fédéral a paru disposé à nous contester le droit de vendre nos prises dans ses ports. Ce droit à la vérité n'est pas explicitement stipulé dans nos traités, mais il l'est implicitement dans l'article 22. Toujours prêt à nous refuser tout ce que le Traité n'accordait pas d'une manière claire et précise, et à l'interpréter à notre désavantage dans les cas où il fallait avoir recours à une interprétation, l'Exécutif n'a jamais voulu reconnoître ce droit; En conséquence il a fait des efforts constants pour empêcher nos prises d'être vendues dans ses Ports, et par sa conduite envers nos Corsaires, on voit que son but était de les forcer à se banir eux-mêmes des Ports dont ils n'osaient leur défendre l'entrée: N'ayant pu réussir à cet égard et jaloux

^a American State Papers, Foreign Relations, I, 551-553.

^b Etats-Unis, vol. 46, folio 5. L. Déchiffrement Indorsed: Déchiffrement de la dépêche N° 25 du Cit. Adet. Certifié Campy 8589.

^c June 3, 1796.

de donner à la Grande Bretagne des preuves de son entier dévouement il a voulu faire adopter par le Corps Législatif une mesure dont il désirait l'exécution depuis longtems. Il a cherché à faire passer la loi dont je vous ai parlé plus haut. Mais, craignant d'échouer dans son enterprise s'il l'abandonnait au hazard d'une délibération ordinaire, il s'est servi d'un stratagème qui lui a valu un demi succès.

Un Sénateur dévoué au parti Monarchique et à l'Angleterre s'est rendu un jour chez un Membre de la Chambre des Représentans et lui a dit confidentiellement que la guerre était prête à éclater entre l'Angleterre et l'Espagne, et qu'au milieu des grands événemens dont le nouveau Monde serait le théâtre, les Etats Unis ne pouvaient se dispenser de donner à l'Espagne des marques de leur gratitude, sans cependant violer les devoirs d'une Neutralité qui leur était avantageuse, et qu'ils en trouveraient l'occasion en interdisant la vente des prises qui seraient conduites aux Etats Unis. En effet, a-t-il ajouté, l'Angleterre pourra réclamer le droit de vendre dans nos Ports les prises faites sur les Espagnols, mais l'Espagne ne s'étant pas assuré la même faculté par un Traité antérieur au Traité Anglois, la Grande Bretagne l'empêchera d'en jouir, nous servirons donc la cause de l'Espagne en privant son ennemi d'un avantage qu'elle ne peut avoir elle-même. Le Chargé des Affaires d'Esp^e paraît vivement desirer que les Etats Unis rendent la loi que je vous propose pour la vente des prises conduites dans nos Ports. Ces motifs précieux engagerent le Membre de la Chambre à proposer la loi et cette Chambre à l'adopter. Elle fut donc rendue sans que personne eût eu le tems d'y réfléchir, et je n'en fus informé que par les papiers publics. Aussitôt que j'en eus connoissance, je fis les démarches nécessaires pour la faire rejeter par le Sénat.

Instruit des détails de la conversation qui avait eû lieu entre Rufus King et le Membre de la Chambre, je vis le Chargé des Affaires d'Espagne pour scavoir si c'était sur sa demande que la loi avait été rendue. Il fut fort étonné du rôle qu'on lui faisait jouer dans cette circonstance; il l'engagea au contraire à démentir formellement les démarches qu'on lui prêtait et m'invita à communiquer notre conversation à ceux des

Sénateurs avec qui j'avais des relations. je me servis de ce moyen pour prouver que la loi qui était passée à la Chambre n'avait pas été sollicitée par l'Espagne. Il me fut aisé de convaincre nos amis qu'elle pesait entièrement sur nous, le Comité du Sénat à qui l'examen de la loi était confié, se trouvait heureusement composé de trois Sénateurs de la minorité, et j'obtins d'eux sans difficulté qu'ils feraient leurs efforts pour faire rejeter la loi ou pour la faire ajourner jusques à la prochaine Session.

Plein de confiance dans leurs promesses je m'adressai aux Chefs du Parti Républicain dans la Chambre; je leur représentai combien sans le vouloir ils avaient blessé nos intérêts et mes raisons d'accord avec leurs sentiments, la connoissance qu'ils eurent de la ruse que le Gouvernement avait employé pour les induire en erreur, les disposerent de maniere qu'ils agirent aussi auprès du Sénat et la loi fut rejetée.^a

Je ne dois pas vous laisser ignorer, Citoyen Ministre, qu'en même tems que je faisais les demarches convenables auprès du Congrès pour arrêter une loi contraire à nos intérêts, j'avais cru devoir faire à cet égard des représentations à l'exécutif. Vous trouverez sous le N° 1. la lettre que j'ai écrite au Secrétaire d'Etat; sous le N° 2. est sa réponse, elle m'est parvenue avant que le Senat eût prononcé sur la loi.

Je pense que d'après les détails que je vous ai transmis elle n'a pas besoin de commentaire et qu'elle vient à l'appuy des réflexions contenues dans mes dépêches précédentes sur les dispositions de l'Exécutif à notre égard

Salut et respect

Signé P. A. ADET

^a Compare American State Papers, Foreign Relations, I, 650, 651.

Adet to Minister of Foreign Relations.^a

PHILADELPHIE le 15 prairial

An 4^e de la rep^{que} française une et indivisible^b

Legation de Philadelphie No. 26. 2^{ata}] *Le Ministre plénipotentiaire de la république française près les Etats Unis de l'Amérique septentrionale Au Ministre des Relations Extérieures*

CITOYEN MINISTRE: Je vous ai informé par mon N^o.—^c que le vice Consul Anglais avait réclamé la relaxation d'une prise conduite à Charleston par le corsaire françois le lion. Je vous ai exposé mes craintes; elles se sont vérifiées. Le Consul de la Republique vient de m'instruire que le Chef de la Justice Ellsworth, dans une cour extraordinaire tenue pour cette affaire, a décidé que d'après l'article 24 du traité Anglais, nous n'avions plus le droit de vendre nos prises dans les ports des Etats Unis; et il a rendu une ordonnance qu'on appelle injonction, pour Empêcher la vente déjà commencé de cette prise; en disant cependant qu'on pouvait appeller de sa décision à la Cour de circuit et ensuite à la Cour suprême.

Mais qu'attendre de la Cour de circuit? Elle sera composée du même chef de la justice et d'un autre juge. S'ils sont de la même opinion, la décision du premier juge sera confirmée; s'ils diffèrent de sentiment les choses resteront dans le même Etat, et nous n'aurons plus qu'à en appeller à la cour suprême quelle sera son opinion Citoyen Ministre, je l'ignore; le Chef de la Justice est tout dévoué aux Anglais deux autres juges sont rangés également sous les bannières britanniques, et nous ne pourrons compter que sur la fermeté du juge Chase, qui dans beaucoup de circonstances a forcé la Cour suprême à prononcer conformément à la justice et en notre faveur.

Je pourrais réclamer sans doute, Citoyen Ministre, auprès de l'Exécutif; mais le Secrétaire d'état me répondra suivant l'usage que le Gouvernement ne peut rien auprès des

^a Etats-Unis, vol. 46, folio 18. L. Déchiffrement. Indorsed: Déchiffrement de la dépêche N^o 26. du Cit. Adet. Certifié Campy. 8590. -

^b June 3, 1796.

^c See dispatch No. 21. Cf. American State Papers, Foreign Relations, I, 654, 655.

tribunaux. D'ailleurs ne nous a-t-il pas déjà contesté le droit de vendre nos prises aux Etats-Unis, n'est-il pas aux ordres de l'Angleterre? À quoi mes réclamations serviraient-elles! la voix du Ministre français est impuissante, le Directoire exécutif seul en adoptant des mesures sages et fermes, peut rappeler à l'exécution des traités et aux devoirs de la neutralité.

Signé P. A. ADET.

Adet to Minister of Foreign Relations.^a

PHILADELPHIE le 16 prairial

l'an 4^e de la république française une et indivisible^b

Legation de Philadelphie No. 27. 2^{ata}] *Le Ministre plénipotentiaire de la République française près les Etats Unis de l'Amérique Septentrionale Au Ministre des Relations extérieures*

CITOYEN MINISTRE: Si le Gouvernement Américain est peu Ami de nôtre révolution et de la République, la majeure partie du peuple ne partage pas les sentimens, et quoiqu'il tremble au seul nom de l'Angleterre, sa reconnaissance et l'amour de la liberté le portent encore vers la France. Cet attachement que le peuple nous a constamment marqué, son opinion fortement prononcée sur nôtre révolution, l'intérêt qu'il a pris aux evenemens qui en ont tracé le Cours, ont empêché comme je l'ai dit déjà l'exécutif d'inscrire le nom des Etats Unis sur la liste de nos ennemis. mais il voudrait, s'il était possible, donner aux Américains une manière de voir conforme à la sienne, pour pouvoir les Eloigner à jamais de nous, et pour détruire les rapports qu'ils ont avec une nation dont l'exemple et les principes seront toujours redoutables pour les gouvernemens, qui veulent tuer la liberté. Quoique jusqu'à présent il n'ait pû parvenir à son bût, il ne perd pas l'espoir du succès et prend tous les moyens qui peuvent le lui assurer. il est puissant par ses officiels journaux, qui lui sont dévoüés, et par les Anglais

^a Etats-Unis, vol. 46, folio 19. L. Dechiffrement. Indorsed: Dechiffrement de la dépêche N° 27 du Cit. Adet. Certifié Campy. 8591.

^b June 4, 1796.

dont les agens répandus dans les campagnes sèment mille calomnies contre notre gouvernement, assûrent au peuple peu instruit qu'il n'existe plus de traité d'alliance et de Commerce entre la France et les Etats Unis, et que nous y avons renoncé dès les commencements de la révolution. Des libellistes salariés par la Grand Bretagne et peut-être par l'exécutif fédéral insultent journellement la Nation Française et son Gouvernement dans des pamphlets orduriers et dégoutants de venin, dont un ami de la liberté ne peut soutenir la lecture, mais qui sert de passe-tems délicieux à la bonne compagnie. Un de ces libellistes sous le nom controuvé de *Porcupine* ou porcucic fournit tous les mois des alimens à la malignité du parti Anglais, et tous les mois outrage la Nation Française de la manière la plus revoltante; tantôt il peint la convention nationale comme une horde de voleurs, se joûant de tous les principes, foulant aux pieds toutes les vertus et souillés de tous les crimes; tantôt il accuse la nation entière des forfaits commis par des hommes que la justice a plongés dans le néant, et regarde son existence comm'un outrage à l'humanité. Dans ses tableaux les républicains de ce païs sont présentés sous les mêmes couleurs que les Français; la liberté travestie en un monstre Epouvantable; mais aussi par opposition les Anglois, le Président, la Monarchie y paraissent sous les teintes les plus aimables, et le peuple Américain pour mériter le nom de peuple suivant *Porcupine* doit s'humilier devant son maître et recevoir des fers.

Je ne sais, Citoyen Ministre, comment Washington n'est pas indigné des Éloges que lui prodigue ce Libelliste, comment il n'est pas revolté qu'il ose le comparer à un Monarque, et qu'il ait l'impudence de gourmander les Américains sur l'indifférence qu'ils montrent, quand on blame tel ou tel acte de l'administration du Président. Dans d'autres païs, dit *Porcupine*, si le Roy est insulté tous les fidèles sujets se pressent autour de lui, mais ici par une Apathie coupable on laisse outrager le Président sans se plaindre. Cette comparaison qui devrait blesser le premier magistrat d'un peuple souverain, sourit au Président, s'il faut en croire les rapports qui m'en ont Été faits; et les calomnies aiguës d'épigrammes lancées contre nous par *Porcupine*

dérident quelquefois son front, et le font sourire sans contrainte.

Je ne vous aurais pas parlé de cet infame artisan de Calomnie, Citoyen Ministre, et je le laisserais dans l'obscurité qui appartient aux insectes immondes de son espèce, s'il n'était un instrument nécessaire au plan des Anglais, si on ne s'en servait pour réveiller dans les cœurs des Américains les préjugés qui y régnaient contre nous avant l'indépendance, si on ne voulait y faire entrer la haine contre la France et à sa suite l'attachement à L'Angleterre.

Vous voyés par là, Citoyen Ministre, que le Cabinet Britannique ne néglige aucun moyen, honnête ou non, pour reconquerir l'Amérique, et je vois avec chagrin qu'il parviendra à son bût, si les Amis de la liberté ne parviennent à déjouer ses complots liberticides.

Salut et Respect.

Signé P. A. ADET.

Adet to Minister of Foreign Relations.^a

Legation de	PHILADELPHIE le 17. Prairial
Philad ^{ie}	An 4 ^{me} de la République française une
Relations	et Indiv ^{es} . ^b
Extérieures	<i>Le Ministre Plénipotentiaire de la Repu-</i>
Politique	<i>blique française près les Etats Unis Au</i>
No. 28. 1 ^{ata} .]	<i>Ministre des Relations Extérieures.</i>

CITOYEN MINISTRE: Le 12 prairial, j'ai reçu le Triplicata de votre Lettre du 13. Frimaire; le primata m'est parvenu le 15; J'avais déjà suivant votre desir adressé au Gouvernement Fédéral la réquisition du renvoi de M. Parish.^c J'ai l'honneur de vous envoyer copie de la réponse du Secrétaire d'Etat. Vous y verrez Citoyen Ministre, que d'après quelques faits parvenus par une voie indirecte au Gouvernement Fédéral, le Président lorsqu'il se présentera un sujet convenable le subsistuera à M^r Parish.

^a Etats-Unis, vol. 46, folio 21. L. S. Indorsed: à déposer N° 8805. 6^{me} Bureau.

^b June 5, 1796.

^c American State Papers, Foreign Relations, I. 787.

Si j'avais cru en insistant sur votre réquisition formelle obtenir du Gouvernement Fédéral, une satisfaction prompte et positive, j'aurais répondu, Citoyen Ministre, à cette lettre du Secrétaire d'Etat, avec la force et la mesure convenables.

J'aurois su contenir l'indignation que cette réponse a excité en moi, lorsque J'ai vu le Gouvernement Fédéral, opposer aux justes plaintes du Directoire, *l'Éminence*, l'habileté, le Caractère Distingué, de son Agent, justifier par sa qualité de marchand les services revoltans qu'il rend à l'Angleterre, refuser d'ajouter foi à l'assertion positive des Organes d'une Nation; et indifférent aux outrages qu'elle a reçus aux torts qu'elle a soufferts de la part d'un Officier des Etats unis, accorder à une époque indéfinie, le rappel de cet agent, non aux réclamations de cette Nation offensée, non à son témoignage mais à ses notions particulières, à ses propres principes *d'impartialité*.

Mais à un manque d'Égards négatif, le Gouvernement Fédéral, eut ajouté peut-être, par une nouvelle Réponse un langage que la dignité du Directoire, ne lui permettrait pas d'Entendre, et j'ai la conviction que ma démarche n'eut rien changé à sa première détermination.

J'ai donc gardé le silence, Citoyen Ministre, et j'ose me flatter que vous l'approuverez, mon but a été d'éviter une discussion dans laquelle on chercherait à intéresser l'honneur National, pour capter l'opinion publique et s'en faire un appui dans des circonstances d'une importance bien supérieure.

Salut & Respect.

P. A. ADET.

Adet to Minister of Foreign Relations.^a

Legation	PHILADELPHIE le 21. Prarial
de	<i>l'An 4^e de la République Française Une et</i>
Philad ^{ie}	indivisible. ^b
Rélations	<i>Le Ministre Plénipotentiaire de la Répu-</i>
Extérieures	<i>blique Française près les Etats Unis de</i>
Politique	<i>l'Amérique Septentrionale, Au Ministre</i>
No. 29. 2 ^{ata}]	<i>des Relations Extérieures</i>

CITOYEN MINISTRE: Des lettres de Paris du 5. et 6. Avril (V. S.) annoncent que le Directoire Exécutif est déterminé à envoyer aux Etats Unis un Commissaire ou Envoyé Extraordinaire chargé de faire expliquer le Gouvernement Fédéral sur nos Traités et celui qu'il a conclu avec la Grande Bretagne.^c

Cette nouvelle a jetté l'inquiétude parmi les partisans de l'Angleterre et du Gouvernement. Elle a vivement affecté le Président, et vous pourrez juger de l'impression qu'elle a faite sur lui par une conversation qu'il a eue avec M^r. Blount.

A son avant dernier lever, M. Blount lui demanda un rendez vous pour lui communiquer une chose extrêmement importante. De quoi s'agit-il? Monsieur, lui dit le Président, quel est l'objet de vos communications? M^r. le Président: Des lettres que j'ai reçues de Paris; et vous y parlez du prochain départ d'un Envoyé Extraordinaire? Oui, Monsieur, J'en suis informé, reprit le Président, avec l'accent de la fureur; si la guerre éclate entre les Etats Unis et la France, c'est ici Monsieur, qu'elle aura été allumée et le Peuple de ce Pays ne sera satisfait que quand il sera devenu un Département de France.

La dernière fois que j'ai vu le Président, il m'a reçu d'un air extrêmement embarrassé, et quoique sa conversation roule toujours sur des riens, il cherchait ce qu'il avait à me dire et a paru soulagé lorsqu'une personne est arrivée pour rompre un entretien qui le fatiguait.

^a Etats-Unis, vol. 46, folio 31. Dechiffrement. Indorsed: Dechiffrement de la dépêche N° 29. du Cit. Adet Certifié Campy. 8593.

^b June 9, 1796.

^c See American State Papers, Foreign Relations, I. 730-731.

Hamilton qui est venu passer quelques jours à Philadelphie ne paroissoit pas moins inquiet que le Président. Il cherchait à se procurer tous les renseignements sur la nouvelle qui circuloit dans la Ville; il a parlé de la possibilité de voir éclater une rupture entre les Etats Unis et la France et engagé des Senateurs du Sud dévoués à nos intérêts, à faire tous leurs efforts pour engager le Peuple dans cette circonstance à ne pas se séparer du Gouvernement, pour ne pas ajouter au malheur d'une guerre étrangère, les fléaux d'une guerre civile. Ainsi, Citoyen Ministre ces hommes qui ont vendu à l'Angleterre les intérêts de l'Amérique, qui ont fait consentir le Peuple à leur infâme trafic en lui disant que c'était le seul moyen d'éviter la guerre, qui ont peint la guerre comme le plus affreux de tous les maux, lorsqu'il s'agissait de combattre l'Angleterre sont aujourd'hui prêts à prendre les armes, à changer d'opinion et de discours parcequ'ils pensent que c'est contre la République qu'ils dirigeront leurs coups. Mais d'après l'opinion de nos amis, Citoyen Ministre, je peux vous assurer que jamais le Peuple ne voudra suivre leurs conseils perfides, jamais le Corps Législatif ne voudra se déshonorer, se charger d'une responsabilité qui peserait toujours sur lui, en obeissant à la voix et aux désirs de quelques ambitieux, en s'armant contre nous; Wasington lui-même n'oserait se déterminer à des mesures qui le mettraient en contradiction avec lui-même et qui lui enlèveraient entièrement les restes d'une gloire à demi flétrie.

Sentant d'avance les embarras dans les quels le Gouvernement va se trouver, et voulant se les épargner, il projette, m'a-t-on assuré, d'abandonner le timon des affaires. Bientôt il doit annoncer ses intentions au Peuple par une espèce de proclamation ou de Lettre circulaire.

Informé de sa détermination le Parti Républicain et le Parti anti Républicain combinent déjà leurs plans pour avoir la majorité des Suffrages en leur faveur à la prochaine Election du Président.

Les Républicains porteront M^r Jefferson pour Président et le Colonel Burr pour Vice Président. L'autre Parti désigne John Adams pour le Présidence et M. Pinkney, cidevant Ministre près de la Cour de Londres, pour la Vice

Présidence Chacun se flatte d'avoir la majorité. Mais nos amis ne doutent pas de leurs succès, si la nouvelle qui circule ici se confirme, si le Directoire Exécutif fait connaître son opinion sur la conduite du Gouvernement fédéral, s'il donne par là une nouvelle force aux hommes qui nous sont dévoués et s'il fait voir enfin que son silence commandé par les circonstances n'est pas une preuve de foiblesse, ni une marque de l'indifférence qu'il avait pour l'Amérique.

Salut et respect,

Signé P. A. ADET

Adet to Minister of Foreign Relations.^a

Legation de	PHILADELPHIE le 27. Prairial
Philad ^{ie}	An 4 ^{eme} de la République française, une &
Relations	indivisible. ^b
Extérieures	<i>Le Ministre Plénipotentiaire de la Répu-</i>
Politique	<i>blique Française près les Etats Unis Au</i>
No. 30 1 ^{ata}]	<i>Ministre des Relations Extér^{res}.</i>

CITOYEN MINISTRE: Le Secrétaire d'Etat vient de me demander une lettre d'Introduction près des Autorités constituées de St. Domingue pour M^r Jacob Mayer nommé Consul au Cap Français.

Je joins ici Copie de ma réponse; elle est basée sur les Directions que j'ai trouvées dans les Archives de la Légation; et j'ose me flatter qu'elle recevra votre approbation.

Je prévien aujourdhui même de cette transaction les Agens généraux du Directoire Exécutif aux Isles sous le vent, et ne sachant pas s'ils ont reçu de vous des Instructions ou cette circonstance soit prévue, je leur retrace ce qui a eu lieu en 1790 et 1791.

En vous faisant représenter, Citoyen Ministre les dépêches du C^{en} Otto chargé d'affaires, du 6 Juin 1790. la réponse du Ministre des Affaires Etrangères du 13. 9^{bre} même année, et la dépêche du C^{en} Ternant du 24. 8^{bre} 1791. Vous verrez que déjà à cette époque cette demarche semblait se lier à un Système.

^a Etats-Unis, vol. 46, folio 43. L. S. Indorsed: N^o. 8906 extraire p^r le D^r remis à l'analyse le 12 Vendémiaire à déposer. Cr^a Caille un rapport p^r le D^r

^b June 15, 1796.

Si elle a été renouvelée à votre insçu si comme Je le soupçonne vous n'avez pas accordé l'admission des Consuls Américains aux Colonies, J'oserai, Citoyen Ministre, appeler toute votre attention sur cette question qui me semble de la plus haute importance pour le Commerce de la Métropole qui n'a déjà que trop perdu de ses Relations avec les Colonies, Relations auxquelles un tel établissement serait infiniment nuisible quand même il cesserait à la paix.

P. A. ADET

Adet to Minister of Foreign Relations.^a

PHILADELPHIE le 28. prairial

An 4^{eme} de la République f^{se} une et ind^{ble} b

Le Ministre plénipotentiaire de la république française près les Etats Unis de l'Amérique Septentrionale Au Ministre des Relations Extérieures

Legation de
Philadelphie
No. 31 2^{ata}]

CITOYEN MINISTRE: Les allarmes du Gouvernement se calment; le Secrétaire d'état a reçu hier des lettres de M^r Monroë en date du 21 Mars, qui lui annoncent que le Directoire a totalement renoncé au projet, d'envoyer ici un Envoyé extraordinaire.^c M^r Pickering a annoncé cette nouvelle à plusieurs personnes, et semblable à un Ecolier qui affecte du courage, quand il croit n'avoir plus rien à craindre du courroux de ses maitres, et se permet alors d'en parler sans discretion et sans mesure, il a assuré les personnes qu'il honore de sa confiance qu'il n'avait jamais crû que la France osât prendre des mesures vigoureuses dans les circonstances actuelles, qu'il connoissait son peu de moyens, son peu de ressources, et que l'amitié des Etats Unis lui était trop nécessaire; que les tems Etaient changés, et que la France jadis protectrice des Etats Unis avait aujourd'hui besoin de leur protection. Des sarcasmes lourds, un ton de mépris et d'insolence ajoutaient une

^a Etats-Unis, vol. 46, folio 46. L. Déchiffrement. Indorsed: Déchiffrement de la dépêche N° 31, du Cit. Adet. Certifié Campy. 8584.

^b June 16, 1796.

^c See American State Papers, Foreign Relations, I, 731, 735.

nouvelle force à ses réflexions; cependant Citoyen Ministre l'homme qui osait se les permettre tremblait, il y a quelques jours. À chaque instant il croyait apprendre que les batimens de guerre français avaient ordre de s'emparer des batimens de guerre Américains destinés pour les ports Anglais, et était disposé à s'humilier devant le chatiment qu'il savait que son gouvernement mérite.

Le parti Anglais partageait aussi les craintes de l'exécutif, tout concourait à les accroître, et un Evénement dont je vais vous rendre compte, semblait les justifier entièrement.

Un navire Americain appelé le Mount Vernon du nom de la campagne du Président, avait été chargé à Philadelphie suivant le bruit public de Rum, et autres marchandises pour compte de la Compagnie des Indes Anglaises—Un Agent de cette Compagnie parlait sans cesse dans la ville, sur le port, de son navire, de sa cargaison et se disposait à mettre à la voile, quand le corsaire le Flying Fish^a ou le poisson volant est venu du Cap mouïller dans la Delaware. Instruit des bruits qui circulaient dans la ville sur l'armement du Mont Vernon, il a attendu ce bâtiment, est parti presque en même tems que lui, l'a atteint environ à 6 lieues du Cap. Henlopen et s'en est emparé, a renvoyé tous les passagers, l'agent Anglais qui y était embarqué, le Capitaine et l'équipage à terre, et a envoyé le bâtiment je ne sais dans quel port.—

A peine cette nouvelle a-t-elle été envoyée à Philadelphie qu'elle a produit une impression bien différente, et sur nos amis et sur les partisans de l'Angleterre. Les premiers espéraient apprendre que le Corsaire n'avait agi qu'en conformité d'ordres donnés par le Directoire, d'arrêter les batimens Américains commerçant avec les Anglais; les autres croyaient que l'honneur des Etats Unis était violé, que l'on ne pouvait supporter l'outrage fait à leur pavillon et dans les transports de leur fureur proposaient des partis plus violens les uns que les autres.

Le Secrétaire d'état reçut bientôt leurs plaintes et il m'adressa la lettre que vous trouverez sous le N° 1; je lui fis la réponse N° 2. elle n'était pas propre à le tranquilliser, et à vous parler avec franchise, je n'en avais pas

^a Compare American State Papers, Foreign Relations, I, 652 ff; Hamilton's Hamilton, VI, 129 ff; Ford's Writings of Washington, XIII, 214.

l'intention; au contraire je désirais pouvoir augmenter son inquiétude dans un moment où déjà les deux partis s'agitent pour le Choix des Electeurs, qui doivent nommer le président, et où l'on ne peut contrebalancer l'influence du Gouvernement, qu'en persuadant au peuple que la France irritée contre les Etats Unis, est prête à leur faire éprouver les mêmes vexations dont les Anglais les accablent.

Je vous le répète, Citoyen Ministre, ce n'est que par une conduite très ferme que le Directoire exécutif pourra ramener le gouvernement à la conduite qu'il n'aurait jamais dû quitter; et si je fais un vœu aujourd'hui, c'est pour que la nouvelle que Pickering a débitée hier, ne se confirme pas.

Signé P. A. ADET

Adet to Minister to Foreign Relations.^a

PHILADELPHIE le 1^{er} Messidor
An 4^{eme} de la rep^e française une et
indivisible.^b

Legation

de

Philadelphie

No. 32. 2^{ata}]

*Le Ministre Plénipotentiaire de la république
fr^{ee} près les Etats Unis Au Ministre des
rélations extérieures.*

CITOYEN MINISTRE: Le Président, avant l'ajournement du Congrès, a rappelé Messieurs Pinckney et Short Ministres des Etats Unis à Londres et à Madrid; il les a remplacés par M^r Rufus King et M^r Humphreys.

M^r Rufus King, comme vous le savez, Citoyen Ministre, étoit un des membres de la Majorité du Sénat. Ses efforts ont contribué l'Année dernière à faire adopté le Traité de Jai; Ils contribuèrent toujours à resserrer les liens qui attachent les Etats Unis à l'Angleterre. Uni à Hamilton par une étroite amitié et un intérêt commun, il partage ses projets et leur exécution, et il étoit sans doute l'homme qu'il convenoit le mieux d'envoyer à Londres dans ce moment où Hamilton et son parti ont besoin d'être dans la plus parfaite intelligence avec la Cour de Londres et d'y avoir un Ministre qui leur soit entièrement dévoué.

^a Etats-Unis, vol. 46, folio 57. L. Déchiffrement. Indorsed: Déchiffrement de la Dépêche N^o 32. du C^{it}. Adet. Certifié Campy. 8585.

^b June 19, 1796.

Il doit tout attendre des talens, du zèle de M. Rufus King et de ses liaisons avec M. Hammond qui occupe aujourd'hui en Angleterre une place de Sous Secrétaire d'Etat. Ennemi de la liberté et de l'indépendance Américaine, M. Hammond, lorsqu'il étoit ici n'y pensait qu'en frémissant. Que ne fera-t-il pas aujourd'hui qu'il peut disposer du pouvoir, et quand ses passions particulières sont excitées par l'ambition de son ami Rufus King.

Peu d'hommes, Citoyen Ministre, sont aussi ambitieux que Rufus King; peu d'hommes sont aussi dangereux pour les Etats Unis. Fils d'un laboureur, par ses moyens seuls, il s'est élevé à la fortune et aux honneurs, et il n'est pas encore satisfait. L'égalité le fatigue, et s'il se rappelle quelquefois sa condition première, c'est pour s'en éloigner davantage.

Avec de tels sentimens, Rufus King n'a pas de peine à obtenir la confiance de Washington; il la partageoit avec Hamilton; et dans les circonstances délicates et épineuses, il étoit consulté comme Hamilton. Mais souvent il n'osoit trancher seul les difficultés, et il en référoit à la sagesse de son maître. Ainsi quand la Chambre des représentans a demandé au Président communication des instructions et autres pièces relatives à la négociation de Jay, Rufus King est parti sur le champ pour New York, a été se concerter avec Hamilton et a rapporté au Président cette réponse qui a été envoyée à la Chambre des Représentans.

Il a déployé trop de zèle dans cette circonstance qui pouvoit compromettre la Popularité du Président; il l'a servi d'une manière trop utile pour qu'il ne lui donnât pas une récompense digne de lui et de la cause qu'il avoit deffendue; et il l'a envoyé à Londres.

Aussitôt que je fus informé de la destination de M. Rufus King, j'appris que M. Humphreys quittoit le Portugal pour aller à Madrid. Je crus dès lors que le parti monarchique avoit formé le projet de placer en Europe des hommes entièrement dévoués à ses *vues* et à ses intérêts, et qui par la conformité de leurs opinions et leurs intrigues pourroient seconder ses desseins. Je crus qu'enfin les ennemis de notre Pays étoient assés forts pour braver l'opinion publique en faisant rappeler le Colonel Monroë et en envoyant un espion

de la Cour le Londres en France, comme ils en avoient déjà envoyé un en Hollande. Bingham, Sénateur des Etats Unis, que la faction monarchique désignoit déjà comme le Successeur de M. Monroë auroit joué à Paris le même rôle qu'Adams le fils a peut-être joué à la Haye; et sous le sceau d'une correspondance protégée par le droit des gens, auroit instruit le Cabinet Britannique par le Canal de Rufus King, des secrets qu'il auroit pu surprendre.

Mais heureusement mes craintes ont été promptement dissipées. On n'a pas osé rappeler M. Monroë; et Bingham, malgré ses intrigues et celles de ses amis, n'est pas prêt encore à montrer à la France son insolence stupide, son extrême cupidité, son Luxe ridicule, sa Nullité et son affection pour la Monarchie et l'Angleterre. Cependant il seroit possible qu'un jour il triomphât des obstacles qui l'ont empêché d'aller en ce moment en France. Dans cette hypothèse, j'ai cru devoir vous en parler pour que le Directoire pût alors prendre les mesures qu'il jugera nécessaires. Autrement, Citoyen Ministre, J'aurois gardé le silence à son égard; Sous aucun rapport il n'est fait pour fixer votre attention.

Je terminerai cette lettre, Citoyen Ministre, en vous représentant combien il seroit utile pour la république de Hollande, et pour nous, qu'elle eût ici un Ministre républicain. Elle est encore représentée ici par l'envoyé de l'ancien Prince d'Orange; et cet individu conserve toujours les sentimens qui lui avoient mérité cette place.

J'ajouterai encore que le gouvernement fédéral vient de nommer plusieurs Consuls, entre autres un pour le Cap François, et que dans cette promotion, malgré la demande du Directoire, je n'ay pas vu que M. Parish eût un successeur

Salut et Fraternité

Signé P. A. ADET

Adet to Minister of Foreign Relations.^a

Legation

de PHILADELPHIE le 2 Messidor

Philadelph^e An 4^e de la République Française Une et
Relations Indivisible.^bExtérieures *Le Ministre Plénipotentiaire de la Répu-*
Politique *blique française près les Etats Unis, Au*
No. 33. 2^{ste}.] *Ministre des Relations Extérieures*

CITOYEN MINISTRE: On vient de me procurer une copie des Instructions de Jay à lui données par le Secrétaire d'Etat, lors de son départ pour l'Angleterre. Je m'empresse de vous les envoyer.^c

Si vous vous donnez la peine de les comparer avec le Traité que ce Ministre a conclu avec le Ministre Anglais, vous verrez, Citoyen Ministre, qu'il a pris une marche toute opposée à celle qui lui était tracée; et qu'il a souscrit à des conditions qu'il ne devait pas accepter.

Quel motif a pu déterminer Jay à recevoir la loi du Ministère Anglais? Usant de la latitude qui lui était donnée par un des articles de ses Instructions, a-t-il substitué sa volonté individuelle aux volontés bien exprimées de son Gouvernement? L'affection qu'il porte à l'Angleterre a-t-elle triomphé seule de son devoir? la corruption a-t-elle agi sur lui? ou était-il porteur d'instructions secrètes du Président ignorées du Secrétaire d'Etat et connues seulement de Washington et de son Conseil particulier Hamilton? Je serais tenté de le croire, Citoyen Ministre, autrement comment expliquer la contradiction qui existe dans la conduite du Président, quand on le voit signer un Traité contraire aux ordres qu'il avait données? Si, conformément à la demande de la Chambre des Représentans, il lui avait remis les Instructions et autres pièces relatives à la mission de Jay, on aurait déjà développé ce mystère; mais j'y parviendrai peut être, si, comme on me l'a promis, on me montre la correspondance de Jay avec le Lord Gréenville et les dernières

^a Etats-Unis, vol. 46, folio 59. L. Déchiffrement. Indorsed: Déchiffrement de la dépêche N° 33. du Cit. Adet—Certifié Campy 8586.

^b June 20, 1796.

^c See American State Papers, Foreign Relations, I, 472-474.

Instructions que lui a donné le Président. Alors, Citoyen Ministre, je parlerai d'après des faits et non sur de simples conjectures.

Il est inutile, Citoyen Ministre, que j'entre dans aucun détail sur ces Instructions, les réflexions qu'elles font naître se présentent d'elles-mêmes. Je me bornerai à vous faire remarquer que le Président par l'importance qu'il attache à la paix avec Alger, par les démarches qu'il prescrit à son Envoyé pour arriver à ce but, répond aux vœux des Américains qui tous désirent naviguer dans la Méditerranée. Notre intérêt nous permet-il, Citoyen Ministre, de leur laisser usurper un Commerce qui par notre position et nos anciennes liaisons doit nous appartenir exclusivement et que pour la prospérité de la République nous devons conserver. Je ne le crois pas, Citoyen Ministre, mais je me contente de vous présenter seulement cette question dont votre sagesse trouvera la solution la plus avantageuse à notre patrie.

Salut respectueux.

Signé P. A. ADET

Adet to Minister of Foreign Relations.^a

PHILADELPHIE le 3. Messidor

An 4 de la république française une et indivisible^b

Légation
de

Philadelphie

No. 34. 2^{ata}]

Le Ministre Plénipotentiaire de la République française près les Etats Unis Au Ministre des relations Extérieures

CITOYEN MINISTRE: Une lettre du Comité de Salut public, en date du 12 Brumaire l'an 3^e ordonne au Ministre Plénipotentiaire de la République près les Etats Unis de faire parvenir au gouvernement tous les renseignements qu'il pourra se procurer sur les Etats qui s'étendent à l'Ouest et sur la Louisiane, et les dispositions de leurs habitants. Jaloux de remplir les intentions du Gouvernement à cet égard, J'ai cherché depuis mon arrivée à me procurer sur ces contrées

^a Etats-Unis, vol. 46, folio 65. L. Déchiffrement. Indorsed: Déchiffrement de la dépêche N° 34 du Cit. Adet. Certifié Campy 8587.

^b June 21, 1796.

toutes les Lumières qu'il désiroit obtenir. Je n'ay eû que des détails peu exacts; mais tout ce que J'ai appris m'a prouvé qu'au de là des *Alleganys*, dans les Nouveaux Etats qui s'établissent, seroient la richesse, la force, la puissance des Etats Unis, si la fédération Américaine n'éprouvoit aucune atteinte, ou que dans la supposition contraire, les gouvernements qui s'établiront dans ces contrées dicteroient des lois aux pays baignés par l'Océan.

J'ai pensé d'après cela qu'il étoit toute et même nécessaire de faire étudier dès ce moment un pays appelé à de grandes destinées pour que nous puissions juger par ses moyens actuels de ceux qu'il pourroit développer un jour et jeter dès ce Moment la base du plan de conduite à adopter et suivre en raison des progrès rapides qu'ont déjà fait et doivent faire les établissemens de l'Ouest.

En conséquence, J'ai chargé le Général Collot,^a retenu ici par le Procès dont Je vous ai parlé dans mon N^o 9., de parcourir tout le pays qui est à l'Ouest des *Alleganys* et que baignent l'Ohio et le Mississipi, de prendre des renseignements précis sur l'esprit et les dispositions de leurs habitans, sur la population, l'accroissement qu'elle reçoit chaque Année, le commerce qu'ils font et qu'ils doivent faire. Je l'ai chargé en outre de reconnoître tous les points militaires de l'Ohio et du Mississipi et de lever des plans des endroits dont il seroit intéressant de connoître la position.

Le Général Collot accompagné de l'adjudant général Warin, comme lui prisonnier de guerre ici, conformément aux instructions que je lui ai données, doivent descendre le Mississipi et se rendre à la Louisiane. Il continuera dans ce Pays les recherches qu'il aura déjà commencées sur le territoire Américain, et je ne doute pas qu'avec les matériaux qu'il me procurera, et à l'aide de ses observations, je ne sois à portée de terminer un mémoire que j'ay préparé depuis longtems sur la nécessité de rentrer dans la Louisiane.

J'aurais pu vous en envoyer, quant à présent, une ébauche grossière, mais j'ai mieux aimé attendre quelques mois, Citoyen Ministre, pour vous présenter dans tous ses développemens un projet utile à notre pays, capable seul d'arrêter les progrès des Anglais sur ce continent, et d'empêcher les

^a See American Historical Review, X, 272.

Américains de nous priver du prix des sacrifices que nous avons faits pour eux.

J'ose me flatter, Citoyen Ministre, que vous approuverez les mesures que j'ai prises, et j'ose croire que les idées que je vous soumettrai dans quelques mois vous prouveront que l'intérêt de la République m'occupe tout entier. Je terminerai cette lettre, Citoyen Ministre, en vous prévenant que le Général Collot qui m'a puissamment servi ici dans des occasions très délicates a accepté avec joie la mission dont je l'ai chargé malgré les fatigues et les dangers dont elle étoit environnée. Il n'a rien calculé, parcequ'il s'agissoit de servir son pays.

Il en est de même de l'adjudant Général Warin. J'ose me flatter, Citoyen Ministre, que vous voudrez bien prier le Directoire Exécutif de se rappeler de ces deux Officiers, lorsqu'après avoir terminé leur voyage et avoir été échangés, ils pourront de nouveau offrir leurs services à la Patrie.

Signé P. A. ADET.

Projet d'instructions pour le Citoyen Mangourit—Chargé d'affaires de la République près les Etats Unis.^a

Le Directoire Exécutif en nommant le Citoyen Mangourit^b Chargé d'affaires auprès des Etats Unis d'Amérique

^a Etats Unis, vol. 46, folio 100. Indorsed: Etats Unis 19, thermidor An 4. (August 6, 1796).

^b The following sketch is translated from Masson, *Le Département des Affaires Etrangères pendant la révolution* (Paris, 1877), pp. 323-325: "Michel Ange Mangourit was born at Rennes, August 21, 1752. From 1770 to 1777, he was lieutenant in the Pontorson coast-guard battalion; then he was provided with the office of criminal judge in the presidial of Rennes. While holding this office, according to the Journal de Perlet, he, in collusion with his secretary, fabricated writs which were issued against fictitious personages, and which were thus supposed to appear in his official report; these writs were paid for from the treasury. Mallet du Pan, in turn, accuses him of having attempted the violation of a girl whom he was charged with examining, and of having escaped hanging only by hasty flight. In 1787, he published a number of brochures which were condemned and burned by decree of the parliament of Brittany. Arriving in Paris at the close of 1788, he edited, from January 1 to June 30, 1789, a journal: *le Héraut de la nation sous les auspices de la patrie*, 63 numbers in octavo. This singular sheet, which bore the motto '*Mont joie Saint-Denis!*' championed the cause of the monarchy against the nobility, and was, it is said, subsidized by the court. Mangourit was on that account none the less one of the conquerors of the Bastille. June 28, 1791, he delivered at the bar of the National Assembly, *in the name of his brothers in arms*, an address which was honored by printing. He was made the orator of his section, that of the Gravilliers, and the framer of its petitions. These civic services were rewarded, March 2, 1792, with the place of consul at Charleston. [See the Mangourit Correspondence in Report of American Historical Association, 1897, pp. 569-679. There is a

dans les circonstances actuelles, lui a donné la plus grande marque qu'il puisse desirer de sa confiance dans son patriotisme et dans ses talens. Pour mettre le C^m Mangourit en mesure de mieux répondre à cette confiance, on va lui tracer dans les presentes instructions la position actuelle des Etats unis envers la Republique française, les points particuliers dont il devra s'occuper, et les principes qui devront faire la base de sa conduite.

report giving the explanation of his recall by reason of complaints of the United States in *Etats-Unis*, vol. 5, 1790 à 1813, doc. 9.]

"Dismissed from America, with all the French agents, following the indiscretions of Citizen Genet, minister plenipotentiary, he reached Paris August 23, 1794, hastened to have printed under the title: *Mémoire de Mangourit* (12 quarto pages, n. p., n. d.) the addresses which he pretended had been made to him before his departure by the governor and citizens of South Carolina, and overwhelmed with letters and insistent solicitations the Committee of Public Safety, which finally charged him with a study of the situation of France in reference to the Two Sicilies and Spain.

"Meanwhile, the Committee of Public Safety, having perceived the incompetence of Buchot, had been for some time seeking a successor for him. November 3, 1794, Richard proposed to the Convention, in the name of the Committee of Public Safety, the nomination of Citizen Mangourit, former consul of the Republic near the United States, to the post of commissioner. But Mangourit refused in the letter which follows:

"PARIS, November 5, 1794.

"*Representatives of the People, Composing the Committee of Public Safety:*

"Named by the French government as consul at Charleston, I went to the United States, and I believe I justified the confidence with which I was honored. Called by decree to the position of Commissioner of Foreign Relations, I regard it as a sacred duty to declare that I do not believe myself possessed of sufficient knowledge [*assez de lumières*] to fill that important post. I beg you to permit me to ask you to make another choice, and to be assured that the most precious moments of my life will always be those in which I can serve the cause of liberty and equality.

"Salut et fraternité

"MANGOURIT."

"After this act, which does him honor, Mangourit again began his solicitations. Arrested in Prairial as a "terrorist," he fought the sections, October 5, 1795, in the ranks of the first company of the first battalion of the patriots of 1789. At length he succeeded in being named first secretary of the Spanish legation (November 27, 1795), but he spent his time in founding clubs and denouncing the ambassador; he carried his propagandism so far that the Spanish government demanded his recall. He was named chargé d'affaires for the United States, July 26, 1796, but perhaps did not go. [Monroe protested against the appointment, and it was canceled; see *American State Papers, Foreign Relations*, I, 741.] At all events, he published, in the year V, at Paris, a pamphlet against Carnot (*la Tyrannie de C , ou les carnutes*, Paris, Year VI, octavo), against whom he pretended to have cause for complaint. Named chargé d'affaires for the republic of the Valais (November 16, 1797), he there preached hatred of priests and made himself the propagator of the doctrines which were to open the whole of Switzerland to the rapine of the Directory. In consequence of the revolution which he provoked in the Valais, he received a medal the detail of which may be seen in Hennin (*Histoire numismatique de la Révolution*, p. 616). Recalled in prairial of the same year and named secretary of legation at Naples, with Lacombe Saint Michel, he was not received. He was then made commissioner of foreign relations in Ancona and member of the agency for the army of Egypt, Archipelago, and Morea. This agency was charged with inviting the Greeks to insurrection, and with bringing about, on behalf of the army of Egypt, a diversion in Albania, Epirus, and Morea.

il serait inutile de développer ici les nombreux sujets de mecontentement que nous a donné le Gouvernement Fédéral depuis notre rupture avec la Grande Bretagne. Les actes de partialité de ce Gouvernement en faveur de cette dernière puissance, sa facilité à sacrifier au Cabinet de S^t James et la lettre et l'esprit de nos traités; Enfin le contraste perpétuel de sa conduite avec la voix unanime du Peuple, sont suffisamment connu du Cⁿ Mangourit. Les détails de nos différents griefs sont consignés dans la correspondance des Ministres ses prédécesseurs. Le traité conclu entre les Etats Unis & la Cour de Londres, est venu mettre le comble à cette conduite au moins légère, et le Directoire ne peut plus garder le silence sans compromettre la dignité de la République & sans trahir ses devoirs.

Vivement affecté de cet état des choses le Directoire Exécutif avait un moment songé à faire expliquer les Etats Unis. Sa répugnance à donner en spectacle aux ennemis de la liberté les mesintelligence de deux républiques que tout doit rapprocher et les ménagemens que mérite l'amitié non équivoque de la nation Américaine l'ont déterminé à recourir à la mesure qui lui a paru propre à témoigner du mecontentement sans précipiter les affaires vers une crise

(See *Correspondances de Paris, Vienne, Berlin, Varsovie, Constantinople, 1788-1795*, published by Jules Lair and Émile Legrand, and the *Lundis révolutionnaires* of M. Avenel.) Pillaged at Viterbe in 1798 (see Mangourit's book: *le Mont Joux*, etc., followed by *la Journée de Viterbe*, Paris, Year IX, 98 pages, and especially: *Précis de mon voyage et de ma mission en Italie dans les années 1798, 1799*, and *Relation des événements qui ont eu lieu à Viterbe*, by M. Méchin, Laon, 1808, octavo), besieged in Ancona, one of the commissioners chosen for the surrender of the place after a siege of one hundred and five days (see: *Défense d'Ancône et des départements*, by Mangourit, Paris, Year X, 2 vol., octavo); appointed then to the so-called Commission of the Émigrés, he received under the empire the offer of the vice consulate at Savannah which he refused, gained membership in various learned societies, was interested in free masonry, and won, in 1814, upon his demand, the cross of the Legion of Honor. 'For besides,' said he, 'I have a fortune of at least ten thousand livres income.' He continued to publish brochures and books, and lived until February 17, 1829."

Although Mangourit was not sent to the United States as contemplated by these instructions, they are important in view of the critical situation at that time. With his previous record as a manager of French interests among our discontented frontiers, men, it is not strange that he was obnoxious to the United States. Monroe's discussion of this proposed mission, and his information that France was planning to recover Canada, Louisiana, and the Floridas, uniting to them the Western settlements of the United States, are in American State Papers, Foreign Relations, I, 741-746. For the negotiations between France and Spain at this time see Sorel, in *Revue historique*, XIII, 270-274. Delacroix's official notice to Monroe of the suspension of Adet, October 7, 1796, is in Foreign Relations, I, 745.

qui ferait le triomphe de nos ennemis communs. Cette mesure est le rappel du Ministre Plénipotentiaire de la République et l'envoi d'un chargé d'affaires.

Le Citoyen Mangourit verra donc facilement que la base de la conduite du Directoire en cette occasion est la modération et l'énergie, et il s'empressera d'y conformer la sienne. Après avoir été reconnu selon les formes usitées, il examinera avec soin l'effet que produira son arrivée. il s'expliquera franchement avec l'administration sur les motifs de plainte que le Directoire croit avoir, et il ne cachera pas que le traité de Londres est celui de tous auxquels il a été le plus sensible, ce traité devant sous plus d'un rapport nous paraître étrange. Malgré l'adresse des negociateurs à respecter la lettre de nos traités antérieurs, le Directoire a vu dans cet acte l'équivalent d'une alliance intime avec notre plus cruelle ennemie. Faire un traité d'amitié et de commerce au milieu des hostilités, avec une nation belligérante n'est rien moins que compatible avec cette neutralité rigoureuse que les Etats Unis ont paru si jaloux de maintenir. Conclure avec l'Angleterre durant la guerre un traité d'amitié sur des bases aussi étendues, c'est outrager la République française l'abaisser de tout le relief donné à son ennemie, et détruire enfin l'esprit des pactes faits antérieurement avec elle. Le President lui-même avait senti combien une pareille mesure serait déplacée dans le tems où elle a été prise, puisqu'il annonça lors de l'envoi de M^r Jay à Londres que sa mission se bornerait à des accomodemens sur les déprédations commises par l'Angleterre. Le secret dans lequel cette négociation s'est conduite la dissimulation dont M^r Randolph à Philadelphie & M^r Monroe à Paris ont été rendu les instrumens, nous annoncent assez l'opinion que le Gouvernement Federal lui-même avait de sa conduite.

Si l'on exigeait du C^m Mangourit qu'il précisât particulièrement les stipulations du traité de Londres dont nous croyons pouvoir nous plaindre, il déclarerait qu'indépendamment des points commerciaux, dont on ne s'occupe pas pour le moment, le Directoire a du voir avec peine que les Etats Unis aient sacrifié à la G^e Bretagne les trois points qui suivent.

1^o la franchise des propriétés ennemies sous pavillon neutre.

2^o la definition de la contrebande telle qu'elle a été reconnue par presque tous, pour ne pas dire tous, les traités existans.

3^o Le libre transport des provisions et autres objets non contrebande, dans tous les cas, excepté celui du blocus, ou du siege *effectif* d'une place, conformément aux traités, et aux declarations des puissances neutres durant la guerre derniere.

Lorsque la France a traité avec les Etats Unis sur ces bases en 1778, elle n'a pu concevoir qu'ils abandonneraient des principes qui furent aussi chaudement défendus par la neutralité armée, et pour le triomphe desquels la guerre de leur independence avait en partie été entreprise. Dans tous les tems le traité de Londres nous aurait libéré de ces engagemens du notre qui concernent les privileges des neutres. C'est pour parer aux inconveniens les plus immediats qui en resultent pour nous de son exécution que le Directoire a cru devoir prendre l'arrêtée du 14 Messid^r relatif a la conduite qui tiendront envers les Pavillons neutres les vaisseaux de la Republique.^a les Etats Unis diraient vainement que les clauses que nous censurons doivent expirer avec les présentes hostilités. Cette excuse est elle meme une circonstance apparante. Elle prouve que c'est en sacrifiant la Republique durant cette guerre qu'on a obtenu de la grande Brétagne un raccomodement incomplet. Enfin l'Espagne et la Hollande ont egaleement droit de se plaindre de ces stipulations, & il serait possible qu'elles se portassent aux mêmes mesures.

Ces developpemens sont fournis au Cⁿ Mangourit pourqu'il en fasse la base de ses remontrances. la question ayant d'ailleurs été desormais epuisée il n'est pas probable qu'elle soit remise en discussion. Ce sera donc dans ses conversations surtout qu'il devra faire valoir ces raisonnemens.

Le chargé d'affaires devra d'ailleurs veillir à l'exécution rigoureuse des traités existans entre la Rep. & les Etats-Unis. il s'est élevé sur l'exécution des articles 17 et 22 du

^a July 2, 1796, American State Papers, Foreign Relations, I, 576, 577.

traité de commerce des difficultés dont la plupart subsistent encore. L'art 17 qui stipule que nos prises entreront dans les Ports des Etats unis sans que les tribunaux puissent en connaitre, a surtout prêté aux discussions. Les Cours d'Amirauté des Etats Unis ont pretexté deux motifs pour l'immiscer dans ces sortes d'affaires, savoir 1^o l'armement primitif du bâtiment capteur ou l'augmentation de son armement dans les Ports Américains. 2^o la capture dans la ligne d'eau des Etats Unis. Le Gouvernement Federal a soutenu ces pretentions et elles ont été une source intarissable de proces ruineux pour nos armateurs.

il est incontestable que l'examen de ces deux circonstances, est un droit pour la nation neutre chez laquelle les prises peuvent etre conduites. Mais pour en concilier l'exercice avec l'art. 17 du traité qui interdit aux tribunaux toute intervention, rien n'était plus facile que de convenir d'un mode sommaire d'enquête sur le fait sans recours aux officiers de justice. Le Citoyen Mangourit en réclamera l'adoption en se fondant sur deux lettres ecrites en Juin et 9^{bre} 1793 par M^r Jefferson au Cⁿ Genet, et dans lesquelles le premier proposait lui même un plan de la nature de celui dont il est ici question. Après être convenu des bases générales, il en demandera l'application aux causes de prises qui peuvent encore être pendantes et réclamera la main levée de toutes detentions provisoires faites en vertu des pouvoirs que les tribunaux se sont arrogé. il y a eu entre le Cⁿ Fauchet & le Sec^r d'Etat plusieurs discussions sur la clause de l'art. 17 qui interdit l'entrée des ports Américains, *au V^x qui auraient fait des prises sur les Citoyens français.* M^r Randolph limite le sens de cette stipulation aux prises et aux V^x venant avec leurs prises. Le Cⁿ Fauchet a soutenu qu'elle prononçait l'exclusion du vaisseau capteur. Ce dernier sens nous serait le plus avantageux, et cependant comme il prête à des objections solides, on ne peut s'engager sur ce point qu'avec reserve. Mais en même tems nous devons ne pas mollir sur l'entrée des prise anglaises, et le Cⁿ Mangourit declarera que c'est avec le plus grand etonnement que nous avons du voir la Corvette l'Espérance prise sur nous par l'Escadre de Murray amenée dans le Port de

New York où elle se trouvait au mois de decembre dernier (v. s.)

Le Cⁿ Mangourit n'ignore pas que la majeure partie des querelles elevées sur les prises a sa source dans les pretentions qu'en vertu de l'art. 22 nous avons formé à l'armement de nos corsaires dans les Ports Americains. Cette prétention ayant été abandonné formellement par l'organe du Cⁿ Fauchet, il est évident qu'on ne peut plus soutenir ceux qui seraient dans ce cas. L'interet de la Rep. veut que nous concourions à faire tout le mal possible au commerce ennemi: nos agens peuvent en conséquence aider de leur intervention les armateurs qui ont su masquer leurs armemens au point de tromper la vigilance des Etats Unis. Mais le Cⁿ Mangourit sentira la nécessité de ne point compromettre son credit dans les cas contraires. il ne saurait à cet égard être trop en garde contre les fausses démarches ou l'avidité de certains réclamans tentera de le précipiter

Quoique la Republique n'élève plus aucune prétention au droit d'armer dans les ports Américains, les Etats unis ne peuvent cependant sans injustice poursuivre durant toute la guerre, comme ils l'ont fait jusquici un corsaire originairement armé ches eux, quelque modification posterieure qu'il ait d'ailleurs éprouvée, et quoiqu'il ait été vendu, réarmé & commissionné dans un Port F^{ais}. Le Cⁿ Mang^t fera facilement sentir la nécessité d'adopter quelques arrangemens à cet égard.

Le Chargé d'affaires rappellera aussi au Gouvernement Fédéral, l'inexécution de la Convention consulaire dont tous ses prédecesseurs se sont plaint. On lui objectera surement les défauts de cette Convention et ses inconveniens. Ces inconveniens sont pour nous comme pour les Etats Unis, & nous n'en executons pas moins nos engagements. En attendant que cet acte expire la bonne foi exige que les intérêts de nos citoyens ne souffrent pas plus longtems par suite de spéculation auxquels ils sont étrangers. il sera bon de pressentir les Etats Unis sur les changemens quils desireront faire a cette Convention

Lorsque le Cⁿ M^t reclamera l'exécution des traités on ne manquera pas de lui opposer l'arrêté du Directoire dont il a

été question plus haut & dans lequel lon verra de notre part une infraction à l'art. 24 du traité de commerce de 1778. il sera facile au Citoyen Mangourit de prouver que cet arrêté n'est pas avantageux aux Etats Unis en ce qu'il a pour but de forcer l'Ang^{re} par son propre intérêt à reconnaître les droits des neutres. Nous avons lieu de croire que les Etats Unis ayant sacrifié les principes de la neutralité moderne vis-a-vis de cette puissance, ils n'exigeront pas que nous nous y soumettions seuls à notre grand désavantage. Le Directoire d'ailleurs n'a fait que rétablir un Etat de choses qui a duré presque toute cette guerre, et dont les Etats Unis eux mêmes avaient senti la justice. Les instructions de ses prédécesseurs continuent sur ce point des argumens qu'il est inutile de répéter. Les autres stipulations de nos traités qui peuvent être avantageuses à l'Amérique continuant d'être ponctuellement exécutées de notre part nous devons esperer que le Gouvernement Fédéral observera de même celles qui peuvent l'obliger envers nous, et qu'il ne changera rien à cet egard à ce qui a existé depuis les hostilités.

Après avoir détaillé les points qui devront faire la matiere des plaintes du Cⁿ Mangourit et exciter la surveillance on passe à d'autres non moins importans que les circonstances pourront mettre sur le tapis et sur lesquels il est bon qu'il connaisse les intentions du Directoire.

Les changemens que les elections qui doivent avoir lieu sur la fin de cette année (v. s.) apporteront dans les différentes branches du Gouvernement général produiront probablement dans le systeme politique des Etats Unis une révolution dont le Cⁿ Mangourit devra suivre attentivement les progrès. Le vœu public a si unanimement réprouvé la conduite de l'administration dans ces derniers tems, qu'il est à présumer que le tiers du Senat dont les pouvoirs expirent sera remplacé par des hommes de principes differens et que le General Washington renoncera à une place qu'il ne peut plus occuper avec honneur. On peut esperer que M^r Jefferson sera porté au Fauteuil. Dans cette hypothèse il sera important de pressentir le système de l'administration nouvelle quant à la G. Bretagne et à la France et quant aux

affaires maritimes de l'Europe. Les dernières nouvelles des Etats Unis nous annoncent que les Anglais se préparent à exécuter les articles du traité de Londres qui concernent la restitution des Forts situés sur les Lacs. Le Cⁿ Mangourit s'appliquera à observer les effets de cette mesure & les suites qui pourront résulter de la libre communication des Etats Septentrionaux avec le Canada. Cette Province devient facilement attaquable aux Etats Unis après la reddition des Postes; Le mecontentement de ses habitans faciliterait une invasion, et l'on est naturellement porté à croire qu'il y a quelques stipulations secrètes au moyen desquelles l'Angleterre s'est procurée quelque garantie de ce côté. Cette conjecture se fortifie par l'obstination avec laquelle le Président a refusé à la Chambre des Representans la communication des papiers relatifs à la négociation de M^r Jay. Le Chargé d'affaires ne negligera rien pour s'éclairer à cet égard, ainsi que sur la latitude d'exécution que les deux parties entendent donner au traité de Londres. Cette surveillance sera d'autant plus nécessaire qu'il est à craindre que les Anglais par l'appareil de puissance qu'ils déploient sur les Cotes des Etats Unis, n'essayent de faire expliquer certains articles ambigus de ce traité, d'une manière à détruire les nôtres.

M^r Jefferson s'affranchirait selon toutes les apparences de l'étiquette par laquelle son prédécesseur s'est interdit toute conversation sur les affaires publiques avec les Envoyés étrangers. Cette précaution suggérée au Général Washington par son caractère & son inexpérience dans les premiers tems, ne conviendrait point au rôle M^r Jefferson est appelé à jouer. Ses entrevues avec ce dernier seront donc de la plus grande importance. Le Cⁿ Mangourit s'expliquera franchement avec lui sur nos griefs. il dira que le Directoire Exécutif n'a point perdu l'espoir de voir consolider entre les deux nations l'union la plus intime; qu'il attache le plus grand prix à l'amitié des Etats Unis que personne ne sait mieux apprécier que lui leurs destinées, et qu'il recevra avec le plus vif empressement les ouvertures qui auraient pour but d'unir la puissance des deux nations pour amener la Grande Bretagne à des principes plus modérés et de détruire l'ascendant qu'elle s'est procurée par un

traité que toute l'Amérique a condamné d'une voix unanime. il sera facile au Cⁿ Mangourit de prouver que la République dans cette alliance serait loin d'obtenir des avantages sans équivalent. Notre position en Europe, celle que la force de choses nous donnera en Amérique nous mettent en mesure d'être alliés plus qu'utiles dans les deux mondes.

M^r Jefferson reproduirait probablement les propositions de traité de commerce qu'il fit en 1792 et qui sont consignées dans le N^o 31. de la correspondance du Cⁿ Ternant. Le Cⁿ Mang: en cherchant à le faire s'expliquer sur les prétentions des Etats Unis gardera de son côté la réserve; il en trouvera le prétexte dans le traité de Londres qui naturellement a dû nous refroidir sur une négociation où nous aurions encore à faire des sacrifices. il insinuera que le Directoire désirerait préalablement voir renouveler l'alliance, et nos motifs en ceci sont palpables. Tant d'hommes influens se sont attachés à établir que celle de 1778 avait expiré avec la guerre dernière, la conduite des Etats Unis durant celle-ci a tellement concordé avec cette opinion que nous devons souhaiter une explication à cet égard. En matière de commerce, au surplus, nous sommes décidés à exécuter notre acte de navigation, et nous serons naturellement très réservés sur des exceptions qui finiraient par se généraliser au point de l'anéantir. Les Etats Unis ne pourraient eux mêmes mieux faire, que d'en adopter un—et rien ne détruirait plus efficacement la preponderance & le monopole de l'Angleterre. Si cette question déjà souvent agitée et constamment ajournée par suite, sans doute, de l'influence Angloise, était remise sur le tapis, nous ne pourrions que désirer de la voir réussir. Le Cⁿ Mangourit n'oubliera pas d'ailleurs d'étudier les rapports commerciaux des Américains avec l'Europe & les variations qu'y doivent introduire les progrès journaliers de la population et des arts dans les Etats Unis. il recherchera les moyens de repandre les produits de nos manufactures, et de les substituer à celles de l'Angleterre. Ces recherches trop souvent négligées sont cependant un des buts principaux que se propose l'Etat en entretenant des Envoyés chez les nations étrangères. Le Cⁿ Mangourit s'aidera dans ces travaux avec beaucoup d'avantages de la correspondance des consuls. Nos vins ont été imposés dans ces derniers tems

a une taxe tres forte qui les empêche de soutenir la concurrence avec les vins d'Espagne & de Portugal; En cultivant avec soin nos amis, dans le Congrès on obtiendrait facilement une reduction

Les bruits qui se sont repandus sur la rétrocession de la Louisiane à la France, seront probablement parvenus aux Etats Unis et le Cⁿ Mangourit sera sans doute interrogé sur ce point. il conviendra de laisser le Gouv^{mt} fédéral dans l'incertitude a ce sujet, en faisant sentir d'ailleurs que sa conduite seule nous aurait pu suggérer l'idée d'une telle negociation. il sera bon en même tems de connaître l'effet de ces bruits dans les Pays situés audela des montagnes; et de prendre des renseignemens sur les nouvelles combinaisons que parait devoir faire naître dans ces contrées L'ouverture du Mississipi par le traité conclu l'année dernière (v. s.) entre l'Espagne & les Etats Unis.

il serait hors de propos d'observer que les vues qui viennent d'être développées, ne sont pas tellement subordonnées à l'avénement de M^r Jefferson à la presidence, quelles ne puissent servir dans aucune autre hypothèse. il est clair quelles devront être mises en avant avec les modifications que suggeront les circonstances. Quoique nous devions desirer la retraite du Général Washington, le Cⁿ Mangourit évitera cependant avec le plus grand soin de se compromettre en laissant percer ce vœu. Durant les elections il tiendra la conduite la plus mesurée, & continuera ses assiduités auprès du Président actuel. il sait avec quel avantage nos ennemis se sont servis du fantôme de notre pretendue influence pour pousser les Etats Unis vers l'Angleterre, et faire fructifier l'idée de la nécessité de nous opposer un contre-poids. il sera facile de démontrer aux hommes honnetes que cette tactique a séduits, que c'est ainsi qu'on a precipité l'Amérique dans la balance de l'Angleterre; le resultat de ce système qui naquit dès la paix de 1783, est aujourd'hui dans tout son jour. Mais pour donner du poids à ses raisonnemens, le Cⁿ Mangourit devra éviter tout ce qui pourrait prêter aux commentaires de cette faction. il n'oubliera point a cet egard les exemples du passé, et les fautes de ses predecesseurs seront pour lui d'utiles leçons. il s'expliquera dans tous les cas sur les hommes qui gouvernent & sur le

Président de maniere à ne point donner prise à nos ennemis. il n'oubliera point dans les momens de la plus intime confiance, que le General Washington a toujours su se servir des secretaires d'Etat pour sonder les Envoyés étrangers. La défense publiée par M^r Randolph l'année dernière (v. s.) en offre une preuve complete. On observera en passant sur cette publication qu'il conviendra de faire sentir par l'entremise du Sec^{re} d'Etat que le Directoire a du être mortifié d'y voir une lettre où le President nous désigne sous le nom *d'amis d l'anarchie et du Desordre*. La maniere dont cette lettre a été rendue publique ne permet pas d'y donner autrement d'importance, et il est bon néanmoins de prouver que le Direc^{re} n'a pu y être indifférent

On terminera cette instruction par quelques détails sur la conduite que devra tenir le Cⁿ Mangourit envers les individus influens & les envoyés Etrangers.

Quoique l'agent de la Republique francaise doive des égards particuliers aux hommes qui sont attachés à notre cause, c'est une erreur de croire qu'il soit tenu de rompre avec ceux qui sont dans des principes contraires. Le Cⁿ Mangourit sait que l'Envoyé de la France occupe le premier rang à Philadelphie & Jouit de la considération de tous les parties qui se le disputent. En affichant de l'éloignement envers ceux qui passent pour nous être opposés, on se prive d'un moyen efficace d'obtenir des notions utiles. la presence des émigrés seule peut l'éloigner d'une Société, et dans le cas où l'on affecterait de le faire remonter avec cette espece d'individus il n'hésiterait point à se l'interdire. Parmi les hommes qui méritent la confiance la plus etendue de la part du Cⁿ Mangourit, on distingue M^r Madison et ses amis avec lesquels il ne saurait trop se concerter. Le Chancelier de l'Etat de New York, M^r Robert Livingston a transmis a différentes époques des plans qui sont une preuve de l'intérêt qu'il prend à nos affaires. Le Cⁿ Mangourit lui en témoignera dans l'occasion la reconnoissance du Directoire.

S'il est des hommes qui méritent la confiance des agens de la République, il en est d'autres, même parmi nos partisans, avec lesquels ils ne sauraient garder trop de mesures. Le Cⁿ Mangourit connaît les partis qui divisent l'Amérique. il est des individus aigris contre le Gouvernement, qui désirent

couvrir d'un nom influent leurs démarches violentes, qui sont liés en apparence avec les hommes généralement estimé qu'on a cités plus haut, mais qui en different réellement de motifs et de but. En se livrant à eux, il faut renoncer à la confiance des autres, et l'on se compromet sans gagner aucun credit.

Quelque soit le merite des opinions nous devons garder la plus parfaite impartialité en affaires domestiques. Le Directoire a défendu ce principe avec trop de vigueur dans plusieurs circonstances pour qu'il nous soit permis de nous en écarter. Nous aurions tout l'odieux d'un systeme contraire sans en retirer le moindre fruit dans les Etas Unis. L'observation prouve que la distance et les principes politiques qui y dominent n'y permettant d'autre influence que celle que s'acquiert par des rapports intimes avec ceux qui gouvernent, ou par du concert avec les hommes qui influent sur les affaires. En consultant les hommes sages dont on a parlé, on est sûr de ne jamais devier de la ligne des convenances. Ce serait une erreur au surplus que de croire que ces règles circonscrivent et enchainent l'activité. Entre l'imprudence qui se compromet, et la faiblesse qui n'ose rien, l'habilité se trace une un sage milieu. Ces reflexions sont suggerées par la connaissance intime de l'Etat de choses en Amerique, & le Cⁿ Mang^t la possède assez pour en sentir la justesse

Quant aux envoyés etrangers l'agent de la République devra vivre dans la plus parfaite harmonie avec les Ministres d'Espagne et de Hollande M^r Van Berkel Ministre du Stathouder a été rappelé a la demande du Directoire. nous devons nous feliciter aussi d'avoir vu substituer le Chevalier Yrujo, Sec^{re} de legation de la Cour de Madrid à Londres, à M^r Jaudenès que son caractère personel autant que sa conduite aux Etats Unis devoient rendre desagreable à nos Envoyés. Le nouveau Ministre de la G. Bretagne M^r Liston, a deja rempli plusieurs missions importantes, & jouit d'une réputation de grands talents. On le soupçonne chargé de proposer aux Etats Unis une alliance définitive avec l'Angleterre. Quoique cette mesure dût infailliblement perdre l'administration qui la prendrait en Amerique, ces bruits nous ordonnent cependant la plus grande surveillance. M^r Liston continuera sans doute le systeme suivi par son pré-

décèsseur avec beaucoup de succès, de faire verser le ridicule sur nos affaires & sur nos partisans par des pamphlets stipendiés. il conviendrait de sonder nos amis sur les moyens de mettre un terme à cette tactique sans cependant nous compromettre avant la certitude du succès; et de faire d'ailleurs quelques insinuations au Gouvernement, au sujet de l'auteur connu de ces libelles

Le Directoire borne à ce qui précède les instructions présentes. il s'en rapporte pour le reste à la prudence & aux lumières du Cⁿ Mangourit. il sentira qu'à la distance où il va être, il devra souvent prendre sur lui, jusqu'à ce que les moyens de correspondance soient plus réguliers et plus faciles. il recevra pour ses rapports avec les Colonies les ordres du Ministre de la Marine, et le Ministre des Relations extérieures pourra, s'il le juge convenable, lui donner un supplément d'instructions sur les détails qui n'auraient pu entrer dans celle-ci.

Remis au Ministre le 19. Thermid^r An 4^e

Brunet to Minister of Foreign Relations.^a

Légation

de

Philad^{ie}

Relations

Extérieures

Seances des

Arts

1^{re} Bureau

Secretariat

Général

No. 1^{re} 1^{re} ^{ta}]

PHILADELPHIE le 2. Fructidor

l'an 4^e de la République française une et indivisible.^b

Le Secrétaire de Légation chargé de la correspondance en l'absence du Ministre Plénipotentiaire de la République Française près des Etats Unis de l'Amérique Septentrionale Au Ministre des Relations Extérieures

CITOYEN MINISTRE: Le Citoyen Adet, Ministre Plénipotentiaire voyageant en ce moment dans quelques Etats de l'Union, m'a autorisé à entretenir pendant son absence la

^a Etats-Unis, vol. 46, folio 130. L. S. Indorsed: Cⁿ Guiraud et faire extraire pour le D^r et l'Institut.—fait le 28 fr^e Je n'ai pas connoissance de l'arrivée du 1^{er} Vol. de la partie de St Domingue ci dev^t Espagnole N^o 1795. B. N. 839.

^b August 19, 1796.

partie de sa correspondance qui n'exige pas le déploiement du caractère et des pouvoirs ministériels; il a bien voulu m'accorder assez de confiance pour me charger de l'ouverture de ses lettres, et m'a ordonné de lui communiquer sur le champ par le moyen du chiffre des Consuls, les ordres du Gouvernement qui pourraient exiger son retour subit près du Siègne du Gouvernement Fédéral.

Je dois, Citoyen Ministre, à la même autorisation l'honneur de vous accuser réception de votre lettre du 22 Floreal, qui m'est parvenu ce matin avec divers journaux du même mois et l'ouvrage de Thomas Payne sur la décadence du système des finances d'Angleterre.

Cet ouvrage, Citoyen Ministre, était déjà parvenu aux Etats Unis. Il a été réimprimé à New York et à Philadelphie. Je vais néanmoins faire usage des exemplaires que vous avez adressés au Ministre Plénipotentiaire pour le répandre dans les parties des Etats Unis où il n'a pas encore pénétré.

La description de la partie Espagnole de S^t Domingue publiée à Philadelphie par le Citoyen Moreau S^t Merry, intéressait de telle manière le Gouvernement, que le Citoyen Adet, a cru devoir y souscrire pour cent exemplaires.

Par sa dépêche du 27. Ventose dernier, timbrée Politique N^o 8., le Ministre Plénipotentiaire vous en a rendu compte, et il vous a fait passer par la corvette le Ranger, en Prairial trente exemplaires du premier volume qui seul était publié à cette époque.—

Il en a également adressé plusieurs exemplaires aux autorités constituées de S^t Domingue.

Le second Volume a paru, et je cherche une occasion pour vous faire parvenir, le plus grand nombre possible d'exemplaires de l'ouvrage complet. outre les 30 seconds volumes servants à compléter le premier envoi qui vous a été fait.

Vous pourrez aisément alors, Citoyen Ministre satisfaire cette demande de la classe des Sciences Phisiques et Mathématiques de l'institut National.

A l'égard des renseignements qu'elle désire sur les decouvertes en mécanique du Citoyen Henry, J'ai l'honneur de vous annoncer que déjà l'année dernière les travaux de cet ingénieur ont été envoyés en France et que lui-même après

avoir été retenu longtemps à Philadelphie par le désordre de sa santé est enfin parti pour France par la voie de l'Espagne muni d'une lettre de recommandation du Ministre Plénipotentiaire au Consul de Cadix.

J'ai lieu d'espérer par conséquent qu'avant même que cette réponse vous parvienne, le Citoyen Henry aura commencé sous les auspices de l'institut National, l'expérience de ses découvertes.

Attaché au progrès des Sciences et des arts, et savant lui-même le Citoyen Adet n'a rien négligé depuis son arrivée aux Etats Unis pour recueillir tout ce qu'ils renferment de découvertes utiles: il y a consacré le très petit nombre d'instans dont le courant des affaires lui a permis de disposer; je n'anticiperai point sur les rapports qu'il aura à faire du bruit de ses efforts à l'institut National; le voyage qu'il exécute en ce moment, Citoyen Ministre, et dont vous connaîtrez les motifs et les résultats enrichera sans doute sa collection déjà très précieuse.

Salut et Respect

BRUNET

Brunet to Minister of Foreign Relations.^a

Légation

de

Philadelph^{ie}

Relations

Extérieures

1^{er} Bureau

Sécrétariat

Général

No. 2. 1^{sta}]

PHILADELPHIE le 7. *Fructidor*,

l'an 4^e de la République Française une et
indivisible.^b

Le Secrétaire de Légation chargé de la correspondance en l'absence du Ministre Plénipotentiaire de la République française, près les Etats Unis de l'Amérique Septentrionale

Au Ministre des Relations Extérieures

CITOYEN MINISTRE: Le Ministre Plénipotentiaire a reçu il y a quelque tems, le primata de votre lettre du 25 Nivôse dernier le duplicata m'est parvenu hier par la voie de Bordeaux, et j'ai reçu en même tems la suite des loix qui y était annoncée. Au moyen de cet envoi le dépôt de la Légation en possède aujourd'hui une collection complète.

^a Etats-Unis, vol. 46, folio 150. L. S. Indorsed: B. N. 840. à déposer.

^b August 24, 1796.

J'ai la crainte que la seconde expédition annoncée par le Havre, n'ait été conduite à Halifax; plusieurs batimens expédiés de ce port ont été enlevés à la vue de la côte par la croisière Anglaise

Les ordres que vous avez bien voulu donner, Citoyen Ministre, aux agens maritimes du Havre et de Bordeaux pour leur recommander l'envoi des loix, ont été exécutés avec ponctualité. Le Ministre a reçu régulièrement les bulletins depuis l'établissement du Gouvernement constitutionnel.

Mais une perte à regretter est celle des leçons et débats des Ecoles Normales, le Ministre et les Consuls, à l'exception des deux premiers volumes de leçons et du 6^me dernièrement envoyé, n'ont reçu que quelques feuilles détachées des autres volumes de cette interessante publication il serait bien à désirer que cette perte put être réparée.

Salut et Respect.

BRUNET

Brunet to Minister of Foreign Relations.^a

PHILADELPHIE, le 17, Fructidor,

l'an 4^e de la République Française une et indivisible.^b

Légation
de
Philadelph^{ie}
Rélations
Extérieures
Secretariat
No. 3. 1^{ata}]

Le Secrétaire de Légation chargé de la correspondance en l'absence du Ministre Plénipotentiaire de la République Française, près les Etats Unis de l'Amérique Septentrionale Au Ministre des Rélations Extérieures.

CITOYEN MINISTRE: J'ai reçu hier seulement l'exemplaire de la constitution Nationale que vous avez adressée au Ministre Plénipotentiaire avec votre lettre du 29. frimaire.

Attaché à la liberté par sentiment et par conviction, je ferai du code de nos loix une étude attentive; dans quelque poste qui me soit confié, les principes qu'il établit me serviront de guides.

La Constitution elle-même, Citoyen Ministre sert de garantie de la fidélité des agens publics; ils sont aussi citoyens,

^a Etats-Unis, vol. 46, folio 149. L. S. Indorsed: No. 876. N.

^b September 3, 1796.

ce contract social est leur richesse; en lui obeissant, c'est leur existence morale et politique qu'ils affermissent et qu'ils défendent.

Si déjà le germe de ces sentimens, Citoyen Ministre, n'eut été dans mon cœur, si dans le cours de la révolution au milieu de laquelle ma raison s'est développée et aggrandie l'amour de la Patrie n'eut pas été le premier nœud de toutes mes affections morales, l'exemple des vertus du Ministre Plénipotentiaire sous les ordres duquel, J'ai l'avantage d'être placé m'eut inspiré ce dévouement à la République. Il a bien voulu dans sa dépêche Politique N° 1 être près de vous l'interprète de nos promesses et de nos vœux. Mais l'occasion que votre lettre et l'absence du Ministre m'ont fournie, m'est trop précieuse, pour que je ne la fasse pas servir à vous prier d'agréer l'hommage particulier de mon attachement inviolable à la République.

Salut et Respect.

BRUNET

Adet to Minister of Foreign Relations.^a

BOSTON 3. Vendemiaire

An 5^e de la Republique fran^{se} une et indi^{ble}.^b

*Le Ministre plénipotentiaire de la Repu-
blique française près les Etats Unis Au
Ministre des Relations Extérieures.*

N° 36.
3^{ata}]

CITOYEN MINISTRE: Obligé de chercher des moyens de remplir la caisse consulaire épuisée par une foule de dépenses, je me suis rendu à Boston dans l'espérance d'y trouver des secours que je ne pouvais obtenir à Philadelphie. J'ai profité de cette circonstance pour avoir une juste idée de l'opinion du peuple dans le moment actuel et savoir ce que nous devons espérer ou craindre, si, comme on nous annonce, Washington retire son nom de la liste des candidats pour la présidence. Réservant pour une autre circonstance ce qui est relatif aux finances, je me contenterai aujourd'hui de vous parler de ce que j'ai appris sur les dispositions des Esprits.

^a Etats-Unis, vol. 46, folio 199. L. Déchiffrement. Indorsed; Déchiffrement de la Dépêche N° 36. 3^{ata} du Cit. Adet. Certifié Campy. B. 3304. extraire p: le Dr^e ainsi que celles du 29. Brumaire et 1^{er} Frimaire à la Division.

^b September 24, 1796,

Nos amis dans le Massachusset-bay étaient singulièrement refroidis;^a ils avaient interprété d'une manière défavorable pour eux le silence du Gouvernement français et étaient presque déterminés à abandonner la prochaine election à leurs adversaires. J'ai relevé leur courage abattu, j'ai ranimé leurs espérances. Je leur ai annoncé que la République était loin de les abandonner comme ils le craignaient; qu'elle avait éprouvé une vive indignation à la nouvelle du traité conclu avec la Grande Bretagne; qu'elle avait senti le prix des efforts qu'avaient fait les amis de la liberté, et qu'elle ne les abandonnerait certainement pas à la merci de l'Angleterre. Il n'en a pas fallu d'avantage pour rechauffer leur zèle, et ils m'ont promis d'agir avec activité pour faire nommer Jefferson président et pour écarter John Adams.^b

Quelques efforts cependant que les personnes les plus influents du Massachusset-Bay et de New Hampshire puissent faire pour faire nommer Jefferson, ils auront beaucoup de peine à contrebalancer le parti de John Adams; ils m'ont tous dit qu'il fallait que la France adoptât des mesures propres à inquiéter les marchands sur leurs propriétés, pour leur faire sentir la nécessité de placer à la tête du Gouvernement un homme dont le caractère connu inspirât de la confiance à la République et le mit dans le cas de jouir le rôle de médiateur entr'elle et les Etats Unis. Les marchands ici, Citoyen Ministre, comme dans toutes les autres parties de l'union, ne peuvent être conduits que par la crainte, c'est le seul moyen dont l'Angleterre se soit servie pour les vaincre et c'est avec cette seule arme que vous pourrés les reconquérir. Quant au peuple, il me paraît nous être entièrement dévoué; s'il est loin d'avoir toutes les vertus qu'on lui suppose, au moins n'est-il pas injuste envers nous. Sur ma route J'ai reçu de sa part beaucoup d'égards, de marques d'affection toutes les fois que J'ai été connu. J'ose croire, que s'il était nécessaire, il ferait tous ses efforts, pour témoigner d'une manière plus positive son attachement à la république et son désir de lui plaire; Je pense même que s'il était bien convaincu que John Adams est un ennemi de la France et un ami de l'Angleterre, il ne lui accorderait

^a King, King Correspondence, II, 91.

^b This indicates the activity of Adet in influencing the election.

pas ses suffrages; les habitans de ces Etats ne sont pas assés éclairés sur ses opinions, sur sa conduite; ils sont prêts encore à se laisser guider par des gens perfides, dont l'intention en portant Adams à la présidence, est de travailler à Etablir une aristocratie monarchique, vers laquelle ils tendent depuis longtems. ce ne sera qu'au moment où la France traitera le Commerce Américain comm'il l'est par l'Angleterre, que les hommes à argent que la faction Anglaise perdront leur influence. Si une grande partie des marchands des capitales et des autres villes commercantes du Massachusset Bay et du Newhampshire est toute dévouée à L'Angleterre il en est aussi parmi eux un grand nombre qui est attaché à la France, à la liberté et qui ne négligera rien pour la servir. Presque tous ceux qui ont servi dans la guerre, se rappellent avec reconnaissance les services de la France et gémissent sur les torts de leur gouvernement envers elle. Je n'ai eu qu'à me louer de ces hommes, Citoyen Ministre, ils ont saisi l'occassion de me témoigner leurs sentimens en me donnant une fête publique. Vous trouverez ci-joint les Toasts qui ont été portés. quoique la majorité des convives fût composée d'amis de la République on a remarqué parmi eux plusieurs personnes, qui loin d'être nos amis, étaient les plus chauds partisans de la Grande Bretagne. Ils semblent aujourd'hui honteux du rôle qu'ils ont joué et paraissent désirer de se rapprocher de nous. Je suis loin de croire à la sincérité d'une pareille conversion, et je l'attribue seulement à l'impression que ma presence a faite à Boston et surtout aux succès du Général Moreau que nous venons d'apprendre; mais peu importe, pourvû que ces hommes ne servent plus les Anglais et qu'ils laissent agir nos amis.

Signé P. A. ADET

Adet to Minister of Foreign Relations.^a

PHILADELPHIE le 12. Vendémiaire

An 5^e de la République Française une et Indivisible.^b*Le Ministre Plénipotentiaire de la République Française, près les Etats Unis de l'Amérique Septentrionale Au Ministre des Relations Extérieures*N^o 37.2^a.^a]

CITOYEN MINISTRE: Avant que cette lettre vous soit parvenue, vous aurez déjà vû M. Pinckney qui doit remplacer le Colonel Monroë.^c Vous aurez été sans doute surpris de le voir arriver avant que je vous eusse informé de sa nomination et vous m'aurez peut-être accusé de négligence. Mais je n'en suis pas coupable. Citoyen Ministre, je n'ai eû connoissance du rappel de M. Monroë que quand M. Pinckney a été sur son départ, et personne autre que le Président, ses Ministres et son Conseiller intime, Hamilton, n'était instruite d'une résolution qui a étonné autant le public que moi-même.

Je croyois conforme à ce que je vous avais marqué dans mon N^o 32. que le Président n'oserait pas rappeler M. Monroë, malgré le désir qu'en manifestait la Faction Britannique. Je croyais qu'il aurait assez de pudeur ou assez d'orgueil pour ne pas sacrifier son ami aux caprices de ses maitres, et que dans un moment où il était peut-être utile pour les Etats Unis d'avoir en France un Ministre connu par son attachement à la liberté, il ne commettrait pas la faute de lui donner un successeur que la République ne pourroit regarder que comme un Agent de l'Angleterre; à qui elle ne pourrait en conséquence accorder aucune confiance. Mais les passions ne raisonnent pas, et pourvû qu'elles soient satisfaites, peu leur importe que l'intérêt général soit sacrifié. Ainsi Hamilton et son parti dominés par la haine qu'ils portent au Ministre Monroë l'ont sacrifié sans prévoir qu'elles seraient les conséquences d'une pa-

^a Etats-Unis, vol. 46, folio 212. L. Déchiffrement. Indorsed: Déchiffrement de la Dépêche N^o 37. 2^a du Cit. Adet. Certifie Campy C. 2741. Reçu le 12 Br^e An 6.
^b October 3, 1796.

^c Compare Lodge's Writings of Hamilton, VIII, 403, 405; Ford's Writings of Jefferson, XIII, 214, 216; American State Papers, Foreign Relations, I, 741.

reille démarche et pour eux-mêmes et pour les Etats Unis. Quoiqu'en général, la haine, l'Ambition, la cupidité se prononcent dans ce Pays d'une manière moins emportée qu'en Europe, et qu'elles permettent jusques à un certain point à l'homme qu'elles tourmentent de calculer les moyens de les assouvir, cependant elles ne laissent pas à l'esprit ce calme nécessaire pour pressentir et voir les obstacles qui doivent entraver l'exécution d'un plan où les inconveniens qui doivent en résulter. En conséquence je ne doute pas que les Agens du Gouvernement Américain ne se soyent fait illusion sur les succès de M. Pinckney en France.

Ils comptent que la simplicité de son costume, de ses manières, préviendra en sa faveur le Gouvernement, ses sentimens l'ayant toujours porté vers la liberté, l'ayant jusques à un certain point éloigné de l'Angleterre, ils pensent qu'il ne parlera pas un langage totalement étranger au Gouvernement Français, et qu'en lui plaisant sous ce rapport, il servira aisément l'administration Fédérale à qui il est totalement dévoué et dont il est un instrument aveugle. Ils espèrent qu'il pourra parvenir à détruire les impressions fâcheuses que la Conduite de l'Exécutif a laissées dans le souvenir de tous les Français, impressions que, suivant eux, le Ministre Monrœ n'a point cherché à effacer. Dans la fausse idée qu'ils ont du caractère de notre Nation, ils espèrent qu'il pourra en imposer à sa confiance et lui donner le change sur leurs intentions, en faisant faire par M. Pinckney un vain étalage de sentimens qu'ils n'ont jamais eûs. Mais j'en suis certain, Citoyen Ministre, le Directoire ni vous ne tomberez pas dans le piège qu'ils vous tendent; Vous savez que leurs protestations d'amitié sont fausses et que leurs caresses sont perfides. Vous vous rappellerez que dans nos malheurs, ils nous ont insultés et trahis, et que, si aujourd'hui ils payent à la République un trop juste tribut d'admiration que s'ils paraissent partager en Amis fidèles ses succès et ses triomphes, la crainte seule leur dicte un langage que leur cœur dément. Peut-être dans l'excès de leur lâcheté trahissant l'Angleterre, comme le Roi et la Reine ont trahi la France ils viendront vous proposer quelques traités. Mais alors vous vous rappellerez qu'ils sont comme les Grecs, et qu'il

faut se méfier d'eux et de leurs présents; et en attendant le moment où la paix aura créé pour nous un nouveau Système de Commerce et de Colonisation, vous vous souviendrez que des hommes qui ne connoissent pas d'autres vertus que l'amour de l'argent, d'autre bonheur que celui de posséder de l'argent, d'autre talent que celui de gagner de l'argent, d'autres divinités que l'argent, ne sentent pas le prix de la liberté, de l'honneur, de la gloire, sont prêts à trafiquer de l'intérêt de leurs alliés comme de la plus vile marchandise; que la magnanimité à leurs yeux est un ridicule, la fidélité une foiblesse, la bonne foi un défaut et qu'on ne peut les diriger qu'en les châtiant.

Signé P. A. ADET

Adet to Minister of Foreign Affairs.^a

PHILADELPHIE le 13 Vendémiaire

An 5^e de la rep^e fr^{se}^b

Le Ministre Plénipotentiaire de la république

Politique *f^{se} près les Etats Unis d'Amérique Au*

No. 38. 2^{ata}] *Ministre des Relations Extérieures*

CITOYEN MINISTRE: Le Président vient de recevoir les lettres de créance de deux nouveaux Ministres, celui de la République Batave et celui d'Espagne.

Le Ministre Hollandais nommé Van Polanen, habite les Etats Unis depuis la dernière révolution de Hollande.

Son amour pour la liberté, la manière dont il s'étoit prononcé contre le Stathouder l'avoient engagé à fuir sa Patrie. Depuis qu'elle a reconnu sa liberté par les efforts de la république, il est revenu à elle, et il est disposé à la servir de tout son pouvoir.—Malgré tout le désir que j'ai de le connoître personnellement, je n'ai pu encore le voir. Il n'étoit pas à New York quand j'ai passé dans cette ville, et il avoit quitté Philadelphie quand J'y suis revenu. Je ne doute pas, Citoyen Ministre, que nos efforts réunis ne concourent à servir notre cause et celle de la Hollande; vous

^a Etats-Unis, vol. 46, folio 215. L. Déchiffrement. Indorsed: Déchiffrement de la Dépêche N° 38. 2^{ata} du Cit. Adet. Certifié Campy C. 2742—Reçu le 12 Br. An 6.

^b October 4, 1796.

pouvés être certain que je négligerai rien pour maintenir entre lui et moi la bonne intelligence qui doit rapprocher les ministres de deux republiques alliées; et J'ai tout lieu de croire que ses sentimens à cet égard sont semblables aux Miens.

Le Ministre d'Espagne est le Chev^{er} Don Martines Irujo. Il est venu d'Angleterre où il étoit Secrétaire d'Ambassade du M^{is} Del Campo aujourd'hui Ambassadeur d'Espagne près la République. Quoique noble et Espagnol le Chev^{er} me paroît dégagé de beaucoup de préjugés particuliers à sa caste et à sa Nation; il m'a manifesté des principes qui m'ont étonné et depuis que je le vois, il m'a semblé s'intéresser vivement à nos succès; ses vœux pour l'abaissement de l'Angleterre ont toujours été d'accord avec les miens, et il m'a semblé aussi ne pas différer d'opinion avec moi sur le Gouvernement Americain. Enfin je l'ai toujours vû très empressé à se rendre à mes sollicitations et à me témoigner beaucoup d'égards. Je ne sais si cette conduite lui est dictée par son Gouvernement ou par ses propres sentimens; vous êtes plus à portée que moi, Citoyen Ministre, de décider cette question, aussi je ne me permettrai à cet égard aucune conjecture.

J'ai tout lieu d'espérer maintenant, Citoyen Ministre, que je pourrai peut-être dans certaines circonstances agir plus efficacement pour nos intérêts auprès du gouvernement Américain si je puis être appuyée par les Ministres de Hollande et d'Espagne; mais je serois plus assuré d'obtenir des réponses satisfaisantes à toutes mes demandes, si la France changeoit d'attitude à l'égard des Etats Unis, et si elle adoptoit les mesures que je vous ai proposées dans mon N^o 21.

Signé P. A. ADET

Adet. to Minister of Foreign Relations.^a

PHILADELPHIE le 21. Vendémiaire

An 5 de la Rep^e.^b

Le Ministre Plénipotentiaire de la République française près les Etats Unis de l'Amérique Septentrionale Au Ministre des Relations extérieures

Politique

No. 39. 2^{te}]

CITOYEN MINISTRE: Vous avés entre les mains l'adresse par laquelle le Président a annoncé l'intention de se retirer du nombre des Candidats à la prochaine Election. Il seroit inutile de vous en parler. Vous aurés remarqué les mensonges qu'elle renferme, le ton d'insolence qui y règne; l'immoralité la caractérise. Vous n'aurés pas eû de peine à reconnaître l'auteur d'un écrit ou l'on vante l'ingratitude, où on la montre comme une vertu nécessaire au bonheur des Etats, où l'on présente l'intérêt comme la seule boussole que doivent suivre les gouvermens au milieu de leurs négociations où l'honneur et la gloire sont mis de côté. Vous aurés reconnu de suite la doctrine de l'ancien Secrétaire de la Trésorerie Hamilton, et les principes de loyauté qui ont toujours dirigé le Cabinet de Philadelphie.

Cette adresse digne du mépris de tout homme honnête a excité ici l'indignation des Patriotes et n'a pas produit sur le Peuple l'effet que la faction Angloise en eseroit; Il a appris avec assés d'indifférence la retraite du President et n'a pas paru faire grand cas des préceptes qu'il lui donnait pour sa conduite. Il attend avec cette indifférence qui lui est propre, qu'on lui donne un Président sans s'inquiéter si ce sera Jefferson ou Adams. Les suffrages seront partagés entre ces deux hommes. On avoit tout lieu de croire que le dernier auroit la majorité lorsqu'il était question de nommer un nouveau Président; mais on paroît être d'une autre opinion depuis qu'on a publié dans les gazettes l'ordre du Directoire d'arrêter les bâtimens neutres allant ou venant d'Angleterre; on a regardé cette mesure comme une des conséquences du Traité conclu par les Etats Unis avec l'Angle-

^a Etats-Unis, vol. 46, folio 246. L. Dechiffrement. Indorsed: Déchiffrement de la dépêche N° 39. du cit. Adet. Cetifié Campy C—2743. Reçue le 12. B^e An 6.

^b October 12, 1796.

terre, et le Commerce en est tellement alarmé que l'on pense qu'il sentira la nécessité d'appeller à la Présidence un homme capable de les tirer du précipice où la fausse politique des Conseillers de Washington la jetté.

Pour amener les choses à un point qui puisse nous être favorable, j'ai fait repandre que si les Commerçans connoissant les véritables intérêts de leur pays, secouoient le joug de la Grande Brétagne dans les circonstances actuelles, la république auroit égard à une telle conduite et qu'elle se relâcheroit des mesures rigoureuses qu'elle avoit été obligée de prendre; en même tems pour ne pas décourager nos amis je les ai assuré que la république mettroit de la différence entre ceux qui lui sont attachés et les hommes vendus à l'Angleterre; que si elle punissoit ceux cy en confisquant leurs batimens, elle ne feroit point de tort aux autres; qu'elle savoit distinguer un gouvernement corrompu, esclave de la Grande Brétagne et la faction qui le soutient, de la nation elle-même et des hommes honnêtes qu'elle renferme. Cette assurance, Citoyen Ministre, a dissipé l'inquiétude que des hommes respectables avoient conçue, et quand je l'ai donnée, j'étois sûr que je ne me suis pas avancé indiscrètement; Les principes de justice qui animent la république ne lui permettent pas de traiter de la même manière ses amis et ses ennemis, et si l'Angleterre malgré sa deloyauté se contente de confisquer les bâtimens des amis de la France, la France pour ne pas perdre ses amis, ne confisque que les batimens de ceux de l'Angleterre. Les uns et les autres sont bien connus, Citoyen Ministre, les batimens de guerre Anglais ont tous des listes sur lesquelles sont consignés les noms des marchands qui n'ont pas voté pour le Traité, et toutes les fois qu'ils rencontrent des navires qui leur appartiennent, ils les envoient dans leurs Ports où le nom de leur propriétaire suffit pour les condamner.

Si nous froissions, Citoyen Ministre, nos amis en même tems que nous frapperons l'Angleterre, nous ne Manquerions pas de perdre l'influence que nous regagnerons nécessairement, et nous servirions l'Angleterre dans le projet qu'elle a de s'attacher entièrement ce pays. Pour éviter cet inconvénient, j'ai pensé qu'il étoit nécessaire de vous faire connaître les noms des marchands attachés dans les différens

Ports du Continent à la république ou à l'Angleterre. En conséquence je prens les mesures nécessaires pour faire faire deux listes qui contiennent les noms et des uns et des Autres. Quand une fois elles seront entre vos mains vous verrés dans votre sagesse, Citoyen Ministre, quel parti il conviendra de prendre.

Signé P. A. ADET

Adet to Minister of Foreign Relations.^a

Legation

de

Philad^e

Rélations

Extérieures

Affaires

particulières

No. 16.]

PHILADELPHIE le 24. Vendémiaire

L'an 5. de la République Française.^b

*Le Ministre Plenipotentiaire de la République française près les Etats Unis Au
Ministre des Rélations Exterieurs*

CITOYEN MINISTRE: Cette lettre vous sera remise par le Citoyen Cherrui précédemment Vice Consul à Alexandrie, qui se rend près de vous pour solliciter de votre justice un remplacement qu'il a lieu d'espérer comme une recompense de son zèle et de sa bonne conduite.

J'ai eu l'honneur de vous entretenir de ce Citoyen dans mes dépêches timbrées Consuls N^{os} 3 & 4. des 3 & 30. Thermidor dernier. Veuillez bien, Citoyen Ministre, vous les faire remettre sous les yeux, elles viennent à l'appui des temoignages avantageux que mes prédécesseurs ont rendu du C^{en} Cherrui, et qu'il aura l'honneur de vous communiquer

Salut et Respect.

P. A. ADET

P. S.—J'ouvre cette lettre pour y joindre un paragraphe de la gazette des Etats Unis. Vous y trouverez Citoien Ministre, des preuves de cette affection particulière que Certaines gens ont pour notre nation

P. A.

^a Etats-Unis, vol. 46, folio 281. L. S. Indorsed: B. N. 2524 C^m Caille.

^b October 15, 1796.

Adet to Minister of Foreign Relations.^a

Legation
de

Philad^{ie}

Relations

Extérieures

Politique

5^{me} Bureau

No. 40. 1^{ata}]

PHILADELPHIE, le 6. Brumaire,

An 5^{me} de la république française, une &
ind.^b

*Le Ministre Plénipotentiaire de la Répu-
blique Française près les Etats Unis Au
Ministre des Relations Extérieures*

CITOYEN MINISTRE: J'ai reçu la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'adresser en date du 16. Thermidor.^c

Si le Zèle qui m'anime pour le Service de mon Pays eut été satisfait pour avoir fourni au Gouvernement un travail peu approfondi des Résultats hazardés, J'aurais déjà rempli d'une manière quelconque l'objet des demandes de vos lettres du 29. Ventose^d et 16. Thermidor.

Permettez moi, Citoyen Ministre, de vous présenter quelques observations sur les obstacles qui arrêtent mon empressement à vous satisfaire, et j'ose espérer que les motifs de ce retard trouveront grace à vos yeux.

La premiere partie du Memoire que vous attendez de moi, Citoyen Ministre, est la nomenclature des Membres et Agens du Gouvernement Fédéral et des Agens des Puissances Etrangères près de ce même Gouvernement.

Cette premiere partie du travail demandé est la moins difficile à exécuter, et déjà dans ma correspondance vous avez pu trouver des portraits aussi exacts qu'il m'a été possible de les tracer des principaux caractères qui figurent ici sur la Scène Politique.

Mais pour rassembler ces traits et former un ensemble qui puisse servir à vous éclairer non pour le passé, mais pour le présent, et l'avenir, il est nécessaire d'attendre que les changemens que le gouvernement des Etats Unis a à subir soient opérés

Cette année est l'époque de la réélection du Président, du Vice-Président, d'une partie du Sénat et de la moitié de la

^a Etats-Unis, vol. 46, folio 293. L. S. Indorsed: B. N. 3308. C^{re} Caille.

^b October 27, 1796.

^c August 3.

^d March 19.

Chambre des Représentans des Etats Unis. Outre ces mutations, effet naturel de l'Expiration des fonctions de ces membres du Gouvernement Américain, un grand nombre d'autres qui devaient encore rester en exercice ont donné leur démission; en sorte que le Gouvernement fédéral va éprouver un renouvellement presque complet.

Aussitôt que les Elections seront terminées Je recueillerai sur le Nouveau Gouvernement tous les renseignemens qu'il me sera possible de me procurer et Je m'empresserai de vous l'adresser.

L'esprit Public de la nation Américaine a fait l'objet d'une grande partie de mes Dépêches; la circonstance présente étant propre plus qu'aucune autre à en donner la juste mesure, les faits parleront d'eux mêmes. Je n'aurai à y ajouter qu'une notice sur les variations qui pourront se manifester sous ce rapport dans les diverses parties de l'Union.

La 5^{me} Partie du mémoire que vous attendez de moi, Citoyen Ministre, est d'une Exécution extraordinairement difficile; je vous aurais trompé si je vous avais présenté des résultats sommaires, sur l'Agriculture, le Commerce, les Finances, l'industrie et des Etats Unis. Un tel mémoire n'exige rien moins qu'un Cadastre des Etats-Unis, et je doute que le Gouvernement Fédéral lui même put l'exécuter avec exactitude; J'ai recueilli sur ces divers points tout ce qu'il m'a été possible de me procurer, J'ai quelques matériaux épars, et plusieurs années de ma vie retirée seront consacrées à rassembler ces notions pour présenter à ma Patrie le fruit du Séjour que j'aurai fait aux Etats Unis, que l'Europe ne connaît point encore, malgré tout ce qui a été écrit sur ce pays depuis sa révolution.^a

Le Commerce Américain est l'Arche Sainte, ses Douanes sont le secret du Gouvernement fédéral, et personne, moins encore un Ministre Etranger n'est admis à en prendre connaissance.

Les Rapports politiques des Etats Unis avec les puissances étrangères, fourniraient aussi matière à un autre Ouvrage; Je vous avoue, Citoyen Ministre, qu'il me faudrait pour

^a Compare the Letters of Phineas Bond, British consul at Philadelphia, 1790-1794 in Report of American Historical Association, 1897, pp. 454-568.

traiter ce sujet d'une manière convenable beaucoup plus de tems et de liberté que mes occupations journalières ne m'en laissent. Je m'efforcerai néanmoins de vous présenter sur ce sujet tout ce que J'ai pu rassembler de Notions.

Mais je vous le répète, Citoyen Ministre, dans ces résultats, je n'oserai rien vous garantir, ils ne vous offriront rien qui puisse servir de baze fixe ni guider le Gouvernement Français dans sa politique à l'égard des Etats Unis d'Amérique. Des années de recherches, de Calculs, d'Observations, de méditation, loin du tumulte des Affaires, sont nécessaires à l'homme qui sera assez heureux pour remplir vos vues; quant à moi, Citoyen Ministre, une juste défiance de mes forces m'arrête sur un travail, qui, s'il n'est pas approfondi ne sera comme tant d'autres qu'un roman brillanté.^a

Salut et Respect.

P. A. ADET

Adet to Minister of Foreign Relations.^b

Legation

de

Philad^{ie}

Relations

Extérieures

1^{er} Bureau

Secrétariat

Général

No. 5. 1^{sta}]

PHILADELPHIE 7. Brumaire

An-5 de la République, une et indivisible.^c

Le Ministre Plénipot^{re} de la République

Française près les Etats Unis. Au Ministre

des Relations Extérieures

CITOYEN MINISTRE: J'ai reçu avant hier la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire le 17. Messidor^d An 4^e au Sujet du C^{en} Michaux^e Naturaliste envoyé par le Gouvernement aux Etats Unis.

Des mon arrivée aux Etats Unis, J'ai cherché à me pro-

^a See Adet's letter of this date to the Secretary of State: American State Papers, Foreign Relations, I, 576.

^b Etats-Unis, vol. 46, folio 341. L. S. Indorsed: B. N. 3323 N^o 1316. C^m Giraudet com^{mu} au C^m Grandjean ce qui concerne l'avance faite au C^m Beauvoir (fait).

^c October 28, 1796.

^d July 5, 1796.

^e Compare references to Michaux in Reports of American Historical Association, 1896, 1897.

curer des renseignemens sur le sort de cet homme précieux pour les Sciences, J'appris qu'il s'était enfoncé dans le Territoire Occidental de la Virginie, et qu'il devait terminer son voyage par les derrières de la Caroline. Je chargeai le Consul de Charleston de prendre de son Coté des informations sur son sort et de donner les Secours qui pourraient lui être nécessaires pour la poursuite de ses recherches.

Instruit que la République avait à Charleston un Jardin Botanique établi par les soins du C^{en} Michaux J'ai ordonné au même Consul de le faire soigner et cultiver et d'y rassembler les plantes qui lui seraient adressées soit par le C^{en} Michaux, soit par un autre Naturaliste dont je vous entretiendrai tout à l'heure.

J'attendais avec quelque inquiétude des nouvelles du C^{en} Michaux, lorsque le 12. Thermidor dernier le Consul de Charleston m'a annoncé qu'il était de retour avec une nombreuse collection de plantes & d'Animaux, fruit de douze années de fatigues et de recherches.

En 24 heures il s'est décidé à partir pour France par la voie d'Amsterdam avec cette riche récolte après avoir réunis au Consul les Titres de propriété du Jardin Botanique.

Malheureusement le C^{en} Michaux qui comme tous les Artistes, tient à ses idées et s'occupe de gloire plus que d'Argent, n'a pas voulu prendre le tems de régler ses réclamations pécuniaires et j'ignore s'il a eu tout ce qui lui était nécessaire pour ce voyage; plus malheureusement encore, il paraît avoir négligé de laisser derriere lui ce qu'il avait de pièces doubles, et qui deviendrait d'un prix infini, si sa traversée n'était pas heureuse.

L'autre Naturaliste dont j'ai à vous entretenir, Citoyen Ministre, est le C^{en} Beauvois,^a associé de l'Institut National, qui déjà a fait par ordre du Gouvernement un Voyage sur la Côte d'Afrique. Il vient de s'élancer dans les vastes contrées qui forment les derrières de la Georgie, et J'ai reçu de lui il y a peu de jours une lettre par laquelle il m'annonce qu'il s'est enfoncé chez les Sauvages plus loin que ne l'a fait le C^{en} Michaux; sa course étant d'ailleurs dirigée plus au Sud, nous promet des résultats non moins riches et plus variés.

^a Probably A. M. F. J. Palisot de Beauvois. See *La Grande Encyclopédie*, XXV, 884; Hoefer, XXXIX, 88.

Il a entrepris ce Voyage, Citoyen Ministre, avec la médiocre avance de 600. Dollars, sous la condition d'en tenir Compte au Gouvernement si cette dépense ne recevait pas son approbation.

J'aurais déjà eu l'honneur de vous rendre compte de ce que J'avais fait à cet égard, si le torrent d'affaires qui m'a sans cesse emporté malgré moi, m'avait laissé le tems nécessaire pour vous entretenir d'objets bien intéressans puisqu'ils concernent les arts, mais qui ont du nécessairement céder le pas à cette foule de détails qui n'admettait pas de délai.

Donner le mouvement est tout ce que J'ai pu faire, et il m'a fallu remettre à vous en instruire que J'eusse à vous présenter des résultats.

C'est par la même raison que je n'ai fait que vous indiquer, et que je me borne encore aujourd'hui à vous annoncer simplement que deux autres personnes exécutent en ce moment deux autres Voyages pour des recherches du plus haut intérêt pour le Commerce et la Politique.^a

Ce qui déjà m'est parvenu d'Eux me fait espérer que le Gouvernement applaudira au travail que J'ai fait entreprendre lorsqu'il lui sera réunis dans son ensemble.

Le Terme ou je pourrai vous présenter des détails plus explicites n'est pas éloigné, je l'espere et je me flatte, Citoyen Ministre, que l'espece de réserve que je garde encore sur ce sujet obtiendra alors votre approbation.

Salut et Respect

P. A. ADET

^a The political significance of these travels is obvious. Compare John Adams, Works VIII, 596.

Adet to Minister of Foreign Relations.^a

Legation

de

Philadelph^{ie}

Relations

Extérieures

6^e Bureau

Consulats

No. 5. 2^{ata}]

PHILADELPHIE le 7. Brumaire

l'an 5^e de la république française une et indiv^{ble} ^b*Le Ministre Plénipotentiaire de la République Française, près les Etats Unis de l'Amérique Septentrionale Au Ministre des Relations Extérieures*

CITOYEN MINISTRE: J'ai reçu vos lettres des 21. Thermidor, et 8 Fructidor derniers

Je vais notifier au Citoyen Dupont la décision que vous avez été obligé de porter contre l'augmentation de traitement que je lui avais alloué provisoirement, et sous la condition de votre ratification.

Je ne sais comment il pourra exécuter le remboursement que votre décision nécessite. Je ne vous ai pas laissé ignorer, Citoyen Ministre, que 20,000[#] étaient encore insuffisants; je suis convaincu que la fidélité du Citoyen Dupont l'ordre et l'économie qu'il a rétablis à Charleston ont produit à la République un bénéfice beaucoup plus considerable; et je vais faire usage, non seulement de l'espoir que vous me donnez d'une augmentation générale de traitement des agens Consulaires des Etats Unis, mais encore de tous les argumens, qui peuvent influer sur le devouement du Citoyen Dupont à la République, pour le déterminer à ne point abandonner le poste où Je crois qu'il peut être très utile et serait difficilement remplacé.

Vous avez vu, Citoyen Ministre, par ma dépêche timbrée Consulats N° 2. que le Citoyen Létombe était demeuré chargé provisoirement du Consulat général tout en se réduisant au traitement du consul de Philadelphie. J'eusse exécuté l'ordre péremptoire que porte votre dépêche du 21. Thermidor, et j'eusse fait tous mes efforts pour suppléer par mon zèle au défaut de lumières en matières consulaires et de comptabilité, si votre dépêche politique du 7. Fructidor n'eut changé ces dispositions

^a Etats-Unis, vol. 46, folio 343. L.S. Indorsed: B.N. 3560.

^b October 28, 1796.

Je vais communiquer au Citoyen Deslous les observations que le Ministre de la Marine vous a transmises sur l'opposition qu'il a faite au paiement des traites de l'administration de St Domingue au profit du Citoyen Marrast

Salut et Respect.

P. A. ADET.

Adet to Minister of Foreign Relations.^a

Legation

de

Philad^{ie}

Relations

PHILADELPHIE le 7. Brumaire.

Extérieures

An 5^e de la Répub^e une et indivisible^b

Politique

Le Ministre Plénipotentiaire de la République

5^{me} Bureau

Française près les Etats Unis Au Ministre

No. 41. 1^{ste}]

des Relations Extérieures

CITOYEN MINISTRE: J'ai reçu le Duplicata de votre lettre du 18 Messidor portant communication d'un Arrêté du Directoire Exécutif en date du 16. Pluviose An 4^{me} relatif aux formalités à remplir par les Français voyageurs en Amérique et qui réclamèrent l'intervention des Consuls de la Répub^e.

Une serie de Numeros du Bulletin des Loix m'est parvenue en même tems, et J'ai trouvé dans le N^o 65, cet Arrêté du Directoire Exécutif numéroté 593. suivi d'un autre Arrêté sous le N^o 594. en date du 19. Thermidor, postérieur par conséquent à votre lettre et portant des dispositions additionnelles au premier.

J'ai cru, Citoyen Ministre, prévenir vos ordres en préscrivant au Consul Général Provisoire de donner connoissance à ses Collegues, de ces deux arrêtés de l'exécution desquels il aura l'honneur de vous rendre compte.

Trouvez bon, Citoyen Ministre, en attendant que J'ai l'honneur de vous rendre compte de l'Exécution des Ordres renfermés dans vos *Dépêches Politiques des 17. Messidor & 7. Fructidor derniers, que je me borne à vous accuser aujour-*

^a Etats-Unis, vol. 46, folio 344. L.S. Indorsed: B. N. 3255. C^{em} Caille à déposer.

^b October 28, 1796.

dhui réception du 2^{ata} de la première & du 3^{ata} de la seconde, qui m'est parvenu ce matin.

J'ai reçu aussi deux Expéditions de votre dépêche du 16. Pluviose dernier N^o 1. trois autres expéditions m'en étaient déjà parvenues.

Salut et Respect.

P. A. ADET.

Adet to Minister of Foreign Affairs.^a

Legation de

Philad^{ie}

PHILADELPHIE le 7. Brumaire

Relations

An 5^{me} de la Repub^e française une et indivisible.^b

Extérieures

Politique

Le Ministre Plénipotentiaire de la République Française près les Etats Unis

5^{me} Bureau

No. 42. 1^{ata}]

Ministre des Relations Extérieures.

CITOYEN MINISTRE: J'ai reçu la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'adresser le 27. Thermidor dernier au sujet du C^{en} Tanguy.

En vous transmettant sa demande par ma dépêche du 30 Ventose, J'ai eu l'honneur de vous déduire tous les motifs, qui s'opposaient à ce qu'elle lui fut accordée; mon opinion comme Ministre était conforme à celle que vous m'exprimez et je m'applaudis d'avoir prévenu vos ordres. Le C^{en} Tanguy n'a point été employé dans mon Bureau ni dans celui du Consulat Général; il lui a été fourni des secours, des directions, quelques memoires, rien de plus; pas un Carton ne lui a été ouvert. Je l'ai recommandé expressément au Consul Général verbalement et par écrit le 13. floréale An 4^{me}. Sa prudence et son zèle me sont garants de l'exactitude avec laquelle il aura rempli vos vues et les miennes.

Je dois vous ajouter qu'il n'a pas été employé publiquement.

Je vous prie de remarquer, Citoyen Ministre que je vous ai moi-même dénoncé tous les faits à la charge du C^{en} Tanguy dont vous me faites l'honneur de me parler; je ne vous en aurais pas écrit et dès l'abord ils auraient déterminé de

^a Etats-Unis, vol. 46, folio 345. L. S. Indorsed: B. N. 3306. C^m Caille.

^b October 28, 1796.

ma part un refus positif, si Je n'avais eu besoin des talens de cet homme pour un travail qu'il eut été impossible de faire exécuter par un Individu connu pour être attaché au Service de la République et pour lequel il avait des données précieuses.

Daignez être persuadé, Citoyen Ministre que je n'accorde point à des Individus douteux une confiance contraire aux intérêts de mon pays, lorsqu'ils peuvent sans danger être un instrument utile, je tache d'en tirer un parti avantageux, mais avec la mesure et la circonspection que mon devoir commande.

Je vais au surplus en Exécution de vos Ordres prescrire au Consul Général de cesser d'occuper le C^{en} Tanguy aussitôt qu'il aura mis la dernière main au Travail Secret que lui seul peut exécuter, et d'en presser la terminaison.

Salut et Respect.

P. A. ADET.

Adet to Minister of Foreign Relations.^a

Légation de
Philad^{ie}

PHILADELPHIE, le 8. Brumaire

Relations	An 5 ^e de la République une et indivisible. ^b
Extérieures	<i>Le Ministre Plénipotentiaire de la Repu-</i>
Politique	<i>blique Française près les Etats-Unis d'A-</i>
5 ^e Bureau	<i>mérique Au Ministre des Relations Exte-</i>
No. 43. 2 ^{ata}]	<i>rieures.</i>

CITOYEN MINISTRE: J'ai reçu la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'adresser le 18 Messidor dernier, et avec Elle, l'arrêté du Directoire Exécutif relatif au Costume que les Ambassadeurs Ministres, &^a de la République Française en Pays étranger sont *autorisés* à porter.

Il m'a paru Citoyen Ministre, que le Directoire Exécutif laissait à Ses Agens Politiques la liberté d'opter suivant les localités entre ce costume & le vêtement ordinaire.

Placé près d'une République, où le vêtement des hommes en place a toute la simplicité qui convient à nos principes, il m'a paru préférable de conserver l'habillement ordinaire,

^a Etats-Unis, vol. 46, folio 349. L. S. Indorsed: B. N. 3550. à la div¹

^b October 29, 1796.

à Frapper les regards par des formes nouvelles aux yeux des Américains.

J'espère, Citoyen Ministre, que cette résolution obtiendra votre approbation.

Le 1^{re} de votre Dépêche du 26. Thermidor m'est parvenu avant hier.

Les Agens de la République aux Etats Unis sentent trop la dignité du Titre de Citoyen, pour lui substituer celui d'Excellence, dans leur Correspondance avec moi; Je ne me rappelle pas même que des Français me l'aient jamais donné. De la part des Etrangers ces cas ont été très rares.

Au surplus, Citoyen Ministre, vous pouvez être assuré de mon exactitude à me conformer à vos intentions, et à faire respecter le caractère dont J'ai l'honneur d'être revêtu.

Salut et Respect.

P. A. ADET.

Adet to Minister of Foreign Relations.^a

Légation
de

Philad^{ie}

Relations

Extérieures

Secretariat

No. 4.]

PHILADELPHIE le 8. Brumaire

an 5^e de la République, une et indivisible^b
*Le Ministre Plénipotentiaire de la Repu-
blique Française près les Etats Unis
d'Amérique Au Ministre des Relations
Extérieures*

CITOYEN MINISTRE: L'Exécution des Ordres contenus dans votre dépêche du 7. Fructidor dernier occasionne une réduction du nombre d'Employés au secretariat de la Légation.

Cette Circonstance me donne lieu À renvoyer en France le C^{en} Le Royer qui y était attaché en vertu d'un Arrêté du Comité de Salut Public du 28. Nivose An 3^e.

Salut et Respect

P. A. ADET.

^a Etats-Unis, vol. 46, folio 350. L. S. Indorsed: Reçu le 9. Bre An 6. le C^{en} Le Royer a été pris dans son voyage par les Anglais et retenu à St Domingue. il n'est arrivé à Paris qu'en Br^e An 6.

^b October 29, 1796.

Adet to Minister of Foreign Relations.^a

Légation de	PHILADELPHIE le 12. Brumaire
Philad ^{ie}	l'an 5 ^e de la Republique francaise, une et
Rélations	indivisible ^b
Extérieures	<i>Le Ministre Plénipotentiaire de la Répu-</i>
Politique	<i>blique Française près les Etats Unis</i>
5 ^e Bureau	<i>d'Amérique Au Ministre des Relations</i>
No. 44. 2 ^{ata}]	<i>Extérieures</i>

CITOYEN MINISTRE: Je n'ai reçu que le 7. Brumaire^c le seul 2^{ata} de votre lettre du 24 Prairial^d relative à la matricule à ouvrir dans les Chancelleries Françaises pour l'enrégistrement des Citoyens voyageants en pays Etrangers.

Je l'ai communiqué au Consul Général qui l'adressera circulairement à ses collègues, et surveillera l'exécution de toutes les dispositions qu'elle renferme.

L'instruction circulaire relative à l'obligation de porter la cocarde tricolore dont cette lettre fait mention ne m'est point encore parvenue, néanmoins Citoyen Ministre, j'ai fait publier dans les papiers publics sur cette obligation sacrée, un avis aux français dont vous trouverez ci jointe une copie^e

Depourvu de l'instruction dont vous me faites l'honneur de me parler, J'ignore si J'aurais rempli dans toute leur étendue les intentions du Directoire Exécutif, et je vous prierai, Citoyen Ministre, de vous en souvenir, en lisant cet avis pour lequel il me sera flatteur d'obtenir votre approbation.

Salut et Respect.

P. A. ADET

^a Etats-Unis, vol. 46, folio 353. L. S. Indorsed: B. N. 3536.

^b November 2, 1796.

^c October 28.

^d June 12.

^e This casts light on the origin of the Cockade proclamation. Compare Hildreth, History of the United States, IV, 681.

Adet to Minister of Foreign Relations.^a

Legation

de

Philad^{ie}

Relations.

PHILADELPHIE le 24 Brumaire

Extérieures

An 5. de la République, une et indivisible^b

Affaires

Le Ministre Plénip^{re} de la République Fran-

particulières

çaise près les États unis d'Amérique Au

No. 18. 2^{ata}]

Ministre des Relations Extérieures

CITOYEN MINISTRE: Louis Philippe Joseph D'Orléans est arrivé ici depuis quelques jours avec un Passeport, et une lettre de recommandation du C^{en} Reynard, Ministre Plénipotentiaire de la République près les Villes Anseatiques.

Dans sa lettre le C^{en} Reynard en m'apprenant que c'est avec le consentement du Directoire que Louis Philippe Joseph D'Orléans, passe en Amérique, m'annonce que je dois recevoir de vous, Citoyen Ministre, des instructions à son égard.

Ces instructions ne me sont pas parvenues, et je suis très embarrassé de la conduite que je dois tenir envers lui. D'après son Passeport, la lettre dont il était porteur, je n'ai pas cru pouvoir m'opposer à ce qu'il fit sa déclaration au Consulat.

Je vois prie, Citoyen Ministre, de vouloir bien me donner les lumières dont J'ai besoin pour exécuter les intentions du Directoire à l'égard de Louis Joseph Philippe D'Orléans

Salut & Respect.

P. A. ADET

Adet to Minister of Foreign Relations.^c

N° 1.]

P. A. Adet Au Ministre des Relations
Extérieures^d

CITOYEN MINISTRE: Les ordres du Directoire sont exécutés. J'ai notifié au Gouvernement des Etats Unis la suspension

^a Etats-Unis, vol. 46, folio 369. L. S. Indorsed: Secrete C^{en} Guiraudet rechercher ce qui s'est passé lors du départ de Philippe Joseph D'Orléans, quelles instructions not été envoyées?

^b November 14, 1796.

^c Etats-Unis, vol. 46, folio 383. L. Dechiffrement Indorsed: Déchiffrement de la dépêche N° 1. du Cit. Adet. Certifié Campy. B 3300. P. A. Adet

^d Date lacking. The internal evidence places it in November, 1796.

de mes fonctions. J'aurai l'honneur de vous adresser plusieurs exemplaires de la note que J'ai adressée à cet Egard au Secrétaire d'état des états unis, aussitôt qu'elle sera imprimée.^a

J'ai cherché suivant vos désirs à me pénétrer des instructions du Directoire, et je n'ai rien négligé pour remplir ses vues. Je serai trop heureux, si je puis dans cette circonstance mériter son approbation

Avant ma note du 25 brumaire^b j'avais déjà notifié au Secrétaire d'état l'arrêté du 14 Messidor^c relatif aux neutres. Je l'avais fait imprimer pour éveiller l'attention publique dans le moment où on allait choisir les Electeurs qui doivent choisir le président et pour juger en même tems par l'effet qu'elle produirait sur le Gouvernement, de ce que je devais attendre de la seconde session.^d le Gouvernement a paru

^a Adet's letter of November 15, 1796, in American State Papers, Foreign Relations, I, 579. Compare Hamilton's Works of Hamilton, VI, 173-179; Ford's Writings of Washington, XIII, 337; Lodge's Writings of Alexander Hamilton, VIII, 430; American State Papers, Foreign Relations, I, 741 (Monroe announces the decision to suspend Adet, under date of August 27, 1796).

^b November 15.

^c July 2. See the next note.

^d On October 27, Adet had written to Secretary Pickering a review of French grievances against the United States, closing with a rhetorical appeal to the people. This document was published on the last of October, together with a copy of the French decree of July 2, 1796 (American State Papers, Foreign Relations, II, 191), declaring that the French Republic "will treat neutral vessels, either as to confiscation or as to searches and capture, in the same manner as they shall suffer the English to treat them." This decree practically repudiated the obligations of the treaty of 1778, and was issued after France learned of the action of the House of Representatives in giving effect to Jay's treaty. Adet's publication influenced the choice of electors in Pennsylvania, which occurred four days later (King's Life and Correspondence of King, II, 108; Columbian Centinel, October 31, 1796). For Pickering's reply and later correspondence see American State Papers, Foreign Relations, I, 578 ff.; Lodge's Writings of Alexander Hamilton, VIII, 423, 430; Ford's Writings of Washington, XIII, 362. Comments on the correspondence are in Ford's Writings of Washington, XIII, 326, 330; Lodge's Writings of Alexander Hamilton, VIII, 421; Gibbs, Memoirs of the Administrations of Washington and Adams, I, 396, 397, 400. The correspondence was used as a campaign document by both parties, and occasioned considerable pamphleteering; Winsor, Narrative and Critical History of America, VII, 518. See the following works: Review of the Administration of the Government of the United States of America since the year 1793, or The Correspondence between the Secretary of State and the French Minister on that subject (Boston, 1797). The preface, addressed to the American people, declares: "A solemn appeal has been made to you by Mr. Adet, Minister of France. He has arraigned at your tribunal, the conduct of the Executive of the United States; and has charged the President, your beloved Washington, with Crimes disgraceful to him as a Man, and infamous as your Chief Magistrate." Robert Goodloe Harper, Observations on the dispute between the United States and France (Philadelphia, 1798), presented the Federalist case; see, also, Cobbet, Porcupine's Works. In American State Papers, Foreign Relations I, 568, Pickering reviews Adet's mission.

surpris de la censure adoptée par le Directoire exécutif à l'égard des neutres; il semblait même ne pas s'y attendre. On avait eu déjà connaissance de cet arrêté par les papiers Anglais; en conséquence le Commerce avait éprouvé de vives alarmes. Une lettre de M^r King l'avait depuis calmé. il annonçait que le Ministre Américain à Paris avait demandé au Gouvernement si on avait donné des ordres d'arrêter les batimens Américains, et que le Directoire lui avait fait répondre qu'il ne donnerait pas de pareils ordres.

On était dans une sécurité parfaite sur la conduite de la France à l'égard des Etats Unis, et son silence interprété à leur avantage par les partisans du traité Anglais, les encourageoit à en vanter les avantages.

Ma note devait les forcer à changer de ton, et éclairer le peuple. la faction Anglaise pour en prévenir les effets, s'est hâtée de publier que c'était sans ordre du gouvernement que j'avais notifié l'arrêté du 14 Messidor; que cet arrêté n'existait pas, ou qu'il était rapporté, et la lettre de M^r King semblait fournir des preuves irrécusables pour cette opinion

Les journaux vendus à l'Angleterre ont été en conséquence remplis d'injures contre moi; tandis qu'à la bourse les marchands disaient hautement que le président allait me faire rappeler et que quelques uns d'entr'eux voulaient par une pétition l'engager à demander mon rappel, que sa bonté l'empêcherait peut-être de solliciter.

Nos amis Au contraire se félicitaient de la mesure, qui excitait la fureur de la faction Britannique et dans les papiers Anti Anglais en faisaient sentir la justice.

La réponse que je reçus du Secrétaire d'état à ma note du 5 Brumaire partageait également les esprits. les uns l'admiraient avec un saint respect; les autres en relevaient avec complaisance toutes les inepties; les uns croyaient que terrassé par les arguments de M^r Pickering, je serais forcé de demander pardon et que son impertinence qu'on prenait pour de la fermeté, m'en imposerait au point que je n'oserais plus paraître dans la lice; les autres au contraire attendaient avec impatience ma réplique, certains d'avance que la stupidité du Secrétaire d'état serait exposée sans ménagement à la censure publique.

Tel était l'état des choses quand ma note du 5 Brumaire

a paru. Comme je l'avais prévue, on n'a pas manqué de publier que je n'avais pas plus d'ordre pour suspendre mes fonctions que je n'en avais eû pour notifier l'arrêt du 14 Messidor. On n'a débité, pour soutenir cette opinion, que des sottises plus ridicules les unes que les autres; et elles n'ont été détruites que par la lecture d'un extrait de cette nôte, que J'ai fait insérer dans les papiers publics, en attendant qu'elle fût entièrement imprimée il m'est impossible de juger maintenant, Citoyen Ministre, de l'effet que la mesure adoptée par le Directoire doit produire. A Philadelphie elle a singulièrement inquiété la faction Anglaise et pendant un instant a chagriné quelques uns de nos amis. vous en serés sans doute étonné, Citoyen Ministre; mais il est vrai que la plus part de ceux qui se disent ici Amis des Français, s'ils approuvent sans réflexion la détermination du Directoire, c'est à la haine qu'ils portent à Washington que nous en sommes redevables. tous sentent que le Directoire a raisonné; mais ne sont pas également satisfaits de le voir parler au Américain un langage qu'ils voudraient seulement tenir aux autres peuples. S'il y a ici chez certains patriotes Amour de la liberté, il y a plus de vanité encore. ils se sont persuadés pendant trop longtemps que les Américains étaient le premier peuple de la terre et qu'ils tenaient entre leurs mains le destin de l'Europe, pour ne pas voir disparaître avec chagrin les rêves brillans que leur imagination leur avait présentés comme une réalité. ils auraient eu quelques peine peut être à pardonner au Directoire d'avoir détruit ces heureuses illusions, si dans cette circonstance il ne leur avait pas fourni les moyens de se venger de Washington et de battre avec des armes plus fortes la faction Britannique.

Quelques moyens que J'aye employés, je n'ai pû savoir encore quelles étaient les résolutions du Gouvernement Américain; il s'est enveloppé d'un voile que rien ne peut pénétrer. On m'a dit confidentiellement qu'il a fait partir avant hier par la Goëlette *l'Expédition* un homme chargé de porter à Mr. Pinkney et de nouvelles lettres de créance et de nouvelles instructions. je n'ai pû rien savoir de positif à cet Egard; et je n'obtiendrai de détails certains qu'au moment où le congrès sera réuni.

Daignés être assuré, Citoyen Ministre que je négligerai rien pour vous tenir au courant des evenements.

Salut et Respect.

Signé P. A. ADET.

Adet to Minister of Foreign Relations.^a

*P. A. Adet Au Ministre des Relations
Extérieures.^b*

No. 2. 1^{re}]

CITOYEN MINISTRE: Nos amis pensent que les mesures adoptées par le Directoire Exécutif à l'égard du Gouvernement Fédéral auront une grande influence sur le choix du Président que l'on va nommer; Ils comptent que les suffrages des Électeurs se réuniront sur Jefferson qui est porté à la Présidence par le parti républicain. Je ne sçais si leurs conjectures se vérifieront. Le concurrent de Jefferson est John Adams, connu par ses principes monarchiques, sa pésante vanité et son ambition. Il est porté par les Fédéralistes ou plustôt par les partisans de l'Angleterre et ce qui ne vous étonnera pas, Citoyen Ministre, par Washington lui-même. La faction Britannique n'a rien négligé pour Faire nommer dans tous les Etats des Électeurs sur lesquels elle peut compter. Elle a réussi dans le Nord et dans l'Est; La Majorité des Électeurs y est prononcée en faveur d'Adams. Dans les Etats du Sud et de l'Ouest il parait au contraire que les Électeurs voteront pour Jefferson; qu'il y réunira autant de suffrages que son concurrent aura dans le Nord et que les Électeurs de Pensylvanie décideront la question.

Deux listes ont été dressées en Pennsylvanie pour la nomination des Electeurs L'une par la faction Britannique, l'autre par le parti Républicain. Les deux listes ont été envoyées dans les différentes parties de l'Etat et elles ont partagé entre elles les suffrages. Jusques-à-présent la liste Britanique a une majorité de voix, mais on n'a pas encore reçu les votes de trois contés qui sont pour le parti républicain. Si ces votes arrivent, les Électeurs favorables à Jefferson seront nommés et le parti républicain parait devoir emporter

^a Etats-Unis, vol. 46, folio 393. L. Déchiffrement. Indorsed: Déchiffrement de la dépêche N° 2. du Cit. Adet. Certifié. Campy B. 3301.

^b Date probably November 22, 1796.

le choix du Président. Mais beaucoup de circonstances peuvent empêcher les suffrages de parvenir à Philadelphie dans le tems fixé par la loi. L'homme chargé de les porter peut se laisser corrompre, perdre ses paquets, feindre une maladie. Ce ne serait pas la première fois que de pareilles manœuvres auraient été employées par la faction Britannique pour faire tourner une Election à son avantage. Si on n'est pas témoin ici dans le tems des Elections de ces scènes Scandaleuses qui inspirent à pareilles époques en Angleterre tant de mépris pour les Anglais, on y voit des intrigues, des manœuvres des friponneries même faites pour étonner l'homme qui ne connaît pas le Peuple Américain. Vous voyez d'après cela, Citoyen Ministre, que jusques à ce moment on ne peut avoir de données précises sur la tournure que prendront les Elections; Je me garderai en conséquence aujourd'hui de hasarder aucune conjecture; mais J'espère d'ici à peu de jours pouvoir vous donner des renseignemens exacts.

Salut et Respect,

Signé

P. A. ADET.

Adet to Minister of Foreign Relations.^a

PHILADELPHIE, le 2 frimaire

Relations	l'an 5 ^e de la République française, une et
Extérieures	indivisible. ^b
Secretariat	<i>Pierre Auguste Adet Au Ministre des Rela-</i>
No. 1. 2 ^{ata}]	<i>tions Extérieures</i>

CITOYEN MINISTRE: J'ai l'honneur de vous accuser réception du 2^{ata} de vos lettres des 3 Prairial an 4^e 6^e Bureau, 26. Thermidor et 2. Fructidor an 4^e 7^e Bureau.

Comme elles ne me sont parvenues qu'hier par la Corvette le Ranger à laquelle vous aviez confié le 1^{ata} de vos dépêches Politiques du 7. fructidor, et que depuis le 25. Brumaire, mes fonctions sont suspendues conformément aux ordres du Directoire Exécutif, J'ai fait le renvoi de ces trois lettres au Citoyen Consul Général qui sans doute vous rendra compte de l'exécution des ordres qu'elles renferment.

Salut et Respect

P. A. ADET

^a Etats-Unis, vol. 46, folio 395. L. S. Indorsed: B. N. 3561.

^b November 22, 1796.

Adet to Minister of Foreign Relations.^a

PHILADELPHIE le 2. frimaire
An 5°. de la Republique francaise Une et
Indivisible^b

*P. A. Adet Au Ministre des Relations
No. 3. 1^{re} Extérieures*

CITOYEN MINISTRE: J'ai l'honneur de vous adresser copie des lettres que j'ai écrites au Consul Général, et aux autres Consuls de la République aux Etats Unis en terminant avec eux ma correspondance comme Ministre Plénipotentiaire de la République. Je désire que les Instructions qu'elles renferment méritent votre approbation. Je joins également à cette lettre une adresse aux Français qui sont sur ce Continent, en Exécution de l'arrêté du Directoire Exécutif qui veut que les Français en Pays Etrangers portent la Cocarde tricolore, et un Règlement que J'ai fait en exécution de l'arrêté qui ordonne qu'il y aura dans chaque Chancellerie une immatricule sur laquelle seront portés tous les Français qui devront jouir de la protection nationale. Vous verrez, Citoyen Ministre, que J'ai réuni dans ce Règlement tout ce qui est prescrit par les loix, les Arrêtés du Directoire et vos ordres particuliers. Il est destiné à être affiché dans les Chancelleries, pour rappeler sans cesse aux chancelliers, leurs devoirs, et aux Français qui voudront user des Chancelleries, leurs obligations.

Le Consul Général vous rendra compte maintenant de l'exécution de vos ordres relatifs à l'immatricule et aux autres objets administratifs qui lui sont confiés. Quant à moi, je me bornerai à vous faire parvenir des détails exacts sur tout ce qui se passera dans ce Pays pendant tout le tems que ma présence y sera nécessaire; c'est-à-dire jusques à la fin de la prochaine session du Congrès. A cette époque J'ûserai de la permission que vous m'avez donné par les raisons suivantes; 1° parceque j'ai déjà annoncé qu'aussitôt que ma santé me le permettroit je quitterais les Etats Unis, et que j'en ai

^a Etats-Unis, vol. 46, folio 396. L. Deciffrement. Indorsed: Déchiffrement de la dépêche N° 3 du Cit. Adet Certifié Campy. B. 3302.

^b November 22, 1796.

même déjà prévenu le Secrétaire d'Etat par une lettre particulière que J'ai été dans le cas de lui écrire. Cette mesure m'a été commandée par les circonstances; elle était nécessaire pour prouver que la suspension de mes fonctions était la conséquence d'un parti pris avec connoissance de cause, et non, comme on en répandait le bruit, une intrigue momentanée, un jeu de ma part et de celle du Directoire Exécutif.

2° Parcequ'au mois de Mars tous les évènements importans seront passés, que ma présence sera alors très inutile, que le Consul Général pourra vous donner les détails un peu importans qu'il sera nécessaire de vous transmettre.

3° Parceque, si John Adams est nommé, il sera bon de marquer par ma retraite le mecontentement de la France et d'éveiller ainsi la Sollicitude du Peuple et de nos amis.

4° Parceque si Jefferson est nommé, il sera bon de lui prouver, en me retirant, que le Directoire ne se contentera pas de vaines paroles, comme le Gouvernement fédéral en a donné jusques à ce jour; mais qu'il compte sur des effets positifs. D'ailleurs si, comme je l'espère, je conserve encore parmi nos amis dans le Congrès l'influence que j'avais l'année dernière, je travaillerai fortement, dans le cas où Jefferson serait nommé, à négocier l'arrangement qui doit terminer les différends qui existent entre la Republique et les Etats Unis; et il sera nécessaire alors que je vous donne de vive voix des renseignemens que je ne pourrais vous transmettre qu'imparfaitement par ma correspondance. J'espère, Citoyen Ministre, que vous approuverez ces motifs de ma retraite, et que vous serez convaincu que dans toutes les circonstances je ferai tous mes efforts pour mériter votre approbation et me rendre digne de la bienveillance du Directoire Exécutif.

Salut et Respect.

Signé P. A. ADET.

Adet to Minister of Foreign Relations.^a

PHILADELPHIE le 8 frimaire

An 5^e de la République une et indivisible^b

P. A. Adet, Au Ministre des Relations

No. 5. 1^{re}]*Extérieures*

CITOYEN MINISTRE: J'ai reçu par l'avis de la République *The Ranger*, Le Primata non chiffré de votre lettre du 7. fructidor An 4^e de l'arrêté et des instructions du Directoire-Exécutif du 6 fructidor An 4. relatifs à la suspension de mes fonctions.

Les ordres du Directoire étaient déjà exécutés ainsi que je vous l'ai annoncé par ma lettre du 29. Brumaire.

Vous trouverez cijoint, Citoyen Ministre, les exemplaires des Notes que je vous ai annoncées par cette dépêche.

Vous verrez que j'ai prévenu les ordres contenus dans votre lettre due 13 fructidor; je n'ai passé sous silence la conduite de M^r Harrison.^c Je l'ai exprimée au grand jour. Elle paroîtra plus odieuse aux Etrangers qu'aux Américains; ces derniers sont accoutumés à voir leur Procureur Général passer du parquet au Barreau, et, non content du Salaire, vendre au poids de l'or ses mauvais plaidoyers. C'est leur trafic, et dans un Pays où on trafique de tout et où tout le monde trafique, on n'y trouve rien d'extraordinaire. M. Harrison sera donc blâmé par le petit nombre d'hommes qui pensent; il sera excusé par la tourbe des gens de loi toujours prêts à faire cause commune pour défendre des abus lucratifs dont ils peuvent un jour profiter. Le peuple ne se donnerait certainement pas la peine de réfléchir sur la violation des principes qu'il a commise dans l'affaire de *La Vengeance*, s'il ne voyait pas que la France s'en plaint, et s'il ne se rappelait pas que M^r Harrison est un ancien Tory bani pendant la guerre et non relevé encore de son bannissement. Cette circonstance expliquera la conduite de ce personnage; et la facilité avec laquelle le Gouvernement s'est rendu à son opinion vous prouve l'influence que

^a Etats-Unis, vol. 46, folio 408. Déchiffrement. Indorsed: Déchiffrement de la Dépêche N° 5 du Cit. Adet. Certifié Campy B. 3303.

^b November 28, 1796.

^c District Attorney for New York. See American State Papers, Foreign Relations, I, 584; cf. 564, 585, 621-629.

les partisans de l'Angleterre ont sur les homme qui y tiennent le timon des affaires.

D'après ce que J'ai eû l'honneur de vous écrire dans ma lettre du 29. brumaire, vous devez croire; Citoyen Ministre, que l'arrivée *du Ranger* a donné naissance a beaucoup de propos ridicules. On a publié que j'avais ordre de reprendre mes fonctions; de me conduire avec plus d'égards que Je ne l'avais fait envers le Gouvernement Fédéral, et qu'en conséquence j'avais déjà écrit ma lettre de soumission au Secrétaire d'Etat. J'ai détruit aisément ces rapports mensongers en annonçant que le *Ranger* ne m'avait apporté que le primata des ordres que j'avais exécutés et en répétant que je partirais aussitôt que ma santé me le permettrait. Je ne sçais si le Gouvernement fait répandre ces bruits pour diminuer l'effet que doit produire ma note; mais ce que je sçais positivement c'est que la prétendue nouvelle de ma réinstallation dans mes fonctions a été publiée par un ami intime de Washington.

Jusques à ce moment rien n'a encore transpiré sur les intentions du Gouvernement. Cependant vous pourrez juger qu'elles sont pacifiques d'après la lettre cijoainte que le Secrétaire d'Etat m'a envoyé il y a environ cinq jours après avoir reçu ma note. Vous trouverez aussi la copie de la lettre à qui elle sert de réponse..

Il est inutile d'entrer dans aucun détail à cet égard. Il vous paraîtra clair, Citoyen Ministre, que ma note du 25. brumaire a fait résoudre à l'affirmative les questions contenus dans ma lettre du 21. Vendemiaire quoique le Secrétaire d'Etat fasse tous ses efforts pour nous faire croire que sa lettre étoit préparée depuis un mois

Salut et respect

Signé

P. A. ADET

Adet to Minister of Foreign Relations.^a

PHILADELPHIE le 25 frimaire
No. 6. 1^a] An 5^e de la république française.^b

P. A. Adet Au Ministre des relations extérieures

CITOYEN MINISTRE: J'ay l'honneur de vous adresser le discours que le Président a prononcé à l'ouverture du Congrès, et les adresses que le Sénat et la Chambre des représentans lui ont envoyés

Fait le 25 Ventose.

en réponse.

Vous trouverez dans ces trois pièces l'esprit qui a toujours animé Washington et les deux Chambres de la législature. Aussi je me bornerai à vous faire remarquer avec quel empressement le Président a saisi l'occasion de vanter la cordialité des Anglais; comme il s'est tû sur leur conduite véxatoire à l'égard des Américains; comme il s'est étendu sur les déprédations que le Commerce des Etats Unis avoit éprouvées ou devait éprouver encore de notre part, et comme il a laissé percer le désir de rompre, à travers ses protestations de paix et d'amitié. D'après la conduite que le général Washington a tenu jusques à ce moment, pouvions nous nous attendre à autre chose?

Depuis quelques jours, Citoyen Ministre, on a publié le scrutin de la presque totalité des assemblées Electorales. Le vain espoir dont s'étoient flatté nos amis s'est évanoui. Jefferson ne sera pas porté à la Présidence; son concurrent John Adams l'emporte; Il est même douteux qu'il soit Vice-Président. Pinckney, Ancien Ministre des Etats Unis en Angleterre, aura, selon quelques probabilités plus de voix que Jefferson.

Ce n'est pas sans chagrin qu'Hamilton et son Parti voient arriver Adams à la Présidence; Pinckney étoit l'homme de leur choix. Avec des Talens mediocres, sans Popularité, sans reputation, faible de caractère, c'étoit un instrument que la faction Britannique pouvait manier à son gré; le nom du Président changeoit mais le manequin ne changeoit pas.

^a Etats-Unis, vol. 46, folio 447. Déchiffrement. Indorsed: Déchiffrement de la dépêche N° 6 du Cit. Adet. Certifié Campy. B. 3534. Extraire pr le Dr^e à la divis.

^b December 15, 1796.

Avec John Adams, il n'en sera pas de même. Cette vanité inflexible, cette confiance absolue en lui même, cet entêtement qui le caractérise ne lui permettront jamais d'écouter ni de suivre les conseils de personne, et encore moins ceux d'Hamilton qu'il déteste. Ces motifs étoient suffisans sans doute pour engager ce dernier et son parti à s'opposer à l'Election de John Adams, s'ils n'avoient pas craint de voir Jefferson l'emporter. Quoique certains de ne pas mener Adams, ils devoient le préférer à un homme dont les principes paroissent entièrement opposés aux leurs. La prédilection qu'Adams a toujours montré pour le Gouvernement Anglais, son opinion sur la liberté, sur la nécessité des distinctions parmi les hommes, leur font espérer que s'il ne suit pas la route qu'ils avoient tracée à Washington, il tendra toujours au même but en se frayant un autre chemin.

Le parti antifédéraliste au contraire pense qu'il se trompe, et John Adams ne servira pas la faction Britannique comme elle l'espère.^a Adams (dit-il,) aime le gouvernement Anglais; mais il déteste les Anglais; Il est un aristocrate en Théorie, mais jamais il ne l'a été en pratique; il pense, il est vrai, qu'il faut laisser peu de liberté au Peuple, que la Monarchie est le seul gouvernement qui convienne à une nation sensée. Mais quels moyens a-t-il pour nous faire adopter son opinion? Il n'est pas un Washington, sa volonté n'aura pas plus de poids que celle de la nation entière. Rampant aujourd'hui aux pieds du général auquel il croit devoir sa liberté, le Peuple Américain ne restera pas dans cette posture humiliante auprès de son successeur. Un fanatisme aveugle ne lui a pas fermé les yeux sur les défauts de John Adams; le nom de cet homme comme celui de Washington n'est pour aucun de nous synonyme de Vertus, d'heroïsme et de gloire; Il ne sera plus entouré de cette popularité qui repoussoit tous les traits lancés contre Washington. En conséquence nous pourrons l'attaquer avec avantage si sa conduite nous paroît mériter des reproches. Mais nous n'en aurons peut être aucun à lui faire. Adams est jaloux de Washington; il veut faire oublier son nom; il veut mériter les suffrages de son siècle, l'estime de la posterité; Il lui

^a Jefferson had hopes of winning over Adams. See Ford's Writings of Jefferson, VII, 95, 101, 115 et passim.

faudra donc suivre un autre plan de conduite que son prédécesseur. Alors aurons nous à nous en plaindre? Non sans doute. Peu nous importe les motifs qui le dirigent s'il sert bien notre Patrie.

Chaque parti comme vous le voyés, Citoyen Ministre, espère que John Adams sera favorable à ses desseins. L'un croit qu'attaché fortement à ses principes il fera faire des progrès au système monarchique; L'autre pense que se laissant conduire par un intérêt bien entendu, il soutiendra au contraire la république attaquée sourdement depuis longtemps; et tout me porte à croire qu'un changement nous sera favorable.

J'ai déjà fait sonder John Adams par le consul g^{al} avec qui il est lié depuis vingt ans, et après avoir protesté de son attachement pour la France, après s'être étendu sur les avantages que les Etats Unis devoient espérer de leur union avec la république, il a manifesté le plus grand désir de la maintenir. Ses Idées sur nos forces, notre puissance semblent être changées depuis l'établissement de notre constitution, depuis le moment où la loi s'est assise à la place du Triumvirat, et il paroît voir que l'amitié ni le ressentiment de la république ne sont à mépriser.

Je ne vous fatiguerai pas des détails de plusieurs conversations que le Consul Général a eues avec John Adams. Je vais travailler à connaître les propositions que le gouvernement nous fera faire par l'Envoyé extraordinaire qu'il doit envoyer en France. Alors, Citoyen Ministre en vous les transmettant, je vous demanderai la liberté de vous soumettre quelques réflexions qui peut être seront utiles dans les circonstances actuelles.

Signé P. A. ADET

Adet to Minister of Foreign Relations.^a

Philadelphie	PHILADELPHIE le 1 ^{re} Nivose
Relations	l'an 5 ^e de la république française une et
Extérieures	indivisible ^b
Politique	P. A. Adet Au Ministre des Relations
No. 7. 1 ^{re}]	Extérieures

CITOYEN MINISTRE: J'ai l'honneur de vous adresser les articles qui jusqu'à ce moment ont été publiés sur mes Notes dans les papiers publics.

Si vous vous en faites rendre compte, Citoyen Ministre, vous verrez qu'ils ne renferment que des injures grossières contre la République, contre la Directoire, contre moi, et qu'il n'y a pas un raisonnement. Ils sont dictés par la haine la plus violente contre la France, par l'esprit de parti, et ils ne se trouvent que dans les papiers vendus à l'Angleterre.

Vous trouverez beaucoup d'articles signés par un certain Willcocks, mais rédigés par je ne sais qui. Ils sont un peu plus impertinents que les autres, et vous ne devés pas en être étonné Citoyen Ministre. Ce M. Willcocks a déclaré la guerre à la République depuis le moment où le Citoyen Genet a paru faire peu de cas d'une adresse qu'il lui avait présentée. Peu estimé du parti dans lequel il s'est jetté, M. Willcocks n'est soutenu par personne. Son ton a déplu à tout le monde même à ceux dont il partage opinion

Je pense que le même sort attend la brochure que vous trouverez ci-jointe. Elle est pleine d'injures dégoûtantes pour la République, pour le Directoire. L'auteur m'a fait l'honneur de ne pas m'oublier, et de m'accabler d'invectives. Je vous inviterais à ne pas la lire, Citoyen Ministre s'il n'était pas nécessaire que vous connaissiez la manière atroce dont l'auteur de cette brochure libelliste aux gages de l'Angleterre, a colomnié ici depuis deux ans le Peuple français, sa Révolution et son gouvernement.

Salut et Respect

P. A. ADET

^a Etats-Unis, vol. 46, folio 484. L. S. Indorsed: B. N. 3587.

^b December 21, 1796.

Adet to Minister of Foreign Relations.^a

Philadelphie

PHILADELPHIE le 11 Nivôse

Rélations

An 5^e de la République Française une et

Extérieures

Indivisible.^b

Politique

P. A. Adet Au Ministre des Rélations

No. 8. 1^{sta}.]

Extérieures.

CITOYEN MINISTRE: Enfin il parait certain que Jefferson sera porté à la Vice Présidence malgré toutes les intrigues employées contre lui. Quoique nos amis regardent son élection comme un sujet de triomphe pour eux et une circonstance heureuse pour nous, je suis loin d'adopter

Mr Jefferson sera porté à la Vice Présidence Opinion sur le degré d'influence dont il jouira.

leur opinion entièrement. Jefferson réduit par la Constitution à la Présidence du Sénat n'aura que peu d'influence, même s'il en a sur le pouvoir Exécutif. Quelque bonne intelligence qu'on suppose entre lui et Adams, ce dernier est trop jaloux du pouvoir qui lui est confié pour vouloir le partager, il est trop attaché à ses opinions pour vouloir les discuter avec un autre; il a une trop haute idée de ses lumières pour demander un avis. Il agira donc seul d'après sa propre impulsion, et Jefferson, sous Adams, jouerait le même rôle qu'Adams, sous Washington.

Il ne faut pas croire néanmoins que Jefferson soit avec la Chambre des Représentans dans le même rapport que son prédécesseur. Ce dernier n'était pas Chef du parti fédéraliste de la Chambre. Le premier au contraire, suivant toutes les probabilités conduira le parti opposé. Ses liaisons avec

Mr Jefferson sera le Chef du parti patriotique dans le Congrès.

ceux que le composent ne laissent que peu de doute à cet égard, et, ils conservent, comme on le pense, la majorité dans le prochain Congrès, il ne passera probablement aucunes de ces loix attentatoires à la liberté que les Ministres de Washington avaient scu avec adresse surprendre du Corps Législatif. Il y a lieu de croire même que Jefferson qu'on peut regarder peut être comme l'homme le plus éclairé des Etats-Unis

^a Etats-Unis, vol. 46, folio 501. Déchiffrement. Indorsed: Déchiffrement de la dépêche N° 8 du Cit. Adet. Certifié Campy. B. 7593. à déposer extraire par le Dr à la division fait le 28 Prair.

^b December 31, 1796.

provoquera des Loix utiles au perfectionnement de la Société, au développement des lumières et à l'accroissement réel du bonheur du Peuple Américain. Je suis porté à croire d'après cela, Citoyen Ministre que l'Amérique n'aura qu'à se féliciter d'avoir appelé cet homme à la seconde place de l'Etat. Je ne sais si, comme on me l'assûre nous trouverons toujours en lui un homme entièrement dévoué à nos

inérêts. M^r Jefferson nous aime, parcequ'il détecte l'Angleterre; il cherche à se rapprocher de nous, parcequ'il nous redoute moins que la Grande Bretagne; mais il changerait peut être demain de Sentiment à notre égard, si demain la Grande Bretagne cessait de lui inspirer des craintes. Jefferson quoiqu'ami de la liberté et des Sciences, quoiqu'admirateur des efforts que nous avons faits pour rompre nos fers et dissiper le nuage de l'ignorance qui pèse sur l'espèce humaine, Jefferson, dis-je, est Américain et, à ce titre, il ne peut pas être sincèrement notre ami.^a Un Américain est l'ennemi né de tous les Peuples Européens.

Signé P. A. ADET.

Adet to Minister of Foreign Relations.^b

Philadelphie

Relations

Extérieures

Politique

No. 9. 1^{sta}]

PHILADELPHIE le 1^{er} Pluviose

de An 5^e de la République française.^c

P. A. Adet Au Ministre des Relations Ex-
térieures

CITOYEN MINISTRE: La suspension de mes fonctions parait avoir agité les états de l'union conformément à l'esprit qui les anime. dans le nord et dans l'est des cris de guerre contre la France se font entendre. dans le sud au contraire on a applaudi à la conduite du directoire Exécutif; on en a reconnu la justice et on a lancé les reproches les plus graves contre l'administration actuelle.

^a This shows unusual insight into Jefferson's real tendencies.

^b Etats-Unis, vol. 47, folio 35. Déchiffrement. Indorsed: Déchiffrement de la dépêche No 9 du Cit Adet. Certifié Campy. B. 7594. à déposer. extraire avec soin par le D^r fait le 28 Prai à la divis.

^c January 20, 1797.

Quelques efforts qu'aient fait les partisans de l'Angleterre et nos ennemis, ils n'ont pu amener le peuple à des démarches propres à faire croire que l'opinion publique était dirigée contre nous. On n'a pas présenté une seule petition au gouvernement, pour l'engager à maintenir sa dignité et à ne pas se laisser insulter par un gouvernement étranger. Cependant les journalistes vendus à la Grande Bretagne n'ont cessé depuis le moment où l'on a connu la détermination du Directoire de présenter la conduite de la France sous le jour le plus odieux, et d'inviter le peuple Américain à venger son honneur outragé.

Les amis de la monarchie tenaient à peu près le même langage dans les hauts cercles de Philadelphie et de New York, où paraphrasait le discours de Washington et on ne mettait pas un seul instant en doute, que le peuple Américain ne répondit à l'appel qui lui était fait; et on s'égarait au milieu de projets chimériques enfantés par l'esprit de parti et une vanité plus que ridicule.

Il est assés extraordinaire d'entendre la guerre prêchée aujourd'hui par les mêmes hommes qui semblaient tant la redouter il y a un an, mais elle devait alors éclater contre la Grande Bretagne, aujourd'hui c'est contre la France. Il n'en faut pas d'avantage pour expliquer cette contradiction apparente dans l'opinion des mêmes individus.

Mais quel fruit attendent-ils de la guerre? J'ose à peine vous le dire, Citoyen Ministre, l'espoir dont le parti aristocratique se flatte est si ridicule que l'on ne peut y penser ou en parler, sans craindre de perdre la gravité qui convient au sujet que je traite. Quoiqu'il en soit, il faut exposer le sujet des espérances dont on se berce ici. on pense, que disje, on est sûr que l'Imperatrice de Russie au printemps prochain va envoyer 300 mille hommes contre nous. Nos armées, la nation même disparaîtront devant elle; la coalition triomphante, après avoir relevé le trône de France, renversera tous les républicains, et le Général Washington pour avoir servi la cause des Rois sera tiré de son obscurité pour pa-

Difference dans les
effects que produit
dans les divers Etats
le rappel du C^r Adet.

Quelques individus
et quelques papiers
prêchent la guerre
mais le Peuple n'a
fait aucune démarche
dans ce sens auprès
du Congrès.

Esperances ridicules
des partisans de la
guerre. On compte
sur les efforts décisifs
de la Russie & sur la
contre Revol^{on}

raître de nouveau sur le théâtre du monde entouré de la gloire et de la pompe des Rois. Alors cette Egalité qui fatigue les riches, disparaîtra; les titres, les dignités, les marques de distinction deviendront leur partage et élèveront un mur d'airain entr'eux et les malheureux qui ne sont faits que pour être opprimés et soumis. Ces idées absurdes fermentent cependant, Citoyen Ministre, dans les têtes des Senateurs. Ignorants pour la plupart à un point extrême, incapables par conséquent de se former une idée juste de la situation des affaires en Europe il ressemblent aux enfants dont l'imagination grossit toujours l'objet de leur désir ou de leur crainte.

Vous ne devés être surpris, Citoyen Ministre, si de tels hommes inclinent pour la guerre. demain elle vous serait déclarée, si on croyait que le peuple se prêtât sans résistance aux vues du gouvernement. déjà dans le sud quelques individus dont l'influence est connu, ont manifesté leur opinion à cet Egard, et un commandant de milice en Virginie a donné

sa démission dans la crainte où il est de voir la guerre s'allumer avec la france, pour concilier dans cette circonstance ses devoirs envers la france et son propre pays. cette

conduite d'un homme porté à une place de confiance par ses concitoyens, a produit un grand effet sur l'esprit du peuple et a contribué peut-être à rendre le gouvernement plus circonspect dans sa marche. Mais cependant la guerre^a avec nous est ce qu'il desire, et il tâchera de nous porter à la déclarer pour y parvenir, il emploiera la ruse, ressource ordinaire des faibles; en paraissant vouloir la paix il fera tout pour blesser le gouvernement français, insulter la nation française et fermer la porte à tout accomodement. il espère alors que la france en appellera aux armes pour décider une querelle, qu'il aura perfidement provoquée, et qu'en pouvant rejeter sur nous tout l'odieux de l'aggression, il entrainera le peuple Américain vers l'Angleterre. telle

^a On the war feeling, see Ford's Writings of Washington, XIII, 369-370, correspondence between Washington and Hamilton. Events in France at this time were sufficiently critical to have increased the enmity. See on the refusal to receive Pinckney, American State Papers, Foreign Relations, I, 746, 747.

sera, je n'en doute pas, la b  se de la conduite que tiendra le gouvernement, tant que le général Washington sera au timon des affaires. Ses ministres t  cheront de mettre les choses dans un tel état, que le président futur se trouve dans l'impossibilité d'y r  m  dier. mais quelque chose qu'ils fassent, nos amis pensent que leur espérance sera trahie; ils ont trop de confiance dans la sagesse du Directoire pour croire qu'il ne verra pas le piège qu'on veut lui tendre. ils savent bien que son intention n'est pas de punir le peuple Américain des torts de son gouvernement et qu'en persistant dans les mesures de sévérité qu'il a prises pour rendre le traité de Jay moins défavorable à la France, il se contentera de jeter un regard de pitié sur un gouvernement trop faible pour lui inspirer quelque crainte, trop lâche pour exciter son ressentiment.

Signé P. A. AD  T.

Adet to Minister of Foreign Relations.^a

Philadelphie
Rélations
Extérieures
Politique
No. 10. 1^{ata}]

PHILADELPHIE le 15 Pluviose
An 5^o de la République, une et indivisible^b
P. A. Adet Au Ministre des Rélations Extérieures

CITOYEN MINISTRE: J'ai l'honneur de vous adresser une Traduction du Message du Président au Congrès relatif à la Note que j'ai adressée au Secrétaire d'Etat en date du 11. Brumaire.

Traduction de la réponse que fait le Gouv^{mt} Américain à la Note du C   Adet du 11. Brumaire

A ce message se trouve joint un grand nombre de pièces. La plus importante de toutes, est celle qui accompagne cette lettre. C'est une réponse et    ma note et aux griefs que vous avez exposés vous même au Ministre Américain en France, rédigée en forme d'Instructions    M^r Pinckney.^c

^a Etats-Unis vol. 47, folio 48. Déchiffrement. Indorsed: Déchiffrement de la dépêche N   10 du Cit Adet. Certifié Campy B. 7595.    deposer. extraire avec soin par le D^r fait le 28 mai    la divis.

^b February 3, 1797.

^c American State Papers, Foreign Relations, I. 559.

Lorsque vous vous en ferez rendre compte, Citoyen Ministre, vous verrez que M. Pickering n'a pas attaqué une seule des preuves sur lesquelles je m'étais appuyé; il n'a détruit aucune de mes raisons; il a tronqué des faits, s'est jetté dans des discussion vagues, et enfin n'a répondu à rien. l'opinion que j'en ai conçue, Citoyen Ministre, sera celle, je pense, des hommes qui examineront les choses sans partialité et de sang froid. On verra en outre que cette réponse pleine de mauvaise foi et de sophismes est une conséquence du plan formé depuis longtems par l'Exécutif de

Cette réponse annonce le plan de rompre avec nous en nous aiguisant

rompre avec nous. Tout est calculé pour irriter le Gouvernement Français et la Nation et pour les porter à des mesures hostiles contre les Etats Unis; Tout tend à persuader au Peuple qui n'examine jamais profondément des questions de cette nature, que les premiers torts sont de ce côté; que nos prétentions sont injustes, nos réclamations sans fondement, et que nous voulons soumettre la conduite de l'Amérique à nos caprices et à nos volontés. Vous devez être convaincu que ce texte fourni par le Secrétaire d'Etat aux journalistes vendus à l'Angleterre ne manquera pas d'être amplement commenté par eux. Déjà ils nous comparent à la République Romaine; nous accusent de vouloir tout conquérir; veulent prouver que notre cause était juste, quand nous défendions nos frontières et que la nature de la guerre a changé depuis que nos armées sont sur le territoire ennemi; ils disent que tous les amis de la paix et de la justice doivent implorer le Ciel contre de farouches Brigands destinés à être le fléau de l'Univers, si on n'étanche pas avec leur propre sang la soif de sang qui les dévore.

C'est ainsi qu'on cherche à tromper le Peuple sur notre compte et qu'on le prépare à accueillir avec transport les mesures qu'on se propose de prendre si l'instruction de Pickering est suivie de l'effet qu'on en attend, si elle porte le Directoire à des mesures hostiles contre les Etats Unis. J'ai eû déjà l'honneur de vous le dire, Citoyen Ministre, je vous le répète encore, le Gouvernement Americain veut porter la République à lui déclarer la guerre; il espère rallier alors tous les partis autour de lui et faire avec la Grande Bretagne le Traité d'alliance offensive et défensive

dont le Traité de Jay n'est que l'introduction. Si ses espérances sont trompées, si, comme je n'en peux douter, le Directoire scait apprécier à sa juste valeur l'Instruction du Secrétaire d'Etat; si toujours juste, il ne veut pas envelopper dans les malheurs de la guerre un Peuple qui n'a d'autre tort que d'avoir été trahi et trompé; si calculant les avantages qui resulteraient pour l'Angleterre d'une liaison plus intime avec ce Pays, il se borne à maintenir les mesures qu'il a arrêtées et à attendre que l'Exécutif Américain s'explique, il me parait plus que probable, Citoyen Ministre, que le Gouvernement des Etats Unis sera victime de sa propre perfidie; quelques soient les efforts du parti Anglois,

Si le Directoire ne vas pas au dela des mesures qu'il a arrêtées le parti ne réussira point dans son projet.

on n'en viendra jamais à une rupture; les esprits me paraissent tellement exaspérés, qu'elle serait inévitablement suivie d'une guerre civile. et il n'y aurait pas d'autre parti à prendre que de négocier avec la France et de lui faire les justes réparations qu'elle demande. Vous scavez, Citoyen Ministre de quel désavantage serait pour nous une rupture avec les Etats Unis; Vous scavez que nos Colonies seraient sans approvisionnements et peut-être bientôt envahies; que toute espérance de commerce avec l'Amérique

Effets malheureux qu'aurait pour nous une rupture.

nous serait désormais interdite que l'Angleterre recevrait 30 mille Matelots des Etats Unis; que la Louisiane, les Florides tomberaient bientôt au pouvoir de nos nouveaux ennemis, et de la Grande Bretagne que le nouveau Mexique verrait bientôt flotter leurs étendarts, et qui scait où l'espoir du pillage et l'ambition des conquêtes les conduiraient dans un Pays aussi mal defendu que les possessions Espagnoles et où il existe déjà des germes de discorde et des levains de mécontentement. Il serait inutile d'insister davantage à cet égard; Vous n'ignorez pas combien l'Angleterre a fait déjà d'efforts pour conquérir les Etats Unis d'une maniere ou d'une autre, et que ce serait favoriser ses vûes que de déclarer la guerre à l'Amérique

Signé

P. A. ADET

Adet to Minister of Foreign Relations.^a

Philadelphie

Rélations

Extérieures

Politique

No. 11. 1^{sta}]

PHILADELPHIE le 6 Ventose

An 5 de la République française^b*P. A. Adet Au Ministre des Relations Extérieures*

CITOYEN MINISTRE: Je viens d'apprendre à l'instant que les habitans des Isles de France et de la Réunion sont disposés à se rendre aux Anglais, si on veut les contraindre à mettre de suite à exécution le décret qui abolit l'esclavage dans les Colonies.

le C^{te} Adet transmet des renseignements sur le projet qu'ont les habitans des Isles de France et de la réunion de se livrer aux Anglais.

Déjà, Citoyen Ministre, des propositions ont été faites et recues, déjà les stipulations du traité ont été arrêtées, s'il faut en croire les agens de l'Angleterre dans ce país, et surtout un Capitaine Orr chargé de se rendre auprès du gouvernement Anglais pour lui faire part des dispositions de l'île de France.

Ce Capitaine Orr, porteur des dépêches du Gouverneur Anglais, qui a traité avec les habitans de l'île de France, ayant été rencontré par la division du Contre Amiral Serceil a été pris et conduit à l'île de France, et de là il s'est rendu dans ce Continent sur un bâtiment Américain. À peine arrivé, il a informé le Ministre Anglais de la mission dont il a été chargé, et ce dernier cherche les moyens de le faire rendre en Angleterre le plutôt et le plus sûrement possible.

Ce Capitaine a été parfaitement traité par les habitans de l'île de France pendant son séjour dans cette colonie, et d'après l'idée qu'il a prise de leurs mœurs, de leur industrie il désire ardemment de les voir passer sous la domination Anglaise. Il ne cesse en même tems de regretter qu'ils soient attachés à la France, et qu'ils ne veulent s'en détacher que dans le cas où on viendrait à mettre à exécution brusquement le Décret de la liberté générale. Il craint que les différends qui viennent de s'élever entre la France et ses Colonies

^a Etats-Unis, vol. 47, folio 124. Déchiffrement Indorsed; Déchiffrement de la dépêche N° 11 du Cit Adet. Certifié Campy. B. 7596. à déposer—Secrete—envoyer copie de la lettre et de la piece jointe au Min de la Marine—fait le 2 Messidor

^b February 24, 1797.

asiatiques ne s'arrangent; dans ce cas les Anglais n'ont rien à espérer; si au contraire le gouvernement français a recours à la force pour se faire obéir, la Grande Bretagne triomphe; elle offre sa protection, et elle est acceptée. Tels sont les renseignements, Citoyen Ministre, que je tiens d'une personne très sûre; J'aurai sous peu de jours des détails plus positifs, mais je n'ai pas crû devoir les attendre pour vous instruire des faits qu'il importe au gouvernement de connaître.——

Preparatifs des Anglais dans le Canada pour envahir la Louisiane.

Je profiterai de l'occasion que J'ai de vous écrire pour vous prévenir que les Anglais méditent une expédition contre la Haute Louisiane;^a ils traverseront les lacs, une partie du terri-

^a Plans for an English descent upon Louisiana and Florida, with possible cooperation of the American frontiersmen, had been considered in 1790 when Miranda proposed to Pitt that England should aid the Spanish-American colonies to revolt. See the documents in *American Historical Review*, VII, 704; VIII, 78.

After the negotiations at Bale had withdrawn Spain from the coalition, and when the alliance between France and Spain rendered inevitable a war with England, the plan of an attack upon Spain's colonies in North America was again taken up. On October 25, 1795, the Duke of Portland in a "most private" dispatch (War Office, colonial, Secret Entry Book) wrote to Lieutenant-Governor Simcoe, of Canada, reminding him of his conversations with Lord Grenville relative to the dispositions of the settlers of Kentucky and the Western Country, and the extent to which they could be made subservient to England should a rupture take place with Spain. He desired information as to whether these settlers would cooperate, but cautioned Simcoe that no open or direct communications could be made to them, but that he should "cultivate such an intercourse with the leading men of those Settlements, as will be likely to give this Country a facility and advantage in acting with them, if ever a proper occasion should occur, carefully observing not to give any umbrage, or cause of suspicion to Spain, and avoiding whatever can, in the smallest degree, commit this Country with the Government of the United States or make His Majesty a Party to any attacks on the Spanish Settlements, should no circumstances arise which may call for them on our part." "I forbear to call your attention to the assistance which, in the event I have supposed, may be afforded by the Southern and Western Indians, as in communicating your sentiments to me, in consequence of what I have already stated, you will, of course, include in any supposed measures, which occasion may call for, the services which might be derived from the above description of persons." This is significant, in view of the later denials of the English Government through Liston to Pickering (*American State Papers, Foreign Relations*, II, 69, 70; *Annals of 5th Congress*, p. 2376). Portland continued with instructions to Simcoe to investigate the facilities for communication between Lake Michigan and the Mississippi.

Collot, after investigations which he undertook for Adet in the spring of 1796 into the military conditions of the trans-Allegheny region, reported a plot of a frontiersman named Chisholm for an attack upon Lower Louisiana and Santa Fe, the forces to include one thousand Tennesseans, in cooperation with the Creek and Cherokee Indians, together with fifteen hundred English loyalists of Natchez and fifteen hundred English troops of the line, seven hundred Canadians, and two thousand Indians of the Lakes, commanded by Brant, who were to form in Upper Canada. Collot further reported that Chisholm had unfolded his scheme to the British minister, who had sent Chisholm to England to present his plans to the Government March, 1797. Some of this information Collot gave to the Spanish governor at New Orleans, and also

toire Américain et descendront le Mississipi. J'ai eû à cet égard des conférences avec le Ministre d'Espagne; je pense que si les officiers veulent agir avec activité, on pourra déjouer les projets des Anglais. D'ailleurs je vais engager le ministre d'Espagne à écrire au gouvernement des états Unis pour qu'il ait à prendre des mesures propres à empêcher les Anglais de passer sur leur territoire. Si le passage leur est fermé, et qu'ils suivent les Lacs, ils ne seront que vers l'automne dans le Mississipi et on aura le tems de se mettre en garde contre toute attaque et d'obtenir des secours de l'Europe.

to the Spanish minister to the United States, on his return. (See Collot, *Voyage dans l'Amérique septentrionale* (Paris, 1826), and, in translation *Journey in North America*, II, 11, 64, 65, 229; *Etats-Unis*, vol. 47, fols. 124, 126, 130, 137. See the documents in *American Historical Review*, X, nos. 3 and 4. The Spanish minister called the attention of Secretary Pickering to these designs, involving a violation of our neutrality, and an investigation followed. See note b, page 992, post.

The result of these disclosures, and of the subsequent evidence which involved United States Senator Blount, of Tennessee, in the intrigue, was to delay the evacuation of the Spanish posts on the Mississippi, as provided in the treaty of 1795 with Spain, and to redouble the efforts of France to secure the cession of Louisiana. On the whole episode, see *American State Papers, Foreign Relations*, II, 66 ff.; *Annals of 5th Congress, 1797-1799*, 498 ff., 2245; *King's Life and Correspondence of King*, II, 195-199, 208, 209, 216-218, 236, 253-256, 258. (The disclosures of Chisholm to King are in the Department of State, Bureau of Indexes and Archives, *Dispatches, England*, volumes 4 and 5, and also in the King MSS., folio A, 378, 385, 386, 391, in the New York Historical Society); the British Public Record Office, *America*, XVIII (Liston's correspondence on the subject); Report on Canadian Archives, 1891, "Upper Canada," 71, 77, and "Lower Canada," 149, et passim; *Michigan Pioneer Collections*, XXIV, 666; XXV, 27; *Massachusetts Historical Collections*, Sixth Series, VIII, 44, et passim (Pickering Papers); Gibbs, *Memoirs of the Administrations of Washington and Adams*, I, 474, et passim; Roosevelt, *Winning of the West*, I, p. ix (citing the Blount MSS. sent him by the Hon. W. D. Stephens, of Los Angeles, Cal.), IV, 212 (see also index to vol. IV, s. v. Blount); Wright, M. J., *Life and Services of William Blount*; Riley, *Spanish Policy in Mississippi after the Treaty of San Lorenzo*, in Report of American Historical Association, 1897, p. 177; Hinsdale, *Southern Boundary of the United States*, in Report of American Historical Association, 1893, p. 331; Gayarre, *History of Louisiana under Spanish Domination*; *Memoirs of the Prince of Peace*, III; Marbois, *History of Louisiana*, 165; Winsor, *Westward Movement*, 561-573.

George Rogers Clark, of Kentucky, wrote on March 2, 1797: "We have here English agents from Canada to enroll volunteers destined to march against Louisiana. Some days ago I received propositions from the Governor of Canada to march at the head of two thousand men against the Spanish establishments of New Mexico." The plan, he adds, was to occupy St. Louis, then to divide the army. One party would descend the Mississippi and the other march upon Santa Fe. The letter was addressed to Colonel Fulton, who had served under Clark in the Genet affair, and who was now in the service of France. This officer had in December, 1796, sent Clark a commission as "général de brigade" from the Directory, and Clark accepted it and agreed to support France: Baron Marc de Villiers du Terrage, *Les dernières années de la Louisiane Française* (Paris, 1904), 362.

See *American Historical Review*, January, 1905, "The Policy of France toward the Mississippi Valley," and *ibid.*, April, 1905, "Documents on Blount's Conspiracy."

voyage du Général
Collot pour recon-
naître La Louisiane.

Il est heureux dans cette circonstance que la mission dont j'avais chargé le général Collot^a soit terminée. les Renseignements qu'il s'est procuré, sont de la plus grande utilité et serviront à déjouer les projets des Anglais.

Sous peu, Citoyen Ministre, J'aurai l'honneur de vous rendre un compte détaillé de la mission de cet officier. Il est de retour depuis deux mois; mais ma santé a été si mauvaise depuis cette Epoque, que je n'ai presque pû me livrer à aucun travail. en attendant, Citoyen Ministre, je me bornerai à vous dire que dans la haute Louisiane les français réuniraient autour d'eux asses de forces non seulement pour repousser les Anglais de la Louïsiane, mais encore pour les chasser du Canada.^b

P. A. ADET

nomination de Mr
Vans Murray mem-
bre du Congrès, à la
place de Ministre P.
Pre à la Haye.

Je suis instruit à l'instant que Washington dont la présidence expire nomma hier Ambassadeur en Hollande M^r de Vanmural, un des coriphées du parti Anglais dans la Chambre des représentants. Son prédécesseur passe en Portugal. ce change-

^a For Collot see also the note to Létombe's instructions, May 3, 1797, post.

^b Inclosed with this dispatch were three notes from Collot to the Spanish minister informing him of the proposed descent upon Louisiana under the auspices of England.

(1) March 1, 1797. The weakness of Spanish posts on the Mississippi and the means of protecting them by French troops and by new fortifications.

(2) March 9, 1797. The importance of fortifying St. Louis. Compare the plan in Collot's Journey in North America, I, 257, and more fully in *Etats-Unis*, Corr. vol. 47, fo. 132.

(3) April 15, 1797. Report of Chisholm's plans against Louisiana, as revealed by Michel, with comments.

Collot also sent the Spanish minister a copy of Chisholm's letter to Michell and Craig, March 17, 1797.

The statements of Collot in his Journey, II, 64, can not be reconciled with the facts. Apparently he desires to be understood that he gave Gayoso at Natchez the information derived from Chisholm's disclosures to "Michel." But he quotes incorrectly the former's letter, and mentions Chisholm's departure for England, March 28, 1797 (approximately correct—*Annals of Fifth Congress*, II, app. 2369), although Collot himself was at Natchez in October, 1796. The fact that the plot was apparently not fully detailed to Yrujo, the Spanish minister to the United States until April, although Collot returned to Philadelphia in January, 1797, leads to the conjecture that the detailed allegations were procured in that city subsequent to his return, though he probably had information regarding it while on his western investigation (Journey, II, 11-12).

The Spanish minister made his complaint to the Secretary of State in the last part of February, 1797 (*American State Papers*, Foreign Relations, II, 68), and added information March 2 and April 21, 1797.

For Collot's letters see *American Historical Review*, April, 1905 (Documents on Blount's Conspiracy).

ment n'en apportera aucun à la fidélité des avis transmis à la Cour de Londres.

On vient de m'apprendre également qu'en Angleterre on prépare une expédition contre la Louisiane; on la fera agir de concert avec celle qu'on dispose en Canada.

Signé P. A. ADET

Adet to Minister of Foreign Relations^a.

Philadelphie

Rélations

Extérieures

PHILADELPHIE le 20 Ventose

Politique

An 5^e de la République, Une et Indivisible^b

No. 12. 1^{ère}

P. A. Adet Au Ministre des Relations
Extérieures

CITOYEN MINISTRE: La Session du Congrès qui a commencé le 1^{er} lundi de decembre a fini conformement à la loi le 4. Mars 1797.

Installation du nouveau
Président M^r
John Adams.

La dernière Séance a été consacrée à recevoir le Serment du Président et du Vice

Président nouvellem^t élus.

Après avoir prononcé son serment, M^r Adams a lu le discours que vous trouverez sous le N^o 1.

Son Prédécesseur n'en avait jamais prononcé dans cette circonstance; On a été en conséquence étonné de ce qu'il s'écartait d'un usage consacré par Washington, mais on l'a été davantage de ce qu'en manifestant des sentimens d'estime pour notre Nation, il annonçait en même tems le désir de rétablir la bonne intelligence qui avait subsisté jusqu'à ce moment entre la République et les Etats Unis.

Cette profession de foi du nouveau Président a confirmé nos amis dans l'opinion qu'ils avaient conçue de lui, et le parti Anglais n'a pas vu sans chagrin ses espérances trompées. Quelques efforts qu'il fasse pour engager Adams à suivre la route tracée par son prédécesseur, tout me porte à croire qu'ils

Sentimens favorables
envers nous professés
par M^r Adams

^a Etats-Unis, vol. 47, folio 153. Déchiffrement Indorsed: Déchiffrement de la dépêche N^o 12, du Cit Adet—à déposer extraire p^r le D^r à la div^{is}. fait le 28 Prai. Certifié Campy B. 7597.

^b March 10, 1797.

seront sans succès. M^r Adams, d'après tous les rapports qui me sont parvenus, veut à quelque prix que ce soit, resserrer les liens que le Président Washington avait voulu rompre. Le succès de ses tentatives à cet égard, il le regarde comme un moyen de mériter la reconnaissance de son pays, et d'acquiescer de la gloire.

Les dispositions de M. Adams, sont aussi celles de M. Jefferson, je ne puis en douter d'après une conférence que j'ai eue avec lui, et d'après ce que tous nos amis m'ont rapporté. Je sais que dans ses conversations avec le Président, il n'a rien négligé pour l'engager à faire pour France un Envoyé Extraordinaire, si par hasard

Mr Jefferson & Mr Adams ont déjà eu plusieurs conférences sur les moyens de rétablir la bonne harmonie entre la Rep. et les E. U.

M^r Pinckney n'était pas reçu, et à lui confier le titre et les pouvoirs d'Envoyé Extraordinaire, s'il avait été déjà reconnu comme Ministre des Etats Unis. Malgré la circonspection que M^r Jefferson est obligé de mettre dans ses discours pour ne pas donner de l'ombrage à M. Adams, il lui a parlé avec la franchise que méritait un homme dont les vœux étaient pour la paix dont le désir le plus ardent était de se rapprocher de la France.^a

Plusieurs de nos amis ont parlé à M^r Adams dans le même sens que M^r Jefferson, et lui ont représenté combien était grande la folie de son prédécesseur qui voulait nous faire la guerre.

“Où sont, lui ont-ils dit, nos flottes, nos armées pour attaquer la France, ou ses possessions d'Amérique? Où trouver l'argent nécessaire à leur entretien; faut-il l'attendre de l'Angleterre? donnera-t-elle des vaisseaux aux Etats-Unis; Un Traité d'alliance réunira-t-il la Grande Bretagne à ses anciens sujets? Tel est sans doute le projet de ceux qui conseillaient la guerre à Washington. Mais quel serait le fruit de leurs Conseils perfides? Une guerre civile ajouterait aux fléaux d'une guerre étrangère; un déchirement convulsif romprait les liens qui unissent entre elles les différentes parties de l'Union. Jamais les

^a On the proposed mission to France, see Hamilton's Works of Alexander Hamilton, VI, 198, 21; VII, 444, 449, 450; Ford's Jefferson's Writings, I, 272; Gibbs's Memoirs of the Administrations of Washington and Adams, I, chaps. xiii-xv; Winsor Narrative and Critical History of America, VII, 332-337, 418, 475, 518, 519.

Etats du Sud et de l'Ouest ne consentiront à voir l'Angleterre prête à faire pèsér sur eux une amitié qui bientôt ressemblerait à de la vengeance; et si les Etats de l'Est veulent se rapprocher de cette Puissance, ils compteront les autres au nombre de leurs ennemis." "Tels sont les maux qu'auraient enfanté le Système adopté par votre prédécesseur, Tels sont ceux dont on vous accusera d'être l'auteur, si vous vous traînez sur ses traces. Vous n'êtes jusqu'à présent que le Président de l'Est et non le Président des Etats Unis; Méritez ce titre par votre conduite; ne soyez pas le Chef d'un parti, ne soyez que l'homme de la patrie. Qu'un intérêt momentané et de petites passions ne triomphent pas de l'intérêt futur de l'Amérique; ne jugez pas la France par ce qu'en disent ces libellistes, qu'au scandale public, l'Angleterre a l'effronterie de salarier ici, pensez à quelle hauteur ses destinées doivent s'élever, quels sont les principes de son Gouvernement, qu'elle est l'industrie, la magnanimité, l'activité de son peuple; quelles sont ses ressources. Voyez combien peu son influence est à craindre ici, combien nous avons à redouter celle de la Grande Bretagne, et vous ne balancerez pas un moment sans doute, à vous rapprocher d'un allié fidèle, et à repousser les caresses perfides d'un lâche Tyran qui, incapable de nous conquérir par la force, a recours au poison de l'artifice pour nous plonger dans un sommeil trompeur et nous enchaîner sans efforts.

Ces raisonnemens ont paru faire d'autant plus d'impression sur M^r Adams, qu'ils lui ont été présentés par des Chefs du parti populaire. Auront-ils tout l'effet qu'ils s'en promettent? Le tems seul peut nous l'apprendre.

Signé

P. A. ADET

Adet to Minister of Foreign Relations.^a

Philadelphie

Relations

PHILADELPHIE le 28 Ventose

Extérieures

An 5^e de la République Une et Indivisible^b

Politique

P. A. Adet Au Ministre des Relations

No. 13.]

Extérieures

CITOYEN MINISTRE: Dans la Session qui vient de finir, le Congrès s'est occupé d'un objet extrêmement important pour les Etats-Unis. Il a discuté la nature de l'Impôt qu'il devait établir pour faire face aux besoins de l'Etat.

Debats dans le Congrès sur de nouvelles impositions.

L'établissement d'une taxe directe sur les terres et d'une capitation sur les Esclaves a été proposé par le parti Republicain; le parti opposé a proposé au contraire l'augmentation des impôts indirects et après de longs débats la question a été décidée en faveur des fédéralistes.

Jusques à ce moment, Citoyen Ministre, le Peuple n'a donné que peu d'attention aux affaires du Gouvernement, par ce qu'il croit ne pas payer d'impôt. Attaché à la liberté, mais aussi attaché à l'argent, il croit que le meilleur Gouvernement est celui où on ne lui en demande pas. Le Gouvernement fédéral a trouvé moyen de subvenir à ses dépenses, principalement à l'aide des Douanes; le peuple qui les paye sans s'en appercevoir, a cru que nul autre ne pouvait être mieux dirigé, puisqu'il n'était pas obligé de déverser dans les mains d'un Collecteur une partie de l'argent que son industrie, ou la vente de ses denrées, avait fait passer entre ses mains.

Système des differens partis sur l'impôt.

Les partisans du Gouvernement fédéral s'appervant de ces dispositions du peuple, devoient tenir nécessairement à un Système qui permettoit à l'Exécutif d'acquiescer tous les jours une partie de cette force dont il aura besoin quand il faudra gouverner.

^a Etats-Unis, vol. 47, folio 173. Déchiffrement. Indorsed: Déchiffrement de la dépêche No. 13. du Cit Adet. Certifié Campy B. 7598. à déposer extraire p^r le Dr^e à la divis. fait le 28. prai.

^b March 18, 1797.

Les Républicains d'une autre part ont senti que, tant que le Peuple ne serait pas obligé de fournir par une contribution directe aux besoins de l'Etat, il s'inquiéterait peu de la manière dont les affaires seraient conduites, et il vouloit en conséquence le soumettre à un impôt direct. Les Républicains ont échoué dans leur entreprise Citoyen Ministre, parceque leurs adversaires se sont réunis pour s'y opposer et que l'intérêt personnel les a divisés. Beaucoup de gens, quoiqu'attachés au Parti Républicain, ont calculé ce qu'ils devaient payer sur leurs terres et ont préféré de laisser supporter au Peuple le poids des Impôts énormes, à diminuer une partie de leurs revenus. D'autres ont vû que la loi proposée ne pouvait être populaire, et ils ont craint en mecontentant leurs constituans de perdre leurs élections à l'avenir. Ces deux causes jointes aux motifs secrets qui dirigeoient les fédéralistes, ont décidé la Chambre. Le Consul Général aura l'honneur de vous faire passer le nouveau Tarif décrété cette année; vous verrez qu'il ne nous est pas plus favorable que les anciens.

Ce ne sera pas, je pense, la dernière tentative que les Républicains feront en vain pour substituer un autre mode d'imposition à celui qui a existé jusques à ce moment. S'ils parviennent jamais à l'obtenir, je pense, Citoyen Ministre, qu'alors le Gouvernement fédéral éprouvera une crise violente. Je ne sais comment il fera percevoir son impôt, comment il persuadera au Peuple de le payer, et quel homme il trouvera disposé à faire exécuter ses ordres, quand l'intérêt de tous s'y opposera. Il faudra qu'une grande Révolution s'opère dans l'opinion du Peuple pour qu'il se soumette à l'imposition directe et rien ne me porte à la croire prochaine.

Les débats du Congrès sur l'impôt ont porté l'allarme de tous les côtés, et nous avons vû une invitation, prèsqu'en forme d'ordre, de la Législature du New Jersey aux Deputés de cet Etat, par laquelle ils sont requis de s'opposer par tous les moyens qui sont en leur pouvoir, à l'établissement de l'im-

Les Républicains veulent des taxes directes—les autres préfèrent les taxes indirectes.

Réflexions qui prouvent qu'un changement dans le Systeme des impositions produirait des convulsions dans les Etats Unis.

position directe. Si une Législature toute dévouée au Gouvernement fédéral, s'oppose aux mesures seules propres à lui donner de la stabilité, si elle donne la première idée de la résistance, que feront donc celles qui ne partagent pas son opinion, que fera le peuple quand ses Législateurs lui auront présenté l'Imposition directe comme un fléau destructeur de sa prospérité; et que deviendra le Gouvernement, quand il ne pourra remplir ses besoins qu'à l'aide de la taxe directe? On ne s'en inquiète pas ici, Citoyen Ministre, par tout, si je puis m'exprimer ainsi, on y vit du jour le jour. On a trouvé les moyens d'égaliser pour cette année les revenus aux dépenses, on ne songe pas à l'année suivante.

Outre les loix sur les impositions, il en est deux autres rendues par le Congrès qui font connoître l'esprit qui animait cette assemblée. Par l'une il a réduit l'armée des Etats Unis à trois Régimens qui sont composés en tout de 1350 hommes; par l'autre il a défendu l'armement des frégates construites à si grands frais par le Président. Aussitôt qu'elles seront lancées à l'eau elles seront vendues.

le Congrès a réduit l'armée à trois régiments composés en tout de 1350 h^{es}

Il a aussi défendu l'armement des frégates mises en construction Elles seront Vendues

Je terminerai cette lettre en vous adressant un message secret de Washington relatif à la négociation des Etats Unis avec Alger. Il a été rendu public par M^r Livingston. Vous y verrez que le Président a donné de sa pleine puissance une frégate aux Algériens avec des munitions de guerre, des canons et le reste. Je ne me permettrai aucune réflexion sur cet objet, Citoyen Ministre, Vous calculerez, dans votre sagesse les conséquences de cette conduite du Gouvernement Américain.

Envoi d'un message du Président sur les negociations avec Alger et les présens faits à cette régence.

Signé

P. A. ADET

Adet to Minister of Foreign Relations.^a

Philadelphie

Rélations

Extérieures

Politique

No. 14.]

PHILADELPHIE le 1^{er} GerminalAn 5^e de la République Française.^b*P. A. Adet Au Ministre des Rélations Extérieures*

CITOYEN MINISTRE: A cette lettre sont annexés différens Paragraphes des Gazettes de Philadelphie, relatifs aux traitemens que les Américains éprouvent dans les Colonies de la part des Agens du Directoire Exécutif.

Des plaintes s'élèvent de toutes les parties du Continent contre les Agens du Directoire, on les accuse de mal interpreter l'arrêté du Directoire Exécutif; de l'exécuter d'une maniere arbitraire et Tyrannique; de charger les Matelots Américain de fers, de les jetter dans les prisons et de les échanger avec les Anglois contre des prisonniers français. Je ne sçais si ces accusations sont fondées ou non, je ne puis vérifier les faits, Citoyen Ministre, mais il est de mon devoir de vous les transmettre.

Quoiqu'il en soit les rapports qui ont circulés ici sur la conduite des Agens du Directoire ont indisposé contre nous cette partie du Peuple qui nous était dévouée. Elle ne peut supporter l'idée de voir des Matelots maltraités par les Agens du Gouvernement Français, lorsque ces Marins sont innocents des torts du Gouvernement Américain. Les gens plus éclairés que la masse du Peuple voyent dans cette conduite une injustice qui les révolte. La confiscation des batimens qui frappe indistinctement et nos ennemis et nos amis ne parait pas moins inique à ces derniers. Les Anglois, me disent-ils respectent les propriétés de leurs amis, mais vous n'épargnez personne; si votre Gouvernement ne met un terme à toutes les vexations que nous éprouvons dans vos Colonies, nous ne pouvons vous repondre de rien. Tous les jours, Citoyen

Plaintes qui s'élèvent de toutes parts contre la conduite de nos Agens dans les Colonies.

mauvais effets que produisent ces rapports

^a Etats-Unis, vol. 47, folio 184. Déchiffrement Indorsed: Déchiffrement de la dépêche N° 14 du Cit. Adet. Certifié Campy B. 7599. à déposer C^{re} Caille à com^{er} au Min. de la Marine (fait) une note a p^{re} le D^{re} fait le 1^{er} Messidor

^b March 21, 1797.

Ministre ils n'assiégent de leurs visites et de leurs plaintes. Je ne néglige rien pour les calmer, pour verser dans leur âme le baume de l'espérance. J'ai réussi auprès de beaucoup dans cette Ville, mais je ne puis être dans toutes les parties du Continent et j'ai la douleur de voir nos ennemis profiter d'une circonstance favorable à leur projet et qui est propre à nous aliéner l'affection du Peuple Américain. Ce serait abuser de vos moments, Citoyen Ministre, que de vous en dire davantage; votre sagesse saura arrêter un mal dont les conséquences ne peuvent que nous être funestes.

Signé P. A. ADET

Adet to Minister of Foreign Relations.^a

Philadelphie

Rélations

PHILADELPHIE le 6 Germinal

Extérieures

An 5^e de la République Une et Indivisible^b

Politique

P. A. Adet Au Ministre des Relations Extérieures

No. 15.]

CITOYEN MINISTRE: J'ai l'honneur de vous prévenir qu'un de nos amis dans lequel J'ai la plus grande confiance m'a averti que M^r James Pitcairn, Vice Consul Americain à Paris, est un espion de l'Angleterre; qu'il est entièrement dévoué aux intérêts de cette Puissance, et qu'il se sert de l'influence que peut lui donner sa place pour les servir. Ce M^r Pitcairn dans ses discours et dans les lettres qu'il adresse maintenant à ses amis calomnie le Peuple François et son Gouvernement, et on m'assure que nous n'avons pas d'ennemis plus prononcé. Je me borne à vous transmettre ces renseignements, Citoyen Ministre, votre vigilance vous fera découvrir jusques à quel point on peut compter sur leur exactitude, et votre prudence dictera les mesures que cette decouverte peut vous donner lieu de prendre

Depuis que M^r Adams a été appelé à la Présidence, les journaux vendus à l'Angleterre ont semblé redoubler de

^a Etats-Unis, vol. 47, folio 203. Déchiffrement. Indorsed: Déchiffrement de la dépêche N° 15 du Cit Adet Certifié Campy B. 7600. C^{te} Caille Copie de ceci au Min. de la police. l'inviter à me com^{er} les renseignements qu'il put avoir. extraire le reste pr le Dr^e à la division. fait le 28 Prai.

^b March 26, 1797.

haine et de rage contre nous, comme ils devaient faire pencher de leur côté le Président en l'abreuvant des calomnies qu'ils répandent sur la Nation Française. Je n'ai tenu compte de leurs Sarcasmes et de leurs injures ordinaires, mais il s'est présenté une circonstance dans laquelle J'ai cru devoir tenir une autre conduite.

Un certain Wilcocks dont je vous ai parlé dans mon N^o 7. a imprimé que j'avais envoyé un Général Français pour révolutionner les Etats de l'Ouest et les détacher de l'Union. Il a avancé ce fait avec tant d'assurance que j'ai craint qu'il n'eût fait quelque impression sur M^r Adams. J'ai cherché en conséquence à m'en assurer, et pour y parvenir, je lui ai demandé, comme particulier, un rendezvous.

Il m'a reçu avec toute la politesse et tous les égards possibles; après avoir développé avec circonspection et de la manière la plus flatteuse pour lui les motifs de ma visite, je lui ai fait avec toute la précaution nécessaire pour ne pas me laisser pénétrer, une demi-confiance sur la mission du Général Collot; elle a suffi pour le convaincre que Wilcocks avait débité une Calomnie sur mon compte, et n'a pu lui donner d'ailleurs aucun sujet d'inquiétude. Quand cette affaire a été terminée entre lui et moi, il m'a parlé du désir de maintenir entre la France et les Etats Unis la bonne intelligence qui avait régné jusques à ce moment entre ces deux Nations, et rien dans sa figure; dans son ton n'a prouvée que son cœur démentait son langage: Je crois donc à la sincérité des protestations qu'il m'a faites, avec d'autant plus de raison, qu'il n'est pas homme à maîtriser sa colère ou les autres affections de son âme. Elles le donnent trop fortement pour qu'elles ne se manifestent pas par des signes ou des mouvements qu'il est impossible de ne pas saisir. Il pourrait arriver, cependant, Citoyen Ministre, que son opinion changât; il pourrait arriver que les nouvelles qu'il a reçues de M^r Pinckney fissent sur lui une impression favorable aux vûes du parti Anglais. Ce parti l'espère, d'après la proclamation que le Président vient de faire pour assembler le Congrès. Nos amis ont une opinion entièrement opposée et pensent que le Président ne voulant agir que de concert avec les Représentans du Peuple, et voulant faire sanctionner par eux ses mesures pacifiques, n'a convoqué le Congrès

que dans cette vûe: Je penche vers cette opinion, d'après mes conférences avec M^r Jefferson auquel le Président s'est ouvert avec assez de franchise. On m'assûre d'une autre part que, quoique le Parti Républicain ait perdu sept voix dans ce nouveau Congrès, la majorité cependant est encore de son côté. Par conséquent c'est une raison de croire que ce Corps ne se porte pas à des mesures hostiles qui pourraient nous être infiniment nuisibles.

Le Consul Général vous rendra compte de la Session du prochain Congrès. Je lui laisse des directions pour qu'il puisse agir de la manière qui me paraît la plus convenable aux intérêts de la République. J'aurais désiré pouvoir dans cette circonstance remplir les fonctions dont il va être chargé; mais je ne puis sous aucun rapport prolonger décemment mon séjour aux Etats Unis. Ayant été forcé d'annoncer mon départ, il faut nécessairement que je parte; Le Ministre Américain n'ayant pas été reçu; je ne puis rester ici sans avoir l'air d'y jouer le rôle d'Espion. Il me serait impossible d'agir d'une manière directe auprès de nos amis du Congrès; Ils ne m'ont vu l'hiver dernier qu'en secret, ils me verraient encore moins dans cette circonstance. Ils m'en ont dit assez pour que je puisse compter sur eux, si toute fois on peut compter sur des hommes, et surtout sur des Américains. D'après ces circonstances, je me suis donc enfin déterminé à partir. La République n'ayant pas ici de bâtimens disponibles, le Consul Général a frété le vaisseau Américain; *La Liberté*, pour me porter en France. C'était le seul moyen à prendre pour que j'y arrivasse avec sûreté; Il portera Pavillon Parlementaire en vertu des passeports que les Ministres des Puissances ennemies me donnent. Le délabrement de ma santé a servi à lever auprès d'eux les petites difficultés qu'ils auraient pu élever. Sous deux mois environ je serai donc rendu auprès de vous, Citoyen Ministre, et je vous parlerai des grands intérêts de la France et de ses Alliés dans ce Pays.' Jusques au moment de mon départ, mon temps sera en partie employé à la rédaction d'un Mémoire très important dont le mauvais état de ma santé cet hiver m'a empêché de m'occuper. J'espère qu'il vous fournira une nouvelle preuve du zèle dont je ne cesserai

d'être animé pour la République. Si à la fin d'une mission pénible accompagnée de souffrances physiques et morales, J'ai le bonheur de voir de nouveau ma conduite approuvée par le Directoire et par vous, tous les Souvenirs désagréables disparaîtront et j'en aurai plus rien à désirer.

Daignez en être convaincu, Citoyen Ministre, et agréer l'expression de mon respect

Signé P. A. ADET

P. S.—Vous trouverez ci-joint une brochure du cidevant Duc de Liancourt qui a été publiée sous le nom de *Tanguilla-Boissiere* Je crois devoir à cette occasion vous dire que depuis mon arrivée ici je n'ai reçu que des temoignages favorables sur son compte. J'ajoute même que j'ai appris par des voyes indirectes que des renseignements précieux que j'avais reçus, et dont j'ignorais la source m'avaient été fourni par lui.

Signé P. A.

Adet to Minister of Foreign Relations.^a

Philadelphie

Relations

Extérieures

Politique

No. 16.]

PHILADELPHIE le 11 Germinal

An 5^e de la rep^e f^{se} b

P. A. Adet Au Ministre des relations Extérieures.

CITOYEN MINISTRE: J'ai reçu hier les dépêches que vous m'avez fait l'honneur de m'adresser sous les N^{os} 2. 3 et 4. Je m'empresse d'y répondre.

Aussitôt que vos dépêches ont été déchiffrées je me suis rendu chés Don Carlos d'Irujo, Envoyé de S. M^{te} Catholique, pour lui demander s'il avoit reçu de son gouvernement les dépêches annoncées dans la note du Prince de La Paix à notre Ambassadeur à Madrid. Il m'a répondu quelles ne lui étaient pas encore parvenues; Je lui

Le C^{te} Adet a reçu des dépêches politiques de Paris. Le Ministre espagnol est dans les meilleures dispositions pour se concerter avec lui.

^a Etats-Unis, vol. 47, folio 212. Déchiffrement. Indorsed: Déchiffrement de la dépêche N^o 16 du Cit Adet Certifié Campy B. 7601. extraire pr le Dr^e à la division fait le 28 Prai. à déposer

^b March 31, 1797.

ai communiqué alors la note du Prince de la Paix; il ma remercié infiniment, et m'a promis d'agir conformément aux intentions de son gouvernement. Je n'ai pas de doute à cet égard; M. D'Irujo s'est conduit dans toutes les circonstances avec une franchise, une activité que Je ne saurois trop louer, et a montré le plus grand Zèle pour les intérêts de la république; il connoit le gouvernement Américain, l'esprit qui l'anime et nous pourrons compter sur lui.

Comme vous l'avés prévu, Citoyen Ministre, votre N^o 2. ne m'est parvenu que longtems après la notification de la suspension de mes fonctions. Vous aurés vû par les lettres que j'ai eu l'honneur de vous écrire que l'effet qui doit en résulter n'a pas été aussi prompt que nous aurions pu l'espérer. Cé n'est qu'à la session prochaine que cet effet aura lieu; je n'ai rien négligé pour maintenir nos Amis dans les dispositions qu'ils m'ont toujours temoigné, et je crois que nous devons d'autant plus compter sur Eux, que nos succès sont plus brillans. La nouvelle victoire de l'armée d'Italie a fait ici la plus grande sensation, et la prise de Mantoue que doit en être la conséquence n'en produira pas une moindre, lorsqu'elle sera annoncée.

Je pense d'après cela, Citoïen Ministre, que nos amis tiendront la parole qu'ils m'ont donnée, qu'ils feront déclarer par la Chambre des représentans, que les Ministres actuel n'ont pas sa confiance, et qu'elle improuve la lettre de M. Pickering à M^r Pinkney. M. Monroe qui est attendu ici tous les jours, aura sans doute quelque'influence sur les délibérations par les rapports qu'il y pourra faire, et contrebalancera le mauvais effet qu'ont produit les lettres de son successeur à plusieurs de ses amis. Il s'est plaint avec aigreur des traitemens qu'il avoit éprouvés en france, a annoncé que le Directoire avoit insulté à l'honneur des Etats Unis, et il est parvenu même à enflammer les têtes à Charlestown au point que plusieurs hommes qui nous étoient dévoués disent aujourd'hui qu'ils prendroient avec plaisir les armes contre nous.

Situation des esprits
Effet que produisent
nos victoires en
Italie.

le C^r Adet croit
que nos amis dans la
Chambre des repré-
sentans demande-
ront le renvoi des
Ministres.

M^r Pinckney Suc-
cesseur de M^r Mon-
roe a écrit des lettres
qui produisent le plus
mauvais effet dans le
Sud.

On m'assûre cependant que ce mouvement d'humeur fera place à la raison et on sentira qu'il vaut mieux s'arranger que de se battre avec nous. Malgré le désir qu'on montre pour la Paix, le Directoire exécutif jugera sans doute nécessaire d'arrêter d'avance les mesures qu'il devra suivre, si les Etats Unis nous déclarent la guerre.

Comme vous l'avez présumé, Citoyen Ministre, je n'ai rien négligé pour connoître quel étoit le véritable but de la mission de M^r Liston; je n'ai pu encore y parvenir, mais quelques soient les pouvoirs qu'il puisse au besoin déployer, il paroît jusqu'à présent ne s'occuper que de consolider la liaison qui s'est formée entre l'Angleterre et les Etats Unis. Il ne néglige rien pour arriver à ce but. Ce ministre est un homme extrêmement dangereux pour ce pays me disait un Americain parfaitement instruit des affaires de son pays, Il sait quels sont nos faibles et comment en profiter. Je connois vingt personnes qui ont des équipages

brillans depuis qu'elles se sont liées étroitement avec M. Liston; avant son arrivée, elles n'avoient pas le moyen d'avoir un

cabriolet. Vous aurés vû par ma lettre du 8 frimaire. ce qui s'est passé entre le secrétaire d'Etat et moi, relativement au refus qu'on nous a fait de laisser vendre nos prises dans les Ports des Etats Unis; je ne reviendrai donc pas la dessus, si ce n'est pour vous donner les renseignemens que vous en demandés sur les décisions contradictoires prises par les deux Chambres, lorsqu'elles ont discuté une Loi proposé pour empêcher la vente des prises en général dans les Ports des Etats Unis. Cette loi, comme je vous

l'ai marqué dans ma dépêche N^o 25, avoir été surprise à la chambre par M. King sous prétexte qu'elle étoit avantageuse à l'Es-

pagne. Mais le but réel de ses démarches étoit de nous priver de la facilité de vendre nos prises. Je vous ai dit comme nos amis avoient laissé passer cette loi sans y donner la plus légère attention et que c'étoit à un deffaut de réflexion de leur part que cette loi devoit son origine dans la Chambre. Si elle a été rejetée par le Sénat, c'est qu'au Moment où elle y a été portée la session du Congrès étoit à

Mr Liston, l'envoyé de la G. B. ne paraît chargé que de cultiver les dispositions créées par le Traité de Londres.

Mr Liston agit par la corruption sur les hommes influens.

explications sur la décision contradictoire des deux Chambres du Congrès en 8 br^e d^r relativement aux prises.

sa fin, qu'une partie des Sénateurs qui nous sont opposés étant partis, la minorité était devenue la Majorité et fit rejeter la Loi.

Il me reste maintenant à répondre, Citoïen Ministre, à l'article de votre Lettre N° 4. relatif à l'argument que vous regrettiés que je n'eusse pas employé pour appuyer notre droit de vendre nos prises. Je m'étois déjà servi dans mes Conférences avec le secrétaire d'Etat de cet argument, mais il m'avoit répondu d'une manière très positive qui si on nous avoit accordé la permission de vendre nos prises c'étoit une faveur qu'on nous avoit faite, qu'elle n'étoit pas la conséquence d'un droit; que par conséquent les Etats Unis pouvoient nous retire rcette faveur sans que nous eussions aucun droit que nous plaindre. Si les Anglais n'ont rien dit jusqu'à ce moment, avoit-il ajouté, leur silence n'étoit pas une reconnaissance de votre droit de vendre les prises, et lors même qu'ils vous auraient reconnu un droit, peu nous importe, si nous ne vous le reconnaissons pas. En vain me dirés vous, Monsieur, que la liberté de vendre vos Prises aux Etats Unis tient à notre Etat de neutralité, que vous en priver, c'est changer cet Etat de neutralité. Cette neutralité, Monsieur, consiste dans l'observation du droit des gens et de nos engagements respectifs à l'égard des Puissances belligérantes. Je n'ai pu faire sortir M. Pickering de ce raisonnement; en conséquence J'ai cru qu'il étoit inutile de reproduire un argument que le secrétaire d'Etat avoit déjà combattu verbalement d'une manière peremptoire et auquel je ne pouvois attendre d'autre réponse que celle que je viens d'avoir l'honneur de vous transmettre

les arrangemens
adoptés dans le Nord
sur les prises ne peu-
vent s'appliquer aux
E. U.

Je connoissois depuis longtems la maniere dont le Danne-
marck agissoit à notre égard, en parlant au
Secrétaire d'Etat des vexations que nos cor-
saires éprouvent ici, je lui ai représenté que
si le gouvernem^t Americain vouloit nous
servir, il inviteroit cette conduite; il m'a répondu que chaque
gouvernement pouvoit agir comme il le trouvoit convenable,
et que la conduite de l'un ne devoit pas servir de règle à
l'autre; que d'ailleurs les Loix avoient accordé aux Tribu-
naux le droit de juger les cas relatifs aux prises, et que
l'exécutif ne pouvoit s'en mêler sous aucun rapport.

Lors même que le gouvernement Américain eût voulu user à notre égard des mêmes Procédés que la Suède et le Danemark, je ne sais comment il aurait pu y parvenir. Les Banques ne sont pas sous ses ordres et l'argent qui y est déposé pour être réunis à une personne désignée dans la sentence qui ordonne le dépôt, ne peut être remis à un autre. Les Banques ne se dessaisissent pas de l'argent dont la propriété n'est pas déterminée et qu'elles reçoivent en dépôt; Elles le gardent le plus longtems possible pour en tirer le plus d'intérêt possible. Il paroît que jusqu'à ce moment, ni la Hollande ni l'Espagne n'ont encore réclamé contre la permission accordée aux Anglais de vendre leurs prises aux Etats

les hollandais & les Espagnols n'ont encore point réclamé contre le droit qu'a l'Angle de vendre aux Etats Unis les prises qu'elle fait sur eux.

Unis. Les Ministres de ces puissances n'ont eu à cet égard aucun ordre, et n'ont fait en conséquence aucune démarche. D'ailleurs le Ministre de Hollande paroît icy dans le même oubli où mes Prédécesseurs ont langui, et jusqu'à ce qu'il recoive des instructions, il sera forcé de rester dans une inaction préjudiciable aux intérêts de la France et à ceux de la Hollande.

D'après ce qui s'est passé, et la conduite que l'exécutif a tenue à notre égard, je n'ay renouvelé aucunes réclamations à l'égard de nos prises, et j'ai cru que le seul parti qu'il y avoit à prendre étoit d'avertir nos corsaires de ne plus conduire de Prises aux Etats Unis. J'ai écrit en conséquence le 28 Messidor aux Agens du Directoire aux Colonies.

Je ne sais pourquoi il m'a échappé de vous rendre compte de l'exécution du Traité de Londres; La reddition des Postes qui a eu lieu au mois de Juin dernier a fait si peu de sensation ici, qu'elle m'a peu frappé et a fait place dans mes dépêches à des objets plus importants. Jusqu'à présent on ne s'apperçoit pas dans le Nord des grands avantages qui doivent résulter de la reddition des Postes, et il ne m'est rien parvenu à ce sujet qui méritât de vous être présenté.

Mais il est un autre objet qui va fixer l'attention publique et reveiller le Patriotisme de la Virginie. Hyer sont arrivés dans la corvette le *Squirrel* les commissaires chargés de régler les dettes de cet Etat. C'est dans ce moment que le Traité Anglais va peser fortement sur ses

les Commissaires Anglais chargés de liquider les lettres des E. U. vis-a-vis de l'Angleterre conformément au Traité sont arrivés.

habitans et qu'ils employeront tous les moyens pour en éluder ou en repousser les effects. Le tems nous apprendra ce qui résultera du choc qui va avoir lieu entre l'intérêt particulier et l'esprit de Parti.

Aux raisons que j'ai eu l'honneur de vous donner pour mon départ de ce Pays, s'est jointe une ^{Nouveaux motifs qui déterminent le C^a Adet de quitter les Etats Unis.} seule me détermineroit à quitter l'Amérique. Nos amis m'ont prévenu que ne pouvant agir publiquement comme Ministre de la république, ma présence nuirait plus qu'elle ne serviroit à la marche des affaires; qu'ils ne m'avaient vu pendant la dernière session qu'à la dérobée, et que maintenant ils ne pourroient plus me voir d'après ce qui s'étoit passé à l'égard de M. Pinckney; qu'autrement on ne manqueroit pas de les accuser d'être payés par la France, et que tout ce qu'ils pourroient faire perdrait de son poids, parcequ'on les taxereroit de n'être que les organes du Ministre de la République, de ne parler que pour les intérêts de la France et non pour ceux des Etats Unis. Lorsque je serai parti, ils n'ont plus la même crainte. Je ne puis, Citoyen Ministre, blâmer les motifs qui les conduisent dans les circonstances. On s'est plu dans les journaux vendus au gouvernement à prêter calomnieusement des vûes si hostiles au Directoire exécutif; on m'a peint avec des couleurs si noires; on m'a supposé des intentions si perverses, que tout le monde me fuit. On craint en m'approchant de voir tomber sur soi des soupçons que la malignité accreditée et qui laissent sur la réputation d'un homme une tâche qu'il ne peut aisément faire disparaître.

Telle est aujourd'hui ma situation, Citoyen Ministre, de sorte que je ne puis rien faire ni par mon caractère public, puis que je m'en suis dépouillé, ni par mon influence personnelle, puisque je ne puis plus avoir de liaisons. Je suis loin d'après cela, de regretter de quitter les Etats Unis dans les circonstances actuelles. Mais comme je sens qu'il ne faudra pas perdre de vuë un instant les membres républicains du Congrès, je vais prendre les mesures que je croirai les plus utiles aux intérêts de la République. J'aurai l'honneur de vous en rendre compte avant que je retourne en France pour vous présenter le Plan qui me paroît devoir

être adopté par le Directoire, soit que les Etats unis nous déclarent la guerre, soit qu'ils restent neutres, si nous voulons tirer de leur indépendance les avantages que nous devons en attendre.

Signé P. A. ADET

P. S.—Les Gazettes du Kentuckey rapportent que le gouverneur de La Louisiane a refusé à cause de la guerre qui vient d'éclater entre l'Espagne et l'Angleterre, d'évacuer les Postes qui devoient être remis aux Américains. Cette mesure, s'il est certain qu'il l'ait prise, retardera au cas de rupture avec les Etats Unis le mal qu'ils auroient pu faire aux Espagnols et nous mettre à portée de déjouer leurs efforts.^a

P. ADET

^a Compare note to Adet's despatch of February 24, 1797 (Politique No. 11).

VII. CORRESPONDENCE OF LÉTOMBE.

Instructions for Létombe.^a

*Mémoire en forme d'Instructions laissé au Citoyen Létombe
Consul Général, par le Ministre Plénipotentiaire de la Ré-
publique Française*

Les circonstances étranges dans lesquelles je me trouve placé, m'obligeant de quitter les Etats Unis, Le Citoyen Létombe, Consul General de la République française se trouvera chargé, conformément aux Ordres du Directoire Exécutif de la correspondance Politique avec le Ministre des Relations Extérieures

Le zèle que le Citoyen Létombe a toujours montré pour l'intérêt de l'Etat, son amour pour la liberté, la connoissance qu'il a, et des hommes et des choses, sont des garans certains de la maniere dont il s'acquittera des nouvelles fonctions qui lui sont attribuées. Néanmoins, j'ai cru nécessaire de lui tracer la route qu'il lui fallait tenir, moins pour lui donner une direction dont il n'a pas besoin, que pour lui éviter des peines.

Le Citoyen Létombe a vu combien le Gouvernem^t des Etats Unis était peu porté à servir la Republique, combien, par le penchant des choses et des hommes, il était entraîné vers l'Angleterre; se couvrant de la garantie des formes, il a tout fait pour rendre sa Neutralité illusoire et la faire tourner au profit de la Grande Bretagne. Ses intentions n'ont point échappé à la France, et les notifications que j'ai faites au Gouvernement fédéral, et la suspension de mes

^a Etats-Unis, vol. 47, folio 268. Déchiffrement. Indorsed: Joint à la Dépêche Consulaire N^o 11. Déchiffrement de la pièce jointe à la dépêche Consulaire N^o 11. du Cit. Létombe. Certifié Campy B. 8116.

fonctions, ont instruit l'Europe des griefs de la République et de son mecontentement.

Obtenir un redressement et obliger le Gouvernement des Etats Unis à se renfermer dans les strictes bornes de sa Neutralité, tel était le but que s'étoit proposé le Directoire Exécutif. Il espérait y arriver à l'aide des mesures qu'il avait prises. Les evenemens n'ont pas entièrement répondu à son attente et l'Exécutif Fédéral, loin de reconnoître ses torts, les a aggravés et a prouvé par les instructions données au Ministre Pinckney qu'il était disposé à rompre avec la France.

Le Directoire Exécutif est loin de partager ces dispositions. Si, par respect pour la dignité Nationale, il a cru devoir prendre une attitude imposante envers le Gouvernement fédéral, il n'a pas voulu punir le Peuple Américain des torts qu'il n'avait pas eu. Ce sera donc répondre aux vûes du Gouvernement et servir à la fois les intérêts de la République, que d'empêcher une rupture que le Gouvernement Fédéral cherche à provoquer et que nous devons au contraire empêcher.

Toute me porte à croire qu'il ne sera pas difficile de réussir; Une grande partie du Peuple repousse l'idée d'une guerre avec la France, et ceux qui la désirent seront convaincus de l'impossibilité de la faire. Nos succès incroyables en Europe, nos alliances avec les Puissances Maritimes que les Etats Unis ne doivent pas mépriser, l'épuisement des Finances du Peuple Américain le choc que la Banque d'Angleterre a éprouvé, tout se réunit pour assurer le succès des négociations que suivra le Consul général, tant auprès des Membres du Gouvernement, que de la chambre des Représentans. Il paraît au premier coup d'œil que le Président en convoquant le Congrès, a des intentions plutôt hostiles que pacifiques. S'il veut envoyer un Ministre Extraordinaire en France, pourquoi assembler le Congrès? Il lui suffit de réunir le Senat pour appuyer sa démarche de l'autorisation que lui est nécessaire. La Chambre des Représentans ne peut décider que de la paix ou de la guerre; mais si le Président n'a pas besoin de l'assentiment de ce Corps pour suivre des négociations propres à rétablir entre la France et les Etats Unis cette bonne intelligence qui a subsisté jusques à ce jour,

on pourrait donc croire qu'il veut lui proposer de confier au sort incertain de la guerre la décision d'une querelle que des explications franches et loyales auraient pû terminer. Quelque probabilité qu'ait cet opinion, il existe beaucoup de raisons qui la font rejeter. Le Président sait que, s'il parvient à réconcilier la France et les Etats Unis, il aura pour prix de ses efforts la confiance et la reconnoissance de son Pays; qu'il assurera entre ses mains l'exercice d'un pouvoir dont il est jaloux. D'ailleurs ennemi d'Hamilton qui a dirigé son prédécesseur et qui voulait la guerre il voudra pour cette raison la paix. Il paraît convaincu que cette paix est nécessaire à la prospérité des Etats Unis, et il ne doit craindre que le signal de malheurs effroyables pour l'Union. S'il a convoqué le Congrès, on a tout lieu de croire que ce n'est pas pour provoquer des mesures hostiles contre nous, mais pour montrer qu'il est plus disposé à agir d'après la voix du Peuple ou de ses Représentans, que d'après son propre jugement, sa propre volonté, et faire contraster ainsi à son avantage sa conduite avec [sic] celle de son prédécesseur.

Si telles sont les intentions du Président, le Consul Général, dans les conversations particulières qu'une ancienne amitié le mettra dans le cas d'avoir avec lui, ne manquera pas d'employer tous les moyens pour lui faire sentir que la France est prête à renouer avec les Etats Unis les liens de cette ancienne amitié qui lui était chère, et que le Général Washington avait en partie rompus; mais qu'elle a droit d'attendre des réparations, comme elle serait prête elle même à en faire pour les torts dont les Etats Unis auraient à se plaindre. Il prendra toutes les précautions possibles pour ménager à la fois l'amour propre excessif de M^r Adams et le faire marcher dans la route que nous voulons qu'il tienne.

Si, contre toute attente, le Président avait envie de déployer l'étendard de la guerre au lieu de nous offrir l'olive de la paix, le Consul Général lui représentera combien une telle démarche pourrait être funeste aux Etats Unis. Ils ne peuvent nous faire aucun mal et nous pouvons leur en faire beaucoup. Il développera avec toute la force et l'énergie qui conviennent à son caractère; les raisons qui peuvent appuyer cet opinion, et que la connoissance qu'il a des rap-

ports des Etats Unis avec l'Europe, et notamment avec la France, l'Espagne et la Hollande, lui suggéreront.

Le Consul Général aura l'attention de détruire les mauvais effets que peuvent produire sur le Président les rapports qui circulent dans le public touchant la conduite véxatoire tenue à l'égard des Américains par les Agens du Directoire Exécutif dans nos Colonies. Je n'ai à lui indiquer aucun moyen pour y parvenir, sa prudence et les circonstances les lui fourniront. La conduite à tenir envers le Président est la même à observer avec le Secrétaire d'Etat. mais il en est autrement à l'égard des Membres de la Chambre des Représentans. Le Consul Général n'ignore pas que ceux qui dans cette Chambre sont amis de la liberté, gémissent depuis longtems sous le poids d'une accusation aussi absurde que peu fondée. Les partisans de l'Angleterre et les papiers vendus au Gouvernement Fédéral répètent que ces Membres sont salariés par la France pour soumettre les Etats Unis à sa puissance. Peu d'hommes ont eu assez de force pour s'élever au dessus de ces accusations calomnieuses; chacun a craint d'en être plus particulièrement l'objet et a évité avec soin tout ce qui pouvait les attirer sur sa tête. Ainsi on a vu la plus grande partie des Membres Républicains dans le dernier Congrès fuir pour ainsi dire les Agens de la République. Lors de sa Session, je n'avais avec eux que des rapports éloignés et des entrevues secrètes. Dans la dernière session, ils ont fui ma maison; aujourd'huy ils me disent que pendant la prochaine, ils ne pourraient pas communiquer avec moi, même secretement; que ma présence nuirait plutôt à la marche des Affaires, qu'elle n'y servirait; et ils m'ont engagé à quitter les Etats Unis.

Les motifs qui ont éloigné de moi les Membres de la Chambre des Représentans, les éloigneront également du Consul Général, et il lui sera impossible d'avoir avec eux des rapports qu'il est cependant nécessaire d'entretenir. J'ai cherché à remédier à cet inconvenient aussitôt que je l'ai prévu; et J'ai fait tous mes efforts pour établir entre le Consul Général et les Membres Républicains de la Chambre des communications, à l'aide d'un Agent intermédiaire qui, sans caractère public et ne pouvant donner naissance à aucun soupçon, serait auprès de ces Membres l'organe du Consul

Général et lui ferait ensuite son rapport fidele de ce qu'il aurait appris.

Un homme sur, zélé, instruit étoit seul propre à remplir ce rôle d'Agent intermédiaire. J'ai été longtems indécis sur que je pourrais fixer mon choix, enfin le Citoyen Hauterive^a s'est présenté à ma pensée; je lui ai communiqué mes desseins à son égard; il a accepté les propositions que je lui ai faites. Le Consul General peut donc compter sur le zèle du Citoyen Hauterive pour ses négociations avec les Membres de la Chambre, et il sera secondé au milieu des travaux qui l'attendent, par un homme dont les lumières égalent l'attachement qu'il a pour la République.

Ce sera donc par l'entremise de cet Ex-Consul que la Consul Général pourra tenir le fil des différentes intrigues qui se trameront contre nous; qu'il fera passer à nos amis les propositions, les avis qu'il jugera convenable de leur transmettre et pourra diriger, sans se montrer à decouvert les mouvemens d'une Scène qui doit nous intéresser sous plus d'un rapport.

Je ne puis dans le moment actuel prévoir ce que le Citoyen Létombe aura à dire ou à faire pour maintenir nos amis dans leurs bonnes dispositions et faire tourner contre nos ennemis les intrigues et les machinations dirigées contre nous. Le tems, les circonstances, les passions des hommes lui serviront de guides certains, et il saura parvenir au but qu'il ne doit pas perdre de vûe, à engager les Américains à des demandes conciliatoires qui puissent bientôt ramener entre la France et les Etats Unis cette bonne intelligence qui faisoit le désespoir de l'Angleterre et qu'elle avait tant d'intérêt à rompre.

Il est inutile de rappeler au Consul Général qu'il doit entretenir avec le Ministre des Relations Extérieures la correspondance la plus active et le tenir au courant de tous les événements pour que notre Gouvernement soit à portée

^aSee Archives du Ministère des Affaires Etrangères, Etats-Unis, Supplement, vol. 5, 1790-1813, document 16: Correspondence du Cit. Hauterive en mission aux Etats-Unis, faisant suite à adressée au Citoyen Avret et datée du 1^{er} Messidor au Thermidor An 5, ou du 19. Juin au 1^{er} Aoust 1797. Le Signataire et l'adresse sont pseudonimes ainsi qu'il en avoit été convenu pour que si les lettres tombaient dans les mains des Anglais, elles ne compromissent personne et ne fussent à leurs yeux qu'une Correspond^{ce} individuelle. [Note by copyist.]

de prendre les mesures que les circonstances exigéront. Je n'ai pas non plus besoin d'inviter le Consul Général à voir fréquemment les Ministres de la République de Hollande et de Sa Majesté Catholique et de leur communiquer tous les renseignemens qu'il croira pouvoir leur être utiles. Il ne négligera, J'en suis convaincu, aucune occasion de leur prouver que le République française scait aussi bien servir ses alliés que vaincre ses ennemis.

Mais il est un autre objet que je dois recommander à ses soins et à son zèle: c'est la confection des cartes du voyage d'Entre Casteaux et de celles que le Général Collot a fait dresser pendant son voyage.^a Le Consul Général prendra les mesures qui seront en son pouvoir pour faire terminer le plus promptement possible les travaux dont cet Officier

^a Collot, Voyage dans l'Amerique septentrionale, ou description des pays arrosés par le Mississipi, l'Ohio, le Missouri, et autres rivières affluentes. This contains the substance of Collot's observations, and the Atlas accompanying it gives the river courses in some detail, with plans of the Spanish forts, etc. There is an English edition of the same date (Paris, 1826), under the title, Journey in North America. The author had served on the staff of Rochambeau in the American Revolution, and had been governor of Guadaloupe. The preface to the work explains that his death prevented him from issuing it, although it was printed. The bookseller who purchased the edition destroyed all but three hundred copies of the French and one hundred of the English text. The Port Folio for January 28, 1804, p. 30, has a prospectus of the work. Collot's journey excited just apprehensions on the part of the United States: See Gibbs, Memoirs of the Administrations of Washington and Adams, I, 350-355; Pickering Papers; Knox Papers; Winsor, Westward Movement, 561 ff.; St. Clair Papers, II, 395. Collot pointed out to western leaders the advantage they would have in joining France: See Jefferson's Works (edition of 1854) IX, 200. He found George Rogers Clark drunk on the street, covered with a blanket; yet the Directory renewed Clark's commission this year: Etats-Unis, vol. 47, fo. 305; Etats-Unis, supplement, vol. 7, fo. 44 (Louisiane et Florides); De Villiers du Terrage, Les dernières années de la Louisiane Française, 362.

Collot believed, after a careful survey of the military conditions of the Mississippi valley, that "All the positions on the left side of the river in whatever point of view they may be considered, or in whatever mode they may be occupied, without the alliance of the Western States, are far from covering Louisiana; they are on the contrary highly injurious to this colony; and the money and men which might be employed for this purpose would be ineffectual" (Collot, Journey, I, 61). He described the outlines of a plan of defense for the interior at the strategic points along the Alleghanies and added: "When two nations possess, one the coasts and the other the plains, the former must inevitably embark or submit. From thence I conclude that the Western states of the North American republic must unite themselves with Louisiana and form in the future one single compact nation; else that colony to whatever power it shall belong will be conquered or devoured." (Collot, Journey, II, 272.) He believed that the Federalists who were anxious for separation for their own exclusive advantage, could have been gained over in case of need. But in a comment written after France ceded Louisiana to the United States, he admits that in the long run she could not have held the colony and that the cession was the result of profound policy. Washington's Farewell Address in which he appealed to the West to refuse to make "an apostate and unnatural connection with any foreign power" derives new meaning from Collot's words.

Général a la direction, et il se concertera avec lui pour faire parvenir de la manière la plus prompte et la plus sûre en France, les Cartes, desseins, Mémoires qu'il doit remettre au Gouvernement.

De plus amples détails seraient superflus. Le Consul Général sait qu'elle est l'importance des travaux du Général Collot.

Après avoir entretenu le Citoyen Consul Général des détails politiques qui lui sont confiés, il me restait à lui parler des objets administratifs. Mais les Instructions que je lui ai transmises en lui annonçant la suspension de mes fonctions, et celles qu'il a reçues depuis du Gouvernement, lui suffisent, et il n'a pas besoin de renseignements et d'autorisations ultérieures pour faire tout ce qu'il jugera utile à la République ou le faire faire à ses collègues.

Donné à Philadelphie le 14 floréal An 5^e de la République Française une et Invisible.^a

Signé P. A. ADET.

Pour copie conforme.

Signé LÉTOMBE.

Létombe to Delacroix.^b

Consulat Général de la République française
près les
Etats Unis—
Relations Extérieures

4^e Division.

Politique
Consulaire

No. 11.

Primata]

PHILADELPHIE le 16. *Floréal*

l'an 5^e de la République Française une et
indivisible^c

*Le Consul General Au Citoyen Delacroix
Ministre des Relations Extérieures*

CITOYEN MINISTRE: Le Citoyen Adet a reçu avant hier et m'a remis aussitôt les deux dépêches que vous lui avez

^a May 3, 1797.

^b Etats-Unis, vol. 47, folio 267. L. S. Indorsed: à déposer, déchiffrer et me représenter extraire par le D^r à la division. fait 1^e une pièce chiffrée. C^m— B. N. 8116.

^c May 5, 1797.

écrites le 14 Nivose et le 26 Pluviose derniers,^a timbrées 4^e Division. Politique.

La pièce jointe à la présente, est en quelque sorte la réponse à la première, et le Citoyen Adet qui partira demain, pour le Havre, sur le bâtiment Americain *Liberty*, Capitaine James Ramage, s'en expliquera plus amplement à Paris avec vous, Citoyen Ministre, Je vous supplie de croire que rien n'a été négligé ici, ne l'est, et ne le sera. Les retards, dont vous vous plaignez, viennent ou des vents, ou de l'ennemi, ou de la timidité des porteurs de nos paquets. En tems de guerre, nous sommes véritablement séparés *Oceano disso-ciabili.*

J'envoie copie de la seconde à Norfolk à mon Collègue Duhail, avec prière de vous adresser, le plutôt possible, l'acte mortuaire de feu Sieur Durocher.

Salut et Respect.

LÉTOMBE

Létombe to Ministre of Foreign Relations.^b

PHILADELPHIE 27 floréal

An 5^e de la république^c

Politique
No. 12.]

*Le Consul Général Au Citoyen Ministre des
relations extérieures*

CITOYEN MINISTRE: Je vous ai informé le 16 du courant par ma lettre N° 11. du départ du Citoyen Adet pour le Havre sur le navire Américain *Liberty*, Capitaine James Ramage. J'ai joint à ma lettre 1^{re} et 2^{re} copie des instructions que m'a laissées ce Ministre.

Je continue de voir en particulier, de tems en tems, M^r Adams. Il me laisse toujours entrevoir son mécontentement et ses *mesures*.

Il m'a parlé avant hier dans les mêmes termes à peu près qu'il y a 15 jours. Il est toujours le même homme que peignoit le ministre des Affaires étrangères, Vergennes en 1782. D'un caractère peu conciliant avec la

^a January 3 and February 14, 1797.

^b Etats-Unis, vol. 47, folio 281. Déchiffrement. Indorsed: Déchiffrement de la dépêche N° 12 du Cit. Letombe. Certifié Campy. C. 277.

^c May 16, 1797.

tête exaltée; ce sera le ton—ses amis.—La minorité du Congrès se livrera seule au calme, à la prudence.

J'ai été invité ce matin par le sergent d'armes du Congrès à sa séance. Je n'ai eu que le tems d'en référer au Ministre Espagnol, et je m'y suis rendu d'après son avis. J'ai l'honneur, Citoyen Ministre, de joindre le discours du Président à la présente. Le prompt départ de deux Batimens pour Amsterdam ne me permet pas de longs détails sur cette séance extraord.^{re} de Congrès. Je vous les ferai passer successivement par toutes les occasions.

Le sage Jefferson est vice Président et toujours de nos amis. Je l'ai vu hier. il m'a parlé avec franchise. Il ne pourra rien empêcher. ses fonctions sont passives. Il m'a communiqué une lettre de M^r. Rutledge par laquelle cet ancien ami de la France se plaint amèrement du traitement qu'a éprouvé à Paris son ami Pinckney. il assure que le Général Pinckney est attaché aux intérêts de la France depuis vingt ans, et qu'il auroit pu concilier les differands. M^r. Jefferson le croit aussi. Mon collègue Dupont m'a mandé que tous nos amis du Sud sont fort refroidis et l'on vient de m'assûrer que le représentant Rutledge votera en faveur du discours du Président.

Un des quatre Sénateurs fort attaché à la France m'a dit hier au soir que nous avions perdu tous nos amis dans les Etats de l'Est. Il attribue cette perte aux Violences de nos corsaires et plus encore aux mesures hostiles des Administrateurs de Nos Colonies. En effet, les marins du New-Hampshire, Massachusset's-Bay, Rhode-ïland, Connecticut, sont fils ou parents de membres des législatures de ces quatre Etats, lesquels ne subsistent dans l'aisance que par leur Commerce avec nos Colonies particulièrement.

L'Angleterre pousse de toutes ses forces les Etats Unis à une rupture ouverte avec la France; Elle se flatte que si elle a lieu, ce sera pour toujours. Elle se flatte encore que si cette rupture peut s'effectuer la famine paralysera bientôt une partie de nos Colonies et qu'elle envahira l'autre aisément, et la partagera avec les Etats Unis. Le ministre de la république Batave

Discours du Président à l'ouv.^{re} de la Session Extraord.^{re}.

Entrevue du C^{ra} Letombe avec M^r. Jefferson.

Les Etats de l'Est sont indisposés contre nous.

L'Angle fera tous ses efforts pour porter les Etats Unis à une rupture.

M. Van Polen, homme mûr et sage, me charge de vous faire passer ce Paquet, Nous observons et nous agissons de concert.

Salut et respect

Signé LE TOMBE.

Létombe to Delacroix.^a

Consulat Général
près les Etats Unis

Rélations

PHILADELPHIE, le 7 *Prairial*

Extérieures

An 5^e de la République française une et

5^e Bureau

Indivisible^b

Politique

Le Consul Général Au Citoyen Delacroix

No. 14. 2^{ata}]

Ministre des Relations Extérieures

CITOYEN MINISTRE: J'ai reçu hier une lettre de M. le Secrétaire d'Etat des Etats Unis dont vous trouverez la copie jointe à la présente

Le Cassius, qui en est le sujet, était une Corvette de la République envoyée par le Général Laveaux au Ministre Plénipotentiaire pour une mission particulière, qui exigeait son retour immédiat à S^t Domingue où elle ne put retourner ayant été retenue à Philadelphie, au mois de Thermidor de l'an 3^{me} en vertu d'une saisie arrêt de la Cour de District de Pennsylvanie.

Affaire du Cassius; corvette de la République dont le Ministre plénipotentiaire a fait l'abandon aux Etats Unis. Refus de ma part de concourir à la main levée de cet abandon.

Reclamée par le Ministre plénipotentiaire, le secrétaire d'Etat lui écrivit, le 27 du même mois; "Aussi longtems que la question est entre les mains des Tribunaux, l'Exécutif ne peut l'en retirer."—À quoi le Ministre plénipotentiaire répondit, le 1^{er} fructidor suivant, "Je ne connais et ne dois connaître que le Gouvernement des Etats Unis, et je ne puis, sous aucun rapport, admettre la compétence de vos Tribunaux dans les différentes instances qui s'élevent sur l'Execution ou le non Execution des Traités. Le Gouvernement Français ne peut être justiciable de vos Tribunaux."

M. Pickering ne voulut point agir. La Cour suprême des Etats Unis se tint saisie de l'affaire, compétente, et donna main-levée de la Corvette. Mais la Cour de Circuit l'ayant

^a Etats-Unis, vol. 47, folio 301. L. S. Indorsed: Du B. N^o 9079. ^b May 26, 1797.

fait arrêter ensuite sur la dénonciation d'un négociant Anglais naturalisé Américain le Ministre plénipotentiaire se vit obligé de la faire désarmer et d'en faire l'abandon aux Etats Unis.

Depuis, au mois d'Octobre dernier, la Cour de Circuit s'étant déclarée incompétente M. Lee secrétaire d'Etat des Etats Unis a fait l'offre de sa remise au Ministre plénipotentiaire qui l'a refusé.

C'est, Citoyen Ministre, de cette même Corvette dont il s'agit dans la lettre de M. le Secrétaire d'Etat. J'ai été sur-le-champ lui en porter ma réponse verbale "Je n'ai point qualité pour traiter de cette affaire purement Ministerielle." Mais comme M. le Secrétaire paraît désirer une réponse par écrit Je vais la lui faire dans ces termes seulement, sans entrer dans le mérite du fond, et de manière à ce que mon refus ne nuise point à la réponse, favorable à mes deux lettres, que j'attends de M. le Secrétaire d'Etat. Je ne dois pas au reste m'éloigner de mes instructions dont toutes les vues sont conciliantes, et j'ose compter, Citoyen Ministre, sur votre approbation.

Salut et Respect

LÉTOMBE.

Létombe to Delacroix.^a

Consulat Général
près les Etats Unis

Relations

PHILADELPHIE, le 8 *Prairial*

Extérieures
5^{me} Bureau

An 5^{eme} de la République française, une et indivi^e ^b

Politique

Le Consul Général Au Citoyen Delacroix

No. 15. 2^{ata}]

Ministre des relations Extérieures

CITOYEN MINISTRE: J'ai reçu avant hier une lettre de mon Collegue Dupont que je crois digne de votre attention. Elle est accompagnée d'une copie de la Correspondance de ce Consul, tant avec le Général Martial Besse qu'avec les Autorités Constituées de Charleston. Ce Général est homme de Couleur. Une Loi de la Caroline ne permet l'entrée dans les Ports de cet

Loi qui défend l'entrée des hommes de Couleur dans la Caroline du Sud, autrement que sous cautionnement. Le Général Besse exempt de cette Loi sur la demande du Consul.

^a Etats-Unis, vol. 47, folio 309. L. S. Indorsed: Du B. N° 9001.

^b May 27, 1797.

Etat aux hommes de Couleur que sous cautionnement. L'Esclavage établi dans les Etats du Sud des Etats Unis paroît y avoir seule dicté cette précaution fondée sur la conservation des propriétés. Le Général Besse apporté sur La Lourde, du Cap, Isle Saint Domingue, dans le Port de Charleston, est descendu à terre revêtu de l'uniforme de son grade et s'est trouvé cependant soumis à cette Loi. Mais la fermeté du Consul, sa prudence, la considération dont il jouit à Charleston, en ont bientôt écarté cette meprise et le Général Martial Besse a bientôt été respecté comme doit être tout Français appartenant à la République

J'ai l'honneur, Citoyen Ministre, de joindre à la presente, la Correspondance sur ce sujet, du Consul avec les Autorités constituées de Charleston, d'après laquelle vous verrez que "pour donner à la République un nouveau temoignage d'attachement, les Magistrats de Charleston ont pris sur eux de suspendre, en faveur de ce Général, une loi dont l'exécution leur etait confiée et cela" (pour me servir encore des propres expressions du C^{en} Dupont) "malgré les progrès extraordinaires que l'esprit public fait journellement contre nous à Charleston où toutes les classes d'habitans se prononcent dans le même sens. Les Planteurs nous imputent leur ruine; les négocians y sont irrités contre nous, ceux même qui ne sont point Ecossais et qui, il y a un an, nous étaient le plus sincèrement attachés; ceux qui ont déclamé hautement contre le Traité de Jay; ceux qui n'ont cessé depuis la guerre, d'approvisionner nos Colonies; ceux, enfin, qui ont toute leur fortune engagée par les pirateries de nos Corsaires tant commissionné que non commissionnés, et par les vexations des agens délégués du Directoire dans les Isles du Vent et sous le vent: Tous ne peuvent contenir leur désespoir! tous s'accoutument à l'idée d'une rupture entre la France et les Etats-unis! Et sans doute vous êtes bien convaincu, Citoyen Ministre, que les amis de la Grande Bretagne ainsi que ses Agens nombreux et bien payés, ne ñe laissent échapper aucune occasion d'entretenir, d'exciter, d'agrandir ces sentimens hostiles bientôt supérieurs, et au crédit de vos fonctionnaires dans les Etats-Unis et à l'attachement à la République que les Etats du Sud lui montraient particulièrement."

Voilà Citoyen Ministre, des considérations dignes de votre sagesse, de votre prévoyance. Je ne peux vous les taire. Je dois oser vous demander les remèdes à ces maux. Ne croiriez vous pas important que le Directoire se prononcât sur l'introduction des Citoyens de Couleur dans les Etats du Sud et déclarât au Congrès qu'un Etat individuel n'a pas le droit de faire des Loix de police en contradiction évidente avec les Traités existans, Loix suprêmes du païs? Ou bien, qu'en cedant aux considérations particulières de la Sureté personelle et des propriétés foncières, motifs des Loix de la Caroline, vous recommandassiez vous même, Citoyen Ministre, aux Administrateurs de nos Colonies de ne jamais envoyer dans les Etats du Sud des Etats Unis des batimens portant des Citoyens de Couleur? Voilà ce que mon devoir exige que je propose à votre autorité. Je suis sur les Lieux; J'y suis investi de votre confiance, Citoyen Ministre, et j'y remplis les fonctions de rapporteur des faits litigieux. Je n'ai à vous demander sur mes rapports que bonté et indulgence.

Salut Et Respect.

LÉTOMBE.

Létombe to Delacroix.^a

Consulat Général

Près les Etats Unis

Relations Exté^{res}

5^{me} Bureau

Politique

No. 17. 2^{at^a}]

PHILADELPHIE, le 10 Prairial

An 5^{me} de la République française, une et indivisi^e.^b

*Le Consul Général Au Citoyen Delacroix
Ministre des Relations Extérieures.*

CITOYEN MINISTRE: J'ai eu l'honneur de vous prévenir

Refus par M. le Secrétaire d'Etat des Etats Unis, de fixer à l'instar de la France un mode d'Exécution des jugemens Consulaires.

Et de Concourir au declinatoire proposé par le G^{al} Collot à la Cour de Pennsylvanie.

par ma lettre du 7 du Courant N° 14. que j'attendais de M. le Secrétaire d'Etat des Etats unis, une reponse favorable à mes deux Lettres relatives tant au mode d'Exécution dans les Etats Unis, de nos jugemens Consulaires, qu'au procès et à la détention, ici, sous cautionnement, du Général Collot

ancien Gouverneur de la Guadeloupe.

Vous trouverez cijointes les copies collationnées de mes deux Lettres à M. Le Secrétaire d'Etat et de sa réponse. Vos réflexions, Citoyen Ministre, naitront d'Elles mêmes après leur Lecture.

Salut et Respect.

LÉTOMBE.

Létombe to Delacroix.^a

PHILADELPHIE le 11. *Prairial*

An 5^e de la rep^e.^b

No. 18.]

*Le Consul Général Au Citoyen Delacroix
Ministre des Relations Extérieures*

CITOYEN MINISTRE: Je n'ignore pas que dans les circonstances extrêmement importantes où je me trouve, les formes diplomatiques m'obligent à vous envoyer journellement ma relation. Mais le moyen que je puisse pourvoir à ce devoir pressant, assailli par les fonctions du Consulât Général, du consulât particulier, d'ordonnateur de la marine, le Trésorier des invalides, de Juge des Prises, et obligé de parler à cent personnes dans la journée et d'en mécontenter 80?— Quatorze heures chaque jour sans distinction ne me suffisent pas, et j'ai, à votre indulgence, Citoyen Ministre, le droit que me donnent toutes ces fonctions autant au dessus de mon âge et de mes forces, que de mes talents. Je suis seul. La Personne nommée dans mes instructions est malade et n'a pu venir.

Le Cit^{en} Bournonville vous remettra la presente ainsi que la précédente N° 17. Il vous remettra les gazettes des deux Partis, et vous aurés d'après le compte qu'il vous rendra, un aperçu des causes et des effets de leurs agitations. Hier a été le premier jour de crise. Les deux Partis se sont mesurés et celui de la raison, de la justice, a perdu de six voix, l'amendement qu'il avoit proposé comme vous les verrès, Citoyen Ministre, par l'extrait de la gazette du 30 Mai cy-joint, auquel je joins ceux de deux Lettres d'Amsterdam des 3. fevrier et 8 Mars d^{ers} Ainsi qu'un petit morceau de gazette qui vous montrera ce qu'on dit au Congrès de nos Colonies et de leur administration

^a Etats-Unis, vol. 47, folio 324. Déchiffrement. Indorsed: Déchiffrement de la dépêche N° 18 du Cit. Létombe. Certifié Campy. B 8976 à la 4^e divis.

^b May 30, 1797.

Il me reste à dévoiler à present l'agent qui fait mouvoir tous ces ressorts dont le Peuple ne voit que la boîte qui les renferme; c'est l'Angleterre. Tout ce qu'elle peut employer d'Argent et d'intrigues, elle l'emploie. Elle veut surtout que ce soit la France qui déclare la guerre aux Etats Unis, et Elle s'efforce de faire croire au Peuple que c'est là l'intention du Directoire dont les ordres, dit-elle, sont plus sévères dans les Mers des Indes Occidentales où les Batimens et les Cargaisons sont des propriétés Américaines, que dans les Mers d'Europe où le Pavillion Américain ne fait que couvrir les marchandises Anglaises. Les amis de l'Angleterre sont parfaitement d'accord ici sur ce leurre, et ces amis sont le pouvoir exécutif, le pouvoir judiciaire, les Marchands et les Prêtres.

Je continue de voir M. le Président sur le visage duquel je lis tous les desseins dont son Secrétaire d'Etat a la maladresse de faire parade, comme vous l'aurés vû, Citoyen Ministre, par sa lettre d'hier; et M. le Président est secondé au Sénat et au Congrès par tous les amis de l'or, de l'ambition et de l'Angleterre qui donne l'un et flatte l'autre. Mais je ne peux trop le répéter, on veut que ce soit la France qui déclare la guerre et l'on emploiera tout pour la pousser à cette mesure, parceque c'est le seul moyen d'amener le Peuple à la Faire et à consentir à payer l'impôt nécessaire à cette guerre, qui substituerait ici l'esclavage à la liberté, La Monarchie à la République et qui entraineroit la perte de nos Colonies partagées et ensuite possédées par l'Angleterre et les Etas Unis, jusqu'à ce qu la première ait enchaîné la seconde. S'il étoit permis à un Citoyen qui a aquis ici par un séjour de dixsept Années, la connoissances des hommes et des choses de donner son avis, Je dirois que c'est à la France à dissimuler, à temporiser, à se préparer de longue main à remettre l'Angleterre à sa place en la reduisant, comme le veulent, et la nature et le repos du monde, à son rôle de Puissance du second ordre, et à contenir les Etats Unis dans les bornes politques que veut la sûreté de ses colonies et de celles de l'Espagne. La France peut remplir ces trois objets, d'un côté en effectuant une descente en Angleterre comme le voulait le Marechal de Saxe entre Harwich et Douvres, en profitant des vents d'Est qui y

regnent de la fin de Mars au milieu d'Avril; De l'autre, en s'emparant des Florides, de la Louisiane et du Canada. Sur le premier objet Jefferson ne cesse de répéter que la chose est praticable; sur le second, on pense ici sans relâche au Plan du général Collot, et des emissaires de l'Etat de Vermont et du Canada sont déjà venus me faire des offres. Que le Français sache donc temporiser; c'est au Directoire, Citoyen Ministre, qu'il sied d'imiter la sagesse de Fabius & c'est à vous Cⁿ Ministre à la lui inspirer.

Salut et respect

Signé LÉTOMBE

Létombe to Delacroix.^a

PHILADELPHIE le 13 Prairial

An 5. de la rep.^b

Consulat

Général

No. 19. 2^{ta}]

Le Consul Général Au Citoyen Delacroix

Ministre des Relations Extérieures

CITOYEN MINISTRE: Le Ministre de la république Batave est chargé de vous faire passer mon N^o 12. 1^{ta} et 2^{ta} ainsi que 1^{ta} de mon N^o 13; et j'ai confié ce matin au Citoyen Bournonville parti pour Bordeaux sur le Navire *le Raven* mes N^{os} 14. 15. 16. 17. 18. 1^{tas} accompagnes de leurs documents. La présente vous parviendra par *l'Indostan* qui partira dans deux heures pour Hambourg.

La crise du Congrès se developpe journellement et celle de ce matin a produit deux dénouements favorables à la république française.

une note à faire sur le succès obtenu par le parti français sur la motion d'Aïton.

La motion de M^r D'Aïton^c de mettre la France sur le même pied que l'Angleterre a passé de 52 voix contre 47.

D'un autre côté M. le Président a nommé le général Marshall, et le Juge *Dana* envoyés Extraordinaires et Ministres

^a Etats-Unis, vol. 47, folio 334. Déchiffrement. Indorsed: Déchiffrement de la dépêche N^o 19 du Cit. Létombe Certifié Campy. B. 9387. Division d'Amérique.

^b June 1, 1797.

^c Jonathan Dayton, of New Jersey. See Annals of Fifth Congress, May 30, 1797, p. 199, and May 31, p. 210.

Plénipotentiaires adjoints à Pinckney, a l'effet de terminer les différends entre les deux nations.

Les nouvelles instructions à M^r Pinckney lui seront portées par *l'Indostan*, et notre ministre à Amsterdam sera prié de vous faire parvenir les demandes relatives à ce nouvel ordre de choses.

Salut et respect

Signé LÉTOMBE

P. S.—J'apprens dans le moment que le Sénat n'a point encore sanctionné la nomination de M. le Président, quelques uns de ses membres prétendant que ceux nommés sont trop attachés à l'Angleterre. Le Sénat s'est ajourné à demain sur la question.

La nomination du fils de M. le Président à l'ambassade de Berlin a souffert des difficultés, parcequ'on le croit très dévoué à la maison d'Orange.

Demain les victoires d'Italie augmenteront le nombre de nos amis au Congrès.

Signé LÉTOMBE

Létombe to Delacroix.^a

PHILADELPHIE le 17. Prairial

Consulat Général

An 5 de la rep.^{e b}

No. 20.]

*Le Consul Général Au Citoyen De la Croix
Ministre des Relations Extérieures.*

CITOYEN MINISTRE: J'ai eu l'honneur de vous adresser avant hier par un Batiment allant de New York à Bordeaux le 2^{ta} de mon N^o 19. Je m'empresse aujourd'hui de vous faire passer par la même voye le 1^{ta} de la présente sur ce qu'on vient de me dire que le Batiment ne partira que demain. J'aurai incessamment une nouvelle occasion.

Je n'ai que le tems de vous envoyer une gazette qui sort de la presse.

Elle vous instruira, Citoyen Ministre, des progrès que fait ici journellement l'esprit Britannique. On va s'y mettre

^a Etats-Unis, vol. 47, folio 337. Déchiffrement. Indorsed: Déchiffrement de la dépêche N^o 20. du Cit Létombe. Certifié Campy B. 9385—Division d'Amérique.

^b June 5, 1797.

sur la deffensive, mais apparemment le Ministre Anglais Pitt a promis l'argent nécessaire à cette mesure.

La Tête du Sécértaire d'Etat m'a paru avant hier plus exaltée que jamais; Je l'ai vû et je lui ai écrit ce même jour relativement à la Division *Barnery* bloquée par les Anglais dans les Eaux des Etats Unis à Norfolck. Je verrai demain M. le President et ce soir M. le Vice Président.

Les trois Ministres extraordinaires nommés par M. le Président seront agréés ce matin par le Sénat.

Salut et respect

Signé LÉTOMBE.

Létombe to Delacroix.^a

PHILADELPHIE le 18 *Prairial*

An 5 de la république^b

Consulat

Général

No. 21.

Le Consul Général Au Citoyen Delacroix

Ministre des Relations Extérieures

CITOYEN MINISTRE: Je fais passer la présente à New York à tout hazard accompagné des débats de la Séance d'hyer du Congrès sur les moyens deffensifs proposés par M. le Président aussitôt après avoir reçu la réponse approbative de la Chambre des représentans à son discours et adoptés déjà en partie par cette chambre. Ils vous montreront, Citoyen Ministre, l'esprit qui anime sa majorité et même combien l'Angleterre met d'activité dans ses suggestions.

On prépare ici le Batiment qui portera les deux Ministres Extraordinaires à Amsterdam où est le général Pinckney et où les Etats Unis viennent d'envoyer un Nouveau Ministre pour y relever M^r Adams qui passe à Berlin. Ce Nouveau Ministre est M^r Vans-Murray, cydevant Membre du Congrès pour la Virginie. On le dit homme de talent médiocre. Il avait peu de considération au Congrès. Mais il est l'allié de Mad^e Washington et il a son neveu M. Dandriger pour

^a Etats-Unis, vol. 47, folio 341. Déchiffrement. Indorsed; Déchiffrement de la dépêche N° 21 du Cit. Létombe Certifié Campy B. 9386. Division d'Amérique. Il faut me représenter ce qui a été fait et écrit relativement à une invasion des Florides qui me paroît quelque chose de fort sauvage présente comme cela l'est dans la lettre.

^b June 6, 1797.

Sécretaire de Légation. M. le Président l'a nommé à ce Poste quelques jours avant sa retraite.

M. Murray agira auprès de la république Batave d'après les instructions qu'on avait données à M^r Adams, son Prédécesseur, et ses liaisons avec M. King Ministre des Etats Unis à Londres, seront continuées et même fortifiées. C'est par leur voye que le cabinet de Londres continuera de communiquer avec les Orangistes.

Le Ministre d'Espagne s'occupe de l'invasion des Florides. Le Consul de Charleston me mande; "Je suis entièrement occupé de cette invasion de concert avec le gouvernement des Florides et le Consul d'Espagne. Nous pourrons faire des merveilles avec bien peu de moyens; Nous avons des preuves que les officiers du gouvernement fédéral assistent les Anglais.

Salut et respect

Signé LÉTOMBE

Létombe to Delacroix.^a

PHILADELPHIE le 19 Prairial

An 5^e de la république française une et indivisible^b

*Le Consul Général Au Citoyen Delacroix,
Ministre des Relations Extérieures*

No. 22. 3^{ata}]

CITOYEN MINISTRE: La chaleur est extrême; l'air a perdu tout ressort. Je hazarde une troisieme lettre par New York, ses motifs sont pressants.

Vous venez de voir par mes N^{os} 20 et 21. et les Extraits de Gazettes qui y sont joints quelle fermentation ou plustôt quel délire agite ici la majorité des têtes gouvernantes. La Chambre des Représentans après avoir sanctionné tous les torts de l'Executif envers la France, s'est occupé hier des moyens des Etats Unis sur la défensive; Elle en a adopté aussitôt quelques uns, et Elle se prépare aujourd'huy à la discussion des autres. Le Congrès

Les esprits fermentent & le Congrès s'occupe avec activité de mettre les Etats Unis sur la défensive.

^a Etats-Unis, vol. 47, folio 345. Déchiffrement. Indorsed: Déchiffrement de la dépêche N^o 22. 3^{ata} du Cit Létombe. Certifié Campy B. N. 9792.

^b June 7, 1797.

au reste va se séparer dans quelques jours et mettre lui-même un terme à ses discussions inutiles sur des frais de défensive que le Trésor public n'est pas en état de payer.

Avez-vous approuvé, Citoyen Ministre, les instructions que m'a laissées Citoyen Adet? les avez vous trouvées sages et prévoyantes. Elles m'autorisent sans doute suffisamment, et elles sont ma règle de conduite jusqu'à ce que vos ordres m'en tracent une nouvelle. Je me suis donc jetté en conséquence au travers de toutes les discussions. J'ai parlé vivement, J'ai tâché de démontrer combien ces mesures peuvent être funestes aux Etats Unis. Elles ne peuvent faire aucun mal à la France, et elles peuvent leur en faire beaucoup. J'ai tâché de développer avec force les raisons qui appuyent cette opinion, et je les ai menacées du ressentiment de l'Espagne et de la République Batave.

Ma conversation avec le sage Jefferson a été longue et tranquille. Son sujet a embrassé le passé, le présent et l'avenir, et voici, Citoyen Ministre, les résultats de M^r le Vice-Président.

“Ce Pays a secoué et rompu de bonne foy et pour toujours les chaînes qui l'attachaient à l'Angleterre; il est pénétré de reconnoissance envers la France et il n'oubliera jamais qu'il lui doit son affranchissement.

“Le Général Washington n'est point l'ennemi de la France par préjugés ou par principes; il a reconnu le premier son nouveau Gouvernement, et en 1793, au moment de l'arrivée ici du Ministre Genet, M^r Jefferson, alors Secrétaire d'Etat, était prêt à faire compter d'après les ordres de M^r le Président, au C^{en} Ternant, une somme considérable à titre d'avance et de prêt que ce Ministre demandait au nom de la Répub^e, avance qui n'eut point lieu d'après la seule opposition d'Hamilton, et parceque le C^{en} Ternant se laissa tromper par cet homme, alors le Conseil du Président.

“Hamilton est attaché à l'Angleterre passionnément, exclusivement, ainsi qu'au Gouverneur de l'Etat de New York. Mais le premier est dans ce moment sans crédit, au desespoir et à

entrevue du C^{en}
Létombe avec M^r
Jefferson.

Sentimens de M^r
Jefferson à notre
gard.

Son opinion sur les
dispositions du Géné-
ral Washington en-
vers nous.

opinion de M^r Jef-
ferson sur M^r Hamil-
ton

la veille d'embrasser le parti patriote. Il a perdu toute sa considération parmi le Peuple par ses systèmes de finance dont on reconnait aujourd'hui la folie et le danger. Il est l'ennemi personnel d'Adams. Le Gouvernement ne lui donne plus la moindre marque de confiance.

“M^r. Adams est vain, ombrageux entêté, d'un amour propre excessif, ne prenant conseil de personne et même encore piqué de la préférence donnée à Paris à Francklin, ainsi que de ses démêlés personnels avec le Ministre des Affaires Etrangères Vergennes. Mais sa Présidence ne dure que cinq ans; il n'a été Président que de trois voix, et le Système des Etats Unis changera avec lui.

L'agitation actuelle excitée d'un bout du Continent à l'autre par les blessures profondes que l'industrie, le commerce et la navigation des Etats Unis recoivent journellement des Corsaires, et surtout de l'administration des Isles françaises, sera de peu de durée. C'est à la France, grande, généreuse, au Sommet de la gloire à dissimuler, à patienter, à ne rien précipiter et tout rentrera dans l'ordre. Les liens qui unissent et qui doivent unir à jamais les deux Républiques sont relâchés et point rompus.

Les nouveaux Ministres Extraordinaires vont partir. M^r le Vice Président est persuadé et convaincu que le Directoire doit les accueillir, les entendre; Trainer en longueur la négociation et les amollir par l'Urbanité de ses procédés. Une guerre entre les deux Républiques séparerait à jamais les Etats Unis de la France et la puissance de l'Ang^{re} réunie à celle des Etats Unis serait d'un poids énorme contre nous dans la balance de l'Europe.

M^r le Vice Président borne ses vœux à deux choses qu'il croit très praticables.

Desin que manifeste Mr Jefferson dans la situation actuelle des choses.

1^o Que les deux Républiques se lient de manière à ce que les Citoyens de l'une et de l'autre puissent jouir mutuellement et réciproquement de tous leurs droits chez l'autre; c'est à dire du droit d'y posséder des terres, d'y faire le Commerce, et même d'y occuper toute place, après le tems de résidence déterminé par la Con-

stitution des deux Républiques. Ce plan déjà proposé au Ministre Ternant par M^r le Vice Président n'a été abandonné en suite qu'à cause de la pétulance de la politique du Citoyen Genet.

2^o Que le Directoire ordonne une descente en Angleterre et dicte dans Londres les conditions d'une paix, qui, en assurant le repos et le bonheur du monde, soit basée sur la liberté des Mers, la réciprocité du Commerce et l'affranchissement de toutes les Colonies sous la garantie de leurs Métropoles.

Je reverrai M^r le Vice Président et je reviendrai, Citoyen Ministre sur ces objets si dignes de votre attention.

Salut et Respect

Signé

LÉTOMBE

Létombe to Delacroix.^a

Consulat Général

près les Etats Unis

PHILADELPHIE le 20 Prairial

Relations Extérieures An 5^e de la République française une
5^e Bureau et indivisible^b

Politique Le Consul Général Au Citoyen Delacroix

No. 23. Dup^a] Ministre des Relations Extérieures

CITOYEN MINISTRE: Je n'ai que le tems de Vous envoyer

Copie de la réponse de M. le Secrétaire

Ordres de Mr Le
Président des Etats
Unis, favorables aux
batimens de la Ré-
publique à Norfolk.

d'Etat des Etats Unis à ma lettre, mention-
née dans mon N^o 20 du 17 du Courant, rela-
tive au blocus de la Division aux ordres du
Citoyen Barney à Norfolk. Il me semble,

Citoyen Ministre, que tout est important dans ces Circon-
stances.

Salut et Respect

LÉTOMBE

P. S.—J'adresse, avec la présente, au Citoyen Pierre Texier négociant à Bordeaux la collection des papiers concernant les Séances extraordinaires du Congrès depuis son ouverture jusqu'à ce jour 20 Prairial.

LÉTOMBE

^a Etats-Unis, vol. 47, folio 350. Indorsed: Du B. 9793.

^b June 8, 1797.

Létombe to Delacroix.^a

Consulat

Général

près les

Etats Unis

Politique

No. 24.]

PHILADELPHIE le 22 Prairial

An 5^e de la République française une etIndivisible^b*Le Consul Général Au Citoyen de la Croix,**Ministre des Relations Extérieures*

CITOYEN MINISTRE: Je vous ai adressé avant hier, accompagnant ma lettre N° 23. sous le couvert de M. Texier, Négociant à Bordeaux où allait le bâtiment, une Série de gazettes contenant le détail des Séances extraordinaires du Congrès jusques au 20. de ce mois.

Les débats sur le plan de la défensive proposé par M. le Président se continuent, mais ils commencent à prendre une tournure peu favorable à ses intentions, et il est probable aujourd'hui que de toutes ses propositions, celle d'envoyer en France trois Ministres Extraordinaires sera la seule exécutée entièrement. Le Senat a confirmé leur nomination; ils ont accepté. On les attend ici d'où ils partiront après la levée des Séances du Congrès avec des Instructions pacifiques. Le Parti Républicain appuyé sur nos victoires, gagne ici du terrain et il y en gagnera davantage, si elles forcent l'Empereur à une paix particulière.

les débats du Congrès ne prennent pas une tournure aussi hostile que l'auraient fait craindre les discours du Président

Le Senat a confirmé la nomination de trois commissaires qui doivent venir à Paris

D'un autre côté, les préparatifs qui se font à S^t Augustin pour y résister à l'attaque des Anglois, viennent d'être connus ici, et le Régiment de Nègres formé par le Gouverneur des Florides étonne et contiendra ceux des Géorgiens attachés au parti Anglais.

Nos progrès à S^t Domingue ne font pas moins d'effet ici où l'on commence à croire que les troupes Britanniques seront forcés bientôt d'évacuer cette Isle.

^a Etats-Unis, vol. 47, folio 352. Déchiffrement Indorsé: Déchiffrement de la dépêche N° 24 du Cit. Létombe Certifié Campy. C. N° 405. Recue le 9. Fructidor.

^b June 10, 1797.

Le Ministre d'Espagne, habile, actif, attaché à la France dont il parle la langue parfaitement ne donne pas moins d'inquiétude ici au parti Anglois. Comme le Citoyen Adet, ce Ministre a présenté ses griefs à M. le Président des Etats Unis, il les a fait insérer dans les papiers publics et même sa lettre à M. le Secrétaire d'Etat sur la traduction infidelle d'un de ses offices. Pour surcroit on scait ici depuis hier que M. Ellicot, Commissaire des Etats Unis pour l'exécution du Traité avec l'Espagne, a trouvé des difficultés sur les limites entre les deux florides et les Etats Unis, et le secret du jour est que M. le Président en fera le sujet d'un Message au Congrès.

Je vous dois, Citoyen Ministre, des détails de toute espèce que je vais rediger, chiffrer et qui malheureusement ne pourront vous être envoyés que dans 8 ou 10 jours. Je tâche de ne rien négliger et les informations me viennent des deux partis.

Salut et Respect

Signé

LÉTOMBE.

Létombe to Delacroix.^a

Consulat Général
près les Etats Unis
Relations Extérieures

Bureau du
Secrétariat

PHILADELPHIE le 23 *Prairial*

Général
Consulaire

An 5 de la République française une et indivi^e^b

No. 33.
Duplicata]

*Le Consul Général Au Citoyen Delacroix
Ministre des Relations Extérieures*

CITOYEN MINISTRE: J'ai reçu, le 15 du courant, la Circulaire imprimée que Vous m'avez fait l'honneur de m'adresser le 11. Ventose dernier, la ditte dépêche Sans N^o, sans timbre et n'indiquant point le bureau par lequel je dois vous adresser ma réponse, laquelle me paroît appartenir à celui du Secrétariat Général où Je crois

demande de la
Communication de
l'organisation des bu-
reaux des Relations
Extérieures, à l'effet
de pouvoir me con-
former strictement à
vos ordres.

avois vû faire la répartition des paquets pour chacun de vos bureaux.

Mais vous avez vû, au moins, Citoyen Ministre, par mon attention à mettre à la marge de chacune de mes réponses le précis de l'objet qu'elle traite et le N° de la division à laquelle elle me paroît appartenir, combien je sens que ce que vous me prescrivez est nécessaire à l'ordre de notre correspondance.

J'en suis cependant toujours embarrassé. Votre circulaire ne me montrant l'organisation de vos bureaux, Je ne sais pas faire encore, par exemple, la distinction de la matière Politique traitée dans votre 4^e et votre 5^e bureau et J'ignore encore si votre Bureau des Fonds est différent de celui des *dépenses*, vos dépêches *Finances* me parvenant sous l'un ou l'autre de ces deux timbres et sans m'en montrer la division des matières s'il y en a une.

D'un autre côté, vos dépêches me parviennent sans N° et me laissent ignorer combien il y en a d'admirées. Dans ce temps de Guerre beaucoup sont cependant interceptées par l'ennemi ou jetées à la mer par les porteurs ou elles m'arrivent à des dates très éloignées, puisque Je réponds aujourd'hui à l'une, du 27 Germinal An 3^e qui m'est parvenue dernièrement.

Je prends la liberté, Citoyen Ministre, de vous représenter encore que quelquefois vos accusés de réception répètent la matière que J'ai traitée dans ma lettre; ce qui la fait connoître à l'ennemi qui s'en saisit, vos dépêches ne m'étant point envoyées, comme les miennes, avec précaution, mais placées indistinctement, dans le port de leur départ, le 1^{re} et le 2^{re} ensemble, avec l'adresse timbrée *Rélations Extérieures* et fermées avec votre Sceau: de manière qu'à la moindre visite le Capitaine Américain porteur se croit obligé de les remettre à l'ennemi qui les exige.

S'il m'étoit donc permis, Citoyen Ministre de vous indiquer la manière de me faire parvenir vos dépêches avec moins de risques, J'oserais vous prier de vouloir bien me les faire adresser, ici, fermées comme les lettres du Commerce sans cachet, sans timbre, simplement adressées

James Vanuxem, Esq^{re} Merchant Philadelphie.

J'oserais vous prier encore de les faire numéroté, ne contenant qu'un simple accusé de réception des miennes, et chiffrées quand la matière est importante.

Je vous supplie, Citoyen Ministre de n'attribuer toutes mes observations qu'à l'intention de suivre et exécuter vos ordres avec précision sur un objet que vous me montrez comme très nécessaire à la classification prompte et directe des matières de Notre Correspondance et auquel Je dois concourir, de mon côté, de tout mon pouvoir.

Salut et Respect

LÉTOMBE.

P. S.—Vous verrez, Citoyen Ministre par la legende cijointe combien l'organisation de vos bureaux m'est nécessaire pour y adresser ma lettre à chacun d'eux directement, puisque c'est moins de répondre à vos dépêches dont je suis embarrassé, que de mettre à celles que je vous adresse le timbre convenable. Le Ministre de la Marine m'a fait passer l'organisation de ses bureaux et il n'y a plus de difficultés

Vous vous serez, sans doute appercu, Citoyen Ministre, que Je ne disingue mes lettres que par les timbres finances et Consulaire, et que je suis consécutivement les N^o de l'une et l'autre de cette division. Je vous prie de m'envoyer vos ordres là dessus.

LÉTOMBE

Létombe to Delacroix.^a

Consulat Général
près les Etats Unis
Rélations

Extérieures

PHILADELPHIE le 25 prairial

5^{me} Bureau

A. 5. de la République française, une et
indivisible^b

Politique

No. 25.

Le Consul Général Au Citoyen Delacroix

Duplicata]

Ministre des Rélations Extérieures

CITOYEN MINISTRE: Occupé de l'Expédition d'un Parlementaire pour Halifax où il va prendre 250 prisonniers de

^a Etats-Unis, vol. 47, folio 367. L. S. Indorsed: C. N^o 410. N^o les N^{os} 28 et 29. Politique doivent être numérotés 25 et 26

^b June 13, 1797.

guerre, Il m'est impossible d'écrire ma lettre qui devait accompagner le paquet joint à la présente. Le Ministre d'Espagne Vous prie de vouloir bien le faire remettre à M. le Marquis Delcampo qui aura l'honneur de conférer avec vous. Citoyen Ministre, des objets qui traite cette dépêche. J'aurai celui de vous écrire dans quelques jours.

Je n'ai que le tems de joindre, à la présente, le Message de ce jour de M^r le Président au Congrès, à propos des limites en litige des Etats Unis et des deux Florides.

Le porteur vous remettra, Citoyen Ministre, deux paquets de Gazettes pour et contre cette Séance extraordinaire du Congrès.

Un Bulletin annonce de nouvelles Victoires en Italie et la paix entre la Republique et l'Empéreur. Permettez moi, Citoyen Ministre, de vous en faire mon Compliment, de mêler mes acclamations à celles de toute la France, et de m'écrier comme Elle: Vive la République!!!

Salut et Respect

LÉTOMBE

Létombe to Delacroix.^a

PHILADELPHIE le 30 *Prairial*

An 5 de la rep.^e ^b

Consulat Général

Politique

No. 26. 1^{re}]

Le Consul Général Au Citoyen De la Croix

Ministre des relations Extérieures.

CITOYEN MINISTRE: M. Torris, Américain, subrecargue du Batiment le *Woodrop-syms*, parti de Philadelphie pour le Havre, il y a deux jours, vous remettra deux paquets de gazettes, ainsi que mes Lettres jusqu'au N° 28 inclusivement, auxquelles sont joints deux Paquets du Ministre d'Espagne pour l'ambassadeur de S. M. C. à Paris, de l'objet desquels ce Ministre vous rendra Compte.

^a Etats-Unis, vol. 47, folio 389. Déchiffrement. Indorsed: Déchiffrement de la dépêche N° 26 2^{me} (sic) du Cit. Létombe. Certifié Campy C. N° 404. Reçu le 9. fructidor.

^b June 18, 1797.

Difficultés survenues entre le Gouvernement de la Louisiane & les Etats Unis relativement à l'Execution du Traité de Madrid.

N° la piece annoncée n'est pas jointe

Vous trouverez, cy joint le message de M. le Président au Congrès ainsi que les documents officiels qui l'accompagnoient relativement aux difficultés heureusement survenues (dans ce moment de guerre avec les Anglais)

entre le gouvernement de la Louisiane et le Commissaire Américain chargé de fixer les Limites entre les Etats Unis et les Florides. Ces derniers paraissent n'avoir plus rien à craindre d'une invasion par terre, le général Americain Clark ^a ayant resisté aux offres des Anglais et les Consuls Du Pont et Diego Murphy ayant pris les mesures necessaires contre d'autres machinations. Mais

on repand que les Anglais ont pris Pensacola.

une Escadre Anglaise commandée par le Commodore Picketts est sur la côte, et le bruit se répand dans le moment qu'elle a

pris Pensacola.

Vous verrés, Citoyen Ministre, par les morceaux des gazettes de ce jour à quoi en sont les débats du Congrès sur les propositions de M. le Président. On construit trois fregates. On

Dispositions défensives votées par le Congrès.

va reparer toutes les fortifications. Les Ports seront defendus par des gallères armées. 80 mille hommes des milices vont recevoir l'ordre de se tenir prêts. Les batimens marchands pourront sortir armés n'étant pas destinés pour un Port bloqué ou investi, et n'ayant à bord aucune marchandise de contrebande. On va établir un Chantier pour la Marine des Etats Unis, et faire l'achat des terrains ou croissent les chênes verts propres aux constructions. On va établir les impots nécessaires à toutes ces dépenses. Le gouvernement persiste à inflammer les esprits par les gazettes, et au Congres par la Licence des débats de ceux des membres qui lui sont dévoués. Il veut la guerre, et il fait répandre que la France la lui a déclarée. Il a pour Echos, les Prêtres, les Quakers, les marchands, les grands terriens, les fédéralistes de toutes les classes. Mais les habitans des Campagnes n'ont pas repondu encore aux adresses dont on fait circuler les modèles parmi eux; Aucune n'a été envoyée

^a Elijah Clarke.

au corps législatif. L'Angleterre de son Côté répand beaucoup d'argent. Ses agens sont fort actifs, et elle fait circuler sa gazette intitulée *Porcupine* jusques dans le Canada.

On a fait la Motion avant hier au Congrès d'en ajourner les deux Chambres au 24 du present, et Jefferson vient de me dire qu'il partira Samedi prochain. J'aurai l'honneur, Citoyen Ministre, de vous adresser après l'ajournement tous les détails de cette Séance extraordinaire.

Les amies de la France desirant que nous ne précipitions rien.

Les chefs du Gouv^{mt} fédéral voudraient un Roi, le Congrès, paraît se laisser aller à cette impulsion.

Tout ce qui est attaché ici à la France desire qu'elle ne précipite rien. L'Angleterre veut que les Etats Unis déclarent la guerre à la France. Le Gouvernement fédéraliste le veut aussi. Cependant on croit qu'il y a depuis jeudi dernier un peu de mésintelligence entre eux. Le but de toutes leurs menées est d'avoir un roi, mais l'un voudroit que ce fût un des fils du roi d'Angleterre, et l'autre

Washington.

En attendant ce nouvel ordre de choses, la majorité du Congrès fortifie la puissance de l'exécutif, et c'est là le but des concessions faites à M. le Président dans ce moment; Le Congrès trace son chemin vers la Monarchie, et ce sont là ses jallons.

Par des négociations, des delais, la France et l'Espagne auroient le tems de se mettre en mesure vers la Louisiane, vers le Canada, et d'opposer une digue à ce torrent qui sans Elles submergeroit le Mexique, le Pérou, toutes leurs isles--et bientôt la France et l'Espagne. Il est donc indispensable que cette derniere s'occupe sans délai des moyens d'opposer une double barrière à l'ambition avide des Etats Unis et de l'Angleterre; dans quelques années il sera trop tard. Il faut qu'elle cède le Louisiane et les Florides à la France et que cette derniere se prépare à reprendre le Canada et l'Acadie où ses nationaux l'appellent depuis longtems.

Je fais travailler, sans relâche, Citoyen Ministre, aux Cartes qui accompagnent le travail du Général Collot sur ce sujet dont le Cit. Adet vous a présenté quelques parties.

Ce travail en est un d'Euclide pour la précision, la clarté, la démonstration des principes; il méritera votre approbation.

Salut et respect

Signé LÉTOMBE.

P. S.—J'apprends dans le moment que l'évacuation des Postes sur le Mississipi a été officiellement refusée; que les Espagnols arment et se fortifient dans les Florides et la Louisiane, et qu'ils y rassemblent celles des nations sauvages sur le Mississipi qui leur sont attachées

les Espagnols ont nettement refusé d'avancer les Postes du Mississipi

Le courrier dépêché par le Commissaire Ellicot est arrivé ici hier, et ses dépêches ont été aussitôt l'objet d'un message du Président à la Chambre des représentans qui en a délibéré à huis-clos, et dont l'ajournement a été reculé en conséquence. M. Jefferson que je viens de voir ne sait plus quand il partira.

cet incident va prolonger la session qui était sur le point de se terminer

Le Gouverneur de la Louisiane a écrit ici au Ministre d'Espagne pour se plaindre des procédés du Commissaire Ellicot. Ce Ministre a fait de ces plaintes l'objet d'un office au Secrétaire d'Etat auquel ce dernier n'a pas répandu. Le

Plaintes portées par le Ministre Esp^l sur la conduite qu'a tenue dans l'affaire des limites le commissaire Américain.

Ministre va en faire insérer un extrait anonyme dans les gazettes. Il paroît que le Commissaire Ellicot met beaucoup de chaleur et de hauteur dans ses procédés. Le Ministre Anglais parait fort occupé. On le voit souvent aller et venir. On croit qu'il s'agit de faire passer des troupes Anglaises du Canada à la Louisiane et de faire attaquer de concert les établissemens de l'Espagne sur le Mississipi.

Le Ministre d'Espagne vous prie, Citoyen Ministre, de faire passer le Paquet inclus à M. le M^{re} Delcampo.

Signé LÉTOMBE

Létombe to Delacroix.^a

PHILADELPHIE le 9. Messidor

Consulat général

An 5 de la république^b

Politique

*Le Consul Général Au Citoyen De la Croix*No. 27. 1^{re}]*Ministre des relations extérieures*

Mr Dana, l'un des
trois commissaires
donne sa démission.
Il est remplacé par
Mr Gerry.

CITOYEN MINISTRE: J'ai l'honneur de vous informer avec plaisir que M. Dana n'ira point en France, sa mauvaise santé est son excuse. Il est remplacé par M. Géry un des membres du Congrès pendant la révolution Américaine. Mais il n'est pas sûr qu'il accepte. Il a 63 ans. Il a 5 enfans. Sa femme est grosse et il est valétudinaire depuis longtems. Mr Jefferson m'a dit lui avoir écrit pour le presser d'accepter.

Mr Marshall paraît
vouloir différer le départ.

D'un autre coté, Mr Marshall écrit qu'il est malade, je soupçonnè qu'il y a quelque anguille sous-roche; je la guette.

Je vous envoie, Citoyen Ministre quatre paquets des différentes gazettes dont le Citoyen Adet pourra vous donner un extrait fidèle par la connaissance qu'il a des personnes et des choses quelles traitent. Vous y verrez surtout combien

Energie & vigueur
qu'a déployé la
Minorité du Congrès.

le Directoire doit être satisfait de la minorité du Congrès, et combien cette minorité est respectable par sa probité et son patriotisme. Tout ce qui est ici attaché à la république française désire ardemment que le Directoire temporise et qu'il accueille avec urbanité les trois ambassadeurs des Etats Unis. Mr Adams n'est Président que pour quatre ans. Le Traité avec l'Angleterre finira après la guerre. Les séductions auprès du Peuple auront leur terme plutôt. La France et l'Espagne ne sont point encore en mesure vers le Canada et le Mississipi.

Le Citoyen Hauterive nommé dans mes instructions, toujours valétudinaire, est venu passer ici deux jours; Il partira pour Paris dans quinze environ. Il vous portera, Cito-

^a Etats-Unis, vol. 47, folio 469. Déchiffrement. Indorsed: Déchiffrement de la dépêche N° 27, du Cit. Letombe. Certifié Campy C. N° 406. Recu le 9. fruc.

^b June 27, 1797.

yen Ministre tous les documens que nous avons pu nous procurer. Nous avons vû ensemble beaucoup de nos amis pendant son séjour ici.

Les Papiers de la légation et du Consulat général sont fort considérables. Ceux des Consûlats particuliers le sont aussi. Je vous prie, Citoyen Ministre, de m'envoyer vos ordres pour leur sûreté en cas d'une rupture que le parti Anglais espère ici d'après la réponse insolente du Secrétaire d'Etat aux Notes que le Citoyen Adet lui a adressées. Je crois que ces Papiers ne pourroient être en sûreté dans ce cas, qu'en m'envoyant à l'avance un bâtiment de guerre de force.

Ce qui est d'une importance aussi majeure, c'est que vous ayés bien voulu vous concerter avec le ministre de la Marine pour faire acquitter les tirages du Citoyen Adet et me permettre de tirer selon les besoins de mon service. J'ai envoyé au Ministre de la Marine mes bordereaux d'emplois des sommes reçues. Je suis entré avec lui dans tous les détails et je vous supplie, Citoyen Ministre, de me permettre de vous y référer. L'argent est au Corps Politique ce qu'est la vie au corps humain. Le Citoyen Adet vous aura informé des périls de ma situation et de l'urgence extrême d'y pourvoir sans délai.

Je me recommande toujours à votre indulgence, Citoyen Ministre, je suis seul ici et beaucoup trop surchargé. Je n'y suis soutenu que par l'espoir de mériter vos bontés et les regards de la Patrie.

Salut et respect

Signé LETOMBE.

Létombe to Delacroix.^a

Consulat Général
près les Etats Unis
Relations

Extérieures

PHILADELPHIE le 10 Messidor

5^e Bureau

An 5 de la République Française une et
indivisi^b

Politique

No. 28.

Le Consul General Au Citoyen Delacroix

Triplicata]

Ministre des Relations Extérieures

CITOYEN MINISTRE: Je m'empresse de vous accuser reception de votre dépêche au C^{en} Adet timbrée N^o 6 du 11.

Insurrection dans le Canada. Germinal dernier qui vient de me parvenir et à laquelle il m'est impossible de répondre aujourd'hui. Les N^{os} 1 et 5 de vos dépêches ne sont point parvenus. Je me servirai dorenavant du même chiffre.

Le bâtiment va mettre à la voile. J'ai à peine le tems de vous informer, Citoyen Ministre, que les papiers nouvelles annoncent depuis quelques jours, une insurrection dans le Canada.

On en a pris l'épouvante à Halifax d'où l'on m'a renvoyé subitement les prisonniers Français qui y étaient, comme vous le verrez par l'Extrait d'une petition que l'un d'eux vient de me présenter. Le Consul Général Anglais se pressait, depuis quelque tems d'Envoyer de nouveau des Parlementaires à Halifax où il m'assurait qu'il y avait plus de 500. prisonniers, où il en arrivait tous les jours et où on venait d'en envoyer 38 des Bermudes. J'ai dû me rendre à ses Sollicitations ou plutôt à celles de l'humanité et de mon devoir. Mais voilà deux Parlementaires en route, et ces prisonniers qui m'arrivent et vont, dit-on m'arriver sur tous les points des Etats Unis. Comment y venir à leur Secours, les y nourrir, les y vêtir, les faire passer d'ici en France sur des bâtimens Américains? Comment, Citoyen Ministre, pourvoir à toutes ces dépenses? Que d'Embarras! Que d'anxiétés! Vous savez sans doute que nous sommes ici entourés de 15 à 20,000 Français, femmes, Enfants, Vieillards et beaucoup dans une misère affreuse.

Salut et Respect.

LÉTOMBE.

Létombe to Delacroix.^a

PHILADELPHIE le 27 Messidor

Politique

An 5 de la rep^e f^{se} ^bNo. 29. 1^{ata}]*Le Consul Général Au Citoyen De la Croix
Ministre des Relations Extérieures*

CITOYEN MINISTRE: Je ne peux confier qu'une petite Lettre au Porteur, au Cⁿ Gabriel, ancien habitant de la Virginie qui partira demain pour Amsterdam, sur le Bâtiment Grace Cap^{ne} Wills, qui y portera le Général Marshall, l'un des trois Envoyés extraordinaires des Etats Unis près le Directoire Exécutif. M. le Secrétaire d'Etat vient de me demander trois Passeports: L'un pour John Marshall, le second pour Elbridge Gerry et le 3^e pour William Smith, écuyers. Les deux premiers vont joindre le Général Pinckney à Amsterdam où ils se concerteront sur les moyens de leur mission, et le troisième remplacera à Lisbonne le Ministre Plénipotentiaire Adams passé à Berlin.

Passeports demandés au C. Létombe pour les deux Commissaires qui viennent en France.

Le parti républicain n'a pas paru être satisfait de ce Choix. M. le Président a laissé au tems le soin de calmer l'effervescence. Les nouveaux Ministres ont voulu eux mêmes rassûrer les esprits. Voilà les causes des délais.

le fils du Président va à Berlin M^r Will Smith à Lisbonne

J'ai reçu, Citoyen Ministre, la dépêche No 5. que vous m'avez écrite le 14 Nivose dernier Au Cⁿ Adet, et je vous en ai accusé la reception le 16 Floréal suivant, par mon N^o 11 avec précipitation. Le Cⁿ Adet aura répondu, lui-même à Paris à vos demandes

Celle N^o 6 du 11. Germinal, m'est parvenue le 10 du courant J'ai eu l'honneur de vous en accuser la reception le même jour, par ma lettre N^o 28. emargée *insurrection dans le Canada*, de laquelle les gazettes n'ont pas parlé depuis.

J'aurai deux occasions sûres dans dix jours, et j'ose vous prier, Citoyen Ministre, d'attendre les documens infiniment importans que J'ai à vous transmettre avant d'entamer la négociation avec le nouveau Ministre.

^a Etats-Unis, vol. 48, folio 49. Déchiffrement Indorsed: Déchiffrement de la dépêche N^o 29. du Cit. Létombe. Certifié Campy. C. 1448 Recu le 3 Vend^e Rep.

^b July 15, 1797.

Votre N^o 6 ma trouvé ici précisément dans la plus grande
 réserve ne voyant plus M. le Président et
 réserve dans la- quelle se tient le C^a ne communiquant avec M. le Secrétaire
 Létombe vis-à-vis du d'Etat que par écrit
 Président

Salut et Respect

Signé

LETOMBE

Létombe to Delacroix.^a

PHILADELPHIE le 28 Messidor

An 5 de la république^b

Politique

Le Consul Général Au Citoyen de la Croix

No. 30. 2^{ta}]

Ministre des Relations extérieures

CITOYEN MINISTRE: J'ai reçu le 16 Floréal la dépêche N^o 5 *triplicata* que vous avés écrite le 14. Nivose précédent au Cit. Adet; J'ai eû l'honneur de vous en accuser la réception par mon N^o 11. le même jour avec précipitation, ce qui m'en avoit occasionné l'oubli.

Les pièces jointes à cette dépêche sont un arrêté du Directoire Exécutif du 20 Frimaire, votre dépêche du 21 à M. Monroe et le rédacteur N^o 382.

L'arrêté du Directoire exécutif et son refus de recevoir le G^{al} Pinckney comme Ministre Plénipotentiaire, et même tout autre Agent Politique jusqu'après le redressement de certains griefs, ont paru ici généralement d'une extrême rigueur, et M. le Président ainsi que M. le Secrétaire d'Etat m'en ont parlé comme d'une mesure inusitée, équivalente à un jugement rendu *Parte inaudita*; la fermentation qu'elle a causée a été extrême, et le parti Anglais s'en est fort prevalu. Ce n'est pas qu'elle n'ait été d'une sagesse prévoyante assurément; Mais les Américains sont encore en général des enfans qu'une juste correction irrite bien plus qu'elle ne corrige.

^a Etats-Unis, vol. 48, folio 67. Déchiffrement. Indorsed: Déchiffrement de la dépêche N^o 30. 2^{ta} du Cit. Letombe. Certifié Campy. C. 2329. Reçu le 13. Bre Rep.

^b July 16, 1797.

M. Monroe lui-même en eut été probablement la victime s'il fut arrivé 15 jours plutôt. Toutes les gazettes fédéralistes le maltraitoient à l'envi et le représentant Harper avoit déjà parlé dans la salle du congrès de son discours au Directoire comme de celui d'un traître suborné par l'or de la France. Heureusement les victoires d'Italie; la paix avec l'Empereur, les embarras de l'Angleterre sont venus modérer les têtes gouvernantes, et M. Monroe a pu recevoir à son arrivée le Tribut que lui doit les Ames sensibles, vertueuses et républicaines comme vous le verrés, Citoyen Ministre, par l'extrait des Gazettes cyjointes.

Au surplus, témoin de la sollicitude du Cit Adet, à vous tenir bien informé, J'ai lieu de croire qu'il a satisfait à toutes vos demandes et que vous avés reçu toutes ses dépêches politiques audelà du N° 34. Absent, le Secrétaire de légation Brunet a continué sa correspondance pendant le mois d'Octobre dernier. J'en ai reunis moi-même les Paquets au G^{al} Pinckney partant pour Paris, et J'ai joint aux miennes deux exemplaires imprimés du discours d'abdication du Président Washington. Le G^{al} Pickney auroit-il oublié de vous remettre nos Paquets?

La Session extraordinaire du congrès terminée le 22 du courant me donnera l'occasion d'étendre vos regrets, Citoyen Ministre, sur ce qui ne vous sera point parvenu des actes nés des sessions précédentes. Je vais vous les envoyer avec mes explications. J'en ferai de même à la Session prochaine fixé au 14 Novembre (V. St) époque qui a été calculée sur la possibilité de recevoir vers ce tems des nouvelles de l'accueil fait par le Directoire exécutif aux trois Envoyés des Etats Unis.

Salut et respect

Signé

LETOMBE

Effet que produit
l'arrivée de M. Mon-
roe.

le Congrès a fini la
Session Extr et s'est
ajourné au 14. 9^{bre}.

Létombe to Delacroix.^a

PHILADELPHIE le 29. Messidor

Consulat Général An 5^e de la République Française Une
No. 31. 2^{ata}] et Indivisible^b*Le Consul Général Au Citoyen De la Croix, Ministre des
Relations Extérieures.*

CITOYEN MINISTRE: Votre dépêche N° 6, et sans autre timbre, du 11. Germinal dernier au Citoyen Adet, m'est parvenue le 10 du courant. Je n'ai eû que le tems de vous en accuser la reception le même jour par ma lettre N° 28. émargée *Insurrection dans le Canada* de laquelle nos Gazettes n'ont plus parlé depuis, mais dont les causes existent toujours et dont vous ralumerez le feu à volonté.

J'ai l'honneur de répondre aujourd'huy à votre dépêche.

le G^{al} Washington
& M^r Adams nous
ont trompé par des
demonstrations.

M. Washington, M^r Adams, et le Roi d'Angleterre ne font qu'un depuis longtems. M. Adams a trompé d'abord les Etats-unis et moi-même, sa connaissance de 20 ans, par des démonstrations amicales en faveur de la République française; mais, revêtu de la Présidence, il s'est montré tel qu'il est, et je me suis empressé de vous en avertir par ma lettre N° 12 du 27 Floréal dernier.

Les mesures de représailles adoptés par le Directoire Exécutif contre le Traité de Londres n'ont fait
conduite qu'a tenu le Gouvmt. Fédéral aussitôt qu'il a eu connaissance de l'arrêté du 12 Ventose.
qu'enflamer toutes les têtes fédéralistes, c'est-à-dire, celle du Président, de ses Ministres et des partisans de l'Angleterre. M. le Président a convoqué le Congrès extraordinairement par une proclamation dont le but était de déclarer la guerre à la France.^c M. le Secrétaire d'Etat a publié à l'appui de cette proclamation ses notes inflammatoires relativement aux déprédations des Corsaires Français sur la Navigation et le Commerce des Etats Unis. Toutes la Gazettes fédéralistes ont insulté à l'unisson la République Française, le Directoire, ses Ministres, et vous aurés

^a Etat-Unis, vol. 48, folio 73. Dechiffrement Indorsed: Déchiffrement de la dépêche N° 31. duplicata du Cit. Létombe. Certifié Campy. C. 2830. Rep. Reçu le 13. Br.

^b July 17, 1797.

^c Annals of Congress, Fifth Congress, I, 49; III, 3057, 3115.

été étonné sans doute de l'extrême licence de ces écrits que je vous ai fait passer. Les fédéralistes sont vains et fiers jusques à la folie. Si donc le Directoire est résolu à

Il ne reste plus au Directoire qu'à déclarer la guerre aux E. U. s'il persiste dans ses mesures qu'il vient de prendre à leur égard.

les Anglais poussent les Etats unis à nous déclarer la guerre.

maintenir les mesures qu'il a adoptées, il n'y a plus qu'à leur déclarer la guerre; ils sont tout prêts; ils vous la feront, et Pitt les y pousse de toutes ses forces depuis plus d'un an que les mesures assurées ont été prises de concert entre M. Liston et M. Pickering; comme vous le verrez, Citoyen Ministre, par ma dépêche prochaine.

Je n'ai reçu que le 11. du courant, longtems après le départ du Citoyen Adet, l'arrêté pris par le Directoire Exécutif le 12. Ventose ^a relativement à la conduite que doivent tenir nos Corsaires. Cet arrêté a été transmis ici, il y a deux mois, par les papiers Anglois et communiqué officiellement au Congrès par M. le Secrétaire d'Etat. Je viens d'en corriger les fautes, d'en relever les omissions et je le ferai publier demain officiellement dans toutes les Gazettes.

Votre dépêche, Citoyen Ministre, m'a trouvé dans la plus grande réserve, ne voyant plus M. le Président et ne communiquant plus avec M. le Secrétaire d'Etat que par écrit.

Je n'ai rien négligé pour vous fournir les renseignements les plus complets sur ce qui s'est passé d'intéressant dans cette Session Extraordinaire du Congrès; je n'ai à regretter sur ce sujet que la multitude d'affaires et la précipitation qui ôtent à mes lettres et le Stile et la méthode.

J'ai l'honneur de joindre à la présente les résultats de
résultats de la dernière session Extraordinaire cette Session. C'est à dire les votes rendus sur le 10 propositions faites par M. le Président, l'Etat authentique des recettes, et dépenses des Etats unis pour l'année commençant au 1^{er} Avril 1796 et finissant au 31. Mai 1797 (Vieux Stile); celui de Supplément pour le mois de Juin de la présente année; la liste des Membres que forment aujourd'hui les deux chambres du Congrès; Enfin le rapport sur les fortifications que vous avez paru désirer par votre dépêche N^o 5.

^a March 2, 1797. See American State Papers, Foreign Relations, II, 12, 30, 180; Moore, International Arbitrations, V, 4421.

A l'égard des votes dans la dernière Election de M. le Président, M^r Adams en a eu 71. et M. Jefferson 68. mais, si l'élection eut été faite régulièrement dans la Pennsylvanie, M. Adams y eut eû deux votes de moins, et M. Jefferson une de plus; de maniere que sans l'accident qui dans Maryland en a donné une à M. Adams au lieu de la donner à M. Jefferson ce dernier eut été élu. D'où vous pouvez conclure, Citoyen Ministre, que la voix non équivoque du Peuple a été en faveur de M. Jefferson et la chance du Parti Anglais contre lui.

Salut et Respect

Signé LÉTOMBE

Létombe to Delacroix.^a

PHILADELPHIE le 30. Messidor

An 5. de la republique française^b

Politique

No. 32. 2^{ta}]

Le Consul Général Au Citoyen De la Croix

Ministre des relations extérieures

CITOYEN MINISTRE: J'ai eu l'honneur de vous annoncer par ma dépêche d'hier N^o 31. des détails sur certaines mesures hostiles prises depuis plus d'un an par M^r Liston et M. Pickering contre l'Espagne et la France, et J'ai celui d'en joindre à la présente les preuves rassemblées en un cahier que j'ai fait imprimer ici à la réquisition du Ministre d'Espagne, et d'après l'utilité dont toutes ces pièces traduites seront tant en France que dans la Louisianne où l'on ne parle que français.

Le Comité de Salut Public nous ayons recommandé par des instructions particulieres avant notre départ de Paris, au Ministre Plenip^{re} Adet, et à moi, de nous occuper à notre arrivée ici des nouveaux Etats de l'union, sous la dénomination du Kentucky et du Tenesée, le ministre y trouva des obstacles de tous genres et pour le vaincre, il imagina de se servir du Général Collot comme l'homme le plus propre à

^a Etats-Unis, vol. 48, folio 94. Dechiffrement Indorsed: Dechiffrement de la dépêche N^o 32. 2^{ta} du Cit Létombe. Certifié Campy. C. 2831. Recu le 13. B^{re} Rep. L'absence du Général empeche de joindre à la présente les N^{os} qui lui appartiennent

^b July 18, 1797.

faire une reconnaissance de ce pays et de montrer sous tous les rapports tant politiques que militaires, cette partie du Continent sur laquelle la France n'a reçu Jusqu'à présent que des renseignemens vagues sans suite et sans liaison.

opérations du G^{al} Cet officier G^{al} y employa dix mois, et fut
Collo^t pour reconnaître la vraie position de la Louisiane, de retour ici le 2. de Janvier dernier après y avoir rassemblé, au milieu de mille dangers, et au peril de sa vie, des matériaux aussi complets qu'importans.^a

Il fit connaître alors au Ministre Plénipotentiaire par un rapport général tous les dangers auxquels étoit exposée la Louisiane cette clef de l'Amérique Méridionale pour les Etats Unis;

1^o Par l'ambition combinée de l'Angleterre et les Etats unis depuis leur traité d'amitié, de Commerce, et de navigation;

2^o Par la détermination apparente du gouvernement fédéral d'en favoriser l'invasion par les Anglois et de s'opposer à ce que la France puisse jamais y rentrer;

3^o Par l'état de faiblesse extrême où se trouvait cette colonie sans troupes, sans magasins et ouvertes de toutes parts.

Le Ministre Plénipotentiaire pénétré alors de la nécessité indispensable de tout employer pour que cette précieuse Colonie ne tombât au Pouvoir de l'ennemi commun crut devoir seconder les précautions déjà prises à ce sujet par le Ministre d'Espagne en lui communiquant les notes du G^{al} que vous trouverez cyjointes ^b N^o 1. et 2; et au p^{er} de May la haute Louisiane se trouva pourvue d'Officiers du génie et d'artillerie, de Troupes. de Vivres et entièrement à l'abri d'un coup de main, tant furent grandes l'activité du Ministre Plénipotentiaire, le Chev^{er} d'Irujo, et celle du Gouverneur g^{al} de B^{on} Carondelet!

Inquietude des Etats Unis sur le projet qu'ils nous supposent de reprendre la Louisiane. Mais il restoit de convertir graduellement en preuves les soupçons inspirés au Ministre d'Espagne par des rapports circonstanciés indicatifs, et même par l'inquiétude que l'on avait montré plusieurs fois M. le Secrét^{re} d'Etat en

^a See the note to Adet's despatch, February 24, 1797, ante; and particularly Collo^t's Journey in North America.

^b See Aff. Etr., Etats-Unis, vol. 47, fo. 124, 126, 130, 137; American Historical Review, X, no. 3 (Documents); American State Papers, Foreign Relations, II. 66 ff.

lui demandant avec émotion s'il étoit vrai que l'Espagne eut cédé la Louisiane à la France. Car les fédéralistes comme les Anglois ne craignent rien tant au monde que ce voisinage qui détruiroit leurs projets ambitieux et sinistres.

Le 25. d'Avril le G^{al} Collot se procura du nommé Mitchell la pièce originale dont vous trouverés la copie cyjointe sous le N^o 3. ce qui changea les soupçons en indices.^a

moyens par les-
quels le G^{al} Collot eut
parvenu à decouvrir
le complot contre la
Louisiane

Enfin le 6 de Juillet produisit les preuves de ce grand complot par l'indiscretion du nommé *Carey* qui se prit de vin et par là fit connoître qu'il étoit porteur d'une lettre sur ce complot qu'écrivoit le Sénateur Blount à ses complices au Ténésée.

Alors M. le Président se trouva obligé de saisir le Congrès de cette affaire par un Message spécial.^b Mais vous verrés, Citoyen Ministre, par les documens imprimés cyjoint la connivence sur ce complot entre le Ministre Anglois Liston et du Secrétaire d'Etat Pickering, et même de M. le Président des Etats unis qui, sans respect pour la neutralité,

menées du Gouv^{mt}
pour étouffer l'affaire
de M^r Blount.

a fait convertir subitement par le Sénat les informations sur ce Complot en une enquête par des Americains de la Chambre des representans, et a fait reduire du jour au lendemain le cautionnement de 50 mille dolars de M. Blount en un de deux mille qui, en favorisant sa fuite, a couvert de ce voile les preuves de ce complot. Mais pas si bien cependant que le Ministre d'Espagne ne puisse le fairer déchirer, rendre à

il reste asses de
preuves pour con-
vaincre M^r Pickering
de complicité & M^r
d'Yrujo compte l'ac-
cuser à la rentrée du
Congrès.

ses preuves toutes leur force et même faire accuser M. le Secrétaire d'Etat à la rentrée du Congrès au mois de Novembre prochain. On sait que cette invasion de la Louisiane devoit être secondée par l'Amiral Rickett qui croise dans ce moment à l'embouchure du Mississipi et par le G^{al} Simcoe embarqué avec environ 3000 hommes au Port-au-Prince il y a trois semaines pour aller le joindre et qui sera aussi étonné que l'Amiral de trouver les Espagnols prêts à le bien recevoir. D'un autre côté, on vient de me faire la confidence que deux lettres de M^r Liston ont été

^a See the previous note.

^b On the Blount affair, see the note to Adet's dispatch, Politique No. 11, February 24, 1797.

soustraites. à l'instigation de M. le Secrétaire d'Etat, des papiers du docteur *Romaine*, complice de Blount, et j'envoie le dénonciateur au Ministre d'Espagne. Ce complot qui

les Anglois avoient
envoyé l'Amiral
Ricketts croiser à
l'embouchure du Mis-
sissipi.

moyens à prendre
par le Directoire pour
faire avorter les pro-
jets combinés des
Américains et des
Anglois sur toute
l'Amérique Espa-
gnole.

peint si bien l'influence des Anglais ici, les dispositions du gouvernement fédéral contre nous, la vénalité des federalistes, déterminera sans doute le Directoire à prendre dans sa sagesse, et de concerter avec S. M^{te} Catholique, des mesures efficaces et com-
plettes pour prévenir le danger imminent

dont toutes les possessions Espagnoles dans l'Amérique méridionale sont menacées. Ces grandes mesures paroissent être indiquées dans le Memoire que vous trouverez cy joint sous le N^o 4. ainsi que dans les chapitres sous les N^{os} 2. 3 et 7. qui l'accompagnent, et c'est l'avis du G^{al} Collot que toutes demi-mesures, tout palliatif seront insuffisans, inutiles, qu'ils pourront bien retarder de quelque tems la perte de cette Colonie, celle de Perou et du Mexique, mais ne les sauveront pas. Le G^{al} insiste en conséquence sur ce que la France acquiert la Louisiane et les Florides par une négociation et s'empare du Canada par la force,^a parcequ'il croit fermement que c'est là le seul moyen de contenir les Etats unis dans des bornes pacifiques, de rompre leurs liaisons exclusives avec l'Angleterre, de nous conserver exclusivement Nos Colonies en les alimentant nous mêmes du produit de notre sol, et enfin de reprendre dans les deux mondes la prépondérance que nous y donne la nature des choses.

On travaille ici, et sous mes yeux, à la partie topographi-
ques des mémoires du G^{al} Collot, mais l'em-
barras sera de vous en faire passer avec
sûreté les plans et les Cartes. Les mers
fourmillent de batimens de guerre, de corsaires et les Etats
unis sont pleins d'embuches.

Je vous supplie, Citoyen Ministre, de vouloir bien m'envoyer vos ordres sur cet objet

Salut et respect.

Signé

LÉTOMBE

^a On the intrigues of the French with Canada, see Barras' Memoirs, II, 188; Instructions to Mangourit, August 6, 1796, ante; Report on Canadian Archives, 1891, pp. 57-66; Ibid., 1894, p. 527; Michigan Pioneer Collections, XXV, 171, 174, 185, 186; Massachusetts Historical Collections, Sixth Series, VIII, 18. The episode of the "Olive Branch" gave reason for suspecting Vermont complicity.

Létombe to Delacroix.^a

PHILADELPHIE le 6. Thermidor

An 5 de la rep.^e f.^{ae} ^b

Politique *Le Consul Général Au Citoyen De la Croix*
No. 33. 2.^{ta}] *Ministre des relations extérieures*

CITOYEN MINISTRE: Je me suis empressé, par ma lettre N° 29. du 27. Messidor, de vous informer du départ pour Amsterdam, par le Brigantin *Grace*, Capitaine Wills, du G.^{al} Marshall, l'un des trois envoyés extraordinaires des Etats unis, près le Directoire exécutif, et J'ai prié le Citoyen Gabriel, français Ancien Négociant à Norfolk, passant sur le meme bâtiment de vous remettre ma lettre

Mr Gherry & Mr
Marshall s'embar-
quent pour Amster-
dam.

M. Gerry, son collègue, partira incessamment de Boston pour Amsterdam, où réunis au G.^{al} Pinckney, ces trois envoyés extraordinaires attendront les ordres du Directoire

Leurs instructions ont été remises à M. Gerry par le Capitaine Eaton parti d'ici pour Boston Mercredi dernier.

Instructions que
l'on présume que les
commissaires ont re-
çues

On m'a dit que ces instructions ont pour base de rendre commun à la France, le traité fait avec l'Angleterre et que dans le cas de quelques difficultés, le but de la mission de M. Adams à Berlin est de reclamer la médiation de S. M.^{te} Prussienne.

On m'a dit que ce Traité a une partie secrète qui, indépendamment d'une stipulation offensive et deffensive en cas de guerre consiste "à faire jouir les Citoyens ou sujets des deux nations réciproquement de tous leurs droits chez l'une comme chés l'autre; de celui d'y posséder des terres, d'y faire le commerce et d'y occuper toutes les Places dans les termes de la constitution des deux Pays." C'est là le plan propose au C.^{en} Ternant par M. Jay. dont J'ai eu l'honneur de vous entretenir par ma lettre N° 22. du 19 Prairial dernier, qui apparemment auroit été appliqué à l'Angleterre de préfér-

on soupçonne que
le Traité de Londres
a une partie secrète

^a Etats-Unis, vol. 48, folio 120. Déchiffrement. Indorsed: Dechiffrement de la dépêche N° 33. 2.^{te} du Cit Letombe. Certifié Campy. C 2832. Recu le 13 Br^e Rep.

^b July 24, 1797.

ence par ses amis, Mr^s Jay et Hamilton. Plan, au reste qui formeroit un Contrat avantageux à l'Angleterre s'enrichissant de toutes les productions et du Commerce des Etats unis, mais qui en seroit un *leonin* pour la France leur donnant tout en n'en recevant rien. D'un autre côté, l'on pretend que quelques articles du traité d'amitié entre les Etats Unis et l'Angleterre blesseroient les intérêts de la France tel que l'article 16 concernant les Consuls, et que ces articles ont été ainsi stipulés à dessein

Mr^s Pinckney et Marshall exerçoient tous deux la profession d'avocat, L'un à Charleston et l'autre à Richmond. Le 1^{er} a la réputation d'un bon Patriote: L'autre d'un vrai fédéraliste depuis son acquisition en Virginie des terres du Lord Fairfax.

Vous verrez, Citoyen Ministre, un echantillon des Talens diplomatiques du premier dans sa lettre de Rotterdam 9 May dernier que M. Pickering a fait imprimer ici avec ostentation. Le deuxième très rusé compte s'essayer à Paris. Le 3^{eme} M. Gerry s'est retiré du Congrès vers 1790. Il est resté presque oublié à Cambridge, ville à quatre milles de Boston, jusques à l'année dernière où nommé l'un des Electeurs du Président des Etats unis, il a voté pour M. Adams avec éclat.

M. le Président est parti avant hier avec sa famille pour la ferme de Braintrée située à 9 milles de Boston. Il y residera jusqu'au mois d'Octobre. En attendant M. le Secrét^{re} d'Etat réglera toutes les affaires à l'exception de celle relative à la conspiration contre la Louisiane sur laquelle le Comité permanent de la Chambre des représentans prend des informations journalières. On dit que Blount est allé au Canada pour y renouer la partie avec les Anglais.

On dit que les sauvages du Mississipi se sont déclarés pour l'Espagne. Ceux des Wabaches et de l'Ohyo sont toujours entièrement affectionnés aux Français. Toutes ces nations sont à vos ordres.

notions sur Mr
Pinckney & sur Mr
Marshall.

lettre étrange écrite
d'Amsterdam par M.
Pinckney.

caractère de M.
Gerry.

la Chambre des re-
presentans a chargé un
Comité permanent de
suivre l'affaire de M.
Blount.

on dit que Mr
Blount est dans le
Canada.

Le Congres s'occupera de cette affaire importante à sa rentrée au mois de Novembre et les nouvelles de France, Citoyen Ministre, donneront d'ici alors plus ou moins d'énergie à nos amis.

Salut et Respect

Signé LÉTOMBE.

P. S.—Au moment où je finis ma lettre, je reçois 72 certificats (Affidavits) que m'envoie le Ministre d'Espagne. Je les joins à la présente. Ils sont du dénonciateur (dont je parle dans mon N° 32) et de son camarade. Ce Ministre est à la piste d ———

On vient de me dire que les *Macleed* ont été pris dans le Canada et exécutés; que leur parti n'en est point découragé qu'il ny a pas de jour qu'on n'y voie une insurrection partielle et que ses amis de Vermont (connus du C^{en} Adet) sont prêts a seconder vos projets.

Le bruit court ici depuis hyer que l'Amiral Richery est parti de Brest pour le Canada.

Signé LETOMBE.

Létombe to Delacroix.^a

Consulat Général
près les Etats Unis
Relations Extérieures

5^{me} Bureau

Politique

No. 34.

Primata.]

PHILADELPHIE, le 7. Thermidor

An 5 de la République Française^b

Le Consul Général Au Citoyen Dela Croix

Ministre des Relations Extérieures

CITOYEN MINISTRE: J'ai eu l'honneur de vous entretenir par mes deux lettres N^{os} 14 et 17, des 7 et 10 Prairial dernier, du Sujet de votre dépêche du 16. Brumaire précédent au Ministre plénipotentiaire et j'y ai joint Copie des réponses dilatoires de M. le Secrétaire d'Etat tant à l'arrêté du Directoire relatif au Procès du Citoyen Collot, pendant à la Cour suprême des Etats unis, qu'à vos dépêches sur ce Sujet.

M. Le Secrétaire d'Etat vient enfin d'y répondre et J'ai

l'honneur de joindre, à la présente toutes les pièces qu'établissent la main levée du Cautionnement de cidevant Gouverneur de la Guadeloupe.^a Le General Collot n'a donc plus qu'à vous suppléer Citoyen Ministre, de rompre l'autre lien qui l'attache ici comme Prisonnier des Anglois: Il ose compter sur les bontés du Directoire et sur les vôtres.—J'ai l'honneur de vous adresser son travail provisoire sur lequel il a déjà écrit quinze Cahiers de détails que J'aurai celui de vous transmettre avec les Cartes qui leur appartiennent, aussitôt que vous aurez bien voulu nous donner vos Ordres à ce Sujet

Salut et Respect

LÉTOMBE.

Létombe to Delacroix.^b

PHILADELPHIE 14 *Thermidor*

An 5. de la rep.^e f.^{sc}

Le Ministre de Sa M^{te} Catholique vous a fait passer il y a quelques jours sous le couvert du Prince de la Paix, la lettre que J'ai eu l'honneur de vous écrire le 7 du courant, à laquelle J'ai joint deux exemplaires d'un écrit qui interesse singulièrement l'Espagne et la France son alliée. La présente vous parviendra, Citoyen Ministre, par la même voye ainsi qu'un nouvel exemplaire de cet écrit.

Le parti Anglois et le gouvernement fédérale qui le seconde ici, sont désespérés de la lettre de ce Ministre qui termine cet écrit, parcequ'elle démontre leur coalition contre ces deux Puissances; parcequ'elle y éclaire les antifédéralistes sur les intrigues du parti *Liston*; parcequ'elle causera dans le congrès à la session prochaine une sensation qui ne pourra qu'être favorable à notre cause. Les fédéralistes font en conséquence attaquer M. d'Yrujo avec beaucoup d'indécence et d'aigreur dans toutes celles des gazettes qui leur sont dévouées, et l'on assure même qu'étonné des bons

^a See Adet's despatch of March 17, 1796 (Politique No. 9). Monroe's response to the protests of the French authorities is in Aff. Etr., Etats-Unis, Corr., vol. 46, fo. 174, 202.

^b Etats-Unis, vol. 48, folio 150. Déchiffrement. Indorsed: jointe à la dépêche politique N° 35 du C^m Letombe. Déchiffrement de la pièce jointe à la dépêche N° 35 *politique* du C^m Letombe. Certifié Campy C. 2082. reçu le 24 V^{re}

^c August 1, 1797.

effets que produit cette lettre, à laquelle il ne sauroit répondre, le gouvernement fédéral s'est déterminé à demander le rappel d'Yrujo pour avoir fait publier sa propre lettre.

Mais il a bien fallu répondre publiquement au rapport public de M. le Secrétaire d'Etat, puisqu'il n'y avoit que ce moyen d'effacer les mauvaises impressions qu'a fait naître ce rapport publié dans la seule vue d'aigrir les esprits contre l'Espagne et ses Agens dans la haute et basse Louisiane. D'un autre Côté la publication d'écrits semblables est d'usage dans les Pays libres. En 1793 les Ministres de France et d'Angleterre firent ainsi imprimer leur correspondance avec M. Jefferson; le ministre Adet a suivi leur exemple il y a six mois; et voilà qu'à Paris le ministre de la justice vient de faire imprimer sa lettre au Consul Général des Etats unis. Les avantages de ces publications sont evidens.

Si donc, Citoyen Ministre, il étoit vrai que le Gouvernement fédéral eut demandé le rappel de M. le Ch^{er} d'Yrujo, ce ne pourroit être qu'à l'instigation du Ministre Britannique, et l'extrême danger seroit, j'ose le dire, de céder à cette demande, parcequ'elle laisseroit ici toute latitude à l'intrigue du parti fédéraliste ou Anglais, et qu'elle ôterait à l'avenir à tout Ministre étranger les moyens de lutter contre elle.

Voilà, Citoyen Ministre, mes raisons pour vous engager à prendre à la Cour de Madrid la deffense de M. d'Yrujo dans le cas où il y seroit dénoncé, mais je les soumets entièrement à votre sagesse et aux connaissances diplomatiques qui vous distinguent.

Je suis seul ici. Le Ministre Plenipotentiaire est retourné en France. Je serois comble, Citoyen Ministre, que vous vouliez bien accueillir la presente comme un hommage que je vous dois.

Salut et respect.

Signé LÉTOMBE.

Pour copie conforme

Signé LÉTOMBE.

*Létombe to Delacroix.^a*PHILADELPHIE 17. *Thermidor*An 5 de la rep^e^b

Politique *Le Consul Général Au C^{en} De la Croix*
 No. 35. 2^{ata}] *Ministre des relations extérieures*

CITOYEN MINISTRE: J'ai eu l'honneur de vous adresser par le C^{en} Poncignon mes Lettres Politiques du N° 24 à celui de 28. et celles Consulaires du N° 33 à celui 35 inclusivement. Depuis, le Chef de Brigade La Barthe s'est chargé de celles Politiques N° 28 et fonds N° XVIII, et il y a peu de jours, l'ancien commandant de la Martinique Nollerat, de celles Politiques du N° 26 à 34, et fonds N^{os} XVIII et XIX. Je charge le C^{en} Nadau de vous remettre la présente avec celles de nos brochures les plus importantes d'une Collection de nos gazettes.

Le parti fédéraliste
 attaque M. d'Yrujo de
 toutes les manières à
 cause de la publica-
 tion de sa note à M.
 Pickering

Le Ministre d'Espagne attaqué audacieusement, insolemment dans toutes les gazettes fédérales, a trouvé des deffenseurs

Patriotes qui leur répondent avec modération et victorieusement. Vous le verrés, Citoyen Ministre, par les écrits intitulés le *Verus*, que vous trouverés joint à la lettre imprimée de ce ministre adressée à M. le Secrétaire d'Etat des Etats Unis, accompagnant ma dépêche politique N° 32 du 30 du mois dernier. Mais ces reponses ne le tranquillisent pas sur des menées sourdes dont il a été averti. Il m'a prié d'écrire à Notre Ambassador à Madrid la lettre ci jointe. J'ai resisté d'abord dans l'incertitude où je suis de mes pouvoirs et ne voulant ny interpréter ni donner aucune latitude à ceux dont vous m'avés honoré; je n'ai cédé ensuite à la prière de ce ministre que d'après la conviction intime que ma Lettre au Citoyen Pérignon ne peut que déjour à Madrid des menées contraires ici aux intérêts de la France et de l'Espagne. Je soumets humblement ma lettre à votre

^a Etats-Unis, vol. 48, folio 148. Déchiffrement. Indorsed: Déchiffrement de la dépêche N° 35. 2^{ta} du Cit. Létombe Certifié Campy C. 2082. reçu le 24. V^{re} Rep.

^b August 4, 1797.

approbation, ou à votre censure mais M. le Chev^{re} d'Yrujo désire, Citoyen Ministre, que vous vouliez bien en écrire à sa Cour, et il lui paroît infiniment important qu'un Ministre puisse ici répondre publiquement à l'écrit public d'aucun des Secrétaire des Etats Unis qui peut y nuire aux intérêts de sa nation.

On me mande de Boston que M. Guery en est parti Dimanche dernier pour Amsterdam. Le Capitaine Eaton qui lui a porté ses instructions n'est point encore de retour ici ou l'on désireroit qu'il appuyât les dénégations de ses deux amis Odiourne et Riply, relativement à la conspiration contre la Louisiane. Mais peut-être cela ne sera pas du goût de M. le Secrétaire d'Etat peu disposé sans doute à ajouter cet embarras à celui que lui suscite dans ce moment M^r Monroe dont vous trouverez la correspondance cyjointe. Elle sera très intéressante; Elle contiendra les Etats unis dans leur intérêt le plus cher, celui de ne point abandonner une alliée républicaine pour un Rival avare et despôtique

Les nouvelles arrivées d'Angleterre la semaine dernière ajoutent encore à tous ces embarras du gouvernement fédéral.

La marine d'Angleterre a perdu sa prépondérance.^a La consternation est ici à son comble. Les Banques resserrent leurs comptes. L'argent est d'une rareté extrême.

Le change avec Londres vient de tomber à 5 p% au dessous du pair. Les Subsistances sont hors de prix. Les opérations du commerce sont suspendues et l'on s'attend à des banqueroutes et à une ruine totale, Le commerce des Etats unis n'ayant réellement ses sources qu'en Angleterre qui lui prête ses fonds et les assure. Son commerce diminuant, le Gouvernement fédéral ne saura comment faire face à ses dépenses, l'impôt ici ne consistant, pour ainsi dire, que dans des droits d'accise sur les marchandises qui s'y consomment. Toutes les Calamités sur lesquelles son imprévoyante ambition ne comptoit pas, vont sans doute diminuer ses prétentions, et ses trois Envoyés extraordinaires à Paris seront plus traitables.

^aThis probably refers to the mutiny at the Nore.

Il vous restera, Citoyen Ministre, à examiner les moyens par lesquels vous devrés tenir en échec les Etats Unis voulant se rallier à l'Angleterre, ou s'agrandir par leurs propres forces. Persuaderés vous, convaincrés vous l'Espagne de la nécessité impérieuse de deffendre ses possessions de l'amérique méridionale par une double Barrière en cédant à la France *Proprio motu* les Florides et la Louisiane? Trouverés vous qu'il est d'une Politique necessaire d'avoir une autre possession dans le voisinage des Etats unis à l'effet de mieux les contenir? Le Canada vous demande la liberte! Il vous dispenseroit en cas de guerre avec les Etats unis d'y faire passer des troupes avec des frais immenses, et à la moindre hostilité de leur part, il les harceleroit avec ses sauvages et les rameneroit à votre justice; il seroit le boulevard de nos Colonies et de celles d'Espagne en occupant en tems de guerre mieux encore qu'avant 1763 toutes les forces de l'Angleterre. Enfin le Canada et la Louisiane nourrissant nos Antilles y mettroit sans doute un terme au commerce interlope tant onéreux à leur Métropole en y forgeant des armes contre nos ennemis. Mais en prevenant d'avance des événemens un jour inévitables, ne vaudroit-il pas mieux ne voir dans nos colonies que des Provinces alliées et les abandonner à leurs propres forces avec une entière indépendance

Ces questions, Citoyen Ministre, sont d'une importance majeure et elles appartiennent exclusivement à votre sagesse. La politique de l'Europe plus que du tems du Cardinal de Richelieu, doit changer de maximes, et celles de la politique de la république française peuvent se borner peut-être à laisser à son agriculture, à son industrie et à son commerce la liberté la plus entière. Placée au centre de l'Europe, et remplissant ses grandes destinées, c'est à elle à calmer les jalousies les rivalités tous les excès de l'ambition et à faire régner sur le globe la justice, la paix et le bonheur.

Salut et respect

Signé

LÉTOMBE

reflexionssurla
nécessité d'avoir le Ca-
nada et la Louisiane

Létombe to Delacroix.^a

Consulat Général
près les Etats Unis
Relations
Extérieures
5^{me} Bureau
Politique
No. 36.
Duplicata.]

PHILADELPHIE le 25 Thermidor

An 5. de la republique francaise, une Et
ind^o^b

*Le Consul Général Au Citoyen Delacroix
Ministre des Rélations Extérieures*

CITOYEN MINISTRE: Le prompt départ du C^{en} Nadeau me laisse à peine le tems d'écrire la présente.
Arrestation du Consul d'Espagne à Charleston. Pourquoy. Immunité d'un Consul incertaine. Différence d'avis des Publicistes sur cette question.

Le Ministre d'Espagne en fait un office au Secrétaire d'Etat des Etats-unis
Le Ministre d'Espagne vient de me faire part de ses Embarras. Un particulier a fait arrêter son Consul à Charleston, Don Murphy, pour un fait résultant de son service consulaire. Il est question de savoir s'il est, en sa qualité, justiciable d'un Tribunal Américain. Des Publicistes et particulièrement Wiequefort sont pour l'affirmative, d'autres, comme Wattel, disent qu'il doit jouir, *jusqu'à un certain point*, de la protection "du droit des gens," et M. le chevalier d'Irujo s'arrête, en conséquence, à faire de ce sujet un Office à M. Le Secrétaire d'Etat. Il est fâcheux, sans doute, pour l'intérêt du Commerce, pour la Sureté du Consul, pour la dignité de la nation, qu'une Stipulation directe, soit dans les Conventions Consulaires soit dans les Traités de Commerce, n'ait pas depuis longtemps résolu ce problème Politique

Au contraire, notre Convention Consulaire avec les Etats unis, Article 2, porte "les Consuls demeureront à tous égards sujet aux loix du paÿs comme les Nationaux." Cette clause me livre à l'inquiétude la plus vive et la plus douloureuse. Mes tirages sur le Ministre de la Marine, autorisés par le Ministre Plénipotentiaire Adet, me reviennent prtestés, et j'ai lieu de craindre, d'après cet article de la convention consulaire, qu'on ne me fasse mettre en Prison. Que deviendront, dans ce cas, les

Mes Tirages autorisés par le Ministre Plénipotentiaire, utiles et indispensables. Comment.

^a Etats-Unis, vol. 48, folio 170. L. S. Indorsed: reçu le 22 V^r—Rep. C. N. 2089.

^b August 12, 1797.

affaires et les intérêts nombreux de la république dont je suis chargé

Je défendrai assurément mon Immunité avec vigueur et avec tout l'avantage que me donne ici mon Administration approuvée depuis dix-sept années. Mais Je vous supplie, Citoyen Ministre, de considérer que mes Tirages sont nécessaires, indispensables, que J'en ai toujours envoyé les preuves appuyées de pièces comptables au Ministre de la Marine et que Je ne cesse de lui en écrire. Mes comptes lui seroient envoyés tous les Trimestres, comme les trois premiers, si les dangers des Côtes des Etas unis n'y étaient aggravés par les Croisiers continuelles des Escadres Anglaises.

Je vous supplie, Citoyen Ministre, de considérer qu'en 1783, le Tresor, à Paris, s'y trouvant tout à coup encombré par une paix précipitée, on n'y laissa pas protester mes Traités mais que, en en suspendant le payement, on prit des arrangemens avec les porteurs et aucunes d'elles ne revint à Boston. J'y avais alors négocié à 25 p % et le change y avait été auparavant quelquefois jusqu'à 33½—Ici au contraire et dans un tems infiniment plus difficile, par la circulation des Assignats en France, par la penurie de son Trésor, par le discrédit motivé par ces circonstances, j'avais négocié ces Traités à 11. et à 12 p % : Je viens encore d'en négocier à 10 p %.

Le Citoyen Adet, Citoyen Ministre, vous donnera tous les renseignemens ultérieurs au Sujet de mes justes plaintes.

Salut et Respect

LÉTOMBE

Létombe to Delacroix.^a

Consulat Général
près les Etats unis
Relations

Extérieures

PHILADELPHIE. 1^{re} Fructidor

5^{me} Bureau

An 5. de la Republique Francaise, une et
ind.^b

Politique

No. 37.

*Le Consul Général Au Citoyen Delacroix
Ministre des Relations Ext.^{res}*

Duplicata.]

CITOYEN MINISTRE: J'ai eu l'honneur de vous adresser par le Citoyen Nadeau, associé à Paris de la maison Coopman, parti pour Bordeaux, avant hier, sur le Brigantin Le Franklin, Capitaine Jones, mes lettres Politiques du 26 à celui 36. Celles Consulaires du 36 à celui 40. aussi inclusivement, celles Finances N° XIX, XX et XXI, et une timbrée Secretariat Général, ainsi qu'une Collection de Gazettes et de nos brochures les plus importantes.

Le Cardinal de Retz dit "Qu'il n'y a point de petits pas dans les grandes affaires;" et je crois devoir vous informer de ma conversation avec M. le Secrétaire d'Etat des Etats unis.

Ce Ministre a envoyé, il y a quelques jours son Secrétaire me faire deux propositions. J'ai compris la première: Il s'agit d'un Passeport pour le Brigantin la *Sophia* qu'il veut dépêcher aux Isles du Vent et sous le vent.—Ne comprenant rien à la seconde malgré toutes les explications du Secrétaire, J'ai imaginé que le Ministre avait quelque chose à me dire et Je me suis rendu chez lui où, en effet, il m'a demandé s'il est vrai comme le disent des Gazettes de Paris et toutes celles de Philadelphie, que je sois chargé d'affaires. Je lui ai répondu que non et que je suis informé que l'intention du Directoire est de ne point avoir, dans cette circonstance, de chargé d'affaires près les Etats unis.

Après un moment de Silence, il m'a demandé si j'étais connu du Citoyen Barthelemy. Je lui ai répondu que J'avais eu le bonheur de le voir à Londres ou, trop malade,

Demande de M le
Secrétaire d'Etat. D'une
passe pour la *Sophia*
batiment Américain
allant aux Isles du
Vent & sous le Vent—
Et d'une lettre de re-
commandation pour
les administrateurs
de nos Colonies en
faveur des Marins
Américains.

^a Etats-Unis, vol. 48, folio 181. L. S. Indorsed: Reçu le 18 Vendr^e Rep. C. N. 2088.

^b August 18, 1797.

je n'avais pu avoir celui de diner avec lui chez M. Adams de ce dont j'avais toujours eu beaucoup de regret. À quoi le Secrétaire d'Etat a reparti aussitôt que M. le Président des Etats unis est fort attaché au Citoyen Barthelemy et qu'il en parle toujours avec enthousiasme

M. Le Secrétaire d'Etat m'a fait en suite, en termes fort intelligibles, la seconde proposition dont il avait chargé son Secrétaire le jour d'avant, et je lui ai répondu que je ne pouvois y satisfaire que sur une lettre de sa part. Vous la trouverez cijoite, Citoyen Ministre, ainsi que ma réponse Cette proposition m'a paru d'une nature fort délicate. Elle est la conséquence d'un acte du Congrès rendu à l'effet d'attenuer l'arrêté du Directoire du 12 Ventose dernier,^a Et J'ai cru devoir ne rien inspirer de moi-même aux Commissions déléguées aux Isles du vent et Sous le vent auxquelles J'ai transmis simplement la copie de la lettre de M. le Secrétaire d'Etat. Je me tiens très exactement dans les limites qui m'ont été tracées par le Directoire et je n'agis que comme Consul Général

J'ai eu l'honneur de vous écrire, le 7. Prairial dernier, relativement au Cassius, une lettre timbrée N° 14.—Un avocat m'a dit, il y a quelques jours, que le Gouvernement est prêt à me le rendre en bon état. J'ai éludé de lui répondre, quoique j'ai lieu de croire que sa proposition vienne de M. le Secrétaire d'Etat. Je n'ai point qualité pour recevoir ce batiment et si je l'avais, je ne saurois comment l'armer et comment le mettre à l'abri des Croiseurs Anglois.

J'ai l'honneur, Citoyen Ministre, de joindre, à la présente trois morceaux authentiques de nos Gazettes.

Le 1^{er} désigne les documens nécessaires aux Négocians

Américains réclamans à Londrès leurs Car-

Commission établie
à Londres pour y re-
gler certaines recla-
mations des Améri-
cains.

gaisons prises par des batimens britanniques. Il y a, depuis plusieurs mois, des Commis-

saires nommés par les deux Puissances à

l'effet de régler ces Réclamations, Comme les trois Envoyés Extraordinaires en France vous demanderont à régler de semblables objets. J'ai cru essentiel de mettre sous vos yeux la nature de ces documens demandés ici de Londres par l'Agent Americain

Vous verrez, par le second morceau, que l'Armée Américaine s'organise. Elle sera de 80,000 hommes, dans les termes de l'Acte du Congrès que J'ai eu l'honneur de vous transmettre. Ce morceau est la Crie d'un Contrat partiel servant à son approvisionnement.

Le 3^{me} constate que l'épidémie qui a tué de 7 à 8,000 individus à Philadelphie, en 1793 reparait. Ses habitans en sortent en foule et se réfugient dans les Villages voisins. Je ne quitterai pas mon poste.

Salut et Respect

LÉTOMBE

Mozard to Delacroix.^a

LIBERTÉ.

EGALITÉ.

BOSTON 3 fructidor

Consulat de Boston de L'an 5 de la République française une et indivisible^b

4^e Division-Politique Duplicata] *Le Consul de la République française à Boston Au Citoyen Ch. Delacroix, Ministre des Relations Extérieures à Paris.*

CITOYEN MINISTRE: J'ai déjà eu l'honneur de vous adresser des renseignemens chiffrés sur M. Gerry, habitant de cette ville et l'un des trois envoyés extraordinaires nommé par le Président des Etats-unis pour aller solliciter de la République un accommodement sur les différends qui existent entre les deux nations. J'ai mis sous vos yeux dans plusieurs lettres une partie des réclamations que les amis de la France, de la justice et de la bonne foi due aux Traités, croient que la République peut et doit faire contre les Etats unis. Je vais dans la présente concentrer ces différens objets.

Par l'article onze du Traité d'alliance, les Etats unis ont garanti à la France ses possessions en Amérique, cependant plusieurs de nos Colonies ont été prises par les Anglais, sans que les Etats unis aient fait aucune démarche pour les défendre, ils ont au contraire fermé les yeux sur les envois d'armes, de munitions, de chevaux &c que les Anglais ou les marchands Anglo-Améri-

Reclamations que la France peut faire contre les Etats Unis.

les Americains nous ont garanti nos Colonies

^a Etats-Unis, vol. 18, folio 189. L. S.

^b August 20, 1797.

cains, ont faits, soit pour la défense des isles Anglaises, soit pour la conquête des isles françaises.

Dans les différentes représentations publiées en ce Continent, que le Gouvernement de la République a faites aux Américains, cette inexécution de l'article onze n'a, je crois, pas été mentionné et elle m'a toujours semblé de la plus haute importance, aussi les Américains instruits et de bonne foi tremblent-ils que la République ne demande un dédommagement considérable pour cette inexécution et ceux qui croient que c'est sans de justes motifs que la France a pris beaucoup de batimens Américains en représailles de la conduite de l'Angleterre lorsqu'on en viendra à régler cet objet ils pensent que la République peut dire à l'Amérique: "Vous n'avez pas défendu nos Colonies comme vous y étiez tenus par l'article onze du traité qui nous lie; nous vous avons pris des batimens, vous dites que c'est à tort, eh bien, soyons quittes." On croit que cette marche accélérât beaucoup la Solution du différend.

Les Américains devoient à la France, ils l'ont payé en estimant la livre tournois à 18 cens et 15 centimes de cens.

Dette des Etats
Unis à la France.

Le dollar, ou la gourde, ou la piastre ces trois noms appartiennent à la même piece d'argent, le dollar se divise ici en 100 cens, or estimer la livre tournois à 15 cens et 15 centiemes de cens, c'est prétendre que le dollar vaut 5 francs un tiers ou 5^{fr} 6^s 8^d et cette piece d'argent ne vaut intrinsequement à Paris, que 5^{fr} 4^s en Messidor d.^{re} La piastre ou dollar ne valoit à Paris que 5^{fr} 4^s 3^d et cependant le marc d'argent étoit à 51^{fr} 10^s cela prouve que le dollar ne vaut pas intrinsequement 5^{fr} 6^s 8^d comme l'a fait valoir le gouvernement Americain.

La France avoit prêté à l'Amérique 40.000.000 francs tournois (J'établis cette somme d'aperçu

Comment ils l'ont
payée.

ils redoivent donc 1.153.846 Dol.

cette somme faisoit 8.653.846 dollars à 5^{fr} 4^s le dollar, mais les Américains ont payé en faisant valoir le dollar 5^{fr} 6^s 8^d tournois ils n'ont donc donné que ----- 7.500.000 Dollars
ils auroient dû en donner ----- 8.653.846

ou 5.999.799 francs Tournois en négligeant les fractions. Je sais, Citoyen Ministre, que les Américains, La France a fait une perte considérable. diront, “ Vous nous avez prêté 40 millions en écus de 6 francs, ou pièces d’or de vingt quatre livres, qui ne valoient pas ces Sommes intrinsequement.” Cela est vrai mais on peut leur répondre; vous étiez tenus de nous faire le payement à Paris, en même monnaie, et alors vous auriez dû payer une assurance, un fret, une Commission, &c. qui équivaloient au moins, à la différence qui existe entre la valeur nominale des pièces et leur valeur intrinsèque, et non seulement vous nous avez payé en piastres sur le pied de 5^{fr} 6^s 8^d tournois, tandis qu’elles ne valent que 5^{fr} 4^s mais vous avez donné en payement d’une partie de cette somme des farines, de viandes salées &c. dont vous avez fixé le prix à votre volonté, et nous aurions en ces denrées à meilleur marché, si vous nous eussiez donné des piastres et que nous eussions acheté ces provisions au comptant.

Veuillez, Citoyen Ministre, ne considérer que comme un aperçu ce que je dis ici de cette réclamation que je crois la France en droit de faire au gouvernement Américain, il faudroit un mémoire circonstancié sur cet objet, avoir toutes les pièces sous les yeux, mais je présume que vous les avez à Paris et que des personnes plus éclairées que moi vous prouveront ou mes erreurs sur ce fait, ou la justice de la réclamation, sur laquelle je n’ai voulu qu’éveiller votre attention.

La défense de la vente des prises amenées dans les ports Américains par les Corsaires français me Défense de vendre les prises. semble encore devoir faire le Sujet d’une réclamation importante. Le Gouvernement des Etats unis a prétendu que par l’article XVIII du Traité d’amitié les Corsaires n’avoient pas le droit de vendre leurs prises dans ce continent, mais seulement celui d’entrer et sortir à volonté, il est vrai que cet article XVIII ne porte pas la liberté de vendre les prises, mais depuis le commencement de la guerre, le gouvernement Américain avoit permis ces ventes, depuis il a dit que c’étoit une faveur qu’il avoit accordée et qu’il étoit le maître de la retirer. Mais cela fut-il, il n’étoit pas le maître de retirer cette faveur, sans avertir d’avance de l’époque où elle cesseroit d’avoir lieu. Les armateurs

avoient fait leurs spéculations et avoient établi leurs croisières, en conséquence de cette faveur; lorsque tout à coup, sans avis préalables, le Gouvernement Américain défend la vente des prises et dans un moment où il y en avoit beaucoup dans les ports des Etats unis, et notamment quatre à Boston, qui n'ont pu être vendues. Mais ce n'étoit point par faveur que nous pouvions vendre nos prises, dans les ports Américains, en vertu de l'article deux du Traité, toute concessions faites par la France ou l'Amérique à une autre nation devient immédiatement commune à l'autre.

Par l'article V. de la *Convention* entre la Hollande et les Etats unis, chacune des deux Nations a le droit de vendre ses prises chez l'autre. "The Vessels of war & privateers of one and of the other of the two nations, shall be reciprocally &c. admitted in the respective ports of each, with their prizes, which may be unloaded *and sold* &c.

Le paragraph 4 de l'article XVIII du Traité entre la Suède et les Etats unis porte la même concession.

Le paragraphe 4 de l'art. XXI du Traité entre la Prusse et les Etats unis contient la même clause.

Non seulement au mépris de tous ces titres qui autorisoient les Corsaires Français à vendre leurs prises dans les ports des Etats unis, Le Gouvernement Américain a défendu ces ventes, mais encore les Cours de Justice des Etats unis ont pris connoissance de la validité des prises, quoique cela leur fut interdit par l'art XVIII du Traité d'amitié. beaucoup de ces procès ont duré deux ans et plus, ont coûté considérablement et ont découragé beaucoup de nos croiseurs.

Je n'entrerai, Citoyen Ministre, dans le détail des griefs dont la République a droit de se plaindre envers les Américains en raison de leur traité de Londres, Le Directoire en est parfaitement instruit, d'après les mesures qu'il a prises. Je n'ai voulu rappeler à votre mémoire que des objets de plainte dont il me semble qu'il n'a pas été fait mention dans aucune des représentations faites jusqu'à ce jour à ce gouvernement.

Le Traité de Londres rend difficile à établir un nouveau Traité entre la République et ce pays, parcequ'un des articles de ce Traité Anglois porte que telles concessions faites à la France par les Traités

de 1778 ne pourront plus se trouver dans des traités futurs, mais on pense qu'il seroit convenable de laisser les traités de 1778 tels qu'ils sont et d'ajouter par une Convention particulière entre les deux Républiques soit de nouveaux articles pour rendre commune à la France les concessions faites aux Anglais par le traité de Londres, mais encore des explications sur les articles des anciens Traités, dont plusieurs ont besoin de développement.

Je ne crois pas sortir de mes fonctions, Citoyen Ministre, en vous adressant ces considérations politiques et celles contenues dans mes lettres précédentes. tant que la République a eu ici un Ministre plénipotentiaire, je lui ai reporté tous les objets de politique que J'ai cru utiles à la République, il a reçu de moi pendant son administration 144 lettres sur ces sujets dont il a dû vous transmettre les analyses, mais maintenant je crois devoir vous adresser directement toutes les observations de ce genre que me dictent l'amour de mon pays et mes devoirs

Salut et Respect

MOZARD

Létombe to Delacroix.^a

PHILADELPHIE le 3 Fructidor

An 5. de la rep.^b

Politique *Le Consul Général Au Citoyen de la Croix*
No 38.] *Ministre des Relations Extérieures.*

CITOYEN MINISTRE: J'ai l'honneur de vous informer que le Comité secret de la Chambre des représentans vient de terminer les opérations relativement à la Conspiration contre les Florides et la Louisiane. Un de ses membres a trouvé convenable de communiquer au Public l'éclaircissement préliminaire que vous trouverés cy-joint. Le Comité rendra un compte officiel de ses opérations au Congrès à sa rentrée en Novembre prochain.

resultat de l'en-
quête du Comité de la
Chambre des Rep.
contre Mr Blount
rendu public.

^a Etats-Unis, vol. 48, folio 192. Déchiffrement. Indorsed: Déchiffrement de la dépêche N° 38. du Cit. Létombe. Certifié Campy. C. 2081. Reçu le 22. V^{re} An 6. Rep.

^b August 20, 1797.

Le même Membre du Congrès étant venu me dire que le Général Kosciusko désiroit me parler, je me suis rendu chés ce général hyer au soir. il veut aller en France. Ils'y rendra incessamment par une voye sûre. Il est observé ici. Ce Martir de la liberté n'y peut parler et agir qu'avec les plus grandes précautions. Il n'est venu ici que pour tromper ses ennemis. Il m'a prié, Citoyen Ministre, de vous informer sans delai de tous ces faits.

Salut et fraternité

Signé LÉTOMBE.

P. S.—J'ouvre ma lettre pour y joindre les détails de l'inauguration de M. le Président des Etat unis à Boston.

détails cijoint sur la réception faite à Boston à Mr Adams.

Signé L. —

Létombe to Delacroix^a.

PHILADELPIHE 9. *fructidor*

Consulat
Général
Politique
No. 39. 1^{re}]

An 5^e de la République Française^b

Le Consul Général près les Etats Unis. Au Citoyen de la Croix, Ministre des Relations Extérieures

CITOYEN MINISTRE: J'ai eu l'honneur de vous adresser avant hier par le Citoyen Fatin, allant au Havre, sur le navire Fame, Capitaine Robert Wilson, mes lettres *Politiques* N° 35, 36, 37 Duplicata et 38. 1^{re} celles *Consulaires* N° 36. 37. 38. 39. Duplicata et 40 (bis) primata, celles *Finances* N° XXI, XXII, Duplicata et XXIII, Primata, ainsi que le Duplicata de celle Timbrée *Sécrétariat général*, du 22. Thermidor, accompagnée d'une Collection de Gazettes et brochures importantes.

Des détails relatifs à l'Inauguration de M^r le Président des Etats-Unis à Boston sont joints à ma dernière N° 38. C'est un Cours de Diplomatie Américaine. La politique du Parti Anglais à Boston, ainsi que celle de M. le Président s'y montrent

réflexions sur la réception faite à Mr Adams à Boston.

^a Etat-Unis, vol. 48, folio 197. Déchiffrement. Indorsed: Déchiffrement de la dépêche N° 39. du Cit. Létombe. Certifié Campy C. 2298. Reçu le 27. V^{re} Rep.

^b August 26, 1797.

dans leur vrai jour. Il n'est pas jusques aux Toasts qui n'en soyent les adages. La 6^e est d'attachement pour l'Angleterre Les 1^{re} 2^{me} 7^e 12^e 14^e sont de haine pour la Republique Française. Le 15^e inculpe à la fois le Directoire et M. Monrœ tant bafoué depuis son retour de Paris par les papiers fédéralistes L'Angleterre répondoit autrefois à ces sortes d'insultes de la part des Etats unis, non par une guerre ouverte, mais en faisant attaquer secrètement leurs bati-ments par les Algériens et leurs frontières par les Sauvages. L'Angleterre les a ainsi amenés à ses fins.

Extrait que le Sec^{re} d'Etat vient de publier de sa correspondance officielle sur la position respective des Commissaires Espagnols et Américains chargés du travail des limites.

J'ai l'honneur de joindre à la présente l'Extrait d'une dépêche que M. le Secrétaire d'Etat vient de recevoir des frontières de la Louisiane, c'est une apologie du Commissaire Ellicot sur laquelle sans doute il faut entendre les Commissaires Espagnols.^a

Comme l'argent est la nerf de la guerre, et M. le Président des Etats-unis et le Sénat paraissent la désirer, j'ai l'honneur de joindre à la présente l'état de situation de leurs finances, Etat formé exactement d'après ceux de M. le Secrétaire de la Trésorerie des Etats unis jointe à ma lettre Politique N° 31.—

J'aurai l'honneur, Citoyen Ministre, de vous envoyer incessamment des détails sur le Commerce des Etats Unis. On en fait les tableaux. Ils vous seront utiles dans vos conférences avec les trois Envoyés Extraordinaires des Etats unis qui ne manqueront pas de vous en parler avec exagération, c'est-à-dire pour la part qu'ils en promettront à la France.

Salut et Respect

Signé

LÉTOMBE

^aSee Ellicott's Journal, and citations to Adet's despatch of February 24, 1797.

Létombe to Delacroix.^a

PHILADELPHIE 30 fructidor

Consulat An 5^e de la Republique Francaise une et
 Général Indivisible^b
 Politique *Le Consul Général Au Citoyen Dela Croix,*
 No. 40. 1^{ta}] *Ministre des Relations Extérieures*

CITOYEN MINISTRE: J'ai eu l'honneur le 21. du Courant, et par ma Consulaire N^o 41. de vous accuser la réception de votre dépêche, du 29. Prairial dernier, Timbrée 4^{eme} Division Politique, N^o 2. Politique 1^{ta}. J'y réponds aujourd'hui. Elle m'a trouvé occupé de celle cijointe, sous le N^o 2, à M. le Secrétaire d'Etat en réponse à son billet sous le N^o 1.; Il m'a paru que la votre pouvait en faire naturellement partie et vous verrez comment j'ai osé meler vos diamans à mes brins de paille.

Votre dépêche, Citoyen Ministre, étant conçue dans les termes conciliatoires des instructions qui m'a laissées le C^{en} Adet, je n'ai eu besoin qui d'en rappeler les expressions à M. le Secrétaire d'Etat. J'ai toujours tenu le même langage au Président. Lorsque j'ai cessé (conformement à votre dépêche N^o 6 au Ministre Plénipotentiaire) de le voir, de communiquer autrement que par écrit avec M. le Secrétaire d'Etat, et que j'ai dû me tenir dans la plus grande réserve avec le Gouvernement, je l'ai fait de manière à ne pas le choquer, et aucun papier du Continent n'a encore parlé de moi ni en bien ni en mal. J'avais cru alors que mes Instructions m'ordonnaient de ne relâcher les liens qui unissent les deux Nations que de manière à pouvoir les retendre à volonté et j'aurais pu d'après vos ordres derniers, redire à M le Président ce que je viens d'écrire à M. le Secrétaire d'Etat. Mais le premier est à Braintree plus de 120 lieues de Philadelphie; l'Etiquette ne me permet pas de lui écrire, et si j'attendois pour lui en parler son retour ici où il ne sera probablement, attendu l'épidemie, que vers le commencement de Decembre l'effet que vous attendez de votre dépêche serait manqué. Vous voulez apparemment

^a Etats-Unis, vol. 48, folio 248. Déchiffrement. Indorsed: Déchiffrement de la dépêche N^o 40 du Cit. Létombe. Certifié Campy C. 3800. Reçu le 14. Frimaire An 6. Rep.

^b September 16, 1797.

que cet effet vous serve d'une nouvelle pierre de touche, et j'ai aggrandi ma correspondance en conséquence, comme vous le voyez par les billets de M. le Secrétaire d'Etat et mes réponses à ses billets ci-joints sous le N^o 3. Mais je termine aujourd'hui par mon dernier billet à M le Secrétaire d'Etat. Une plus longue correspondance remplirait son objet et compromettrait le Consul général. J'ajouterai au reste que le Gouvernement Fédéral ne montre dans ce moment que des vûes pacifiques. Il est toujours à l'unisson du Gouvernement Anglois. M. le Secrétaire de la Trésorerie, celui des Ministres les plus ostensiblement exaspéré contre la République, vient de m'écrire une lettre très obligeante et il fait expédier sur ma demande le pouvoir nécessaire à la cloture des comptes du Cit. Genet; Je viens d'obtenir de l'Executif de Pensylvanie la mise en possession de la Succession Thurninger decédé à 30 mille d'ici, et le Maire me renvoie les causes entre François.

De nouvelles Instructions doivent avoir été expédiées le 2 de ce mois aux trois Envoyés Extraordinaires à Paris. M. King, Ministre des Etats-unis à Londres, ayant mandé que l'Angleterre va faire sa paix avec la France et que l'insurrection de la Nore a ébranlé la Puissance Maritime Anglaise jusques dans ses fondements.

A l'égard, Citoyen Ministre, de la première partie de ma lettre à M. le Secrétaire d'Etat, vous en voyez les trois motifs, résultant de ma conversation avec ce Ministre la veille de son départ pour Trenton.

Ma première assertion vous fera sourire; elle n'est point diplomatique. Mais vous la permettrez sans doute au Consul Général, puisqu'il est vrai que je ne connois point les Intriguans dont M. le Secrétaire d'Etat m'a parlé et que je ne leur ai jamais donné d'argent.

La seconde, est fondée sur une pièce authentique à la décharge du Gouvernement Français. Cependant, il est de mon devoir de vous observer, Citoyen Ministre, que les déprédations de nos Corsaires vers nos Isles, sur les côtes, et même dans les eaux des Etats unis passent toute croyance. Dans ce moment, le Capitaine Joseph Colachy lui-même, après s'être remâté à New-Castle, arrête les batimens Américains qui entrent dans la Delaware. On évaluait ici le 15 de Mars dernier, à 340, les batimens Américains pris par les Corsaires Français.

L'extrait de la lettre de Morris répété avec affectation dans toutes les Gazettes fédérales avait causé ici d'abord, la Sensation la plus inquiétante et plusieurs de mes concitoyens s'étaient empressés de m'en porter de vives plaintes; En effet ce tocsin pouvait reproduire, en cas d'incendie, les Vêpres Siciliennes. Mais les Gazettes antifédérales ont eu le tems de livrer ce Morris au ridicule et le Maire m'en a parlé hier comme d'un rapport entièrement discrédité. Il m'a dit aussi que toutes les précautions ont été prises pour maintenir le bon ordre dans cette Ville réduite dans ce moment aux 7/8^{mes} de ses habitans. On y a doublé les patrouilles et l'on y a pourvu à tous les accidents du jour et de la nuit.

Salut et Respect

Signé

LÉTOMBE

Létombe to Talleyrand.^a

Consulat Général
près les Etats Unis
Rélations Extérieures
4^e Division,
Consulaire
Politique et
Consulaire
No. 46. 1.^{sta}]

An 6^e de la repub^e franc^e une et Indivisible^b
PHILADELPHIE, 1^{er} Brumaire
Le Consul Général Au Citoyen Talleyrand
Ministre des Relations Extérieures

Economie Politique
Commerce exclusif
des Etats unis avec
la Grande Bretagne.

Elle reçoit et retient tout le numéraire des Etats unis.

Inutilité pour les autres nations de prétendre ici à la concurrence avec Elle.

Exemple de la France depuis 20. ans

Un mémoire du Commerce et de la navigation actuels des Etats unis avec la Grande Bretagne et 7. Tableaux joins à la présente

CITOYEN MINISTRE: J'ai l'honneur de joindre à la présente, un Mémoire sur la Navigation et le Commerce actuels de Philadelphie avec la Grande Bretagne ainsi que les sept Tableaux qui lui appartiennent; ces Tableaux revus et corrigés. Mais il faut étendre les objets de ce Mémoire à tous ceux de la Navigation et du Commerce des Ports des Etats unis indistinctement, par ce qu'aucun d'eux n'a un mode différent. Tout le numéraire des Etats unis s'écoule rapidement vers la Grande Bretagne et n'en revient

qu'en Marchandises ou en crédit. Les premières sont con-

^a Etats-Unis, vol. 48, folio 321. L. S.

^b October 22, 1797.

sommées par les Etats unis ou en sont exportées. Le second leur donne les moyens de cultiver et d'augmenter leurs matieres premières et, au dehors, d'échanger ou d'acheter, en Europe et dans les deux Indes, ce qui leur convient pour les marchés de la Grande Brétagne ou pour ses marchés col-latereaux tels que Livourne et Hambourg. Il paraîtrait donc aujourd'hui inutile sous ce point de vue, que toute autre Nation prétend ouvrir, avec Eux, par des Traités, des Canaux de Commerce plus étendus. La France pourroit en servir de preuve. Elle leur a prodigué d'abord et ses Trésors et son sang pour leur procurer la liberté qu'ils dédaignent aujourd'hui et son Commerce avec Eux se borne encore à quelques Etoffes, à des Eaux de vie, à des Vins, à du plâtre de Paris! En vain la France, depuis vingt ans et notamment en 1787, leur a ouvert ses Ports chez Elle et dans ses deux Indes, leur a prodigué les Priviléges les plus avantageux, leur a donné des exceptions à ses Tarifs, les Etats unis ont affecté depuis vingt ans de la négliger pour la Grande Bretagne avec laquelle ils sont même liés aujourd'hui plus étroitement qu'ils ne l'étaient quand ils étaient ses sujets, et l'on peut toujours leur dire ce que disait alors le Ministre Vergennes: "Les Etats unis sont dans la possession abusive de tout exiger de la France sans se croire tenus de compter avec Elle."

Mais vous êtes, Citoyen Ministre, à portée de vérifier toutes ces assertions; vous êtes à leur source. D'un autre côté, vous avez auprès de vous, dans ce moment, trois Envoyés Extraordinaires des Etats-unis, et vous saurez extraire de l'expérience les remèdes à ces maux dont se plaint notre Commerce depuis vingt ans. J'ose croire qu'il est permis à mon zèle de vous les exposer tels que je les vois ici depuis 18 années, et, comme nos Négocians, je mets ma confiance dans votre sagesse et dans vos lumières.

Salut et Respect

LÉTOMBE

Létombe to Minister of Foreign Affairs.^a

PHILADELPHIE 6. *Brumaire*

An 6. de la République^b

Politique
No. 41.]

*Le Consul Général Au Ministre des Affaires
étrangères*

CITOYEN MINISTRE: J'ai reçu hier la dépêche dont vous m'avez honoré le 15. Messidor d^{er} timbrée Politique N^o 4. Le N^o 3. ne m'est point encore parvenu.

Je ferai savoir au G^{al} Clarke le plutôt possible, et par une voie sûre, ce dont vous me chargés pour lui.

J'informerai également le Ministre d'Espagne aussitôt après son retour ici, que vous ne doutiez pas qu'il n'eut agi avec vigueur auprès du Président des Etats unis à propos de l'expédition projetée contre les Florides et la Louisiane. Vous avez vu par mes dépêches N^{os} 32, 33, 34, et 38 combien cette grande affaire a été suivie par ce Ministre. Elle va être reprise à la Session prochaine du Congrès le 14 de Novembre et le Comité Secret de la Chambre des Représentans en fera un rapport dont tout l'art consistera à faire disparaître la conspiration du Sénateur Blount, les intrigues du Ministre Anglais Liston et la connivence du Secrétaire d'état Pickering relativement à l'expédition qu'ils dirigeoient de concert du Canada contre la Haute Louisiane.

M. le Président des Etats unis parti de Braintree il y a 12 jours, s'approche lentement de Philadelphie où il fera son entrée aussitôt que l'Epidémie le permettra. Elle diminue chaque jour, et ses habitans y reviennent. Une proclamation du gouvernement vient de lever la quarantaine imposée à tous ceux qui y arrivoient. M.

Le Docteur Romaines joue un rôle dans l'aff. de Blount. Adams est dans ce moment à New York où le Ministre Anglais est allé à sa rencontre et où les gazettes ont annoncé que le dernier n'y loge pas chés le Docteur Romaines mais dans la maison attenante. Vous avez vu par l'imprimé joint à ma dépêche N^o 38 que ce Docteur jouë un rôle principal dans l'affaire de Blount. Au

^a Etats-Unis, vol. 48, folio 340. Déchiffrement. Indorsed: Dechiffrement de la dépêche N^o 41. du Cit. Létombe Certifié Campy. C. 5716. Reçu le 19 Pluv. Rep.

^b October 27, 1797.

reste, le séjour du Ministre Anglais à New York a été fort court et tous les Papiers annoncent qu'il en est parti pour Mount-Vernon, résidence ordinaire du Général Washington.

D'un autre côté, M. Hamilton rentré en faveur, est redevenu l'âme des fédéralistes auxquels ce projet d'invasion des Florides, de la Louisiane et même de toute l'Amérique méridionale, plait infiniment. La route qu'en ont tracé les représentans de la Caroline du Sud, Smith et Harper, dans la Session dernière du Congrès, et il y a 12 ans M. Jefferson dans ses notes sur la Virginie, est si aisée! de Pittsburg à la Louisiane 1188 milles, et de là à Mexico 1950, par le Fort Pitt, la nouvelle Orleans, Rionorte et Sartila; en tout 3138 miles ou 1046 de nos lieux communes ou de 120 à 140 jours de marche. M. le Président n'arrivera ici que vers le 10 de 9^{bre}. Je m'acquitterai aussitôt son arrivée de ce que vous voulés bien me charger de lui dire par vos dépêches N^{os} 2 et 4. J'informerai aussi le Cit. Collot à sa rentrée en Ville que vous avés vû avec le plus grand plaisir que son séjour prolongé aux Etats unis y a tourné à l'avantage de la République. Ce général corrige son ouvrage, on le copie au fur et mesure sous mes yeux, et toutes ses cartes dessinées chés moi pourront être prêtes vers Pluviose^a prochain.

Salut et respect

Signé

LÉTOMBE.

Létombe to Talleyrand.^b

PHILADELPHIE 22. Brumaire

An 6. de la rep.^c

Politique
No. 42.]

*Le Consul Général Au Citoyen Talleyrand
Ministre des relations ext.^{res}*

CITOYEN MINISTRE: J'ai reçu le 13 du courant, la dépêche N^o 6. 2^{ta} dont vous m'avés honoré le 17. Thermidor précédant. Les 1^{ta} ainsi que le N^o 3. ne me sont point encore parvenus.

^a January, 1798.

^b Etats-Unis, vol. 48, folio 355. Déchiffrement. Indorsed: Déchiffrement de la dépêche N^o 42. du Cit Létombe. Certifié Campy C. 5720. Reçu le 19. Pluv: Rep.

^c November 12, 1797.

Quoique je tâche de séparer dans mes lettres les objets Consulaires, des objets politiques sur lesquels je dois correspondre depuis la retraite du Ministre de la République, je me suis apperçu quelquefois les avoir confondus, et J'ai réclamé à cet égard et vos bontés et votre indulgence. Je ne peux écrire mes lettres qu'à batons rompus et souvent la nuit. Surchargé, j'ai moins le tems encore de soigner moi-même mes lettres Politiques dont je dicte moi-même les chiffres. Mais je vais redoubler d'attention sur ce qui m'a été prescrit par la dépêche du 25 Messidor dernier.

M. Adams est arrivé de Braintree en cette ville le 10. 9^{bre} Il ne m'a pas encore donné l'occasion de lui parler du Message pour lui auquel vous m'avez autorisé. Mais le congrès va bientôt s'assembler et le discours du Président montrera ses desseins. Le Ministre d'Espagne qui l'a vu à Braintree en fructidor d^r m'a dit qu'il lui avoit paru alors instruit de quelque trame contre la République française.

On dit ici publiquement au reste, que la France ne pourroit faire la guerre aux Etats unis sans de grandes et inutiles dépenses, et que pour surcroit elle y perdrait infailliblement ses Indes Occidentales, puisqu'elles ne peuvent absolument recevoir leur subsistance aujourd'hui que des Etats unis, et se retablir ainsi que les Villes de St Pierre et Miquelon que par leurs secours. Les Américains ne croient donc pas en général à une guerre avec la France, quoique l'Angleterre continue à y pousser le Gouvernement fédéral de toutes ses forces.

A tout évènement, je joins à la présente un Tableau de la situation actuelle du Canada, ainsi qu'un Almanach qui vous montrera l'asservissement dans lequel on y tient les habitans d'Origine française. Ils sont bien las du joug Britannique et Rispley prétend que vous les insurgerés, ainsi que la limite de Vermont, au premier signal. Rispley est venu me demander hier si le Cit Adet m'a écrit sur ce sujet et à son sujet. Il est ici, dit-il attendant vos ordres et aussi pour fortifier son temoignage contra Blount et donner au Minis-

Il redoublera d'attention à se conformer à ce qui lui est prescrit pour la tenue de sa correspondance.

Les Etats unis ne croient pas que la France puisse leur faire la guerre.

Envoi d'un tableau de la situation du Canada.

tre d'Espagne de nouveaux renseignements de l'invasion projetée des Florides et de la Louisiane contre laquelle l'Espagne a approuvé comme vous, Citoyen Ministre, les démarches vigoureuses de M. D'Irujo.

Salut et Respect

Létombe to Talleyrand.^a

PHILADELPHIE 22. Brumaire

An 6^e de la République Une et Indivisible^b

Consul Général

Politique

No. 43. 1^{re}]

Le Consul Général Au Citoyen Talleyrand,

Ministre des Relations Extérieures

CITOYEN MINISTRE: J'ai reçu le 13. du courant la dépêche N° 7. 2^{te} dont vous m'avez honore le 17. Thermidor dernier qui répond en particulier à quelques unes de mes précédentes. Je la considère comme une marque particulière de confiance, et je vous en rends mes humbles graces. Rien ne pouvait

Il complimente le C. Talleyrand sur son événement au Ministère

me flatter davantage que d'apprendre en même tems et officiellem^t votre exercice du Ministère des Relations Extérieures. Le choix du Directoire l'honore. Vos grands talens, vos connaissances des hommes; votre amour pour la patrie; votre dévouement à la République connus des Nations étrangères, leur inspireront la confiance qui donne et maintient la paix.

Je suis en liaison avec un des Senateurs les plus influens

il sollicitera une modification à la loi qui défend aux hommes de couleur l'entrée dans la Caroline méridionale.

dans le Conseil de la Caroline Méridionale. Je lui parlerai de cette modification que vous désirez sur la loi de cet Etat qui y défend l'entrée des hommes de couleur, et le Consul

de Charleston la sollicitera d'après l'appui qu'y donneront M^r Butler et ses amis

M. Pickering ne veut pas plus de convention consulaire

Les Créanciers de la Rieps menacent de faire arrêter le Consul.

que M. Pitt. On veut un traité de Commerce, mais tout à son avantage, et en en empêchant l'exécution *bona fide*. On veut toujours sur ce sujet ce qu'on a voulu lors du Traité d'Utrecht,

^a Etats-Unis, vol. 48, folio 358. Déchiffrement. Indorsed: Déchiffrement de la dépêche N° 43, du Cit. Letombe. Certifié Campy C. 5715. Reçu le 19. Pluv. Rep.

^b November 12, 1797.

et cela sera ainsi jusques à ce qu'un Ministre de votre sagacité fasse précéder un Traité de commerce par une Convention Consulaire qui en assure l'exécution. Notre Convention Consulaire avec les Etats Unis met dans leurs mains nos marins et matelots; elle y laisse notre traité de Commerce sans surveillance, Elle y ôte aux Consuls le droit d'exécution de leurs Jugemens et y met ces Consuls eux-mêmes à la merci de leurs loix féodales et voraces. Les créanciers de la République au désespoir me menacent toujours de me faire arrêter.

À ma lettre Politique N° 34 du 25 Juillet est joint le certificat de l'avocat *Ingersol* qui atteste contre M. Pickering que le déclinaire du Cit. Collot a été fondé à la Cour de Pensylvanie sur sa qualité de Gouverneur de la Guadeloupe:

Nécessité d'une Convention consulaire qui assure l'exécution d'un traité de Commerce.
 L'absence de cet avocat ne m'avait pas permis de produire cette pièce plus tôt, et je l'ai jointe à mon office à M. Pickering, ainsi que l'arrêté digne et convenable du Directoire à ce sujet. Le Général Collot attend vos ordres et son échange; il vous supplie d'en écrire au Ministre de la Marine.

Je ne reçois vos dépêches, Citoyen Ministre, que par New York. Je suis fondé à croire qu'on me prend toutes celles confiées aux Capitaines Américains, venant à Philadelphie où je suis informé qu'un Français a été attaché au Bureau de la poste. Le plus sûr serait de me les faire passer sous le couvert du Cit. Rosier, et que vous fissiez écrire à l'ordonnateur du Havre ou de Bordeaux de ne les donner qu'à des Capitaines Américains allant de ces Ports à New York.

Salut et Respect

Signé

LÉTOMBE

*Létombe to Talleyrand.^a*PHILADELPHIE 5. *frimaire*An 6^e de la Rép^{eb}

Politique *Le Consul Général Au Citoyen Talleyrand*
 No. 44.] *Ministre des Relations Ext^{res}.*

CITOYEN MINISTRE: J'ai eu l'honneur de vous accuser la réception de vos dépêches Politiques N^o 1, 2, 4 6 et 7. Les *Duplicata* des deux premières, les *Primata* des trois dernières et les N^o 3 et 5 ne me sont point encore parvenus, quoique cinq Batimens soient arrivés du Havre et de Bordeaux dans ce Port depuis un mois.

Le Congrès convoqué pour le 13. 9^{bre} n'a pu ouvrir ses séances qu'hier et M. le Président y a prononcé le discours dont je joins la Traduction imprimée à la présente Vous y verrez son opinion et celle qu'il veut vous donner des forces intrin-

joint le discours de
 M. Adams à l'ouverture
 du Congrès

sèques des Etats unis. Elles consistent, dans ce moment, dans 80,000 hommes de milices et 3 frégates qui pourront être mises à la mer en Mai ou Juin. Je m'empresserai de vous faire passer l'état estimatif du service de l'année suivante aussitôt que M. le Secrétaire de la Trésorerie l'aura mis sous les yeux du Congrès.

En attendant, je dois vous rendre compte de différentes conversations entre différens membres du Congrès et moi. L'intervale entre le rassemblement de ses membres et sa rentrée est le moment de récolte pour la Politique, chaque membre arrivant ici avec les instructions de ses commettans et les connaissances de la situation actuelle de l'Etat qu'il représente.

Toutes les villes maritimes des Etats Unis souffrent beaucoup et s'indignent des déprédations des Corsaires françois et Anglais. Mais les Commissaires reglent dans ce moment les dommages des derniers à Londrès, et à Philadelphie ceux des corsaires Espagnols. On croit ici que les trois Envoyés extraord^{res} à Paris ne tarderont pas à y obtenir les

pertes enormes des
 Villes maritimes
 causées par les dé-
 prédations des Cor-
 saires françois et An-
 glois.

^a Etats-Unis, vol. 48, folio 374. Déchiffrement. Indorsed: Déchiffrement de la dépêche N^o 44. du Cit Létombe. Certifié Campy C. 5714. Reçu le 19. Pluv: Rep.

^b November 25, 1797.

mêmes indemnités, et d'autant plus qu'il paroît que M. Skipwith a déjà écrit ici que trois commissaires français ont été nommés à cet effet, même avant l'arrivée de ces trois Envoyés. On fait monter ici ces indemnités à plus de Dix Millions et à plus de quarante l'évaluation des Cargaisons enlevées de force et au prix arbitraire de différentes administrations de nos isles, ou confisquées par Elles injustement. M. Monroe fait imprimer son Mémoire de deffense.^a J'attens qu'il soit sorti de la Presse pour vous l'envoyer; il accompagnera la présente si possible.

Le Comité Sécrit de la Chambre des représentans fait aussi imprimer son rapport, de l'affaire de Blount.^b Le Ministre d'Espagne se tient en mesure. Le G^{al} Clarke, et M^{rs} Ripley et Odiourne soutiennent toujours que la conspiration contre les Florides et la Louisiane a eu lieu. Le G^{al} Américain Wilkinson fait construire dans ce moment un fort à Kaskaskias, et l'on y fait filer des Troupes et du Canon. Les Américains se portent en foule sur les rives du Mississipi. Si l'Espagne tarde à fortifier la Louisiane et d'en garnir les frontières, elle sera enlevée infailliblement. Les Américains, pour me servir de l'expression des sauvages, s'étendent comme l'huile sur le drap. Dans quelques années, il n'y aura plus de remède à leurs incursions jusqu'aux mines de Charcas, de Zaccasteca et de Potosi.

Nos amis au Congrès m'ont paru en général fort refroidis et quelques uns même se sont jettés dans le parti fédéraliste. Ils parlent de la France, mais douloureusement comme des gens qui souffrent des pertes excessives dans leur Commerce. Quelques uns comme M^{rs} Swan, Wick s'entrouvent ruinés de fond en comble. Celui-ci nous demeure cependant attaché. J'ai lieu de croire que la Session présente sera moins opposée encore au projet de M. Adams. Vous verrés dans les gazettes que je vous envoie, Citoyen Ministre, le même caractère d'aigreur contre la France et l'Espagne, et c'est toujours celui de M. M. Adams et Pickering. Pitt les

Un imprime le rapport sur l'affaire de Blount.

Nécessité de fortifier promptement la Louisiane

Reflexions sur la situation des E. U. relativement à l'Ang^e

^a Monroe, View of the Conduct of the Executive.

^b Annals of Fifth Congress, II, Appendix, p. 2245.

pousse toujours à la guerre contre ces deux Puissances, et l'on ne peut justifier leur conduite que par la maxime de Cesar *Divide & impera*. Les Américains riches et indépendans ne demeureroient pas longtems attachés exclusivement à l'Angleterre; elle les veut tenir dans la médiocrité et dans sa dépendance, c'est à dire dans le besoin de son crédit pour leur Commerce et dans celui de consommer exclusivement ses manufactures. Pour les affaiblir, Elle les faisait harceler jadis chés Eux par les Sauvages et au dehors par les Barbaresques. Aujourd'hui Elle crée et alimente ici des divisions intestines et Elle leur voudroit une guerre au dehors qui les affaiblit davantage. Car si ce n'étoit pas là l'ouvrage de Pitt, on encourageroit le Commerce des Américains avec la France, avec l'Europe entière, avec les deux Indes, puisque tous le Numéraire qu'ils en retirent s'écoule rapidement vers la Grande Bretagne et y est retenu, comme vous le voyés, Citoyen Ministre, par le mémoire et les Tables joins à ma dépêche Consulaire N° 46. D'un autre côté, le gouvernement fédéral agit dans le même sens que Pitt. Les Etats Unis devenoient trop tôt riches; opulens ils se divisoient; Le Sud se sépareroit du Nord. Les liens de l'union seroient rompus, et le Gouvernement fédéral anéanti. Or on veut aller de ce dernier à la Monarchie.

Voilà, Citoyen Ministre ce que J'ai receuilli; Je m'y arrête. Si c'est là aujourd'hui le vrai but de Pitt et d'Adams votre sagesse saura montrer au Directoire les précautions que ces circonstances

Salut et respect

Signé LETOMBE

Létombe to Talleyrand.^a

Consulat Général
près les Etats Unis
Relations Extérieures
4^{ème} Division Politique
et

Consulaire
Politique
No. 45. 2^{ata}]

PHILADELPHIE 9. *frimaire*
An Six de la République Française^b
Le Consul Général Au Citoyen Talleyrand
Ministre des Relations Extérieures

CITOYEN MINISTRE: Le C^{en} Grand-Maison, un des Em-

Envoi d'un des Em-
ployés du Consulat
Général à Paris avec
prière de me le ren-
voyer le plutôt possi-
ble. —

urgence de ces
deux mesures.

Mon arrestation ici
ou je suis dans ce
moment, sous un cau-
tionnem^t de 90.000^{frs}
pour Sureté de ma
comparution à la
Cour des Etats Unis
le 1^{er} Lundi de fevrier
prochain (V. S.)

Par qui arrêté,
Pourquoi. Comment

Opinion sur mon
arrestation des Mini-
stres alliés de la Ré-
pub^l dans les Etats
Unis. Opinion des
Publicistes. Opinion
de trois Avocats sur
mon déclinaire

Cautiionnem^t en ma
faveur, de M. M.
Vanuxem et Vasse,
sans lequel J'aurois
été traîné en prison

Qu'il est nécessaire
à la Sureté du Service
des Relations Exté-
rieures de la Marine
et à la Mienne propre,
que mes Traités et
leurs fraix de retrait
et autres soient payés
incessamment

Alors crédit de la
Répub^l et Economie
de mon Service réta-
blis ici. Comment et
à quel prix modique

ployés du Consulat Général qui mérite par
son Civisme et ses Talents la plus grande
Confiance, Vous remettra la présente. Je
crois qu'il est de mon devoir dans cette cir-
constance Extraordinaire ou l'honneur de la
Nation son service Politique et Consulaire,
Celui de la Marine et des Colonies, ainsi
que ma personne sont aussi scandaleuse-
ment compromis de n'en point confier l'in-
formation au hazard.

Vous verrez Citoyen Ministre, les causes
de mon arrestation dans les pièces cijointes
du N^o 1. à 4. J'ai été forcé d'abord de me
remettre dans les mains du *Marshall* qui est
venu m'arrêter au Consulat Général. Je
me suis souvenu que le Général Rochambeau
arrêté, dans l'Etat de Rhode Island, à la
tête de l'Armée Française, y avait d'abord
obéi à la loi. Toute resistance d'ailleurs
eut été inutile. & n'eut causé qu'un nouveau
scandale. Deux négocians françois établis
ici depuis plus de vingt ans, M. M. Vanuxem
et Vasse, ont été ma caution des *Quatre*
Vingt-dix mille dollars: C'est à dire comme

^a Etats-Unis, vol. 48, folio 385. L. S. Indorsed: Reçu le 14 Germinal Rep. C. N. 7514.

^b November 29, 1797.

Que le Gouvernement des Etats Unis ne veut pas de Consuls. Pourquoi. Comment d'accord avec l'Angleterre sur cette mesure.

gage de ma comparution personnelle à la Cour Suprême des Etats unis, le premier Lundi de fevrier prochain où, après condamnation Je devrai payer les *Quatre Vingt dix mille dollars* demandés par M^r Coffin Jones ou me rendre en prison, comme gage personnel de cette dette Nationale.

Sur le fond, J'en ai référé d'abord et selon l'usage, aux Ministres alliés Résidens près les Etats unis. Ils ont tous prétendus qu'un consul n'est pas aménable des Loix du "paÿs où il réside pour toutes ses transactions en sa qualité et sous l'autorité immédiate de son souverain." Et l'un deux particulièrement a maintenu que cette Opinion est Celle de tous les Publicistes sans en excepter Wicquefort. Je leur ai soumis aussi ma lettre à Monsieur le Secrétaire d'Etat des Etats Unis qu'ils ont approuvé unanimement. Mais j'attens encore la réponse du dernier. On m'a dit qu'il en est aux expédiens pour arranger cette affaire, sans ce qu'il appelle compromettre les Loix territoriales auxquelles il veut toujours que les Consuls Français soient soumis indistinctement en vertu de cet article II de notre Convention Consulaire: Et à tous égards, ils demeureront Sujets "aux Loix du Paÿs comme les Nationaux."

Mes avocats sont M. Duponceau, M. Livingstone Membre du Congrès, et M. Dallas Secrétaire de l'Etat de Pensylvanie. Ils jouissent ici tous trois de la plus grande réputation et sont tous trois Républicains. Ils sont d'avis que les Consuls sont justiciables en effet, dans les Etats unis des Tribunaux d'attribution qui doivent y connaitre de leurs causes et que je ne pourrai, en conséquence, décliner la Cour Suprême des Etats unis. *ratione Personæ* mais bien *ratione materiæ* parceque si, d'un Côté, cet article II de la Convention Consulaire soumet ici les Consuls Français aux Loix Territoriales à tous égards comme les Nationaux, de l'autre, il leur parait impossible que j'y puisse être jugé, comme responsable personnellement des transactions faites en ma qualité et sous l'autorité immédiate de mon Gouvernement.

Tel est l'état actuel de cette affaire ainsi en litige. Ma position est donc ici entre ma Sûreté personnelle et l'hon-

neur de la République compromise par le non Payement de mes Traités et j'ai recours à votre justice, à votre Autorité, à la gloire de votre administration, Citoyen Ministre, pour maintenir la première et rendre au second tout l'éclat dont il doit briller ici.

D'un autre côté, le payement en France de mes Traités et de Celles dues ici pour leur *retrait*, dommage &c y remettra tout dans l'ordre ordinaire et essentiel à l'économie de mon Service. Au milieu de cet Orage, je n'ai point perdu la dernière de vue, comme vous le verrez par les pièces jointes à la présente sous les N^o 5 et 6, et sous les dates des 3 Mai et 28 Novembre 1797, (V. S.) Voilà enfin les finances de la République à l'abri des fluctuations de change. Vous aurez ici tout l'argent nécessaire à votre Service et à celui de la Marine, moyennant un faible escompte de $2\frac{1}{2}$ p %, au lieu de 10 à 15. à laquelle on a été forcé ici pendant l'administration du Ministre Plénipotentiaire Adet et de $12\frac{1}{2}$. à $33\frac{1}{2}$ pendant la Guerre Américaine.

Vous verrez, Citoyen Ministre, par les deux pièces ci-jointes, sous les N^o 7 et 8, que le Gouvernement fédéral veut des Traités de Commerce sans Contrôle et sans Contrôleurs et que, d'accord avec l'Angleterre, il ne veut point de Consuls. J'aurai l'honneur de vous écrire incessamment sur ce dernier objet, quoi qu'assez dévoilé encore par les difficultés, à propos des Consuls, auxquelles notre Traité de Commerce avec l'Angleterre a donné lieu en 1787.

Salut et respect

LETOMBE

Létombe to Talleyrand.^a

Consulat Général
près les Etats Unis
Rélations Exterieures
4^{eme} Division

Politique

PHILADELPHIE 12 frimaire

Et Consulaire

An Six de la République Française^b

Politique

Le Consul Général Au Citoyen Talleyrand

No. 46. 2^{ata}]

Ministre des Rélations Extérieures

CITOYEN MINISTRE: Toutes mes Paquets sont à bord depuis hier. Le bâtiment partira vers midi, si les glaces le permettent; et je ne reçois que dans le moment, la réponse de Monsieur le Secrétaire d'Etat des Etats Unis à ma lettre du 26 du mois dernier, ainsi que l'opinion de Monsieur le Procureur Général des Etats Unis qui y est annexée, sur ma responsabilité personnelle en litige entre les Créanciers de la République & son Consul Général. L'Opinion de Monsieur le Procureur Général m'est entièrement favorable, et vous verrez, Citoyen Ministre, avec quel art ces deux lettres on été écrites: La première pour maintenir les Stipulations rigoureuses de l'article II. de la Convention Consulaire sans compromettre l'alliance entre les deux Nations; la seconde à l'effet déluder le Sens littéral et direct de la Loi Territoriale, pour ne pas compromettre la garantie de ces Traités par le Ministre plénipotentiaire.

Cependant, la question de ma responsabilité personnelle est toujours en litige. Je devrai attendre sous cautionnement, la rentrée de la Cour Suprême en fevrier et y subir un Jugement. Mais tel que soit le danger qui me menace personnellement, Je suis sans crainte: Sous votre Sauvegarde, Citoyen Ministre, la Sûreté personnelle et l'honneur National ne peuvent recevoir d'injures.

Salut et Respect

LÉTOMBE

^a Etats-Unis, vol. 48, folio 396. L. S. Indorsed: Recu le 14. Germinal Rep. N. 7515.

^b December 2, 1797.

*Létombe to Talleyrand.^a*PHILADELPHIE 1^{re} Nivose

Consulat Général An 6^e de la République Française^b
 Politique *Le Consul Général Au Citoyen Talleyrand,*
 No. 47. 1^{ata}] *Ministre des Relations Extérieures*

CITOYEN MINISTRE: J'ai reçu le 17. ult^o la Dépêche Politique N^o 8. 2^{ata}, dont vous m'avez honoré le 15 fructidor précédent, à la quelle je n'ai pu répondre plustôt, attendu l'interruption de la Navigation de la Delaware. Le froid est excessif L'hiver a commencé trois Semaines avant l'époque ordinaire et c'est une calamité d'autant plus grande pour ce Port qu'elle y aggrave les maux causés pendant quatre mois par une épidémie plus affreuse encore que celle de 1793. Je me hâte de profiter d'un bâtiment qui part presque subitement de New York pour un des Ports de France et auquel je ne peux confier qu'un petit paquet. Mais on me promet un bâtiment du même lieu pour le Havre et j'en profiterai. Mes N^{os} 41. 42, 43. 44, 45 et 46, Politique, Primata, vous auront été remis par le Citoyen Grand Maison parti de ce Port, le 14 du mois dernier, par le Brig *Sally*, Capitaine John Logan, allant à Bordeaux.

La crainte de l'épidémie a fait arriver les Membres du Congrès plus tard surtout ceux des Carolines et du Tenessée. Les premiers attendent avec impatience des nouvelles du Général Pinkney, et le Congrès a pour ainsi dire suspendu ses grandes délibérations dans l'attente des nouvelles des trois Commissaires. M. le Président seul fait jouer sa petite artillerie, et les Gazettes fédérales d'accord avec celles de l'Ang^{re} ne parlent que des avantages et de la nécessité de déclarer la guerre à la République. Le C^{en} Collot vient de m'envoyer une lettre interceptée qui vous dévoilera les projets des deux partis, Elle est datée 15. X^{bre} signée Josuah^c Parker et cijnointe. M. Parker est un des Membres

Envoi d'une lettre interceptée qui dévoile les projets des deux partis

du Congrès pour la Virginie avec lequel le General Collot demeure.^d

^a Etats-Unis, vol. 48, folio 416. Déchiffrement. Indorsed: Dechiffrement de la dépêche N^o 47. du Cit Letombe Certifié Campy C. 7326. Recu le 11. Germinal Rep.

^b December 21, 1797.

^c Presumably Josiah Parker.

^d See the document following.

M. Jefferson n'est arrivé ici que depuis six jours. J'ai eu une assez longue conférence avec lui. Je le reverrai avec les précautions que vous voudrez bien m'indiquer. M. Jefferson vint chez moi; nous sommes de connoissance depuis 1784. Il paroît en effet que M. Adams avait connoissance du projet de renverser la République et que son propos tenu à *Brainty* en Fructidor "*la République n'a pas pour deux mois d'existence,*" était connu en Virginie. Le Gazetier Anglais *Porcupine* l'avait annoncé ici le 15 de Septembre.

Ce qui est Républicain en Amérique compte sur la sagesse du D. pour déjouer les manœuvres de nos ennemis.

M. Jefferson dit que le tonnerre du Président passera comme le nuage. Cependant ce qui est ici Républicain compte sur votre sagacité, sur la politique du Directoire et sur ses moyens d'effacer celles de Pitt avec les Etats Unis.

Je vois les Membres du Congrès indistinctement fédéralistes et Antifédéralistes. Les Républicains reprennent courage. J'aurai l'honneur de vous rendre compte successivement des débats de cette Session. Je n'ai pas cru devoir

Le plus sur moyen de tirer le C. Letombe d'embarras est d'acquiescer les traites.

prendre à la lettre M. Pickering sur mon arrestation à laquelle les Anglais paraissent beaucoup s'intéresser. Il paraît au reste qu'on me fera emprisonner si possible, et que trois avocats ici et deux à Boston en concertent les mesures. M. Jefferson et le Chef de la Justice de l'Etat de Pennsylvanie les croient contraires aux loix Angloises mais il paraît que le plus sûr est qu'on apprenne ici bientôt que ce traites — tirées sous la garantie du Ministre Plénipotentiaire, ont été payées à Paris.

Je vous supplie, Citoyen Ministre, de vous faire représenter ma lettre Finance de ce jour N° XXV.

J'ai l'honneur de joindre à la présente un Mémoire de M. Monroë qui sort de la presse.

Salut et Respect

Signé

LÉTOMBE.

[*Josiah Parker to ———*]^a

[DECEMBER 15, 1797.]

Nous n'avons pas encore reçu de nouvelles de nos Commissaires à Paris. Ce qui cause des délais dans nos opérations du Congrès. Quant à ce que J'ai pu apprendre des projets de notre Exécutif et du parti qui soutient ses mesures, ils paraissent déterminés à ne faire aucune concession à la France et même à lui faire la guerre. Il leur sera difficile sans doute de mettre de leur côté la majorité de la Chambre des Représentans; cependant s'ils sont déterminés à la guerre, comme J'ai lieu de le croire, ils nous mettront dans une telle situation, qu'il nous sera impossible de l'éviter à moins que la France n'y oppose la plus grande magnanimité. En tout cas je crains fort que nous ne nous voyons bientôt engagés dans le feu d'une guerre qui embrasera toute l'Europe jusques aux extrêmités de l'Empire Ottoman.

Dans ce cas nous pourrions, par notre jonction avec la Grande Bretagne, l'aider de 50 mille marins, lesquels avec sa Marine et nos Corsaires, nous rendraient bientôt les maîtres de L'Océan sans compter qu'avec les forces levées dans les Etats Unis, nous pourrions livrer à la première toutes les Indes Occidentales, et aux seconds les Florides, la Louisiane, et à moins de trois années de continuation de la guerre, le Mexique et le Pérou. Voilà ce qui certainement aurait lieu si les Etats Unis et la Grande Bretagne s'unissaient vous ne devez pas douter que cela soit, selon mes principes, à la fois injuste et d'une ingratitude odieuse; aussi ne donnerai-je mon assentiment à ce grand projet, qu'après qu'il aurait été décidé par les Organes légitimes du Gouvernement, mais cela étant, nous l'adopterions séduits par la vaste perspective des richesses qu'il nous offre. On croit que ce projet serait fort populaire, attendu que nous sommes naturellement entreprenants, grands amateurs de nouveautés et toujours voulant étendre nos limites; Comme Burgoyne nous voulons avoir nos coudées franches. Mais mon vœu le plus ardent est que la République Française

^a Etats-Unis, vol. 48, folio 418. Dechiffrement. Indorsed: Pièce jointe à la Dépêche Politique N° 47. 1^{re} Dechiffrement de la pièce jointe à la dépêche N° 47. du Cit tombe. Certifié Campy. C. 7326.

puisse désappointer nos faiseurs de projets en agissant de manière à lui donner ici dès à présent beaucoup plus d'amis; ce qui jamais après ne pourra s'effectuer qu'à la pointe de la bayonnette. Que la France agisse donc comme elle le pourra, qu'elle nous rende justice et répare ses torts envers notre Commerce, je suis certain qu'alors notre Président actuel, ainsi que ses partisans Hamilton et compagnie, ne parviendront pas à nous rendre leurs complices. Au Contraire notre parti s'efforcera, la France agissant avec sagesse, de leur ravir jusqu'à la vaine espérance de jamais établir ici une Monarchie limitée, et l'esprit Républicain croissant ici journellement y reprendrait ses forces et y changerait toutes les mesures à la prochaine Election du Président. Nous nous trouverons en état alors d'unir et de fortifier les liens des deux Républiques et probablement d'en assurer la durée pendant plusieurs Siècles.

La Grande Bretagne vient de passer dernièrement deux Actes qui pourront dégoûter d'elle plusieurs de nos marchands et même ces Emigrés venus ici de chez elle depuis 1783. Par l'un, elle égalise notre tonnage aux 10 p % imposés sur les marchandises importées dans des bâtimens étrangers; Par l'autre elle déclare que tous ces Emigrés ne cessent pas d'être ses sujets; de quoi nos nouveaux Citoyens, et ceux des anciens qui commercent avec Elle, sont fort offensés. Nos Etats de l'Ouest surtout qui lui sont les plus attachés et qui par cette raison sont les plus grands ennemis de la France, en souffriront, beaucoup et ne tarderont pas à lui en montrer leur ressentiment. Si donc la France voulait dans ces circonstances agir généreusement et sans égard aux mesures de notre Executif, le nombre de ses amis croîtrait ici, et les partisans de Pitt y seraient bientôt réduits à l'impuissance, et même pour toujours, particulièrement dans ce moment où nonobstant notre traité avec la Grande Bretagne ses Corsaires ne cessent de désoler journellement notre Commerce sans que notre administration actuelle ait daigné encore s'en plaindre et donné la moindre intimation à la Chambre des Représentans soit de ces prises, soit de leur jugement par les Tribunaux Anglais.

Nous étant ajourné ce matin de bonne heure je me suis trouvé le tems d'entrer dans tous ces détails avec vous

*Létombe (?) to Talleyrand (?)^a*No. 8. 1^{ste}]*Philadelphia, le 1^{er} Nivose An 6^e.^b*

Vous trouverez cy joint sous le N^o 1. le rapport du Comité secret relativement à l'affaire de Blount. Parmi tout ce volume de dépositions, ce qui est digne de remarque et fait pour donner une grande force au Directoire vis-à-vis des Commissaires fédéralistes; c'est que malgré tous les efforts employés par le parti anglais depuis deux ans, pour persuader au Peuple Américain que tous ces complots, ces agitations étaient l'ouvrage des français, néanmoins, pas un mot pas une syllable n'ont pu être produits contre eux.

Envoi du raport du Comité secret relatif à l'affre de Blount dans lequel on n'a pu alléguer un seul mot contre les François.

Quoique l'on puisse prédire que le résultat de cette affaire sera le rappel du Ministre Lyston et peut être le renvoi de Timothy, on ne doit cependant point compter qu'il changera en rien les dispositions du gouvernement; le premier sera remplacé par un autre Anglais, et le second par un fédéraliste peut être encore plus ennemi de la France et à coup sûr plus capable. Ainsi donc, il faut s'attendre que les plans et les vûes du gouvernement fédéral seront toujours les mêmes, *la guerre contre la France et un Traité offensif et défensif avec l'Angleterre.*

Déjà un projet de Bill vient, d'être provoqué par l'Exécutif et présenté par le Comité militaire et de défense à la Chambre des Représentans, pour autoriser l'armement des bâtimens du Commerce. Le principe dans la premiere discussion a été généralement adopté, et tout ce qu'a pu gagner le parti républicain a été d'obtenir à la majorité d'une seule voix, 45 contre 46, que le Bill, ne serait mis à exécution que lorsque l'on auroit reçu des nouvelles de l'état de négociations en France. Ce Bill passé et des hostilités sont synonymes.

il fait malgré cela attendre que les dispositions du G. F. sont toujours contre la France.

Déjà un bill a été provoqué pour l'armement des batim^{ts} de Commerce.

^a Etats-Unis, vol. 48, folio 420. L. not signed. Indorsed: En 199.

^b December 21, 1797.

J'ai remis à ce sujet au Ministre d'Espagne et d'après la demande qu'il m'en a faite, une 4^{ème} Note dont copie cyjointe sous le N^o 2. relative-ment aux nouveaux dangers auxquels seront nécessairement exposées les Florides et la Louisiane, dans le cas où des hostilités par mer auraient lieu. Une lettre que J'ai interceptée et dont vous trouverez également copie cyjoint sous le N^o 3. corrobore toutes les idées que j'ai développées dans cette Note. Elle est faite pour attirer d'autant plus l'attention du Directoire, que tous les principes qu'elle renferme sont dictés par un des amis les plus chauds de la cause républicaine. L'original signé est entre mes mains et la copie collationnée a été remise au Consul G^{al} pour être chiffrée ainsi que le nom de l'auteur et adressée au gouvernement.

Le travail général dont vous m'avez chargé est terminé. Je vous prie d'en faire part officiellement au gouvernement et de prendre ses ordres sur les moyens de l'acheminer à sa destination. Je consens volontiers, que ce qu'il m'a coûté de peines, de soins et de dangers soit compter pour rien même oublié; mais au moins que la République sauve sa propriété et qu'elle ne laisse pas tomber ces matériaux entre les mains de l'ennemi commun. Déjà, J'ai été obligé de les soustraire à l'inquisition fédéraliste dont je deviens de plus en plus un objet de haine et de persécutions (Voyez le paragraphe cyjoint)

Arrivée de ^m₂₅ fusils de Londrès à New York.

25.000 fusils tires de la Tour de Londres viennent d'arriver à New York. Vous pouvez compter sur l'authenticité de cette nouvelle.

Exhortation à négocier.

Négociez et négocier lentement jusqu'à ce que nous ayons pris pied sur ce continent, voilà ce que nos amis vous demandent.

Létombe to Talleyrand.^a

Consulat Général
près les Etats Unis
Rélations

Extérieures

PHILADELPHIE 8 Nivose

3^{me} Division An Six de la République Française une et

Politique Ind^e ^b

Consulaire *Le Consul Général Au Citoyen Talleyrand*

No. 47. 2^{ata}] *Ministre des Rélations Extérieures*

CITOYEN MINISTRE: J'ai reçu, le 19. Frimaire, *via* New

York, timbrée 3^{me} Division Politique la Circulaire dont vous m'avez honoré le 20 Fructidor,^c relative au grand événement du 18 du même mois et je l'ai communiqué le lendemain à mes Collegues. Elle avait déjà parrue dans nos Gazettes d'après un papier d'Hambourg, et elle avait causé, ici, parmi les Républicains toutes les Sensations qu'ex-

Accusé de réception de vos 2 Circulaires du 20 Fructidor et de 3. 1 paquets pour Norfolk, Wilmington et St. Domingue. Mes lettres Timbrées Politiques, Consulaires ou Fonds selon leur matière—Pourquoi mal classées quelquefois. Causes des Embarras, que Je m'efforcerai de les classer avec précision.

Joint un paquet pour le Ministre de la Marine.

cite le triomphe de la Liberté

Cette circulaire, Citoyen Ministre, était accompagnée d'une Consulaire, aussi timbrée 3^{me} Division Politique *Duplicata* et datée 20 Fructidor, m'annonçant votre nomination Ministre des Rélations Extérieures, mais à laquelle J'avais répondu par anticipation dès le 13. Brumaire, par mon N^o 43. Politique: C'est à dire aussitôt après la réception de votre Dépêche Politique N^o 7.

Votre consulaire était aussi accompagnée de Paquets pour les Vice Consuls de Norfolk et de Wilmington ainsi que d'un Paquet Timbré Marine, pour le Chef de Division Barney; Je les leur ai adressé

Je viens de jeter les yeux sur mes dépêches Politiques N^o 25. 26 et 27. que vous me mandez avoir rangé dans la classe de mes Consulaires: Leur sujet m'avait parru tenir entièrement à la Politique et Elles sont chiffrées toutes trois

Vous verrez au reste, Citoyen Ministre, par la présente N^o 47 que je n'ai point conservé une seule série pour ma

^a Etats-Unis, vol. 48, folio 422. L. S.

^b December 28, 1797.

^c The Revolution of 18th Fructidor, September 4, 1797.

correspondance avec vous, et Je vais m'efforcer d'en faire la distinction avec plus de précision, malgré leurs objets divers souvent d'une nature mixte difficile à classer. Les réponses à vos Dépêches portant leur timbre ne causent aucun embarras, il ne provient que de celles que j'ai l'honneur de vous écrire *ex abrupto*.

Ma santé, soutenue par une expérience de 17. années de ce pays, me permet d'y remplir seul les fonctions de trois Citoyens. J'y mets sinon leurs lumières, au moins l'activité et tout le Zèle dont je suis capable; vous pouvez, Citoyen Ministre, disposer de moi aussi longtems que cela conviendra à la chose publique. J'espère que rien ne périclitera dans mes mains; Mais J'ai grand besoin et de vos bontés et de votre indulgence

Salut et respect.

LÉTOMBE.

P. S.—Je vous supplie, Citoyen Ministre de jeter les yeux, sur ma lettre ci-incluse au Ministre de la Marine et de vouloir bien la lui faire remettre.

L.

Létombe to Talleyrand.^a

PHILADELPHIE 8. *Nivose*

An 6^e de la République Française Une et
 Consulat Général Indivisible^b
 Politique *Le Consul Général Au Citoyen Talleyrand*
 No. 48. 1^{sta}] *Ministre des Relations Extérieures*

CITOYEN MINISTRE: J'ai eu l'honneur de vous accuser la reception de votre Dépêche Politique N° 8. du 15 fructidor dernier, par la mienne N° 47. du 1^{er} du Courant: Mais apprenant dans le moment, que le bâtiment qui la porte ne partira de New York qu'après demain, je m'empresse de vous informer que J'ai reçu hier matin celle dont vous m'avez honoré le 7. Vendemiaire dernier Timbrée N° 1. Politique.

^a Etats-Unis, vol. 48, folio 425. Déchiffrement. Indorsed: Déchiffrement de la dépêche N° 48. du Cit. Létombe. Certifié Campy. C. 7327. Reçu le 11. Germinal—Rep.

^b December 28, 1797.

M. Jefferson se trouvant dans mon Cabinet au décachetement de votre dépêche, je lui ai fait part le soir de ce dont vous m'avez permis d'entretenir les Membres du Gouvernement; ce qui est venu d'autant plus à propos que le parti Républicain vient de remporter une grande victoire dans la Chambre des Représentans. la discussion du Bill sur l'armement des bâtimens marchands ayant été ajournée au premier

Le parti Républicain gagne du terrain en Amérique.

lundi de fevrier prochain 40 contre 31. et hier sur la demande de deux Membres du Parti fédéraliste pour reconsidérer ce Bill de 44 contre 38. C'est à dire, que dans la première discussion le Parti Républicain l'a emporté de 3 voix et dans la seconde de 6., et M. Jefferson m'a fait observer que six Membres distingués par leur Republicanisme sont absens, ce qui donne à cet arrêté 50 contre 38. M. le Vice Président en conclut que le Parti Républicain gagne du terrain et qu'il dépend aujourd'hui du Directoire de lui donner l'impulsion la plus favorable aux intérêts des deux Républiques. Le paragraphe ci-contre a paru avant hier dans toutes nos gazettes et M. Jefferson croit que son auteur n'a eu d'autre objet que celui de faire passer ce Bill auquel le Parti contraire attachait d'autant plus d'importance qu'il l'eut rendu maître de l'agression.

Je vais faire part de votre dépêche à M. John Adams.

M. le Ch^{er} Irujo est très reconnoissant de vos bontés; Il est enchanté surtout de l'honneur de votre suffrage. Vous verrez par sa brochure intitulée *Verus* comment ce Ministre sait défendre son terrain. M. Pickering et M. le Procureur Général Lee son faisant, en sont presque aussi confus que de celle de M. Monrœ, ces deux écrits l'accablent et plaisent infiniment au Parti Républicain. Demain la traduction d'un écrit attribué au Citoyen Fauchet sortira de la presse, ce qui sera un nouvel objet d'embarras pour le Parti Britannique.

Le Ministre d'Espagne demande que la Chambre des Représentans mette l'affaire de Blount à l'ordre du jour. Sir Robert Liston a jugé convenable de s'éloigner. Il est à Charleston. La Grande Bretagne se trouve ici sans Ministre.

Le Citoyen Hauterive, très malade, n'a pu se charger de
mes dépêches, mais j'apprends leur arrivée
Maladie de C. Hauterive. au Havre et à Bordeaux jusqu'au N° 40.
inclusivement. Malheureusement la Delaware est fermée
par les glaces, et l'on ne compte pas sur une occasion à New
York avant un mois. Je vous supplie de croire, Citoyen
Ministre, que je saisirai avec empressement toutes celles qui
se présenteront.

Salut et Respect

Signé

LÉTOMBE.

APPENDIX.

*Le Citoyen Fulton au Citoyen Lacroix Ministre des Affaires
Etrangères.^a*

PARIS 30 Vend^{re} 5^{me} année^b

CITOYEN MINISTRE: Ayant appris que la Republique est sur le point d'obtenir la Louisiane de L'Espagne, Je prends la liberté de vous mettre sous les yeux quelques faits qui pourraient interesser la Republique et ceux de ses Agents qui pourraient y etre envoyés—

1^o. La saison actuellement la plus avantageuse pour aller dans cette Contrée et en prendre possession—en avril les eaux du Mississipi se débordent et sont toujours hautes jusqu'en Juin—Durant Ces trois mois on remonte difficilement le fleuve après la Baisse des eaux il reste sur les terres un Limon qui rend le sol extrêmement mal sain pour les Européens—en mettant a la voile d'Europe de maniere a arriver à la nouvelle orléan avant le commencement Des hautes eaux on aurait le tems de faire plusieurs dispositions et de s'acclimater avant la Saison Maladive.

2^o. Durant L'hyvert et le printems les habitans du bord du Mississipi et de l'ohio, du Cumberland et du Tennessee apportent leurs provisions à la Nouvelle orleans, en sorte qu'en s'y rendant de Bonne heure on attendrait le Grand objet qui est de s'assurer des Approvisionnements

3^o. un objet plus important que les precedents, est la necessité de gagner de Bonne heure l'affection du peuple des Pays occidentaux des Etats unis qui sont en ce moment très attachés à La France. je pense qu'il Conviendrait d'envoyer un agent Confidentiel parmi les habitants pour leur faire part de vos intentions—Car il est indubitable que la faction

^a Etats-Unis, Supplement, vol. 7, folio 44. (Louisiane et Florides.) Indorsed: 30 Vend^{re} An 5. C^m Derché envoyer un extrait de cette lettre au C^m Perignon. B. N. 1187. [Addressed] Au Citoyen Lacroix, Ministre des Relations Extérieures, Paris. [Note that Perignon was then negotiating with Spain for the transfer of Louisiana.]

^b October 4, 1796.

britannique ne fasse tout ce qui sera en son pouvoir pour leur inspirer du dégoût pour la France.

4°. On pourra lever dans le pays les troupes dont on aura besoin pour la garnison des Postes sur le Mississipi les troupes Levées par le Général Clark se Considérant Comme Français seront toujours disposés à entrer au service de la République—il suffira d'y faire passer d'Europe des armes, des Munitions, et des habillements—le reste se trouvera sur les Lieux. leur pays se trouvera dans le vaste pays que possédera la République, & qu'il sera de son intérêt de faire établir en les Concédant.^a

Salut et Respect

SAM^L. FULTON,
Rue Grennell N° 338.

^a Baron Marc de Villiers du Terrage, in his Les dernières années de la Louisiane française, p. 362, publishes a translation of a letter of George Rogers Clark, which is among the archives of the Minister of War:

LOUISVILLE, 2 mars 1797.

AU COLONEL FULTON:

J'ai bien reçu joint à votre lettre de décembre dernier, la copie des patentes du grade de général de brigade que le Directoire de la République française a bien voulu m'accorder et j'espère que les instructions qui me manquent encore viendront à temps.

Je vous prie d'assurer le Directoire que je sens tout le prix de l'honneur de sa confiance. . . . Je ferai tous mes efforts pour maintenir les intérêts de la République dans cette province où ils ont toujours été considérables.

Nous avons ici des agents anglais venant du Canada pour enrôler des volontaires destinés à marcher contre Louisiane. Il y a quelques jours, j'ai reçu des propositions du gouverneur du Canada pour marcher à la tête de deux mille hommes contre les établissements espagnols du Nouveau-Mexique. Vous pouvez être certain que j'ai refusé, car vous savez que je n'aime pas les despotes en général et les Anglais en particulier. Je ferai tout mon possible pour arrêter leurs progrès dans notre province. Il y a trois jours j'ai réuni un certain nombre de mes anciens officiers et leur ai donné des instructions spéciales d'user de tous les moyens, même des menaces, pour empêcher nos anciens soldats de s'engager au service de l'Angleterre et leur ai recommandé de les avertir que j'avais tout lieu de croire que nous serions bientôt appelés de nouveau au service et précisément contre ceux-là même qui s'apprétaient maintenant à un envahissement.

Je ne prévois pas que les Anglais puissent être en état d'ouvrir la campagne avant le mois de juillet. Les troupes qu'ils pourront enrôler dans ce pays ne leur suffiront pas pour cette entreprise sans en envoyer du Canada.

Leur plan est de s'emparer de Saint Louis, puis de diviser leur armée. Une partie descendrait le Mississipi et l'autre marcherait sur Saint-Affé (Santa-Fe). On peut facilement empêcher la réalisation de ce projet et battre leur armée pourvu que nous recevions à temps des instructions.

Vous pouvez assurer au Directoire que notre amitié pour la France n'est pas moindre qu'en 93 et que nous sommes fiers de pouvoir dire que nous avons été officiers au service de la République française.

Nous sommes impatient de vous voir au milieu de nous, mais nous sommes assurés que vous faites tout ce qui est en votre pouvoir en faveur des intérêts communs de la France et de notre pays

Salut et respect,

G. R. CLARCK.

19 ventôse an V (9 mars 1797).

Compare Etats-Unis, vol. 7, fo. 305 (supp.). In a report to the Directory made May 26, 1797, the Minister of Foreign Relations, Delacroix, declares: "Les habitants des rives du Mississipi sont fort attachés à la France. Quelques uns des officiers employés par le C^m Genet, jouissent parmi eux d'une grande influence. L'Espagne au contraire est méprisée et haïe par ces habitants. Clarke à la tête d'une poignée d'aventuriers a déjà fait trembler une fois Santa fé dans la dernière guerre. Cette antipathie peut, avoir diminué depuis l'ouverture du Mississipi, par l'Espagne. Il n'est pas indifférent à nos intérêts d'entretenir parmi ces peuples, et les hommes qui ont leur confiance, toutes les dispositions qui nous sont favorables. Dans le cas où nous serions remis en possession de la Louisiane, l'affection de ces contrées ne pourrait que nous servir, dans nos plans politique envers les Etats-Unis. C'est sans doute après ces motifs, que le Directoire s'est décidé à conférer au Général Clarke le grade de général de Brigade sans activité.

INDEX.

- Adams, John, 155, 531, 552, 948, 978, 979, 993, 1053, 1080.
 attitude toward France, 995, 1046.
 candidate for President, 920.
 characteristics of, 332, 972, 975, 979, 1030.
 Adams, John Quincy, 1026, 1027, 1052.
 Adams, Samuel, 278, 660, 711, 777, 893.
 Adet, Minister, 12, 707, 733, 734, 753, 765.
 biography of, 728.
 correspondence of, 721.
 financial difficulties of, 753, 765, 802.
 recall of, 969, 974, 984, 1008.
 Admiralty court in United States, 651.
Africa, English vessel, 786, 855.
Africa, natural history studies in, 960.
 Alexandria, Chervi, vice-consul at, 386.
 Algiers, Americans captive in, 580, 597.
 importance of peace with, 928.
 negotiations with, 998.
 preparations against, 382.
 treaty with, 834, 838, 875, 890.
 Amendments, constitutional, methods of, 673.
 Americans, temperament of, 645, 771.
 Americans in French islands, treatment of, 688, 704.
 Ames, Mr., 471.
 Ammunition purchased by English, 869.
 Amsterdam, capture of, 491, 617.
 Anglais, General, letters to, 367, 368.
 Antoinette of Austria, portrait of, 814.
 Arcambel, Consul, 316, 719, 772.
Argonaut, captures *l'Espérance*, 699, 852, 858.
 Aristocracy, political power of, 670.
 Aristocrats, party of, 663.
 Armament of vessels, regulation of, 858.
 Army, American, size of, 1064.
 moves against whisky insurgents, 456, 458, 471.
 Army reduction, discussion on, 550, 998.
 Assembly, colonial, 73, 126.
 Austin, Mr., 894.
 Asylum, French colonists at, 466.
 Bâle, treaty of, 567.
 Bank, United States, subscriptions to, 66.
 Barbados, expedition from, 908.
 fleet at, 236.
 Barbé-Marbois replaced by La Forest, 717.
 Barere, B., 288, 294.
 Barney, citizen, 1031.
 Barré, Captain, case of, 401, 682.
 Barrion, case of, 864.
 Barthelemy, Citizen, 1062.
 Beaumetz, Talleyrand and, received by Hamilton, 378.
 Fauchet's suspicions of, 578.
 Beauvais, Commandant, 805.
 Beauvois, correspondence with Ternant, 130.
 scientific studies of, 960.
 Bedford, Pa., Federal troops at, 456.
 Belligerent vessels forbidden ports, 666.
 Bermuda, American vessels condemned at, 657.
 letter from American agent in, 675.
 Bertrand, citizen, 681.
 Besse, Gen. Martial, 1020.
 Bibliography, diplomatic, 13.
 Billaud-Varenne, 288, 294.
 Billings, Dr. J. S., 7.
 Bingham, Senator, to succeed Monroe, 926.
 Blackstone, Mr., and flag incident, 702.
 Blanchelande, governor of Santo Domingo, 50, 99.
 Blockade at Norfolk, 1027, 1031.
 Blockade of West Indian ports, 626.
 Blount, Senator, conspiracy of, 11, 886, 991, 1050.
 investigation of, 1053, 1068, 1075.
 report on, 1081, 1091.
 Spanish demands on, 1095.
 interviews President, 919.
 Bompard, Captain, 236.
 Bond, Mr., chargé de affaires, 772, 910.
 Bonnacarrère, letter from Ternant to, 150.
 Bordeaux, embargo at, 321, 348.
 Boston, consul dismissed at, 281.
 decline of French party in, 947.
 Holland celebration in, 660, 662.
 lack of coast defense at, 687.
 opinion of Jay's treaty in, 746, 754.
 President's reception at, 1069.
 prize vessels at, 1037.
 votes on Constitution revision, 672.
 Botanical Garden at Charleston, 960.
 Bouchotte, T., 294.

- Bournonville, citizen, 1023, 1025.
 Bradford, David, 434, 486.
 Brandt, chief of Six Nations, 129, 138.
 Breard, of committee of safety, 727.
 Bribery alleged in Congress, 738, 901, 1005.
 Brisbane, Mr., at Santo Domingo, 612.
 Brunet, Secretary, 815, 943.
 Burnel, citizen, case of, 820.
 Burr, Colonel, candidate for President, 920.
 Caloy, P. A., 727.
 Cambeford, case of, 872.
 Campbell, Major, 430, 443, 459.
 Canada, annexation proposed, 204.
 expedition from, 1075.
 French affairs in, 1025, 1059, 1077.
 French intrigues in, 1051.
 frontier posts to be evacuated, 552.
 Genet's preparations against, 217, 234, 284, 329, 826.
 insurrection in, 1042.
 invasion of Louisiana from, 990.
 Capital city, plans for, 54, 126.
 Capital punishment, 598.
 Carlisle, Pa., army at, 456.
 Carnot, 294.
 Carondelet, Governor, 1049.
 Cassan, consul, replaced by Petry, 585.
Cassius, corvette, case of, 780, 781, 842, 861, 907, 1019, 1064.
 Catholic diplomatic minister, 1055.
 Catholics, oppression of, 786.
 Cayenne expedition, 803.
 Chambonas nominated minister of foreign affairs, 160.
 Champagne, imports of, 597.
 Charleston, botanical garden at, 960.
 French consul at, 386, 760.
 French residents in, 828.
 Genet arrives at, 212.
 sale of prize vessels at, 902.
 Cherokee Indians, hostilities of, 524.
 Cherrui returns to France, 956.
 Chervi retained vice-consul at Alexandria, 386.
 Chesnau, citizen, 801, 83.
 Cincinnati, Society of, celebrate July 4, 144.
 Civic fetes in America, 647.
 Civil war threatened, 402.
 Claims against England, 523.
 France, 1082.
 Clark and Sheridan manuscripts, 460.
 Clark, George Rogers, Genet's instructions to, 222.
 letter to Fulton, 1098.
 proposition on Louisiana by, 199, 991.
 to command Louisiana expedition, 86.
 Clarke, Gen. Elijah, 829, 1037, 1075, 1:81, 1098.
Cléopatra, confiscation of cargo of, 819, 820, 855, 858.
 Clinton, Governor, 278, 669.
 Coast defenses needed, 686.
 Cochon, Charles, 727.
 Coentet, Gouverneur, 803.
 Coffee trade, 566, 572.
 Coins, design for, 1:6.
 value of current, 1065.
 Colachy, Capt. Joseph, 1072.
 Collot, General, 11, 15, 362, 364, 875, 1001, 1022, 1025, 1038, 1048, 1076.
 suit against, 840, 1054, 1079.
 western explorations by, 929, 990, 1015, 1051.
 Collot-dherbois, 288.
 Colonial affairs, Genet on, 283.
 Colonial assembly, doings of, 73.
 Colonial finances, 789.
 Colonies, French, conditions in, 644, 692.
 trade with during war, 644.
 Commerce, American, 257, 426, 427, 758, 958.
 Coxe's study of, 478.
 French colonial, 756.
 navigation and, report on, 1073.
 of neutrals, 643.
 politics and, relation of, 339.
 restrictions to, on Mississippi, 652.
 Commercial affairs in West Indies, 1062.
 Commercial alliance needed with France, 565.
 Commercial decrees of National Convention, 642.
 Commercial regulations, 867.
 Commercial relations with West Indies, 655.
 France, 846, 877, 903.
 Commercial restrictions at Santo Domingo, 689, 690.
 Commercial rights, restriction of, 832.
 Commercial statistics, American and French, 115.
 Commercial system, 340.
 Commercial treaties in House, 885.
 Commercial treaty, conference with Jefferson on, 108-114.
 discussion of, 631.
 Commercial treaty with England, 553, 903.
 France, 283, 903, 939.
 Commission on weights and measures, 544.
 Commissioners, appointment of, 288.
 instructions to, 287, 288.
 to France, 1032.
 Santo Domingo, 79, 80, 89, 90, 91, 130.
 Committee of Public Safety, instructions from, 287, 727.
 plea to enlighten, 419.
Concorde, captures two prizes, 400.

- Condemnation of American vessel illegal, 76.
 Congress, alleged corruption of, 738, 901.
 defensive measures of, 1028.
 relation of French diplomats to, 1013.
 Congress votes funds to France, 391.
 Congressional debate on naturalization law, 539.
 Congressional election of 1794, 471.
 Congressional Record established, 598.
 Congressional representation, new ratio of, 114.
 Connecticut, Jay treaty in, 894.
 Constitution, Federal, construction of, 663.
 presented to Congress and President, 94, 95.
 President's treaty right under, 883.
 Washington's observance of, 746.
 Constitution, Massachusetts, revision of, 671.
 Constitutional convention, 884.
 Constitutions, State, method of revising, 673.
 Consular commissions, difficulty over, 279.
 Consular convention, 681, 725, 748, 862, 1079.
 Consular judgments, execution of, 1022.
 Consular law desired by Ternant enacted, 123.
 Consular service, expenses of, 387, 787.
 Consuls, French, changes in, 288, 316, 384.
 Consul-general named for Paris, 394.
 Contraband of war, 642, 723, 903, 934.
 English disregard of, 824.
 exportation of, 868.
 regulations concerning, 866.
 Contracts, American, payment of, 653.
 Costume of French diplomats, 965.
 Courts, United States, jurisdiction of, 841.
 Coxe, Tench, study of commerce, 478.
 Creek Indians, 829.
 Cumberland, fort, Federal troops at, 456.
 Curaçao, protest by consul at, 689.
 Currency, values of, 1065.
 Customs affairs kept secret, 958.
 Dacunha, citizen, 810, 822.
 Dallas, Mr., 1084.
 Dana replaced by Gerry, 1040.
 Dana, Judge, 1025.
 Dandridge, M., 1027.
 Dannery, consul, Fauchet's opinion of, 384.
 Dayton's motion in Congress, 1025.
 De Boislandry, commissioner in Baltimore, 101.
 Debt, public, amount of, in 1794, 516, 872.
 discussion of, 549.
 plans for redemption of, 103, 504, 516, 589.
 State, assumption of, 107.
 to France, 256, 282, 284, 1065.
 Debtors, extradition treaty for, 552.
 Defensive measures of Congress, 1028.
 De Frère, minister from Portugal, 531.
 De Grasse, Chevalier, letter from, 481.
 d'Herbois, Collot, 803.
 Delacroix, letters to, 1040.
 Delanney, citizen, 907.
 De Marnesia, to return to France, 97.
 Democratic meetings, 501.
 Democratic Republicans, 664, 669.
 De Moustier, Minister, 888.
 Denmark, attitude toward France, 1006.
 Desanglers, secretary of council, 294.
 Deserters, marine, arrest of, 681.
 Deslons, citizen, 963.
 Detroit, English post at, 558.
 Dombey, naturalist, 544.
 Dorchester to General Wayne, 677.
 Dorchester's speech to the Indians, 351.
 Dréant, citizen, 684.
 Duhail, M., 1017.
 Dumourier, General, 132, 144, 218, 271, 637, 848.
 Dumoustier, Mr., 568.
 Du Moutier, Count, 568.
 Dupont, citizen, 192, 761, 828, 962.
 death of, 269.
 Duplaine, Consul, dismissed, 281.
 Duportail, Minister, 481.
 Egron's periodical *Le Niveau*, 479, 803.
 Election, Congressional, of 1794, 471.
 Massachusetts, 673.
 New York, governor, 710.
 Presidential, 957, 972, 982.
 Electoral vote in 1797, 1048.
 Ellicot, commissioner, 1039, 1070.
 Ellsworth, Chief Justice, 914.
 Ellsworth, Senator, 813.
 Embargo at Bordeaux, 321, 348.
 decreed by Congress, 358, 871.
 on horses, 867.
 renewal prevented by Fauchet, 359.
Embuscade, frigate, victory of, 236.
 Emigrants, character of, 870.
 naturalization of, 537.
 Emigration from West Indies, 127, 614.
 to United States, 588.
 to West in 1795, 659.
 England announces war with France, 192.
 claims against, 523.
 desires war with France, 1024.
 connection with whisky rebellion, 421.
 Jay treaty with, 674.
 plans hostilities, 351, 352.
 relations with United States, 134, 135.
 English aggressions, comments on, 626.
 blockade at Norfolk, 1027, 1030.
 calumnies against French, 837.
 feeling in America, 665, 1024, 1026.
 financial troubles, 1058.

- English officers and Indians fight against Americans, 421.
 influence on Senate, 813.
 interests, effect of embargo on, 358.
 intrigue in Northwest, 429.
 invasion of Louisiana threatened, 990.
 naval weakness in America, 235.
 neutrality violations, 421, 772.
 party in Boston, 1069.
 party in Congress, 893, 905.
 proclamation against Guadeloupe, 625.
 seizure of American vessels, 349.
 success in Antilles, 274.
 vessels at Norfolk, 684, 685, 696, 856.
 Epidemic at Philadelphia, 427, 1064, 1075.
 Eschasseriaux, 727.
 Eustace, General, information about, 272.
 Eustis, Doctor, 894.
 Exchange, rate of, foreign, 83, 139.
 Export of war munitions prohibited, 574.
 Exports of United States, 1789-1794, 571.
 to West Indies, 639.
 Excise, rebellion against, 401-404, 439.
 Excise revisions recommended, 65.
 Extradition treaty with England, 552, 555.
Fame, naval ship, 1069.
 Fauchet, Jean Antoine Joseph, 12, 13, 288,
 309, 379, 712, 716, 718, 827.
 character of, 762, 850.
 correspondence of, 287.
 English attempt to capture, 772, 855.
 Fauchet-Randolph interview at Newport,
 783.
Favorite, privateer, 861.
 Federal courts, prize cases in, 862.
 Federal Government, feebleness of, 255,
 467, 618.
 Federalist attitude toward Genet, 244,
 248.
 Federalist newspapers insult the French,
 1046.
 Federalist Republicans, 664, 669.
 Federalists, alarm of, 278.
 attack Irujo, 1055, 1056, 1057.
 taxation position of, 997.
 Fenno's Gazette, 754, 755.
 Fête, Holland, in Philadelphia, 660.
 Fielder, Thomas, inventor machine for
 navigation, 117.
 Finances, American, 119, 519, 750, 872.
 Hamilton's plan, 590.
 of Adet, 802.
 of French consulates, 787, 789.
 of Genet, 321.
 of Ternant, 98, 100, 119, 120, 141, 142.
 Payne on decadence of, 944.
 Financial troubles in England, 1058.
 Findley, William, 456.
 Fisheries, exports of products of, 639.
 French, 879.
 Five Nations, deputation of chiefs of, 107,
 108.
 Flag, English insults to, 255, 666.
 French, presented to Senate, 811, 876.
 incident in New York inn in 1795, 703.
 outrages on, 675.
 presented to France by United States, 876.
 respect for, 618.
 violation of, 865.
 Florida, Blount's conspiracy against, 1068,
 1075, 1081.
 conquest of, 203, 265.
 French policy toward, 1025.
 Genet's plan against, 234, 345, 826.
 invasion of, 990, 1028.
 negro regiment in, 1032.
 operations in, 329.
 refugees from, 827.
 Flour, price of, in West Indies, 656.
Flying Fish, privateer, 923.
 Fonspertuis, Consul, 316, 386, 760, 761, 828.
 Ford, Paul Leicester, 7.
 Ford, Worthington C., 7.
 Foreign commerce, importance of, 340.
 in 1789 to 1794, 571.
 Foreign debt in 1794, 516.
 Foreigners, naturalization of, 537.
 Forts, frontier, on Great Lakes, 558.
 Fourcroy, of Public Safety Committee, 727.
 France, American Commissioners to, 1030,
 1032.
 American vessels in, 903.
 danger of war with, 988, 1011.
 debt to, 1065.
 fears for her colonies, 564.
 interests of, protected at Madrid, 136.
 Jay's treaty, unfavorable to, 674.
 libels against, 916.
 needs of, in America, 193.
 new treaty with, 1067.
 rate of exchange with United States, 83.
 seeks possession of Louisiana, 568.
 Spain and, common interests of, 801.
 Spain and, United States willing to me-
 diate between, 390.
 supplies for, 170, 173, 174, 178, 179, 373, 395,
 396.
 war feeling toward, 985, 987.
 war with England announced, 193.
 Washington's regard for, 637.
 Franklin, Benjamin, 1030.
 Franklin, Philo, on Jay's treaty, 629.
 French agents, dismissal of, 558.
 treated discourteously, 876.
 French, Canadian, 1042.
 French celebrations in United States, 146,
 770.
 French claims against United States, 1064.
 French colonies, affairs in, 613.
 commercial alliance with, 565.

- French colonies, guaranty of, 1064.
 French colonists at Asylum, 466.
 French commercial ships, method of leave-taking for, 143.
 French commercial treaty, 903.
 French consulates, expenses of, 787.
 French finances in United States, 150.
 French flag, presented to United States, 811.
 French interests, effects of embargo on, 358. require peace, 984.
 French intrigues in Canada, 1051.
 French islands, treatment of Americans in, 688.
 French loan, amount of, 593. repayment of, 256.
 French military commissions to Americans, 853.
 French monarchy, abolition of, 164, 176, 177.
 French need of Canada and Louisiana, 1059.
 French officers, bill for compensation of, 107.
 French partisans in United States, 663, 947, 1041, 1082.
 French privateers, depredations of, 1072.
 French revolutionary principles in America, 201.
 French sympathy in United States, 317, 724, 735, 807, 915, 994.
 French treatment of Americans in West Indies, 704.
 French treaty, 635, 743, 858, 916.
 French victories, good effect of, 608, 1032.
 French view of Genet's conduct, 283.
 French West Indies, affairs in, 1062.
 Fresneau, editor of National Gazette, 150.
 Frontier affairs in 1795, 596.
 Frontier forts, treaty concerning, 554.
 Frontier posts on Great Lakes, 557.
 Fulton, Colonel, 828, 892, 1097, 1098.
 Gabriel, citizen, 1043.
 Galband, at Santo Domingo, 871. conspiracy of, 224, 238, 242, 260.
 Gallatin, Mr., 588.
 Gardner's plans stopped by Rochambeau, 227.
 Gardner's return to Europe, 235.
 Genet, Minister, 12, 202, 195, 199, 211, 214, 270, 879. authorized to make treaty, 629. commissions issued to Americans by, 853. conduct disavowed by France, 228, 229, 283, 289. correspondence of, 200-246. defense of his actions, 249. dismisses French agents, 558. efforts to negotiate treaty, 637. examination of conduct of, 290. financial accounts of, 321, 335, 337.
 Genet, Minister, functions discontinued, 275. instructions to, 201. Jefferson's letters to, 935. Kentucky intrigue, 219, 220. libel suits by, 279. on flag violation, 865. plans thwarted by neutrality proclamation, 240. preparations against Canada, 826. privateers commissioned by, 848. proposes appeal to people, 241. Randolph on arrest of, 308. recall demanded by Washington, 248. succeeds Ternant, 181. unfriendliness caused by, 815. Washington's attitude toward, 217.
 Geneva colonists in America, 588.
 Georgia, land sales in, 586, 597. extradition troubles in, 556. Genet's forces in, 826, 829. grievances of, 71, 72. Jay treaty in, 894. scientific studies in, 960.
 Gerry, Elbridge, 1040, 1043, 1052, 1053, 1058, 1064.
 Giles, Mr., of Virginia, 472.
 Goëlette expedition, 971.
 Grenville, Lord, 709, 775.
 Grenville-Pinkney correspondence, 350.
 Guadeloupe, affairs in, 262, 426, 463, 610, 611. commercial conditions at, 692, 705. English proclamation against, 625. suit against governor of, 840. surrender of, 362. trade with, 657.
 Gulf of Mexico, English commerce in, 757.
 Gunn, Senator, alleged bribery of, 738.
 Guyton, L. B., 727.
 Halifax, Genet plans to burn, 826. naval weakness at, 235.
 Hamilton, Alexander, 57, 98, 128, 139, 241, 331, 374, 426, 458, 920, 950. attachment to England, 1029. defense over name *Pacificus*, 816. influence on the President, 245. intrigues, 775, 795. invasion of Louisiana favored by, 1076. personal qualities, 533, 534, 535, 756, 951. plan to reduce public debt, 551, 589. public receptions for, 585. resignation of, 476, 532, 533.
 Hammond, Minister, from England, 59, 62, 63, 69, 118, 474, 631, 662, 675, 676, 715, 755, 772, 775, 925. departure of, 716, 776. replaced by Liston, 909. secret conference with Jefferson, 129.
 Hammond-Randolph correspondence, 353, 407, 408, 715.

- Harper, Robert G., 887.
Harrison, attorney, conduct of, 976.
Haskins's Yazoo land companies, 586.
Hauterive, French agent, 384, 1014, 1040, 1096.
Heineken, Mr., consul, 647, 648.
Henry's inventions, 944, 945.
Hesse Cassel, Landgrave of, 908.
Hessian soldiers at Barbados, 908.
Holland, American relations with, 645.
 convention, sale of prizes under, 1067.
 emancipation of, 645.
 loan from, 66, 593, 1007.
 minister from, 952.
 revolution in, 660.
Home, Captain, 772.
Hope, prize vessel, 860.
Horses, embargo on, 824, 869.
Hospitals in United States, 727.
House of Representatives discuss Jay treaty, 881.
 revenue laws originate in, 885.
 rights of, 887.
Howell, governor of New Jersey, 437.
Hugues, Victor, 706, 765, 766, 767, 790.
Humphrey, Colonel, 778.
Humphrey, Mr., in Algiers, 580.
 minister to Portugal, 532.
 succeeds Short at Madrid, 924.
Hussard, frigate, 858.
Idlinger, citizen, 464.
Import duties at Santo Domingo, 690.
Import taxes, discussion on, 997.
Impressment of seamen, 869.
Indemnity for neutral vessels, 393.
Independence Day, celebration of, 143, 144.
Indian forces, total defeat of, 431.
Indian lands sold in Georgia, 586.
Indian policy in 1795, 595.
Indian traffic under Jay treaty, 910.
Indian tribes, relations with, 550.
Indians, Cherokees, hostilities of, 524.
 Creek, 623.
 Dorchester's speech to, 351.
 expeditions by Army against, 54.
 French military commissions for, 201, 222.
 friendly to French, 1053.
 frontier, relations with, 497, 504.
 Ohio, investigation of defeat by, 106.
 pacification of, 130, 138.
 Six Nations, treaty with, 659.
 Wabash, 1053.
Ingersol, attorney, 1079.
International law in West Indies, 625.
Irujo, Don Carlos, 1003.
Irujo, Don Martines, minister from, 953.
Irujo, Minister, 1049, 1055, 1060.
Isles de France, plot to surrender, 989.
Italy, French victories in, 1004.
Jamaica, English naval weakness at, 235.
 martial law at, 692.
Jay, John, 247, 278, 333, 353, 412, 422, 482, 550, 669, 670, 701, 710, 745, 887, 927.
 concludes treaty, 552.
 mission to England, 354, 375, 412, 440, 441, 473, 483, 520.
Jay treaty, 343.
 anonymous letters concerning, 674.
 attempted amendment of, 881.
 arrival of, 579, 601.
 before Senate, 707, 712.
 departs from instructions, 927.
 documents demanded from President, 883.
 effects of, 626.
 Fauchet's opinion of, 603.
 Fenno's Gazette on, 754.
 House debates, 881, 893, 900.
 injurious to France, 741.
 instructions to Jay regarding, 927.
 Madison on, 573.
 Monroe opposed to, 619.
 pamphlets for and against, 628.
 plan to defeat, 889.
 popular opinion of, 745, 754, 794.
 publication of, 742.
 Randolph on, 578.
 ratified by King George, 834.
 States favoring, 893.
 unjust to France, 674.
 Washington, message on, 631.
 Washington approves, 776.
Jefferson, Thomas candidate for President, 920, 943, 972.
 close votes for Adams and, 1048.
 effect of election of, 975.
 elected Vice-President, 982.
 Genet and, 215, 232, 245, 285, 935.
 head of patriotic party, 982.
 Létombe interview with, 1029.
 love for France, 983, 1018.
 notes on Virginia, 1076.
 on commercial treaty, 108, 114.
 on French colonies, 564.
 on privateering, 161.
 on public lands, 70, 71.
 on weights and measures, 544.
 secret conference with Hammond, 129.
 talks of resigning, 168, 186.
 Ternant and, 93, 98, 133.
 to Gouverneur Morris, 629.
 treaty principles proposed by, 638.
 warned against negotiating with Commissioners, 73, 74.
 weakness of, 241.
Jones, Coffin, 1084.
Jurisdiction of courts, 841.
Kentucky, constitution of, 137, 154.
 expedition, 310.

- Kentucky, French sympathy in, 287.
 Genet's intrigue in, 201, 217, 219, 220, 240, 826.
 Jay treaty in, 894.
 political discontent in, 621.
 seeks Mississippi navigation, 204, 622, 652.
 Spanish negotiations and, 658.
- Ketland, Mr., 780.
- King, Rufus, 912, 924, 925, 1028.
- Knox, Secretary, 332, 466, 476, 532.
- Kosciusko, General, interview with, 1069.
- L'Africa*, ordered from Newport, 786.
- Labeledens, arrest of, 871.
- La Colombe*, arrival of, 480.
- Lacroix, Fulton to, 1097.
- Lafayette, reception to, 619.
- La Forest*, 47, 140, 238, 389, 717.
 letters from, 303-650.
- Lake posts, description of, 657.
- Land companies in Georgia, 586, 597.
- Land speculations, 105, 394, 465, 679.
- Land speculator's periodical, 479.
- La Roque, land speculations by, 479.
- Laveaux, General, 367, 542, 613, 779, 805, 861, 1019.
- La Vengeance*, affair of, 976.
- Le Blanc, 289, 302-352.
- Le Comte, character of, 426.
- Lee, General, 454, 457, 1020, 1095.
- Lee, Governor, 485.
- Lee, Henry, member of Pennsylvania Commission, 438.
- Leeward Islands, needs of, 165.
- Le Lion*, privateer, 914.
- L'Embascade* and its prizes, 196.
- Le Royer, citizen, 966.
- L'Esperance*, corvette, capture of, 699, 858, 859.
- Lessart, minister of foreign affairs, 88, 89.
- Létombe, 12, 13, 806.
 arrest of, 1083.
 correspondence of, 1010-1099.
- Liancourt, Duc de, 493, 1003.
- Libelists, paid by Great Britain, 916.
- Libelous articles against France, 981.
- Libel suits by Genet, 279.
- Liquor trade with France, 655.
- Liston, Minister, 909, 942, 1005, 1048, 1055, 1075.
- Livingston, Mr., 836, 882, 887, 998, 1084.
- Loans, Holland, success of, 66.
 Holland and Spanish, 1007.
- Louis Capet, 814, 848.
- Louis Philippe arrives in United States, 968.
- Louisiana, address to the French in, 265.
 Blount conspiracy against, 1068, 1075, 1081.
 boundary dispute, 1070.
 complaints of Ellicot, 1039.
- Louisiana, difficulties with, 1037.
 English invasion threatened, 990.
 Florida and, plans for acquisition of, 10.
 French interests in, 652, 798, 1025, 1059.
 Genet's plan against, 222, 234, 284, 329, 345, 826.
 Governor refuses to give up posts, 1009.
 proposed retrocession to France, 567, 580, 624.
 route of proposed invasion of, 1076.
 studied by Collot, 929.
 troops in, 1049.
- Macklay, Mr., resolution by, 892, 898.
- Macleed, execution of, 1054.
- Madison, Mr., 342, 373, 472, 536, 573, 638, 886.
- Madrid, French interests protected at, 136.
 negotiations with, 806.
- Maine, land speculations in, 466.
- Majority rule in America, 487.
- Mangourit, biography of, 930.
 consul, 146, 212, 213, 220.
 correspondence of, 329.
 instructions to, 930.
 recalled from consulship, 386.
- Manuscript sources, 14, 15.
- Marine deserters, arrest of, 681.
- Marshall, General, 1025, 1040, 1043.
- Marshall and Gerry, instructions to, 1052.
- Martinique, English expelled from, 236.
 fear of attack on, 610.
 siege of, 362.
 surrender of, 362.
- Mary*, brig, case of, 653, 654.
- Maryland troops oppose whisky insurgents, 456.
- Massachusetts, Adams elected governor, 711.
 constitution revised, 671.
 favors Jay treaty, 893.
 French party in, 806, 948.
 insurrection of 1787, 457.
- Mayer, Jacob, consul, 921.
- Merlin, of Public Safety Committee, 727.
- Michaux, Andre, Genet's instructions to, 221.
- Michaux's scientific studies, 959.
- Military commissions issued to Americans, 853.
- Militia, organization of, 497, 503, 549, 1037.
- Miquelon, French supplies for, 157.
- Miranda's proposal to Pitt, 990.
- Mississippi, closing of the, 729.
 evacuation of posts on, 1039.
 free navigation of, 136, 204, 284, 292, 355, 489, 620, 622, 623, 652, 725, 744, 838, 910.
- Moissonier, vice-consul, 198, 385.
- Monarchical tendencies, 1037.
- Monarchy, French, abolition of, 164.
- Money, decimal system of, 545.
- Monongahela convention, 403.

- Monroe, 1070.
 minister to France, 333, 377, 392, 412, 442, 474, 476.
 defends Irujo, 1057.
 effect of arrival of, 1045.
 letter from, 922.
 on English treaty, 763.
 on Jay's treaty, 561, 562, 579, 619.
 on treaty of commerce, 638.
 Randolph on, 490.
 succeeded by Pinckney, 950.
 Monroe and Jay compared, 654.
 Montmorin, letters from Ternant, 19, 43-86.
 Moore, consul, ordered from Newport, 786.
 Moreau's work on Santo Domingo, 944, 949.
 Morris, Gouverneur, 170, 187, 391, 629, 888.
 Morris, Robert, 245, 466, 482, 636, 679, 680.
 Moultrie, General, and Genet, 220.
 Moultrie, Governor, 212.
 Moustier, Mr. du, 641.
 Mozard to Delacroix, 1064.
 Murphy, Diego, 1087.
 Murray, Admiral, 667, 676, 738.
 Narbonne, Minister, 481.
 National Guards, organization, 497, 503.
 Natural history, discoveries in, 544.
 Natural history studies by Michaux, 960.
 Naturalization law, 536, 576.
 Naturalization of French citizens, 293, 726.
 Naval battle, victory of *Embuscade*, 236.
 Naval forces, French and English compared, 757.
 Naval supplies at New London, 302.
 Naval vessels, English, in American ports, 856.
 Navigation act, discussion of, 340.
 Navigation, commerce and, report on, 1073.
 invention of new machine for, 117.
 of Mississippi, mediation offered by England, 136.
 treaty, 552.
 Navigators, French, claims by, 129.
 Navy, American, condition of, 388, 1037.
 Negro insurrection at Santo Domingo, 45.
 Negro regiment in Florida, 1032.
 Negro revolution in French colonies, 565.
 Negroes, bond required of, 1021.
 emancipation of, 884.
 law against entrance into South Carolina, 1078.
 Neutral vessels, privileges of, 642, 969.
 Neutrality, commercial, 257, 503, 714, 723, 816.
 conditions at Norfolk, 697.
 instructions to States on, 666.
 in West Indies, 625.
 observance of, 1011.
 privileges under, 643, 854.
 proclamation of, 196, 216, 826, 848.
 annuls Genet's efforts, 240.
 Neutrality, twenty-four-hour notice, 855.
 violations of, 572, 685, 772, 859, 1006.
 Newfoundland fisheries, plan to destroy, 826.
 New Geneva, founding of, 588.
 New Hampshire, Jay treaty in, 754, 893.
 Presidential campaign in, 948.
 New Jersey, Jay treaty in, 754, 894.
 opposes direct taxation, 997.
 New London, Conn., 302, 384, 727.
 New Orleans, expedition against, 285.
 Newport, R. I., 733, 860.
 New York, Arcambal appointed consul at, 384.
 capital punishment in, 598.
 election of governor in, 669, 702, 710.
 lack of coast defense at, 687.
 presents address to Genet, 240.
 Niagara, English post at, 557.
 Nicholas, Mr., of Virginia, 472.
 Noailles, Viscount de, 218, 380.
 Norfolk, blockade at, 1027, 1031.
 contraband of war at, 825.
 English vessels ordered away from, 685, 696.
 privateer prizes at, 857.
 Northwest Territory, development of, 659.
 Nova Scotia, conquest of, 203.
 Odiourne, Mr., 1081.
 Ohio Indians, investigation of defeat by, 106.
 Orr, Captain, 989.
 Oster, consul at Norfolk, 386.
 Oswego, English post at, 557.
 Otto, Louis-Guillaume, 94, 158, 390, 717, 921.
 Oudart, citizen, 12, 515, 721, 727.
 Pacificus, Hamilton's nom de plume, 816.
 Pan, Mallet du, 930.
 Parish, M., 917.
 Party politics, 663.
 Pascal's return to France, 273.
 Payan, commissioner from Santo Domingo, 72.
 Payant, correspondence with Ternant, 130.
 Payne, Thomas, on decadence of finances, 944.
 Pennevert, consul at New London, 384.
 Pennsylvania, capital punishment in, 598.
 French sympathy in, 807,
 legislature of, 52, 53.
 Presidential election in, 972.
 visited by President, 426.
 western, rebellion in, 402, 403, 420, 595, 621.
 whisky insurrection in, 401-404.
Perdrix, corvette, 682.
 Perignon, citizen, 1057.
 Petry, consul, 289, 385.
 letters from, 303-650.
 Philadelphia, celebration at, 418.

- Philadelphia, epidemic at, 427, 1064, 1075.
 few Americans in, 646.
 lack of coast defense at, 687.
 opinion of Jay treaty in, 754.
- Phillips, Henry, consul at Curaçao, 689.
- Pickering, Mr., 532, 568, 775, 780, 910, 922, 969, 987, 1019.
- Pickering and Bond sign agreement, 911.
- Pillet, assist Egron, 480.
- Pinckney, Mr., 978, 994, 1001, 1004, 1026.
 characteristics of, 951.
 French refusal to receive, 985, 1044.
 minister to England, 126, 133.
 nominated minister to London, 530, 924.
 on neutrality violations, 867.
 on reprisals, 668.
 to replace Monroe, 950.
- Pinkney, Mr., 350, 580, 622, 920, 971.
- Piracies by English, 675.
- Pitcairn, James, vice-consul, 1000.
- Pitt, Miranda's proposal to, 990.
- Pitt's, opinion asked concerning peace in England and America, 409.
- Pittsburg convention, 52.
- Pittsburg, Federal army at, 471, 486.
 whisky insurrection at, 458.
- Poguez, arrival of, 424.
- Political characteristics of Americans, 647.
- Political conditions in America, 330.
- Political history of United States, review of, 444, 450.
- Political parties in 1795, 663.
- Political party power in, 489.
- Political situation of France toward United States, 649.
- Politics and commerce, relation of, 339.
- Politics in United States, 155.
- Polony, Lieutenant, 80, 803.
- Popular feeling toward France, 915, 987.
- Popular sentiment toward Genet, 243.
- Popular meetings, effect of, 501.
- "Porcupine," libelous articles by, 916.
- Port duties excused, 318.
- Portland, Duke of, 677.
- Portugal, minister from, 531.
 trouble with Algiers, 382.
- Postage, American, expense of, 175.
- President, commander in chief, 457.
 given power to purchase ships, 382.
 House demands treaty documents from, 883.
 makes treaty with English minister, 910.
 opposes whisky insurrection, 456.
 power of, 774.
 refuses House demand for treaty papers, 883.
 visits western Pennsylvania, 426.
- Presidential campaigns, 514, 920, 948, 957, 972.
- President's messages to Congress, 65, 67, 68, 497, 806, 978, 1018, 1036, 1080.
- President's rights as to treaty making, 835.
- Press, libels, France, 916.
 power of, 659.
- Prieur, C. A., 294.
- Prince de la Paix, 1003, 1055.
- Printing presses carried West, 659.
- Privateer prizes at Charleston, 854.
 at Norfolk, 857.
 order concerning, 858.
 sale of, 902, 911, 1067.
- Privateering, Jefferson's views on suppression of, 161, 162.
- Privateers, 288, 417, 418, 723, 936, 1072, 1080.
 at Santo Domingo, 687, 690.
 commissioned by Genet, 284, 848.
 English, 757.
 fitted in American ports, 824.
 French, and their prizes, 860.
- Prize vessels, 280, 288, 650, 666, 722, 747, 854, 858, 902, 911, 935, 1005, 1066-1067.
- Proisy, letters from, 99, 121.
- Prussia, treaty with, sale of prizes under, 1067.
- Public debt, amount of, 593.
 extinction of, 504, 516, 549, 589.
- Public lands, report on, by Jefferson, 70, 71.
- Public men, honor to, 585.
- Public opinion in 1795, 665.
- Puller, Captain, 653, 654.
- Ramage, Captain James, 1017.
- Randolph, Mr., 308, 376, 377, 414, 451, 468, 469, 472, 490, 561, 667, 682, 697, 762, 774, 783, 818.
 on Jay treaty, 578, 712, 713, 742.
- Randolph-Fauchet interview at Newport, 783.
- Randolph-Hammond correspondence, 350, 408.
- Ranger*, corvette, 973, 977.
- Raven*, naval ship, 1025.
- Read, Senator, alleged bribery of, 738.
- Reciprocity treaty with England, 555.
- Refugees, Santo Domingan, 85, 323, 460, 469.
- Religions in United States, 581.
- Representatives, patriotism of, 738.
 reapportionment of, 70.
 relation of diplomats to, 1013.
 rights of, 837.
- Republican Federalists, 664, 669.
- Republican party, 663, 883, 920, 997, 1095.
- Revenue, 340, 997.
 laws originate in House, 885.
- Reynard, Citizen, 968.
- Rhode Island, Jay treaty in, 894.
- Ricard, reasons for surrender of, 362, 364.
- Richard, of Public Safety Committee, 727.
- Rickett, Admiral, 1050.

- Rigaud, Commandant, 805.
 Rigaud, General, 543.
 Ripley, Mr., 1081.
 Robespierre, Hérault, 288.
 Rochambeau, General, 227, 236, 261, 362, 1083.
 Romaine, Doctor, 1051.
 Rosier, citizen, 1079.
 Ross, Senator, 532.
 Roustau, Santo Domingo Commissioner, 45, 55.
 Rum trade with England, 656.
 Russell, Doctor, 460.
 Russia against France, 984.
 Rutledge, Mr., 1018.
 St. Croix, affairs at, 615.
 St. Pierre, supplies from French Government for, 157.
 Ste. Lucia, expedition to, 908.
 surrender of, 362.
Sans-Pareil, prize taken by, 860.
 Santo Domingo, 45, 72, 76, 77, 79, 80, 82, 83, 85, 86, 87, 93, 122, 127, 131, 145, 147, 152, 154, 167, 210, 218, 224, 226, 227, 259, 261, 312, 369, 370, 461, 469, 542, 612, 804.
 Moreau's work on, 944.
 needs of, 97, 139, 140.
 negro emancipation in, 45, 844.
 Spaniards repulsed at, 227.
 suspicions of loyalty of, 63, 64.
 treatment of Americans at, 688.
 unjust taxes at, 690.
 Scioto colonists, 97, 119.
 Seamen, impressment of, 869.
Sémillante frigate, 680, 684.
 Senate, aristocratic temper of, 106-107.
 English influence on, 813.
 refuses money to France, 397.
 treaty-making power of, 629, 835.
 Senators, alleged corruption of, 738.
 Sercey, Admiral, 225, 265.
 Shay's rebellion of 1787, 457.
 Sheffield, Mr., 479.
 Sheridan Manuscript Memoirs, 460.
 Short, Minister, 187, 924.
 Simcoe, Governor, 677, 990, 1050.
 Smith, Captain, 236.
 Smith, Colonel, deputy to United States, 180, 184, 188.
 Smith, General, 373.
 Smith, Mr., of South Carolina, 342.
 Smith, William, 471, 1043.
 Society of Cincinnati celebrate Independence Day, 144.
Sophia, brigantine, 1062.
 Sources of manuscripts, 14, 15.
 South Carolina, 86, 93, 471.
 entry bond for colored men, 1021, 1078.
 French sympathy in, 1021.
 Jay treaty in, 894.
 Spain, England and, alliance between, 729.
 war between, 1009.
 Spain, France and, common interests of, 798.
 United States willing to mediate between, 391.
 minister from, 953.
 negotiations concerning Mississippi, 620, 806, 827.
 relations with, under Jay treaty, 912.
 relations of United States with, 354.
 treaty with, 744, 835, 838, 898.
 Spaniards repulsed at Santo Domingo, 227.
 Spanish-American revolt threatened, 990.
 Spanish commissioners, passport proposed by, 357.
 Spanish Consul arrested at Charleston, 1060.
 Spanish demands on Blount conspiracy, 1095.
 Spanish despotism in Louisiana, 266.
 Spanish-English hostility, 1039.
 Spanish loan, condition of, 1007.
 Spanish minister attacked by Federalists, 1057.
 Spanish negotiations, Kentucky and, 658.
 Spanish relations, 1032, 1037.
 Spanish retrocession of Louisiana, 568.
 Spanish tyranny in Louisiana, 204.
 State debts, assumption of, 107.
 State rights, 504, 1022.
 Sugar exports, 1791-1794, 572.
 Sugar, price of, in West Indies, 656.
 Sumner, Judge, opposes Samuel Adams, 894.
 Supreme Court, case of marine deserters before, 682.
 Swan, James, claim of, 699, 750, 751, 765, 873.
 Sweden, treaty with, 1067.
 Swiss colonists in United States, 588.
 Talbot, William, case of, 854.
 Tallyrand, American experiences of, 466.
 Fanchet's suspicions of, 378.
 La Forest and, 717.
 Létombe to, 1073.
 on colonial commerce, 566.
 Tanguy-la-Boissière, 1003.
 Tanguy, citizen, 808, 843, 964.
 Tariff discussion in 1797, 997.
 Tariff, wine, 123, 597.
 Tarlton and Washington, 778.
 Tassis, citizen, 803.
 Tax on distilled spirits, 621.
 Taxation, direct, opposition to, 997.
 methods discussed in 1797, 997.
 Taylor, Mr., of Virginia, 472.
 Tennessee, Jay treaty in, 894.
 Ternant, minister, 12, 60, 72, 73, 130, 132, 137, 145, 146, 147, 154, 165, 169, 181, 190, 192, 327, 638, 1029.

- Ternant, minister, biography of, 43.
 defense of conduct of, 184, 185.
 received by Washington, 43, 44.
- Terrage, Baron Marc de Villiers du, 1098.
- Territories, western, development of, 659.
- Texier, Pierre, 1031, 1032.
- Thanksgiving Day, observance of, 581.
- Thetis*, frigate, 858.
- Thornton on Louisiana transfer, 568.
- Thurcot, of Public Safety Committee, 727.
- Tonnage duties, 263, 553, 639, 878.
- Tories and Federalists, 285.
- Tories favor Jay treaty, 905.
- Torris, M., supercargo, 1036.
- Treaties, commercial, in House of Representatives, 585.
 ratified by law, 885.
 power of Senate in making, 629.
 President's rights in making, 835.
- Treaty, commercial, proposed, 202, 207.
 documents demanded from President, 207.
- Treaty, Jay, alleged bribery for, 901.
 arrival of, 601.
 before Senate, 707.
 debated in House, 881, 893.
 endangers French interests, 557.
 popular opinion of, 745, 746.
 publication of, 742.
 Senate debate on, 709, 712.
 signed by Washington, 776.
- Treaty-making power in United States, 835.
- Treaty obligations during war, 817.
- Treaty observance, order concerning, 858.
- Treaty of Bâle, 567.
- Treaty of commerce, conference with Jefferson, 9, 108-114, 129, 135, 293, 343, 635, 722, 743.
- Treaty of peace, observance of, 622.
- Treaty, violations of, 697, 867.
- Treaty with Algiers, 834, 838.
- Treaty with England (see Jay treaty).
- Treaty with France, 340, 633, 634, 635, 637, 642, 649.
- Treaty with Spain, 835, 838.
- Treilhard, of committee of safety, 727.
- Union dissolution probable, 1082.
- Van Berkel, Mr., 942.
- Van Polanen, Minister, 952, 1019.
- Vans-Murray, Minister, 992, 1027.
- Vanstabel*, convoy, 682.
- Vanuxem, James, 1034, 1083.
- Varenne, Billaud, 288, 294, 803.
- Vasse, M., 1083.
- Vaughan, General, 610.
- Vengeance*, privateer, 862.
- Vergennes, Minister, 1030.
- Vermont, Jay treaty in, 894.
- Vessels, American, illegally condemned, 76.
 French commissions to, 398-400.
 neutral, indemnity for, 393.
See Prizes.
- Vice-Presidential candidates, 920.
- Vilatte, Commandant, 805.
- Virginia, attitude toward Jay treaty, 894.
 naval order revoked by, 696.
 patriotism of, 1007.
 proclamation by, 685.
 supports national neutrality, 685.
 troops oppose whisky insurgents, 456.
- Voters in Boston for Constitution revision, 672.
- Walter, Mr., of Philadelphia, 840.
- Walterstorff, Governor, 615.
- War between France and Hungary, 148.
- War feeling against England, 816.
- War feeling toward France, 985, 987, 1047.
- War materials, exportation prohibited, 674.
- War vessels, concerning purchase of, 389.
 neutrality rights of, 855.
- Warin, Adjutant-General, 929.
- Washington, George, 186, 214, 374, 581, 927.
 as a soldier, 778.
 ball in honor of, 834.
 birthday celebration, 584, 833.
 character of, 776.
 dominated by English party, 277.
 duplicity alleged, 818.
 enemy of England, 373, 374.
 farewell address of, 954.
 fears war with France, 986.
 friend to France, 373, 374, 637, 920, 1029, 1046.
 Genet and, 217, 230, 231, 241, 245, 247, 279, 285.
 high patriotism of, 458.
 Jefferson's opinion of, 1029.
 message on Jay's treaty, 631.
 message to Congress, 166, 978.
 observance of Constitution, 746.
 press insults to, 916.
 refuses House demand for treaty documents, 883.
 secret message on Algiers, 998.
- Washington, Madame, 1027.
- Wayne, General, 351, 430, 459, 677.
 arrival at Fort Pitt, 138.
- Weights and measures, commission on, 544.
- West, insurrection in, history of, 694.
 the French seek information about, 929.
- Western coalition feared, 404.
- Western emigration in 1795, 659.
- Western States, Mr. White to, 623.
 opposed to the East, 535.
- Western territories, development of, 659.
- West Indies, events in, 417, 464, 609.

- West Indies, guaranty of colonies in, 1064.
war conditions in, 692.
- Whisky insurrection, 401-404, 420, 433-439, 448, 456, 459, 471, 484, 487, 694.
England's connection with, 414, 421.
explained by Fauchet, 414.
President's message on, 497.
- White, Mr., delegate from Western territory, 623, 652, 659.
- Willcoks, M., newspaper articles by, 981, 1001.
- Wilson, Capt. Robert, 1069.
- Windward Islands, affairs at, 262.
- Wine trade with France, 123, 124, 597, 655.
- Wolcott and Pickering, oppose treaty, 775.
- Wolcott, Secretary of Treasury, 550.
- Wolf, M., Irish patriot, 786.
- Yard, M., 779.
- Yazoo land companies, 586.
- Yeates, Judge, 670, 671, 702, 710.

O



E Turner, Frederick
183.8 Jackson, 1861-1932,
F8 ed.

T87
1972 Correspondence of
the French
ministers to the
United States,
1791-1797

DATE			

